



**LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL AFRICAIN A
L'ÉPREUVE DES GRANDS TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU
TERRITOIRE ET D'EXPLOITATION MINIÈRE**

Le premier grand défi soulevé par le colloque de Koudougou concerne la survie de notre mémoire physique devant l'avancée rapide des infrastructures. À Koupéla, comme sur le site même de l'Université Norbert Zongo, le constat est alarmant : faute d'inventaires préalables, des vestiges majeurs comme des ateliers sidérurgiques ou des habitats anciens sont détruits par l'urbanisation. Cette tension se cristallise particulièrement dans le secteur minier en Afrique de l'Ouest. Bien que des études d'impact soient menées, comme à Daguilma ou sur le site de Bissa-Bouly, le cadre législatif reste trop fragile pour empêcher les engins de chantier de devancer les archéologues. Mais au-delà des objets enfouis, le patrimoine possède une dimension vivante et immatérielle qui conditionne l'équilibre des sociétés. La dégradation de l'environnement, illustrée par la déforestation et l'orpaillage en Côte d'Ivoire, ne détruit pas seulement la nature, mais fragilise les rites et l'identité des peuples dont les forêts sacrées sont le socle. Dans les centres urbains comme Bobo-Dioulasso, l'enjeu est désormais de dépasser la simple protection des monuments pour intégrer les « itinéraires sacrés » et les rites sociaux dans l'aménagement moderne. Cette force culturelle se révèle être un outil de survie remarquable pour les populations déplacées internes en pays moaga, qui parviennent à recréer leurs territoires symboliques et leur lien social à travers les cérémonies et les marchés, même en situation d'exil.

Ainsi, la sauvegarde de cet héritage ne peut s'envisager sans une vision économique et sociale pérenne. L'artisanat traditionnel, bien que menacé par l'abandon, et les zones naturelles comme celle de Kuilg-Noonré, offrent des opportunités de développement touristique respectueux de l'histoire locale. Les chercheurs s'accordent sur une stratégie à trois niveaux pour l'avenir : généraliser l'inventaire systématique avant tout grand chantier, appliquer avec rigueur les cadres juridiques nationaux, et surtout, placer les communautés locales et les autorités coutumières au centre de la gestion. Ce sont eux qui, en tant que gardiens de la mémoire, assurent la pérennité de ce que l'on appelle « l'esprit des lieux »



**ÉDITEUR
CRAC – INSAAC**



Sous la direction de

Noaga BIRBA

**Hors-
Série18
Août
2026**

**LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL AFRICAIN A
L'ÉPREUVE DES GRANDS TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU
TERRITOIRE ET D'EXPLOITATION MINIÈRE**

**LABORATOIRE LETTRES, ARTS ET COMMUNICATION
(LABOLAC)**



Préface du Pr Lassina KOTE

ISSN-L 2706-6312

E-ISSN 2708-0633

CC BY 4.0



D.O.I: <https://doi.org/10.48734/akofena>



Akofena



Revue scientifique des Sciences du Langage,
Lettres, Langues & Communication

*Valoriser la recherche, diffuser les savoirs,
promouvoir la diversité linguistique et culturelle.*



À PROPOS

Akofena est une revue scientifique pluridisciplinaire dédiée à la diffusion de travaux originaux et innovants dans les domaines des Sciences du Langage, Lettres, Langues et Communication.



NOS ENGAGEMENTS

- ✓ Exigence scientifique
- ✓ Évaluation rigoureuse en double aveugle
- ✓ Ouverture et accessibilité
- ✓ Éthique et intégrité
- ✓ Rayonnement international



DOI : <https://doi.org/10.48734/akofena>



Site web : www.revueakofena.com/



Akofena est une revue en libre accès.
Tous les articles sont gratuitement disponibles en ligne pour une diffusion sans barrière du savoir.



PÉRIODICITÉ



TRIMESTRIEL

LICENCE

CC BY 4.0

Creative Commons



INDEXATION & VISIBILITÉ

Présente sur **DOAJ**
pour une recherche plus visible et accessible à tous.



Sous-direction du dépôt légal, 1^{er} trimestre
Dépôt légal n°16304 du 06 Mars 2020



EDITEUR

CRAC – INSAAC (Côte d'Ivoire)

Centre de Recherche sur les Arts et la Culture (CRAC)

Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC)



Site web
www.revueakofena.com/



Email
infos@revueakofena.com

ISSN-L (imprimé) 2706 - 6312
E-ISSN (en ligne) 2708 - 0633

INDEXATION
INTERNATIONALE



Revue Akofena

Valoriser la recherche • Connecter le savoir • Inspirer l'avenir



DOAJ

Directory of Open Access Journals

LINGUISTIC
BIBLIOGRAPHY
ONLINE



ERIH PLUS

EUROPEAN REFERENCE INDEX FOR THE
HUMANITIES AND SOCIAL SCIENCES

Mirabel

“(RE) CUEILLIR
LES SAVOIRS”



SHERPA/ROMEO

Publisher copyright policies
& self-archiving

EBSCO

INFORMATION SERVICES

Modern
Language
Association

MLA

Advancing language
and literature studies



EZB Elektronische
Zeitschriftenbibliothek

Electronic Journals Library

MIAR

Information Matrix for the
Analysis of Journals



Metadata from
Crossref
Connecting Research

INDEX  COPERNICUS
INTERNATIONAL

ASCI

ADVANCED SCIENCE INDEX

sudoc

Système Universitaire de
Documentation



Pour plus d'informations sur toutes nos bases d'indexation internationale
<https://www.revueakofena.com/indexation/>





Directeur de publication/ Director of Publication
Pr ABOLLOU Camille Roger, Directeur du CRAC – INSAAC



Secrétaires éditoriaux / Editors' Secretaries

Dr AHADI SENGE MILEMBA Phidias, Université de Goma, RDC

Dr ALLA N'guessan Edmonde-Andréa, Université Félix Houphouët-Boigny, CI

Dr ALLOU Allou Serge Yannick, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Dr(MC)ATSE N'cho Jean-Baptiste, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

Dr BOUTISANE Outhman, Université Moulay Ismail Errachidia, Maroc

Dr GONDO Bleu Gildas, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Dr KODAH Mawuloe Koffi, University of Cape Coast Cape Coast, Ghana

Dr(MC) KOUACOU N'goran Jacques, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Dr KOUASSI N'dri Maurice, Université Péléforo Gon Coulibaly, Côte d'Ivoire

Dr KOUESSO Jean Romain, Université de Dschang, Cameroun

Dr MADJINDAYE Yambaïdjé, Université de N'Djaména, Tchad

Dr(MC) MANDOU AYIWOUO Faty-Myriam, Université de Douala, Cameroun

Dr(MC) SEA Souhan Monhuet Yves, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Dr TOLOGO Guillaume Ballebé, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso



Rédacteur en Chef/ Editor-in-Chief
Dr (MC) ASSANVO Amoikon Dyhie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Secrétaires de rédaction / Editorial Secretaries

Dr ANDREDOU Assouan Pierre, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Dr ATANGANA Marie Renée, Université de Bertoua, Cameroun

Dr BEN LARBI Sara, Université de Lorraine, France

Dr(MC) CONGO Aoua Carole, CNRST, Burkina Faso

Dr(MC) DODO Jean-Claude, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Dr KONE Drissa, Unification Theological Seminary, USA New York City Campus

Dr(MC) KOUASSI Amino Liliane, INSAAC, Côte d'Ivoire

Dr MAMADI Robert, Université Adam Barka d'Abéché, Tchad

Dr NACOULDMA Boukaré, École Normale Supérieure, Burkina Faso

Dr NANTOB Mafobatchie, Université de Lomé, Togo

Dr NIAMIEN N'da Tanoa Christiane, Université Félix Houphouët-Boigny, CI

Dr NGUEMA ANGO Joseph-Marie, École Normale Supérieure du Gabon

Dr N'GUESSAN Kouassi Akpan Désiré, Université Félix Houphouët-Boigny

Pr STOLL Marie, Humboldt State University – Californie, USA

Dr YOUANT Yves-Marcel, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Éditeur

CRAC – INSAAC (Côte d'Ivoire)



National

Pr ABOA Abia Alain Laurent, Université FHB

Pr BOGNY Yapo Joseph, Université Félix FHB

Dr (MC) GNIZAKO Symphorien Téléphone, Université FHB

Pr GOA Kacou, Université FHB

Dr (MC) HOUMEGA Munseu Alida, FHB

Pr KOSSONOU Kouabena Théodore, FHB

Dr (MC) MANDA Djoa Johson, INP-HB

Dr (MC) SIB Sié Justin, Université FHB

Dr (MC) TAPÉ Jean-Martial, Université FHB

Dr (MC) YEO Kanabein Oumar, Université FHB

International

Pr ADJERAN Moufoutaou, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

Pr AINAMON Augustin, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

Dr (HDR) Anas MOUTIA, Université Cadi Ayyad, Maroc

Dr (MC) Cissé Mahamadou Hassane, Université Nazi Boni
Burkina Faso

Dr (HDR) ELYOUBI Fatima Zohra, Université Mohammed V,
Maroc

Pr GBAGUIDI Koffi Julien, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

Pr KABORE Bernard, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso

Pr KANTCHOA Laré, Université de Kara, Togo

Pr LIGAN Dossou Charles, Université d'Abomey-Calavi

Pr MALGOUBRI Pierre, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina
Faso

Dr (MC) NJIOMOUO LANGA Carole, Université de Maroua,
Cameroun

Dr (MC) OUÉDRAOGO Mahamadou Lamine, Université
Norbert Zongo, Burkina Faso

Pr PALI Tchaa, Université de Kara, Togo

Pr. QUINT Nicolas, Université Paris Villejuif, France

Dr (MC) RAKOTOMALALA Jean Robert, Université de
Toliara, Madagascar

Dr (MC) RAZAMANY Guy, Université de Mahajanga,
Madagascar

Pr SAWADOGO Awa 2ème Jumelle, Université Joseph Ki-
Zerbo, Burkina Faso

Pr. TCHABLE Boussanlègue, Université de Kara, Togo

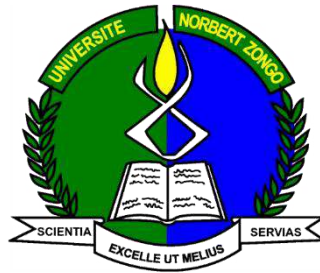
Ligne éditoriale

Akofena symbolise le courage, la vaillance et l'héroïsme. En pays Akan, les épées croisées représentent les boucliers protecteurs du Roi. La revue interdisciplinaire Akofena des Lettres, Langues et Civilisations publie des articles inédits, à caractère scientifique. Ils auront été évalués en double aveugle par des membres du comité scientifique et d'experts selon leur(s) spécialité(s). Notons qu'Akofena est une revue au confluent des Sciences du Langage, des Lettres, Langues et de la Communication. Les textes publiés sont des contributions théoriques ou des résultats de recherches de terrain des Chercheurs, Enseignants-Chercheurs et Étudiants. Pour éliminer toute velléité de collision avec des textes existants en ligne, c'est-à-dire déjà publiés, et obtenir un texte publiable ayant une grande qualité scientifique, valorisant tant le Contributeur que la revue Akofena, depuis octobre 2021, le Comité scientifique et l'Éditeur imposent à tout projet d'article une soumission à la détection anti-plagiat. Notons que le score obtenu ne devra pas excéder 20%. Akofena n'est ni une revue nationale ni régionale, mais une revue ouverte et accessible aux chercheurs de tous les horizons linguistiques. C'est à ce titre que les différents numéros publiés par Akofena font l'objet d'appel à contributions internationales sur les canaux de diffusions existantes. Outre, pour se départir des revues prédatrices, qui pullulent le monde universitaire, la soumission et les évaluations des projets d'article sont entièrement gratuites. Les seuls frais perçus par le nos services restent les frais liés à l'insertion/ publication des textes acceptés après évaluation.

Pour terminer, conformément à la politique de libre accès, les articles publiés peuvent être copiés et distribués sans autorisation, à condition qu'une citation correcte de la publication originale soit fournie. Nous nous engageons à faire progresser la science et les applications à travers nos publications. Akofena veut s'assurer que votre expérience éditoriale se déroule le mieux possible afin que vous puissiez vous concentrer sur ce qui compte vraiment.

Dr (MC) ASSANVO Amoikon Dyhie, Université Félix Houphouët-Boigny
Rédacteur et Éditeur en Chef

**LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL AFRICAIN A L'ÉPREUVE DES
GRANDS TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET D'EXPLOITATION
MINIÈRE**



**LABORATOIRE LETTRES, ARTS ET COMMUNICATION
(LABOLAC)**

**Actes du colloque scientifique international
interdisciplinaire UNZ-NAK
Koudougou, 1^{er} et 2 décembre 2023
Université Norbert Zongo**

**Sous la direction de
Noaga BIRBA**

Comité de lecture

Pr Edwige ZAGRÉ/KABORÉ, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
Pr P. Isidore, YANOGO Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
Pr Salifou IDANI, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
Pr Mahamoudou OUBDA, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
Dr Adama OUÉDRAOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
Dr Salif KIENDRÉBÉOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
Dr Yves Pascal Zossin SANOU, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
Dr Abdoulaye COMPAORÉ, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
Dr Adama OUÉDRAOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
Dr Adamou KANTAGBA, Université Nazi BONI (Burkina Faso)
Dr Arnaud OUÉDRAOGO, École normale supérieure (Burkina Faso)

Dr Arnaud OUÉDRAOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Clément KOAMA, Université Nazi BONI (Burkina Faso)
 Dr Dieu-Donné ZAGRÉ, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Germain Salatiemoani OUALLY, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Issaka YAMÉOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Jacques BARRO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Kalidou SY, Université Gaston BERGER (Sénégal)
 Dr Khadim Rassoul THIAM, Université Gaston BERGER (Sénégal)
 Dr Mahamadi ZONGO, École Normale Supérieure (Burkina Faso)
 Dr Missa BARRO, École normale supérieure (Burkina Faso)
 Dr Oi Hervé Georges ETTIEN, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)
 Dr Pierre Gninneyo NIYA, École Normale Supérieure (Burkina Faso)
 Dr Rodrigue Wendekondo SAWADOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Salif KIENDRÉBÉOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Samuel Konan KOUAKOU, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)
 Dr Simon Pierre TIBIRI, École normale supérieure (Burkina Faso)
 Dr Songanaba ROUAMBA, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Timbila SAWADOGO, École Normale Supérieure (Burkina Faso)
 Dr Yvonne TIBIRI/KOUTOU, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Abel OUÉDRAOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Brahima SAVADOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Dibié BADO, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)
 Dr Gustave ILBOUDO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Idrissa OUÉDRAOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Kossi Wonouvo GNAGNON, Université de Lomé (Togo)
 Dr Mathias NITIÉMA, Centre universitaire de Dori (Burkina Faso)
 Dr Michel YAMÉOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Ouboussa SOUGUÉ, Centre universitaire de Dori (Burkina Faso)
 Dr Roland BICABA, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Saiba BAKOUAN, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Adama KABORÉ, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Roberto SAVADOGO, Université Norbert ZONGO
 Dr Sombéwendé Hubert OUÉDRAOGO, Université SIB Sié Faustin (Burkina Faso)
 Dr Serge Stéphane SANOU, Université Yembila Abdoulaye TOGUYENI (Burkina Faso)
 Dr Windpouiré Isidore KONSEIBO, Université Norbert ZONGO, (Burkina Faso)
 Dr Yacouba SAM, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Dr Nongma Nestor ZONGO, Université Nazi Boni (Burkina Faso)
 Dr Moussa COULIBALY, Université Assane SECK (Sénégal)

Comité scientifique

Pr Georges SAWADOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Pr Ernest BASSANÉ, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Pr Alain Casimir ZONGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Pr Issa MOUMOULA, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
 Pr Jean-Claude BATIONO, École normale supérieure (Burkina Faso)
 Pr Joseph PARÉ, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Pr François SAWADOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Kandayinga Landry Guy Gabriel YAMEOGO, Université Norbert Zongo (Burkina Faso)

Pr Romuald TCHIBOZO, Université Abomey Calavi (Bénin)

Pr Moustapha GOMGNIMBOU, INSS / CNRST (Burkina Faso)

Pr Lassina KOTÉ, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Pr Jean-Célestin KY, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Pr Timpoko Hélène KIENON-KABORÉ, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY (Côte d'Ivoire)

Pr Koutchoukalo Marcelle TCHASSIM, Université de Lomé (Togo)

Pr Ludovic KIBORA, INSS/CNRST (Burkina Faso)

Pr Mahamadou Lamine OUÉDRAOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Maxime COMPAORÉ, INSS/CNRST (Burkina Faso)

Pr Siméon Kouakou KOUASSI, Université de San Pédro (Côte d'Ivoire)

Pr Mamadou BAMBA, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire) Pr P. Isidore, YANOGO Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Salifou IDANI, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Moussa BOUGOUMA, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Salaka SANOU, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Pr Sié Alain KAM, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Pr Vincent OUATTARA Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Windkouni Haoua Eugenie MAIGA, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Yamba PITROIPA, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Youssouf OUÉDRAOGO, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Pr Yves DAKOOU, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Pr Zomomenibè Maxime SOMÉ, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Edwige ZAGRÉ/KABORÉ, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Didier N'DAH, Université d'Abomey Calavi, (Bénin)

Pr Mahamoudou OUBDA, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Arouna OUÉDRAOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Doua Allain GNABAHOU, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Dr Adama TOMÉ, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Dr Zara DAO, Université Norbert Zongo (Burkina Faso)

Dr Noaga BIRBA, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Dr Yves Pascal Zossin SANOU, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Dr Albert SOUDRÉ, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Dr Foniya Élise ILBOUDO-THIOMBIANO, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Dr Christian ZOUNDI, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Dr Dougoudia Joseph LOMPO, École normale supérieure (Burkina Faso)

Dr Étienne KOLA, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr François SAWADOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Dr Frédéric OUÉDRAOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Dr Fulgence IDANI, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Dr Innocents OUÉDRAOGO, École normale supérieure (Burkina Faso)

Dr Issa SORY, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Dr Kouninhir SOMÉ, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
Dr Lassina TRAORÉ, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
Dr Pon Jean-Baptiste COULIBALY, Université Joseph KI-ZERBO, (Burkina Faso)
Dr Moussa BOUGOUMA, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
Dr Nadège BAMBARA/COMPAORÉ, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
Dr Ouindlassida Jean-Étienne OUÉDRAOGO, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
Dr Vincent SÉDOGO, INSS/CNRST, (Burkina Faso)

Remerciements

Le deuxième colloque scientifique international pluridisciplinaire Université Norbert ZONGO- Nuits Atypiques de Koudougou (U.N.Z.-NAK) s'est déroulé les 29 et 30 novembre 2024 sur le thème « La protection du patrimoine culturel africain à l'épreuve des grands travaux d'aménagement du territoire et d'exploitation minière ». Il était la rencontre scientifique marquante de la 29^e édition du festival les Nuits Atypiques de Koudougou, tenu du 27 novembre au 1^{er} décembre 2024. C'est l'exemple parfait d'une collaboration entre une structure universitaire et un partenaire privé engagé dans la sauvegarde et la promotion du patrimoine culturel africain.

Nous voudrions, en entame, témoigner notre gratitude aux autorités de l'Université Norbert ZONGO et aux membres du comité d'organisation du colloque pour leur engagement dans la réussite de cette rencontre scientifique. Nous pensons notamment aux Professeurs Georges SAWADOGO et Issa Abdou MOUMOUA, anciens présidents de notre institution d'enseignement et de recherche. Ils ont rendu cette collaboration possible, le premier pour en avoir eu l'idée et le second pour l'avoir concrétisée à travers deux colloques.

Nos remerciements particuliers vont à l'endroit de Monsieur Koudbi KOALA, et Président-fondateur et Directeur de l'Association Benebnooma et des NAK, pour sa considération, son attachement à la culture et à la science, ainsi que pour son soutien financier inestimable à la publication des actes du présent colloque.

Nous exprimons également notre profonde reconnaissance à Monsieur Saada BAGUÉ, Directeur général du Grand Hôtel du Boulkiemdé, pour ses soutiens multiformes qui ont été d'une précieuse contribution à la bonne organisation et à la réussite de ce colloque.

Aux différents participants qui ont communiqué en présentiel ou en distanciel, nous réitérons notre gratitude pour l'intérêt accordé à ce colloque, à Koudougou et à son université. La qualité de vos réflexions a donné une véritable stature à cette rencontre scientifique et enrichit la présente publication.

À tous et à toutes, *bark- wusgo*¹ !

Dr Adama OUÉDRAOGO

*Maître de conférences en grammaire française
Chevalier de l'Ordre des Palmes académiques du Burkina Faso
1^{er} vice-président du comité d'organisation*

¹ « Merci beaucoup » en mooré, langue officielle du Burkina Faso.



Akofena

Revue Scientifique des Sciences du Langage, Lettres, Langues & Communication

SOMMAIRE

Hors-Série 18
Août 2026

Préface

Introduction générale

AXE 1

01	Ténihan TRAORE	03
Le patrimoine archéologique à l'épreuve des grands travaux de construction à Koupela		
02	N'Doua Etienne ETTIEN & Galla Guy Roland TIE BI	17
Difficultés dans la réalisation des études d'impacts archéologiques et culturelles : cas du site aurifère de Doropo dans le nord-est de la Côte d'Ivoire		
03	Mahamadé DONDEBZANGA	33
Archéologie préventive et histoire du peuplement de Tenkodogo		
04	Ourobè DIOMA	47
Survie du patrimoine culturel dans un contexte d'aménagement de la commune de Tansila : quelles stratégies de sauvegarde ?		
05	Batio Ben Amed NIGNAN	59
Contribution à la connaissance et à la protection du patrimoine archéologique dans l'enceinte de l'Université Norbert Zongo : état des lieux et perspectives de protection		
06	Sombéwendin Hubert OUEDRAOGO & Brahim OUEDRAOGO	79
Archéologie préventive et sociétés immobilières au Burkina Faso : cas du projet d'aménagement du territoire dans le village de Daguilma (province d'Ouhritenga)		
07	Sayouba BAMA & Bienvenue Nebila BAMA	91
La colline <i>pyô-byû</i> et l'orpaillage		
08	Silamane SAWADOGO, Nongma Nestor ZONGO & Serge Stéphane SANOU	101
Le patrimoine archéologique de Yimiougou (commune de Korsimoro) face à l'exploitation minière : inventaire des sites, stratégies de protection et de sauvegarde		
09	Jean Sylvestre Wendmanegdé OUEDRAOGO	115
Le patrimoine archéologique du Kombere de Kirgutenga (Sandbondtenga, Burkina Faso)		
10	Séverin BADO & Baka Jacques BADO	127
Impact de l'orpaillage artisanal sur les sites archéologiques dans la commune de Réo (province du Sanguie/Burkina Faso) : cas du village de Zoula		



11	Noaga BIRBA & Badimbié YOGO	139
	Archéologie préventive au Burkina Faso : cas du projet d'exploitation aurifère de Bissa-Bouly dans la commune de Sabce [province du Bam]	
AXE 2		
12	Kouakou Rémi BOUSSOU & Gonkanou Marius CAMARA	153
	L'archéologie préventive et le masque dan : perspectives interdisciplinaires pour la protection du patrimoine culturel ivoirien	
13	Brahima OUEDRAOGO & Yaya OUATTARA	169
	Étude des vestiges de l'artisanat traditionnel des villages de Dramandougou et de Niou : cas de la vannerie et de la teinture	
14	Djamanatigui OUATTARA	181
	La déforestation, une menace pour le patrimoine culturel du peuple We de l'ouest de la Côte d'Ivoire	
15	Ibrahima OUIBGA	193
	État des lieux du patrimoine culturel de <i>Naaba Wubri</i>	
16	Pougwendé Léandre GUIGMA	207
	Réhabilitation du centre-ville de Bobo-Dioulasso : vers la constitution d'un patrimoine urbain	
17	Bassirou ZAKANÉ	221
	Aménagement du territoire et protection du patrimoine culturel matériel au Burkina Faso : cas de la ville de Tenkodogo	
18	Roger Sylvain BONKOUNGOU	233
	Valorisation par l'aménagement durable et la protection du patrimoine naturel : cas du marigot Kuilg Noore de Koudougou dans la région du Centre-Ouest du Burkina Faso	
19	Djibril THIAM, Oumar Salya SAVANE & Mariama BA	249
	Analyse techno-typologique de la culture matérielle des sites archéologiques de Gboko et Founounkouroudou dans les zones minières de la République de Guinée	
20	Kouakou Sylvain KOFFI, Gninin Aicha TOURE, Abel AKA & Kouadio Ange Aurelien KOUAKOU	263
	Archéologie, patrimoine culturel et histoire d'un projet aurifère (Ferkessedougou-Nord Côte d'Ivoire)	
21	Beli Nebakian YARO	279
	Contribution pour une gestion de biens patrimoniaux : cas des sites de sati en pays Nuna	
22	Yves Pascal Zossin SANOU	291
	Sauvegarde du patrimoine archéologique et l'exploitation de la carrière de sable de Borodougou (Bobo-Dioulasso/Burkina Faso)	
	Conclusion générale	



Préface

L'archéologie, science historique par excellence, permet de nos jours de reconstituer les principaux aspects de la vie des communautés humaines passées. Son importance est encore plus marquée pour les zones qui n'ont pas développé tôt l'écriture. C'est le cas de l'Afrique au Sud du Sahara, et tout particulièrement l'Afrique occidentale. Dans cette partie du monde, la recherche archéologique est plutôt récente. A titre illustratif en 1959 dans son article sur l'état des recherches archéologiques en Haute Volta, Raymond MAUNY évoque seulement quelques gravures rupestres dans le nord, les ruines du sud-ouest (le Lobi) et quelques objets préhistoriques (haches polies) provenant des formations gréseuses de l'Ouest du pays. La situation était certainement moins reluisante en Côte d'Ivoire et les autres colonies limitrophes, comme le Togo et le Bénin. Le Mali, le Niger et le Ghana étaient un peu mieux lotis. De la période coloniale à nos jours dans ces pays, on a vu se succéder les amateurs de la chose archéologique, les africanistes un peu plus spécialisés dans le domaine et des archéologues nationaux. Cette « africanisation » des archéologues ne s'est malheureusement pas accompagnée d'une endogénéisation du financement de la recherche.

Le statut actuel de la discipline archéologique permet de dire qu'elle s'exprime de façon plurielle au regard des thématiques abordées, des méthodes d'investigation, et même des perspectives de l'archéologie. A ce niveau on peut dire que d'une science de l'objet à ses débuts, l'archéologie se veut de nos jours, une science à même de reconstituer le passé humain dans toute la complexité des systèmes (techniques, économiques, socio-culturels etc.) que les hommes ont mis en place, dans le temps et dans l'espace, tout au long de leur évolution. Les produits de l'activité technique, l'outillage lithique, l'os, le bois, la céramique les métaux ont et continuent de fournir l'essentiel des artefacts sur lesquels s'appuient les analyses. Toutefois, les restes de l'homme lui-même tout comme les écofacts permettent d'appréhender un vaste champ de la vie des communautés humaines passées. Cette perspective permet ainsi de définir plusieurs domaines de spécialisation de la discipline. Cette spécialisation concerne aussi bien les types de vestiges étudiés, que la chronologie et des aires géographiques de notre planète terre.

De la prospection aux fouilles et au post-fouille les méthodes d'investigation et les outils d'analyse des données ont connu des évolutions spectaculaires. L'utilisation du laser, des microscopes, ou le recours des méthodes comme celle de la médecine légale permettent aujourd'hui une approche plus approfondie des différentes données archéologiques, et partant, d'accéder à un peu plus d'intimité des communautés du passé. Pendant longtemps la préservation des témoins du passé était conditionnée par des facteurs naturels. Mais le développement des activités, dans la perspective économique et de mise en valeur des différentes nations, fait courir de grands dangers aux vestiges archéologiques. Conscient de ces dangers de nombreux Etats au cours du 19^{ème} siècle, prennent des dispositions pour minimiser les effets néfastes des travaux d'aménagement sur les témoins archéologiques considérés désormais comme des éléments du patrimoine. L'archéologie de sauvetage ou préventive voit ainsi le jour. Elle est plus systématique dans les pays dits « développés » que dans ceux « moins avancés ». L'archéologie préventive dans ces contrées souffre le plus souvent d'un cadre législatif peu rigoureux. De nombreuses rencontres scientifiques ont abordé la thématique de l'archéologie préventive dans nos contrées. C'est dans cette dynamique que s'inscrit ce Colloque scientifique interdisciplinaire de l'Université Norbert Zongo

(UNZ-NAK) le 1^{er} et 2 décembre 2024 à Koudougou, en marge des Nuits Atypiques de Koudougou (NAK) sur le thème : « **La protection du patrimoine culturel africain à l'épreuve des grands travaux d'aménagement du territoire et d'exploitation minière** ».

Une particularité de ce colloque se traduit par le fait que pour une fois on voit les archéologues sortir du cadre classique de l'Université et de l'Etat, pour associer le milieu associatif, et la société civile aux questions de l'archéologies en général et celle l'archéologie préventive en particulier. Les grands travaux d'aménagement dans nos contrées se concentrent surtout dans la construction d'infrastructures et l'exploitation minière. Malgré l'insuffisance des textes législatifs, l'archéologie préventive est de plus en plus pratiquée dans le cadre de certains projets d'aménagement et de mise en valeur. L'état des lieux de cette pratique, son apport à la connaissance du potentiel archéologique des zones d'impact et de façon plus globale à la reconstitution de l'histoire de la sous-région, sont autant d'aspects que développe un des deux axes de ce colloque.

Au-delà de nous renseigner sur le passé, les différents types de vestiges sont autant d'élément qui témoignent de notre filiation avec les générations qui nous ont précédés depuis des millénaires ; à ce titre ils méritent qu'on en prenne le plus grand soin pour leur préservation afin de transmettre leurs enseignements aux générations futures. La protection, la préservation et la sauvegarde doivent alors guider chacune de nos actions dans le cadre des différentes stratégies de développement socioéconomique. C'est le deuxième axe de ce colloque. On insistera alors sur le fait que les vestiges archéologiques ne doivent pas être considérés seulement comme des reliques. Bien au contraire, éléments constitutifs de notre patrimoine culturel collectif, ils doivent être mis à contribution pour la bonne conduite des grands projets d'aménagement, et même constituer des facteurs de développement dans les stratégies économiques. A titre illustratif, si chaque projet de grands travaux d'aménagement ou d'exploitation minière devait mettre en place des équipes d'archéologues, pour des investigations d'archéologie préventive satisfaisante, cela ne constituerait-il pas un débouché certain pour les nombreux étudiants que nous formons dans les départements d'Histoire et Archéologie de nos Universités ?

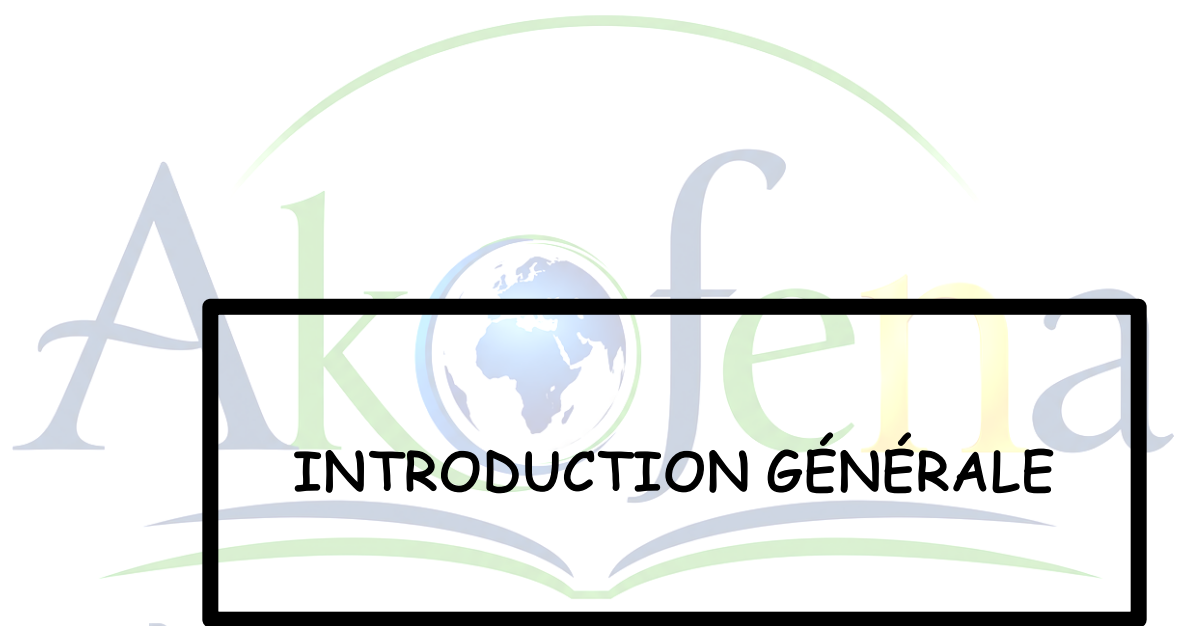
Lassina KOTE

Professeur Titulaire d'Archéologie et de Préhistoire

Université Joseph KI-ZERBO

Officier de l'Ordre du Mérite des Arts, des Lettres et de la Communication

Chevalier de l'Ordre de l'Etalon



INTRODUCTION GÉNÉRALE

Revue Scientifique des Sciences du Langage,
— Lettres, Langues & Communication —

Introduction générale : L'Afrique est un continent en voie de développement. Cela est un fait indéniable ! Ce développement s'accompagne d'importants travaux d'aménagement dont les infrastructures de transport et d'énergie, les activités industrielles, l'expansion urbaines, l'exploitation des ressources naturelles et minières (industrielle comme artisanale), etc. Bien vrai que ces différentes transformations des territoires africains constituent des leviers importants de développement économique et social, mais ils demeurent des sources d'impact sur le patrimoine archéologique et culturel des terroirs en exerçant une pression remarquable sur les espaces, les sites, les écosystèmes et le patrimoine culturel matériel et immatériel qui structurent toujours les sociétés contemporaines. Dans de nombreux pays africains, notamment au Burkina Faso, la réalisation d'infrastructure, hydro-agricoles, énergétiques, minière et urbaines, engendrent des transformations parfois irréversibles des paysages et même parfois de l'ensemble des territoires (O. Nao, 2007 ; A. D. Hien, 2013 ; R. Ouédraogo, 2015). Ces recompositions posent sans conteste la question de l'efficacité des territoires ainsi que de la préservation des ressources patrimoniales, notamment archéologiques, dans des zones soumises à de profondes mutations.

Depuis la grande conférence de 1992 à Rio De Janeiro sur l'environnement et le développement durable, il est de plus en plus admis que le développement de nos territoires ne peut être conçu exclusivement à partir des paramètres économiques, techniques et infrastructurelles. Il doit aussi prendre en compte la dimension historique, culturelle et patrimoniale des terroirs concernés (CRAterre-ENSAG, 2006). En effet, les sols, les paysages et les espaces aménagés sont loin d'être de simples supports physiques où s'écrivent les lignes du développement. Ils sont des réceptacles dans lesquels se sont stratifiées au fil du temps des expériences humaines, passées et contemporaines, devenant ainsi la personnification de la mémoire collective. La conservation des différentes composantes du patrimoine culturel, des sites historiques, des lieux de mémoire, des savoir-faire locaux participe à la connaissance des trajectoires historiques, à la construction des identités collectives, voire même au développement durable de territoires en quête de structuration. Une chose reste certaine ! Chaque fois qu'un projet d'aménagement du territoire est réalisé sans faire le diagnostic culturel, patrimonial et archéologique de la zone d'emprise du projet, il s'inscrit dans l'iconoclasme. On assiste alors à un effacement de ces ressources particulières, en renonçant à leurs effets de structuration et, par ricochet à la fragilisation du territoire concerné.

C'est dans cette perspective que s'est tenu le 1^{er} et 2 décembre à Koudougou, en marge des Nuits Atypiques de Koudougou (NAK) le Colloque scientifique interdisciplinaire de l'Université Norbert Zongo (UNZ-NAK) sur le thème : « **La protection du patrimoine culturel africain à l'épreuve des grands travaux d'aménagement du territoire et d'exploitation minière** ». A travers une diversité de communication réunies dans les présents actes, et plus d'une vingtaines d'articles, la centaine de chercheurs et d'experts présente à cette rencontre scientifique interdisciplinaire entendait interroger les rapports complexes entre production des connaissances scientifiques et pratiques, les mutations des territoires, l'exploitation des ressources naturelles, notamment forestières et aurifères et sauvegarde du patrimoine culturel et archéologique, très souvent indissociables des territoires. L'un des apports majeurs de cette réflexion réside dans le désir affiché de transcender l'opposition souvent établie entre, un côté, les impératifs du développement économique et de l'aménagement et, de l'autre, les exigences de conservation du patrimoine culturel. Il s'est plus agi de penser les conditions d'un arrimage durable et adapter aux sensibilités des territoires entre ces différentes dimensions susvisées.

Dans cette optique, deux axes majeurs structurent les réflexions qui ont été développées dans cet ouvrage. Le premier concerne l'archéologie préventive et les territoires en pleine mutation. Appréhendée de nos jours comme un outil scientifique susceptible d'atténuer l'impact des opérations

d'aménagement, l'archéologie préventive, contrairement à l'archéologie classique ou programmée, intervient, dans le meilleur des cas, en amont de l'implémentation des projets. Son objectif est d'établir un diagnostic du patrimoine archéologique (identification, documentation et caractérisation des vestiges) et, dans la mesure du possible de proposer un protocole de gestion et de sauvegarde des vestiges susceptibles d'être détruits par les travaux.

En cas d'aménagement du territoire ou d'exploitation des ressources naturelles, cette démarche demeure particulièrement importante, surtout dans le contexte de l'Afrique subsaharienne où les dynamiques d'occupation ancienne de l'espace restent encore insuffisamment documentées. En effet, dans le sous-sol burkinabè, comme dans celui d'une grande partie des pays de l'Afrique subsaharienne, sommeille toujours un pan important de l'histoire humaine (J. Ki-Zerbo, 1972 ; J. Dévisse, 1992) que l'archéologie programmée ne saurait à elle seule mettre en évidence eu égard à l'insuffisance des moyens financiers généralement alloués à cette discipline dans cette partie du monde. Dans le cas de l'Afrique subsaharienne, le retard accusé par les différents Etat dans l'aménagement de leurs territoires nous met actuellement dans un dilemme : il faut développer les territoires mais il faut conserver la mémoire et l'esprit de ces lieux. L'exercice s'avère parfois irréalisable en pratique. C'est à cet effet que l'archéologie préventive prend tout son sens et se pare de toutes ses lettres de noblesse. Elle constitue en effet dans ce cas de figure un instrument qui permet de transformer une contrainte relative aux activités d'aménagement et d'exploitation des ressources du territoire en opportunité scientifique en anticipant les risques liés à la destruction du patrimoine dans les limites des zones d'emprise des projets, en produisant de nouvelles connaissances et en intégrant le volet archéologie dans les processus de planification territoriale. Cela sous-entend toutefois une évolution des paradigmes du développement à l'échelle des pays, des institutions et de l'appareil juridique pour éviter une archéologie préventive faite par acquis de conscience où l'intervention des experts n'est sollicitée que lorsque les travaux sont déjà engagés ou que le mal est déjà fait. Or, le patrimoine archéologique est, par nature, une ressource non renouvelable. La destruction de ces vestiges représente à la fois une perte patrimoniale et scientifique majeure. Ces différentes questions sont tour à tour explorées tout au long de la douzaine d'articles qui constitue ce premier axe.

Le deuxième axe concerne justement les rapports entre patrimoine culturel, aménagement du territoire et exploitation des ressources naturelles. L'aménagement constitue une intervention programmée et volontaire sur un espace donné dans le but d'organiser les usages, améliorer la mobilité, développer les infrastructures socio-économiques de base et d'améliorer les conditions de vie des populations. Apporter une once d'amélioration aux conditions de vie des populations, fragilisées par des décennies d'insécurité alimentaire et de pauvreté financière et matérielle demeure un geste très noble. Cependant, toute transformation spatiale implique indubitablement des choix qui sont à même d'impacter le patrimoine matériels et immatériels des sociétés.

A l'échelle du continent, l'exploitation des ressources naturelles est portée ces dernières années par la déforestation et l'exploitation aurifère. Cette dernière peut aller de la petite exploitation aux méthodes traditionnelles ou artisanales, jusqu'à des opérations considérables et sophistiquées avec des infrastructures, une technologie et des équipements modernes et un grand nombre d'employés. Dans la mesure où les terres peuvent abriter des sites, des objets ou des ressources d'importance culturelle, il est sans équivoque que ces activités peuvent impacter négativement le territoire et ses ressources patrimoniales. Cet impact peut se situer à plusieurs niveaux : déplacement physique ou économique et réinstallation, réduction de la capacité de conserver les moyens de subsistance, en raison de l'absence d'accès à la terre et/ou de détérioration ou de destruction de ressources clé (forêt, eau, pêcheries), destruction, perturbation ou détérioration de sites et de paysages culturellement

importants (tangibles et intangibles), immigration à grande échelle avec à la clef des risques de conflits entre populations anciennement installées et nouveaux venus et des risques de perturbation de la cohésion sociale, bouleversements sociaux et érosion des valeurs culturelles à la suite d'un changement économique et social brusque, risque de conflits avec les opérateurs miniers sur des terres généralement pacifiques et peu habituées aux manifestations violentes (ICMM, 2010 ; R. Ouédraogo, 2015).

Ces phénomènes, nés en marge du développement de l'exploitation de l'or ces dernières années, sont déjà perceptibles à l'échelle de l'Afrique subsaharienne, notamment au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali et en Guinée. Le secteur minier occupe une place majeure dans les économies contemporaines de ces pays. Au Burkina Faso, l'essor de l'exploitation industrielle et artisanale de l'or a profondément modifié la physionomie de certains territoires avec pour corolaire une pression supplémentaire sur le patrimoine culturel et archéologique. Cette problématique conduit à interroger plus largement le rôle des études d'impact environnemental et social. La question de la gouvernance patrimoniale au sein des collectivités est donc une problématique largement débattue dans ce deuxième axe.

A travers ces différents axes, les présentes contributions mettent en évidence une question d'une importance capitale dans le contexte actuel : comment concilier les exigences du développement, de l'aménagement et d'exploitation des ressources avec les impératifs de sauvegarde du patrimoine culturel et archéologique ? L'enjeu ici n'est plus de voir le patrimoine comme une ressource du passé, devenue obsolète, parfois même un obstacle au changement et au développement. Il ne s'agit pas non plus d'appréhender le développement économique comme une menace automatique pour le patrimoine. Les participants au colloque se sont évertués à proposer des modalités d'interaction visant à intégrer le patrimoine aux politiques de développement des territoires, le faisant passer de spectre problématique à ressource structurante des territoires.

Ainsi conçus, les présents actes du Colloque scientifique internationale et interdisciplinaire, Université Norbert Zongo (UNZ)-Nuits Atypiques de Koudougou (NAK) se situe à la croisée de plusieurs problématiques majeures. Ils témoignent de la nécessité de maintenir le dialogue entre les sciences (sciences humaines et sociales, sciences environnementales et du territoire), acteurs institutionnels et opérateurs économiques. Les réflexions qui suivent se veulent une sonnette d'alarme quant à la situation délétère dans laquelle évoluent le patrimoine culturel et archéologique à l'échelle du continent africain. Elles sont également une invite à reconsidérer le territoire et les paradigmes du développement.



AXE 1

Revue Scientifique des Sciences du Langage,
— Lettres, Langues & Communication —

LE PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE A L'EPREUVE DES GRANDS TRAVAUX DE CONSTRUCTION A KOUPELA

Ténihah TRAORE

Laboratoire d'Archéologie, d'Histoire des Arts et des Techniques (LAHAT)

Université Joseph KI-ZERBO

tenihant@gmail.com

Résumé : Au Burkina Faso, certains travaux d'aménagement comme la construction d'infrastructures sont faits au mépris patrimoine culturel soit par méconnaissance de celui-ci soit parce qu'il ne revêt pas assez d'importance pour les aménageurs. À Koupéla où le patrimoine archéologique dans toute sa diversité n'a pas encore fait l'objet d'inventaire, sa prise en compte dans les projets d'aménagement et d'urbanisation n'est pas à l'ordre du jour. Cela constitue une menace quant à la protection du patrimoine archéologique qui est une ressource non renouvelable. En témoignent la construction de l'hôtel White Stone sur un site du patrimoine culturel, de l'ancienne Mairie à l'emplacement d'autels et de l'actuelle Mairie sans aucune étude archéologique préalable. Le cas le plus récent, est l'occupation d'un terrain regorgeant des vestiges archéologiques par une société immobilière et la construction de la cité des forces vives de la province sans aucune investigation archéologique. L'archéologie préventive pouvant permettre de préserver et de valoriser le patrimoine archéologique et culturel, nécessite une plaidoirie dans la localité pour sa mise en œuvre. Notre objectif ici, est de présenter le patrimoine culturel physique constitué des sites archéologiques et ethnographiques de Koupéla ainsi que les menaces sur ces sites. La consultation documentaire et le travail de terrain ont permis d'avoir des résultats qui sont l'inventaire des sites archéologiques de Koupéla constitués de la meunerie et des sites d'habitat, l'état des lieux sur la situation de l'archéologie préventive dans la ville de Koupéla et l'état des sites archéologiques. Cela nous amène à déterminer des perspectives de protection du patrimoine à Koupéla.

Mots clés : archéologie- patrimoine- vestiges- communication- Koupéla

ARCHAEOLOGICAL HERITAGE FACES THE CHALLENGE OF MAJOR CONSTRUCTION PROJECT IN KOUPELA

Abstract: In Burkina Faso, certain development projects, such as the construction of infrastructure, are carried out with disregard for cultural heritage, either through ignorance of it or because it is not of sufficient importance to developers. In Koupéla, where archaeological heritage in all its diversity has not yet been inventoried, its consideration in development and urbanization projects is not on the agenda. This constitutes a threat to the protection of archaeological heritage, which is a non-renewable resource. This is evidenced by the construction of the White Stone Hotel on a cultural heritage site, the old Town Hall on the site of altars, and the current Town Hall without any prior archaeological study. The most recent case is the occupation of a land full of archaeological remains by a real estate company and the construction of the city of the living forces of the province without any archaeological investigation. Preventive archaeological, which can help preserve and enhance archaeological and cultural heritage, requires advocacy in the locality for its implementation. Our objective here is to present the physical cultural heritage made up of the archaeological and ethnographic sites of Koupéla as well as threats to these sites. Documentary consultation and fieldwork facilitated the completion of this work.

Keywords: archaeology- heritage- remains- communication - Koupéla

Introduction

L'espace territorial du Burkina Faso regorge d'importants vestiges archéologiques qui témoignent de son occupation dans un passé lointain ou récent. Ces témoins sont un patrimoine qui révèle l'identité des peuples et contribuent à la connaissance scientifique et culturelle. Ce patrimoine est révélé dans certaines localités du pays et méconnu dans d'autres. Ce déséquilibre dans la connaissance du patrimoine, surtout archéologique, conjugué au mépris de celui culturel par la population constituent une source de menaces pour leur devenir. De nos jours, ces menaces sont de plus en plus prononcées du fait de la nature et des hommes. Les catastrophes naturelles ou les intempéries les exposent à une dégradation qui peut aller jusqu'à leur disparition. Ce risque est encore élevé surtout avec les besoins croissants des hommes. En effet, la nécessité de développement entraîne la mise en valeur ou la réorganisation de l'espace. Cela conduit à l'élaboration des politiques de développement accompagnées de grands travaux d'aménagement. Ces travaux impactent le plus souvent sur le milieu environnemental, lieu par excellence du patrimoine archéologique ou d'autres biens à caractère historique ou culturel.

Il existe certes des législations encadrant la réalisation ou la mise en œuvre des politiques d'aménagement, mais ces textes ne sont pas appliqués soit parce qu'ils sont méconnus soit parce qu'il existe une volonté manifeste de leur rejet. Pour preuve, plusieurs études d'impact environnementales et sociales sont menées en marge de certains grands travaux d'aménagement. Cependant, au compte de la politique d'urbanisation, ces études portent souvent rarement sur les conditions de protection du patrimoine culturel ou archéologique.

À Koupéla, zone de la présente étude, le constat n'est pas reluisant quant à la place du patrimoine dans le processus d'urbanisation avec les lotissements et les grandes constructions des bâtiments administratifs et des Barrages hydrauliques d'où la nécessité de procéder à un inventaire ainsi qu'à l'élaboration de perspectives de protection.

Koupéla est une commune semi-urbaine de la région du Centre-est en plein essor. Située au carrefour des Routes Nationales N°4 et N°16, sa capitale dudit nom est une cité marchande ayant une riche histoire et un patrimoine archéologique et culturel diversifiés. Elle est située à environ 140 Km de Ouagadougou, la capitale politique du Burkina Faso. Ses coordonnées géographiques sont : 12°12'04" Nord et 0°21'18" Ouest (cf. carte n°1). Ce potentiel est pour l'instant méconnu du grand public car la zone manque d'investigations archéologiques. Ainsi, les grands travaux d'aménagement comme les lotissements et les constructions ne lui accordent pas une place importante. Ils se réalisent sans d'études d'impact archéologique préalable. Il est donc temps que l'archéologie préventive occupe sa place dans cette localité et que l'inventaire du patrimoine soit fait. Alors quelle est la nature du patrimoine archéologique dans la ville de Koupéla et quelle stratégie mettre en œuvre pour sa protection ? Ainsi, il s'agit de déterminer la nature du bien archéologique et culturel de Koupéla et d'en dégager les perspectives de sa protection. Cela n'est possible qu'avec l'inventaire de celui-ci par une démarche participative impliquant tous les acteurs.

1. Méthodologie

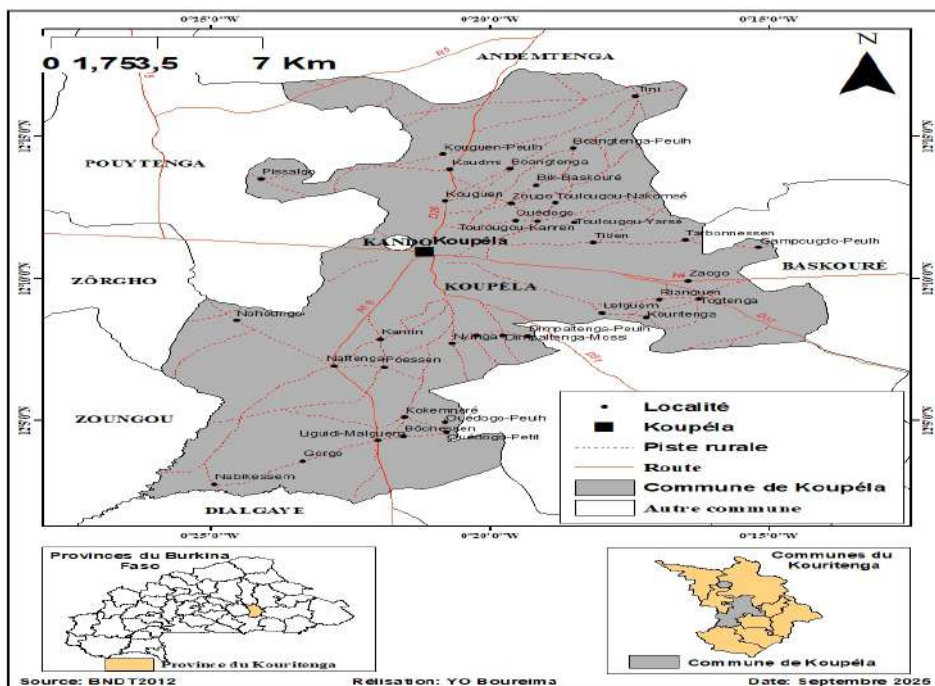
Pour réaliser ce travail, une approche méthodologique a été nécessaire. La démarche adoptée ici se subdivise en deux phases à savoir la recherche documentaire et les travaux de terrain. Le travail de terrain a consisté en la prospection qui s'est effectuée dans la localité afin de déterminer le potentiel archéologique de l'espace urbain de Koupéla. Nous avons mené également une enquête orale auprès des personnes ressources. Au cours de la

prospection, les sites repérés étaient enregistrés par le relevé des coordonnées GPS, leur description et leur photographie. En somme, il s'agit d'un inventaire du patrimoine culturel et des biens archéologiques de la ville de Koupéla. À la suite de cet inventaire, une enquête orale a été indispensable pour avoir la position des populations locales sur les conditions de mise en œuvre des politiques d'aménagement.

L'enquête orale étant une approche participative avait pour but de recueillir des informations sur l'implication des populations dans l'élaboration des politiques ou la mise en œuvre des politiques de développement local. Elle a permis de savoir que les populations locales et surtout les gardiens du patrimoine culturel sont faiblement consultés dans la mise en œuvre des politiques d'aménagement du territoire. Elles ne sont pas consultées en amont de l'élaboration des plans d'urbanisme. L'enquête orale a touché les agents des collectivités territoriales et des entités administratives mais surtout des coutumiers. À la préfecture de Koupéla, nous avons enquêté auprès du secrétaire administratif qui nous a renvoyé au service domanial de la mairie. À la mairie de Koupéla, nous avons pu nous entretenir avec M. OUOBA, chargé du service foncier. Selon lui, les questions d'aménagement tiennent rarement compte du volet archéologique dans la localité et les lotissements effectués dans le passé n'ont pas accordé beaucoup d'intérêt au patrimoine culturel. Enfin une exploitation de documents sur la législation et la thématique abordée fut faite.

La recherche documentaire consistait à identifier les textes encadrant les travaux d'aménagements et les politiques d'aménagement au Burkina Faso en général et à Koupéla en particulier. Elle visait également à recenser des documents portant sur la législation en rapport avec les sites archéologiques, le patrimoine culturel et leur sort dans l'aménagement du territoire. Cela nous conduisit à la préfecture et à la mairie de Koupéla. Cette recherche documentaire a aussi concerné d'autres écrits portant surtout sur l'archéologie préventive et la protection des biens à caractère culturel ou scientifique. Nous avons alors consulté des articles et des mémoires de fin de cycle mais surtout les textes en rapport avec l'organisation du territoire et l'urbanisation dont le code de l'environnement et celui de l'urbanisme et de la construction. Cette démarche nous a permis d'avoir des résultats qui sont l'inventaire des sites archéologiques de la ville de Koupéla composés de sites lithiques sous forme de meules dormantes et de sites d'habitat qui sont exposés dans le deuxième point et de faire le point sur la législation en lien avec l'archéologie préventive dans la ville présentée dans le troisième point. Le quatrième point fait donc l'apologie du patrimoine archéologique en montrant sa place ce qui permet de dégager des perspectives de protection de ce patrimoine dans le dernier point.

Carte n°1 : localisation de la ville de Koupéla



2. Résultats

2.1. Le potentiel archéologique de Koupéla

La ville de Koupéla est riche de ses sites archéologiques qui restent méconnus du grand public. La prospection effectuée ainsi que les enquêtes orales ont permis d'en identifier. Des sites archéologiques de diverses natures sont rencontrés dans la ville de Koupéla. Des sites lithiques sous forme de meules dormantes ainsi que des sites d'habitat composés essentiellement de buttes anthropiques y ont été identifiés. Ces buttes anthropiques sont composées de tertres anthropiques à fleur du sol parsemées par endroit de tessons de poterie ou d'espèces végétales anthropiques tels que *Balanites aegyptiaca* et *Adansonia digitata* et quelques vestiges métallurgiques. Les sites lithiques sous formes de meules dormantes sont au nombre de deux. Le site 1 a été identifié dans une cour à caractère d'habitation non encore mise en valeur. Il s'agit d'un ensemble d'affleurements rocheux d'une hauteur d'environ 80 cm et s'étalant sur un quart ($\frac{1}{4}$) de la superficie de la cour. Il se localise dans la partie sud. Une partie de l'espace de la cour est aménagée en garage des véhicules usagés. Les affleurements rocheux ont une orientation Nord/Sud (cf. photo 1). Les trous sous forme de meules dormantes se trouvent à la surface des rochers. Ils sont de forme oblongue et disposés de façon éparse. Leur largeur moyenne est de 15 cm avec une profondeur de 7 cm et une longueur moyenne de 30 cm. Les coordonnées géographiques du site sont : 12° 10' 55" N, 0° 21' 22" W.

Photo n°1 : site de rocher anthropisé avec présence de meules dormantes



Cliché : Traoré Ténihan, novembre 2024.

Le site 2 a pour coordonnées $12^{\circ} 11' 26''$ N, $0^{\circ} 19' 10''$ W. Il se localise à proximité d'un barrage. C'est un affleurement de rocher haut d'environ 60 cm. D'orientation Est-Ouest, il présente des ouvrages de forme allongés disposés de façon alignée et juxtaposés deux à deux. Nous y avons dénombré environ 70 ouvrages. La longueur moyenne de ces ouvrages est de 35 cm sur une largeur moyenne de 17 cm avec une profondeur de 8 cm (cf. photo 2). Des fissures sont observables sur le rocher. En plus de ces sites lithiques sous forme de meules dormantes, on a pu identifier des sites d'habitat composés de buttes anthropiques ayant des tertres et des buttes anthropiques n'en présentant pas.

Photo n°2 : rocher anthropisé



Cliché, Traoré Ténihan, novembre 2024.

Les buttes anthropiques avec des tertres identifiés qui sont fortement impactées sont au nombre de trois. La Butte 1 est située au secteur 4 à Sambré un quartier dont le lotissement remonte aux années 1990. Cette butte a pour coordonnées géographiques $12^{\circ} 11' 3''$ N, $0^{\circ} 20' 24''$ W. Elle s'étale sur une superficie d'environ 200 m^2 . La crête de la butte comme celle de toutes les autres d'ailleurs a été érodée par les eaux de ruissellement. Elle est située sur une pente et dans un triangle délimité par des pistes. À l'est du site se trouve un bosquet. La butte est de nos jours un dépôt de débris du fait de l'action anthropique (cf. photo 3).

Photo n°3 : butte anthropique au secteur n°4 de Koupéla



Cliché, Traoré Ténihan, novembre 2024.

La Butte 2 se situe à environ 800 m de la précédente. Plus impressionnante en termes de superficie, elle s'étend sur environ un (01) hectare et elle est exploitée comme champ de culture. Elle est localisée à proximité de l'école EMAÜS/ Évangélique, non loin des concessions. Des tessons de céramiques jonchent sa superficie. Ces tessons ont une épaisseur moyenne de 9 à 11 mm et renferment des décors. La végétation est rare sur la butte à l'exception du *neem* (*azadirachta indica*). Les coordonnées géographiques de cette butte sont : 12° 11' 6" N, 0° 20' 10" W. Sa position par rapport aux concessions limite l'impact de l'action humaine. Cependant elle est dans un domaine en voie de viabilisation.

La Butte 3 se localise à proximité d'une église des Assemblées de Dieu à environ 300 m du Lycée Municipal de Koupéla. Une piste longe la butte du Nord-est au Sud-ouest. Elle occupe une superficie d'environ 150 m². La surface de la butte est également exploitée comme champ de culture. Cette activité contribue à la dégradation la butte. Ses coordonnées géographiques sont, 12° 11' 8" N, 0° 19' 55" W.

Les autres buttes anthropiques sont des témoins de l'occupation humaine qui ne présentent pas de tertre anthropique mais qui s'identifient grâce aux vestiges matériels comme les tessons de céramique et les espèces végétales anthropiques. De façon générale, ces terrains d'habitation sont déjà mis en valeur. Pour ces sites, il est difficile d'en déterminer l'étendue réelle ou la forme. C'est le cas du site à cheval entre le Lycée municipal et le lycée Wend-Yam de Koupéla (cf. photo 4). Toutefois, ils ont été relevés et consignés dans le tableau de localisation des sites fortement menacés. Plus d'un de ces sites sont menacés par l'action anthropique car localisés soit dans des zones aménagées non encore viabilisées, soit à proximité des barrages. Ils peuvent à tout moment disparaître hypothéquant leur contribution à la connaissance scientifique.

Photo n°4 : site d'habitat à proximité des Lycées Municipal et Wend-yam Koupéla



Cliché, Traoré Ténihon, novembre 2024

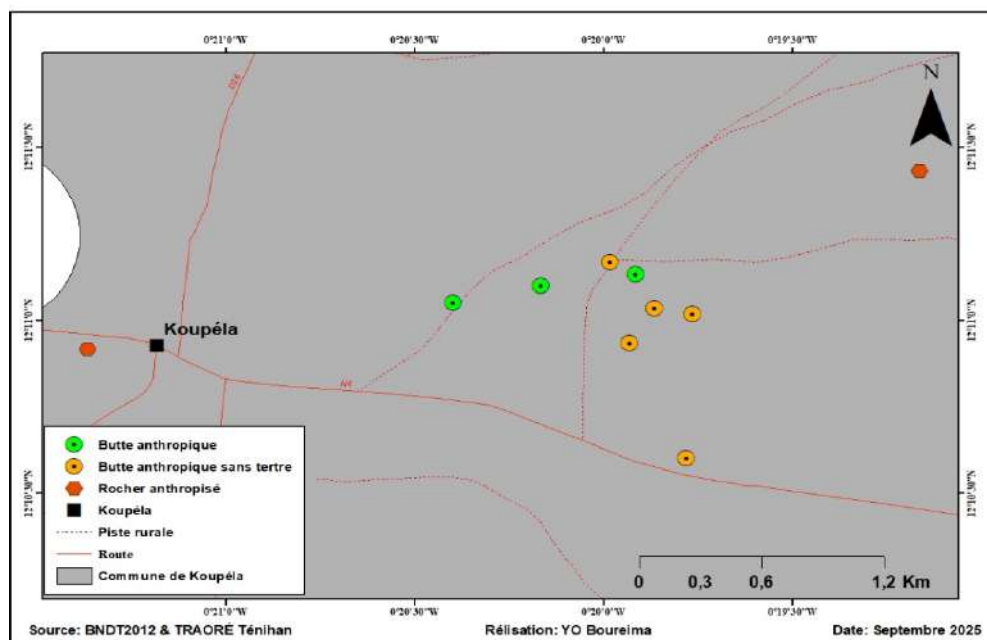
Environ une vingtaine de sites ont été repérés mais les plus impactés par l'aménagement ont été illustrés à travers les images et un tableau de leur localisation fut élaboré se présentant comme suit :

Tableau 1 : coordonnées géographiques des sites impactés de Koupéla

Numéro d'ordre	Nature du site	Coordonnées GPS
1	Rocher anthropisé	12° 10' 55" N, 0° 21' 22" W
2	Rocher anthropisé	12° 11' 26" N, 0° 19' 10" W
3	Butte anthropique	12° 11' 3" N, 0° 20' 24" W
4	Butte anthropique	12° 11' 6" N, 0° 20' 10" W
5	Butte anthropique	12° 11' 8" N, 0° 19' 55" W
6	Butte anthropique sans tertre	12° 11' 10" N, 0° 19' 59" W
7	Butte anthropique sans tertre	12° 11' 2" N, 0° 19' 52" W
8	Butte anthropique sans tertre	12° 10' 56" N, 0° 19' 56" W
9	Butte anthropique sans tertre	12° 10' 36" N, 0° 19' 47" W
10	Butte anthropique sans tertre	12° 11' 1" N, 0° 19' 46" W

Une cartographie de ces sites fut réalisée à base des coordonnées GPS (cf. carte n°2). Le constat sur l'état des sites archéologiques nous a amené à chercher de connaître la place de ce type de sites dans les projets d'aménagement ainsi que la législation en leur faveur. C'est ce que le point sur l'état de l'art sur l'archéologie préventive développe.

Carte n°2 : distribution des sites archéologiques sous menaces de la ville de Koupéla



À l'échelle nationale, la pratique de l'archéologie préventive connaît une avancée remarquable dans les études d'impacts environnementales et sociales. Avec le *boom* minier de ces dernières années, des archéologues sont souvent sollicités pour investiguer des zones d'implantation de sociétés minières avant les chantiers d'implantation des mines. Ainsi, l'archéologie préventive a été pratiquée dans le Bam (BIRBA, 2019, BIRBA, 2021), dans la Boucle du Mouhoun, dans le Sanguié (KOTE, 2012), dans L'Oudalan (THIOMBIANO, 2015). Les projets de lotissement de terrains ne tiennent pas compte du volet archéologique dans les études d'impact environnementales et sociales. Aucune étude dans ce sens n'a été mentionnée dans la littérature exploitée. Qu'en est-il de notre zone d'étude ?

L'urbanisation de Koupéla remonte à l'érection de la ville en commune de plein exercice. Depuis lors des politiques de développement de la localité sont élaborées en rapport avec l'aménagement du territoire. Cet aménagement est fait en fonction d'un plan d'urbanisme qui est défini dans le code de l'urbanisme et de construction. Ce code dans son Titre III, chapitre I, section 1, article 56 dit que le Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme détermine la destination générale des sols dans le périmètre urbain donné et localise les zones à urbaniser, les zones non-urbanisables ou à protéger en raison de leur spécificité et enfin les grands équipements d'infrastructure. Il intègre et ordonne les objectifs de l'État, des collectivités territoriales, des établissements publics ou privés en matière de développement urbain et durable au niveau communal. Le chapitre II de ce code en sa section 1 article 69, stipule que « le plan d'occupation des sols s'applique sur l'intégrité du territoire communal ». Il ajoute qu'à ce titre, il doit : déterminer par zone ou partie de zone, l'affectation des sols selon l'usage principal qui doit en être fait ou la nature des activités dominantes qui peuvent y être exercées ; fixer pour chaque zone ou partie de zone, en fonction des particularités, les règles d'utilisation du sol et la nature des constructions autorisées ; fixer les règles concernant l'aspect extérieur des constructions, leurs dimensions et l'aménagement de leurs abords ; préciser le tracer et les caractéristiques des voies de circulation à conserver, à modifier ou créer, y compris et les embranchements ; déterminer

les zones de protection des sites touristiques et culturels, ainsi que les monuments historiques, les zones de sauvegarde ou de mise en valeur, ainsi que des zones devant être conservées eu égard à leur spécificités ; déterminer les emplacements réservés aux équipements collectifs, aux installations d'accueil et d'hébergement d'intérêt général, conformément à la grille d'équipement en vigueur ; localiser dans la zone urbaine les inconstructibles.¹

Le premier lotissement de la ville date de 1965 avec 1762 parcelles attribuées selon M. OUOBA², « mais, ce lotissement n'a pas délimité de zone destinée aux sites culturels, en témoignent la présence des autels dans les parcelles d'habitation et la construction d'infrastructures administratives dans l'emplacement de certains sites culturels ». « Le second lotissement date de 1993 et le troisième lotissement de 1996. Ils sont allés dans le même sens du premier » selon le même informateur³.

Le récent lotissement n'a pas fait mieux que les trois précédents. Ainsi, pour le *Dagnoen naaba*⁴, l'organisation de l'espace ne tient pas compte des réalités culturelles des populations. Les dépositaires de la tradition se trouvent confronter à un accès difficile à certains lieux de culte où il faut des compromis avec les attributaires des sites. Aussi, certains attributaires sont victimes de la colère des génies des lieux qui les hantent et sont obligés de recourir aux garants de la tradition pour la pacification des lieux. Cela pourrait être évité si les textes étaient appliqués. Par exemple l'article 35 de la loi n°006-2013/AN du 2 avril 2013 portant code de l'environnement au Burkina Faso fixe l'obligation de réaliser une étude d'impact environnemental et social (EIES) pour tous projets susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement (Burkina Faso, 2013).

Dans le domaine archéologique, aucune étude d'impact n'a été faite dans la zone jusque-là en liens avec les lotissements ou les travaux de construction. Or, il existe des dispositions légales en faveur de l'archéologie préventive. En effet, l'article 38 de la loi n°24-2007/AN du 13 novembre 2007 portant protection du patrimoine culturel stipule que le volet archéologique doit être inclus dans les frais d'étude de grands travaux de construction et d'aménagement dont la nature est définie par décret pris en conseil de ministre. Avant toute entreprise d'aménagement de l'espace, l'étude d'impact environnemental et social devrait être menée en aval. Elle est définie par Noaga Birba comme « une activité de recherche-action qui consiste à identifier, à décrire et à évaluer les effets des projets sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et paysage, y compris les interactions entre les facteurs, le patrimoine culturel, socio-économique et d'autres biens » (2021 :319).

En somme, elle analyse l'impact des projets de développement sur l'environnement. La Loi N°006-2013/AN du 2 avril 2013 portant code de l'environnement en son article 2 définit cet environnement comme l'ensemble des éléments physiques, chimiques et biologiques naturels ou artificiels et des facteurs économiques, sociaux, politiques et cultures qui ont un effet sur le processus de maintien de la vie, la transformation et de développement du milieu, les ressources naturelles ou non et les activités humaine⁵. Cette notion de l'environnement tient compte donc du patrimoine archéologique et culturel en

¹ Lire l'article 54 et l'article 69 du Code de l'urbanisme et de construction au Burkina Faso.

² M. OUOBA David est un agent domanial qui nous a reçue à la mairie de Koupéla en 2023 et 2024

³ M. OUOBA David, agent domanial, interrogé en août 2024 à Koupéla.

⁴ Le *Dagnoen Naaba* est l'un des ministres du chef du Kourittenga, interrogé en août 2024. En effet, la ville conserve encore l'organisation traditionnelle malgré l'influence du pouvoir moderne.

⁵ Lire l'article 2 de la Loi N°006-2013/AN du 2 avril 2013 portant code de l'environnement.

général. Nous déplorons cependant la non-application des dispositions de ce code en ce qui concerne la protection du patrimoine archéologique. Ainsi, des sites archéologiques se trouvent dans des domaines à caractère d'habitation, d'autres ont été perturbés car endommagés par les constructions. Tout cela à cause de l'absence d'investigations archéologiques, du manque d'intérêt accordé à ce type de vestiges et de la méconnaissance de leur portée historique et surtout de la non-application des textes. Si rien n'est fait, le patrimoine dans toute sa diversité sera mis en péril dans la zone. Il existe donc au Burkina Faso des dispositions juridiques et réglementaires relatifs à la protection et à la valorisation du patrimoine culturel archéologique. Nous proposons donc la prise en compte de l'archéologie préventive dans l'aménagement du territoire.

Ainsi, pour les projets d'aménagement dans la commune dans le futur, nous proposons que le volet archéologique soit intégré. L'administration territoriale doit inclure dans le budget de tout travail d'aménagement local l'application des textes sur l'archéologie préventive. Aussi faudrait-il répertorier tout le bien culturel de la ville et pourquoi pas dans toute la commune. Ce répertoire permettra de définir ce qui doit être conservé, protégé ou valorisé. Cela nécessite également une implication des bénéficiaires qui peuvent proposer quoi conservé, protégé ou valorisé. Enfin, il est temps de travailler en synergie avec le monde scientifique pour une bonne documentation des sites et des biens qui constituent un pan du patrimoine dans la localité. Au regard des dispositions en faveur du patrimoine, il est impératif de proposer des pistes de son protection en dégageant les fondements de cette protection. Le point suivant sur la nécessité de protection présente l'importance du patrimoine culturel de façon générale et en particulier pour Koupéla et propose des pistes de réflexion pour sa protection.

2.2. De la nécessité de Protection du patrimoine culturel à Koupéla

Il n'est plus nécessaire de rappeler que l'âme d'un peuple, c'est sa culture, son souvenir, ce qui le lie à son passé. La racine de l'homme c'est sa culture qui se matérialise par ses différentes productions. Dans ces productions, il y a ce dont il hérite et ce dont il est lui-même acteur. Le patrimoine culturel est ce bien matériel qui nous rattache à nos origines et donne sens à certaines de nos actions car permettant de trouver des éléments de réponse à certaines de nos interrogations. Il convient de mettre en œuvre des dispositions locales solides pour sa sauvegarde. La science doit être mise à profit par la proposition de lignes directrices pour les aménageurs et le bien-fondé de ces exigences à tous les acteurs et bénéficiaires de l'aménagement surtout avec le processus de globalisation que nous vivons en ce sens que le patrimoine constitue un des piliers du développement.

-Le patrimoine comme facteur de développement local

Plus haut, il a été démontré les menaces pesant sur le patrimoine archéologique et culturel dans la ville de Koupéla. L'aménagement du territoire étant une nécessité au regard de sa place dans l'accompagnement des politiques de développement, il est impératif que des programmes d'aménagement soit élaborés régulièrement. Cependant, ces programmes doivent accorder une place importante aux biens archéologiques et ethnographiques. De plus, l'urbanisation et ses corollaires de modernisation impactent les structures socio-culturelles des entités culturelles. Le patrimoine culturel étant un identifiant identitaire, le protégé, est un atout pour les générations futures, d'autant plus que les savoirs locaux ne sont pas conservés par écrit mais se transmettant oralement et de génération en génération. Si l'on n'y prend garde, le temps aura raison sur l'existence de certains biens. Pour preuve, nous avons les menaces de disparition de certains biens culturels ou archéologiques. Dans

des localités telle que Bulsa, cette menace a été soulignée avec insistance par Vincent Sédogo (2014 :7) au regard de la difficulté pour les populations actuelles de pouvoir situer l'emplacement de certains biens culturels comme les sépultures des anciens chefs. La protection est donc capitale pour le devoir de mémoire mais surtout pour le développement d'activités lucratives par la promotion et la valorisation des sites. Ces activités lucratives, si elles sont bien pensées contribuent à l'amélioration des conditions d'existences des bénéficiaires. Les sites protégés contribuent aussi au rayonnement de la localité qui sera mieux connue. C'est en cela que « l'archéologie préventive et le développement durable sont étroitement liés » selon Noaga Birba (2019 :72). La protection contribuera à la conservation de valeurs endogènes comme le culte des ancêtres sur les sites culturels. En effet, « le patrimoine culturel et spirituel vient ici en aide aux intérêts économiques et aux impératifs de survie » (BIRBA, 2019 : 72). Il existe là une nécessité de protéger le patrimoine dans toute sa diversité car il contribue à l'avancée de la science.

- Le patrimoine comme source de connaissance scientifique

Les connaissances archéologiques contribuent au progrès de la science en général et à la découverte des séquences d'occupation d'un lieu en particulier. Donc protéger les sites archéologiques dans la zone de Koupéla permet de repousser les limites de l'ignorance sur des aspects historiques de la localité à travers leur repérage et leur documentation. Les sites culturels à caractère historique de la zone méritent aussi une attention particulière car ils revêtent des informations qui peuvent participer à la maîtrise du dynamisme social et partant de l'histoire politique. À travers ces sites les recherches peuvent être développées en archéologie ou en histoire. Cela permettra d'acquérir des informations qui seront mises à la disposition des acteurs du patrimoine culturel en vue de l'élaboration de projet de développement local. Par exemple, la localisation des tombes des chefs par Vincent Sédogo a permis la reconstitution de l'histoire de la chefferie de Bulsa et de connaître les limites administratives de cette entité politique traditionnelle (2014 : 9). Aussi, le patrimoine archéologique est un pan de l'histoire d'une localité. Il permet de découvrir le mode de vie des peuples dont il est le témoin. De par sa révélation au public, sa protection et sa valorisation, il constitue un élément capital de développement par sa promotion.

Il convient donc de souligner qu'en marge des grands travaux d'aménagement et de construction, l'archéologie préventive est nécessaire pour inventorier et documenter le bien archéologique afin d'émettre des perspectives de sa sauvegarde pour peu qu'il y ait une volonté politique d'application des textes en vigueur. Cette protection permettra d'avoir des sites sur lesquels les investigations pourront être approfondies. Cela permettra d'approfondir les connaissances sur les us et coutume de la localité. Nous admettons avec Noaga Birba qu'« il est impérieux d'entreprendre des actions adéquates pour leur sauvegarde et leur valorisation afin de les léguer aux générations futures en totale responsabilité » (2016 : 41). Des sites ont été inventoriés dans la ville de Koupéla. Certains sont difficilement accessibles du fait de leur emplacement d'autres peuvent encore être documentés par une étude approfondie. Ainsi, en perspectives de protection, nous proposons des moyens de leur protection dans le point suivant.

3. Discussion

Le patrimoine de nature est irremplaçable. Les sites archéologiques, une fois perturbés, brouillent les pistes de la recherche scientifique car plusieurs données peuvent être faussées. Pour cela, nous proposons que les sites situés sur des parcelles d'habitation ou dans d'autres domaines soient documentés dans le cadre du sauvetage. Il est, à l'état actuel de l'aménagement, difficile de retirer ces domaines. La seule solution pour qu'ils contribuent à la connaissance scientifique est leur étude approfondie avant leur viabilisation. Cela devrait nécessiter une adhésion des attributaires des parcelles en question. Cependant dans nos sociétés où la science est relayée au second plan et surtout l'archéologie il faudrait d'importants moyens financiers et une abnégation de la part de chaque partie prenante. Pour les vestiges de mouture, nous proposons une médiation avec les propriétaires des domaines afin de trouver un consensus pour la conservation des ouvrages sur place pour une probable valorisation et promotion. Ici encore, il faudrait que le bien-fondé de la science soit compris et partagé par les personnes concernées.

Les populations actuelles reconnaissent l'antériorité de ces types de vestiges à leur installation dans la localité. Il convient de leur dire le bien-fondé de ces ouvrages et la nécessité de leur conservation pour la postérité. Cela peut être soutenu par la création d'un club d'archéologie au sein de la municipalité et pourquoi pas par le recrutement d'un archéologue communal. En effet, comme le soulignent Foniya Élise Thiombiano et al, « les données archéologiques sont capitales pour recueillir l'information scientifique nécessaire à l'écriture de l'histoire des communautés » (2015 : 42). Encore faudrait-il que les communautés se reconnaissent dans cette histoire. Elles doivent donc être au centre des intérêts des politiques de développement et d'aménagement. Quant aux sites culturels, il convient de les protéger en trouvant d'autres lieux pour des populations qui ont été attributaires desdits domaines. Pour les sites culturels se trouvant dans des domaines administratifs, il est nécessaire d'y ériger des monuments qui seront accessibles au public par leur promotion. Il faudra donc bien les documenter pour cette fin. Le sens et le bien-fondé de ces sites et des pratiques dans leur périmètre doivent être clairement définis. Il est alors temps d'associer les coutumiers au processus d'urbanisation pour l'identification du patrimoine culturel et les conditions de sa conservation. Au sein de la direction provinciale de la culture, en plus des conservateurs, il doit y avoir un représentant des garants de la tradition pour apprécier et proposer des politiques de développement en lien avec l'espace dans la zone. Même-si cela devrait nécessiter une révision des politiques en lien avec l'aménagement du territoire, il le faudrait.

Conclusion

La ville de Koupéla est riche de son patrimoine. Celui-ci est un moyen de reconstitution du passé lointain et récent des peuples. Le patrimoine culturel constitue l'âme d'un peuple. S'il est connu et valorisé, il est sujet de science. Cependant à Koupéla, ce patrimoine est négligé et risque de périr sous le poids de l'urbanisation. Il est grand temps que l'archéologie préventive occupe la place qui lui revient dans la zone. À cet effet, toutes les couches sociales intervenant dans la vie socio-politique et économique doivent être associées aux politiques de développement. L'importance du patrimoine dans le processus de développement et du bien-être social doit être révélée au grand public. Les textes législatifs doivent être également appliqués. C'est en cela que nous pourrions faire reculer les limites de l'ignorance et de la connaissance scientifique.

Sources et Bibliographie

Éléments de sources

Les textes réglementaires

La loi n°24-2007/AN du 13 novembre 2007 portant protection du patrimoine culturel au Burkina Faso.

La loi n°006-2013/AN du 2 avril 2013 portant code de l'environnement au Burkina Faso.

Le Code de l'urbanisme et de construction de l'État burkinabè

Le plan Communal de Développement de la commune de Koupéla 2012-2016.

Tableau 2 : liste des personnes interrogées à Koupéla

Nom et prénom	Fonction	Lieu d'enquête	Date d'enquête
BERE Moryamba André	Dagnoin naaba (Responsable coutumier)	Koupéla	7 août 2024
YAMEOGO Alphonse	Koupèl-Naaba (Chef de terre de Koupéla)	Koupéla	5 août 2024
NIKIEMA Jean	Chef de Lilgomdé	Koupéla	3 août 2024
OUOBA David	Agent domanial	Koupéla	4 août 2024

Revue Scientifique des Sciences du Langage,
— Lettres, Langues & Communication —

Références bibliographiques

- BIRBA, N. (2016). Vers l'archéologie Préventive au Burkina Faso. Étude, d'impact archéologique dans la zone minière de Ronguen (commune de Sabcé-Burkina Faso). *GODO-GODO, Revue d'Histoire, d'Arts et d'Archéologie*, n° 28, EDUCI, pp 25-46.
- BIRBA, N. & ZAGRE, E. (2019). Nécessité de contribution au développement durable à travers l'archéologie préventive : cas de la zone aurifère de Gouengo-Tangarsi (Burkina Faso). In *WIIRE, Revue de Langues, Lettres, Arts, Sciences Humaines et Sociales*, Université Norbert Zongo, Presses Universitaires, 69-93.
- BIRBA, N. & al. (2021). Le patrimoine archéologique, une composante essentielle des études d'impact environnementale et sociale : le cas de la zone aurifère de Samtenga au Burkina Faso. *Revue Échanges*, n° 17, 317-335.
- KOTE, L. (2012). Archéologie préventive et exploitation minière au Burkina Faso : le cas de Perkoa. *Journal Africain des Sciences de L'environnement*, université de Ouagadougou, 45-61.
- SEDOGO, V. (2014). Tombes royales du Ku-rit-tênga de Balsa, localisation, et état de conservation. « *SIFOE* », la revue d'Histoire, des arts et d'archéologie, Université Alassane Ouattara de Bouaké-Côte d'Ivoire, département d'Histoire, revue électronique, Volume 1, 4-9.
- THIOMBIANO, F.E. (2015). Étude d'impact archéologique et ethnographique de tin akoff, Province de l'Oudalan Burkina Faso, Recherches archéologiques effectuées sur le permis d'exploitation minière Société Diamond. Université de Ouagadougou, 25 p.
- THIOMBIANO, F.E & BIRBA, N., (2015). Rapport d'étude d'impact archéologique et ethnographique dans la zone de Zinigma. In *African World Haritage Fund*, 47 p.

Revue Scientifique des Sciences du Langage,
— Lettres, Langues & Communication —

DIFFICULTES DANS LA REALISATION DES ETUDES D'IMPACTS ARCHEOLOGIQUES ET CULTURELLES : CAS DU SITE AURIFERE DE DOROP DANS LE NORD-EST DE LA COTE D'IVOIRE

N'doua Etienne ETTIEN

Anthropologue/Archéologue

Unité Pédagogique Archéologie

Institut des Sciences Anthropologiques de Développement (ISAD)

Université Félix Houphouët-Boigny Cocody-Abidjan- Côte d'Ivoire

ettienetienne@gmail.com

&

Galla Guy Roland TIE BI

Anthropologue/Archéologue

Unité Pédagogique Archéologie

Institut des Sciences Anthropologiques de Développement (ISAD)

Université Félix Houphouët-Boigny Cocody-Abidjan- Côte d'Ivoire

guyrolandtiebi7@gmail.com

Résumé: La montée fulgurante de l'exploitation minière en Côte d'Ivoire, ces dernières décennies, suscite le recours aux Études d'Impact Environnemental et Social (EIES), parmi lesquelles figurent en bonne place les Études d'Impacts Archéologique et Culturel (EIAC). Ces dernières sont peu structurées et mal encadrées juridiquement. A travers un retour d'expérience critique sur le site aurifère de Doropo, cet article met en évidence les difficultés liées à la réalisation des EIAC. De ce qui précède, émerge la question de savoir : quels éventuels obstacles peuvent entraver la réalisation de telles études sur le terrain ?

Pour répondre à cette préoccupation, nous nous sommes fixés pour objectif, d'analyser les difficultés rencontrées dans le cadre d'une Étude d'Impact Archéologique et Culturelle (EIAC), avec pour cadre d'étude, le Site aurifère de Doropo, dans le Nord-Est de la Côte d'Ivoire. La méthodologie adoptée combine recherche documentaire et enquêtes de terrain. Les résultats révèlent différents niveaux de difficultés qui englobent un cadre juridique encore insuffisant, la mauvaise utilisation des ressources, les obstacles liés à l'accès à certains sites et la faible implication des communautés locales. Tout ceci implique la formulation de recommandations indispensables à la préservation du patrimoine archéologique et culturel valable pour l'ensemble du territoire ivoirien.

Mots-clés : Difficultés, Etude d'impact, Archéologie, Site aurifère, Doropo (Nord-est Côte d'Ivoire).

CHALLENGES IN CONDUCTING ARCHAEOLOGICAL AND CULTURAL IMPACT ASSESSMENTS: THE CASE OF THE DOROPO GOLD MINE IN THE NORTH-EAST OF CÔTE D'IVOIRE

Abstract: The rapid rise of mining in Côte d'Ivoire over recent decades has led to the use of Environmental and Social Impact Assessments (ESIA), amongst which Archaeological and Cultural Impact Assessments (ACIA) feature prominently. These assessments are poorly structured and lack a clear legal framework. Through a critical review of experiences at the Doropo gold mine site, this article highlights the difficulties associated with carrying out ACIA. This raises the question of what potential obstacles might hinder the implementation of such studies in the field.

To address this concern, we set out to analyse the difficulties encountered during an Archaeological and Cultural Impact Assessment (ACIA) at the Doropo gold mine site in north-eastern Côte d'Ivoire. The methodology adopted combines desk research and field surveys. The results reveal various levels of difficulty, including an inadequate legal framework, the misuse of resources, obstacles relating to access to certain sites, and the low level of involvement of local communities. All of this necessitates the formulation of recommendations that are essential for the preservation of archaeological and cultural heritage across the whole of Côte d'Ivoire.

Keywords: Challenges, Impact assessment, Archaeology, Gold mining site, Doropo (north-east Côte d'Ivoire).

Introduction

Les débuts des années 2010 sont marqués par un essor remarquable du développement du secteur minier à travers l'exploitation aurifère dans la quasi-totalité des régions de la Côte d'Ivoire (Koffi, 2016, p. 10), faisant ainsi de ce secteur un maillon incontournable de l'économie du pays (Kouassi et Guédé, 2017, p. 71). Ce qui implique la délivrance à grande échelle de permis d'exploitations à des opérateurs nationaux et internationaux dans des régions, presque peu touchées par l'exploitation minière industrielle, telles que le nord-est ivoirien. Or les projets miniers de cette trempe doivent être légalement soumis à la réalisation préalable d'une Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES) dont un pan spécifique à savoir l'Étude d'Impact Archéologique et Culturel (EIAC), encore peu formalisé, couvre le patrimoine archéologique et culturel. Si l'EIES est mieux encadrée par des lois et au plan institutionnel (loi n° 2023-900 du 23 novembre 2023 contenant le code de l'environnement), l'EIAC patauge encore par manque de décrets d'applications claires. En plus, cette dernière est en proie à un conflit de compétence entre le Ministère chargé de l'Environnement et celui du Ministère de la Culture. Comparée à certains pays de la sous-région comme le Burkina Faso (Zagré-Kaboré et Birba, 2019, p. 75) et le Sénégal (Kantoussan, 2014, p. 30), la Côte d'Ivoire a une faible tradition des recherches en archéologie préventive. Cette situation est d'autant plus problématique que la zone concédée à l'exploitation minière recoupe fréquemment les territoires historiquement marqués par des pratiques anciennes d'orpaillage artisanal parfois clandestine, mettant en péril le patrimoine

matériel et immatériel encore méconnu. Toutefois, comme évoqué dans les lignes précédentes, malgré l'adoption de la loi n° 2023-595 du 07 juin 2023 portant protection du patrimoine culturel national qui donnait une lueur d'espoir, à ce jour, aucun décret n'a été signé rendant difficile son application.

La présente étude s'inscrit donc dans ce contexte afin d'évaluer le potentiel archéologique qui demeure très peu documenté comparé à d'autres régions du pays. La réalisation de l'EIAC sur ce site aurifère va mettre en lumière un ensemble d'entraves, révélatrices des limites actuelles du dispositif ivoirien en matière d'archéologie préventive. Cet article se propose de répondre à la question de savoir quelles sont les principales difficultés rencontrées lors de la réalisation de l'Étude d'Impact Archéologique et Culturel (EIAC) en contexte minier aurifère ? Pour y répondre, l'article s'organise autour de plusieurs points. Après un rappel du cadre conceptuel et réglementaire encadrant les EIAC et une présentation du site de l'étude, la méthodologie adoptée sur le terrain sera détaillée. Les difficultés rencontrées seront ensuite analysées selon quatre catégories (institutionnelle, logistique, scientifique et socioculturelle), suivra une discussion à la lumière de la littérature existante. Enfin, une série de recommandations opérationnelles visant à renforcer le dispositif ivoirien d'archéologie préventive sera proposée.

1. Cadre conceptuel, réglementaire et institutionnel

Pour mener à bien cette étude, il est essentiel de définir des concepts clés nécessaires à une bonne compréhension de l'étude. En outre, cette démarche permet de situer clairement l'objet de la recherche et d'établir un cadre de référence rigoureux pour l'analyse des résultats.

1.1 Définition de l'Étude d'Impact Archéologique et Culturel (EIAC)

L'EIAC désigne l'ensemble des investigations réalisées en amont d'un projet d'aménagement ou d'exploitation, dans le but d'identifier, de caractériser et d'évaluer les vestiges archéologiques ainsi que les éléments du patrimoine culturel, tant matériels qu'immatériels, susceptibles d'être affectés par ce projet (ICOMOS, 2011 ; Banque mondiale, 2018). En ce sens, l'EIAC constitue une composante spécialisée de l'Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES), à l'instar des volets relatifs à la faune, à la flore, à l'hydrologie ou à la socio-économie. Toutefois, il convient de distinguer l'EIAC de la simple « étude d'impact environnemental » au sens large. En effet, alors que cette dernière s'appuie sur des méthodologies relativement stabilisées, utilisant des indicateurs normalisés tels que la qualité de l'air, de l'eau ou la biodiversité (Banque mondiale, NES n°3 et NES n°6, 2018), l'EIAC mobilise des méthodes spécifiques à la discipline archéologique (Haour & N'Dah, 2017 ; IRD, 2016). Ces méthodes convoquent des prospections pédestres systématiques, des sondages, des analyses de structures, ainsi que la collecte de traditions orales auprès de sachants. La mise en œuvre de ces méthodes dans un cadre réglementaire est contrainte par des délais et des budgets limités entraînant des défis méthodologiques majeurs, qui constituent le cœur de la problématique abordée dans ce travail. Cette spécificité méthodologique souligne la nécessité d'une approche rigoureuse et adaptée pour garantir que les EIAC soient effectivement intégrées aux processus de prise de décisions, notamment dans des contextes particuliers qui sont les nôtres où les enjeux patrimoniaux sont souvent sous-estimés.

1.2 Présentation des cadres normatifs nationaux et internationaux applicables en Côte d'Ivoire

-Législation environnementale et minière ivoirienne

La prise en compte du patrimoine archéologique et culturel dans les projets miniers en Côte d'Ivoire s'inscrit dans un cadre législatif et réglementaire multiple, souvent fragmenté, qui encadre de manière plus ou moins explicite cette dimension patrimoniale.

Le Code minier (loi n° 2014-138 du 24 mars 2014 et décret d'application n° 2014-397 du 25 juin 2014) constitue le principal texte régissant l'exploitation minière. Il conditionne l'octroi des permis d'exploitation à la réalisation préalable d'une étude d'impact environnemental et social (EIES). Toutefois, ce cadre ne précise pas explicitement les exigences relatives à la prise en compte du patrimoine archéologique. Malgré deux modifications ponctuelles (ordonnance n° 2018-144 du 14 février 2018 et ordonnance n° 2022-239 du 30 mars 2022), ce volet patrimonial reste peu développé dans ce code.

Le Code de l'environnement (loi n° 2023-900 du 23 novembre 2023, remplaçant l'ancienne loi n° 96-766 du 3 octobre 1996) établit un cadre plus global de protection environnementale en Côte d'Ivoire. Il intègre explicitement la préservation du patrimoine dans un cadre environnemental plus large. Le décret n° 2024-595 du 26 juin 2024 fixant les règles et procédures des évaluations environnementales et sociales, actualise les précédents textes. Ce décret encadre formellement la procédure d'EIES, depuis la demande des Termes de Référence (TDR) auprès de l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) jusqu'à la validation finale du rapport. Bien que ce cadre soit général et non spécifique au volet archéologique, c'est dans ce vaste dispositif procédural que s'insère, de facto, les EIAC.

Par ailleurs, la loi n° 2023-595 du 7 juin 2023 relative à la protection du patrimoine culturel national modernise la loi n° 87-806 de 1987 sur la sauvegarde des biens culturels en Côte d'Ivoire. Elle intègre notamment la protection du patrimoine immatériel, subaquatique et archéologique, et renforce les sanctions contre les violations. Le chapitre IV de cette loi (articles 74 à 80) est consacré à l'archéologie préventive, définie comme la discipline qui assure, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des biens du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement. Cette juxtaposition de textes révèle un cadre hybride : d'un côté, un cadre procédural général (décret de 2024) conçu pour l'environnement au sens large, et de l'autre, une loi patrimoniale récente (2023) introduisant pour la première fois en Côte d'Ivoire une reconnaissance claire de l'archéologie préventive dans les projets d'aménagement. Cependant, cette loi patrimoniale manque encore de décrets d'application, ce qui engendre un flou méthodologique important. Aucun texte réglementaire ne vient, à ce jour, faire la jonction entre ces deux cadres ni imposer un protocole archéologique standardisé et contraignant dans le contexte des études d'impact. Ce déficit institutionnel constitue l'une des racines majeures des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre effective des EIAC en Côte d'Ivoire, en particulier dans les secteurs à forte pression économique tels que l'exploitation minière.

-Accords et conventions internationales

La Côte d'Ivoire est partie prenante de la communauté internationale à travers la ratification de plusieurs accords bilatéraux et multilatéraux visant à la protection du patrimoine culturel. Elle a ainsi ratifié la quasi-totalité des conventions internationales majeures relatives à la sauvegarde et à la valorisation du patrimoine culturel, ce qui témoigne de son engagement sur la scène mondiale. Parmi ces conventions figurent notamment cinq (5) instruments essentiels:

La Convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflits armés, ainsi que son règlement d'exécution, ratifiés le 24 janvier 1980. Cette convention vise à protéger le patrimoine culturel en temps de guerre, en minimisant les risques de destruction ou de pillage.

La Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, ratifiée le 9 janvier 1981, établit les principes de conservation des sites d'importance universelle exceptionnelle, qu'ils soient culturels ou naturels.

La Convention de 1970 relative aux mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert illicites de propriété des biens culturels, ratifiée le 30 octobre 1990. Ce texte lutte contre le trafic illicite des biens culturels et protège ainsi le patrimoine contre les pillages et trafics illicites.

La Convention de 2003 en ce qui concerne la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, ratifiée le 13 juillet 2006, reconnaît et protège les expressions culturelles non matérielles telles que les traditions, savoir-faire et pratiques sociales.

La Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, ratifiée le 16 avril 2007, quant à lui promeut la diversité culturelle en tant que facteur de développement durable et de dialogue interculturel. Ces engagements internationaux constituent un socle important pour la protection du patrimoine culturel en Côte d'Ivoire. Cependant, leur mise en œuvre effective dépend largement de la traduction de ces normes dans la législation nationale et des mécanismes pratiques d'évaluation et de protection, notamment dans le cadre des projets d'aménagement et d'exploitation minière.

1.3 Les institutions impliquées

La mise en œuvre des EIAC mobilise plusieurs institutions dont les compétences peuvent se chevaucher sans articulation formelle clairement définie. Parmi ces acteurs, l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) occupe une position centrale dans le dispositif.

-L'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE)

Créée par le décret n° 97-393 du 9 juillet 1997, l'ANDE constitue le point de passage incontournable pour toute Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES) en Côte d'Ivoire. C'est elle qui élabore et délivre les Termes de Référence (TDR), document cadre définissant le périmètre et les exigences des études, incluant le volet archéologique et culturel. L'ANDE est également chargée d'instruire et de valider le rapport final d'EIES. Cependant, bien que centrale sur le plan procédural, l'ANDE n'est pas une institution spécialisée dans la protection du patrimoine culturel. Ses TDR types n'intègrent pas nécessairement des exigences méthodologiques précises et adaptées aux diagnostics archéologiques, en raison de l'absence d'un référentiel national homogène et contraignant dans ce domaine.

-Le Ministère de la Culture et de la Francophonie

Le Ministère de la Culture et de la Francophonie intervient via le Service de l'Archéologie, intégré à l'Office Ivoirien du Patrimoine Culturel (OIPC), ainsi que par ses directions régionales en charge du patrimoine culturel. Ces entités disposent en théorie de l'expertise scientifique nécessaire pour valider les études archéologiques. Toutefois, leur participation au processus d'EIES, piloté par l'ANDE, n'est pas systématiquement encadrée par un texte formel. Cette absence de formalisation peut conduire à la validation de rapports d'EIAC sur le plan procédural sans qu'une validation scientifique spécifique par l'autorité culturelle compétente soit assurée.

- Le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie

Ce ministère est responsable de la délivrance des permis d'exploitation minière, conditionnée notamment par la validation préalable de l'EIES par l'ANDE. Son rôle est donc indirect mais crucial dans le contrôle de la conformité des projets aux exigences environnementales et patrimoniales.

-Les opérateurs miniers

Conformément au principe du pollueur-payeur, ou plus précisément du promoteur-payeur, les sociétés minières sont tenues de financer intégralement la réalisation des Études d'Impact Archéologiques et Culturelles (EIAC). Cette obligation s'inscrit généralement dans le cadre plus large des Études d'Impact Environnemental et Social (EIES), indispensables à l'obtention des permis d'exploitation. Dans la pratique, la société minière mandate un bureau d'études ou une équipe d'experts spécialisés, recrutés directement par elle, à l'effet de conduire les investigations. Ce mode est courant à l'échelle internationale et vise à garantir que les coûts des évaluations environnementales et patrimoniales soient supportés par l'entité économique à l'origine du projet. Toutefois, ce dispositif entraîne une problématique majeure : celle de l'indépendance scientifique des équipes chargées de l'étude. En effet, les moyens alloués à ces équipes en termes de temps, de budget et d'effectifs dépendent directement des décisions de la société en présence. Or, l'intérêt économique de cette dernière est souvent de minimiser les délais et les coûts afin d'obtenir rapidement son permis d'exploitation dans le but de démarrer le plus rapidement ses activités. Cette situation a pour corollaire de créer un potentiel conflit d'intérêts entre les différents protagonistes qui peut affecter la rigueur méthodologique, l'objectivité des résultats et la qualité des recommandations formulées dans le cadre des EIAC. Elle souligne ainsi, la nécessité d'un encadrement réglementaire et institutionnel renforcé, garantissant l'autonomie scientifique des études et la protection effective du patrimoine archéologique et culturel.

2. Présentation de la zone d'étude et du site

2.1. Localisation de la zone d'étude

Doropo est une localité située dans le nord-est de la Côte d'Ivoire, relevant du département de Bouna, au sein de la Région du Bounkani. Cette région administrative se compose des départements de Bouna (chef-lieu régional), Nassian, Doropo et Téhini. Elle est

limitée au nord par le Burkina Faso, au sud par la région du Gontougo, à l'ouest par le district de la vallée du Bandama ainsi que la région du Tchologo, et à l'est par la République du Ghana. Doropo est également le chef-lieu de commune, ce qui en fait un centre administratif important pour la région.

2.2. Description géologique et minière du site

La zone d'étude appartient au domaine Paléoprotérozoïque de la dorsale de Man, caractérisé par un socle granito-gneissique recouvert d'une importante couverture latéritique. Les campagnes de terrain récentes ont révélé une lithologie variée, comprenant notamment du granite à biotite, du granite gneissique et migmatitique, de la granodiorite, du gabbro, de l'amphibolite et de la rhyolite. Ces formations ont été affectées par diverses structures géologiques majeures, telles que foliations, fractures, couloirs de cisaillements et plis, principalement orientés selon un axe NE-SW. Cette orientation suggère que la déformation régionale principale résulte d'une compression NW-SE (Ziandjèdè et *al.*, 2021, p.157). Le département de Doropo constitue une zone de gisement aurifère de classe mondiale, classification réservée aux réserves d'une dimension exceptionnelle à l'échelle internationale. Les réserves d'or y sont estimées à plus de 100 tonnes, offrant ainsi des perspectives économiques considérables pour la région du Bounkani et pour la Côte d'Ivoire dans son ensemble. Cette dynamique repose notamment sur les réformes structurelles mises en œuvre par le Ministère des Mines, qui ont significativement amélioré l'attractivité et la compétitivité du secteur extractif ivoirien. Avec la découverte récente de la mine de Doropo, la Côte d'Ivoire confirme son statut de nation aurifère majeure en Afrique. Après les gisements stratégiques du projet Koné (155,5 tonnes d'or) et de Tanda (environ 150 tonnes), tous deux identifiés en 2024, le pays révèle un potentiel géologique encore largement sous-exploité, renforçant ainsi sa position sur la scène minière continentale¹.

3. Démarche générale

Les investigations sur le patrimoine culturel et archéologique du projet aurifère de Doropo ont été réalisées par une équipe de cinq experts tout au long des différentes phases du projet. Si aucune démarche spécifique n'a initialement pris en compte le patrimoine culturel dans ce cadre, une méthode complémentaire dédiée au patrimoine archéologique a été mise en place, en sus des évaluations environnementales générales. Quatre activités clés ont été ajoutées aux inventaires classiques pour renforcer la protection du patrimoine archéologique : étude du potentiel archéologique ; inventaire des zones à potentiel archéologique ; fouilles archéologiques ; analyse et valorisation du patrimoine archéologique. L'équipe a travaillé collégialement selon deux moments principaux : la phase documentaire et la phase de terrain, suivies de la rédaction du rapport.

¹ <https://www.economie-ivoirienne.ci/actualites/cote-divoire-decouverte-dun-gisement-de-classe-mondiale-doropo.html>
consulté le 17/08/2026

3.1. Phase documentaire

Cette phase a consisté en une recherche bibliographique approfondie, principalement dans les archives nationales de Côte d'Ivoire (ANCI), notamment les monographies des cercles de la région du Bounkani. Ces documents ont permis de comprendre le contexte historique et colonial ainsi que les dynamiques de peuplement dans la zone. Les données ont été enrichies par des études antérieures, permettant de préparer des fiches pour la phase de terrain.

3.2. Phase de terrain

La phase de terrain s'est traduite par la réalisation d'enquête orale auprès des populations, par des prospections et par des sondages de sites.

-La tradition orale

Sur le terrain, les travaux ont porté sur la collecte des traditions orales relatives à l'occupation historique de la zone, complétant ainsi les données historiques. Un guide d'entretien comprenant un questionnaire adressé aux chefs traditionnels et à leurs notables. Ces questions concernent leur histoire, leurs traditions culturelles, leurs activités artisanales et agricoles. Afin de permettre aux enquêtés de mieux comprendre les préoccupations relatives au repérage de sites archéologiques, des échantillons de vestiges (tessons de céramique, scories de fer, etc.), nous avons adjoint à la parole des images présentant des artefacts qu'ils sont appelés à reconnaître et à localiser. Cette démarche a fortement contribué à la localisation de sites archéologiques et orienté les prospections qui ont conduites à la réalisation de sondages.

-Prospections

Les prospections combinent l'expertise des archéologues, capables d'identifier les traces d'anciennes occupations humaines, et les connaissances locales issues de traditions orales (toponymie, emplacements anciens). Chacun des sites identifiés a fait l'objet d'inspection fine dans un rayon d'environ 400 mètres, en fonction des contraintes du terrain et du temps.

-Sondages

Les sondages, réalisés pour diagnostiquer la présence éventuelle de vestiges, ont pris la forme de tranchées d'environ 1 mètre de largeur sur plusieurs mètres de longueur. En l'absence de matériel mécanique, ces sondages ont été réalisés manuellement.

-Enregistrement des données

Pour chaque site archéologique, l'équipe a consigné : les coordonnées GPS ; la date des travaux ; l'extension approximative du site ; les artefacts découverts ; les structures observées ; des photographies d'échantillons et du site ; une brève description des observations ; évaluation des sites. La valeur scientifique des sites a fait l'objet de concertation entre les membres de l'équipe et appréciée selon plusieurs critères : ancienneté, densité et variété des découvertes, valeur sociale des artefacts retrouvés le tous associés à des connaissances archéologiques préalables.

-Enquêtes artisanales

Des enquêtes ont été menées dans la plupart des villages, avec un accent particulier sur ceux où l'artisanat traditionnel est encore actif. Celles-ci ont permis de documenter la production céramique ainsi que divers instruments de musique, contribuant à mieux cerner le patrimoine immatériel local.

4. Les sites investigués et les vestiges mis au jour

Le patrimoine archéologique de la zone aurifère de Doropo se compose principalement de sites et de vestiges répartis en trois secteurs correspondant aux prospectes de *Kilosegui (Gbelta 1)*, *Kekeda (Wadaradouo)*, et à l'espace du TSF option 4 (Penodouo). Ces sites se divisent en deux catégories principales : sites métallurgiques (*Gbelta 1* et *Wadaradouo*) ; sites d'habitats anciens (*Penodouo*). Les vestiges identifiés comprennent quatre types d'artefacts : scories de fer, fragments de fourneaux, fragments de tuyères, et tessons de céramiques, représentant les principales composantes archéologiques de la zone.

4.1. Site de Kekeda (Wadaradouo)

Le site archéologique de *Wadaradouo* est caractérisé par un ensemble de scories dispersées de tailles variées, des parois de fourneau, ainsi que quelques fragments de tuyères difficilement identifiables, témoignant d'une activité de réduction du minerai de fer. Le site s'étend sur environ 25 mètres selon l'axe est-ouest et 20 mètres selon l'axe nord-sud. Il a cependant été fortement perturbé par des travaux agricoles répétés sur plusieurs années. Aucune base de fourneau n'a été retrouvée. La faible quantité de scories suggère une activité métallurgique de faible ampleur. Par ailleurs, lors de la troisième mission, l'équipe a été empêchée d'accéder au site pour effectuer une prospection approfondie visant à identifier d'autres indices de cette activité (Cf. figure 1).



Figure 1 : Vestiges de la sidérurgie ancienne de Wadaradouo

Source : H&B Consulting, février 2022

4.2. Site de Kilosegui (Gbelta 1)

Les prospections et sondages réalisés à *Gbelta 1* lors de la troisième mission ont confirmé les observations initiales de la première mission en février 2022. Ce site apparaît isolé dans la zone et présente peu d'éléments permettant d'identifier clairement une tradition métallurgique précise (Cf. figures 2 et 3).



Figure 2: Site métallurgique de Gbelta 1



Figure 3 : Échantillons de scories prélevées sur le site métallurgique

Source H & B consulting Mai 2023

4.3. Site d'habitat ancien à Penodouo (Gblogblo)

Le site de *Gblogblo*, dans la zone du TSF Option 4, constitue le site le plus important de la zone étudiée. Les prospections et sondages ont révélé des vestiges à la fois de production céramique et de métallurgie ancienne du fer. Ce site semble avoir connu au moins deux phases d'occupation humaine, attestées notamment par le sondage 2, où le décapage a mis en évidence trois couches stratigraphiques, dont deux contiennent des vestiges métallurgiques et céramiques. Les tessons découverts présentent des décors variés, principalement des ondulations subparallèles et obliques, alternées ou simples, ainsi que des lignes ondulées. Ces motifs décoratifs permettent de dater probablement le site au XIV^e siècle, en comparaison avec des tessons similaires découverts à *Loropéni*, au Burkina Faso, et datés de cette période. (Cf. figure 4 et 5)

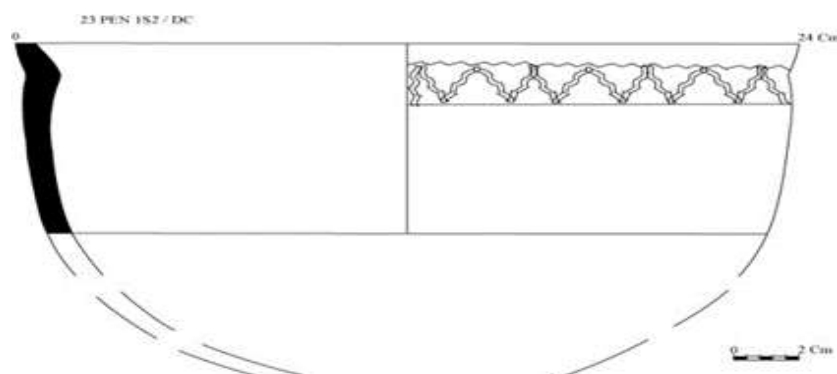


Figure 4 : vestiges de poteries reconstituées

Source : H & B consulting, mai 2023

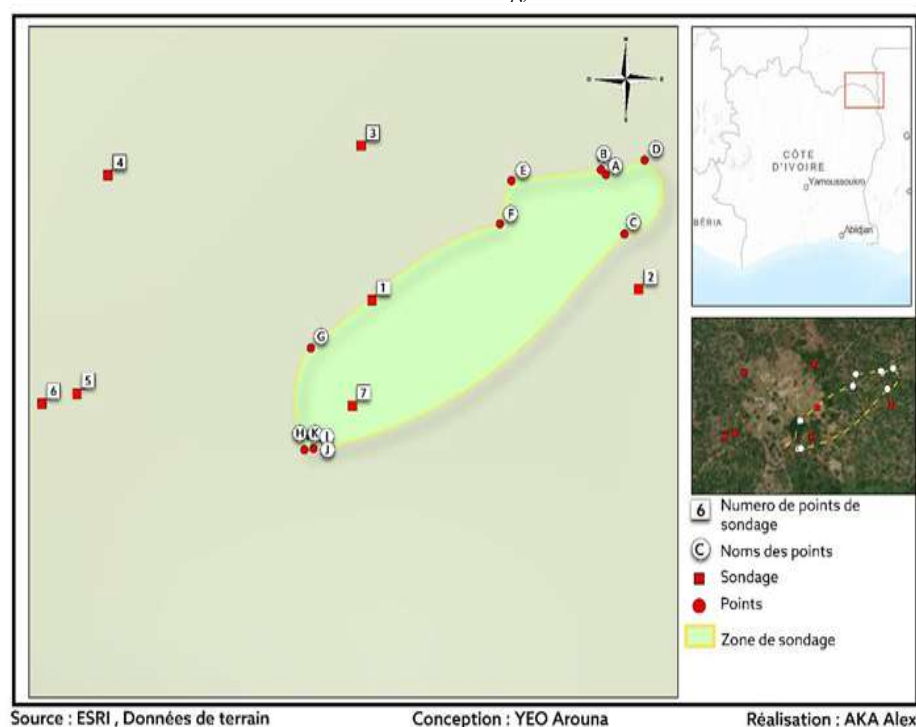


Figure 5 : Zone de sondages réalisés sur le site Gblogblo de Penodouo

4.4. Valeur historique des sites

Les vestiges étudiés révèlent plusieurs aspects importants :

- ✓ Une occupation et une exploitation de longue durée dans la zone ;
- ✓ La présence des premières industries sidérurgiques dans la région, témoignant de la première communauté industrielle lobi ;
- ✓ Le rôle stratégique des sites métallurgiques dans la fourniture d'équipements matériels, notamment à des fins défensives ;
- ✓ Les vestiges d'habitations isolées à *Gblogblo* reflètent la structure sociale des populations anciennes ayant occupé la zone.

Ces résultats soulignent la richesse et la diversité du patrimoine archéologique de Doropo, avec des implications majeures pour la compréhension de l'histoire locale et régionale.

5. Analyse des difficultés rencontrées

Cette étape permet d'analyser plusieurs types de difficultés à savoir les difficultés institutionnelles et réglementaires, les difficultés logistiques et financières, les difficultés scientifiques et méthodologiques, ainsi que les difficultés socioculturelles et politiques.

5.1. Difficultés institutionnelles et réglementaires

L'étude d'impact archéologique menée dans le cadre du projet aurifère de *Doropo* met en lumière un cadre institutionnel et réglementaire fragmenté, inadapté et peu opérationnel. Bien que la Côte d'Ivoire se soit dotée récemment de la loi n° 2023-595 du 7 juin 2023, qui introduit explicitement la procédure d'archéologie préventive en amont des travaux, cette loi reste encore peu appliquée sur le terrain. En effet, dans le contexte actuel du projet de *Doropo*, ce sont principalement les dispositions de la loi n° 87-806 de 1987 qui sont utilisées par les opérateurs miniers, une législation ancienne qui ne répond plus pleinement aux exigences des grands projets d'aménagement modernes.

Par ailleurs, la réglementation encadrant les Études d'Impact Environnemental et Social (EIES) est bien établie, cependant, il existe une absence de protocole national clair et contraignant spécifiquement dédié aux Études d'Impact Archéologique et Culturel (EIAC). Ce vide réglementaire entraîne une application hétérogène, voire insuffisante, des mesures de protection du patrimoine impacté par les projets miniers.

Le cas du projet de Doropo illustre particulièrement ce dysfonctionnement dans la mesure où la validation des EIAC ne passe pas systématiquement par une expertise scientifique approfondie du Ministère de la Culture, ce qui limite incontestablement de fait la rigueur, la crédibilité et la valeur scientifique des études produites. En parallèle, le rôle central de l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) dans la délivrance des Termes de Référence (TDR) pour les EIES est bien reconnu, malgré que ces TDR manquent bien souvent d'exigences méthodologiques précises s'agissant du volet archéologique, en raison de l'absence d'un référentiel national unifié et adapté à cette spécificité. Cette situation illustre bien une déconnexion institutionnelle majeure, où l'ANDE pilote les procédures générales d'évaluation environnementale et sociale alors que le Ministère de la Culture reste marginalisé dans le processus décisionnel. Cette gouvernance éclatée nuit à l'intégration effective du patrimoine archéologique et culturel dans les projets, compromettant ainsi la protection et la valorisation de ce patrimoine. Ainsi, le dispositif actuel ne garantit pas une prise en compte systématique et scientifique des enjeux patrimoniaux, ce qui expose le patrimoine archéologique à des risques accrus de dégradation voire de destruction irréversible sur le site de Doropo et au-delà.

5.2. Difficultés logistiques et financières

Les contraintes logistiques sont particulièrement sensibles dans le contexte de Doropo. L'accès aux sites est parfois limité par des facteurs géographiques (végétation dense, étendue des terrains) et sociaux (refus d'accès par les communautés, comme observé sur le site métallurgique de *Wadaradouo*). Ce cas, illustre la difficulté à concilier protection du patrimoine

et respect des sensibilités locales. L'étude met en avant, le manque de moyens (matériels et financiers) pour mener à bien des recherches plus approfondies. L'absence de matériel de fouilles mécaniques et de datation sur place oblige à des sondages manuels limitant à bien des égards la précision des analyses chronologiques. Par ailleurs, le financement des opérations dépend exclusivement des opérateurs, ce qui peut imposer des contraintes budgétaires et temporelles impactant fortement la rigueur scientifique nécessaire. Cette situation crée un risque de compromis sur la qualité des études.

5.3 Difficultés scientifiques et méthodologiques

Sur le plan scientifique, le rapport souligne la complexité de la démarche d'archéologie préventive dans un contexte d'exploration minière. La méthodologie appliquée, bien que structurée en phases documentaire, terrain et analyse, rencontre des obstacles liés à la rareté des données de référence et aux perturbations importantes des sites (agriculture, orpaillage). La forte végétation et les diverses actions anthropiques compliquent la prospection et la délimitation des sites. Les sondages réalisés, même nombreux, livrent parfois des résultats limités en termes de vestiges structurés, comme à Gbelta 1 où le sondage n'a pas permis d'identifier clairement la structure d'un fourneau. Par ailleurs, l'absence d'outils de datation absolue sur place limite la précision chronologique, ce qui restreint malheureusement la compréhension du contexte historique des sites en présence.

Enfin, la multiplicité des composantes (patrimoine matériel, immatériel, sites sacrés, vestiges archéologiques) nécessite une expertise multidisciplinaire qui peut être difficile à mobiliser pleinement dans les conditions comme les notre.

5.4 Difficultés socioculturelles et politique

L'étude met en lumière des tensions socioculturelles et politique importantes. L'attachement profond des communautés Lobi et Koulango à leurs sites sacrés et leur patrimoine immatériel entraîne une grande méfiance envers les équipes de chercheurs. Cette situation conduit bien souvent à des refus d'accès à certains sites, comme à Wadaradou où l'équipe a été interdite de poursuivre les recherches ce après plusieurs tentatives d'explications du bienfondé de ce types d'études. Selon leurs explications, ce refus catégorique est lié à la crainte des populations de peur que les génies des lieux soient offensés. Par ailleurs, les transformations socio-économiques rapides liées à l'orpaillage et à la modernisation ont conduit à un déclin des pratiques culturelles traditionnelles, notamment des danses, contes, légendes et artisanats. Cette mise en péril du patrimoine immatériel complique la transmission des savoirs et parfois à la méconnaissance des sites. Ces pesanteurs socioculturels rendent difficile la collecte de données et nécessitent une approche participative, intégrant la concertation préalable avec les communautés.

Sur le plan politique, nous notons une situation sécuritaire très sensible avec la situation difficile due au terrorisme qui sévit dans certains pays limitrophes. La situation est telle qu'aucune équipe ne peut circuler dans cette zone sans une colonne de forces de sécurité lourdement armés rendant difficile des déplacements. En outre, ces mesures créent chez les populations locales comme du côté des chercheurs une anxiété maximale et un cadre de travail difficile quand on sait que la zone à plusieurs fois connues des attaques terroristes.

6. Discussion

La réalisation du projet aurifère de Doropo illustre de manière concrète les défis majeurs auxquels sont confrontés les experts dans la réalisation des EIAC en Côte d'Ivoire. Malgré l'existence d'un cadre réglementaire, celui-ci demeure insuffisamment articulé et appliqué, ce qui fragilise la prise en compte effective du patrimoine archéologique et culturel dans les projets d'aménagement. Le cas de Doropo révèle des procédures d'évaluation manquantes, souvent de coordination interinstitutionnelle, aboutissant à des validations parfois formelles dépourvues d'expertise scientifique approfondie et dans certains cas non-avérée. Cette défaillance amplifie les risques de destruction irréversible de patrimoines riches et diversifiés, comme en témoignent les nombreux sites sacrés et vestiges archéologiques identifiés dans cette région. Les contraintes logistiques (accès difficile, moyens limités), financières (budget dépendant des opérateurs miniers) et méthodologiques (absence de référentiels normalisés, couvert végétal dense, perturbations anthropiques diverses) limitent la portée des investigations et la qualité des résultats. Ces difficultés sont aggravées par des facteurs socioculturels que politiques, notamment la méfiance des communautés locales, la dégradation progressive des traditions culturelles et une situation sécuritaire délétère.

Le projet aurifère de *Doropo* met ainsi en exergue la nécessité d'une réforme profonde du dispositif d'archéologie préventive en Côte d'Ivoire. Il est urgent de formaliser des protocoles méthodologiques contraignants, de renforcer la coopération institutionnelle entre ANDE et Ministère de la Culture, et de garantir l'indépendance scientifique des études. Ce sera également l'occasion de voir le rôle que peut jouer le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en charge de la formation de la ressource humaine disponible aux EIAC. Par ailleurs, la sensibilisation et l'implication des communautés doivent être prioritaires pour assurer une gestion respectueuse et durable du patrimoine. La richesse archéologique et culturelle de *Doropo*, avec ses sites métallurgiques anciens, ses habitats historiques et ses nombreux sites sacrés, constitue un héritage précieux à préserver. Le développement minier, inévitable dans cette région, doit impérativement intégrer des mesures d'atténuation adaptées, telles que des fouilles préalables, la documentation exhaustive des sites, et le déplacement des éléments patrimoniaux menacés. Ainsi, le cas de Doropo offre un cadre d'analyse et d'action exemplaire, qui souligne que la protection du patrimoine archéologique et culturel ne peut être dissociée du développement économique. Il doit toutefois être intégré comme une dimension fondamentale de la responsabilité sociale et environnementale des projets d'aménagements en Côte d'Ivoire.

Conclusion

L'Étude d'Impact Archéologique et Culturel réalisée sur le site aurifère de *Doropo* révèle un patrimoine riche et diversifié, à la fois matériel et immatériel, témoignant d'une longue histoire d'occupation humaine et d'activités socio-culturelles complexes dans cette zone. Les nombreux sites sacrés, vestiges archéologiques et éléments artisanaux identifiés dans la zone d'étude attestent de l'importance capitale de ce patrimoine pour les populations locales et pour la mémoire collective. Cependant, cette étude met en lumière des difficultés majeures qui entravent la protection efficace du patrimoine archéologique et culturel dans le cadre de projet

de développement. Ces difficultés concernent un cadre institutionnel et réglementaire fragmenté, une insuffisance des ressources logistiques et financières, des contraintes scientifiques et méthodologiques, ainsi que des défis socioculturels et politiques liés à la sensibilité des communautés locales. Face à ces enjeux, il apparaît urgent de renforcer et d'harmoniser les dispositifs légaux et institutionnels, d'instaurer un protocole méthodologique clair et contraignant, et de promouvoir une meilleure coordination entre les acteurs environnementaux et culturels. Par ailleurs, l'implication active des communautés locales à travers des actions de sensibilisation et de participation est indispensable pour garantir le respect et une bonne valorisation du patrimoine. Le projet aurifère de Doropo, illustre l'importance d'intégrer pleinement l'archéologie préventive de facto dans les démarches d'évaluation environnementale et sociale, afin de concilier développement économique et préservation du patrimoine. Cette impérative intégration est un enjeu de durabilité, de responsabilité sociale et de sauvegarde des héritages culturels pour les générations présentes et futures. En définitive, la réussite de cette démarche passe nécessairement par une mobilisation collective, associant autorités, opérateurs, experts et communautés, pour faire de la protection du patrimoine un pilier incontournable du développement en Côte d'Ivoire.

Références bibliographiques

- BANQUE MONDIALE, 2018, *Cadre environnemental et social, Norme environnementale et sociale n°8 : Patrimoine culturel*, Washington, DC : Banque mondiale. 16p.
- HAOUR A. & N'DAH D., (2017), « Organiser un projet international de recherche archéologique en Afrique », in *Archéologie de sauvetage et de prévention*, Marseille : IRD Éditions. p. 30-33
- ICOMOS, 2011, *Guide pour les Évaluations d'Impacts sur le Patrimoine appliquées aux biens du patrimoine mondial culturel*, Paris : Conseil international des Monuments et des Sites. 20p.
- IRD (s.d.), 2016, *Étude archéologique complémentaire à l'étude d'impact environnemental et social du projet de construction du barrage de Nachtigal-Amont (Cameroun)*, Horizon/IRD. Yaoundé : IRD, 179p.
- KANTOUSSAN A., 2014, *Conception d'une autoroute au Sénégal : vers un aménagement multidimensionnel conciliant développement et mise en valeur patrimoniale*, Volume 2 : annexes, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 128p.
- KOFFI K. S., 2016, *Étude Archéologique et sur l'héritage culturel Projet aurifère de Yaouré, Côte d'Ivoire*, Rapport de terrain, 2D Consulting Afrique, pp.1-39
- KOUASSI K. S. et N'ZI D. C., 2016, « L'archéologie préventive, nouvelle approche du terrain en archéologie. Une analyse du contexte ivoirien au regard du Plan National d'Action Environnemental de la Côte d'Ivoire 1996-2010 », *Les Annales du LAASSE*, 2, p. 46-53.
- KOUASSI K. S. et GUÉDÉ Y. F., 2017, « Trois cas de prospections relatifs à des diagnostics archéologiques en Côte d'Ivoire (2008-2010) : les entreprises d'extraction minière levier pour un nouvel ordre archéologique en Côte d'Ivoire? ». In: Erika M. ROBRAHN-GONZÁLEZ, et al. (dir.), *Archaeological Heritage Policies and Management Structures* (Proceedings of the XVII UISPP World Congress, Vol. 15). Oxford : Archaeopress Archaeology, p. 71-84.

- LAVENDHOMME M.-O., 2012, « L'archéologie préventive : un outil pour la construction de l'aménagement du territoire », *Archéopages*, Hors-série 3, mis en ligne le 1er janvier 2012, 464, p.51-55. Consulté le 15 mars 2025.
<http://journals.openedition.org/archeopages/464>
<https://doi.org/10.4000/archeopages>
- N'ZI D. C., 2016, Archéologie et développement en Côte d'Ivoire : Contribution à la mise en place de l'archéologie préventive, Abidjan, Université Félix Houphouët-Boigny, Thèse de doctorat, p.348-351.
- ZAGRE-KABORÉ E. et BIRBA N., 2019, « Nécessité de contribuer au développement durable à travers l'archéologie préventive : cas de la zone aurifère de Gouengo-Tangars (Burkina Faso) », *WIIRE*, n°9), p.69-93
- ZIANDJÊDÉ H. S., Tahar Aïfa, KOUAMELAN A. N., HOUSSOU N. N. et DIGBEU W., 2021, « Analyse Structurale De La Déformation Dans Les Granitoïdes Éburnéens De La Région De Doropo (Nord-Est De La Côte d'Ivoire) », *European Scientific Journal, ESJ*, 17(29), 157. <https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n29p157>



ARCHEOLOGIE PREVENTIVE ET HISTOIRE DU PEUPLEMENT DE TENKODOGO

Mahamadé DONDEBZANGA

Doctorant en archéologie africaine

Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Laboratoire de Recherche en Sciences Humaines et Sociales (LABOSHS)

dondebzangamahamade1993@gmail.com

Résumé : Tenkodogo est le chef-lieu qui abrite le premier royaume moagha. Cette entité territoriale regorge plusieurs sites archéologiques notamment les puits de teinture traditionnelle, les anciens habitats, les meules fixes et les sites sidérurgiques qui constituent les témoins tangibles des hommes qui y ont vécu. Ces vestiges archéologiques constituent une source capitale pour la reconstitution de l'histoire du peuplement de Tenkodogo. Ainsi, l'histoire du peuplement de la zone est divisée en deux phases. La première phase concerne les peuples dits *Pré-Nakomse* qui seraient installés dans la zone avant le XVe siècle et la seconde vague du peuplement concerne les *Nakomse* et ceux *Post-Nakomse*. Les sites patrimoniaux mis au jour sont fortement menacés de disparition si bien que des politiques de protection et de valorisation sont plus que nécessaires en vue de leurs pérennisations.

Mots-clés : Tenkodogo, la sidérurgie et archéologie préventive.

PREVENTIVE ARCHAEOLOGY AND THE HISTORY OF THE SETTLEMENT OF TENKODOGO

Abstract: Tenkodogo is the capital of the first Moagha kingdom. It is home to a number of archeological sites including traditional dyeing pits, ancient dwellings, millstones and ironworks, all of which bear tangible witness to the people who live there. These archeological remains are a vital source for reconstructing the history of the settlement of Tenkodogo. The settlement history of the area is divided into two phases. The first phase concerns the so-called *Pre-Nakomse* peoples, who are thought to have settled in the area before the 15th century, and the second wave of settlement concerns the *Nakomse* and *Post-Nakomse* peoples. The heritage sites that have been uncovered are in serious danger of disappearing, so protection and enhancement policies are vital if they are to be preserved.

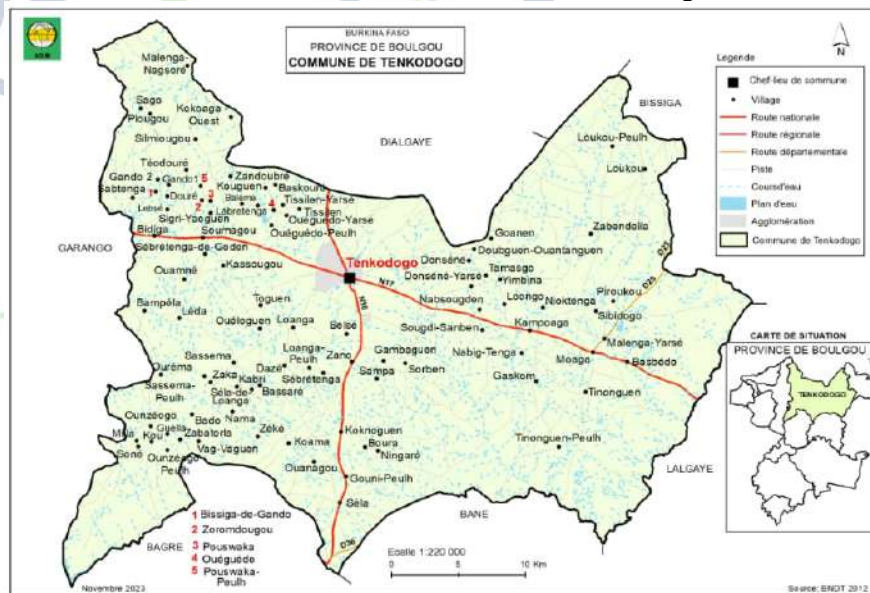
Keywords: Tenkodogo ancient siderurgy and preventive archeology.

Introduction

L'archéologie est une science qui a pour vocation d'établir une relation entre les vestiges et leurs auteurs afin d'avoir des renseignements sur le mode de vie de ceux-ci quelle que soit leur ancienneté. Elle procède alors par des principes soumis à des méthodes, ce qui lui permet d'être pluridisciplinaire avec plusieurs sujets d'étude (Da 2015 : 1). Les investigations archéologiques entreprises dans la commune de *Tenkodogo* ont permis de mettre au jour des vestiges relatifs à la métallurgie ancienne du fer, des anciens habitats ainsi que des meules dormantes dont les populations actuelles ne réclament pas la paternité et les attribuent aux gens

antérieurement installés dans la zone avant leur arrivée. Les activités de l'aménagement du territoire ainsi que les actions naturelles menacent ces biens culturels de disparition si des actions fortes ne sont pas prises. Géographiquement, la commune de *Tenkodogo* est localisée dans la province du *Boulgou*. Chef-lieu de la province du *Boulgou* et de la région du Centre-Est, la capitale de *Tenkodogo*, est située à environ 185 km de la capitale burkinabè, Ouagadougou, à 105 km environ de la frontière du Togo et à 80 km de celle du Ghana. La présente étude qui porte sur l'archéologie préventive et histoire du peuplement de *Tenkodogo* a pour objectif principal de faire l'état des lieux des sites archéologiques et ensuite montrer la contribution des sites et vestiges à l'écriture de l'histoire du peuplement de la zone d'étude. La problématique centrale de notre étude est la suivante : quel est l'état des lieux des sites et vestiges et leur contribution à l'écriture de l'histoire du peuplement de *Tenkodogo* ? Pour mieux aborder notre sujet de recherche, nous proposons de structurer notre réflexion en trois parties distinctes. La première partie présente brièvement notre approche méthodologique. La deuxième partie consiste à présenter les résultats et la discussion. Enfin, la troisième partie sera consacrée à la conclusion et à la bibliographie.

Carte n° 1: La localisation de Tenkodogo



1. Méthodologie

La méthodologie d'approche consiste à mieux cerner l'histoire du peuplement et l'état des lieux des sites et mobiliers archéologiques de ladite zone d'étude. Cette méthodologie est basée prioritairement sur les prospections archéologiques, les enquêtes ethnographiques auprès des personnes ressources. Outre cette démarche, on note l'exploitation judicieuse des sources écrites susceptibles de nous éclairer sur le sujet.

2. Résultats

2.1. Le potentiel archéologique de Tenkodogo

Tenkodogo regorge une diversité de sites et de mobiliers archéologiques qui constituent l'identité culturelle des peuples ayant anciennement occupé notre zone d'étude. Parmi ces sites archéologiques, on dénombre les sites sidérurgiques, les puits de teinture traditionnelle et les meules fixes.

-Les sites de la paléométalurgie du fer

Les sites sidérurgiques sont les plus rencontrés dans notre espace géographique. Les mobiliers archéologiques de ces sites sont de diverses natures. Nous avons identifié en tout 45 ateliers de réduction du minerai de fer dans notre zone d'étude. Ces sites sont divisés en deux groupes dont ceux ayant fonctionné à tirage d'air forcé et ceux ayant fonctionné naturellement. Les plus importants se trouvent à *Kialguin*, à *Kougsabla*, à *Gourgou*, *Koulpélé*, à *Goodin*, à *Gondrin*, à *Soumangou* et au secteur n°4. Les familles Koudougou, Tarnagda et Saré réclament la paternité des sites sidérurgiques rencontrés à Tenkodogo. La majorité de ces sites se situent à proximité des points d'eau. Les ateliers de réduction de *Kialguin*, *Kougsabla* et *Gourgou* attirent notre attention. En effet, l'atelier de réduction de *Kialguin* est le plus grand centre de la production primaire du fer dans le *Zoungrantenga* compte tenu de sa superficie et les bases de fourneaux que renferme le site. Le site est limité à l'Est par le barrage de *Kialguin* et au Sud-Est par le lycée privé Mont Brillant. Le site s'étend sur plus de 03 hectares et est colonisé par *Balanites aegyptiaca* et des neem. Le site est traversé par des ravins qui constituent une grande menace. L'expansion du quartier ainsi que le barrage qui l'entoure constituent des handicaps pour la pérennisation des biens sidérurgiques. Sur le site, on trouve dix-sept bases de fourneaux qui sont fortement dégradées (Cf. Planche photo n°1). Les fourneaux sont implantés de manière aléatoire. Ce sont des fourneaux de grandes dimensions à scorie piégée et à usage multiple avec des diamètres internes de 120 à 140 cm. Les matériaux de construction sont constitués de mottes de terre. Dans l'ensemble la conservation des fourneaux rend difficile l'estimation de leurs hauteurs totales. Mais au regard des dimensions de leurs diamètres à la base, l'on peut imaginer qu'ils pouvaient atteindre au moins 2 m de hauteur. Les traditions orales recueillies nous informent que sur le site on y trouvait plus d'une vingtaine de fourneaux et que ce sont les actions hydriques (le barrage) et humaines (le ramassage des scories par les femmes) qui ont fait qu'on en trouve moins de bases de fourneaux de nos jours. Sur le site on trouve des gros blocs de scories coulés externes. Du point de vue de l'organisation spatiale, les déchets sidérurgiques sont rejetés à proximité des fourneaux qui sont implantés de manière isolée. En effet, la nature des vestiges sidérurgiques et les données ethnoarchéologiques recueillies autorisent à affirmer que le mode opératoire des fourneaux était la ventilation naturelle.

Les ateliers de réduction de *Kougsabla* et de *Gourougou* recèlent les mêmes types de mobiliers archéologiques que celui de *Kialguin*. Les observations suggèrent que les fourneaux de ces deux ateliers ont été construits en colombin, utilisant une pâte argileuse mélangée à des pailles. Aucune ouverture visible n'a été identifiée sur les bases de fourneau. Les tuyères présentes sur le site sont très massives et de forme cylindrique avec un diamètre externe qui varie entre 13 et 16 cm et celui interne compris entre 5 et 7 cm. Elles sont faites en banco pétrie de la paille. Les déchets sidérurgiques et la paroi résiduelle des bases de fourneaux indiquent

qu'il s'agissait probablement des fourneaux de grande dimension, fonctionnant par tirage naturel, et réutilisé à plusieurs reprises. Ce type de fourneau permet une évacuation verticale des scories, facilitant ainsi une bonne séparation du métal et des scories. La particularité de ces trois ateliers est que sur l'atelier de *Gourougou* nous avons identifié le reste d'une base de fourneau qui s'apparenterait à un *fonoga* eu égard à son diamètre qui mesure 20 cm (Cf. Planche photo n°03). Le reste des bases de fourneaux sur ces trois sites pourraient être rattachés à la famille des fourneaux *boanga*. Cette tradition technique est signalée dans plusieurs localités du Burkina. Dans le Bam N. Birba nous renseigne sur le début probable de la production sidérurgique entre le XVIIe et le XIXe siècle de notre ère (2016 : 315). À Korsimoro dans la région du Centre-Nord, ces types de fourneaux correspondraient à la tradition technique KRS4, datée autour du XVIIe siècle AD (Serneels 2012 : 27).

Quant au reste du *fonoga*, il s'agit de petits fourneaux fonctionnant avec des soufflets. « Ce sont des fourneaux à scorie piégée non réutilisable » (Birba et. Ouedraogo, 2024 : 6). Ces types de fourneaux sont présents dans l'aire des *Boose*. Les recherches effectuées dans le Bam par Birba nous permettent d'avoir des connaissances sur l'architecture du *fonoga*. Ainsi, il est un très petit fourneau qui comporte une seule ouverture à l'est où l'on fixe une tuyère communiquant avec des soufflets. « Il ne dépasserait pas les 40 cm de hauteur avec un diamètre de 30 cm et comportait une partie enterrée d'environ 30 à 40 cm de profondeur » (Birba, 2016 : 284). Cette tradition technique daterait du XVIe et début du XVIIe siècle de notre ère (Birba, 2016 : 293).

Planche photo n° 01 : l'atelier de réduction de Kialguin et ses vestiges



Une d'ensemble de l'atelier de Kialguin



Une scorie piégée



Une base de fourneau



Des scories coulées

Source : M. DONDEBZANGA, mars 2025

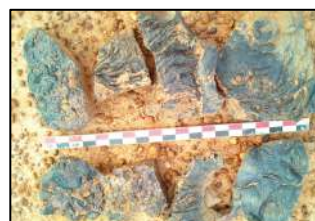
Planche photo 1: L'atelier de réduction de Kougsabla



Une vue d'ensemble de l'atelier de réduction



Une base de fourneau



Des scories rassemblées par des femmes

Des scories coulées

DONDEBZANGA Mahamadé, août 2025

Planche photo n°3 : L'atelier de réduction de Gourougou



Photo A : une vue d'ensemble de l'atelier de réduction

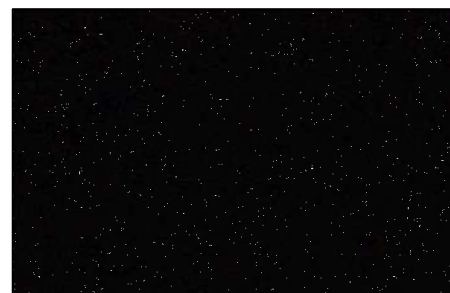


Photo B : le reste d'une structure de



Photo B et C : Des tessons de poterie avec et sans décor et des scories en plaque

Photo M. DONDEBZANGA, 25/01/2024

Les meules dormantes

Les meules fixes ou dormantes sont aménagées et polies sur les surfaces des blocs et affleurements de granite à la suite des usures. Ces matériels de broyages sont constitués de meules dormantes et des mortiers. Sans être exhaustif, l'inventaire fournit plus de quatre cents meules dormantes et une dizaine de mortiers sur l'ensemble des sites. Dans la commune de Tenkodogo elles sont localisées à Goodin, à Loanga, à Gourougou, à Daboula, à Kougsabla et à Saaba. La répartition de ces meules sur les surfaces granitiques est illégale ; c'est-à-dire que leur nombre varie d'une meule à une autre. Elles sont souvent groupées ; tantôt éparpillées. Le matériel de broyage (les meules et les mortiers) est sans doute le témoin d'une économie de production. Les besoins quotidiens de subsistances de ces groupes de populations expliqueraient la mise en place de toutes ces meuneries. *Ces vestiges ont sans doute joué un rôle capital dans l'art culinaire de ces populations anciennes en servant à la transformation de divers aliments et substances. Les meules ont probablement fourni pour l'essentiel de la farine de céréales* (Ouedraogo, 2013 : 49).

Planche photo n°04 : Vue des meules fixes de Goodè et de Raboula



Photo A : Vue d'ensemble de la meule dormante de Goodin



Photo B : Vue d'un mortier



Photo C : Vue de la meule mobile de Daboula

Photo M. DONDEBZANGA, 15/01/2024

-Les puits de teinture traditionnelle

Communément appelés *Gar-bogdo* en langue locale *moore*, les puits de teinture traditionnelle se localisent à *Basbedo* à une quinzaine de kilomètre de Tenkodogo dans la partie Est. Le groupe social *Marānga* portant le patronyme PAFADNAM réclame la paternité des *Gar-bogdo* dans ce village du *Zoungrantenga*. Le site se situe à environ 40 mètres de la Route Nationale n°17 dans la partie Nord. Sur le site, on y trouve une dizaine de puits mais 06 seulement sont bien visibles (Cf. planche photo n°5). Les travaux champêtres impactent négativement sur la survie du site. Pire, le bitumage de la RN 17 en cours constitue une grande menace du site si on n’y prend garde car les travaux du bitumage pourraient faire disparaître ce patrimoine. Au Burkina Faso les recherches situent le début de cette activité entre les XIV^e et XV^e siècles (Zango, 2008 :30.)

Planche photo n°05 : les puits de teinture traditionnelle



Une vue d’ensemble des puits de teinture traditionnelle. La flèche indique la RN17
Photo M. DONDEBZANGA, 15/01/2022

-Les buttes anthropiques

« L’habitat pour l’archéologie est donc une formation de vestiges qui attestent un séjour de l’homme sans durée bien définie » (Simpore, 2005 : 149). Pour le même auteur, le terme habitat peut désigner aussi « des lieux où un groupe y s’est arrêté, même fort de peu de temps, mais en laissant des traces ». Dans le *Zoungrantenga*, plusieurs sites ont été identifiés comme des sites d’anciennes habitations. Dans notre zone d’étude, l’ancien habitat des *Samo* et *Bisanɔ* attire notre attention. Le site est situé sur la colline *Bulgu* qui se trouve dans la commune de *Gārango*. C’est une formation montagneuse culminée dont on y trouve de rares végétations composées de *Azadirachta indica*, *Bombax costatum* et *Eucalyptus camaldulensis*. Elle s’étend sur une superficie de plus d’un hectare et se situe à environ un kilomètre de la cour royale au Sud de la ville de *Gārango* (Cf. Planche photo n°06). Selon la tradition orale, ce site était l’ancienne demeure des *Samo* et *Bisanɔ*. Sur le site on trouve l’épandage des tessons épais avec et sans décor. Il sert de lieux de sacrifice pour les habitants de *Gārango* et est un site touristique. Au regard de tout ce qui précède, l’on note que la commune de *Tenkodogo* présente une richesse archéologique remarquable, comme le révèle la diversité des sites et des vestiges archéologiques étudiés. Cette richesse inclut notamment les buttes anthropiques, les sites à vestiges lithiques, les ateliers de teinture, les sites sidérurgiques. L’environnement géophysique de la zone, offrant des conditions idéales, a favorisé le développement de diverses activités telles que la production de céramique, la teinture traditionnelle, et la sidérurgie. Cependant, comment les sites et

vestiges archéologiques étudiés contribuent-ils à la compréhension du peuplement Tenkodogo ? Autrement, quelle est la contribution de l'archéologie à la connaissance de l'histoire du peuplement de *Tenkodogo* ?

Planche photo n°06 : l'ancien habitat des Sana et *Bisanɔ*



Photo A : l'ancien habitat des *Bisanɔ* et Samo **Photo B :** Vue des tessons de poterie

Photos M. DONDEBZANGA, 18/08/2024

3. Discussion

3.1. La contribution des sites et vestiges archéologiques à la connaissance de l'histoire du peuplement de *Tenkodogo*

Plusieurs preuves matérielles attestent le peuplement ancien de Tenkodogo. Ainsi, les sources écrites disponibles présentent deux phases de peuplement de cette zone : le peuplement pré-Nakomse (les populations anciennement installées) et les populations Nakomse et post-Nakomse (les populations nouvellement installées). Ici, nous allons nous appuyer sur les travaux des chercheurs qui ont mené des recherches sur le Moogo méridional ainsi que les vestiges archéologiques mises au jour qui sans doute nous renseignent sur le passé des hommes ayant anciennement habité notre zone d'étude.

3.2. Les populations pré-Nakomse

Par populations pré-Nakomse nous entendons les groupes sociaux qui ont occupé antérieurement les territoires de l'actuel Burkina Faso avant le XVe siècle, avant l'arrivée des premiers conquérants moose. Parmi ces premiers occupants communément appelés les « Autochtones », on trouve les *Bisanɔ* les *Samo* et les *Gurunsi*. Selon les sources orales et celles écrites, ces différents peuples ont habité l'espace de ce que va devenir plus tard le *Zoungranta* avant le XVe siècle et seraient venus du Mandé. Plusieurs sources s'accordent sur leur installation au VIIIe siècle. Selon Kiethéga : « Les premières vagues des bissera seraient arrivées au Burkina Faso dès le VIIIe siècle, les centres de Garango et de Loanga seraient de créations très anciennes » (1993 : 18). L'antériorité des *Bisanɔ* par rapport aux *Nakomse* dans

le *Zoungrantenga* est aussi soutenue par d'autres chercheurs. Ainsi pour Yelbi, « les Bisanɔ occupaient un vaste territoire avant l'arrivée des conquérants dagomba dans les régions de *Tenkodogo*, *Manga*, *Boulsa* et *Boussouma* » (2020 : 51). Egalement, les propos de Ki-Zerbo confirment cette antériorité « À l'extrême sud, la grande chefferie de *Bané* est totalement contrôlée par les Bissa, dont le dynamisme a été remarquable et dont le grand centre de *Bittou* aurait abrité *Yennenga* et *Rialé* » (1978 : 258). L'origine commune des *Bisanɔ* et des *Samo* est aussi soutenue par les écrits de la Sœur Bernard « la première vague regroupait des *Bisanɔ* et des *Sanan* (*Samo*) qui se seraient séparés à *Garango* à la suite d'une dispute » (1966 : 37). Les traditions orales recueillies à *Garango* confirment cette thèse de fraternité entre ces deux groupes sociaux. Ainsi, Noël Bambara interrogé le 18/08/2024 souligne : « les *Bisanɔ* et les *Samo* sont effectivement des frères même s'ils sont éloignés les uns des autres. L'ancêtre des *Samo* s'appelait *Doundou*. Il vivait à *Garango* avec son grand frère ». Pour ce qui concerne les raisons de leur séparation Yelbi déclare :

« Les *Sanan* formaient une seule famille avec les *Bisanɔ* et habitaient au pied de la colline de *Garango*. Lors d'un sacrifice de chien immolé au fétiche appelé "Kusi", fétiche du clan, les ancêtres des *Sanan* réclament la tête du chien ; or la tête est toujours réservée à l'aîné de la famille. Les ancêtres des *Bisanɔ* refusent, d'où la brouille et séparation. » (2022 : 48).

Cependant, la parenté entre ces deux groupes sociaux aux *Gurunsi* est vaguement parlée par les traditions orales de *Garango*. En effet, elles évoquent seulement que les *Gurunsi* se seraient installés dans le *Boulgou* actuel avec les autres groupes sociaux (les *Bisanɔ* et les *Sanan*) avant de se retrancher à *Pô*. Alors qu'en est-il des sources archéologiques ?

Plusieurs preuves matérielles archéologiques attestent l'occupation des *pré-Nakomse* dans notre zone d'étude. Parmi ces preuves archéologiques, on note des anciens habitats sur lesquels jonchent des tessons de céramique, des meules mobiles et des sites de la production primaire du fer. En effet à *Garango*, le mont *Boulgou* est admis par les traditions orales comme étant la vieille demeure des peuples *pré-Nakomse* tels que les *Bisanɔ*, les *Sanan* et les *Gurunsi*. Sur ce « présumé » ancien habitat des *Bisanɔ*, nous avons fait un ramassage des tessons de poterie. Les tessons collectés sont constitués de bord et de panse dont l'épaisseur varie entre 8 à 10 mm. Outre ces tessons épais, on note également du matériel de broyage constitué de meules, des meulettes et des broyeurs. Ces mobiliers archéologiques sont des preuves matérielles indéniables de l'occupation humaine dans une localité. Sedogo dans sa thèse de doctorat unique fait également mention des sites archéologiques qui appartiendraient aux *Bisanɔ* dans les zones de *Koupéla* et *Boulsa*. Les mobiliers archéologiques qu'il fait mention sont entre autres « des tessons de poterie épais, des autels et des scories » (2004 : 138).

Quant aux sites à vestige lithique (les meules dormantes), ils sont identifiés à *Godin*, à *Saaba*, à *Gourougou*, à *Kougsabla*, à *Daboula* et à *Loanga*. Les traditions orales recueillies auprès des *Moose* et des *Bisanɔ* ne réclament pas la paternité et n'en savent non plus leurs auteurs. Tantôt ils les attribuent aux génies tantôt aux « *hommes d'avant* ». Alors qui sont-ils les

vrais auteurs de ces sites à industrie lithique ? Existe-il d'autres premiers *pré-Nakomse* que les *Bisan* ? Dans le plateau moaga et dans le Centre-Ouest, les chercheurs attribuent ces sites aux *Ninsi*. Peut-on en déduire qu'ils sont aussi les auteurs des meules dormantes trouvées dans le *Zoungrantenga* ? L'origine du groupe social *Zerbarmar* pourrait corroborer cette interrogation. En effet les *Zerbarmar* sont des forgerons de la zone *Bisa*. Selon la tradition orale recueillie, ce terme se traduit littéralement par ceux dont l'ancêtre est descendu du ciel. Des clans de forgerons rencontrés dans les villages de *Boussouma*, de *Lengha* et de *Lergho* revendiquent l'autochtonie dans leur territoire. Ils portent le patronyme Saré. Les traditions orales recueillies dans ces villages indiquent que leur ancêtre est descendu du ciel.

« De façon générale, les mythes qui font sortir l'ancêtre éponyme des groupes sociaux du sol, du ciel, d'un arbre ou d'un rocher sont le propre des anciens » (Sedogo, 2008 : 130). Quelques indices autorisent à admettre que les autochtones du pays *bisa* se trouveraient parmi les forgerons du clan *Zerbarmar*. « En effet, le mythe de la bagarre autour de la tête d'un chien apporte des précisions sur les itinéraires empruntés par chacun des groupes belligérants : le *Sa* partit vers l'Ouest et l'autre demeura sur place » (Sedogo, 2008 : 91). L'autre dont il est question ici, c'est le groupe des *Bisan*. Pourtant, ce groupe est identifié par rapport aux *Sa* ou *Samo* qui pratiquent la forge. Les *Bisan* ne pratiquaient pas la forge. Cela ne suppose-t-il pas que les *Bisan* ont trouvé à leur arrivée d'autres populations distinctes d'eux ? Selon Sedogo « les *Ninsi* ont été présentés comme des *Sa* ou *Samo*. Les *Sana* sont considérés par les Moose comme des *Ninsi* (Singulier *Ninga*). Les *Ninsi* étaient spécialisés dans la transformation du fer » (2004 : 130). Le même auteur note :

« Les *Ninsi* et *Saaba* seraient deux termes génériques servant à désigner les peuples qui avaient pour activité la forge. On les retrouvait autrefois dans de nombreux villages où ils exploitaient du minerai de fer. Plusieurs *Ninsi* se réclament originaires de Tougan, en pays *sa*. (Sedogo, 2004 : 130).

Dans le même ordre d'idées, Daboné évoque :

Les *Ninsi* ou les *Sana*, en prenant la direction de l'ouest comme indiqué par le mythe de la bagarre autour de la tête de chien, n'ont-ils pas laissé quelques-uns de leurs membres sur leur passage ? Quand bien même l'itinéraire des *Sana* en quittant les *Bisan* pour se retrouver sur leur site actuel ne serait pas connu, il est fort probable que leur exode ait été marqué par des étapes transitoires. Tout au long de leur parcours, des membres de leur communauté souvent en nombre résiduel ont fini par être assimilés aux groupes. Nous convenons avec l'hypothèse d'un groupe résiduel de *Sana* qui a fini par être assimilé par les *Bisan*. Les *Sana* ont certes quitté le pays, mais il est inadmissible de parler d'un départ de tous. Quelques membres de la communauté sont sans doute restés sur place. La maîtrise du travail de fer par les clans *zerbarmar* a beaucoup de similitudes avec celle des *Ninsi* (2023 : 106).

Si ce groupe social est assimilé au groupe social *Ninga*; ne serait-il pas des auteurs des différentes meules fixes trouvées dans la zone ? Les sites sidérurgiques trouvés à *Garango*, à *Goodin*, à *Loanga* et au secteur n°4 appartiendraient aux forgerons-métallurgistes *Zerbarmarɔ* en particulier les *Saré* et les forgerons-métallurgistes *moose* appartenant aux clans *KOUDOUGOU* et *TARNAGDA*. Toutefois, des études plus approfondies, notamment des fouilles et des datations radiocarbone seront nécessaires pour confirmer ou infirmer ces phases d'occupation. Alors qu'en est-il des peuples nouvellement installés ?

3.3. Les populations *Nakomse* et *post-Nakomse*

Les traditions orales recueillies dans notre zone d'étude attribuent certains sites archéologiques aux populations nouvellement installées. Ces groupes sociaux se composent des *Nakomse* et des *post-Nakomse* (les *Marānse*, les *Yarse* et les *Fulbè*). « Groupe social majoritaire du Burkina Faso, les *Nakomse* constituent l'un des peuples conquérants arrivés sur le territoire à la faveur des grands mouvements des peuples dans la boucle du Niger autour du XVe siècle » (Yelbi, 2022 : 70). Leur expansion a contribué à l'acculturation de plusieurs peuples et a agglutiné d'autres aux traditions *Nakomse*. C'est pourquoi Tauxier déclare : « le métissage des Dagomba avec les *Boussansé*, *Nymsis* et *Gurunsi* a produit le peuple *Mossi* qui de bonne heure a constitué l'élément le plus important de la population du pays » (1912 : 457). Leur présence est marquée par diverses traces matérielles. A *Bitou*, la tradition orale attribue *Zāmbadga* comme l'ancien habitat qu'auraient vécu *Yēnenga* et *Rtalle*. Dans ce village on dénombre une dizaine de tombes. Certaines tombes sont identifiables à travers les blocs de latérites de forme circulaire tandis que d'autres sont représentées par des poteries. Les traditions recueillies à *Bitou* situent les tombes de *Yēnenga* et de *Rtalle* sur ce site de *Zāmbadga*. Seulement, elles ne donnent pas des précisions sur leur emplacement. Selon Zakané « cela pourrait s'expliquer par le fait que l'avènement de *Yēnenga* et de *Rtalle* se situe dans une période très reculée » (2022 : 82). Outre ces sites, des données ethnographiques attestent que les *Nakomse* possèdent également d'autres sites sacrés, tels que des lieux de culte (le *Gourgtanga*, *Katanga*, et bien d'autres) et des lieux d'inhumation (le cimetière familial où les rois sont enterrés) qui sont considérés comme des lieux de mémoire du *Zoungrantenga*. Également, on note des sites sidérurgiques qu'on rencontre à *Kougsabla*, à *Goodin*, à *Gourgou*, à *Koulpélé*, *Saabtenga* et à *Daboula*. Ces sites de la paléoméallurgie du fer appartiendraient aux forgerons-métallurgistes *moose*. Les clans *KOUDOUGOU* et *TARNAGDA* réclament la paternité de ces sites. La stabilité d'antan du *Zoungrantenga* pourrait expliquer l'installation des peuples dits *Post-Nakomse*. Outre les peuples *Pré-Nakomse* et les *Nakomse*, d'autres groupes sociaux ont également occupé le *Zoungrantenga*. Parmi ces groupes sociaux se trouvent les *Fulbè*, les *Yarse* et les *Marānse*, qui ont cohabité avec les *Nakomse*. Les investigations sur ces groupes sociaux attestent qu'ils ont joué un rôle très prépondérant dans l'espace *mooga*. Ils ont contribué d'une manière significative sur les plans socio-politique, économique, et militaro-culturel auprès de leurs hôtes (chefs *moose*) dans l'expansion du *Zoungrantenga*. Historiquement, les *Fulbè* et les *Yarse* sont

respectivement des éleveurs et commerçants. Dans le *Zoungrantenga*, les sources orales indiquent que les Yarse étaient de grands commerçants et ont joué un rôle important dans l'introduction de l'islam dans la commune. Les Fulbè, quant à eux, sont reconnus comme éleveurs de bétail. De nos jours ces groupes sociaux pratiquent aussi les activités agricoles. Cependant, bien que ces derniers soient bien documentés dans les sources historiques, les données archéologiques disponibles ne les associent à aucun site ou vestige spécifique de *Tenkodogo*. En d'autres termes, aucun site archéologique n'a encore été attribué aux *Fulbè* et aux *Yarse*.

Quant aux *Marānse*, la tradition orale leur attribue les puits de teinture traditionnelle de *Basbedo*. Au Burkina Faso, Zango fait mention de cette activité dans ses travaux et situe son avènement entre les XIV^e et XV^e siècles (2008 : 30). Dans le *Moogo Central*, les travaux de Simpure signalent la présence de la teinture à *Wogdogo* et à *Tāngē Dasuri* (2005 : 310). Concernant la période d'installation des populations *Post-Nakomse*, nous partageons l'avis de Birba et Ouedraogo lorsqu'ils évoquent l'installation des peuples *Post-Nakomse* de *Niou* :

« À la lumière des sites et vestiges attribués aux autres populations de la zone d'étude, il est possible que les niveaux de peuplement se situent selon la frise chronologique entre les périodes protohistorique et historique. Toutefois, des études plus approfondies, notamment des fouilles et des datations radiocarbone, seront nécessaires pour confirmer ou infirmer ces phases d'occupation. » (2024 : 16).

Dans le *Zoungrantenga* les vestiges et sites archéologiques sont fortement dégradés et menacés de disparition suite aux travaux du barrage de *Kialguin*, la construction de la cité du 11 Décembre, les travaux du bitumage de la RN 17, les eaux de ruissellement et les travaux champêtres ce qui nécessite une politique de protection et de valorisation.

3.4. Les propositions de valorisation et de la protection des biens archéologiques

Nous entendons par propositions de valorisation et de la protection, des décisions et des actions qui visent à réduire considérablement les actions néfastes de l'homme et de la nature sur les sites archéologiques. La valorisation du patrimoine nécessite d'emblée la réalisation d'un inventaire des biens archéologiques de la commune par les spécialistes du domaine. Pour ce faire, les données doivent être régulièrement mises à jour. Ce qui permettra d'identifier, de décrire et de dire à quoi ont servi ou servent les différents éléments du patrimoine.

Ensuite, la création d'un comité communal de protection et de gestion du patrimoine culturel est plus que nécessaire. Nous pensons que la création au Burkina Faso des directions provinciales de la culture est un avantage pour la gestion du patrimoine culturel car la décentralisation de l'administration culturelle est un facteur qui permettra d'impliquer les populations locales dans l'élaboration de l'inventaire et de la sauvegarde de ce patrimoine culturel. Aussi, une étude d'impact patrimonial s'avère nécessaire. A travers cette étude, l'objectif est de vérifier l'existence des biens archéologiques et ethnographiques sur les zones

du projet, de procéder au recensement de ces sites et de proposer des solutions idoines de protection et de valorisation. Cette étude doit être réalisée par une équipe composée d'archéologues, de gestionnaires du patrimoine culturel, d'historiens et de techniciens. Dans ce sens, l'archéologie préventive aura pour but de détecter et de préserver des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés. Elle permettra de sauvegarder des vestiges du sous-sol, véritables archives et témoins du passé des civilisations.

Enfin, le ministère de la culture doit plaider pour la mise en application de la loi 024-2007/AN du 13 Novembre 2007, portant protection du patrimoine culturel au Burkina Faso.

Conclusion

Plusieurs sites archéologiques ont été dénombrés dans la commune de Tenkodogo. Ils s'illustrent à travers les anciens habitats, les meules dormantes, les sites de la paléoméallurgie du fer ainsi que les puits de teinture traditionnelle. Ces données archéologiques sont des témoins tangibles qui attestent que des hommes ont anciennement occupés notre zone d'étude. Cependant, les travaux d'aménagement du territoire et ceux champêtres ont un impact négatif sur ces biens archéologiques. La protection et la valorisation de ces biens vont donner une plus-value à notre patrimoine culturel.

Références bibliographiques

- BIRBA N., 2016, *La sidérurgie ancienne dans la province du Bam (Burkina Faso) : approche archéologique, archéométrique et ethno historique*, Thèse de doctorat unique, Université Paris1 Panthéon Sorbonne, 534 P.
- DA I., 2015, *L'apport de l'archéologie à la connaissance de l'histoire du Burkina Faso des origines à nos jours*, Thèse de doctorat unique, Université Joseph KI-ZERBO, 432P.
- DABONE A., 2024, *Approche historique du pays Bisa (Burkina Faso) : des origines à 1897*, Thèse de doctorat unique, Université Joseph KI-ZERBO, 384 P.
- MAIGA S., 2024, *L'islam et le Riungu de Zoungrantenga (du XVIe siècle à 2016)*, Mémoire de Master, Université Norbert ZONGO, 85 P.
- KIETHEGA J. B., 1996, *La métallurgie lourde du fer au Burkina Faso*, Thèse de doctorat d'Etat, Université de Paris I (Panthéon, Sorbonne), 802 p.
- KI-ZERBO J., 1978, *Histoire de l'Afrique noire d'hier à demain*, Paris, Hatier, 731 P.
- PROST A., 1945, « Notes sur les Boussansé », in *Bulletin de l'IFAN*, T.VII, n°1-4, Paris, pp : 47-53.
- SEDOGO V., 2008, *Approche historique de Bulsa, un Kurit-tenga du Moogo (Province du Namentenga, Burkina Faso, des origines à 1896*, CNRST, Ouagadougou, 414p
- SIMPORE L., 2005, *Eléments du patrimoine culturel physique du riungu de Wogdgo (Burkina Faso) approche archéologique et historique*, Thèse de doctorat unique, Université de Ouagadougou, 742 P.

- SERNEELS V., et al, 2012, « Origines et développement de la métallurgie du fer au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Premiers résultats sur le site sidérurgique de Korsimoro (Sanmatenga, Burkina Faso) », *Der Schweizerisch-Liechtensteinische Stiftung für Archäologische Forschungen im Ausland (SLSA)*, Zurich & Vaduz, pp. 23-55.
- Yelbi I., 2016, *Processus d'urbanisation : approche historique des mutations sociopolitique et économique à Tenkodogo (Burkina Faso) des origines à 2019*, Thèse de doctorat unique, Université Joseph KI-ZERBO, 390 P.



SURVIE DU PATRIMOINE CULTUREL DANS UN CONTEXTE D'AMENAGEMENT DE LA COMMUNE DE TANSILA : QUELLES STRATEGIES DE SAUVEGARDE ?

Ourobè DIOMA

Doctorant en Archéologie africaine
Université Norbert ZONGO
Koudougou/ BURKINA FASO
diomaourobe03@gmail.com

Résumé : La commune de Tansila à l'instar des autres localités du Burkina Faso regorge d'importants vestiges archéologiques, historiques, et culturels. Ces vestiges que nous appelons bien patrimoniaux se présentent en général dans un mauvais état de conservation. Ils sont menacés de destruction par les facteurs naturels et les facteurs anthropiques. Pour une meilleure gestion des sites de la commune au regard de leur valeur historique, scientifique, économique, nous avons élaboré des stratégies de protection et de valorisation. Ces stratégies qui partent de la protection des sites et à leur aménagement demande la contribution de bon nombre d'acteurs.

Mots clés : Archéologie préventive, patrimoine culturel, protection, Tansila, Burkina Faso.
SURVIVAL OF CULTURAL HERITGE IN THE CONTEXT OF DEVELOPMENT OF THE COMMUNITY OF TANSILA: WHAT SAFEGUARD STRATEGIES?

Abstract: The commune of Tansila, like other localities in Burkina Faso, is full of important archeological, historical and cultural remains. These remains which we call heritage sites are generally in a poor state of conservation. They are threatened with destruction by natural factors and anthropogenic factors. For better management of commune sites with regard to their historical, scientific, economic value, we have developed protection and valuation strategies. These strategies that start from the protection of sites and their development requires the contribution of many players.

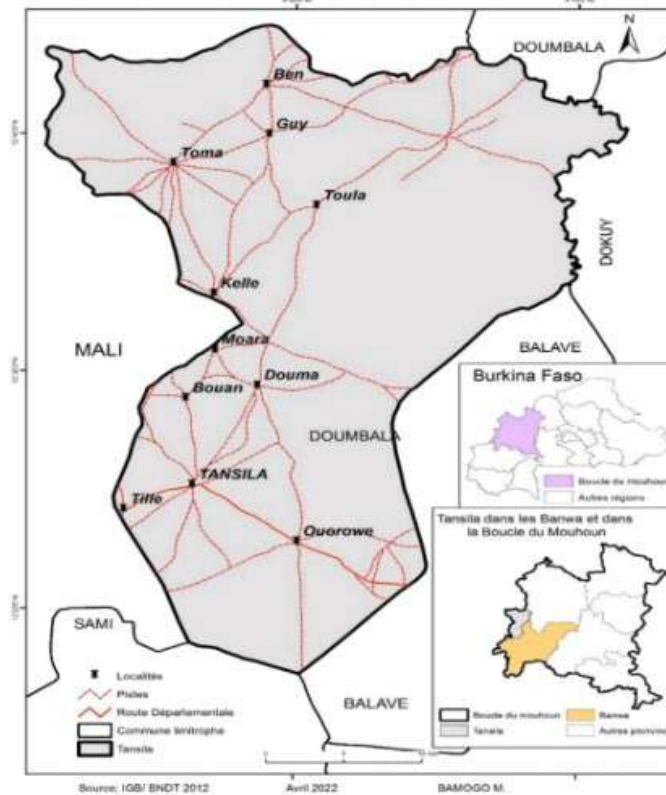
Keywords: preventive archeology, cultural heritage, protection, Tansila, Burkina Faso

Introduction

Tansila est une commune des Banwa situé au Nord-Ouest du Burkina Faso (voir carte ci-dessous). C'est une localité peuplée d'ethnie Bobo et Bwaba. La commune de Tansila comme bon nombre de localités possède des potentialités archéologiques qui sont menacées de disparition. Cette menace résulte de l'aménagement du territoire. En général, les investigations archéologiques ont révélé que les vestiges sidérurgiques sont plus importants sur notre zone d'étude. Ces témoins sont entre autres les mines d'extraction de minerai, les scories de réduction et les bases de fourneaux. En effet, nous constatons avec regret le manque d'usage de l'archéologie préventive dans ce pays. Or sa mise en œuvre pourrait être une solution idoine aux destructions massives du patrimoine culturel. L'objectif de cette étude est de dresser un inventaire des sites patrimoniaux tout en proposant des solutions idoines pour la sauvegarde de ces biens culturels de la commune. Dans le but d'approfondir la compréhension sur le

patrimoine culturel de la commune de Tansila, nous avons mené des prospections archéologiques dans cette localité. Elle met en relief un important potentiel patrimonial en voie de disparition si rien n'est envisagé pour sauver ces biens culturels. La problématique de cette étude s'articule autour d'une question majeure. Quels peuvent être les différentes stratégies de protection du patrimoine culturel dans la commune de Tansila ? Quel est la contribution interne (populations, collectivités territoriales et gouvernement). Quel est l'apport des organisations internationales dans la protection du patrimoine culturel ? Cette étude se veut des réponses à ces différentes questions. Pour y aboutir, nous avons scinder notre travail en trois séquences respectives. La première partie met en lumière la méthodologie adoptée dans le cadre de cette étude. Quant à la seconde partie, elle s'attèle à exposer l'inventaire des biens patrimoniaux de la localité de Tansila. En ce qui concerne la dernière phase de cette étude, nous tenterons de proposer des solutions en vue d'endiguer la disparition du patrimoine culturel.

Carte de localisation de la commune de Tansila



1. Méthodologie de l'étude

Notre méthodologie adoptée au cours de cette étude s'inscrit dans une démarche conjugée à l'exploitation des sources écrites et au travail de terrain. Primo, notre méthodologie de travail a consisté à réaliser des consultations des ouvrages généraux, des thèses, des articles qui ont un rapport étroit avec notre thématique. Ces différentes consultations s'effectuaient dans des bibliothèques telle que la bibliothèque de L'Unité de Formation et de la Recherche ; bibliothèque des pères blanc et sur l'internet. Le second volet de notre méthodologie d'étude concerne les enquêtes de terrain. Ces différentes enquêtes s'effectuaient dans chaque village dans le but de mettre au jour des biens patrimoniaux. Elles se déroulaient grâce au concours des chefs de terre qui nous accordaient l'autorisation et mettaient également un guide qui pourrait nous conduire directement chez les détenteurs de ces biens. L'enquête se réalise en focus groupe où le chef de famille rassemble les plus âgés de sa famille puis nous leur posons plusieurs questions. La récolte d'information s'effectue à l'aide d'un dictaphone qui servait à enregistrer les différentes questions et réponses. Après cette étape, nous procédons au traitement des informations recueillies. La dernière phase de cette méthodologie s'articule autour des sources archéologiques. Cette source se focalise particulièrement sur la prospection des sites de chaque village. Nous utilisons la prospection dite prospection pédestre qui s'effectue à pied. Au cours de la prospection, nous utilisons des fiches pour élaborer l'inventaire des sites. Sur les sites nous relevons les coordonnées géographiques à l'aide d'un GPS puis nous procédons à la description des sites et vestiges. Les différentes phases de cette approche nous ont permis de déboucher à des résultats qui sont décrits ci-dessous.

2. Résultats

2.1. Le potentiel Archéologique de la commune

-Les anciennes mines d'extraction du minerai

La mine de Gouama est une immense mine d'extraction du minerai de fer, située à l'Est du village sur la rive droite du marigot. C'est une mine de plaine sur laquelle nous avons identifié des excavations à ciel ouvert dont les ouvertures atteignent 10 m de diamètre et d'une profondeur d'environ 1m (Cf. Photo 1). Birba définit ces excavations à ciel ouvert comme étant : « des grandes fosses creusées soit aux flancs des collines, soit sur des plaines latéritiques » (2020, p.584). En effet, elles ne sont pas ordonnées, elles sont réalisées de façon désordonnée, ce qui rend difficile la détermination de la distance entre elles. Certaines sont séparées par les rejets de terre et d'autres par une distance de quelques mètres. Ces excavations ont été signalées à l'Est par Thiombiano (2010, p.141) et au Centre-Ouest par Kiénon-Kaboré (2003, p.66) du pays. Elles occupent un vaste espace environ deux hectares et demi. Sur cette mine, les excavations sont soit de forme circulaire ou rectangulaire. L'aménagement des terres agricoles a un impact négatif sur la mine.

Quant à la mine de Kokouna, elle est située au Nord-Ouest du village à environ 1Km des habitations. C'est également une mine de plaine caractérisée par des excavations à ciel ouvert. Sur ce site, nous avons identifié trois (3) excavations à ciel ouverts distantes de 40 m environ. Elles ont des ouvertures de formes circulaires dont les diamètres varient de 1m à 5m. Leur profondeur moyenne est de 40 cm (Cf. Photo 2). Elles sont quasi comblées par les résidus de feuilles sèches et de terre. Les espèces végétales encombrant la zone, rendant complexe leur

identification parfois. Le minerai extrait de ces mines était acheminé sur des sites dits ateliers de réductions dans lesquels le minerai serait transformer en loupe de fer.

Figure 1 : Les excavations à ciel ouvert



Photo 1: vue de la mine Gouama kokouna



Photo 2: excavation à ciel ouvert de

Photo : DIOMA Oroubè, 10/05/2021

-Les ateliers de réduction de minerai de fer

Le Burkina Faso en général et la Boucle du Mouhoun, en particulier la commune de Tansila est reconnue comme le berceau de la sidérurgie au Burkina Faso (Koté,2007, p.45 ; Kiethéga,2009, p.362). La commune de Tansila livre des résultats probants dans la sidérurgie ancienne. Les vestiges identifiés comprennent les amas de scories, les bases de réductions arrachées ou debout toujours. Dans la commune, les campagnes de prospections ont permis de répertorier une centaine d'ateliers de réduction du minerai de fer constitués d'amas de scories. Ces amas de scories sont de deux catégories selon leurs formes et leurs dispositions. La première catégorie d'amas de scorie forme un amoncellement pouvant atteindre un mètre de hauteur (Cf. Photo 3). L'amoncellement est de forme circulaire, ces amas de scories sont constitués de scories de petite taille et d'autres de taille moyenne. Selon nos investigations, ces amas abritent toujours des bases de réduction car, nous avons identifié généralement des fragments de tuyères. En ce qui concerne la seconde catégorie d'amas de scorie, ils sont constitués de gros blocs de scories formant un cercle (cf. photo 4). Au sein des blocs de scories se trouve un creux dans lequel était implanté les fourneaux de réduction écroulés.

La présence des bases de réductions arrachées et celles toujours debout est attestée dans plusieurs village tels Triko, Toula, Kokouna, Kélé. Il s'agit généralement des fourneaux de réduction construites à l'aide d'argile rouge pétrie avec les pailles de fonio ou de l'herbe. Décrivons le fourneau de réduction de Kokouna. Nos prospections archéologiques nous ont permis d'identifier dans ce village un atelier de réduction. L'atelier de réduction de Kokouna est localisé au nord du village, près des champs de cases, environ 300 m des habitations actuelles. Le site est colonisé par plusieurs essences végétales dont les plus importants sont le

né, le *micratum*. Ce qui est frappant sur cet atelier, la présence de blocs de scories, les fragments de tuyères et l'existence un fourneau débout. Le fourneau de réduction est constitué de deux parties : une base tabulaire quadripodes, c'est-à-dire qu'elle est soutenue par quatre contreforts et une cheminée cylindrique. La hauteur résiduelle de cette structure est 140 cm (Cf. Photo 5). En effet, la basse tabulaire a une hauteur résiduelle de 100 cm et un diamètre de 90 cm.

Quant à la cheminée, elle est constituée d'une colonne verticale et d'une forme cylindrique qui débouche sur une ouverture sommitale. Sa hauteur résiduelle est d'environ 50 cm, elle a un diamètre interne de 40 cm et externe de 60 cm. La paroi de cette cheminée a une épaisseur de 10 cm. Le revêtement interne de la cheminée est constitué d'une couche fine et lisse. Le crépissage externe est fait d'argile et de scories de petite taille. A l'ouest du fourneau, nous avons identifié un amas de scories constitué de gros blocs de scories. Outre ce bloque de scorie, le site renferme des fragments de tuyères qui sont de forme tronconique. Ce type de fourneau a été identifié par Coulibaly pendant ces recherches de thèse en zone Tusian (2017, p.148). Il appartient également l'espace Numu selon les descriptions fournies par Kiethéga (1996, p.289). Cette catégorisation des aires métallurgiques, initié par J.B. Kiethéga nous a permis de relever trois traditions techniques dans la commune. Nos investigations nous ont permis d'identifier trois types de fourneaux sur notre terrain d'étude. La première concerne les fourneaux de taille moyenne et un diamètre environ 40cm (cf. Photo 7). De forme tronconique, Ces fourneaux ont une base légèrement plus large et une cheminée rétrécit. La hauteur résiduelle de ce type de fourneau est environ 1m (cf. Photo 6). Le second fourneau est constitué d'un grand diamètre environ 1m de diamètre. Ces types de fourneaux ont été identifiés à Kouneni, Toma, Tansila et thy.

Figure 2 : Les ateliers de réductions



**Photo 3 : amas de scorie de gui
Toma**



photo 4 : blocs de scories de

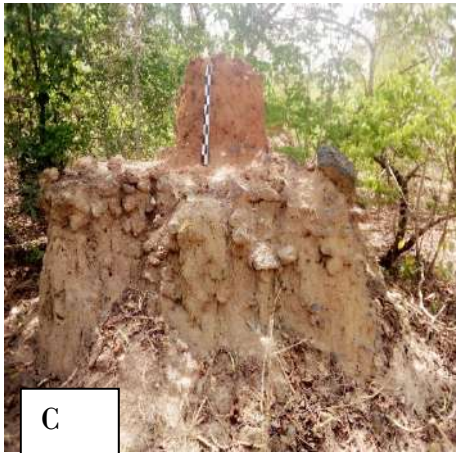


Photo5: L'atelier de réduction de Kokouna photo 6: atelier de thy



Photo 7 : fourneau tronconique de thy

Photo : DIOMA Ooubè, Kokouna, mai 2021

-Le bosquet sacré de Tansila

Situé au centre du village, le bosquet sacré de Tansila est à proximité des services de santé, environ 1m de la grande voie qui traverse la commune en général et en particulier le village en deux. Le bosquet est long d'environ 40m et large de 30m environ. Plusieurs espèces végétales y abritent. Reconnus de tous, il est identifié par le surnom grand bosquet (**cf. Photo 8**). Ce site constitue un bien culturel, du fait de son rôle importance dans la connaissance de l'histoire du village. Aux dire des dépositaires de l'histoire du village, le bosquet serait le premier lieu d'installation des premiers occupants du village.

Photo 8 : Vue d'un bosquet



Photo : DIOMA Oubè, Tansila, septembre ,2021

2.1.4. Les buttes anthropiques de la commune

Les buttes anthropiques ont été répertoriées dans un bon nombre de village. Les sites de Ben et Nangouna ont retenu notre attention (**Cf.photo 9**). Cette butte est associée à un atelier de réduction du minerai de fer. Il retient la forme ovale, distante de 100 m au Nord-Sud et 50 m d'Est en Ouest. L'épaisseur d'accumulation de la butte est de 2,5 m de haut. Les témoins qui attestent de la production du fer sont nombreux. Au sommet de la butte se trouve un amas de scories, constitué de petit blocs de scories et des fragments de tuyères. À cela s'ajoute les tessons de céramiques, le reste d'une meule et des broyeurs. Sur le site, nous avons identifié deux espèces végétales à savoir deux karités (*vitellariaparadoxa*) et un résinier (*Lanneamicrocarpa*).

Photo 9 : butte anthropique de Nangouna**Photo : DIOMA Oroubè, Tansila, juin, 2021**

3. Discussion

3.1. La contribution des sites à la connaissance de l'histoire du peuplement de la commune

L'archéologie est une science qui contribue énormément à la reconstruction de l'histoire des peuples. En Afrique subsaharienne, son apport est remarquable du fait de l'arrivée tardive de l'écriture dans cette région de l'Afrique. Les sites de la commune de Tansila, bien que nous n'ayons pas pu réaliser des sondages, des datations, permettent d'émettre des hypothèses concernant le passé vécu des peuples qui y vivent. Les différents sites identifiés comme patrimoine culturel sur ce terrain d'étude peuvent être classés en deux périodes selon les études réalisées par Birba dans le parc W (2014, p.94). Il s'agit de la période préhistorique et la période historique. La présence des sites préhistoriques est attestée à travers la découverte de matériels lithiques tels que les meules, les broyeurs sur buttes anthropiques associées aux ateliers de réduction du minerai de fer. Ce matériel fut découvert sur les sites de Ben et Nangouna. Cette mise au jour nous permet d'émettre l'hypothèse selon laquelle, des populations ont habité les sites pendant le Néolithique. Néanmoins des datations pourront confirmer cette hypothèse.

Quant aux buttes anthropiques, elles permettent de comprendre la sédentarisation de l'homme à travers les restes de construction, les meules et des objets en fer observés sur le site. Pour mieux comprendre nous avons sollicité l'aide de la tradition orale. Il ressort de ces enquêtes de terrain que chaque famille à son arrivée s'installe à l'entrée du village, puis entame des démarches qui aboutissent enfin à une intégration aux autres gentils.

En ce qui concerne les sites paléo-métallurgiques, nous nous inspirons des auteurs qui ont abordés la question dans la région de la Boucle du Mouhoun, tels que (Koté, 2007 et Kiethéga, 2009). Les vestiges décrits ci-haut permettent de distinguer trois traditions techniques dans la commune. Dès lors, à travers les travaux de ces auteurs, nous pouvons émettre l'hypothèse selon laquelle ces sites appartiennent à la période historique bien que nous n'ayons pas pu réaliser des sondages sur ces sites. Également, la tradition orale a permis de connaître l'appartenance de ces vestiges et la migration des détenteurs de ces biens. Les vestiges

métallurgiques répertoriés dans la commune permettent de situer notre terrain d'étude dans l'un des espaces métallurgiques initié par Kiethéga (1996, p.289). Selon la typologie des fourneaux identifiée, il appartient à l'espace *Numu*. Ces vestiges appartiennent aux familles forgeronnes (Koné, Barro et Dao) qui seraient venues de Samorgan selon Le Moal (1980, p.30). Ce patrimoine nécessite une protection pour les générations futures car, ils renferment les savoir-faire des communautés.

3.2. L'état de conservation du patrimoine archéologique

Les vestiges archéologiques de la commune de Tansila comme bon nombre de sites du Burkina Faso, sont exposés à plusieurs facteurs rendant leur protection vulnérable. Il s'agit des facteurs anthropiques et naturels. En effet les vestiges archéologiques à savoir les mines d'extraction du minerai de fer sont comblées dans les plaines en vue de réaliser des exploitations agricoles. Également, les déblais sont utilisés pour des constructions ou la confection des briques. Les scories sont à leur tour d'usage sur des routes pour combler les fosses, certains cultivateurs utilisent pour canaliser les eaux des pluies. L'aménagement du territoire (routes et bâtiments) nuit énormément au patrimoine archéologique. Aucune étude préventive n'est effectuée en amont de l'aménagement du milieu. Ce qui intensifie les dégâts liés aux biens archéologiques. Si les actions anthropiques nuisent aux biens culturels, il faut souligner que l'impact des facteurs naturels n'est pas à négliger.

Les aléas climatiques détruisent le patrimoine culturel de la commune. Il faut noter que certains biens sont logés bord des cours d'eaux, en tenant compte de cette topographie, les sites sont vulnérables facteurs comme les vents, pluies, humidité et l'érosion. Nous sommes d'avis avec Birba (2014), quand il affirme que l'absence de traces de fourneaux peut être du probablement par les eaux de pluies. Il serait important de prendre des mesures idoines afin de mieux conserver ces biens pour la connaissance du vécu passé des peuples.

3.3. Les acteurs de la protection du patrimoine

-L'État

L'État, à travers ses structures centrales et déconcentrées, a la charge d'orienter les interventions des acteurs en prenant les dispositions qui s'imposent. Il lui revient notamment le rôle central d'orientation sur le patrimoine, la production d'instruments juridiques, de mobilisation et de canalisation des ressources humaines, financières et matérielles.

3.4. Les Collectivités territoriales

Il s'agit des régions et des communes bénéficiaires des compétences et des ressources transférées en matière de culture et de tourisme. Leur rôle est axé sur la mise en œuvre des programmes de protection et de valorisation du patrimoine au niveau décentralisé à travers les plans locaux de développement (Plans Régionaux de Développement et Plans Communaux de Développement) et l'animation des cadres de concertations au niveau local.

En ce qui concerne la commune de Tansila, c'est le conseil régional de la Boucle du Mouhoun de concert avec la commune de Tansila qui doit œuvrer à la protection et à la valorisation du patrimoine culturel physique de cette commune. Ces acteurs locaux doivent mobiliser davantage de ressources financières à travers la recherche de partenaires notamment dans le cadre de la coopération décentralisée et pouvoir obtenir des opportunités offertes par les entreprises, les ONG, les institutions, etc.

3.5. La population locale

Le rôle de la population locale est important dans la protection et la valorisation du patrimoine de la commune. Pour cela, elle doit être responsabilisée et impliquée dans toutes les grandes phases de la protection et de la valorisation. Il est indispensable de sensibiliser la population locale sur la valeur culturelle et économique des sites. Elle doit garantir la sécurité à ces biens ci-dessus distinguer. L'implication et la responsabilisation de populations locale dans le cadre d'un programme de protection et de valorisation des différents sites permettent d'envisager leur participation au-delà de la pure information et leur attribuer un rôle prépondérant dans la protection et la mise en valeur des sites. C'est dans ce sens que l'ICOMOS, dans sa déclaration de Québec de 1990 sur la sauvegarde de l'esprit du lieu, stipule que :

« Reconnaissant que l'esprit du lieu soit transmis essentiellement par des personnes et que la transmission participe activement à sa conservation, nous déclarons que c'est par la communication interactive et la participation des communautés concernées que l'esprit du lieu est sauvegardé, employé, enrichi. La communication permet ainsi de garder l'esprit du lieu vivant. (...). Considérant que les communautés locales sont généralement les mieux placées pour saisir l'esprit du lieu, surtout dans le cas des groupes culturels traditionnels, nous soutenons qu'elles devraient être intimement associées à tous les efforts de conservation et de transmission de l'esprit du lieu. »

Alors si nous souhaitons lutter efficacement pour la protection des sites archéologiques, il nous faut définir des méthodes d'action tendant à impliquer et à responsabiliser la population locale, car toute action de sauvegarde du patrimoine sans prise de conscience de la population locale et sans sa participation active, est un projet voué à l'échec. En plus, l'implication de la

population locale permettra de minimiser le coût ne serait qu'au niveau des ressources humaines devant servir à la protection, à la valorisation et à la gestion du patrimoine. La population de Tansila a donc un rôle important à jouer dans la sauvegarde et la valorisation de son patrimoine en tant qu'acteur et bénéficiaire.

Conclusion

La prospection archéologique réalisée dans la commune de Tansila, nous a permis d'identifier plusieurs vestiges archéologiques que nous appelons patrimoine culturel. Ces sites sont des témoins tangibles de l'occupation humaine à des différentes période de l'histoire. Ces peuples qui peuplaient ces sites, ont mené diverses activités qui ont laissés des preuves matérielles perdurant de nos jours. Dans l'ensemble, le patrimoine culturel issu de ces sites est exposé à des menaces d'ordre naturels et anthropiques. Malgré l'importance que disposent les sites patrimoniaux leur gestion au Burkina Faso reste un défi à relever. Cette étude a permis d'explorer des pistes de solution pour une gestion des biens patrimoniaux de la commune de Tansila. Ainsi nous avons montré comment l'État central, les collectivités territoriales, et les particuliers doivent travailler en symbiose pour obtenir un résultat probant.

Références bibliographiques

- Birba N., (2014). « Le patrimoine archéologique dans le Parc National des deux-Balé (Burkina Faso) : premier bilan ». In : Kattié, A.Louka (dir), *Revue Africaine d'Anthropologie*, NyansaPô, n°16, Editions Universitaires de Côte d'Ivoire (EDUCI), 6-26.
- Birba N., (2016). La sidérurgie ancienne dans la province du Bam (Burkina Faso) : approches archéologiques, archéométrique et ethno historique. Thèse de doctorat de l'Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, 517.
- Coulibaly E., (1997). Savoirs et savoir-faire des anciens métallurgistes. Recherches interdisciplinaires sur les procédés en sidérurgie directe dans le Bwamu (Burkina Faso-Mali), 523.
- Coulibaly P. J-B., (2017). Archéologie en pays Toussian (Burkina Faso) : vestiges anciens et actuels de l'occupation humaine, Thèse de doctorat unique, Archéologie, Université Paris I Panthéon-Sorbonne et Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, 393.
- ICOMOS. (1990). La Charte internationale pour la gestion du patrimoine archéologique, adoptée par la 9ème Assemblée Générale de l'ICOMOS à Lausanne en 1990,5
- Kiénon-Kaboré T. H., (2003). La métallurgie ancienne du fer au Burkina Faso : province du Bulkiedmé. Approche ethnologique, historique, archéologique et métallographique. Un apport à l'histoire des techniques en Afrique. Paris, l'Harmattan, 328.

- Kiethéga J-B., (1996). « Les anciennes mines de fer du Burkina Faso ». In : Les communications symposium international du projet de recherche SFB 268 0 Frankfort, 13-16.,. 93-10.
- Kiethéga J-B., (2009). La métallurgie lourde du fer au Burkina Faso. Une technologie à l'époque précoloniale. Paris, Editions Karthala, 500
- Koté, L., (2007). 2000 ans au bord du Mouhoun du VIIème siècle avt JC au XIVème siècle ap. JC. Recherches archéologiques à Douroula. Province du Mouhoun- Burkina Faso. Imprimerie Arts Graphiques, Ouagadougou.
- Le Moal G., (1980). Les Bobo, Nature et Fonction des Masques ORSTOM, Paris,535
- Thiombiano E. F., (2010). Les vestiges de l'occupation humaine ancienne dans la province du Gulmu, des origines à la pénétration coloniale (cas de Kouaré et de Namoungou). Thèse de doctorat unique en Archéologie africaine. Université de Ouagadougou, 671.



CONTRIBUTION A LA CONNAISSANCE ET A LA PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE DANS L'ENCEINTE DE L'UNIVERSITE NORBERT ZONGO : ETAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES DE PROTECTION

Elisé WAONGO

Doctorant en Archéologie - Université Norbert Zongo

elisewaongo5@gmail.com

&

Batio Ben Amed NIGNAN

Doctorant en Archéologie - Université Norbert Zongo

amedbennignan@gmail.com

Résumé : Le campus de l'Université Norbert Zongo (UNZ), situé à Koudougou sur près de 200 hectares, constitue un espace à fort potentiel archéologique. Les prospections et sondages réalisés ont révélé la présence d'anciens habitats, de buttes anthropiques et d'ateliers de réduction du minerai de fer. Ces vestiges, comprenant des bases de fourneaux, des amas de scories, des tessons décorés et des fragments de meules, témoignent d'une occupation ancienne marquée par des activités domestiques et artisanales diversifiées. Les traditions orales attribuent ce peuplement aux *Ninsi*, groupe pré-moosé, apportant ainsi un éclairage précieux sur l'histoire des sociétés du *Moogo* occidental. Cependant, l'expansion rapide des infrastructures universitaires, inscrite dans une logique de modernisation comparable aux grands projets d'aménagement en Afrique, exerce une pression croissante sur ces archives du sol. À ce titre, la problématique centrale de cette étude est la suivante : comment concilier les impératifs de développement institutionnel avec la nécessité de préserver un patrimoine archéologique menacé ? Face à l'absence d'évaluations d'impact archéologique et à la multiplication des chantiers destructeurs, cette recherche propose des pistes concrètes pour intégrer la sauvegarde du patrimoine dans les projets d'expansion universitaire. Elle recommande notamment la mise en œuvre de fouilles préventives, la valorisation muséographique des découvertes, et la création d'outils pédagogiques à destination des étudiants et du grand public. Ce cas d'étude souligne que la protection du patrimoine culturel ne peut être dissociée des dynamiques contemporaines d'aménagement, et qu'une approche durable doit articuler développement et transmission des mémoires collectives.

Mots-clés : patrimoine archéologique - protection - sauvegarde - Université Norbert Zongo -Burkina Faso

CONTRIBUTION TO THE KNOWLEDGE AND PROTECTION OF THE ARCHAEOLOGICAL HERITAGE WITHIN THE NORBERT ZONGO UNIVERSITY CAMPUS: CURRENT STATUS AND PROTECTION PROSPECTS

Abstract : The Norbert Zongo University (UNZ) campus, located in Koudougou on nearly 200 hectares, is an area with significant archaeological potential. Surveys and test pits have revealed the presence of ancient settlements, anthropogenic mounds, and iron ore reduction workshops. These remains, including furnace bases, slag heaps, decorated shards, and grindstone fragments, bear witness to an ancient occupation marked by diverse domestic

and artisanal activities. Oral traditions attribute this settlement to the Ninsi, a pre-Moose group, thus shedding valuable light on the history of Western Moogo societies. However, the rapid expansion of university infrastructure, part of a modernization drive similar to major development projects in Africa, is exerting increasing pressure on these ground archives. As such, the central question of this study is: how can the imperatives of institutional development be reconciled with the need to preserve a threatened archaeological heritage? Given the lack of archaeological impact assessments and the proliferation of destructive construction sites, this research offers concrete avenues for integrating heritage preservation into university expansion projects. It recommends, in particular, the implementation of preventive excavations, the museographic promotion of discoveries, and the creation of educational tools for students and the general public. This case study highlights that the protection of cultural heritage cannot be dissociated from contemporary development dynamics, and that a sustainable approach must articulate the development and transmission of collective memories.

Keywords : archaeological heritage - protection - safeguard - Norbert Zongo university - Burkina Faso

Introduction

L'archéologie constitue un outil essentiel pour la compréhension des dynamiques d'occupation humaine, des systèmes de production et des trajectoires culturelles des sociétés à travers le temps. Elle permet de documenter les traces matérielles laissées par les communautés passées et d'éclairer, par une approche diachronique, les processus d'évolution historique et sociale. Dans cette optique, le territoire de Koudougou, troisième plus grande ville du Burkina Faso située à environ 100 km à l'ouest de Ouagadougou, offre un cadre particulièrement propice à l'investigation archéologique. C'est dans cette région de climat soudano-sahélien, caractérisée par une savane arborée et une topographie relativement plane, que s'implante l'Université Norbert Zongo (UNZ), fondée en 2005 dans le quartier Issouka. Le campus, qui s'étend sur près de 200 hectares, abrite une diversité d'infrastructures dédiées à l'enseignement, à la recherche et à la vie étudiante, tout en occupant un espace dont le potentiel archéologique reste encore largement sous-exploré. Des indices tangibles, tels que des fragments de céramiques, des structures anthropiques ou encore des vestiges métallurgiques, ont été observés sur le site du campus, témoignant d'une occupation ancienne et probablement pluriséculaire. Toutefois, la documentation scientifique de ces témoins demeure lacunaire, en raison d'une absence d'inventaire systématique et d'études approfondies. Or, l'extension continue des infrastructures universitaires, rendue nécessaire par la croissance rapide de la communauté étudiante et la diversification de l'offre académique, exerce une pression considérable sur l'intégrité de ces vestiges. Ce contexte soulève une problématique centrale : comment concilier le développement infrastructurel de l'UNZ avec la préservation et la valorisation de son patrimoine archéologique ? Sans études d'impact archéologique préalables, le risque de destruction irréversible de ce patrimoine est élevé, compromettant la sauvegarde de données essentielles pour la reconstitution de l'histoire régionale et nationale.

La présente recherche se propose de répondre à cette problématique par une démarche articulant prospections de terrain et analyses documentaires. L'enjeu est double ; il s'agit, d'une

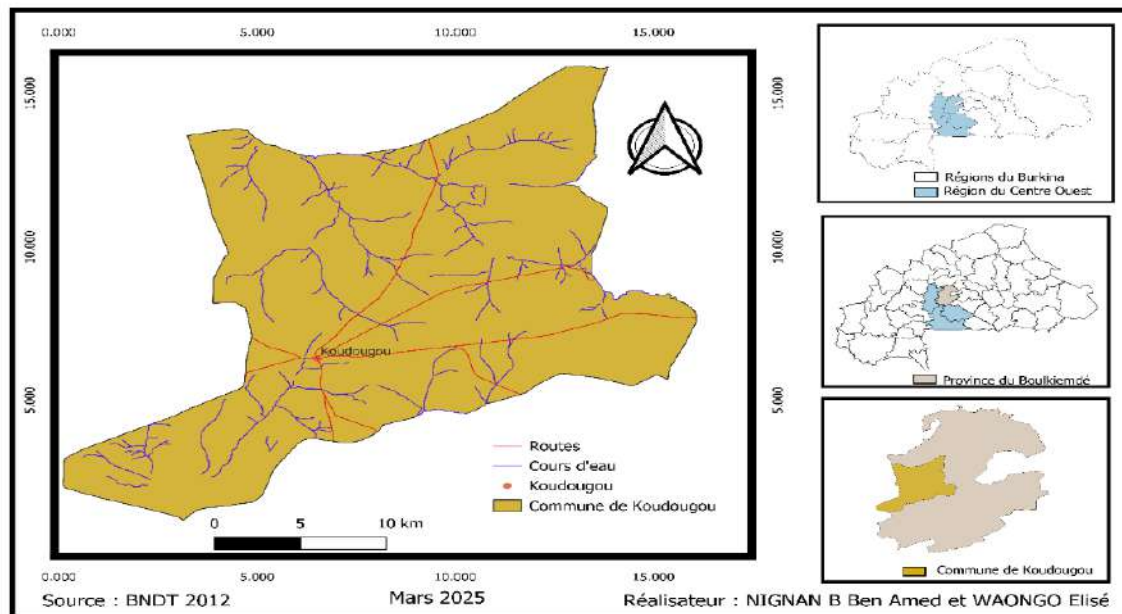
part, de sensibiliser les acteurs universitaires, institutionnels et locaux à l'intégration de la dimension patrimoniale dans les projets d'aménagement, et, d'autre part, de proposer des mesures concrètes de protection, de conservation et de mise en valeur. Cette étude s'inscrit ainsi dans une perspective de sauvegarde proactive où patrimoine et développement ne s'opposent pas mais dialoguent, dans l'optique d'un aménagement durable du campus. Préserver la mémoire des occupations humaines passées dans un espace de savoir contemporain constitue non seulement une exigence scientifique, mais aussi une responsabilité sociale, afin que les générations futures puissent bénéficier de ce double héritage, académique et patrimonial.

1. Méthodologie

La méthodologie adoptée dans cette recherche repose sur une approche mixte combinant travail de terrain, analyse comparative, exploitation des traditions orales et étude documentaire. La première étape a consisté en des prospections archéologiques de surface sur le site de l'Université Norbert Zongo. Grâce au repérage GPS, aux relevés topographiques et à la collecte systématique de vestiges (scories métallurgiques, tessons de céramique, fragments de meules), un premier inventaire du potentiel archéologique a pu être établi, orientant les recherches ultérieures. Des sondages exploratoires ont ensuite été réalisés sur des structures ciblées, telles que les bases de fourneaux. Ces opérations, menées selon un carroyage rigoureux, ont permis d'analyser la stratigraphie, de recueillir des éléments contextuels (charbons, parois de fourneaux, résidus métallurgiques) et d'évaluer l'état de conservation des couches archéologiques. Ces données sont essentielles pour reconstituer les dynamiques d'occupation et les pratiques technologiques anciennes. Les résultats obtenus ont été confrontés à ceux de sites de référence en Afrique de l'Ouest (Korsimoro, Douroula, Bassar, Bandiagara), permettant d'inscrire les vestiges de Koudougou dans une chronologie relative et une typologie technologique régionale. Cette comparaison a mis en lumière les convergences et divergences dans les modes de production sidérurgique et céramique.

En parallèle, des entretiens ont été menés avec des détenteurs de mémoire locale dont des chefs de terre, anciens, traditionnistes afin d'enrichir l'interprétation archéologique. Leurs récits, bien que soumis à une analyse critique, apportent un éclairage précieux sur l'attribution des sites et la mémoire des pratiques artisanales. Enfin, un dépouillement documentaire a permis de replacer les données dans un cadre historique plus large. Les travaux de chercheurs comme Kiénon-Kaboré (1998), Seernels (2012) et Birba (2016), ainsi que les recherches récentes sur le Boulkiemdé (Waongo, 2024), ont nourri la réflexion et renforcé l'interprétation. Cette méthodologie, fondée sur l'articulation entre terrain, mémoire locale et documentation scientifique, vise à produire une lecture intégrée du patrimoine archéologique de l'Université Norbert Zongo, tout en proposant des pistes concrètes pour sa protection et sa valorisation.

Carte n°1 : Localisation de la commune de Koudougou



Carte n°2: Localisation de l'université Norbert Zongo



Source : Google Earth, 2025, Université Norbert Zongo, Koudougou, Burkina Faso - Visualisation cartographique, Mountain View, Google Inc., consultation du 28 août 2025.

2. Les données archéologiques inventoriées

Les recherches archéologiques ont mis en évidence des éléments témoignant d'activités humaines anciennes. Parmi ces découvertes figurent des fragments de céramiques et des outils de broyage retrouvés sur des sites identifiés comme des buttes ou tertres anthropiques, ainsi que

des vestiges liés à la métallurgie (scories de réduction de minerai de fer, fragments de parois de fourneau, tuyères usagées, etc.), regroupés sur des sites désignés comme ateliers de réduction du minerai de fer. Ces données révèlent non seulement une occupation humaine antique, mais également la pratique de diverses activités technologiques de ces sociétés disparues.

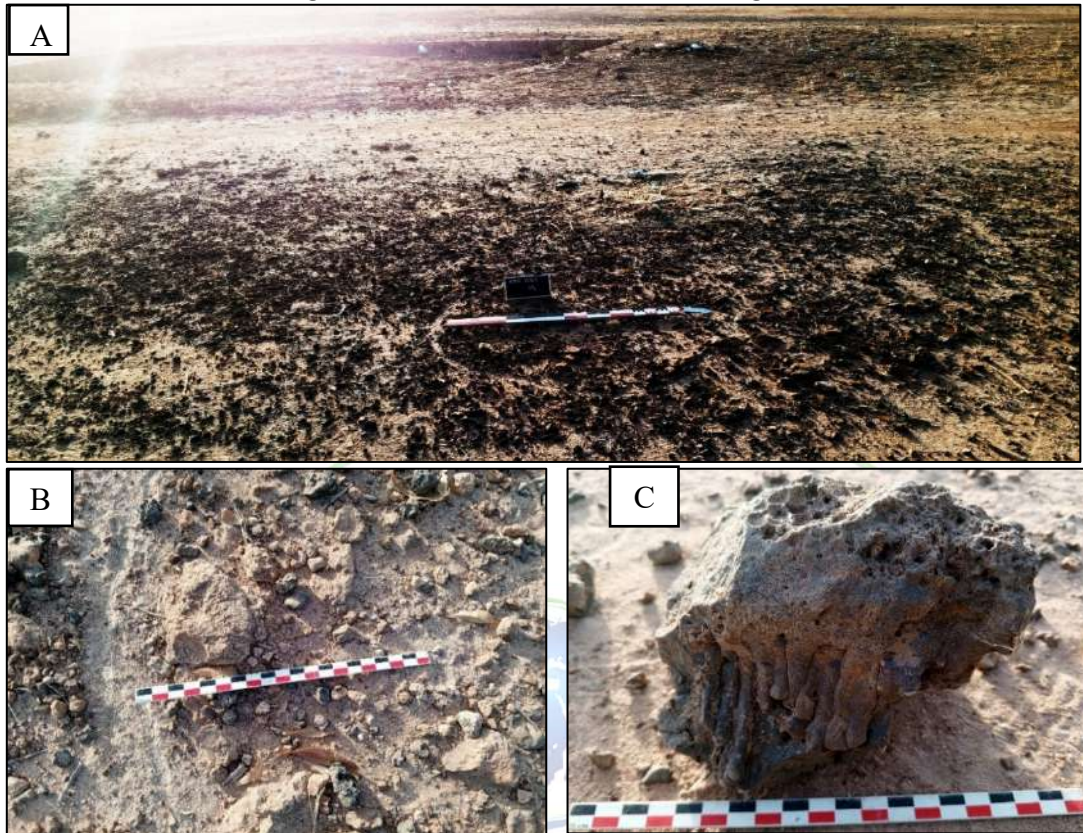
2.1 Les vestiges sidérurgiques

Le premier site sidérurgique localisé au sein de l'Université Norbert Zongo (UNZ), est au Sud-est du campus, à 300 m au nord des habitations actuelles. Il est situé aux coordonnées géographiques 30P, 0565748 N et 1352855 O. L'atelier occupe une surface plus ou moins circulaire d'un diamètre de 45 m. Le site présente un important épandage de scories de plusieurs centaines de mètres cubes. Toutefois, ces vestiges sont fortement perturbés par les activités sportives, en raison de la proximité du terrain de sport de l'École Normale Supérieure (ENS). Les scories observées sont de différentes natures : des blocs de scories compactes et lourdes ; de gros fragments de scories coulées à bulles ; des scories de fond de fourneau d'aspect gris-sableux. Par ailleurs, une base de fourneau très arasée a été identifiée (Cf. **Figure n°1**). Celle-ci, dépourvue de sa superstructure, mesure 120 cm de diamètre externe et 100 cm de diamètre interne, avec une hauteur de moins de 5 cm par rapport au niveau du sol actuel. L'épaisseur de la paroi atteint 17 cm et le matériau de construction principal est l'argile. Aucune tuyère n'a été retrouvée sur le site, ce qui pourrait s'expliquer en partie par le degré de dégradation du site. Selon les sources locales, ces vestiges métallurgiques auraient été abandonnés par les *Ninsi* avant l'installation des ancêtres des habitants actuels¹.

Revue Scientifique des Sciences du Langage,
— Lettres, Langues & Communication —

¹ ZAGRE Michel, entretien du 26/05/2023, Issouka

Figure n°1 : L'atelier n°1 et les vestiges associés



restes de la paroi du fourneau

Une scorie coulée en cordon

Les

Source : Elisé Waongo, décembre 2023

Le deuxième atelier de réduction est situé à 50 m à l'Ouest de la maison des hôtes de l'Université. Ses coordonnées géographiques sont : zone 30P, 0565586 N et 1353099 O. Ce site est traversé par une piste reliant l'amphithéâtre A500 au bâtiment des Lettres et Sciences Humaines (LSH). Le paysage est dominé par une végétation caractéristique composée d'*Azadirachta indica*, *Eucalyptus camaldulensis*, *Lannea microcarpa* et *Acacia nilotica*. Contrairement à d'autres sites sidérurgiques où l'on observe d'importants amoncellements de déchets métallurgiques, ce site présente une dispersion limitée de vestiges sidérurgiques. Il se caractérise par la présence de deux bases de fourneaux arasées, de fragments de parois de fourneaux et d'un épandage sporadique de scories. Les scories identifiées sont essentiellement des scories coulées internes, majoritairement des scories de fond, à matrice argilo-sableuse et de teinte gris dense. Afin d'étudier l'architecture des structures de réduction présentes sur le site, un sondage a été réalisé sur une base circulaire, désignée sous le code F1 (Cf. Figure n°2). Avant l'intervention archéologique, cette base présentait un diamètre externe de 100 cm et un diamètre interne de 80 cm. Son épaisseur de paroi mesurait alors 10 cm.

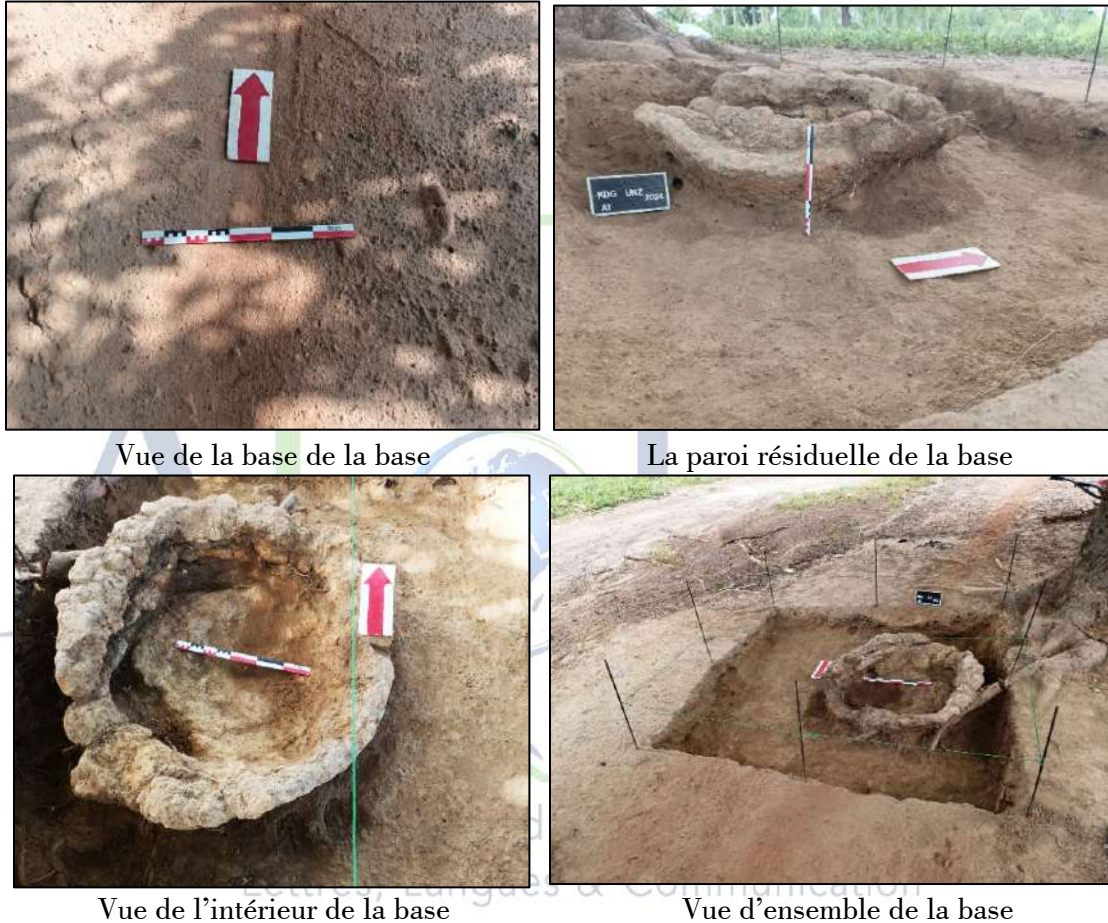
Un carroyage de 2 m² a été implanté, subdivisé en quatre unités nommées A, B, C et D. Le décapage a initialement concerné les carrés A et B, lesquels englobent la majeure partie de la base. Dès les premières phases du décapage, des fragments de charbon de bois ont été

collectés dans l'espace interne du fourneau ainsi que dans le carré B. Le sédiment issu du dégagement de l'intérieur de la base est constitué de blocs moyens de scories, de fragments de parois, d'un fragment de tuyère et de terre argileuse. La présence de charbon de bois a été relevée à des profondeurs de 7 cm et 16 cm. À 19 cm de profondeur, un nettoyage minutieux a été effectué, suivi d'une prise de clichés photographiques. À ce stade, la paroi du fourneau dégagée affiche une épaisseur de 17 cm. Le décapage a ensuite été poursuivi, révélant un accroissement des fragments effondrés de la paroi à partir de 22 cm de profondeur. À 26 cm, un bloc de minerai non fondu a été mis au jour dans le carré A. Le fond du fourneau a été atteint à une profondeur de 30 cm, exposant un sédiment externe composé d'un sol gravillonnaire compact, probablement damé artificiellement. Deux blocs de latérite ont été identifiés à proximité immédiate de la paroi, dans le carré A. Afin d'obtenir une vision plus complète de l'architecture de la structure, les carrés C et D, situés au nord de la base, ont également fait l'objet d'un décapage. Le sédiment y est majoritairement argileux et un bloc de latérite a été observé dans le carré D, proche de la paroi du fourneau. La récurrence de blocs de latérite en périphérie de la structure suggère leur usage probable comme rampes d'accès au gueulard du fourneau. À 32 cm de profondeur, le décapage a été arrêté. L'analyse des données stratigraphiques et architecturales permet d'établir plusieurs observations fondamentales. L'absence de fosse préparatoire suggère que la superstructure du fourneau semble avoir été construite directement sur le sol naturel, sans aménagement préalable d'une fosse. La morphologie de la base adopte une forme de cuvette qui se rétrécit progressivement en profondeur. La structure de la paroi est constituée d'argile mélangée à des particules gravillonneuses fines. La paroi présente une stratification en trois revêtements successifs. Son épaisseur varie entre 12 et 14 cm. La technique de construction employée repose sur un système de montage au colombin. Par ailleurs, l'absence d'ouvertures visibles pourrait être due à un état de conservation dégradé de la base.

Somme toute, cette structure de réduction mise au jour au sein de l'Université Norbert Zongo peut être comparée à d'autres structures sidérurgiques identifiées en Afrique de l'Ouest et au Burkina Faso. Par exemple le site de Korsimoro (Burkina Faso) étudié par Seernels (2012) présente des fourneaux à réduction directe en fosse, contrairement à ceux de l'Université Norbert Zongo qui sont construits directement sur le sol. Le site de *Douroula* (Burkina Faso), daté de plus de 2500 ans (Millogo et al., 2000), possède des structures métallurgiques plus complexes avec des systèmes de ventilation apparents, ce qui diffère de l'absence de tuyères visibles à l'Université Norbert Zongo. Les sites sidérurgiques de *Bassar* (Togo), étudiés par de Barros (1986), montrent des vestiges similaires, avec des bases de fourneaux en cuvette et un épandage limité de scories, ce qui rapproche ces sites de celui de l'Université Norbert Zongo. Les sites du plateau de *Bandiagara* (Mali), étudiés par Huysecom et al. (2015), révèlent des structures en fosse mais avec une technologie de réduction utilisant des creusets, ce qui contraste avec la morphologie des bases découvertes à l'Université Norbert Zongo. Dans la région du Centre-Ouest, un atelier de réduction présentant des caractéristiques similaires a été étudié par Waongo (2024) dans la commune de Sourgou plus précisément dans le village de Rogho situé à une trentaine de km de l'Université Norbert Zongo. Selon Yameogo Poussi, ces

bases de fourneaux appartiendraient aux anciens métallurgistes de Koudougou que sont les *Ninsi*².

Figure n°2 : l'atelier n°2 fouillé



Vue de la base de la base

La paroi résiduelle de la base

Vue de l'intérieur de la base

Vue d'ensemble de la base

Source : S. H. Ouédraogo, septembre 2024

2.2 Les autres artefacts

La butte anthropique, située à 100 m à l'Ouest de l'atelier de réduction n°1, près d'un établissement scolaire, constitue un site archéologique d'une importance remarquable (voir figure n°3). Elle est localisée aux coordonnées suivantes : latitude nord 0565633 et longitude ouest 1352614 (zone 30P). Couvert de végétation dominée par l'*Azadirachta indica*, le site est traversé par une piste orientée Nord-Sud. Les vestiges archéologiques retrouvés incluent des tessons de poterie ornés de motifs de roulette de fibre plate tressée, des fragments de meules et de broyeurs en granite. L'étude menée vise à documenter ces vestiges matériels afin d'élucider les dynamiques culturelles et technologiques des populations anciennes. En effet, À 50 m à l'Est de la butte, une structure sidérurgique appelée "fononga" a été identifiée. Les recherches

² YAMEOGO Poussi, entretien du 26/02/2023, Issouka.

ethnoarchéologiques suggèrent qu'elle était utilisée soit pour affiner le fer provenant d'un grand fourneau à tirage naturel (bôanga), soit pour purifier la loupe de fer. Son utilisation varie selon les contextes régionaux. Dans le Yatenga, elle complète les grands fourneaux (Kiethéga 2009), tandis que dans le Bam, elle est perçue comme un fourneau familial autonome pour des besoins immédiats ou rituels (Birba 2016).

En ce qui concerne les tessons de céramique, ils ont été analysés macroscopiquement pour comprendre leurs techniques de fabrication. On note la présence de décors d'impression roulée et de composites. Cette richesse pourrait refléter des échanges culturels ou des évolutions technologiques. Les prochaines analyses pétrographiques et thermiques pourraient aider à affiner la compréhension des compositions des pâtes et des modes de cuisson. De plus, des sondages stratigraphiques permettraient d'évaluer la continuité de l'occupation du site et d'établir une chronologie précise des pratiques céramiques et sidérurgiques.

Quant aux vestiges lithiques, l'examen macroscopique révèle qu'ils auraient servi au broyage de céréales ou la mouture d'autres substances. Cependant, la surface de la butte est jonchée de gravillons ramassés par les femmes, activité qui associée à l'érosion et aux interventions humaines aggrave la dégradation du site. Ces menaces rendent cruciale une stratégie de préservation et de documentation. Des travaux déjà menés par Kienon-Kaboré (1998) mettent en lumière les résultats des fouilles conduites sur deux sites d'habitat dans le Boulkiemdé : *Sondomtengyir* et *Tagoogo*. Selon les traditions orales, ces sites, caractérisés par des buttes anthropiques, seraient associés à des activités de réduction du fer et à une production céramique notable. Hélène Kienon-Kaboré souligne que la céramique découverte se distingue par une cuisson de haute qualité, une variété de formes, ainsi que des décors riches et finement élaborés. Le site de *Sondomtengyir* a été daté entre 895 et 1030 de notre ère. Quant à l'attribution des vestiges, l'auteure suggère que le Boulkiemdé a été occupé par des populations anciennes maîtrisant les techniques de réduction du fer et de fabrication céramique. Les traditions orales identifient ces habitants comme les *Ninsi*, considérés comme les occupants de ces sites (Kienon, 1998 : 348-349).

Revue Scientifique des Sciences du Langage,
— Lettres, Langues & Communication —

Figure n°3 : le site d'habitat et les vestiges associés



Vue d'ensemble de l'ancien site d'habitat



Vue rapprochée des restes du *fononga*



Tessons de poerie



Des restes de poteries enfouies



Une meule

Source : E. Waongo, décembre 2023

3. Les facteurs de risque identifiés

Les sites archéologiques identifiés sur l'espace de l'Université Norbert Zongo sont gravement menacés par des activités modernes qui compromettent leur intégrité. Au nombre des menaces, on retient entre autres les travaux de construction sans étude d'impact archéologique préalable. Les travaux d'infrastructure entrepris sans une évaluation approfondie de l'impact sur le patrimoine archéologique ont entraîné des destructions irréversibles. Par exemple, l'atelier de réduction n°1 a été partiellement détruit par un chantier de la société SICOBAT SARL (voir figure n°4). Ce type d'intervention non planifiée met directement en péril les couches stratigraphiques et les artefacts enfouis. Comme le rappelle Christophe Mbida Mindzie (2004), un aménagement sans étude d'impact préventif entraîne une perte irréversible de données archéologiques. Aussi, les excavations non contrôlées et la destruction des artefacts, qu'elles soient accidentelles ou liées à des travaux d'exploitation, perturbent les contextes stratigraphiques indispensables à la compréhension historique des sites. La destruction des couches stratigraphiques réduit considérablement la possibilité de reconstituer les dynamiques des populations anciennes. Les scories métallurgiques et les bases de fourneaux, essentielles à l'étude des processus sidérurgiques anciens, sont souvent altérées ou déplacées par les activités agricoles.

Par ailleurs, l'on retient la perturbation de la mémoire collective et de l'identité culturelle. Cela dit, les sites archéologiques, en tant que témoignages matériels du passé, jouent un rôle fondamental dans la préservation de la mémoire culturelle des communautés locales. Leur destruction compromet l'identité et les savoirs historiques transmis de génération en génération. Birba (2016) souligne que la disparition de ces vestiges matériels équivaut à une rupture de la transmission intergénérationnelle des connaissances culturelles. La construction récente des amphithéâtres, réalisée sans prise en compte des impératifs de conservation, illustre cet enjeu critique.

Figure n°4 : illustration des différentes menaces





Source : B. B. A. Nignan, septembre 2024

Face à ces menaces croissantes pesant sur l'intégrité des sites archéologiques, il devient impératif d'interroger le cadre juridique censé encadrer leur protection et d'évaluer son effectivité dans le contexte spécifique de l'Université Norbert Zongo.

4. Cadre juridique

La protection du patrimoine archéologique au Burkina Faso repose sur un cadre juridique structuré à l'échelle nationale, régionale et internationale, conçu pour répondre aux menaces croissantes liées à l'aménagement du territoire et à la modernisation.

Au niveau national, c'est la loi n°022-2023/ALT du 08 août 2023, qui remplace la loi de 2007. Cette nouvelle législation renforce les principes de protection, sauvegarde et valorisation du patrimoine culturel, qu'il soit matériel ou immatériel. Elle impose la déclaration obligatoire des découvertes fortuites, interdit toute intervention non autorisée sur les sites patrimoniaux, et prévoit des sanctions pénales et administratives en cas de violation. Elle insiste également sur la responsabilité partagée des institutions publiques, privées et des collectivités dans la gestion du patrimoine, tout en intégrant les communautés locales dans les processus de conservation.

Sur le plan régional, le Burkina Faso adhère à la Charte culturelle de l'Afrique adoptée par l'OUA en 1976, qui encourage les États à faire du patrimoine un levier de développement. Les textes de l'UEMOA viennent compléter cette orientation en appelant à une meilleure intégration du patrimoine dans les politiques d'aménagement et de développement durable des États membres.

À l'échelle internationale, le pays est signataire de plusieurs conventions majeures de l'UNESCO. La Convention de 1970 engage les États à lutter contre le trafic illicite des biens culturels. Celle de 1972 impose la protection et la transmission du patrimoine mondial aux

générations futures. Enfin, la Convention de 2003 sur le patrimoine immatériel souligne l'interdépendance entre les dimensions matérielles et immatérielles du patrimoine. Dans le cas spécifique de l'Université Norbert Zongo, l'absence de diagnostics archéologiques préalables lors des travaux d'aménagement révèle une mise en œuvre encore insuffisante de ce cadre juridique. Pourtant, la loi de 2023, en cohérence avec les standards internationaux de l'archéologie préventive (comme ceux défendus par Jean-Paul Démoule), exige la réalisation de fouilles préventives avant toute opération de construction ou de lotissement.

En somme, si le Burkina Faso dispose aujourd'hui d'un arsenal juridique renforcé, son efficacité dépend largement de la volonté politique, de la sensibilisation des acteurs du développement, et de l'implication des archéologues dans les décisions liées à l'aménagement du territoire. C'est dans cette optique qu'une discussion s'impose sur les enjeux, les contradictions et les pistes d'action susceptibles de favoriser une articulation équilibrée entre modernisation universitaire et sauvegarde du patrimoine archéologique, en tenant compte des réalités locales et des exigences scientifiques.

Le développement universitaire et la conservation du patrimoine archéologique soulèvent des problématiques importantes, en particulier en Afrique subsaharienne, où les universités connaissent une croissance rapide. En s'étendant souvent dans des zones périphériques riches en potentialités archéologiques, ces établissements instaurent une tension palpable entre la nécessité de moderniser leurs infrastructures et l'impératif de conserver des vestiges historiques significatifs. L'Université Norbert Zongo illustre parfaitement cette dualité marquée par la tension entre le besoin d'infrastructures modernes et la préservation d'un héritage archéologique significatif. Ces vestiges représentent des traces d'occupations anciennes, comme le démontrent les analyses des vestiges sidérurgiques et céramiques, qui montrent des similitudes avec des sites étudiés dans la région. Ces résultats témoignent d'une culture matérielle bien définie avant l'arrivée des populations actuelles que sont les *Nakombse*. Plusieurs sources confirment cette occupation ancienne. Pour Kiénon-Kaboré (1998 : 70), les *Nakombse* en pénétrant dans l'Ouest du *Moogo* ont trouvé sur place des populations anciennement installées, que les traditions historiques désignent par les termes *Ninsi*, *Gourounsi* et *Kipirsi*. L'identité des anciens occupants de cette partie du *Moogo* avant le XV^e siècle est un peu plus confuse.

D'autres chercheurs, tels que Hilgers (2003 : 73), précisent qu'à leur arrivée dans l'Ouest du *Moogo*, les *Moose nakombse* ont trouvé des populations comme les *Ninsi*, les *Samo*, ou les *Fulse*, souvent en faible nombre. D'autres historiens, comme Kiendrebéogo (2018 : 7), soulignent que des groupes anciens occupaient des zones comme *Lalle* et ses environs, où les *Ninsi* cohabitaient avec d'autres groupes identifiés par les traditions orales, tels que les *Yōnyōose* et les *Sukoobmse*. Ces informations mettent en avant la complexité des dynamiques de peuplement et l'importance des vestiges en tant que témoignages matériels de ces sociétés disparues. Cependant, l'expansion des campus constitue une menace majeure pour ces traces du passé. L'absence d'études d'impact environnemental et patrimonial a souvent conduit à des destructions irréversibles, comme celles des ateliers de réduction du minerai fer à l'UNZ. Ces pertes compromettent non seulement l'étude des technologies anciennes, mais aussi la transmission culturelle et la mémoire collective des populations locales. Le manque de sensibilisation des décideurs et l'absence de concertation entre les acteurs, comme les

archéologues et les urbanistes, aggravent ces défis. Pour concilier développement universitaire et préservation du patrimoine, des solutions s'imposent.

La mise en œuvre d'études d'impact systématiques avant toute construction permettrait d'évaluer les risques pour les vestiges archéologiques. Des fouilles préventives garantiraient une documentation approfondie des sites avant leur modification. Enfin, l'établissement de musées universitaires ou de centres d'interprétation pourrait valoriser ces découvertes tout en assurant leur protection. Ces mesures, combinées à une intégration des communautés locales dans la gestion du patrimoine, favoriseraient une coexistence harmonieuse entre modernisation et conservation. Ce sujet appelle de ce fait à une réflexion approfondie et à des actions concertées pour concilier les besoins du développement universitaire et la préservation d'un patrimoine archéologique d'une valeur inestimable et surtout irréversible. La sensibilisation des acteurs concernés et l'adoption de stratégies durables sont essentielles pour garantir une coexistence harmonieuse entre ces deux impératifs.

Conclusion

L'analyse des vestiges archéologiques présents sur le site de l'Université Norbert Zongo met en évidence l'importance historique et patrimoniale de ces témoins matériels du passé. Cependant, le développement rapide des infrastructures universitaires représente une menace réelle pour leur conservation. L'absence d'études d'impact et de mesures de sauvegarde appropriées a déjà conduit à des destructions irréversibles, compromettant ainsi non seulement la recherche scientifique mais aussi la transmission du patrimoine culturel aux générations futures. Face à ces défis, il apparaît indispensable d'intégrer une approche de préservation dans les politiques d'aménagement universitaire. La mise en œuvre d'études d'impact systématiques, la réalisation de fouilles préventives et la création de dispositifs de valorisation (tels que des musées universitaires) constituent des pistes essentielles pour assurer une coexistence harmonieuse entre développement académique et conservation patrimoniale. Ce travail met ainsi en lumière la nécessité d'une réflexion interdisciplinaire impliquant archéologues, urbanistes et décideurs politiques afin d'adopter une stratégie durable de gestion du patrimoine archéologique en contexte universitaire. La prise de conscience collective et la mise en place de mesures adaptées pourraient faire de l'Université Norbert Zongo un modèle de conciliation entre modernité et mémoire historique, contribuant ainsi à la valorisation du patrimoine national burkinabè.

SOURCE ET BIBLIOGRAPHIE

Sources orales

Noms	Prénoms	Statut	Age	Lieu de l'entretien	Date de l'entretien
BOUDA	Tanga	Saanaba	68 ans	Villi	30/07/2022
GUISSOU	Koudbi Paul	Chef de terre	61ans	Paologo	01/04/2023
YAMEOGO	Sandaogo	Mécanicien	73	Dapoya	12/12/2023
YAMEOGO	Poussi	Cultivateur	69 ans	Issouka	26/02/2023

ZAGRE	Michel	Traditionniste	75 ans	Issouka	26 /05/2023
ZONGO	Amado	Chef de lignage	92 ans	Kudyiri	08/09/2022

Références bibliographiques

- Amin S. (1996). *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 286 p.
- Audard C. (2009) *Qu'est-ce que le libéralisme ? Éthique, politique, société*, Paris, Gallimard, 864 p.
- Birba N. (2016). La paléo-métallurgie du fer dans la province de Bam : approches archéologiques, archéométrique et ethno-historique, Thèse de Doctorat unique, Archéologie, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 534p.
- Boachie Y. L. (2013). *Urban Planning and Heritage Conservation in West Africa*, African Heritage Press, 214 p.
- Burkina Faso (2023). *Loi n°022-2023/ALT du 08 août 2023 portant protection, sauvegarde et valorisation du patrimoine culturel au Burkina Faso*, Ouagadougou, Assemblée législative de transition, 50 p.
- Connah G. (2001). *African Civilizations : An Archaeological Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 412 p.
- Decorse, C. R. (2001). *An Archaeology of Elmina : Africans and Europeans on the Gold Coast, 1400-1900*, Washington, Smithsonian Institution Press, 296 p.
- Démoule, J.-P. (2017). *Archéologie préventive et aménagement du territoire en Europe*, Paris, La Découverte, 288 p.
- Diagne S. B. (2003) « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogenes*, n°202, Paris, PUF, pp. 145-151.
- Diakité S. (1985). *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan, 192 p.
- Kiendrebeogo, F.-X. (2018). *Le patrimoine culturel physique de l'ancien Kombéré de Lallé (Burkina Faso)*. Mémoire de master, Université Ouaga I Pr. Joseph Ki-Zerbo, Unité de Formation et de Recherche en Sciences Humaines, Département d'Histoire et Archéologie, 251 p.
- Kienon/Kaboré T.-H. (1998). *La métallurgie ancienne du fer au Burkina Faso : province du Boulkiemdé, approche ethnologique, historique, archéologique et métallographique*, Thèse de doctorat, Université Paris V, Paris, Karthala, 481 p.
- Kiethaga J.-. (1996). *La métallurgie lourde du fer au Burkina Faso*, Thèse de doctorat de troisième cycle, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, 811 p.
- Mbida M. C. (2004). *Gestion et sauvegarde des sites archéologiques en Afrique centrale*, Paris, Karthala, 254 p.
- Millogo A. K. & al. (2000). *Éléments d'archéologie ouest-africaine I : Burkina Faso*, Nouakchott - Saint-Maur, CRIAA - Sépia, 70 p.
- Organisation de l'Unité Africaine (OUA) (1976). *Charte culturelle de l'Afrique*, Port-Louis, 18p.
- Schmidt, P., & McIntosh, S. (1996). *Plundering the Past : Archaeological Theft and Cultural Heritage Protection in Africa*, New York, Routledge, 302 p.

- Serneels V., et al. (2012). Origines et développement de la métallurgie du fer au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Premiers résultats sur le site sidérurgique de Korsimoro (Sanmatenga, Burkina Faso) , *Jahresbericht, SLSA*, pp. 23-54
- Unesco (1970). *Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels*, Paris, 12 p.
- Unesco (1972) *Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*, Paris, 16 p. (Ratifiée par le Burkina Faso le 2 juillet 1987).
- Unesco (2003). *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel*, Paris, 14p.
- Waongo, E. (2024). *Archéologie et histoire du peuplement de la commune de Sourgou (Province du Boulkiemdé-Burkina Faso)*, Mémoire de master en archéologie, Université Norbert Zongo, 194 p.



ARCHEOLOGIE PREVENTIVE ET SOCIETES IMMOBILIERES AU BURKINA FASO : CAS DU PROJET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DANS LE VILLAGE DE DAGUILMA (PROVINCE D'OUBRITENGA)

Sombéwendin Hubert OUEDRAOGO

Centre Universitaire de Gaoua

Laboratoire de Recherche en Sciences Humaines et Sociales (LABOSHS)

huboued88@gmail.com

&

Brahima OUEDRAOGO

Université Norbert ZONGO

Laboratoire de Recherche en Sciences Humaines et Sociales (LABOSHS)

ouedraogobrahima320@gmail.com

Résumé : Dans ces dernières années, les aménagements de l'espace par les sociétés immobilières ont connu un essor considérable au Burkina Faso. En effet, comme parmi d'autres activités, ces travaux d'aménagement nécessitent la pratique de l'archéologie préventive car son exécution a des effets négatifs sur notre patrimoine culturel. La Société KASTOR IMMOBILIER voulant évaluer l'impact de son projet d'aménagement sur le patrimoine archéologique et ethnographique dans le village de Dadjilma et atténuer les effets négatifs a commandité une étude d'archéologie préventive. Ainsi quelles sont les données de cette étude ? L'objectif de cet article est de présenter les sites inventoriés dans la zone d'emprise de travaux de la Société KASTOR IMMOBILIER et de montrer à travers un cas concret l'état de la pratique de l'archéologie préventive. Sur la base des prospections archéologiques sur le terrain et les consultations des sources écrites, il ressort de cette étude que le périmètre à viabiliser par la société immobilière KASTOR IMMOBILIER dans le village de Dadjilma regorge des biens ethnographiques (des bosquets sacrés et des cimetières) et archéologiques (des buttes anthropiques) qui sont déjà impactés par les travaux d'aménagement. Dans l'ensemble, la faiblesse de textes juridiques ne permet pas une bonne pratique de l'archéologie préventive. Cette faiblesse est à l'origine de la minorité des études d'archéologie préventive. Ainsi disparaissent de nombreuses sources d'écriture de l'histoire du Burkina Faso.

Mots-clés : archéologie préventive, patrimoine archéologique, KASTOR IMMOBILIER, Burkina Faso

PREVENTIVE ARCHAEOLOGY AND REAL ESTATE DEVELOPERS IN BURKINA FASO: THE CASE OF THE LAND DEVELOPMENT PROJECT IN THE VILLAGE OF DAGUILMA (OUBRITENGA PROVINCE)

Abstract : In recent years, land development by real estate companies has experienced considerable growth in Burkina Faso. Indeed, like other activities, this development work requires the practice of preventive archaeology because its execution has negative effects on our cultural heritage. The company KASTOR IMMOBILIER, wishing to evaluate the impact of its development project on the archaeological and ethnographic heritage in the village of Dadjilma and to mitigate the negative effects, commissioned a preventive archaeology study. So, what are the findings of this study? The objective of this article is to present the sites inventoried in the area of intervention of KASTOR IMMOBILIER's works and to show, through a concrete case, the state of the practice of preventive archaeology. Based on archaeological surveys in the field and consultations of written sources, it emerges from this study that the area to be developed by the real estate company KASTOR IMMOBILIER in the village of Dadjilma is full of ethnographic assets (sacred groves and cemeteries)

and archaeological assets (anthropic mounds) that are already affected by development work. Overall, the weakness of legal texts does not allow for proper practice of preventive archaeology. This weakness is the cause of the scarcity of preventive archaeology studies. Thus, many sources for writing the history of Burkina Faso are disappearing.

Keywords : preventive archaeology, archaeological heritage, KASTOR IMMOBILIER, Burkina Faso

Introduction

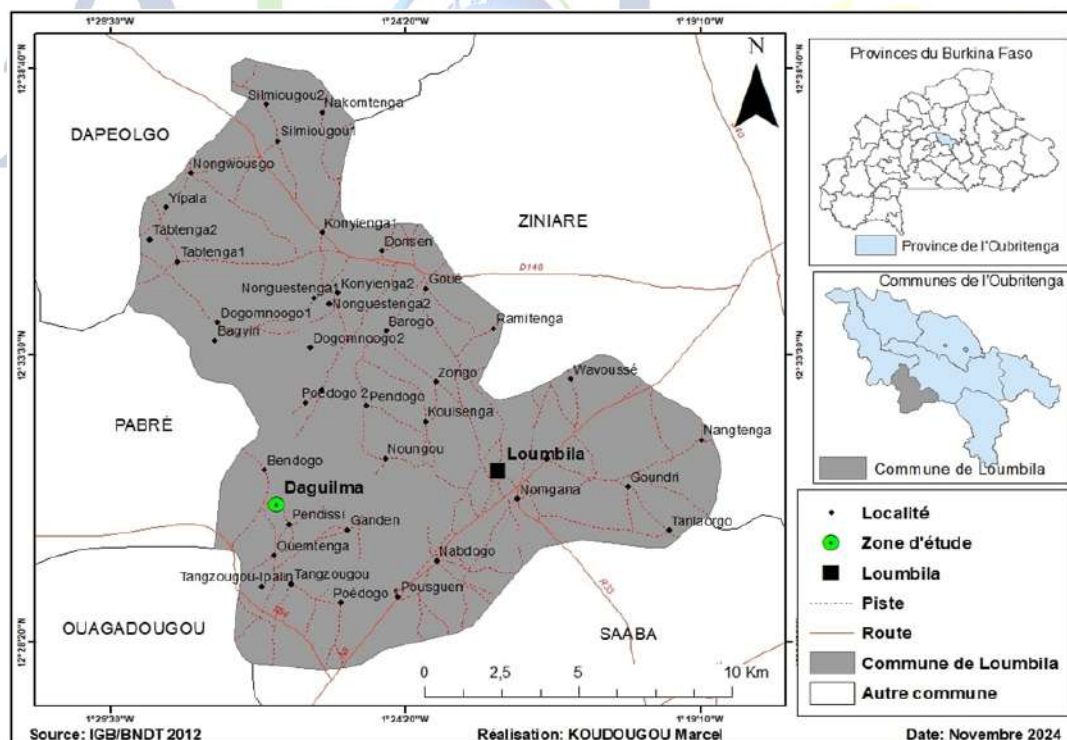
Au Burkina Faso, comme dans de nombreux pays africains en voie de développement, des travaux d'aménagements sont nécessaires à notre environnement. Cependant, on n'est pas sans ignorer que ces travaux affectent à une vitesse de plus en plus grande, sur l'ensemble de notre territoire, les traces matérielles que nous ont laissées les générations passées depuis la préhistoire jusqu'à aujourd'hui (Zagré & Birba, 2019, p. 50). En effet, au delà des effets néfastes de la croissance galopante de l'exploitation minière que connaît le Burkina Faso, les projets d'aménagements du territoire à travers les différentes opérations de lotissement aussi bien en milieu urbain que rural ne sont pas en reste de la destruction du patrimoine culturel matériel burkinabè (sites ethnographiques, historiques et archéologiques). Dans ces dernières années, l'aménagement du territoire par les sociétés immobilières a connu un essor considérable au Burkina Faso. Ces aménagements entraînant la destruction des vestiges enfouis dans le sous-sol et des sites culturels des communautés locales se font sans aucune prise en compte de l'archéologie préventive dont son objet d'étude est d'évaluer et d'étudier, voir préserver le potentiel archéologique d'un espace pour lequel un projet d'aménagement est en cours. L'archéologie préventive est la réponse à la menace de destruction des vestiges archéologiques entraînée par les projets d'aménagement du territoire. Pour Koté, « l'archéologie préventive constitue de nos jours un des moteurs de développement de l'archéologie urbaine » (2012, p.45). Mais, « malheureusement, en Afrique subsaharienne et plus précisément au Burkina Faso, la notion de cette discipline semble ignorée lors des projets d'aménagement du territoire » (2012, p.45). Pourtant, il faut aménager les territoires et y développer des projets économiques rentables, mais il faut aussi protéger le patrimoine culturel de ces territoires. Dans ce contexte, l'archéologie préventive a pour vocation de préserver et d'étudier les éléments significatifs du patrimoine archéologique menacés par les grands travaux d'aménagement. Elle implique la mise en œuvre du diagnostic archéologique, de fouilles préventives et, dans certains cas, des mesures de sauvegarde. L'archéologie préventive est ainsi un outil et un support indispensables et incontournables du développement socio-économique et culturel du Burkina Faso.

Étroitement liée à l'aménagement du territoire, elle concerne chaque aménageur, chaque élu, chaque citoyen. Au Burkina Faso, quelques sociétés minières et promoteurs de projets tentent d'appréhender le patrimoine culturel matériel comme une composante environnementale essentielle au développement. C'est l'exemple de la société KASTOR IMMOBILIER qui effectue depuis quelques années des travaux de viabilisation du territoire burkinabè. Elle a eu la charge de parceller un espace d'environ 3000 hectares dans le village de Daguilma (village situé dans la commune de Loumbila dans la région du Plateau Central) (Cf. Carte n°1). Dans l'exécution de ses travaux, la société KASTOR IMMOBILIER a commandité et réalisée une étude d'impact environnemental et social dans laquelle le volet archéologique a été pris en compte tardivement.

Néanmoins, les investigations archéologiques réalisées dans le périmètre à viabiliser ont permis de recenser des sites archéologiques et ethnographiques. Il est donc à se demander quels types de sites archéologiques et ethnographiques y existent ? Quel est leur état de conservation ?

Au Burkina Faso, cette archéologie semble être ignorée par l'État mais également par certains promoteurs de projets. Malgré l'existence des textes juridiques relatifs à la protection de patrimoine culturel à travers l'archéologie préventive, elle semble n'avoir pas encore été intégrée dans les pratiques. Rares sont les aménageurs qui commanditent des études préventives lors des travaux d'aménagement. Ces études se limitent souvent à des simples inventaires. Ainsi quelles sont les difficultés qui entravent la pratique effective de l'archéologie préventive ? Au Burkina Faso, on déplore l'inefficacité de la législation protégeant les sites et vestiges de destruction au cours de grands travaux d'aménagement. Quelles sont les limites de ces textes juridiques ? L'objectif de ce travail est de montrer, à travers un cas concret (celui de la société KASTOR IMMOBILIER), les limites ou les faiblesses de l'archéologie préventive avant et pendant les travaux d'aménagement.

Carte n°1 : Localisation de la zone d'étude



1. La méthodologie de recherche

Pour traiter ce thème, nous avons adopté une méthodologie qui consiste en l'exploitation des sources archéologiques et écrites. Les sources archéologiques sont celles issues des travaux de terrain (identification, description et photographies des sites). Les informations écrites réunies proviennent essentiellement des rapports d'études d'impacts environnementaux, des mémoires et articles sur l'archéologie préventive et des textes juridiques. La présente étude consiste à présenter d'abord les résultats de l'étude commanditée par la société KASTOR IMMOBILIER, tout en faisant l'état des lieux des sites ethnographiques et archéologiques. Ensuite, nous montrons le lien entre les résultats de cette étude et les limites des textes juridiques. Enfin, il s'agit d'étaler les faiblesses de l'archéologie préventive lorsqu'elle est en second plan lors des travaux d'aménagement.

2. La présentation des sites ethnographiques et archéologiques

La prospection pédestre menée dans la zone d'emprise a livré des sites majoritairement ethnographiques et archéologiques. La plupart des sites archéologiques sont détruits par les travaux du bornage et la tracée des voies ; d'autres sites sont détruits par les activités agricoles et le ramassage des agrégats pour les constructions.

2.1 Les sites ethnographiques

« L'archéologie préventive, phase pratique des études d'impact social, s'intéresse également au patrimoine ethnographique qui est à la fois matériel et immatériel. Ce type de patrimoine a une valeur fondamentale au sein des communautés locales. Ces sites sont des lieux de mémoire et de culte pour les communautés locales. Ces lieux rituels et de mémoire sont considérés comme des autels collectifs et des lieux sacrés appartenant à tous les groupes sociaux. » (Zagré et Birba, 2019, p. 86).

Ils doivent leur survie au fait d'être associés à la vision spirituelle des populations et à toutes les pratiques y afférant ainsi qu'au fait d'être frappés d'interdits perçus comme des codes implicitement édictés avec la complicité de la « vision métaphysique du monde et au compte des systèmes traditionnels de protection de l'environnement (Birba, 2018, p.1) ». Ainsi, les sites ethnographiques recensés dans la zone d'emprise du projet sont constitués de bosquets sacrés et des cimetières in situ. Le premier site est un bosquet sacré appelé *Tāmpur* en langue *moore*, ce bien ethnographique est constitué des arbres de lianes (*Saba senegalensis*) et de kinkéliba (*Combretum micranthum*) (Cf. Figure n°1). Il a pour coordonnées géographiques 30P 0668744/1383515 UTM. Ce bosquet joue un rôle de protecteur des habitants du village contre tout danger pouvant perturber la quiétude des populations. Ainsi, des sacrifices y sont effectués chaque année sur un autel du bosquet. Ce sont des poulets de plumage de couleur diversifiée et des chèvres qui sont donnés aux ancêtres.

Figure n°1 : Vues d'ensemble du bosquet Tāmpur

Clichés B. YOGO et B. OUEDRAOGO, mai, 2022

De coordonnées géographiques 30P 0668388/1383469 UTM, le deuxième bosquet sacré dénommé *Tēse* en langue *moore* est situé à l'Ouest du village à environ 1 km des concessions actuelles. Sur le plan environnemental, il est essentiellement constitué de kinkéliba (*Combretum micranthum*). Le bosquet est une touffe facilement repérable car situé dans un espace dégagé exploité par les agriculteurs (Cf. figure n°2). C'est un autel qui est vénéré surtout en cas d'épidémie ou de sécheresse, des poulets et des chèvres lui sont offerts afin de demander la clémence des ancêtres. Mais aujourd'hui, le site est dans la zone d'emprise et les détenteurs dudit site souhaite que cet endroit soit préservé.

Figure n°2 : Vues d'ensemble du site Tēse

Clichés B. YOGO et B. OUEDRAOGO, mai, 2022

Le dernier bien ethnographique à caractère sacré se localise aux coordonnées géographiques 30P 0668287/1383625 UTM. Appelé *Kaongo* en langue *moore*, le site est constitué de blocs de latérite sous des dattiers du désert (*Balanites aegyptica*) et des kinkéliba (*Combretum micranthum*) au flanc d'une petite colline (Cf. figure n°3). Sur cet autel, les populations y font des sacrifices pour implorer, à chaque début de la saison des pluies, la miséricorde et la clémence des esprits pour une bonne saison et une meilleure santé de la population. Ces demandes si elles sont exhaussées, les remerciements se font chaque trois ans. A cette occasion, des poulets, des chèvres, du tôle lui sont offerts.

Figure n°3 : Vues d'ensemble de l'autel appelé Kaongo

Clichés B. YOGO et B. OUEDRAOGO, mai 2022

Au regard de l'importance que les populations du village de Daguilma accordent à leurs biens ethnographiques (bosquets sacrés), nous sommes d'avis avec les propos de Birba, lorsqu'il dit : « les bosquets sacrés sont des réceptacles et des canaux de communication et de communion entre les vivants et leur dieu, leurs ancêtres. Ce sont des lieux de mémoire qui permettent de sauvegarder les liens historiques des différentes populations qui en sont les propriétaires » (2018, p.7). A ces bosquets sacrés s'ajoutent des cimetières appartenant aux populations locales. En effet, le Ministère de l'urbanisme et de l'habitat du Burkina Faso définit le cimetière comme étant « un espace public, sacré, spécialement aménagé, où après une cérémonie, on enterre des morts dans des tombes individuelles ou lignagères où leur souvenir est généralement signalé par un monument, des symboles ou des inscriptions (MUH, 2016, p.32) ». Le cimetière constitue un révélateur indéniable de la relation de l'Homme au territoire et aux morts. Il est le lieu privilégié et symbolique de la consolidation des rapports entre les vivants et les morts (Bussièrès, 2007, p.1). Ce qui fait de lui, un lieu à part, que l'on peut estimer sacré ou à protéger (Bussièrès, 2007, p.1) ». Ainsi, dans le cadre de cette étude nous avons identifiés trois types de cimetières dans la zone d'emprise. Il s'agit des cimetières royaux, ceux destinés aux morts dramatiques et ceux pour les enfants (Cf. Figures n°4, 5 et 6). Ces cimetières sont constitués de plusieurs tombes (10 à 20 tombes par cimetière). Certaines tombes sont délimitées par des blocs de latérite.

Figure n°4 : Quelques vues des tombes du cimetière royal près de l'église catholique



Clichés B. YOGO et B. OUEDRAOGO, mai 2022

*

Figure n°5 : Vues du cimetière des morts dramatiques



Clichés, B. YOGO et B. OUEDRAOGO, mai 2022

Figure n°6 : Vues des tombes du cimetière destiné aux enfants

Clichés, B. YOGO et B. OUEDRAOGO, mai 2022

2.2 Les sites archéologiques

Les sites archéologiques recensés lors de cette étude sont constitués essentiellement de buttes anthropiques. Leur présence est un indice important de l'existence passée et/ou présente de l'homme. Les buttes anthropiques sont des accumulations de matériaux dues à l'action humaine. Elles sont particulièrement précieuses pour l'archéologie car leur fouille permet de mettre au jour des vestiges de cultures matérielles dont l'étude peut apporter des précisions sur les civilisations passées (Birba, 2019, p. 80).

-La butte n°1

La première butte est située au sein du village à la limite du permis d'exploitation. Elle a pour coordonnées géographiques 30P 0669228/1383954 UTM. De forme indéterminée, la butte est située dans un champ de maïs avec une hauteur de 30 cm (Cf. figure n°7, photo A et B). Sur le plan archéologique, on note la présence des tessons de céramique fragmentés et éparpillés dans l'espace. Il s'agit des tessons de panses et de bords de récipients (Cf. Photos C et D). On note également une variété de décors sur les tessons. La butte est dénudée et aucune espèce végétale n'a été identifiée.

Figure n°7 : Quelques vues de la butte et leurs vestiges

Photos A et B : vues d'ensemble de la butte



Photos C et D : des tessons de bord et de panse décorés

Clichés, B. YOGO et B. OUEDRAOGO, mai 2022

-La butte n°2

De coordonnées géographiques 30P 0665463/1383603 UTM, la deuxième butte est distante du village d'environ 3 km à l'Ouest, vers la voie de contournement. Comme la première, cette butte est aussi située dans un champ de mil (Cf. Figure n°8, photo A), dont les vestiges archéologiques identifiés sont des petits tessons de céramique et quelques fragments de broyeurs (Cf. Photos C et D). La destruction très avancée du site fait que certains vestiges ne sont plus indentifiables en témoignent les images (Cf. Photo B). Quelques ramassages de surface ont été effectués.

Figure n°8 : Quelques vues de la butte et leurs vestiges

Photo A : vue d'ensemble de la butte



Photo B : butte arrasée par le passage du Bulldozer



Photo C : tesson de bord décoré



Photo D : des tessons de bords et de panse

Clichés, B. YOGO et B. OUEDRAOGO, mai 2022

Quels sont les impacts des travaux de la société KASTOR IMMOBILIER sur les biens archéologiques inventoriés ?

3. Les impacts des travaux d'aménagement sur les biens archéologiques

Le patrimoine culturel, et plus particulièrement le patrimoine archéologique, est vulnérable face aux travaux de construction et d'aménagement qui compromettent sa survie. Au-delà des fouilles de sauvetage initiées sur les chantiers aurifères d'Essakane, de Bomboré, de Niankorodougou et sur le site du projet aéroport de Donsin, d'autres études d'impact ont été menées sur certains projets, comme le projet Karma, le projet Nord Gold, les projets Yaramoko, Perkoa et Tambao sans archéologie de sauvetage. Ici, ces études d'impact se sont contentées de réaliser un inventaire du patrimoine culturel. Ceux-ci demeurent insignifiants au regard du nombre des travaux d'aménagement qui se déroulent au Burkina Faso. Dans le cadre de l'étude d'impact, l'archéologie préventive doit constituer un outil essentiel pour permettre à l'initiateur du projet d'évaluer l'impact de son projet sur le patrimoine archéologique et ethnographique et d'en atténuer les effets négatifs soit en apportant des changements au projet initial ou en réalisant les études et les interventions requises sur les sites patrimoniaux mis au jour. Ceci n'est pas le cas de celle commanditée par la société KASTOR IMMOBILIER. En effet, nous avons constaté lors de l'étude d'impact archéologique que le patrimoine culturel matériel constitué de sites, vestiges archéologiques et des sites à caractère historique présents dans la zone d'emprise du site à viabiliser a été détruit bien avant nos interventions. Les tracées des voies et la pose des bornes de lotissements ont détruit considérablement les sites et vestiges archéologiques (cf. Figure n°9). Ces destructions concernent principalement des buttes anthropiques jonchées de tessons de céramiques. A cela, s'ajoute du matériel lithique (meules, broyeurs) qui parsème les sites. Ces vestiges archéologiques sont ainsi observés sur les débris et les remblais. Cette destruction des biens archéologiques ne permet pas de mener des investigations approfondies dont le but serait de connaître la profondeur historique des groupes sociaux par l'analyse des vestiges lorsqu'on sait que l'archéologie préventive est un moyen qui permet d'obtenir de nombreuses données sur les peuplements anciens. C'est dans ce sens que Dola cité par Birba dit ceci :

Si aujourd'hui l'histoire ancienne de l'Afrique reste encore mal connue à travers des vestiges laissés par nos prédécesseurs, si nos musées ne regorgent pas d'objets anciens provenant des premiers occupants plusieurs raisons expliquent cette situation. Parmi celles-ci on peut citer les grands travaux d'aménagement conduits dans nos États qui détruisent pratiquement tous les vestiges archéologiques, témoins de notre passé (2016, p.459).

Cette même remarque est faite par Nao quant il écrit :

Au Burkina Faso, à travers quelques sites, l'absence d'étude d'impact incluant l'archéologie préventive a fait payer un lourd tribut. On sait par exemple qu'une part des ruines de Loropéni a été complètement détruite lors de la construction de la route Banfora-Gaoua. A Ouagadougou comme à Bobo Dioulasso, on a mis au jour, lors des travaux de la fondation de certains immeubles, des poteries et d'intéressants objets qui n'ont ému personne et qui n'ont jamais été présentés aux chercheurs. Il y a moins de 10 ans, les débuts de la construction du grand barrage de Ziga ont fait

l'objet de critiques timides ignorées. Des travaux sur ce site auraient permis de mieux connaître l'histoire du *Moogo* central dont la zone est pleinement concernée par le barrage (2007, pp. 101-102).

Avec ce rythme accéléré de la destruction du patrimoine archéologique par les constructions et les travaux d'aménagement et si rien n'est fait, des nombreux pans de l'histoire du Burkina Faso sont entrain de disparaître.

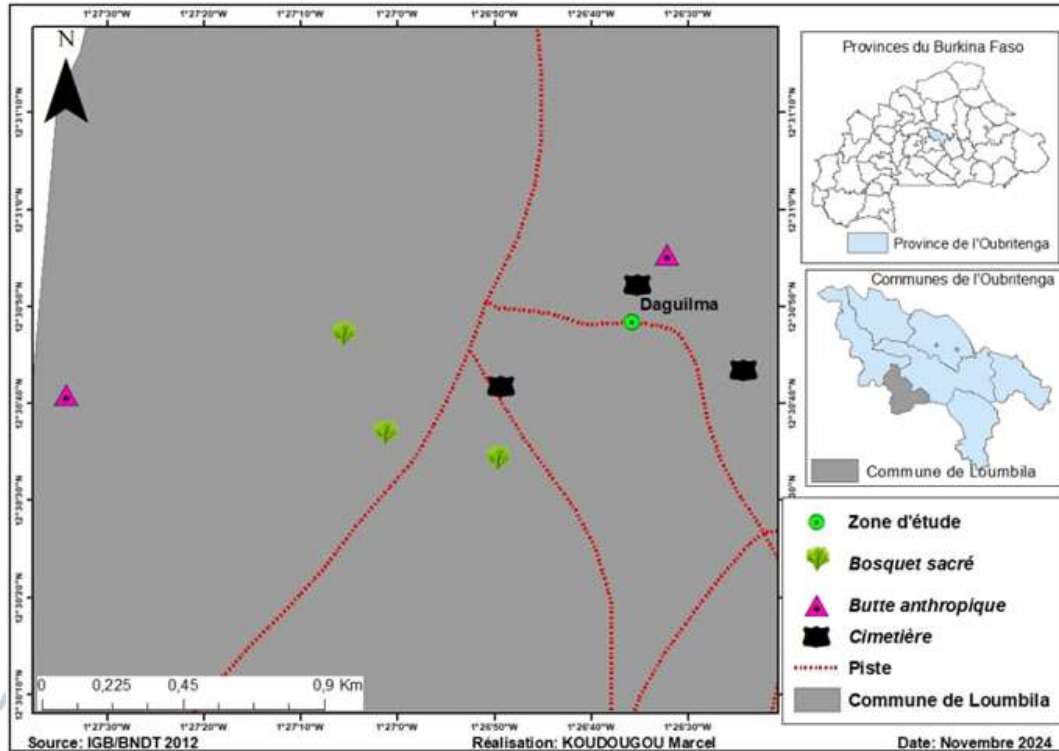
Figure n°9 : Vue des tracées de voies détruisant les sites et vestiges archéologiques



Clichés, B. YOGO et B. OUEDRAOGO, mai 2022.

En dehors des impacts des travaux d'aménagement et de construction sur le patrimoine archéologique, des aléas du climat (éoliens et hydriques) sont aussi à l'origine de la destruction.

Carte n°2 : Sites inventoriés dans la zone d'étude



Contrairement dans certains pays où l'archéologie préventive, à travers l'intervention des professionnels sur le terrain, occupe une place importante dans les études d'impacts environnementaux, le constat que nous faisons des faiblesses de l'archéologie préventive au Burkina Faso sont liées au fait que les archéologues interviennent souvent au bas de l'échelle parmi les intervenants lors des travaux d'étude d'impact environnemental. Qu'est ce qui entrave le bon fonctionnement ou la bonne pratique de l'archéologie préventive lors des travaux d'aménagement ?

4. Les limites de la pratique de l'archéologie préventive au Burkina Faso

Le patrimoine culturel burkinabè a été toujours protégé par des lois. Il s'agit entre autres de l'ordonnance N°85-049/CNR/PRES du 29 août 1985 portant protection du patrimoine culturel, de la loi N°024-2007/AN du 13 novembre 2007 à travers son article 38 et de la loi N°022-2023/ALT du 11 novembre 2022 à travers son article 65. Mais leur application lors des travaux d'aménagement et des constructions continue de causer des problèmes. Nous constatons aujourd'hui encore que peu de sociétés minières et immobilières font intervenir des archéologues sur leurs sites pour des travaux d'études d'impact archéologique alors que leurs différentes opérations ont affecté ou affectent considérablement le patrimoine culturel. Cependant comment se fait-il donc que dans le cadre de l'exploitation minière et des opérations de lotissement le volet de l'étude d'impact archéologique ou l'évaluation d'impact culturel ne soit pris en compte ? Comment peut-on expliquer cet état de fait ?

Au Burkina Faso, le problème de l'archéologie préventive est longtemps lié à la non application des textes résidant dans la compréhension même des lois. En effet, il existe une insuffisance et une incompréhension dans les lois. Si nous nous intéressons à la loi N°024-2007/AN du 13 novembre 2007, l'article 38 de cette loi qui stipule que « Le volet archéologique doit être inclus dans les frais d'études des grands travaux de construction et d'aménagement dont la nature est définie par décret pris en conseil des Ministres ». La limite de cette loi réside dans la non définition du terme « grands travaux ». Qu'est-ce qu'on appelle grands travaux ? La loi reste muette quant à l'explication puisqu'elle ne donne pas de précision alors que les vestiges archéologiques sont toujours menacés de disparition. Des années plus tard, les mêmes erreurs sont commises par l'Etat burkinabè à travers l'article 65 de la nouvelle loi N°022-2023/ALT du 11 novembre 2022 portant protection, sauvegarde et valorisation du patrimoine culturel qui stipule que « la nature des grands travaux ainsi que les modalités de mise en œuvre de l'évaluation d'impact culturel sont précisées en conseil des Ministres ». Cette non définition du terme « grands travaux » reste floue pour les professionnels de l'archéologie préventive. Pour Hien,

« Ce flou savamment entretenu laisse la porte ouverte à toutes sortes d'interprétations et de dérives. On constate donc qu'il n'existe pas de passerelles entre la loi sur la protection du patrimoine culturel et le code minier, puisque l'exploitation minière n'est pas explicitement nommée comme entrant dans le lot des grands travaux. Ce qui pourrait ne pas obliger les sociétés minières à inclure le volet archéologique dans les frais d'études de leurs activités. » (2013, p. 60).

Ce constat est d'autant plus juste, au regard de l'exécution de la plupart des grands chantiers à travers la construction des routes, des barrages, des échangeurs, des bâtiments, etc. où aucune étude d'impact archéologique ni une évaluation d'impact culturel n'a été réalisée en amont avec les entreprises en charge de la construction de ces infrastructures. En outre, même si certaines sociétés minières font appel aux archéologues pour des études d'impact archéologique, leur travail s'arrête au simple diagnostic archéologique (dont l'objet consiste à détecter la présence éventuelle de vestiges archéologiques et d'en caractériser la nature et d'en déterminer l'état de conservation), et non au-delà. Il « vise, par des études, prospections ou travaux de terrain, à mettre en évidence et à caractériser les éléments du patrimoine archéologique éventuellement présents sur le site et à présenter les résultats dans un rapport. » (Article R.523-15 du code du patrimoine). Alors qu'il arrive parfois qu'après un diagnostic de l'étude d'impact archéologique, des fouilles d'archéologie préventive soient nécessaires. A cet effet, Oslisly souligne que : « l'archéologie préventive est composée de deux interventions archéologiques, une phase de diagnostic suivie par une phase de fouilles, toutes deux mises en œuvre lorsque des travaux d'aménagement et de terrassement sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique enfoui » (2014, p. 145).

Au Burkina Faso, de nombreux exemples existent où après la réalisation de l'étude d'impact archéologique, les archéologues burkinabè assistent impuissamment à la destruction des sites archéologiques et ethnographiques faute de l'absence ou de la faiblesse des fouilles d'archéologie préventive sur les sites. « Or il est important que les investigations soient étendues pour recueillir un échantillon des données assez représentatives des témoins de l'occupation et

de l'activité humaine sur un site » (Hien, 2013, p.64). Certains biens archéologiques se retrouvent actuellement sous les remblais, les décombres, d'autres biens au fond des barrages sous les eaux. C'est le cas avec les sociétés minières de Perkoa dans le Boulkiemde, d'Essakane dans le Sahel et de la construction du barrage de Ziga dans le Plateau Central, de celle du barrage de Samendeni dans le Houet, etc.

Une autre limite juridique des textes est l'absence du décret d'application. A ce jour, aucun décret d'application n'a été adopté par les autorités compétentes du pays relatives aux différentes lois portant protection du patrimoine culturel. Ce décret d'application est nécessaire pour une application effective de la loi au regard des impacts négatifs que les travaux d'aménagement et de construction engendrent sur le patrimoine culturel à travers la destruction des biens archéologiques et ethnographiques. Cette destruction des biens signifie la disparition des pans de notre histoire. C'est pourquoi, pour acquiescer sa force contraignante (il s'agit de la loi portant sur la protection du patrimoine culturel) et s'imposer à tous, la loi sur le patrimoine doit être promulguée par le Président de la République qui le rend exécutoire.

Enfin, la dernière limite juridique du non-respect des textes est l'absence de sanctions. Au Burkina Faso, à l'état actuel des connaissances, aucune société minière, immobilière, aucune entreprise n'a été sanctionnée pour le non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives à la protection du patrimoine culturel lors des grands travaux d'aménagement et de construction. Cela résulte dans le fait que les lois de 1985, 2007 et de 2022 sur la protection du patrimoine culturel ne donnent aucune précision et ne prévoient aucune sanction en violation des articles 38 et 62 qui veulent que le volet archéologique soit inclus dans les frais d'études des grands travaux.

Au regard de ces insuffisances, il est donc sans conteste que l'État doit prendre des mesures idoines en vue du respect des textes juridiques relatifs à la protection du patrimoine culturel. Pour ce faire, l'État doit renforcer son cadre juridique, c'est-à-dire prendre un décret d'application à la loi 22-2023, définir et préciser certains termes comme « grands travaux ». L'État doit également procéder aux sanctions en vue du bon respect des textes. Cela permettra d'aiguiller davantage les aménageurs dans leurs projets. Car comme précédemment signalé, l'archéologie préventive est un outil et un support indispensable et incontournable du développement socio-économique et culturel du Burkina Faso. Les difficultés liées à l'application des textes empêchent le bon fonctionnement de l'archéologie préventive.

Depuis plusieurs années, l'Afrique a connu un développement considérable sur le plan minier avec l'implantation des sociétés minières pour l'exploitation des ressources. Pays en voie du développement, le Burkina Faso n'est pas en reste car depuis 2007, le pays a connu un regain d'intérêt important avec la mise en chantier de nombreuses sociétés minières surtout aurifères sur son territoire. L'environnement et le patrimoine culturel matériel (sites et vestiges archéologiques sans oublier les sites ethnographiques) auxquels les populations s'identifient payent et continuent de payer un lourd tribut lors des grands travaux. Et les travaux réalisés au Burkina Faso au cours de ces dernières années dans le cadre des études d'impacts (Zagré/Kaboré & al., 2011 ; Koté, 2012 ; Ouédraogo, 2015 ; Birba & Zagré, 2019) le montrent aussi bien. Comme le souligne Birba :

« L'on constate que d'innombrables sites archéologiques, qui sont pour la plus grande partie des sources de notre histoire, les seules données dont nous disposons

pour des études sont détruits constamment lors des grands travaux d'aménagements du territoire et d'exploitation minière. En effet, le développement croissant de l'exploitation minière, aussi bien artisanale qu'industrielle que connaît le Burkina Faso ces dernières années, entraîne la destruction des vestiges enfouis dans le sous-sol et des sites ethnographiques des communautés locales sans qu'aucune mesure adéquate ne soit prise pour leur protection. » (2019, pp.70-71).

A cela s'ajoute les travaux d'aménagement par les sociétés immobilières qui détruisent le patrimoine culturel pendant les différentes opérations de lotissements sans qu'une étude d'impact archéologique ou une évaluation d'impact culturel ne soit prise en compte. Face à ce constat, l'archéologie à travers l'archéologie préventive s'avère comme une science indispensable dans la prévention et dans la sauvegarde du patrimoine culturel car son importance scientifique et socio-économique n'est plus à démontrer. A ce propos, nous convenons avec Birba, parlant de son intérêt dans la sauvegarde et à la prévention, lorsqu'il affirme : « elle a permis ces dernières décennies la découverte et la sauvegarde de très nombreux sites patrimoniaux de la préhistoire aux époques historiques. Elle a permis de manière constante le renouvellement des connaissances sur ces différentes périodes » (2019, p.76).

Si en Occident et dans d'autres pays d'Afrique, l'archéologie préventive faisant partie de l'archéologie contribue au développement socio-économique et culturel force est de constater qu'au Burkina Faso, cette archéologie semble être ignorée par l'État mais également par certains promoteurs de projets. Malgré l'existence des textes juridiques relatifs à la protection de patrimoine culturel, l'archéologie préventive semble n'avoir pas encore été intégrée dans les pratiques puisque rares sont les promoteurs de projets qui font appel aux professionnels (les archéologues) sur leurs sites pour des études d'impact archéologique.

Conclusion

Les investigations archéologiques menées dans le village de Daguilma dans le cadre de la mise en valeur du projet d'aménagement par la société KASTOR IMMOBILIER ont permis la mise en évidence des sites patrimoniaux constitués de sites archéologiques et ethnographiques. L'étude serait d'une grande importance si et seulement si la prospection avait précédé la mise en valeur de la zone d'emprise. Face à ce constat, l'Etat doit redoubler plus d'efforts dans l'application des textes et lois relatifs à la protection de patrimoine culturel. L'application effective de ces instruments juridiques serait d'un avantage considérable pour le développement de l'archéologie préventive à la vue de l'ampleur des projets d'aménagements et de constructions en cours dans le pays mais aussi pour les chercheurs à savoir les archéologues et les étudiants. C'est pourquoi, Schnapp cité par Birba souligne que : « L'archéologie préventive semble être la meilleure voie de sauvegarde du patrimoine culturel, car elle est avant tout une réaction à un constat élémentaire à travers le fait que les sites archéologiques sont des biens non renouvelables menacés au même titre que les espèces naturelles ou les réserves énergétiques » (2019, p. 90). De plus, quant aux avantages pour les acteurs, il est donc sans conteste que « le respect des textes législatifs en matière d'archéologie préventive, en plus d'assurer la préservation du patrimoine culturel, offrirait un énorme débouché aux nombreux étudiants formés en sciences humaines et sociales dans nos universités » Koté (2012, p. 52). Les sociétés immobilières dans

ces dernières années ont acquis des espaces et les ont mis en valeur sans prendre en compte le volet archéologique et socioculturel. L'Etat doit impérativement procéder à des sanctions en violation des textes juridiques en vue d'exiger toutes études d'impact et d'évaluation avant l'obtention d'un quelconque permis d'exploitation.

Références bibliographiques

- Loi n°024 – 2007 / AN portant Patrimoine culturel du Burkina Faso du 13 novembre 2007.
- Loi n° 022 – 2023 / ALT portant Protection, sauvegarde et valorisation du Patrimoine culturel au Burkina Faso du 11 novembre 2022.
- Birba N. (2018). Les bois sacrés et les sites associés de la commune de Koudougou (Burkina Faso) : un patrimoine culturel oublié. *Wiiré. Revue de Langues, Lettres ; Arts, Sciences humaines et sociales*, (7), 267-292.
- Bordier P. & Dauge Y. (2011). *Rapport d'information sur les normes applicables aux collectivités territoriales : commission de la culture, de l'éducation et de la communication sur l'archéologie préventive et de la valorisation scientifique*, 73 p.
- Bussièrès L. (2007). Rites funèbres et sciences humaines : synthèse et Hypothèses. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 3(1), 61–139.
- Hien A. D. (2013). *L'exploitation minière et la sauvegarde du patrimoine culturel archéologique au Burkina Faso*. Mémoire de maîtrise, Université de Ouagadougou, Histoire et Archéologie, 131 p.
- Koté L. (2012). Archéologie préventive et exploitation minière au Burkina Faso : le cas de Perkoa. *Journal africain des sciences de l'environnement (JASE) & le Centre d'Etudes pour la promotion, l'Aménagement et la Protection de l'environnement (CEPAPE)*. Université de Ouagadougou (Burkina Faso) et le Centre for Development Studies (CDS), University of Goningen (The Netherlands), 45-61.
- Ministère de l'urbanisme et de l'habitat du Burkina Faso (MUH), 2013, *Annuaire statistique des villes du Burkina Faso*, rapport définitif, 60 p.
- Ministère de l'urbanisme et de l'habitat du Burkina Faso (MUH), 2016, *Normes de programmation urbaine au Burkina Faso*, document définitif, 60 p.
- Nao O., 2007, « Archéologie préventive et préservation du patrimoine culturel au Burkina Faso », in *Archéologie préventive en Afrique. Enjeux et perspectives*, Paris, Editions SEPIA, 100-102.
- Oslisly R. (2014). Archéologie préventive en Afrique centrale (Cameroun et Gabon) ; un outil du développement. *Une archéologie pour le développement*, Marseille, Les Éditions la Discussion, 143-154.
- Ouédraogo B. (2022). Menaces sur le patrimoine archéologique de la commune de Niou (province du Kourwéogo). *Patrimoine culturel et risques majeurs : Cas du Burkina Faso, Actes de Workshop*, 1^{re} édition, 153-160.
- Ouédraogo R. (2015). *Exploitations minières et management du patrimoine, des paysages culturels et des territoires au Burkina Faso : cas des projets miniers Bomboré, Kalsaka et Karma*. Mémoire de Master, Université Saint Etienne, Maclands (Cultural Landscapes Management), 134.
- Soma A. (2022). Les cimetières, des oubliés dans la gouvernance urbaine en Afrique : une analyse à travers la commune urbaine de Ouagadougou au Burkina Faso. *Bulletin de la Société Géographique de Liège*, 22 p.
- Zagré/Kaboré Edwige & al. (2011). *Projet du nouvel aéroport de Ouagadougou/Donsin. Etude d'impact socioculturel et patrimonial*, MOAD, 221.
- Zagré E. & Birba N. (2019). Nécessité de contribuer au développement durable à travers l'archéologie préventive : cas de la zone aurifère de Gouengo-Tangars (Burkina Faso). *Wiiré. Revue de Langues, Lettres, Arts, Sciences humaines et sociales*, (9), 69-93.

LA COLLINE *Pyɔ̌-byú* ET L'ORPAILLAGE

Sayouba BAMA

Doctorant en Histoire politique et sociale
Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

bamasayouba2@gmail.com

&

Bienvenue Nebila BAMA

Doctorant en Sciences du langage
Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

bienvenuebama@gmail.com

Résumé : A côté de la préservation du patrimoine culturel qui s'avère une nécessité, la satisfaction des besoins quotidiens s'avère un impératif se traduisant par la prolifération ces dernières décennies des sites miniers industriels et artisanaux au Burkina Faso. C'est ainsi que la colline *Pyɔ̌-byú*, considérée par les populations de Zoula et environnants comme faisant partie de leur patrimoine culturel immobilier a vu l'orpaillage s'installer à ses environs courant 2008. Dès lors, l'on est amené à se questionner sur ce qui fonde le caractère culturel de cette colline et les rapports qui existent entre elle et la pratique de l'orpaillage. Pour ce faire, l'exploitation documentaire, l'observation participante et des enquêtes de terrain ont été utilisées comme méthodes de collecte des données. L'analyse des données collectées révèle que la colline *Pyɔ̌-byú* est un important site abritant des vestiges du patrimoine culturel matériel et archéologique et que son culte revêt une importance politique et sociale. Aussi, la pratique de l'orpaillage constitue-t-elle une menace pour sa survie en tant que patrimoine culturel. Il sied alors de trouver les mécanismes adéquats qui permettent de maintenir l'orpaillage et de préserver la colline *Pyɔ̌-byú*.

Mots-clés : Zoula, *Pyɔ̌-byú*, orpaillage, archéologie, patrimoine culturel.

Abstract: Alongside the preservation of cultural heritage, which is a necessity, the satisfaction of daily needs is an imperative reflected in the proliferation of industrial and artisanal mining sites in Burkina Faso. This is how people starting gold mining activities in 2008 by the sides of *Pyɔ̌-byú* Hill which is considered by the people of Zoula and the surrounding area as part of their cultural heritage. Therefore, one is can question what constitutes the cultural character of this hill, and the impacts of the practice of gold mining on it. Analysis of the collected data reveals that *Pyɔ̌-byú* Hill is an important site housing remains of material and archeological cultural heritage and that its cult has political and social significance. Moreover, the practice of gold panning constitutes a threat to its survival as a cultural heritage. It is therefore necessary to find the appropriate strategies which will allow gold mining to continue and preserve *Pyɔ̌-byú* Hill.

Keywords: Zoula, *Pyɔ̌-byú*, gold mining, cultural heritage, archaeology

Introduction

Les mutations socioculturelles font naître des sujets susceptibles d'interroger les composantes de la société. De nos jours, la question de la gestion du patrimoine culturel est l'un des sujets qui attirent l'attention du public burkinabè. Il est de plus en plus évoqué dans le cadre de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale. Cependant, l'exploitation minière et surtout artisanale que connaissent certaines localités du Burkina Faso ces dernières décennies, a embarqué les populations dans la recherche des moyens de subsistance. Ainsi, se pose avec acuité la problématique de la gestion du patrimoine culturel dans la zone de Zoula où l'orpaillage artisanal s'est implanté depuis 2008. L'on est amené à se poser quelques questions. Qu'est-ce qui fait de la colline *Pyɔ̀-byú* (colline noire) un patrimoine culturel ? Quels sont les rapports entre ce site et la pratique de l'orpaillage ? La présente étude vise à élucider ce qui fonde le caractère culturel de la « Colline noire » et à relever les impacts de l'exploitation artisanale d'or sur celle-ci. Cette étude s'articule autour de trois points principaux. D'abord, l'écrit lève le voile sur le caractère culturel et historique de la colline *Pyɔ̀-byú*. Aussi, permet-elle de revenir sur la genèse de l'implantation de l'orpaillage au pied de ladite colline et enfin, cette contribution permet d'appréhender des perspectives allant dans le sens de la sauvegarde du site culturel menacé par la pratique de l'orpaillage. Cette production ne saurait être possible sans une démarche méthodologique. Celle adoptée dans ce cas d'espèce est celle des sciences sociales notamment celle utilisée en histoire.

1. Méthodologie de recherche

Diverses sources sont confrontées pour la présente étude. Il s'agit de sources écrites, des entretiens oraux, de l'observation participante, et de l'archéologie. Pour ce qui est des sources écrites, non seulement des documents traitant des thèmes en lien avec l'archéologie du milieu de Zoula ou en lien avec l'impact de l'orpaillage sur le milieu de Zoula mais aussi des documents abordant l'histoire de la mise en place des populations sont mis à contribution. Ainsi, Bama (2001) dans son travail de Maîtrise identifie les témoins archéologiques de Zoula notamment des anciennes mines et ateliers de réduction de fer, des abris sous roche, des anciens habitats, etc. Bassole (2017) quant à lui, attire l'attention sur l'impact de l'orpaillage en rapport avec le milieu environnemental de Zoula dans son Mémoire de Maîtrise. Une thématique en rapport avec le patrimoine culturel ne peut être abordée sans investiguer auprès des gardiens de ce patrimoine. Les entretiens oraux et l'observation participante ont consisté à la collecte des données orales. En effet, cette méthode implique non seulement le grand-prêtre du culte de *Pyɔ̀-byú* et ses notables mais elle concerne les populations riveraines et les acteurs de l'orpaillage. A cet effet, les informations ont été collectées auprès d'une (1) doyenne ayant pris part à quatre reprises à la grande cérémonie festive adressée à la colline, de deux (2) notables riverains de la colline et membres du clan Bama, d'un conseiller villageois de développement, et d'un (1) orpailleur, d'un (1) agent contrôleur des Eaux et Forêts, d'un (1) administrateur des services touristiques et hôteliers.

L'archéologie est cette science qui se propose d'établir une relation entre les vestiges et leurs auteurs afin de déterminer le mode de vie qui prévalait. A cet effet, une prospection du site a été réalisée en vue d'identifier les potentiels ateliers de réduction de minerai de fer et les mines d'extraction de minerai. L'approche basée sur l'exploitation des sources écrites en lien

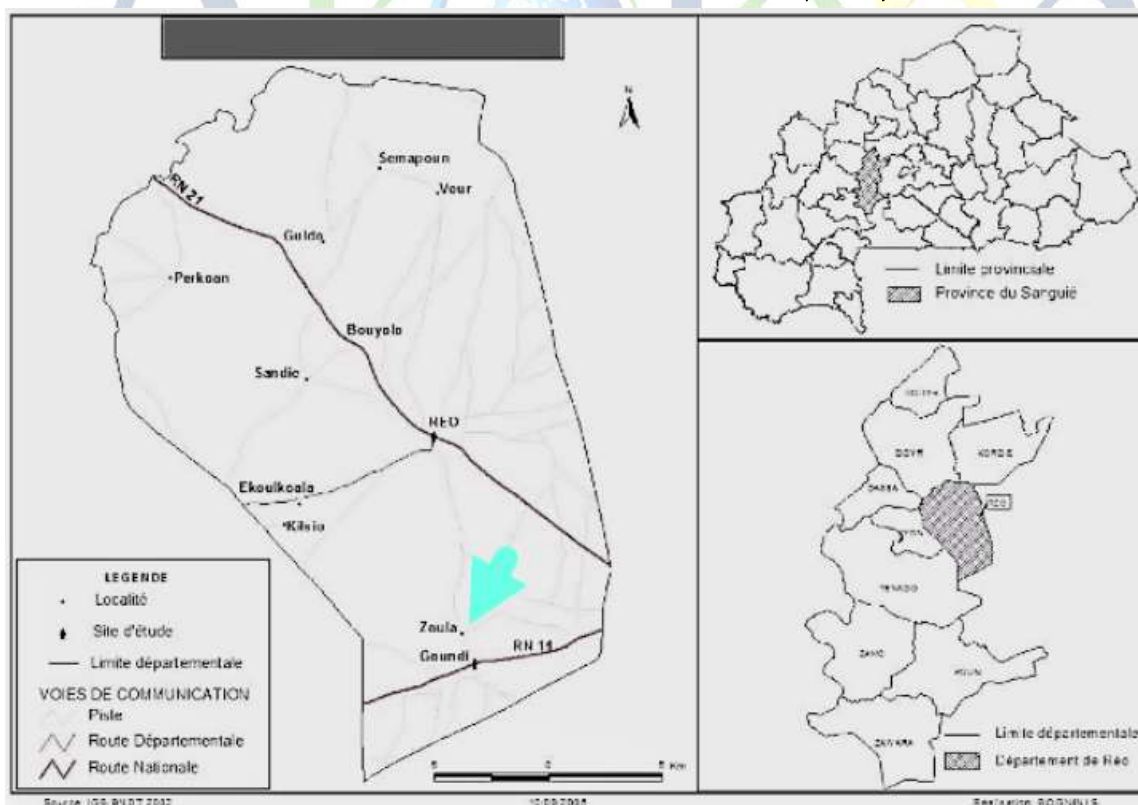
avec la présente thématique associée à l'observation participative a permis de générer des résultats.

2. Résultats et discussion

2.1 Présentation de la zone d'étude

Le site de *Pyɔ-byɔ* est une colline située au nord du village de Goundi et dans la partie ouest du village de Zoula. Une grande partie de cette colline est implantée dans les quartiers *Jishèn* et *Pyɔkùrɔ*, tous deux des quartiers de Zoula. Le village de Zoula est l'un des douze villages de la commune de Réo (cf. la carte N°1 à la page 3). Il est situé au sud à environ huit kilomètres de Réo, Chef-lieu de la province du Sanguié, située dans la Région du Centre-Ouest. La population de Zoula est majoritairement composée de Lyèla encore appelés les Nord-Nuna. Ce groupe social appartient au groupe dit « Gurunsi ». Le site *Pyɔ-byɔ* est à environ trois (3) km au nord de la route nationale N°14 qui rallie les villes de Koudougou et Dédougou. Il est un important site au regard de son caractère culturel et historique reconnu et entretenu par les populations riveraines. La carte ci-dessous indique la localisation du village de Zoula dans la commune de Réo, dans la Province du Sanguié.

Carte n°1 : Situation de la zone d'étude (Zoula)



2.2 Le caractère culturel et historique de la colline *Pyɔ-byú*

Le site de *Pyɔ-byú* est un élément du patrimoine naturel à caractère historique et culturel. Ce type de site est entendu selon Simporté (2005 : 438) comme des sites naturels rendus culturels par l'homme. Pour lui, ces sites naturels sont devenus culturels par le biais des mythes et des légendes forgés et entretenus par les populations. Le site est un référentiel du point de vue ethnographique pour la population de Zoula et les environs¹. Le caractère archéologique du site *Pyɔ-byú* réside dans le fait qu'il abrite deux mines d'extraction du minerai de fer à savoir *myèlé* et *éshǎ-jǎl* et plusieurs ateliers de réduction de minerais.

-La mine n°1 : *myèlé*

Elle se localise aux coordonnées géographiques 30p 557525 et 1354164. Suivant le type de travaux, cette mine se loge dans la partie supérieure de la colline. L'ouverture de la tranchée ne respecte aucune forme géométrique. La végétation aux alentours est composée d'arbustes en majorités et *Lannea microcarapa* (*Lipoun* en langue locale *lyèlé*).

Photo n°1 : mine n°1 de la colline *Pyɔ-byú*



Vue d'ensemble de la mine

Source : Bama Sayouba, Zoula avril 2024

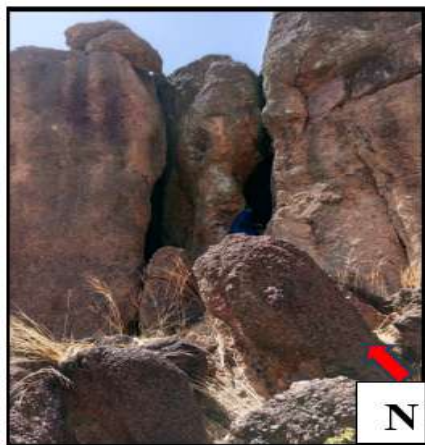


Ouverture de la galerie

-La mine n°2 : *éshǎ-jǎl*

La deuxième mine est située à 500 m de la première dans la partie sud de la colline. Elle est localisée aux coordonnées géographiques 30p 556523 et 1353691. Cette mine se caractérise par l'existence de deux cavités ou chambres à l'intérieur. Leurs parois intérieures sont très bien taillées. La végétation au sommet de la mine est composée d'espèces comme le *Guiera senegalensis* (*Eyafli* en langue locale *lyèlé*) ; le *Lannea microcarapa* (*Lipoun* *lyèlé*).

¹ Bama Nébila, entretien du 04-08-2024 à Zoula

Photo n°2 : mine n°1 de la colline *Pyɔ̀-byú*

Ouverture de la galerie

l'intérieur de la mine

Source : Bama Sayouba, Zoula avril 2024

S'interrogeant sur l'origine de ces mines, une démarche archéologique était nécessaire. Cela a consisté à une prospection du terrain en vue d'identifier des témoins matériels du passé permettant d'avoir des renseignements sur ces abris. A ce sujet, plus de six (6) sites d'ateliers de réduction de minerais de fer ont été identifiés aux alentours de la colline *Pyɔ̀-byú*. Sur ces sites de réduction de fer, une observation directe a permis de voir in situ des amas de scories, des fragments de tuyères, des tessons de céramique mais aussi des bases de fourneaux encore visibles. Les dimensions des fourneaux variaient. A l'intérieur de ces derniers, des scories sont piégées. Ces vestiges de la métallurgie ancienne du fer constituent des preuves matérielles de l'activité de la sidérurgie à Zoula. Il faut noter que l'on ne saurait réduire du minerai de fer sans qu'il en existe des mines d'extraction de ce minerai. C'est ce qui renforce la thèse selon laquelle qu'au cours de l'histoire, *myèlé* et *éshá-jál* ont été de grands pôles d'extraction de minerais devant servir à la réduction du fer. Les traces d'outils ayant servi à extraire le minerai de fer sont encore identifiables sur les parois de ces mines. Ensuite, le site *Pyɔ̀-byú* reste un symbole historique dans la mémoire des peuples riverains, car les deux (2) mines qu'il abrite ont servi de refuges aux résistants pendant la période coloniale et surtout lors de la révolte de 1915 en zone Nord-Nuna. Ozombié Bama est le Chef de terre qui a reçu les missionnaires catholiques à Zoula en 1912, refoulés de Koudougou avant de les convoyer à Réo auprès de *Pyɔ̀* Ognini Bassolé (pouvoir colonial)². C'est d'ailleurs sous la vision éclairée du grand-prêtre Ozombié que les populations de Zoula ont pris part à la résistance de 1915 dans le Nord-Nuna. Les résistants ont choisi les cavernes *myèlé* et *éshá-jál* de *Pyɔ̀-byú* comme base arrière pour réprimer les dérives des administrateurs coloniaux comme le témoignent ces propos de Bayili (1998 :38) : « A Gundi et Zula les archers foncent sur les reconnaissances » Etant escarpé, le site *Pyɔ̀-byú* constituait un terrain propice de combat en retrait des villages. Toute chose qui permettait

² Bama Ogo, entretien du 04-08-2024 à Zoula

d'éviter que les femmes et les enfants soient pris pour cibles. Des témoignages collectés sur le terrain il ressort que les résistants furent piégés et enfumés dans ces deux (2) mines sus citées. La colline *Pyɔ-byú* leur servit ainsi de sépulture. Selon Bayili (1998 :38) c'est au cours du mois de mars [1916] que la résistance à Zoula sera farouchement réprimée après de vifs combats. Mais comment la colline *Pyɔ-byú* abritant ces abris sous cuirasse est rentrée dans l'infrastructure religieuse traditionnelle des populations ?

Dans la conception ancestrale africaine, il n'existe nullement un quelconque polythéisme. C'est aussi l'avis de Bado quand il écrit : « Le monothéisme n'est pas l'apanage du christianisme ou de l'islam ou du judaïsme. Il y a un monothéisme africain que les religions dites révélées ne veulent pas reconnaître » (s.d., :15). Les sociétés du Burkina Faso ont toujours eu la notion de Dieu unique et sans associé. Comme c'est d'ailleurs reconnu dans les langues locales ainsi, dans la langue locale, le *lyèlé*, Dieu se dit Yi. Il est unique. Par ailleurs, Bama précise que : « Dans la tradition ancestrale africaine, ce qui relie l'homme à Dieu se manifeste par des choses matérielles concrètes. Il peut s'agir d'un bois, d'une rivière, d'un arbre, d'une montagne, d'une pierre, etc. » (2001 :76). C'est ainsi que les premiers habitants de Zoula c'est-à-dire les Bama ont sollicité la protection de la colline face à tout danger et sa bénédiction pour la prospérité. Ils ont choisi une pierre sur laquelle ils font des sacrifices. Le maître du culte est issu du clan des Bama. Celui-ci n'est personne d'autre que le *cé-cá-bal* (chef de terre). Des témoignages de nos enquêtés, nous distinguons trois (3) types de sacrifices selon leurs demandeurs. Ce sont les sacrifices demandés par des particuliers pour demander la protection et la bénédiction, les sacrifices faits par les garants de la tradition pour demander la protection du village, pour rendre grâce pour la saison écoulée, et les sacrifices fait à l'avènement de tout nouveau chef de terre. Le chef de terre est le plus âgé de la génération la plus ancienne. C'est ainsi que se fait la succession. Il est chef de terre et maître du culte à vie.

Il sied de s'attarder sur ce dernier type de sacrifice car il revêt un caractère politique et social hautement symbolique. Lorsqu'une personne est désignée comme le nouveau chef de terre, et que celui-ci décide de célébrer officiellement son accession à la chefferie de terre en promettant d'offrir un taureau à la colline *Pyɔ-byú*, de concert avec les notables, une date est choisie à cet effet. La nouvelle est propagée dans chaque clan à travers leurs représentants qui siègent au conseil de la chefferie de terre. Le *pyɔ-lwǎl* (quête pour la colline) est alors décrété. Le *pyɔ-lwǎl* consiste à envoyer les femmes des différentes concessions du village de Zoula comme émissaires dans les belles familles où qu'elles se trouvent pour informer de la date d'installation officielle du nouveau chef de terre et pour demander du soutien pour l'accomplissement des sacrifices et l'organisation des festivités. Les aides sont généralement composées de bétail (moutons, cabris), de la volaille (poulets), des céréales (mil, sorgho, petit mil), des cauris puis plus tard l'argent. Tous ces biens reçus des *càmmá* et *nə́kɔ́-byǎ* participent à la cérémonie. Chaque *kèlè* (concession) garde les dons reçus lors des sorties des femmes pour attendre le grand jour.

Bama (2001 :80) décrit ce grand jour de culte à la colline *Pyɔ-byú* par le nouveau Chef de terre en ces termes :

« Le jour de la cérémonie, le chef de terre, grand-prêtre officiant arrive sur le sanctuaire en tête d'une délégation au son des tam-tams et des flûtes. On voit converger de partout les membres de chaque famille désirant faire des sacrifices avec leurs animaux qui sont soit

des moutons, des cabris, des poulets soit du dolo et de la nourriture. Chacun remet son animal au chef de terre assis bien à vue au milieu des pierres avec ses notables. Il immole l'animal et répand le sang partout. Il faut noter que l'intéressé remet son animal à sacrifier après avoir dit ses intentions. Quant à la nourriture, elle est malaxée et versée sur les lieux du culte. Toute la bière du dolo est aussi versée après les incantations. Les gros animaux immolés font l'objet d'un partage et les petits sont cuits sur place. Le célébrant principal (grand-prêtre), au début de la cérémonie, invoque les esprits des ancêtres, demande la prospérité, la paix, la justice, les faveurs de la nature (pluie, bonne récolte) pour l'ensemble du village. »

Une fois le rituel accompli et les festivités débutées au lieu du culte, une grande pluie accompagnait les populations à redescendre de la colline³. Lors de l'avant-dernière cérémonie rituelle à la date du 18 Juin 1995 (Mangala Ossana Bama était le grand-prêtre), une grande pluie avait "préparer le terrain la veille des sacrifices". A la dernière cérémonie rituelle en date de Juin 2006 (Ogo Bama était le grand-prêtre), une pluie a encore réaffirmé la tradition. Après le rituel sur la colline, la fête continue dans les *kálsɛ*⁴(concessions). Toutes les différentes familles présentes dans le village reçoivent chacune ses alliés venus des autres villages du Nord-Nuna. Ils se partagent la nourriture et la bière de mil ; s'en suivent des danses au rythme des tam-tams et flûtes. Ainsi le nouveau chef de terre est officiellement installé et reconnu par les populations. L'intérêt qu'il y a à mobiliser beaucoup de ressources, et surtout les clans du village (les alliés, la nourriture, etc.), n'est pas seulement que festif, il est aussi diplomatique. Traditionnellement à Zoula, le culte de la terre n'est pas un élément fédérateur de tous les clans. En effet, chacun des trois clans qui revendiquent la primauté sur les terres de Zoula a son propre culte de la terre. Il s'agit des clans des Bakala, des Bama et des N'do. Cependant, ce grand rassemblement qui d'ailleurs reste l'unique événement traditionnel autour duquel tous les clans de Zoula se retrouvent, permet un rapprochement entre les clans à travers le partage. Cette cérémonie permet également de rappeler et d'appeler à renforcer les liens de familles qui existent entre lignages et d'autres lignages dans d'autres villages proches ou lointains. Le caractère sacré de la colline *Pyɔ-byú* se manifeste par la croyance à l'existence de génies qui y habitent. Les populations pensent également que certains enfants y sont issus, d'où les toponymes *Opyɔ* (homme) et *Epyɔ* (femme), tous deux signifiant colline. Ces prénoms sont l'aboutissement de deux (2) démarches. Dans un premier temps, lorsqu'un couple tarde à avoir un enfant, il peut aller solliciter l'aide et la bénédiction de la colline à travers un sacrifice. Lorsque le vœu se réalise et que la femme conçoit, à l'accouchement, l'enfant est nommé *Opyɔ* ou *Epyɔ* car le couple estime qu'il est le don de la colline. Dans un deuxième temps, lorsque l'enfant est malade de façon chronique, les *vùrɔ* (oracles) sont consultés. Ceux-ci peuvent révéler que l'enfant est issu de la colline. Par conséquent, un sacrifice doit être fait à la colline en guise de réparation et l'enfant nommé *Opyɔ* ou *Epyɔ* selon qu'il est du sexe masculin ou féminin. Selon les témoignages émanant des enquêtes orales, ces sacrifices aussitôt faits, la situation sanitaire de l'enfant s'améliore. Tous les enfants qui portent les noms *Opyɔ* ou *Epyɔ* chez les Lyéla ne

³ Bama Ogo, entretien du 04-08-2024 à Zoula

⁴ Kansono Emoua, entretien du 16-09-2024 à Zoula

sont pas tous issus de la colline *Pyɔ-byú*, mais quelques-uns, pouvant être de Zoula ou d'autres villages y sont issus. Ainsi, la croyance à la capacité de la colline *Pyɔ-byú* d'exaucer les vœux est si profonde que sa sacralité ne souffre d'aucun doute au sein de la population. En somme, disons que le site *Pyɔ-byú* reste une richesse inestimable aux yeux des populations quoique l'orpaillage s'y soit installé.

-Genèse de l'implantation de l'orpaillage du site Pyɔ-byú

À l'image du pays, la commune de Réo a connu un boom minier ces dernières décennies. L'orpaillage à Zoula a commencé en novembre 2008. Il est le résultat de chercheurs d'or locaux venus de Kyon, un département de la province du Sanguié. L'implantation du site d'or dans le quartier *Pyɔ-kurà* est le résultat d'une série de concertations entre les chercheurs d'or et les autorités coutumières du village et celles communales à Réo. Un consensus avait été trouvé entre les différentes parties afin de permettre un bon fonctionnement du site. Quand bien même les populations locales voyaient en cette installation du site d'or, une source de revenu qui allait offrir à la jeunesse une stabilité économique, elles étaient aussi soucieuses de la désorganisation de la société dont était déjà victime certaines zones minières. C'est pourquoi les autorités coutumières avaient mis en place un conseil de suivi des activités sur le site. Ce conseil avait pour rôle d'interpeller les fautifs sur leurs actes et aussi procéder à des remédiations. Des sacrifices étaient toujours initiés pour le bon déroulement d'exploitation aurifère. Au nombre de ces sacrifices, on peut retenir ceux exécutés après consultation afin d'éloigner le danger ; il y a des sacrifices après un cas d'éboulement comme étant une réparation et enfin, il y a des sacrifices collectifs ou individuels au quotidien pour demander la bénédiction des esprits de la colline. Cependant, malgré cette vigilance de départ des premiers responsables, il faut souligner que beaucoup des paramètres comme la délimitation de la zone concernée et la durée exploitation artisanale n'avaient pas été pris en compte. Ces éléments ont par la suite complexifié l'activité minière et la gestion du milieu naturel.

Au départ, l'exploitation de l'or qui exigeait la force des hommes valides pour le fonçage des galeries va voir arriver un nouveau groupe d'exploitants. Ce sont les femmes et les enfants qui vont eux aussi se lancer dans la recherche d'or en grattant la partie superficielle du sol ou en tamisant les tas de terre issue des galeries. Cette pratique a commencé à Zoula courant 2010 et se poursuit jusqu'à nos jours. Désormais, tout le village et ses environs (Gundi, Kukuldi, Kelsio, Ekulkoala, Réo) vivent au rythme du site minier. Au-delà de ces populations, ce sont les populations venues des autres villages de la province du Sanguié mais aussi du reste du Burkina Faso. On identifie notamment des Lyèla, des Moose, des Bissa, des Samo, des Yarcé, des Gurmantché, des Peulhs, des Togolais et des Sénégalais parmi les orpailleurs. Le site est un véritable pôle d'attraction communautaire. La répartition des tâches se faisaient en fonction de la capacité des hommes, selon le genre et selon la spécialisation. Les zones de teneur en or s'amenuisent. Dès lors, tout espace apparaît comme une zone susceptible de contenir de l'or et donc potentiellement exploitable. C'est ainsi que les orpailleurs issus du village ou venus d'ailleurs vont commencer à prospecter les alentours du site sacré, la colline *Pyɔ-byú*. Comme si cela ne suffisait pas, ceux-ci vont ouvrir des galeries au sommet de la colline. Toutefois, la vigilance des garants de la tradition permettra de recadrer l'activité vis-à-vis du site culturel. Toute chose à laquelle tous ont adhéré. Mais dans la perspective de la protection et de la

valorisation de ce site, les efforts des dignitaires de la tradition doivent être appuyés par d'autres actions.

-Perspectives pour la préservation du site Pyɔ-byú

De nombreux défis se posent au peuple burkinabè aujourd'hui. Il s'agit entre autres des défis sécuritaires, alimentaire et identitaire. Comment faire face à tous ces défis en même temps ? Faut-il prioriser l'un et l'autre ? On estime que tous ces défis peuvent être relevés à la fois si on prend conscience de l'importance de tous. La cohésion sociale peut se renforcer autour de la promotion des ressources identitaires communes. Cela permet de conjuguer les intelligences afin de dégager des pistes vers la stabilité et le développement durable. L'exploitation artisanale de l'or apporte certes des devises aux populations et à l'Etat. Cependant, cette activité peut s'avérer nuisible au patrimoine culturel des peuples. Plutôt que de combattre l'orpaillage, il est judicieux de s'appuyer sur les dispositifs règlementaires et juridiques pour envisager la description, la protection et la promotion du patrimoine culturel qu'est la colline Pyɔ-byú en mettant à contribution les orpailleurs qui se reconnaissent en ce patrimoine. En attendant que des fouilles archéologiques viennent mettre en lumière tout le potentiel archéologique et historique de la colline Pyɔ-byú il convient de : mener des actions d'informations et de sensibilisation à l'endroit des populations locales en générale et aux autorités coutumières en particulier de la richesse culturelle, historique et économique que présente la protection de ce patrimoine culturel qu'est la colline Pyɔ-byú ; entreprendre des démarches auprès des autorités communales et des acteurs en charge de la culture au niveau provincial pour que, sur la base des données issues des différentes études menées sur la colline Pyɔ-byú, le site soit inscrit comme patrimoine culturel, ce selon la lettre et l'esprit de la loi N°022-2023/ALT portant protection, sauvegarde et valorisation du patrimoine culturel au Burkina Faso ; mener un plaidoyer auprès des autorités communales et des acteurs en charge de l'environnement au niveau provincial afin qu'en collaboration avec les populations locales et les orpailleurs des actions soient entreprises dans le sens de la délimitation et de la préservation du site culturel qu'est la colline Pyɔ-byú, ce selon la lettre et l'esprit de la loi N°022-2023/ALT portant protection, sauvegarde et valorisation du patrimoine culturel du Burkina Faso.

Conclusion

La colline Pyɔ-byú est un élément du patrimoine culturel immobilier des populations de Zoula et environnants en ce sens qu'elle porte les témoignages d'un passé archéologique des populations qui ont vécu dans ses environs. Aussi, constitue-t-elle un lieu de culte lié à vie sociale et politique des peuples qui vivent dans ses environs. Cependant, l'exploitation artisanale de l'or quoique source de revenus pour les populations, entame cet espace sacré risquant ainsi d'ébranler la place qu'elle occupe dans la mémoire et la conscience collective des populations. Des recherches plus poussées permettront de dégager davantage ce qui fait du Pyɔ-byú un patrimoine culturel immobilier à préserver.

Références bibliographiques

Liste des informateurs

Noms et Prénoms	Age	Fonction	Statut	Date/lieu de l'entretien
BAMA Ogo	80	Cultivateur	Doyen de lignage	04-08-2024 à Zoula
BAMA Nébila	90	Cultivateur	Doyen de lignage	04-08-2024 à Zoula
BAMA Moussa	55	Cultivateur	Président du conseil villageois de développement de Zoula et responsable du site minier	25-07-2024 à Zoula
BAMA Rodrigue	32	Orpailleur	Riverain du site aurifère	02-04-2025 à Zoula
KAMBOULE N.B. Romuald	29	Agent contrôleur des Eaux et Forêts	Chef de service départemental de l'environnement de Réo	23-08-2024 à Réo
OUEDRAOGO Rasmané	37	Agent contrôleur des Eaux et Forêts		23-08-2024 à Réo
GANEMTORE Yaya	/	Administrateur des services touristiques et hôteliers	Directeur provincial de la culture du Sanguié	23-08-2024 à Réo
KANSONO Emoua	73	Ménagère	Une doyenne du clan Bama	16-09-2024 à Zoula

Bibliographie

- Bado, N. (s.d.). *Jò, ville nouvelle. Sociologie et éthique (première ébauche)*, Réo, S.I.S.A, 100.
- Bama, P. (2001). *Histoire du peuplement de Zoula*, mémoire de maîtrise, Ouagadougou, 153.
- Bassole Z. (2017). *Perception paysanne de l'impact de l'orpaillage sur le milieu de Zoula dans la commune de Réo*, mémoire de maîtrise, Koudougou, 91.
- Bayili B. (1998). *Religion, droit et pouvoir au Burkina Faso, les Lyɔ̀lɔ̀ du Burkina Faso*, Paris, L'Harmattan, 469.
- Simpore L. (2005). *Eléments du patrimoine culturel physique du riungu de Wogdogo (Burkina Faso), approche archéologique et historique*, thèse de doctorat unique (archéologie africaine), Ouagadougou, 733.

LE PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE DE YIMIOUGOU (COMMUNE DE KORSIMORO) FACE A L'EXPLOITATION MINIERE : INVENTAIRE DES SITES, STRATEGIES DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Silamane SAWADOGO

Doctorant en Archéologie à l'Université Norbert Zongo

silamanesawal33@gmail.com

Nongma Nestor ZONGO

Université Nazi Boni

nestorzongo@gmail.com

&

Serge Stéphane SANOU

Université Yembila Abdoulaye Toguyeni

sanousergestephane@yahoo.fr

Résumé : L'exploitation minière constitue une source importante de revenu pour l'Etat Burkinabè. Au cours de ces dernières décennies on assiste à une véritable prolifération des sociétés minières sur toute l'étendue du territoire. Ces projets d'exploitation minière de grande envergure constituent de véritables menaces pour le patrimoine archéologique. En vue de protéger ce patrimoine, l'Etat Burkinabè adopté des lois règlementaires. Malgré leur existence, et surtout de leur insuffisance, les entreprises minières opèrent sans tenir compte des impacts sur les sites archéologiques. Ce triste constat est une réalité dans la commune de Korsimoro dans la région du Centre-Nord où la société minière Bissa-Gold SA, dans le cadre de son extension a obtenu un permis d'exploitation. La présente communication présente l'inventaire du patrimoine archéologique identifié dans le périmètre minier ; les enjeux liés à la destruction de ces sites et propose des pistes de sauvetage et de sauvegarde des buttes anthropiques, des vestiges métallurgiques.

Mots clés : patrimoine, archéologie, mine, protection, Korsimoro

THE ARCHAEOLOGICAL HERITAGE OF YIMIOUGOU (KORSIMORO MUNICIPALITY) IN THE FACE OF MINING OPERATIONS: INVENTORY OF SITES, STRATEGIES FOR PROTECTION AND PRESERVATION

Abstract: Mining constitutes an important source of income for the Burkinabe State. Over the last few decades, we have witnessed a veritable proliferation of mines across the entire territory. These large-scale exploitation projects constitute real threats to archeological heritage. In order to protect this heritage, the Burkinabé State has adopted regulatory laws. Despite their existence but also insufficient, mining companies operate without taking into account their impacts on archaeological sites. This sad observation is a reality in the commune of Korsimoro where the mining company BISSA-GOLD SA, as part of its expansion, obtained an operating permit. This communication presents the inventory of the archaeological heritage identified in the mining perimeter; the issues linked to the destruction of these sites and proposes avenues for rescuing and safeguarding this heritage.

Keywords: heritage, archeology; mine, protection; Korsimoro

Introduction

Yimiougou est un village de la commune de Korsimoro, dans la Région du Centre Nord. Le village regorge d'importants sites archéologiques riches et variés. Ils se composent de restes d'habitats, de nécropoles, de vestiges relatifs à la production ancienne du fer et des biens culturels et culturels appartenant aux populations actuelles. Parallèlement, le village est également riche en ressources minières notamment l'or. Ces dernières années, la prolifération de l'exploitation minière tant artisanale qu'industrielle que connaît le Burkina Faso entraîne la destruction des vestiges enfouis dans le sous-sol sans qu'aucune mesure adéquate ne soit prise pour leur protection. Des études d'impacts environnementaux sont imposées par l'Etat aux sociétés et souvent réalisées par des responsables des mines, cela n'est pas le cas pour le volet du patrimoine culturel malgré l'existence de lois et textes juridiques réglementaires relatifs à la protection et la valorisation du patrimoine culturel archéologique. Malheureusement, force est de constater que les compagnies minières au Burkina Faso appliquent rarement ces textes. Ainsi, face à la multiplication très rapide des grands projets d'exploitations minières qui détruisent des biens ethnographiques et archéologiques, constitués de lieux de mémoire, de lieux sacrés et culturels importants, il devient urgent d'intégrer désormais les exigences de la protection du patrimoine culturel et culturel qui constitue une source incontournable pour la connaissance de l'identité historique des communautés et une ressource pour la promotion du tourisme culturel dans le cadre des projets de délocalisation volontaire et involontaire des communautés. C'est ainsi que dans le cadre de l'Etude d'Impact Environnementale et Sociale que doit effectuer la Société High River Gold Mines pour l'obtention d'un permis d'exploitation aurifère dans la zone de Yimiougou, localité située dans la commune de Korsimoro, nous avons été sollicités pour mener une étude sur le volet « archéologie et ethnographie. Le séjour sur le terrain nous a permis de nous rendre compte du potentiel archéologique de la zone. Quels sont les sites archéologiques susceptibles d'être impactés par l'exploitation minière ? quelles sont les actions à entreprendre pour le sauvetage et la protection de ces sites ? Ainsi, l'objectif de ce travail est de dresser un bilan du potentiel archéologique identifié dans le périmètre minier de Yimiougou; les enjeux liés à la destruction de ces sites et propose des pistes de sauvetage et de sauvegarde. La méthodologie dans le cadre de ce travail a consisté à recherche documentaire, les enquêtes orales auprès des populations et enfin la prospection sur le terrain.

1. Sites archéologiques identifiés dans la zone d'emprise du projet

La prospection archéologique que nous avons effectuée dans la zone d'emprise du projet minier de Yimiougou qui s'étend sur 24 km de périmètre a permis de mettre en évidence trente-huit (38) sites archéologiques (Cf. carte n°1). Ces sites se composent de trois (03) buttes anthropiques, de deux (02) anciennes mines d'extraction du minerai de fer et trente-trois (33) ateliers de réduction du minerai de fer. Il faut retenir que des biens ethnographiques ont été également identifiés. Mais, on se contentera dans le présent de présenter seulement les sites archéologiques.

1.1 Les buttes anthropiques

Parmi les sites archéologiques que regorge la zone d'emprise du projet, l'on note la présence de buttes anthropiques. Leur présence sur le site témoigne de l'existence des communautés humaines dans cet espace à un moment donné de l'histoire. Les buttes anthropiques sont des accumulations de matériaux dues à l'action humaine. Elles sont particulièrement précieuses pour la compréhension de l'histoire de la zone d'étude. Sur le permis de Yimiougou, trois (03) grandes buttes ont été inventoriées. Nous retenons qu'elles furent des anciens habitats autrefois occupés par les populations actuelles¹ de la zone ou par des peuples qui ont migré vers d'autres régions². Ces buttes anthropiques se caractérisent par la présence de nombreux tessons de céramique aux dimensions et aux morphologies variables avec des décors multiples et bien conservés et des outils lithiques (meules, broyeurs, percuteurs, etc.).

-La butte anthropique n°1 (30P0690414 ; 1429865)

C'est une butte anthropique de taille réduite d'environ 10 m de diamètre (Figure n°1). Elle est située au milieu d'une clairière, à proximité d'une colline. La présence de poteries enterrées, une tradition funéraire dogon selon (Koté, 2012 :288) laisse penser à un ancien cimetière. Selon le même auteur, « L'utilisation de jarre comme mode d'inhumation est une pratique qui s'observe depuis la région du centre jusqu'à celle du Nord. Les fouilles réalisées sur quelques-unes des nécropoles à jarres dans les régions du Nord et du Sahel ont permis de dater cette pratique entre le V^e et le XV^e Siècle de notre ère » (Koté, 2012 :288). Outre ces vestiges, nous y avons trouvé des tessons de céramique très fragmentés et une poterie complète *in situ* avec des décors en majorité réalisés à l'impression roulée. Cependant, selon la tradition orale, ce fut le premier site du village de Yargo. Avant que la butte ne soit détruite par le ravin qui la traverse et des futurs travaux miniers, des fouilles archéologiques sur ce site permettraient de savoir si le site n'a pas connu deux occupations d'une part, et situer chronologiquement la fondation du village de Yargo d'autre part si l'on s'en tient à la tradition orale.



Figure 1 : Butte anthropique n°1 considérée comme premier site du village Yargo

Source : SAWADOGO Silamane, mars 2017

¹ Lors de nos entretiens avec les populations locales, certains sites archéologiques sont revendiqués et attribués à des populations actuelles. C'est le cas par exemple de la butte anthropique n°1

² Par contre certains sites sont attribués aux hommes d'avant notamment au Ninisi et aux Kibsi-Dogon

-La butte anthropique n°2 (30P0690151 ; 1429719)

La butte est assez étendue et parsemée de tessons de céramique (Figure n°2). Elle couvre une superficie d'environ 1000 m². Certaines céramiques sont décorées tandis que d'autres sont érodés. Leurs épaisseurs sont comprises entre 2 mm et 13 mm. Elle est située dans un champ de culture à proximité des concessions du village de Yargo. Les espèces végétales rencontrées sont *Sclerocaria bierra*, *Combretum micrantum*. Le site forme une pente orientée Nord-Sud et est attribué aux premiers habitants du village de Napamboumbou.



Figure 2 : site présumé des premiers habitants de Napamboumbou
Source : SAWADOGO Silamane, mars 2017

-La butte anthropique N°3 (30 P 06 89541 ; 1426623)

Il s'agit d'une butte anthropique assez grande de forme circulaire de 100 m de diamètre (Figure n° 3). Sur ce site, des vestiges archéologiques ont été identifiés. Ils se composent de tessons de céramique, des fragments de meules et de broyeurs. L'on y note également la présence de fragments de scories. Situé au milieu d'un champ, le site est menacé par les activités agricoles. Contrairement aux deux premières buttes, elle n'est pas revendiquée par les populations actuelles.



Figure 3 : Vue de la butte anthropique n°3
Source : SAWADOGO Silamane, mars 2017

-La butte anthropique n°4 (30 P 0685892 ; 1424257)

Située sur une petite colline au nord à environ 1 km du village de Ilartenga, la butte anthropique n°4 (Figure n°4) est un ancien habitat qui couvre une aire d'environ 600 m². Les vestiges caractéristiques de ce site sont constitués de tessons de céramique très fragmentés et éparses, d'épandage de quartz, de meules et de broyeurs. Une route traverse la butte du Nord au Sud. Les eaux de ruissellement ont complètement endommagé le site. Il est légèrement incliné vers le Nord. Elle n'est également pas revendiquée par la population actuelle. Outre les buttes anthropiques, des sites relatifs à sidérurgie ancienne ont été découverts.



Figure 4 : Vue de la butte anthropique n°4
Source : SAWADOGO Silamane, mars 2017

2. Les sites sidérurgiques

La commune de Korsimoro dans la province du Sanmatenga, fut une région de production ancienne du fer de grande importance (Serneels et al., 2014 :27). Les conditions géologiques, climatiques et humaines de la zone furent, en effet, déterminantes dans le développement de cette industrie. De nombreux centres métallurgiques se sont formés autour de villages habités par des forgerons comme la zone d'emprise du projet minier autour de Yimiougou. Des vestiges relatifs à la production ancienne du fer composés de deux (02) anciennes mines de fer et trente-trois (33) ateliers de réduction ont été identifiés sur l'étendue de la zone d'emprise du projet.

2.2 Les anciens sites d'extraction du minerai de fer

-Les anciennes mines de fer

Deux anciennes mines de fer ont été identifiées lors de nos investigations sur le terrain. La mine de fer n°1 est située à environ 1 km au Sud-Est du village de Tang-zougou, la mine se localise aux coordonnées géographiques (30P0690628 ; 1428724). Le site se matérialise par des puits d'extraction du minerai de fer situés au flanc d'une colline sacrée (Figure n°5). Son environnement géographique est caractérisé par la présence de nombreuses espèces végétales épineuses rendant difficile son accès. Selon les traditions orales, elle était exploitée par la plupart des métallurgistes du « *komberé* » de Yimiougou. De nombreux ateliers de réduction se localisent à proximité de la mine.

La seconde mine de fer n°2 de coordonnées géographiques (30P0689599 ; 1428437) est composée de plusieurs puits qui sont tous comblés (Figure n°6). Elle est située au milieu d'une chaîne de collines au sud du village de Yargo. Le paysage minier est dominé par des espèces végétales tels que *Guiera senegalensis*(wiliwiga), *Burkea africana* (siiga), *Butyrospermum parkii* (taaga), *Balanites aegyptiaca* (kekliga), *Parkia biglobosa* (ronga), *Cassia sieberiana* (kubr saka) et *Combretum micranthum* (randga). Non loin de cette aire minière, l'on dénombre quatre (04) ateliers de réduction du minerai de fer. Sur ce site, le décapage serait également utilisé pour extraire le minerai de fer.



Figure 5 : mine de fer n°1

Source : SAWADOGO Silamane, mars 2017



Figure 6: mine n°2

-Les ateliers de réduction du minerai de fer

« Un atelier de réduction est un espace où des déchets du travail métallurgique (scorie dispersées, ferrières) attestent d'une production ancienne du fer » (Birba, 2016 p. 34). Dans la zone du projet minier au total trente-trois (33) ateliers de réduction du minerai de fer ont été répertoriés. Ils se caractérisent par la présence de vestiges sidérurgiques constitués de bases de fourneau plus ou moins arasées, des fragments de parois et de tuyères et des quantités énormes de scories. « L'étude morphologique de ces objets est un moyen efficace pour comprendre la dynamique des fourneaux » (Serneels et al., 2012 :25). Ainsi, l'étude des vestiges métallurgiques sur les différents sites découverts à Yimiougou permet de mieux caractériser les types de fourneaux qui ont été utilisés, c'est-à-dire les différentes traditions techniques. Toujours selon (Serneels *et al.*, 2012 : 25) une tradition technique se définit sur la base de l'organisation spatiale des espaces de travail, des caractéristiques techniques et architecturales des fourneaux ainsi que l'assemblage des déchets. Lorsque toutes les caractéristiques sont identiques, il n'y a pas de doute que l'on a affaire à une seule et même tradition technique. Par contre, on constate que certains aspects peuvent montrer une variabilité, ce qui amène à définir des variantes au sein d'une même tradition technique. Partant de cette définition, et en nous basant sur l'architecture des fourneaux existants ainsi que la nature des déchets notamment les scories et les tuyères usagers, on peut émettre l'hypothèse qu'au moins trois traditions sidérurgiques ont été développées dans la zone d'emprise du projet à Yimiougou.

Au regard de leur nombre, nous les avons regroupés par traditions techniques suivant leur similitude du point de vue fonctionnel. Suivant cette logique, trois traditions techniques ont été identifiées.

2.3 Les ateliers de la première tradition technique

Cette tradition est caractérisée par l'utilisation de grandes bases de fourneaux dont le diamètre externe est compris entre 120 et 140 cm (Figure n°6). Dans les *ateliers de réduction n°1* (30P 0690490 ; 1429890), *n°2* (30P0690561 ; 1429870), *n°6* (30P 0689520 ; 1428585) *n°11 et 12* situés dans le village de Yargo, c'est une vingtaine de bases de fourneau qui ont été identifiées sur chaque site. La majorité des scories sont de gros blocs associés à de grosses tuyères. Dans l'*atelier de réduction n°9* (30P0687958 ; 1426122) qui s'étend sur environ 200 m de longueur et 150 m de largeur, c'est une quarantaine de bases de fourneau plus ou moins bien conservées qui ont été identifiées. La superstructure résiduelle de certains fourneaux atteint 50 cm de hauteur. Leur disposition ne suit pas un ordre apparent. Les parois sont épaisses de 20 cm et comportent des couches de revêtement. Les matériaux de construction sont essentiellement du banco, de fragments de tuyères et des scories. Les scories caractéristiques de l'atelier sont de gros blocs et accessoirement des scories coulées dans des tuyères en forme de carottes. Les tuyères sont de grandes tailles. Outre cet atelier nous avons recensé treize (13) autres ateliers qui ont les mêmes caractéristiques (Cf. Tableau annexe). De ce qui précède, les fourneaux utilisés dans cette tradition seraient ceux à ventilation naturel. Le site est sérieusement menacé par les premiers travaux de la mine. Il est impératif de mener des fouilles préventives sur ce site avant le démarrage des grands travaux. En attendant que des sondages puissent nous apporter plus de détails sur cette tradition, on peut dire qu'elle se rattache à la tradition KRS 2 étudié et datée du 11^e -13^e siècle AD (Serneels et al., 2012).



Figure 7 : Reste de fourneau de l'atelier n°9

Figure 8: Scorie coulée (atelier n°9)

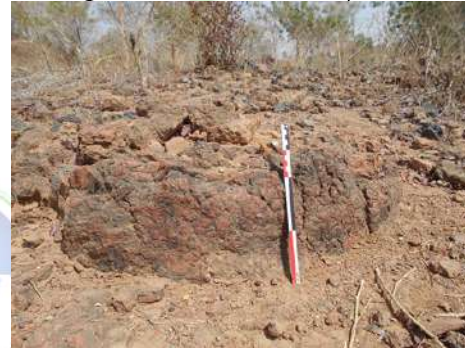


Figure 9 : Vue de l'atelier n°12

Figure 10: Base de fourneau de l'atelier n°12

Source : SAWADOGO Silamane, mars 2017

2.4. Les ateliers de la deuxième tradition technique

Les ateliers de cette tradition sont caractérisés par des scories spongieuses et en calottes ainsi que des fragments de parois et de grosses tuyères (Figure n°7). Deux ateliers caractéristiques de cette tradition ont été identifiés. Il s'agit de l'atelier de réduction n°4 qui a pour coordonnées (30P0689314 ; 1430727). Ce site de réduction est localisé au milieu des concessions des forgeons actuels de Yargo. Selon les traditions orales recueillies sur place, cet atelier fut l'œuvre des ancêtres des forgerons BAMOGO de Yargo. Aucune base de fourneau n'est visible mais aux dires des forgerons actuels, l'usage des fourneaux à tirage forcé y était la règle. Le site est traversé par un ravin qui constitue une menace. Le second site est l'atelier de réduction n°5 au coordonnées géographiques (30P0689179 ; 1429350). Il est également caractérisé par la présence des scories spongieuses associées à des fragments de grosses tuyères qui semblent être des collecteurs. Cela indique que nous avons à faire à des fourneaux dont le mode opératoire est le tirage forcé. Son environnement est parsemé de *Balanites aegyptiaca*.



Figure 11: Vue de l'atelier n°4



Figure 12 : Scorie spongieuse de l'atelier n°4



Figure 13: Vue de l'atelier n°5



Figure 14: Tuyère de l'atelier n°5

Source : SAWADOGO Silamane, mars 2017

2.5. Les ateliers de la troisième tradition technique

Cette tradition est caractérisée par l'utilisation de petites structures de réduction appelées *fononsé* (Figure n°8) en langue locale *mooré*. Selon Kiethaga « le fonoga est un petit fourneau qui comporte une seule ouverture à l'est où l'on fixe une tuyère communiquant avec des souffles. Il ne dépasserait pas 30 à 40 cm de profondeur » (1996 :415). Deux ateliers de réduction caractéristiques de cette tradition ont été recensés. Il s'agit de l'atelier de réduction n°3 (30 P 0690340 ; 1429798) qui est caractérisé par la présence d'une douzaine d'unités distantes d'environ quinze mètres. Ils sont très groupés et l'écart entre eux ne dépasse pas 40 cm (Figure n°15). De forme circulaire, les bases de fourneaux ont un diamètre moyen d'environ 25 cm et l'épaisseur des parois dont le matériau de construction en le banco d'environ 5 cm. A l'intérieur de chacune de ces constructions en banco se trouve piégé une masse compacte de scorie de couleur noirâtre.

Sur le second site (atelier de réduction n°7) de coordonnées (30P0689510 ; 1428575) situé au flanc d'une chaîne de collines, trois ensembles d'une centaine d'unités distants d'environ 30 m ont été identifiées. Les fourneaux sont très groupés et l'écart entre eux ne dépasse pas 50 cm. La hauteur de bases de fourneaux ne dépasse pas le niveau du sol actuel. Chaque fourneau conserve toujours son bloc de scorie qu'il a produit. Ce site traversé par un ravin est fortement menacé par l'érosion hydrique (Figure n°16). A Korsimoro elle s'identifie à

la tradition KRS 4 daté au 17^e siècle AD (Serneels et al. :2012). Il s'agit de fourneaux à usage unique. Au regard de l'importance des sites archéologiques ainsi inventoriés, il nécessaire que des mesures soient prises pour préservation et la protection de ce patrimoine.



Figure 15: Atelier de réduction n°3



Figure 16 : vu de l'atelier de réduction n°7

Source : SAWADOGO Silamane, mars 2017

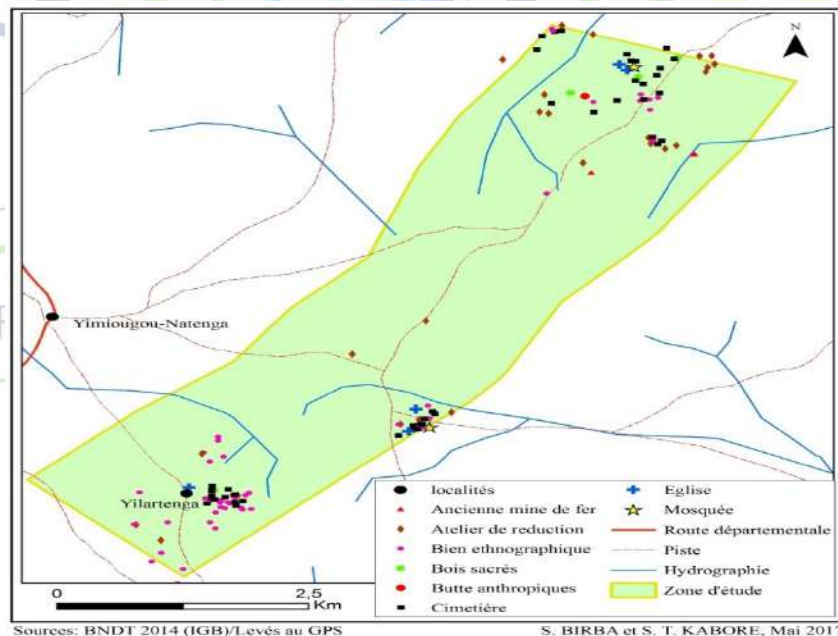


Figure 17: La carte de localisation des sites ethnographiques et archéologique de la zone d'étude

3. Les mesures de protection et de sauvegarde des sites archéologiques répertoriés

De l'inventaire qui précède, nous retenons que la zone d'emprise du projet d'exploitation minière à Yimiougou recèle d'importants sites archéologiques. Ils constituent un héritage culturel d'une grande importance pour la compréhension de l'histoire du peuplement de la zone. En effet, ces sites renferment des valeurs d'ordre historique, social, culturel, scientifique et

techniques et leur destruction constitue une perte irréparable des informations sur les savoirs et savoir-faire de ces anciens occupants. De ce fait, il est un impératif que des actions adéquates soient entreprises pour la sauvegarde et la valorisation de ce patrimoine. C'est pourquoi nous proposons les actions suivantes : poursuivre la documentation des sites localisés à proximité des éventuelles fosses qui seront réalisées ; décrire, collecter systématiquement et conserver avec soins certains vestiges (tuyères, céramique) pour des études ultérieures ; mener des fouilles préventives avant le démarrage des travaux de la mine surtout les ateliers de réduction importants tels que les ateliers de réduction n°3 ; n°7 ; n°9 et n°12 ; circonscrire et sécuriser certains sites non fouillés ; suivre régulièrement la mise en pratique de toutes les recommandations proposées.

Conclusion

La prospection effectuée dans le cadre de l'étude d'impact archéologique et ethnographique dans la zone d'emprise du projet minier de la Société Minière High River Gold à Yimiougou, nous a permis d'identifier de nombreux sites ethnographiques et archéologiques. La plupart de ces sites sont situés dans la zone d'emprise du projet. Au regard de leur intérêt social et scientifique, il est impératif de prendre en compte les recommandations que nous avons formulées afin d'instaurer une attente réelle entre les différentes parties prenantes du projet, à savoir les responsables de la Société Minière High River Gold, les populations des sept (07) villages ainsi que la communauté scientifique que nous sommes. Comme l'a suggéré (Diamitani, 1988, p. 88) « l'histoire de l'homme se nourrit de la connaissance des civilisations disparues : il importe donc que les vestiges archéologiques soient mis au jour, étudiés, conservés en fonction des méthodes et principes élaborés par la communauté scientifique ». Aussi, il est nécessaire de mettre en place une bonne stratégie de communication pour la mise en œuvre des recommandations formulées. Comme perspective, il convient de noter que la nature des sites et des vestiges identifiés témoigne de la permanence de l'occupation humaine de la zone d'étude. Leur étude détaillée contribuera à n'en pas douter à la connaissance et à la promotion de l'histoire des communautés concernées.

ANNEXE

Les sites archéologiques répertoriés dans la zone d'emprise du projet minier de Yimiougou

N°	Nature du site	Coordonnées GPS		Observations
		X	Y	
Ateliers de réduction du minerai de fer				
01	Ateliers de réduction	0690471	1430169	Atelier de forme circulaire avec quelques scories de petites tailles.
02	-	0690481	1430139	Atelier caractérisé par des gros blocs de scories.
03	-	0690490	1429890	Atelier caractérisé par des gros blocs de scories.
04	-	0690561	1429870	Atelier caractérisé par des gros blocs de scories et des fragments de parois.
05	-	0690340	1429798	Atelier caractérisé par des gros blocs de scories et des scories en forme de carottes et des fragments de parois.
06	-	0690254	1429783	Atelier caractérisé par des gros blocs de scories et des fragments de parois.
07	-	0690117	1429696	Atelier caractérisé par des bases de fourneau en ruines.
08	-	0689993	1429678	Présence de bases de fourneau
09	-	0690048	14296205	Présence de parois de fourneau associées à des scories.
10	-	0689620	1430586	Atelier caractérisé par de gros blocs de scories
11	-	0689314	1430727	Atelier caractérisé par de gros blocs de scories
12	-	88721	1430196	Atelier caractérisé par de gros blocs de scories
13	-	89137	1429648	Atelier caractérisé par de gros blocs de scories
14	-	0689179	1429350	Atelier caractérisé par de gros blocs de scories
15	-	0689520	1428585	Atelier de réduction en mauvais état de conservation. Il est impératif de mener des sondages sur ce site avant les grands travaux.
16	-	0689510	1428575	Atelier caractérisé par de gros blocs de scories
17		0690487	1429888	Atelier caractérisé par de gros blocs de scories
18	-	0690760	1430073	Atelier caractérisé par de gros blocs de scories
19		0690740	1430001	Atelier caractérisé par de gros blocs de scories
20	-	0690801	1430254	Atelier caractérisé par de gros blocs de scories
21	-	0690195	1428881	Atelier caractérisé par de gros blocs de scories
22	-	0690172	1428977	Atelier caractérisé par de gros blocs de scories
23	-	0690336	1428801	Atelier caractérisé par de gros blocs de scories
24	-	0690448	1428855	Atelier de réduction caractérisé par des petites bases de fourneau.
25	-	0687958	1426122	Vaste atelier de réduction assez bien conservé. Il est impératif de mener des sondages sur ce site avant les grands travaux.
26	-	0687228	1426606	Atelier caractérisé par des épandages de scories de petites tailles.

27	-	0686089	1423408	Atelier caractérisé par des épandages de scories de petites tailles.
28	-	0685327	1422702	Atelier caractérisé par des épandages de scories de petites tailles.
29	-	0685080	1422948	Atelier caractérisé par des épandages de scories de petites tailles.
30	-	0685080	1422948	Atelier caractérisé par des épandages de scories de petites tailles.
31	-	0687707	1424597	Présence de parois et quelques scories enfouies
32	-	0687895	1424584	Présence de petites bases de fourneau.
33		0688214	1424699	Présence de bases de fourneau
Les anciennes mines de fer				
34	-	0690628	1428724	Paysage minier situé au milieu de nombreuses collines.
35	-	06 89 59 9	14 28 437	Mine au flanc d'une colline
Les buttes anthropiques				
36	-	0690414	1429865	Présence de tessons de céramique
37	-	0690151	1429719	Présence de tessons de céramique
38	-	0690151	1429719	Présence de tessons de céramique et des meules.
39	-	0685892	1424257	Présence de tessons de céramique de décors variés.

Références Bibliographiques

- BIRBA, N. (2016). Vers l'archéologie préventive au Burkina Faso. Etude d'impact archéologique dans la zone minière de Ronguen (commune de Sabcé-Burkina Faso) : Etat des lieux et perspectives de protection et de valorisation du patrimoine archéologique. *Rev. hist. arch. afr.*, *GODO GODO*, 28-2016.
- BIRBA N. (2016). la sidérurgie ancienne dans la province du Bam (Burkina Faso) : approche archéologique, archéométrique et ethno historique, Thèse de doctorat, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, 534 p.
- DIAMITANI B. (1988). Patrimoine et conservation au Burkina Faso. Ecole d'architecture de Marseille-Luminy, centre habitat tiersmonde. Certificat d'études approfondies en architecture (CEAA), 95 p.
- KIETHEGA, J. B. (1996). *La métallurgie lourde du fer au Burkina Faso*. Paris I Panthéon - Sorbonne.
- KOTE, L. (2012). ARCHEOLOGIE, PATRIMOINE ET PROMOTION TOURISTIQUE DANS LA REGION DU CENTRE NORD AU BURKINA FASO. Presse Universitaire de Ouagadougou, Nouvelle serie volume 12(12), 2067-2306.
- Serneels, V. & al., (2014). Origine et développement de la métallurgie du fer au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Avancement des recherches en 2013 et quantification des vestiges de Korsimoro (Burkina Faso). *Jahresbericht der Schweizerisch-Liechtensteinische Stiftung für Archäologische Forschungen im Ausland SLISA*, pp. 65-112.
- Serneels, V. & al., (2012). Origine et développement de la métallurgie du fer au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Premiers résultats sur le site sidérurgique de Korsimoro (Sanmatenga, Burkina Faso). *Jahresbericht der Schweizerisch-Liechtensteinische Stiftung für Archäologische Forschungen im Ausland (SLISA)*, pp. 23-54.

SERNEELS, V. (1998). La chaîne opératoire de la sidérurgie ancienne. In : *Feugère, M. ; Serneels, V., (Eds.), Recherches sur l'économie du fer en Méditerranée nord-occidentale*. Monagnaca : Monique Mergoil, Monographies instrumentum, pp. 7-44.



LE PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE DU KOMBERE DE KIRGUTENGA (SANDBONDTEGA, BURKINA FASO)

Jean Sylvestre Wendmanegdé OUEDRAOGO

Doctorant en Archéologie et préhistoire africaine

Laboratoire d'Archéologie et Histoire des Arts et Techniques (LAHAT)

Université Joseph Ki-Zerbo (UJKZ)

Burkina Faso/Ouagadougou

wendsos9@gmail.com

Résumé : Cet article est une petite synthèse des données historiques et archéologiques de notre mémoire de maîtrise sur le Komber de Kirgutenga. Ce dernier est l'un des 13 Kombemba du royaume de Boussouma. C'est une entité traditionnelle de dix-sept villages, située dans la partie occidentale de la province de Sandbondtenga et fondée par Yāndfo. Les études archéologiques dans cette zone ont livré plusieurs types de vestiges qui montrent l'occupation humaine ancienne et récente de ce territoire. Cet article soulève d'abord, la question de la création de Kirgutenga, ensuite de la typologie des vestiges qui s'y trouvent et enfin, de leur état de détérioration et de conservation. Il a pour objectif à cet effet, de faire un rappel sur les étapes de la fondation de cette entité traditionnelle et de caractériser les sites et les vestiges et leur état général de dégradation.

Mots-clés : Patrimoine, Archéologie, Sites, Vestiges, Kirgutenga.

THE ARCHAEOLOGICAL HERITAGE OF THE KOMBERE OF KIRGUTENGA (SANDBONDTEGA/BURKINA FASO)

Abstract : This paper reviews is a short synthesis of historical and archeological data of our master's dissertation on Komber (district) of Kirgutenga. This district is one of the 13 Kombemba of the Kingdom of Boussouma. It is a traditional entity of about tens villages situated in the western part of Sandbondtenga province and founded by Yāndfo. The archeological studies in this area have delivered several types of vestiges which show recent an ancient human occupation from this territory. This paper reviews first raises the question of the creation of Kirgutenga, then the typology of the remains found there and finally, their state of deterioration and keeping.

Keywords: Property, Archaeology, Sites, Remains, Kirgutenga.

Introduction

Depuis l'introduction de l'archéologie dans les études universitaires au Burkina Faso à partir de 1976, plusieurs régions du pays ont été couvertes d'investigations archéologiques qui ont permis d'identifier des traces d'occupations de plusieurs périodes. Ainsi, allant des non-spécialistes aux archéologues de métiers, nationaux comme expatriés, tous ont contribué à éclairer un tant soit peu l'histoire de ce pays à travers des thèmes aussi variés tels que : « *la préhistoire et les industries lithiques et les arts rupestres, la paléo-métallurgie (or, fer, cuivre), les*

habitats anciens avec les mobiliers, les armes, les parures, etc. » (Kiéthéga, 1996, p. 19). Le Kombere de Kirgutenga dans la province de Sandbondtenga et relevant du royaume de Busma, a connu ses toutes premières études archéologiques grâce au programme de recherche du laboratoire d'archéologie initié par le Professeur Jean Baptiste KIETHEGA. Il signala la présence de traces de la métallurgie ancienne du fer à Fourra, un village situé dans la province de Sandbondtenga à l'ouest du Kombere (Kiéthéga, 2009). Grâce à ses travaux sur cette partie du pays, nous disposons d'informations de premier degré sur l'archéologie en général et surtout sur la métallurgie ancienne du fer en particulier. Par la suite, nos recherches archéologiques entreprises en 2013-2014 dans le cadre d'une étude pour la réalisation d'un mémoire de maîtrise nous ont permis de signaler la présence de diverses cultures matérielles dans le Kombere de Kirgutenga (Ouédraogo, 2014). Ainsi, nous nous posons la question sur les circonstances de la fondation de cette entité, la diachronie des caractères typologiques des vestiges archéologiques de la zone, de même que sur l'état actuel de leur dégradation ? Ce présent article a pour objectif de contribuer à la connaissance de l'histoire du peuplement actuel ainsi qu'à celle des preuves attestant de l'occupation ancienne et récente de la zone.

1. Méthodologie

La méthodologie employée pour la réalisation de cette étude combine deux méthodes : les enquêtes orales et les prospections archéologiques. La première s'est effectuée en se basant sur un questionnaire précis élaboré sous forme de fiches. Tous les entretiens ont été enregistrés à l'aide d'un dictaphone. Au total une dizaine de personnes ressources ont été interrogées à propos de l'histoire du peuplement du Kombere. Ces enquêtes orales, en plus d'apporter des données sur l'histoire de la fondation de cette entité territoriale, ont également facilité l'identification des sites archéologiques retraçant l'itinéraire de certaine population actuelle. La seconde méthode constitue la prospection archéologique. Elle a été motorisée au cas où les pistes sont bien dégagées et pédestre dans les champs, sur les collines et les lits des cours d'eau. La prospection pédestre a été largement la plus utilisée. D'une manière générale, la prospection archéologique a été aléatoire mais parfois ciblée. Comme au niveau des enquêtes orales, la méthode prospective a aussi nécessité l'usage de fiches préalablement élaborées pour faciliter le recensement des sites selon leur nature.

2. Résultats

2.1 Brève histoire de la zone d'étude

Le Kirgutenga (Kirgoutenga) est l'une des 13 principautés (Kombɛɛmba) du royaume (riungu) de Boussouma (Busma) (Ouédraogo, 2014). Il est situé au Nord-ouest de celui-ci et scindé en deux blocs par le Kombere de Diguila. Le premier bloc, constitué de plusieurs villages est entouré sur toutes ses parties Nord et Est par Picktenga ; à l'Ouest par le Risiam et au Sud par Diguila. Le second quant à lui, est limité dans sa partie Nord-est par le Picktenga, au Nord-ouest par Diguila, au Sud-est par le Busma, au Sud par Yimiugu et à l'Ouest par Mane. Le relief du Kombere s'inscrit dans l'un des deux ensembles topographiques que comporte le territoire du Burkina Faso. Il s'agit de la pénéplaine sur matériaux cristallin (Pion, 1979). Cet ensemble est essentiellement caractérisé par deux unités géomorphologiques à savoir : « les plateaux latéritiques sur roches sédimentaires et les chaînes de collines birimiennes sur roches

cristallines » (PCD/KAYA, 2018. p. 12). « Les plateaux latéritiques ont une altitude comprise entre 300 et 350 m. Ils se caractérisent par des escarpements, des dépressions périphériques gravillonnaires et des plaines sédimentaires traversées par des bas-fonds assez érodés » (Pion, 1979, p.6).

Quant aux chaînes de collines birimiennes, « elles se caractérisent par des sommets tabulaires ou arrondis très marqués par le phénomène de cuirassement ferrugineux ou bauxitique » (Ilboudo & Wenmenga, 2009, p.11). Les collines se regroupent en chaînes où elles se disposent linéairement les unes par rapport aux autres avec des pentes raides ou convexo-concaves. Ces collines culminent entre 484 m et 511 m d'altitude. Le Birimien se compose ainsi de roches intrusives (dolérites, gabbros, granodiorites...) et volcaniques (basaltes, andésites, rhyolites, tufs ...). Ces roches, disséminées dans la zone étudiée et sur toute l'étendue du territoire burkinabé, sont partout recouvertes par les formations latéritiques de la couverture sédimentaire (Ouédraogo, 2017). Les vestiges que nous étudions ont bénéficié de cette richesse géologique pour exister.

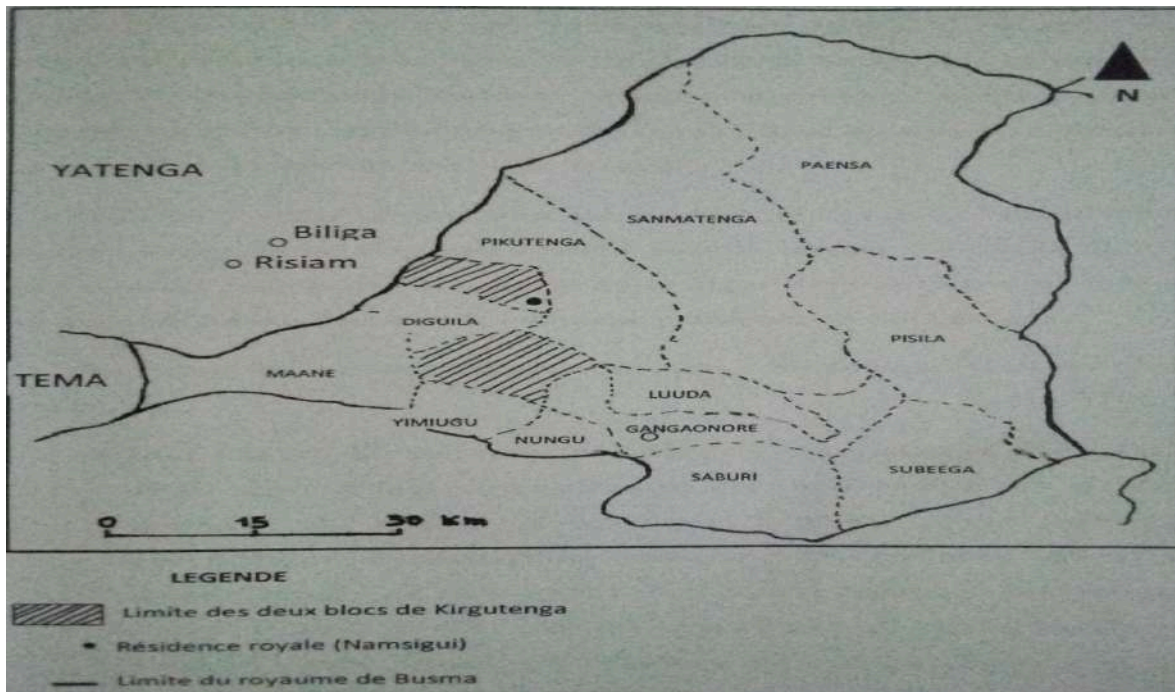
Sur le plan historique, l'histoire du Kombere est peu connue. Les rares écrits existants sur la zone, permettent de signaler qu'avant la période coloniale (1896), le Kirgutenga semble avoir été peuplé de Kibsi (Izard, 2003 ; Chéron, 1924), de Nĩnsi, et de Yõnyõose (Sawadogo, 1999). « Les Nakombse seraient arrivés plus tard et leur installation a favorisé celle d'autres peuples comme les Yarse et les Peuls ». (Ouédraogo, 2014. p. 2). Ainsi, c'est à partir de Naaba Paazānga que le Kombere commença à fixer réellement ses limites territoriales. À ses débuts, il était incorporé dans le Risiam, l'une des principautés du Moogo située au Nord-ouest du royaume de Busma. Le territoire de Kirgutenga avait à sa tête le prince « Yāndfo, un fils de Moogo Naaba Zwetembusma ou Zoetre-busma qui deviendra le 9^{ème} successeur de Wubri selon M. Izard (2003). Il semblerait qu'entre ces dates (1607 ? /1608 ? -1629 ? /1630 ?), celui-ci est appelé au trône du Moogo suite à la mort de son père, Zoetre-busma » (Izard, 2003. p. 309). Yāndfo fit de son fils, Paazānga, son successeur à la tête du futur Kirgutenga. Mais, ce dernier mourut sans avoir constitué définitivement les limites du Kombere. À sa mort, explique S. Sawadogo (2019) :

“Son fils Naaba Wagesdo ordonna le transfert de sa dépouille à Ouagadougou sans les moindres conditions de conservation du corps et c'est ainsi que sur le chemin le corps en état de putréfaction avancée dégageait une odeur horrible. Les traditions orales racontent que les porteurs ont dû utiliser des herbes pour éviter que la pue ne coule dans leur bouche. Sur ces entrefaites, un peul alla alerter le Moogo Naaba Yāndfo, que la dépouille de son fils arrivait mais était dans un état déshonorant et le prince Wagesdo, son petit fils était en train de massacrer les porteurs de la dépouille. C'est ainsi que Naaba Yāndfo donna des instructions de l'enterrer sur place à Tagala, dans un des villages du Kombere. Ainsi, il y resta définitivement d'où le nom Paazānga.” (Sawadogo, 2019:26).

Après lui vint son fils Naaba Wagesdo qui, grâce à ses conquêtes contribua à étendre le territoire. Mais il a fallu le règne de Naaba Kirga, fils de Naaba Piiga, pour asseoir définitivement les limites du territoire. « C'est lui qui acheva les conquêtes et donna ainsi son nom à tout le territoire de ses ancêtres. Ainsi Kirgutenga signifierait « terre ou territoire de Kirga » (Ouédraogo, 2014:12). Après la mort de ce dernier, à partir de 1806 une querelle de succession aurait éclatée, divisant le Kirgutenga en deux parties autonomes dont une partie est rattachée

au Risiam et l'autre partie intégrée au Busma. Michel Izard reconnaît aussi l'existence de ces deux entités et soutient qu'il y'avait « deux Kirguitenga de deux lignées distinctes ayant même origine » (Izard, 1970, p. 160). Le Kombere de Kirgutenga dans le Sandbondtenga, objet de notre travail, compte de nos jours une dizaine de villages d'où plusieurs vestiges archéologiques ont été identifiés.

Figure n°1 : localisation de la zone d'étude



Source : Fond de carte de D. Salif SAWADOGO, 1990.

Dessin : OUEDRAOGO J. Sylvestre W

2.2 La typologie des vestiges archéologiques du Kombere de Kirgutenga

« Les peuples vivent, et leurs souvenirs s'estompent dans la nuit des temps. Il existe pourtant un moyen de les retrouver et, partiellement, de les faire revivre » disait A. Gallay, (1986, p.126). L'archéologie est en effet, la science historique qui permet de faire ce rapprochement (Ouedraogo, 2014). La prospection pédestre fut la méthode de recherche utilisée pour cartographier ces sites. Elle nous a permis d'identifier plusieurs dizaines de sites et vestiges d'époques différentes dans plusieurs villages de Kirgutenga. Selon le comité intergouvernemental pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, on entend par sites : « Toutes œuvres de l'homme, ou de l'homme et de la nature, ainsi que les zones, y compris les sites archéologiques qui ont une valeur exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnographique ou anthropologique » (UNESCO, cité par Lassina, 1999, p.7). Quant aux vestiges, ils sont :

« L'ensemble de tout ce qui témoignent des activités, ou simplement de la présence ancienne des hommes en un lieu donné, qu'il s'agisse de ce qui reste d'eux-mêmes (ossements, dents), d'objets abandonnés volontairement ou involontairement, des traces qu'ils ont laissées en modifiant le milieu naturel (coloration, piétinement...) ou de l'organisation qu'ils ont introduite entre ces éléments. » (Leroi-Gourhan, 1997 :1153).

Ainsi, au total, 104 sites ont été répertoriés et peuvent être classés en sept types selon les vestiges identifiés. Il s'agit d'un atelier de meunerie, de buttes anthropiques avec des tessons de céramiques, atelier de meunerie (des meules et molettes), des vestiges métallurgiques, de buttes anthropiques combinées de nécropoles, de ruines de palais, les greniers-puits (Bul-baoa) et des trous d'indigo (Gar-Bogdo).

Tableau n°1 : la typologie des sites et vestiges de la zone d'étude

N°	TYPES	NOMBRE
01	Atelier de meunerie	01
02	Buttes anthropiques avec des meules	31
03	Buttes anthropiques à jarres-cercueils	12
04	Sites à vestiges métallurgiques	55
05	Ruines de Palais	03
06	Site aux Greniers-puits (Bul-Baoa)	01
07	Site aux trous d'indigo	01
	TOTAL	104

Sources : réalisé par Jean Sylvestre W. Ouédraogo

-L'atelier de meunerie

Il est situé dans le village de Bira, côté Sud-Est de ce village. Les vestiges identifiés sont constitués de 16 gros blocs de granite in situ dépassant parfois 1 mètre d'épaisseur et comportant au moins une surface polie et lisse (Figure 2 et 3). Selon certaine personne ressource¹, ces différents blocs de granite servaient comme meunerie aux Nā-Pogse (Femmes du Naaba). Ainsi, elles écrasaient les céréales comme le mil, le sorgho, le mil-germé pour la préparation du dolo (Bière de mil) et autres grains. Si pour B. Ouédraogo (2014) l'usage des vestiges étaient domestique, K. Sawadogo² (2014) soutient que « ceux-ci servaient à préparer les armes à la guerre. En effet, les guerriers du Kombere, c'est-à-dire les Tānsombondamba se servaient de ces blocs pour polir leurs armes de guerre. Il s'agit de haches, de sabres, de couteaux, de lances, de pointes de flèches ». Celui-ci ajouta qu'autrefois, ces mêmes vestiges ont permis le polissage des outils aratoires comme les dabas, les pioches et les faucilles.

¹ Benoît OUEDRAOGO, entretien du 28/12/2014 à Dapologo, Kaya.

² Karim SAWADOGO, entretien du 28/12/2014 à Bira, Kaya.

D'une version à l'autre, les propos qui ressortent de ces vestiges témoignent d'une utilisation avant l'époque précoloniale.



Figure 2 : un atelier de meunerie



Figure 3 : un bloc en granite à surface creuse, lisse et polie

-Les Buttes anthropiques

Les buttes anthropiques ici répertoriées éont plus ou moins un lien avec l'histoire de la fondation du Kombere. Parmi elles, la plus représentative est Bir-Kunkubri (Monticule de Bira). Comme son nom l'indique, c'est un monticule d'une superficie d'environ 500 m², de forme ovale avec une pente Nord-Sud. La végétation qui y règne est essentiellement composée de *Balanites aegyptiaca* (Kieglga) que l'on trouve par endroit. Ce site présente une grande quantité de tessons de céramiques très fragmentés et par endroit des poteries presque'entières in situ, un sol damé, des meules et des molettes fragmentés. Les tessons de céramiques sont constitués de bords, d'épaules, de panses, de fonds, de pieds et d'éléments de préhension. L'impression, la cannelure et l'incision sont les techniques de décors que portent ces tessons de céramiques trouvés sur ce site. Les habitants actuels de la zone ignorent tout, des auteurs de ce site. Cependant, sans en avoir des preuves convaincantes, certains estiment que ce lieu a certainement été une zone d'occupation Dogon (Kibsi). A cet effet, des auteurs comme, Marchal (1978) distingue plusieurs clans Kibsi qui ont vécu dans la zone. Il soutient que ce sont ceux « des clans Domno et Ono qui ont habité la plaine de Séno jusqu'aux collines de Kaya » (Marchal, 1978, p. 463), dont notre zone d'étude en fait partie. Certains archéologues ont même signalé la présence de ce genre de buttes dans d'autres localités du Burkina Faso et les attribuent aux Kibsi. Par exemple, au Nord du pays, la plupart des immenses buttes sont attribuées aux Kibsi et aux Kurumba (Kiethéga, 1996). Actuellement les Yōnyōose de la localité ont réoccupé une partie de la butte et y ont même fixé leur autel.

-Les buttes anthropiques à jarre-cercueils

Les buttes anthropiques à jarres-cercueils sont au nombre de 12 identifiées dans plusieurs villages. Sur ces sites, au moins 5 à 8 affleurements de jarres-cercueils (Figure 4 et 5) et de poteries enfouies ont été trouvées. Ces jarres-cercueils sont des grands récipients accolés par les bords et dans lesquels on plaçait plusieurs corps sans doute en inhumation successives

(Kiethéga, 1996, p. 32). Ils ont été mis au jours sous l'action de l'érosion. Également, des tessons de céramiques très épais, décorés et non décorés sont en abondance sur ces différents sites.



Figure 4 : Nécropole à jarre cercueil

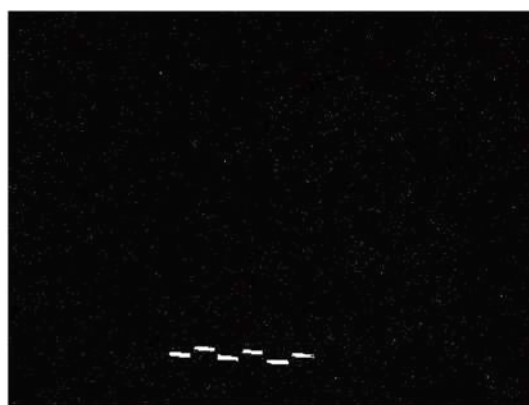


Figure 5 : Affleurement d'une jarre-cercueil

-Les vestiges métallurgiques

« Les scories de fer, les tuyères, les bases de fourneaux ainsi que les objets en fer sont des indices courants de l'existence de sites ou d'ateliers métallurgiques dans une zone » (Ouédraogo, 2014, p.35). Ces sites de réductions sont associés souvent à de la céramique ancienne. Dans le Kirgutenga, il existe plusieurs sites recelant de bases de fourneaux, de scories et de tuyères et même des objets en fer. Dans la métallurgie ancienne du fer, le fourneau est par définition selon Simporé (2013, p.64) : « un volume plus ou moins confiné, doté d'un aménagement d'arrivée d'air pour permettre la combustion ». Les bases constituent la partie restante lorsque toute la superstructure qui formait un fourneau à réduction du minerai de fer s'écroule (Ouédraogo, 2014). Sur 55 sites métallurgiques, plusieurs centaines de bases de fourneaux de diverses tailles ont été identifiées. Ainsi, de forme circulaire, toutes ces structures ont un diamètre intérieur mesurant entre 30 à 150 cm. Les parois mesurent entre 5 à 15 cm d'épaisseur. Elles sont construites généralement avec de l'argile de termitière. L'intérieur d'une structure en argile marque la présence d'un gros bloc de scorie de couleur sombre. Selon le diamètre des bases de fourneaux, les déchets de réduction, nous distinguons deux types de fourneaux dans la zone : ceux à petits diamètres et les fourneaux à grands diamètres. Selon Simporé (2013) et J-B. Kiethéga (1999) :

« Le fonoga (pl. fononse) ou petit fourneau à soufflets est très modeste, avec une hauteur tournant autour de 50 cm, un diamètre à l'ouverture comprise entre 22 et 35 cm et des parois d'épaisseur d'environ 7 à 10 cm. Les vestiges de fononse impressionnent par leur grande concentration sur de petites surfaces » (Simporé, 2013, p.66).

Le Boanga ou fourneau à induction directe est construit toujours en brousse, à proximité d'un point d'eau, le boanga se caractérisait d'abord par sa hauteur ; avec ces 5 à 6 m, il serait le plus haut fourneau de toute l'Afrique occidentale ; il se caractérisait aussi par les nombreuses ouvertures à sa base. Les diamètres des vestiges de ce type de fourneau [...] sont de l'ordre de 80 à 150 cm tandis que l'épaisseur de leurs parois est comprise entre 5 à 10 cm. Ce fourneau était par la suite doté de tuyères par lesquelles l'air alimentait l'intérieur (Kiethéga, 1999, p.201). Ainsi, à travers ces deux définitions, nous constatons que le Kombere de Kirgutenga fait

partie de l'aire des Boose selon la répartition du Burkina Faso en province métallurgique proposée par Jean Baptiste Kiethéga.



Figure 6 : base de fourneau, type boanga



Figure 7 : des vestiges de fononse

-La Ruine du palais de Sebgo

Les ruines sont connues sous le nom de Raboodo (demeures-abandonnées) en langue locale moore au Burkina Faso. Celle que nous étudions est connue sous l'appellation « Naaba-Segb-Raboogo » ou « demeure de Naaba Sebgo » par les habitants. Elle s'étend sur plusieurs centaines de mètres de long et longe le pied d'une colline côtoyant le village Bira. Le site est parsemé de quelques espèces végétales composées de *Balanites aegyptiaca* (Kieglga) et d'*Acacia pennata* (Kāanse). Le site présente plusieurs types de vestiges d'habitats à savoir les pans de mur, un sol damé, des traces de grenier et de meunerie.

-Greniers ancestraux (*Tēn Kudm-Bāoa*)

Les Tēn Kudm-Bāoa se trouvent sur une colline, nommée Tāng-Saale. Ce sont des greniers creusés sous forme de puits sur la roche gréseuse de ladite colline. Nous en avons dénombré treize, disséminés sur le site. Ils sont tous dégradés, mais quatre greniers en état de dégradation moins avancée paraient nous livrer plus d'informations sur leur morphologie. À moitié vide, de 0,3 m à 1,5 m de profondeur, en observant ceux-ci et sur la base des informations recueillies, nous retenons que chaque structure peut avoir trois parties à savoir : Une ouverture : elle est de forme circulaire pour l'ensemble des greniers du site avec un diamètre qui varie entre 30 cm à 40 cm. L'ouverture est taillée en laissant un bord de 5 à 8 cm d'épaisseur à 20 ou à 30 cm de profondeur. Ce bord rétrécit l'ouverture et servait à retenir un dispositif de fermeture. Après l'ouverture, il y'a la partie interne en forme de panse ovoïde ou cylindrique avec un diamètre qui varie entre 80 à 150 cm. Les parois sont visiblement bien taillées avec parfois d'encoches, facilitant la descente.

La troisième et dernière partie, est le fond ou la base. Il est selon les personnes ressources, plat ou convexe. La présence dans ces greniers de débris de toutes sortes ne nous a pas permis d'apprécier avec précision la profondeur exacte, ni de la forme exacte du fond. Selon

notre guide, ces vestiges atteignaient 2 m de profondeur pour ceux de forme ovoïde et 1-1,2 m pour ceux de forme cylindrique.



Figure 8 : ce grenier mesure 1,50 cm



Figure 9 : l'ouverture mesure 40 et 28 cm

-Les puits d'indigo

Communément appelés Gar-Bogdo (trous d'indigo), ces vestiges sont localisés dans l'Est du village de Zimiidin. Sur une butte anthropique d'une quarantaine de mètre de diamètre, nous avons dénombré une trentaine de trous d'indigo (Figure 10) creusés profondément dans un sol cuirassé par des spécialistes d'indigo. Ces trous sont disséminés sur le site et se trouvent dans un état de conservation très critique car ils sont à la merci de tout passant, des eaux de pluies et de ruissellements. Néanmoins, quelques-uns permettaient de les décrire. Tous de forme cylindrique (Figure 11) avec un diamètre variant entre 30 à 70 cm. Le plus profond malgré la présence de déchets mesure 1,20 m. Ils présentent tous des parois internes construites avec un matériau dont les sources locales ne nous ont pas permis de préciser les composantes. Néanmoins, en les observant, nous constatons la présence d'argile, de fragments de scories et une autre matière de couleur blanchâtre servi surtout pour crépir l'intérieur (Ouédraogo, 2017). D'après Simporé sur la construction des Gar-Bogdo :

« Le fond était recouvert d'une matière imperméable comme une dalle en béton. Ce béton était fabriqué avec de la latérite et des poils de chèvre. Les parois, quant à elles, étaient crépies avec de l'argile noire qu'on pétrissait avec des fruits verts de gāanka (*Diospyros mespiliformis*) et un liquide qu'on obtenait en trempant, plusieurs jours durant du ānma ou écorce du fruit du roānga (*Parkia biglobosa*). » (Simporé, 2005, p.315).

Ces détails sont plus orientés sur la partie crépie que sur toute la paroi. Mais toujours à propos de la partie interne de ces structures, A. M. D. Kompaoré nous fait savoir qu'elle recevait un traitement spécial afin de la rendre étanche. Ainsi, dit-il :

« Du Zinka (latérite) est préparé et sert de ciment. À l'aide de petites pierres blanches ou de wanré (scories de fer) insérés dans le zinka, les parois et le fond du trou sont crépis. Le wanré atténue la potasse contenue dans le garé. Des poils de moutons sont souvent malaxés avec le zinka. Lorsque l'intérieur du Garbulga est bien sec on cherche du bois sec, en l'occurrence du bois de Gantuudu, qui est mis dans le garbulga. Du feu est allumé durant 7 jours à l'intérieur. Puis, on le remplit d'eau pour constater l'infiltration ou non. Quand le garbulga ne l'aspire pas, il est fonctionnel. Tous ces préparatifs durent au minimum 15 jours. » (Kompaoré, 1986, p.98).

À partir de cette description, nous comprenons alors les raisons de la présence des scories et la couche blanche dans les différents trous que nous avons identifiés sur ces vestiges.



Figure 10 : le site à puits d'indigo

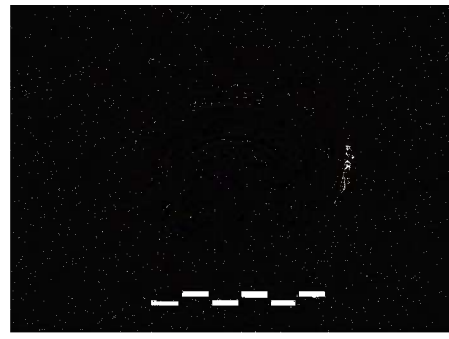


Figure 11 : un puits d'indigo à paroi crépis, construite avec des scories

2. Discussion

Les sites répertoriés constituent des preuves incontournables dans la compréhension de l'occupation humaine dans ce territoire. Ils montrent que le territoire du Kombere a été pendant longtemps occupé par une diversité de population avec chacune sa culture technique. Cependant il est à noter que ces biens sont de nos très menacés. Les menaces constituent l'ensemble des facteurs qui dégradent un site. Bergeron & Rémillard, (2021, p.136) les définissent comme : « l'ensemble des événements, circonstances, contraintes physiques qui agissent sur un site ». C'est aussi « tout ce qui vient des êtres vivants et qui agissent négativement sur un bien de toute nature » (Ouédraogo, 2014, p. 79). De nos jours, deux facteurs menacent ces vestiges : l'action jumelée de l'homme et de la nature. À nos yeux, l'action de l'homme est la plus nocive pour la plupart des vestiges archéologiques. Notons qu'il ne s'agit pas de vandalisme avéré, mais de destruction involontaire liée à l'ignorance de l'importance de ces sites pour la reconstitution de l'histoire du pays en général mais particulièrement de la zone d'étude. Dans le Kombere de Kirgutenga, certains sites et vestiges sont ainsi réutilisés par les habitants à d'autres fins ce qui accélère leur détérioration. Cette action entraîne des changements irréversibles.

Sur le site des Bul-Baoa, en y jetant des blocs de pierres, du bois et en déformant les ouvertures en les taillants d'une autre manière, ces actions des bergers et des adolescents des villages environnants ont contribué à combler ces vestiges. Cela montre le faible intérêt que portent les populations autochtones à ces vestiges. Le facteur naturel déterminant qui dégrade les vestiges du Kombere de Kirgutenga est l'érosion mécanique provoquée autant par les vents que par la pluie et les eaux de ruissellement. Ainsi, des greniers sont déformés ou comblés par

les résidus du substrat rocheux transportés par les eaux de ruissellement. De même, des greniers se sont totalement effondrés par l'action des eaux de pluie. Face à ces actions des mesures conservatoires sont nécessaires. Selon certains auteurs, la conservation est « toute action visant à sauvegarder un bien culturel dans une perspective à long terme. Le but de la conservation est d'étudier, de documenter, de préserver et de restaurer les caractéristiques culturelles essentielles présentes dans la structure physique [...] d'un bien culturel... » (Bergeron & Rémillard, 2021, p. 133). Dans notre contexte, pour le moment, il s'agit d'étudier, de documenter et d'envisager des mesures préventives qui pourront atténuer la détérioration des vestiges. Des actions de sensibilisations pour la promotion d'une culture de préservation des biens historiques ont été initiées et ont touché les chefs de villages et les groupements de jeunes scolaires (Ouédraogo, 2014).

Conclusion

Les différentes prospections archéologiques ont été à l'origine de l'inventaire typologique des traces humaines que nous venons de présenter. Ces vestiges font de nos jours partie de l'histoire du peuplement de la zone. Ils traduisent la dynamique du peuplement et comportent des informations sur la vie quotidienne des anciens occupants. Cependant, force est de noter qu'ils sont actuellement tous exposés aux actions combinées de l'homme et de la nature. C'est dans l'optique de faire connaître ces biens archéologiques et de susciter à leur conservation que se situe l'intérêt de cette étude. Ces découvertes constituent un pas dans l'histoire des recherches archéologiques dans cette partie du Burkina Faso. Des investigations futures plus poussées à travers des fouilles sur ces différents sites ainsi que des datations permettront de mieux connaître non seulement l'identité des responsables de ces vestiges mais la chronologie de leur occupation.

Références bibliographiques

- Bergeron A. & Rémillard F., 2021, L'archéologue et la conservation, Vade-Mecum Québécois, 181 p.
- Cheron G., 1924, « Contribution à l'histoire du mossi. Traditions relatives au cercle de Kaya (Haute-Volta) », in : Bulletin du comité d'études historiques et scientifiques de l'AOF, 7(4), pp. 635-691.
- Gallay A., 1986, L'archéologie demain, Paris, Belfond, 320 p.
- Ilboudo H. & Wenmenga U., 2009, « Note préliminaire sur un indice de minéralisations sulfurées associées aux formations leptynitiques du centre-Est du Burkina Faso (Afrique de l'Ouest) », Bulletin de l'Institut Scientifique, Section Sciences de la Terre, Rabat, n°31, pp. 9-20
- Izard M., 2003, Moogo : l'émergence d'un espace étatique ouest-africain au XVI^e siècle, Paris, Karthala, 394 p.
- Izard M., 1970, Introduction à l'histoire des royaumes mossi, T.1-T.2, Paris, Ouagadougou, CNRS-CVRS, 434 p.
- Kiethéga J-B., 2009, La métallurgie lourde du fer au Burkina Faso : une technique à l'époque précoloniale, Paris, Karthala, 500 p.

- Leroi-gourhan A., 1997, Dictionnaire de la préhistoire, Paris, Quadrige/presses Universitaire de France, 1277 p.
- Marchal J-Y., 1978, « Vestiges d'occupation ancienne au Yatenga (Haute- Volta) ; une reconnaissance du pays kibga », in : cahiers de l'ORSTOM ; série Sciences humaines, vol. XV n°4, pp. 449- 484.
- Ouédraogo J. S. W., 2017, Etudes des vestiges archéologiques de la commune de Kaya (Sanmatenga), M. Master, Université Ouaga I, Pr. Joseph Ki-Zerbo, 130 p.
- Ouédraogo J. S. W., 2014, Le Kombere de Kirgutenga (Sanmatenga/Burkina Faso) : Approche archéologique et historique, M. M., U.O., 145 p.
- Pion J-C., 1979, Altération des massifs cristallins basiques en zone tropicale sèche. Étude de quelques toposéquences en Haute-Volta, ORSTOM, Ouagadougou, 231 p.
- Plan Communal de Développement/Kaya, 2010, 215 p.
- Sawadogo R., 1989, Archéologie des régions lacustres du bassin supérieur du Nankambé : une approche des tertres anthropiques, Rapport de DEA, U.O., FLASHS, Département d'Histoire et Archéologie, 56 p.
- Sawadogo S., 2019, Archéologie et Histoire du peuplement de la commune de Nasseré (province du Bam/Burkina Faso), M. Master, UNZ, 156 p.
- Simporé L., 2013, « Les fourneaux de réduction de minerai de fer à Korsimoro dans l'ancien royaume de Busma au Burkina Faso », in : L'aluminium et la calebasse : patrimoines techniques, patrimoines de l'industrie en Afrique, Université Technique de Belfort-Montbéliard, Paris 1 ; Panthéon-Sorbonne, p. 64
- Simporé L., 1999, Contribution à une connaissance du patrimoine culturel physique du Burkina Faso : cas des ensembles, sites et monuments du Riungu de Wogdogo, Rapport de DEA, U.O., FLASHS, Département d'Archéologie, 136 p.

Revue Scientifique des Sciences du Langage,
— Lettres, Langues & Communication —

IMPACT DE L'ORPAILLAGE ARTISANAL SUR LES SITES ARCHEOLOGIQUES DANS LA COMMUNE DE REO (PROVINCE DU SANGUIE/BURKINA FASO) : CAS DU VILLAGE DE ZOULA

Sévérin BADO

Doctorant en Archéologie africaine
Université Norbert ZONGO, Burkina Faso
severinbado91@gmail.com

&

Baka Jacques BADO

Doctorant en Archéologie africaine
Université Norbert ZONGO, Burkina Faso
bakajacquesbado@gmail.com

Résumé : La province du Sanguié, comme bien d'autres espaces de la région du Centre-Ouest, a été le centre de développement de plusieurs cultures matérielles attestant une occupation humaine durant des époques très anciennes. Selon les travaux d'impacts réalisés par Koté à Perkoa dans le Sanguié, les preuves archéologiques renvoient le peuplement de cette zone par des sociétés humaines depuis le Néolithique (Koté, 2012). Les investigations archéologiques effectuées dans le sud de la commune de Réo, village de Zoula ont permis de mettre en évidence des sites et vestiges archéologiques (des buttes anthropiques et des sites relatifs à la sidérurgie ancienne), dont l'histoire serait antérieure à celle des peuples actuels qui occupent le village. De nos jours, ce patrimoine archéologique fait face à une détérioration avancée liée aux activités de l'orpaillage artisanal pratiquées dans le village depuis 2008. Le présent article montre d'une part, les caractéristiques des sites et vestiges du village de Zoula et les impacts de l'exploitation aurifère sur ce bien archéologique. D'autre part, il est question des stratégies de sauvegarde et de valorisation de ce patrimoine qui renferme à son sein l'histoire de plusieurs groupes sociaux.

Mots-clés : sites archéologiques, sidérurgie, archéologie préventive, patrimoine archéologique, orpaillage artisanal.

IMPACT OF ARTISANAL GOLD MINING ON ARCHAEOLOGICAL SITES IN THE MUNICIPALITY OF REO (SANGUIE PROVINCE, BURKINA FASO): THE CASE OF THE VILLAGE OF ZOULA

Abstract: The province of Sanguié, like many other areas of the Center-West region, was the center of development of several material cultures attesting to human occupation during very ancient times. According to the impact work carried out by Koté in Perkoa in Sanguié, archaeological evidence points to the settlement of this area by human societies since the Neolithic (Koté, 2012). Archaeological investigations carried out in the south of the commune of Réo, village of Zoula, made it possible to highlight archaeological sites and remains (anthropogenic mounds and sites relating to ancient steelmaking), whose history predates that of the current people who occupy the village. Nowadays, this archaeological heritage is facing advanced deterioration linked to artisanal gold panning activities carried out in the village since 2008. This article shows the characteristics of the sites and remains

of the village of Zoula and the impacts of gold mining on these archaeological potentials. Finally, we will discuss strategies for safeguarding and promoting this heritage which contains within it the history of several peoples.

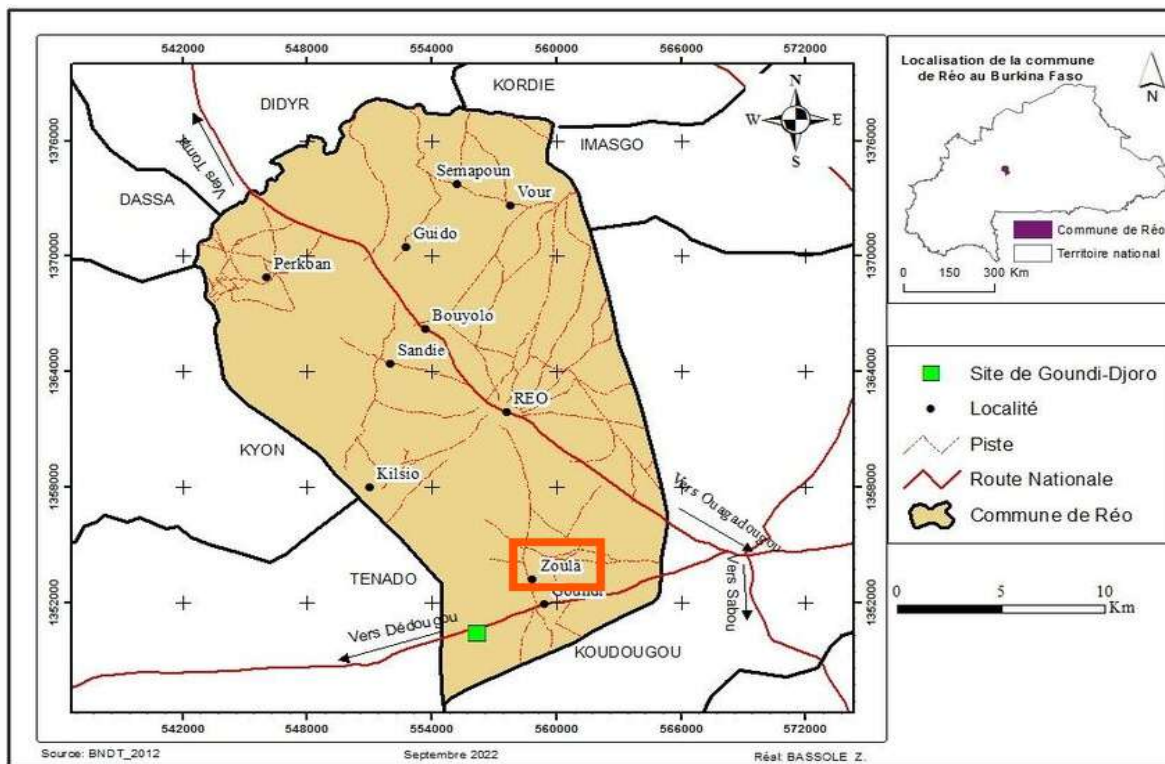
Keywords : archaeological sites, steel industry, preventive archaeology, archaeological heritage, artisanal gold panning.

Introduction

Depuis la Préhistoire, l'homme a toujours su dompter la nature à sa guise. De la pierre, il maîtrise les arts du feu (la céramique et la sidérurgie primaire). Dans plusieurs localités du Burkina Faso en générale et dans la région du Centre-Ouest en particulier, des sites et vestiges caractéristiques de cette longue période de l'histoire humaine, sont attestés (Kote, 2012 ; Sanou 2017, ; Bado, 2021 ; Bado, 2023). Dans la commune de Réo, ces travaux antérieurs ont permis de mettre en évidence des vestiges de la Préhistoire récente, constitués de haches polies. Aussi, des buttes anthropiques jonchées de tessons de céramique ont été identifiées dans la commune de Réo dont l'histoire des acteurs est décollée de celle locale actuelle. Cependant, ces recherches ont montré que la paléoméallurgie reste la culture matérielle la plus développée dans la commune de Réo (Koté, 2012 ; Bado, 2021). Cette situation pourrait s'expliquer par l'ingéniosité de la nature en faveur de cette activité purement locale. Dans le Sud de la commune de Réo, correspondant au village de *Zoula*, différentes campagnes de prospection archéologiques ont permis d'identifier une panoplie de sites archéologiques. Ils sont composés de buttes anthropiques sur lesquelles l'on trouve des tessons de céramique en abondance, du matériel lithique ainsi que des sites et vestiges relatifs à la production ancienne du fer. Cependant, depuis octobre 2008, l'exploitation artisanale d'or s'est installée dans le village de *Zoula* comme dans bien d'autres localités de la province. Cette forme d'extraction du métal or est reconnue comme une tradition des Burkinabè selon une étude réalisée en 2019 dans le Nord de la Côte-d'Ivoire par Konan (2019 : 57-58), lorsqu'il écrit « la forte présence de burkinabè dans l'activité d'orpaillage à Tougon s'explique par le fait que l'exploitation de l'or est une tradition au Burkina Faso ». Cette activité impacte négativement le riche patrimoine archéologique mis en évidence à *Zoula*. La problématique de cette étude est de proposer des stratégies de sauvegarde et de valorisation des différents sites et vestiges du périmètre minier de *Zoula*.

L'objectif de la présente étude est de dresser le bilan du bien patrimonial du village de *Zoula* et montrer les stratégies de leur protection et valorisation. Pour atteindre ces objectifs, les résultats de nos recherches sont présentés en trois parties. La première partie expose notre approche méthodologique adoptée pour ce travail. La deuxième partie présente les différents sites du périmètre minier de *Zoula*. La troisième et dernière partie propose les mécanismes de protection et valorisation de ce patrimoine archéologique.

Carte : Localisation du village de Zoula dans la commune de Réo



1. Méthodologie

Pour Coulibaly (2006 : 9), « *L'une des plus grandes exigences de la recherche scientifique est la méthodologie* ». Notre approche méthodologique pour ce travail qui n'a pas occulté cette exigence, s'appuie sur une démarche qui associe recherche et consultation des documents écrits relatifs à la gestion du patrimoine culturel, des travaux de terrain (prospection et sondage) et des enquêtes ethnographiques auprès des personnes ressources. Ainsi, la première démarche a consisté à la collecte des informations sur l'histoire du peuplement du village de Zoula et les acteurs des différentes cultures matérielles dudit village. Quant à la deuxième démarche, elle est consacrée à l'exploitation des ouvrages sur la question. Des centres de documentation de la ville de Koudougou et de l'UFR/LSH ont été ainsi fréquentés. Des fiches par thème et sous thèmes ont été élaborées pour faciliter notre lecture et rédaction. La dernière phase demeure celle du terrain. Elle est consacrée à la prospection pédestre pour identifier les différents sites de l'emprise minier. Plusieurs campagnes de prospection ont été organisées à cet effet. Si les résultats ont été concluants, c'est grâce aux fiches d'inventaire que nous avons élaborées. Aussi, sur le terrain, nous nous sommes munis de GPS pour les prises de coordonnées géographiques et un appareil photo pour les prises de vues. Un sondage sur deux bases de fourneaux de réduction a été aussi réalisé. Pour ce qui est du travail au laboratoire, aucune analyse chimique n'a été effectuée sur les vestiges. Nous nous sommes contentés des résultats des observations macroscopiques des vestiges. La conjugaison de ces différentes sources ont permis d'obtenir des résultats qui sont décrits dans les lignes suivantes.

2. Résultats : les sites archéologiques du village de Zoula

La présente partie propose une synthèse des différents sites et vestiges du village de *Zoula* et leur caractérisation. Il s'agit des buttes anthropiques et des sites archéosidéurgiques. Nous avons identifié deux (02) buttes anthropiques, deux (02) mines d'extraction du minerai et une dizaine d'ateliers de réduction du fer.

2.1 Les buttes anthropiques

La butte anthropique n°1 : Le site est situé à 3 km du village, aux bordures d'un ravin. Cette butte anthropique se localise aux coordonnées géographiques 30P 556638 et 1355940. Elle est composée d'un seul monticule de forme ovale d'environ 30 m de longueur et d'une hauteur d'accumulation d'environ 0,2 m. Elle est recouverte d'espèces végétales composées en majorité de *Vitellaria paradoxa* (karité), de *Zizyphus mauritiana* (Jujubier) et des arbustes. La butte anthropique est jonchée de tessons de céramique en surface avec des décors variés, de quelques poteries toujours enfouies et du matériel lithique comprenant des haches polies, des éclats et des broyeurs (**Figure 1**). Le site est caractérisé de très riches vestiges archéologiques, mais menacé par les activités d'exploitation artisanale d'or dans le village depuis 2008. Aussi, les populations y pratiquent la culture du *sorghum bicolor* (sorgho) pendant la saison pluvieuse période à laquelle le sol mouillé facilite la destruction des vestiges.

Figure 1 : Les vestiges de la butte anthropique n°1



Poterie enfouie



Tessons de céramique



Des outils de broyage



haches polies et éclats

Photos : Bado Séverin, Zoula, avril 2024

La butte anthropique n°2 : Située au Sud de la première d'environ 1 Km, la butte n°2 se localise aux coordonnées géographiques 30P 556640 et 1355939. Elle a une forme circulaire d'environ 20 m de diamètre. Le site est composé d'un grand monticule avec une hauteur de près

de 1,5 m. La végétation est composée d'arbustes. Une observation attentive nous a permis de repérer des tessons de céramique in situ. Aussi, le site d'habitat ancien est jonché d'énormes tessons de céramiques décorés à la roulette pour la plupart ou en association de plusieurs motifs décoratifs formant le composite. L'érosion a mis à jour certains tessons dans la partie Est du site. Sur la même butte anthropique, une structure de réduction du minerai de fer contenant un bloc de scorie piégée à l'intérieur a été identifiée rendant le site mixte (**Figure 2**). Les tessons de céramiques identifiés sur les deux sites présentent des caractéristiques similaires surtout les techniques décoratives dominées par la roulette et de décor complexe. En se référant aux deux buttes anthropiques, trois (03) cultures matérielles ont été identifiées. Il s'agit de la période de l'utilisation de la pierre dominée par les haches polies et broyeurs, de la production céramique associée à la production du fer primaire. Au regard de l'ancienneté du site, son histoire est déconnectée de celle locale. Aucune source orale n'a pu nous situer sur les auteurs de ces buttes anthropiques de l'emprise minier de *Zoula*.

Figures 2 : Les vestiges de la butte anthropique n°2



Vue d'ensemble du site

Une base de fourneau à scories piégée

Photos : Bado Sévérin, Zoula, avril 2024

2.2 Les sites sidérurgiques

Les sites et vestiges relatifs à la production ancienne du fer sont les plus abondants dans le périmètre minier artisanal de *Zoula*. Ils sont composés de mines d'extraction du minerai de fer et des airs de réduction du minerai de fer. Ces témoins matériels confirment davantage que le Sanguié reste un important centre de production locale du fer primaire.

- Les mines d'extraction du minerai de fer

Dans le village de *Zoula*, deux mines qui ont servi de lieu d'extraction du minerai de fer pour alimenter la production du fer ont été identifiées (Figures 3). La première est située à 1 km à l'Est du village aux coordonnées géographiques 30P 556523 et 1353691 et la deuxième à 5km au Nord du village aux coordonnées géographiques 30P 557065 et 1354599. Elles sont toutes situées sur des collines d'une dizaine de mètre d'altitude. La première est appelée *Tchitiandeul* par la population locale. La végétation des sites est composée d'espèces comme de *Guiera senegalensis* (*Wilinwiga*, en moré et *Eyafli* en lélé) ; *Lannea microcarapa* (*Lipoun* en langue locale lélé).

Deux systèmes d'exploitation du minerai de fer ont été décelés, le premier a vu le développement des galeries avec deux cavités aux profondeurs indéterminées, de 50 cm de hauteur avec des parois intérieures bien taillées. Quant à la deuxième dont la colline est appelée *Tiébià*, elle présente une petite excavation forcée dans la roche latéritique presque comblée. L'histoire des deux mines du village est méconnue des populations locales qui les attribuent aux gens d'avant. Au pieds des collines renfermant les mines, l'exploitation artisanale de l'or est pratiquée depuis une décennie. Cette activité, si rien n'est fait, risque d'endommager les deux mines dans les années à venir.

Figures 3 : les mines d'extraction du minerai de fer



Vue de l'intérieur de la galerie



Vue de près de l'excavation

Photos : Bado Sévérin, Zoula avril 2024

-Les ateliers de réduction du minerai de fer

Les ateliers de réduction sont les sites qui ont servi à la réduction du minerai de fer. Sur les ateliers de réduction, l'on rencontre des scories en abondance, des restes de fourneaux et souvent des fragments de dispositifs de ventilation. Le minerai y est souvent rare. À Zoula, nos campagnes de prospection ont permis de répertorier une dizaine d'ateliers de production du fer primaire. En fonction de la dimension des diamètres des structures de réduction identifiées sur les sites prospectés, nous avons classé les ateliers en deux catégories pour leur description : les ateliers aux fourneaux moyens à scories piégées et à ventilation naturelle et les ateliers des grands fourneaux à ventilation naturelles à usage multiple. Chacun des ateliers de réduction constitue une tradition technique employée par les acteurs.

-Les ateliers aux fourneaux moyens à scories piégées et à ventilation naturelle

Plusieurs ateliers de ce type de fourneau ont été identifiés (**Figure 4**). Ils se caractérisent par l'usage des fourneaux que nous considérons moyens en fonction des plus gigantesques. Leurs diamètres internes sont compris entre 70 et 100 cm. Le premier atelier de cette catégorie est situé au flanc d'une colline et identifiable aux coordonnées géographiques 30p 557638 et 1354036. Il s'étend d'Est en Ouest sur une aire d'environ 500 m². L'atelier se compose de trois amas constitués d'un faible taux d'accumulation au regard de l'activité agricole. Ces amas sont plus ou moins accolés et présentent les mêmes caractéristiques du point de vue vestiges. En effet, des fragments de scories coulées externes, de parois de fourneau de réduction du minerai de fer et des tuyères fragmentées abondent le site. Un deuxième atelier de ce type de fourneau

a été identifié. Il s'étend sur une superficie de plus de 100 m² à proximité d'un champ de mil. Il est situé aux coordonnées géographiques 30P 556750 et 1355254. L'atelier se matérialise par un amas de scories sur lequel sont implantées huit bases de fourneau arasés. Ces bases ont des diamètres internes compris entre 90 cm et 100 cm avec des parois d'une épaisseur moyenne de 06 cm. Les déchets métallurgiques les plus dominants du site sont les fragments de scorie coulée en cordons superposés et en plaques. Des briques en argile ont été les principaux matériaux de construction de la superstructure. L'atelier est perturbé par une piste rurale et les cultures.

Figure 4 : les ateliers des fourneaux moyens à ventilation naturelle réutilisable



Vue d'ensemble de l'atelier 1



Vue d'ensemble de l'atelier 2

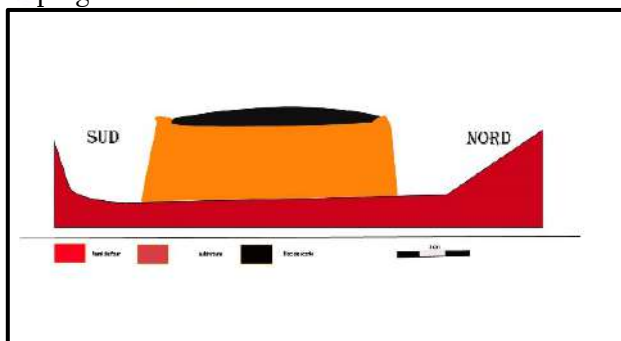
Photos : Bado Sévérin, Zoula 2024

Sur le deuxième atelier, deux bases de fourneau différentes ont fait l'objet de sondage pour comprendre leurs architectures et modes de fonctionnement. Après sondage de la première base située au Nord de l'atelier, nous avons observé un gros bloc de scorie piégée à l'intérieur du fourneau comme ceux de la tradition technique KRS1 mis aux jours par les travaux de Serneels (2012 : 30). Ce sont des types de fourneaux moyens à ventilation naturelle mais à usage unique (**Figures 5**). Ils présentent toujours une scorie piégée à l'intérieur de la base.

Figure 5 : fourneaux moyens à scories piégées et à ventilation naturelle non réutilisables



Vue d'une base à scorie piégée



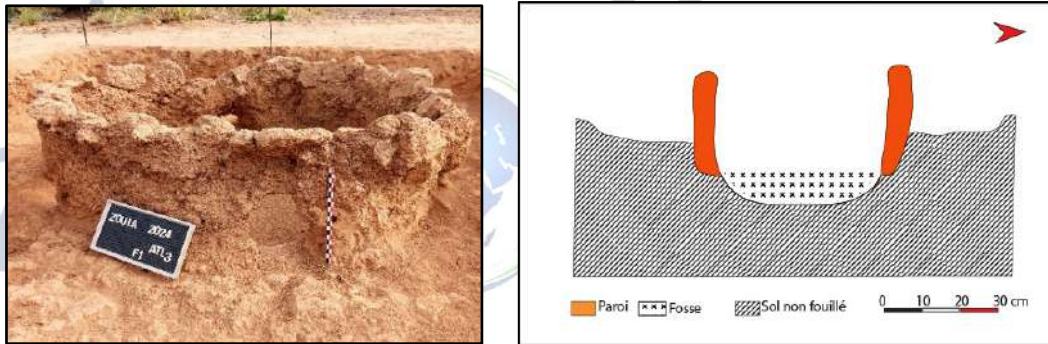
Plan d'une coupe du fourneau

Photos : Bado Sévérin, Zoula 2024

-Les ateliers aux grands fourneaux à ventilation naturelle réutilisables

De nombreux ateliers de réduction de fourneaux gigantesques ont été identifiés à Zoula. Un premier atelier identifié est constitué d'un amas de scories de forme circulaire d'environ 30 m de diamètre. Il a pour coordonnées géographiques 30P 557662 et 1354115. L'amas comporte une base de fourneau arasée de diamètre externe d'environ 110 cm. L'épaisseur de la paroi du fourneau est de 8 cm avec une hauteur résiduelle de 3 cm. Le matériau de construction est constitué de briques d'argile vacillant entre 15 cm et 20 cm de longueur et 5 à 7 cm d'épaisseur. Le second atelier n'est autre que le deuxième atelier de la première catégorie qui associe deux types de fourneau. Pour mieux comprendre la morphologie des fourneaux nous avons posé également un carroyage sur une base à grande dimension. Cette fois, la base était située dans la partie Sud de l'amas. En effet, après un décapage de 35 cm de profondeur, le substratum a été atteint et nous avons constaté qu'il n'existe pas de fosse. Le fourneau a été construit sur un sol damé. La base présente quatre embrasures destinées à recevoir les tuyères. Au regard de l'architecture, nous émettons que le système de ventilation naturelle fut la règle (**Figure 6**).

Figures 6 : grand fourneau à ventilation naturelle réutilisable



Vue d'une base de fourneau fouillée

La coupe du fourneau

Photos : Bado Séverin, Zoula 2024

Revue Scientifique des Sciences du Langage,
Lettres, Langues & Communication

Quant au troisième atelier, il est situé entre une colline au nord et une rivière au sud. Il a pour coordonnées géographiques 30p 557075 et 1356119 et constitué d'un amas de scorie de forme circulaire avec un diamètre de 20 m environ. L'atelier se compose d'énorme butte constituée d'accumulation de plusieurs gros blocs de scorie. Ils sont très compacts et lourds au milieu desquels émerge une base de fourneau arasée avec un diamètre interne qui avoisine 120 cm. L'épaisseur moyenne de la paroi est de 10 cm. La base est perturbée par des intempéries, des actions humaines et une termitière. De nombreuses tuyères cylindriques leur sont associées. Elles mesurent entre 10 et 12 cm de diamètre, leur épaisseur est de 2 cm en moyenne (**Figure 7**). Sur les deux ateliers, les déchets prédominants sont des scories coulées externes sous forme de petites plaques ou de cordons simples et des fragments de fourneau et tuyères.

Figures 7 : ateliers de grands fourneaux à ventilation naturelle réutilisable



Vue d'ensemble de l'atelier

Vue d'une base de fourneau arasée sur l'atelier 2

Photos : Bado Séverin, Zoula 2024

3. Synthèse

Les investigations archéologiques effectuées à Zoula ont mis aux jours d'importants sites et vestiges archéologiques. Ils sont composés de buttes anthropiques jonchées de tessons de céramique, du matériel lithique et souvent des vestiges sidérurgiques, des sites relatifs à la production du fer primaire tels que les mines d'extraction du minerai de fer, des amas et épandages de scories de réduction. Ces sites archéologiques situés dans le périmètre minier ou aux environs, sont attribués aux peuples anciens ayant occupés le village avant l'arrivée des *Lyéla* actuels. Leur conservation pourrait permettre de comprendre un pan de l'histoire de cette localité sur laquelle une étude suffisante n'a encore été faite.

4. Impacts de l'orpaillage artisanal sur le patrimoine archéologique de Zoula et stratégies de protection et de valorisation

Plusieurs campagnes de prospection archéologiques et d'enquêtes ethnographiques ont été menées dans le village de *Zoula*. Si les sites ethnographiques appartenant aux *Lyéla* du village sont soit protégés sur place ou délocalisés, les biens archéologiques sont endommagés considérablement par les activités liées à l'orpaillage. Cette activité a débuté à *Zoula* en Octobre 2008 et le site est exploité par des orpailleurs de plusieurs nationalités. On y rencontre des

Maliens, des Togolais, mais en grande partie des Burkinabè, nous confie le responsable du site, Moussa BAMA.

4.1 Les impacts de l'orpaillage artisanal sur le patrimoine archéologique du village de Zoula

Selon le code minier du Burkina Faso (2015), l'exploitation minière artisanale n'utilise pas d'équipement, ni d'énergie mécanique et n'est pas fondée sur la mise en évidence d'un gîte ou d'un gisement. Elle reste de nos jours une activité qui manque d'encadrement au Burkina Faso pourtant en pleine expansion dans la province du Sanguié. Dans le village de Zoula, selon nos enquêtes ethnographiques menées auprès des populations locales, une attention n'est pas accordée aux sites archéologiques dont l'histoire est décollée de celle des populations actuelles. La méconnaissance des acteurs ne motive pas leur protection. Pour certains enquêtés, ils ne savaient pas qu'il s'agissait des vestiges anthropiques. Cette conception des populations locales sur les sites explique le fait qu'en dehors de l'orpaillage artisanal, ils sont dégradés par les activités agricoles pratiquées dans le village. Nos investigations ont permis de recenser trois impacts directs de l'orpaillage artisanal sur les sites. L'exploitation des collines constitue une menace pour les deux (02) mines d'extraction du minerai de fer dans le village. Aux pieds des collines on constate une destruction des buttes anthropiques et des ateliers de réduction du minerai de fer par l'activité de l'orpaillage. Aussi, l'utilisation des produits chimiques comme le cyanure, l'implantation arbitraire des machines de travail et le marché ou *yaar*, influencent les sites archéologiques du périmètre (**Figure 8**).

Figures 8 : Marché et installation de machine



Le marché ou *yaar*



Machine à écraser la terre

Photos : Bado B. Jacques, Zoula Novembre 2024

4.2 Stratégies de protection et de valorisation du patrimoine archéologique du village de Zoula

Le patrimoine est une notion complexe qui a énormément évolué dans le temps. Au sens élargi, le patrimoine recouvre un ensemble de biens et savoirs représentatifs de valeurs, qui font l'objet d'une reconnaissance, d'une préservation et dont la finalité est la transmission aux générations futures. Selon la convention 1972 de l'UNESCO, le patrimoine culturel se définit comme étant des sites qui sont les œuvres de l'homme ou œuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle

exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique. Les sites inventoriés dans le village de Zoula, composés de biens archéologiques répondent à ces valeurs historique et anthropologique. De ce fait, ils ont besoin de protection pour les générations futures. La protection et la valorisation du patrimoine culturel implique plusieurs acteurs sociaux. Il s'agit entre autres des communautés locales qui sont les premiers bénéficiaires, parce que selon Barthes, « la vraie mort c'est quand le témoin lui-même meurt ». Autrement dit, une société sans patrimoine culturel est considérée inexistante. La part de l'Etat est significative à travers l'application des textes en la matière. En effet, en plus d'inviter au respect de la loi portant protection du patrimoine culturel burkinabè, nous proposons deux stratégies de conservation du patrimoine archéologique de Zoula impliquant les acteurs ci-dessus cités. D'une part, il faut adopter la conservation préventive des sites. Elle regroupe l'ensemble des actions entreprises indirectement sur les biens culturels. Elle agit sur leur environnement afin d'en retarder la détérioration ou d'en prévenir les risques. Cette stratégie demande l'implication des communautés locales qui sont l'un des acteurs clés de la protection du patrimoine culturel, à travers des sensibilisations. Selon les travaux de F. Bado (2024 : 105), des politiques de gestion du patrimoine culturel préexistaient déjà dans les sociétés africaines avant la conquête coloniale, il suffit de les réactualiser.

D'autre part, la conservation curative qui développera un ensemble d'actions directement sur les sites dont le but est de stabiliser le processus de leur dégradation est à adopter. Elle impose d'agir en priorité sur les altérations évolutives en arrêtant leur processus de détérioration en renforçant structurellement les sites. En plus des deux stratégies majeures, il faut surtout ériger un musée dans la localité pour préserver les biens culturels. Aussi, il faut réglementer l'activité de l'orpaillage artisanal à Zoula en appliquant les textes sur le code minier au Burkina Faso. Un réseau de tourisme pourrait se développer autour de ces sites précieux si une étude suffisante avait permis de découvrir au mieux leur histoire. Ce qui serait une manière de mettre en valeur les sites du village de Zoula.

Conclusion

Les recherches menées dans le village de Zoula, au Sud de Réo ont permis de mettre en évidence plusieurs sites et vestiges archéologiques. On y recense des buttes anthropiques avec de la céramique et du matériel lithique en abondance, des sites et vestiges de la sidérurgie ancienne, etc. L'histoire de ce mobilier archéologique est encore méconnue des peuples actuels qui les attribuent aux gens d'avant. La plupart de ce patrimoine archéologique est située à l'intérieur ou à proximité du site d'orpaillage artisanale, expliquant leur détérioration considérable de nos jours. Pour ce faire, cette étude propose des stratégies de protection mais aussi de la mise en valeur des différents sites. De tous ces mécanismes de sauvegarde, la sensibilisation de la population locale est la mesure urgente qu'il faut envisager. Dans la suite de l'investigation, nous comptons étendre la prospection sur tout le village, intensifier les campagnes de sondage et éventuellement, faire des datations radiocarbone pour comprendre l'histoire des acteurs et la chronologie de leur installation.

Références Bibliographiques

- Bado B. J., 2023, *Archéologie et histoire du peuplement de la commune de Godyr (Province du Sanguie/Burkina Faso)*, Mémoire de Master II, Université Norbert ZONGO, 142p.
- Bado B. J. & Birba N., 2024, *les traditions techniques de la sidérurgie ancienne dans la commune de Godyr (Burkina Faso)*, in *Revue Africaine des Sciences Sociales* « Pensées genre. Penser autrement », pp. 34-52
- Bado S., 2021, *La sidérurgie directe chez les Lyela de Réo : De la production à la consommation*, Mémoire de Master, Université Norbert ZONGO, 116 p.
- Bado F., 2023, *Archéologie préventive au Burkina Faso : cas des projets miniers de Bissa-Zandkom, Bouly et Ronguen dans la commune de Sabcé (province du Bam)*
- Badolo I., 1991, *l'exploitation traditionnelle du fer à Dassa (province du Sanguie, Burkina-Faso)* Mémoire de Maîtrise, Université de Ouagadougou, 119 p.
- Bayili E., 1983, *Les populations Nuna du nord (Haute-Volta) : des origines à 1920*, Études africaines, Paris, Éditions L'Harmattan, 429 p.
- Bationo D. et Birba N., 2017, *la sidérurgie ancienne dans la commune de Réo (Burkina Faso) : approche archéologique et historique*, *Revue électronique spécialisée en Histoire, Archéologie et Art*, 28 p.
- Bazongo A., 2022, *Recherches archéologiques dans la commune de Dassa (Burkina Faso province du Sanguie)*, Mémoire de Master II, non publié, Université Norbert Zongo, 139 p.
- Birba N., 2016, *Vers l'archéologie préventive au Burkina Faso. Étude d'impact archéologique dans la zone minière de Ronguen (commune de Sabcé-Burkina Faso) : état des lieux et perspectives de protection et de valorisation du patrimoine archéologique*, *revue d'histoire et d'archéologie africaine, GODO GODO*, N° 28- , 34 p.
- Birba N., 2014, *Le patrimoine archéologique dans le Parc National des deux-Balé (Burkina Faso) : premier bilan*, In : Kattié, A. Louka (dir), *Revue Africaine d'Anthropologie, Nyansa Pô*, n°16, Éditions Universitaires de Côte d'Ivoire (EDUCI), pp. 6-26.
- Birba N., 2016, *La sidérurgie ancienne dans la province du Bam (Burkina Faso) : approche archéologique, archéométrique et ethno historique*. Thèse de doctorat de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. 517 p.
- Koté L., 2012, « *Archéologie préventive et exploitation minière au Burkina Faso : le cas de Perkoa* », in *Journal Africain des Sciences de l'Environnement*, pp.45-61.
- Konan H. K., 2019, *les enjeux de la cohabitation entre les indistraits miniers orifères et orpailleurs clandestins : cas du secteur du Tongon au Nord de la cote d'Ivoire*, *Revue des lettres et sciences humaine*, Université de Lomé, N°10, pp 50-63.
- Sanou S. S., 2017, *archéologie et histoire de peuplement de la province du Boulkiemdé (région du centre-ouest du BURKINA FASO)*, Mémoire de Master, université Ouaga 1 Professeur Joseph KIZERBO, 171 p.
- Sernel V. et al, 2012, *Origine et développement de la métallurgie du fer au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Premier résultat sur le site sidérurgique de Korsimoro (Sanmatenga, Burkina Faso)*, *Jahresicht 2011, SLSA, Zurich et Vaduz*, pp. 23-54
- Décret n° 2007-816/PRES promulguant la loi n° 024-2007/AN du 13 novembre 2007 portant protection du patrimoine culturel au Burkina Faso. (JO N°52 DU 27 DECEMBRE 2007), révisé en Aout 2023.
- Décret N°2001-342/PRES/PM/MEE du 17 juillet 2001, portant champ d'application, contenu et procédure de l'étude et de la notice d'impact sur l'environnement ;
- Loi n°036-2015/CNT du 26 juin 2015 portant code minier au Burkina Faso, révisée en 2024.

ARCHEOLOGIE PREVENTIVE AU BURKINA FASO : CAS DU PROJET D'EXPLOITATION AURIFERE DE BISSA-BOULY DANS LA COMMUNE DE SABCE (PROVINCE DU BAM)

Noaga BIRBA

Laboratoire des Sciences Humaines et sociales (LABOSHS)

Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

salifba2001@yahoo.fr

&

Badimbié YOGO

Laboratoire des Sciences Humaines et sociales (LABOSHS)

Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

yogobadimb@gmail.com

Résumé : L'exploitation minière au Burkina Faso a connu une croissance très fulgurante dans ces deux dernières décennies. Cette activité a été à l'origine de la pratique de l'archéologie préventive dans notre pays. Dès lors, de nouvelles législations portant sur la protection et la valorisation du patrimoine culturel et archéologique existent et encadrent les études d'impact environnemental et social. Le caractère irréversible du patrimoine archéologique recommande qu'il soit réalisé une étude d'impact préalable avant toute activité susceptible de détruire ce patrimoine culturel. Ainsi, dans une perspective de développement durable, l'étude d'impact à travers l'archéologie préventive constitue un outil essentiel pour permettre à la société minière Bissa-Bouly d'évaluer l'impact de son projet sur le patrimoine archéologique et ethnographique et d'en atténuer les effets négatifs. L'objectif de cet article est de présenter et d'assurer l'intégrité du patrimoine archéologique menacé de disparition dans le périmètre aurifère de la société Bissa-Bouly dans la commune de Sabcé (province du Bam).

Mots-clés : archéologie préventive, patrimoine, Bissa -Bouly, Burkina Faso.

PREVENTIVE ARCHAEOLOGY IN BURKINA FASO: THE CASE OF THE BISSA-BOULY GOLD MINING PROJECT IN THE MUNICIPALITY OF SABCE (BAM PROVINCE)

Abstract: Mining in Burkina Faso has experienced rapid growth over the past two decades. This activity has led to the practice of preventive archaeology in our country. As a result, new legislation on the protection and promotion of cultural and archaeological heritage has been introduced, providing a framework for environmental and social impact assessments. The irreversible nature of archaeological heritage means that a preliminary impact assessment must be carried out before any activity that could destroy this cultural heritage. Thus, from a sustainable development perspective, impact assessment through preventive archaeology is an essential tool for enabling the Bissa-Bouly mining company to assess the impact of its project on archaeological and ethnographic heritage and to mitigate its negative effects. The aim of this article is to present and ensure the integrity of the archaeological heritage threatened with disappearance in the gold mining area of the Bissa-Bouly company in the commune of Sabcé (Bam province).

Keywords: preventive archaeology, heritage, Bissa-Bouly, Burkina Faso.

Introduction

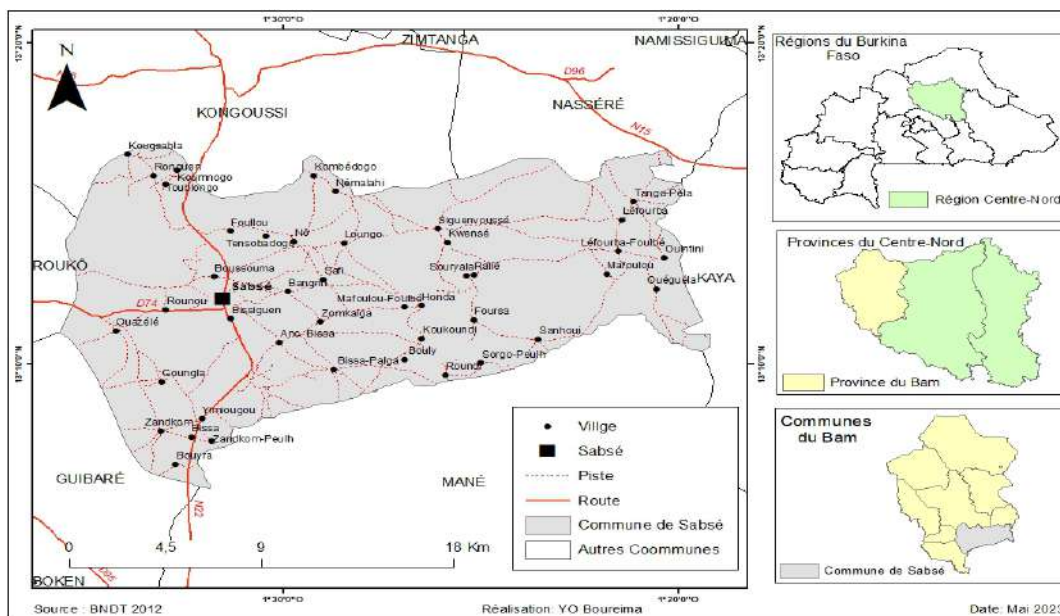
À l'instar des autres pays ouest-africains, le Burkina Faso connaît une exploitation minière très accrue faisant de l'or, le plus exporté à l'extérieur du pays. Ce boom -minier n'est pas sans conséquences multiples dans plusieurs domaines notamment au plan environnemental, écologique et même sur sanitaire. Ainsi, pour satisfaire le cahier de charge que lui impose la réglementation en vigueur en la matière au Burkina Faso, la société minière Bissa-Bouly veille au respect de ses engagements devant l'État Burkinabè. La présente étude s'inscrit dans le cadre d'une extension du permis d'exploitation de ladite société minière. Le patrimoine archéologique visé par une étude d'impact correspond habituellement à un lieu précis où des biens mobiliers (artefacts) et immobiliers (fondations, buttes anthropiques, murs, fourneaux de réduction du minerai de fer, fosses, nécropoles, etc.) attestent des activités humaines qui s'y sont déroulées dans le passé. Ainsi, le caractère non renouvelable du patrimoine archéologique recommande qu'il soit réalisé une étude d'impact préalable avant tout travail susceptible de détruire ce patrimoine culturel.

Dans une perspective de développement durable, l'étude d'impact à travers l'archéologie préventive constitue un outil essentiel pour évaluer l'impact sur le patrimoine archéologique et ethnographique. Aussi, c'est un moyen pour atténuer les effets négatifs soit en apportant des changements au projet initial ou en réalisant les études et les interventions requises sur les sites patrimoniaux mis au jour. Pour ce faire, nous avons adopté une méthodologie d'approche pour mieux appréhender notre sujet de recherche. Cette méthodologie est basée prioritairement sur les enquêtes ethnographiques menées auprès des populations locales du village de Bissa-Bouly et sur des prospections archéologiques. Cette démarche a été complétée par une exploitation judicieuse des sources écrites susceptibles de nous livrer des informations relatives au sujet traité.

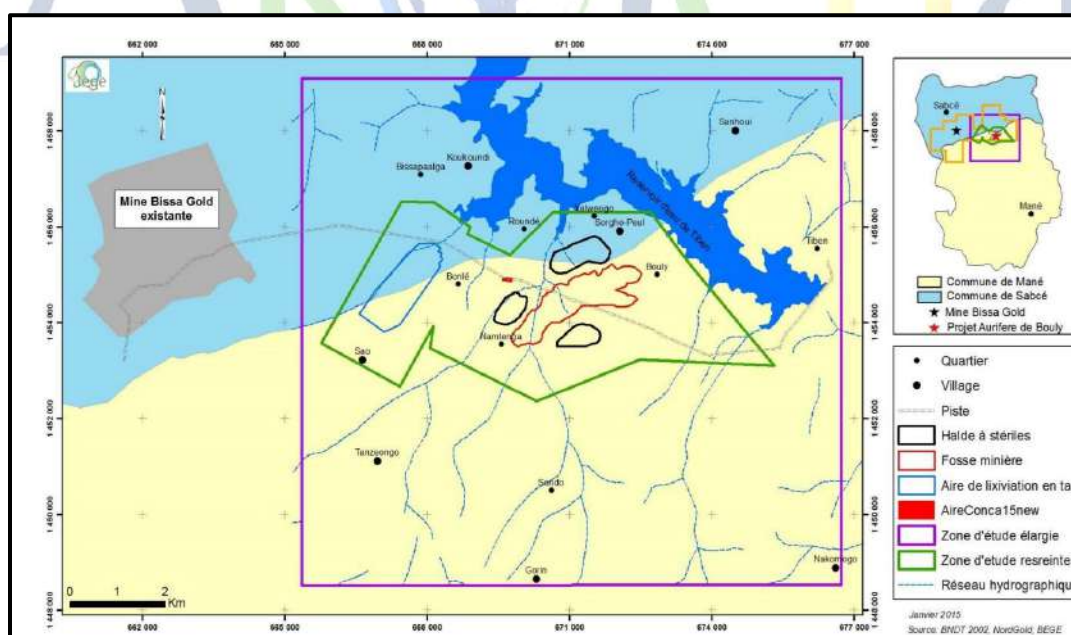
1. Présentation du milieu physique de la zone et du projet minier de Bissa Bouly

La province du Bam est située dans la région du Centre-nord du Burkina Faso et à 100 km au nord de Ouagadougou. Elle couvre une superficie de 4092 km² et est compris entre 01°15'1" de longitude Ouest et 13°15'55" de latitude Nord. (Cf. Carte n°1). Dans cette province, l'exploitation minière, à l'époque précoloniale, a été possible grâce à sa géologie. À l'instar des autres localités de la région du Centre-nord, la province du Bam, à laquelle appartient la commune de Sabcé, est caractérisée par un relief dominé essentiellement par la présence de deux unités géomorphologiques. Il s'agit notamment de plateaux latéritiques sur des roches sédimentaires et de chaînes de collines birrimiennes sur des roches cristallines. Les formations birrimiennes sont constituées de roches volcano-sédimentaires (tufs, laves, sédiments associés, métavolcanite neutres à basiques) (Bado, 2023, p.1). Ces collines, se prolongent par des plateaux cuirassés, des vallées et des basfonds de vallées qui sont le domaine du ravinement et du ruissellement par excellence de cette unité géomorphologique Birba (2020, p.8). Le projet minier se localise dans la commune Sabcé ; qui auparavant abrite la mine dénommée Bissa Gold. Au plan humain, la commune est composée d'une multitude d'ethnies du fait de son potentiel minier. (Cf. Carte n°2).

Carte n°1 : Localisation de la province du Bam et de la commune de Sabcé au Burkina Faso



Carte n°2 : Localisation du site aurifère de Bissa-Bouly dans la commune de Sabcé



1.1. La politique d'aménagement des sites miniers

Le code minier burkinabè qui demeure le principal guide en matière d'exploitation minière a fait l'objet de relecture à plusieurs reprises dans le but de tirer profit et garantir la sécurité du cadre humain et social. Selon l'article 17 du code, « Les activités susceptibles d'avoir des incidences significatives sur l'environnement sont soumises à l'avis préalable du ministre

chargé de l'environnement. L'avis est établi sur la base d'une Étude d'Impact sur l'Environnement (EIE) ou d'une Notice d'Impact sur l'Environnement (NIE) ». La loi exige une étude de faisabilité avant l'installation d'une mine. Pour l'installation d'une société minière, il est prévu un plan d'aménagement suivi d'un plan de réhabilitation et de fermeture de la mine. Plusieurs domaines sont pris en compte dans la stratégie d'aménagement. Il s'agit de l'environnement physique, humain et biologique. La politique d'aménagement est élaborée conformément à la législation en vigueur.

Dans la loi n°031-2003/AN portant code minier au Burkina Faso, l'article 64 exige la délimitation des zones pour la préservation des biens archéologiques et des zones pour la sécurité nationale. L'article précise que : « L'arrêté créant une zone de protection n'est pris qu'après l'exécution d'une enquête publique dont les conclusions sont favorables à la réalisation de cette activité » En effet, la politique d'aménagement des sites miniers de Bissa-Bouly a pris en compte cet aspect mais de manière théorique. Dans la réalité, sur le terrain on constate que la zone d'emprise a été endommagée par les machines avant l'étude d'impact environnemental et social. Cet acte est une infraction à la législation et occasionne notamment la destruction de plusieurs sites ethnographiques et archéologiques.

2. La typologie des sites du patrimoine culturel physique inventoriés dans la zone d'emprise du projet minier de Bissa-Bouly

2.1. Les sites archéologiques

L'étude d'impact environnemental et social recommandée par la société minière Bissa-Bouly dans sa zone d'emprise a permis de mettre au jour deux catégories de sites. La première est constituée de sites archéologiques caractérisés par des ateliers de réduction du minerai de fer, des anciens sites d'habitats. Quant à la seconde catégorie, il s'agit essentiellement des sites ethnographiques constitués de bois sacrés, de cimetières et d'autels. Ces sites témoignent d'une occupation antérieure à l'installation de la mine. Menacé de destruction par les travaux miniers, ce patrimoine, témoin de l'identité culturelle d'un groupe social qui y habitait mérite une documentation sérieuse afin que des traces écrites puissent sauvegarder ce passé riche. Il est important également de souligner que la majorité des sites a été détruite par les machines avant l'étude.

-Les sites sidérurgiques

L'historiographie de la province du Bam montre que cette région fut autrefois une zone de production ancienne du fer, car les conditions géologiques, climatiques et humaines constituaient un atout. Ces facteurs ont permis la création de plusieurs centres sidérurgiques dont les vestiges sont remarquables sur l'étendue du territoire provincial. En outre, un site ou un atelier de réduction peut être défini comme un espace où s'est déroulé des opérations de transformation du minerai en des produits semi-finis. Cet endroit est identifiable à travers les amas de scories, des restes de base de fourneaux très arasées, des tuyères, des fragments de parois. Ainsi, dans la zone d'emprise, malgré que les travaux d'aménagement eussent déjà détruits certains sites, nous avons pu enregistrer au moins cinq (05) ateliers de réduction qui présentent à peu près les mêmes caractéristiques physiques. Pour ce faire deux ateliers feront l'objet d'étude.

L'atelier de réduction n° 1 : localisé au cœur même de la zone d'emprise, cet atelier a pour coordonnées géographiques 30p 0667502 et 1455569. C'est un atelier caractérisé par un épandage de scories coulées. Ces scories sont de couleur noire et grise. L'accumulation des déchets sidérurgiques n'excède pas 50 cm de hauteur par rapport au niveau zéro du sol. Des fragments de tuyères usagées, dont certains ont des orifices scorifiés mesurent 20 cm de long et le diamètre à l'orifice varie de 3 à 4 cm. Une base enrasée a été identifiée au milieu de l'amas. Elle a un diamètre externe de 130 cm et 120 cm de diamètre interne. L'épaisseur de la paroi mesure 10 cm. (Cf. figure n° 3 Photo B). L'organisation spatiale du site montre que le fourneau était situé au centre de l'amas. Une observation macroscopique des vestiges atteste que les métallurgistes ont fait l'usage d'un ou de plusieurs fourneaux à ventilation naturelle. En effet, le reste du mobilier archéologique (fragments de tuyères et de parois et des tessons de céramique dont une partie reste encore enfouie au sol) sont des témoins illustratifs, caractérisant ce type de fourneau. Sur le site, on remarque que la majeure partie des vestiges est emportée par les travaux miniers. Dans tous les cas, les informations recueillies auprès des populations font allusion à l'usage des fourneaux à ventilation naturelle. Les travaux antérieurs dans la zone confirment cette hypothèse Birba (2016).



Figure N°1 : l'atelier de réduction avec des scories en épandage et une base de enrasée
Cliché YOGO, Bouly octobre 2022

L'atelier de réduction n° 2 : Cet atelier de réduction du minerai de fer est constitué d'une butte de scories de forme circulaire d'environ 20 m de diamètre. Localisé sur la limite nord du périmètre, le site en question se caractérise par un épandage de scories de couleur noire et de structure compacte associées aux fragments de parois et de tuyères usagées. Certaines tuyères sont enfouies de façon horizontale et situées auprès de la paroi conservée. La hauteur d'accumulation des déchets sidérurgiques avoisine 30 cm. Sur cet amas, nous avons identifié une base de fourneau de forme circulaire. Elle mesure 100cm de diamètre externe et 90 cm celui interne et d'une épaisseur de 10 cm. Une observation macroscopique montre que les tuyères usagées et les mottes d'argile font partie des matériaux de construction de la superstructure qui est abimée. Certaines parois sont constituées de plusieurs couches de revêtement. Tous ces éléments caractéristiques du fourneau attestent qu'on est en présence d'une structure qui a fonctionné avec un système à ventilation naturelle et à usage multiple. Les données ethnographiques ainsi que les sources écrites confirment cette hypothèse.



Figure n°2 : Vue d'ensemble de l'amas avec une base de fourneau assez bien conservée
Cliché YOGO, Bouly octobre 2022

-Les anciens sites d'habitat

Pendant les missions de prospections, tous les sites archéologiques et ethnographiques ont été recensés. Outre les sites relatifs à la métallurgie ancienne du fer, des traces d'une ancienne occupation des lieux ont été recensées. Les sites d'habitat sont des anciens endroits où on peut identifier des preuves matérielles attestant que l'homme y a vécu. Dans la zone d'emprise de la société minière Bissa-bouly, certaines buttes ont été endommagées par les travaux. Dans la partie non encore aménagée, quelques buttes mieux conservées ont été répertoriées et décrites.

Butte n°1 : Localisée aux coordonnées géographiques 30p 0667502/1455569, la butte est également associée à l'atelier de réduction avec un mobilier céramique très fragmenté éparpillé sur le site. Elle est de forme ovale et s'étend sur une superficie d'environ 200m². Le mobilier archéologique est constitué essentiellement de tessons de céramique (bords et panses) avec ou sans décor mais beaucoup fragmenté. Cet état des vestiges est dû aux actions anthropiques. Aussi, la perturbation est due en partie à sa situation dans un champ au bord du bas-fond bien avant les activités minières. Sur une partie du site, on note la présence des pots in situ. En effet, un ramassage de surface de quelques tessons a été opéré pour une étude complémentaire de la céramique. Pendant la prospection, un ramassage de surface de 36 tessons dont 29 panses et 7 bords tous éversés décorés a été fait. Cette étude a révélé que le décor le plus dominant est le composite et l'impression à la roulette. Les épaisseurs des bords sont comprises entre 7 et 17 mm. Quant aux panses, les épaisseurs sont comprises entre 6 et 13mm. La perturbation du site n'a pas permis de collecter assez de tessons qui pouvait permettre d'avoir toutes les parties des récipients.

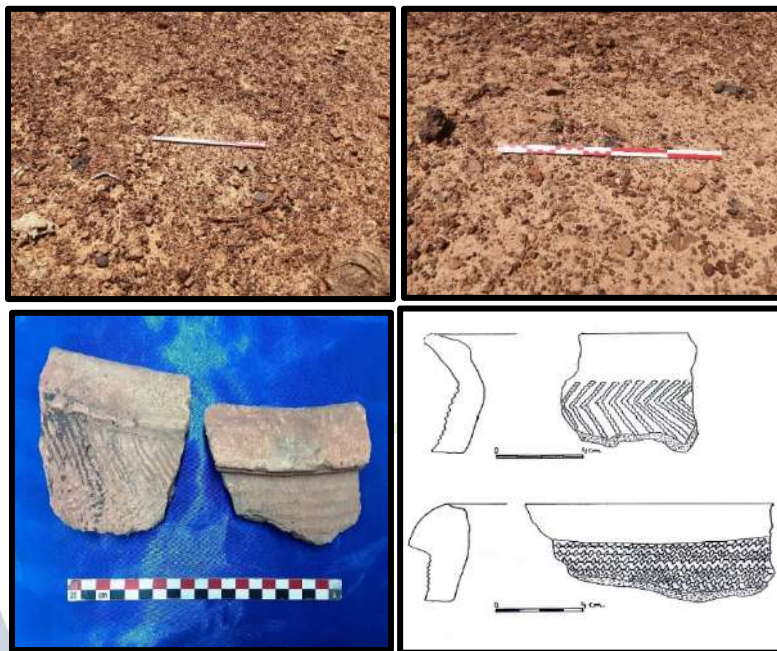


Figure n° 3 : Quelques vues des vestiges (tessons de céramique) de la butte
Cliché YOGO, Bouly octobre 2022

Butte n°2 : La deuxième butte, est plus ou moins assez bien conservée. De forme circulaire, elle est caractérisée par un affleurement de mobilier archéologique constitué de tessons de céramique en surface de forme, décors et épaisseur variés. Des restes de poterie enfouis ainsi que des fragments de meules et de molettes sont fréquents sur la butte. L'idéal était de faire un sondage en vue de comprendre la stratigraphie et bien sûr d'autres vestiges incorporés dans les sédiments. A cet effet, des recommandations ont été formulées à la société minière afin que des fouilles soient réalisées.



Figure n° 4 : illustrations de la butte n° 2 avec des fragments de meules et de molettes
Cliché YOGO, Bouly octobre 2022

2.2. Les sites ethnographiques

L'archéologie préventive, phase pratique des études d'impact environnemental et social s'intéresse également au patrimoine ethnographique qui est à la fois matériel et immatériel. Ce

type de patrimoine a une valeur fondamentale au sein des communautés locales (Zagré et Birba, 2019, p. 29). En effet, dans le périmètre à exploiter par la société minière, de nombreux sites ethnographiques ont été mis au jour pendant les opérations de prospections. Ces sites sont des lieux de mémoire et de culte pour les communautés locales. Ils sont respectés et vénérés et chaque année en début de saison pluvieuse, des sacrifices y sont effectués pour solliciter auprès des ancêtres la protection et de meilleurs rendements agricoles. Ces lieux caractérisent l'identité culturelle et les croyances des peuples qui réclament leur paternité. Dans le périmètre minier, quatre autels ou bosquets sacrés ont été identifiés et localisés dont la délocalisation de ces biens ethnographiques et culturels nécessite l'accompagnement de la société minière.

3. Les bosquets sacrés

Très sensible, les biens ethnographiques à caractère culturel occasionnent beaucoup de discussions lorsqu'il s'agit de leur destruction pour des raisons économiques. Impuissantes face aux investisseurs, les populations n'ont pas le choix que de formuler des recommandations pour la sauvegarde de ces lieux de mémoire. C'est pourquoi, quelques sites non encore détruits ont fait l'objet de description avec le concours de la tradition orale.

-Le baobab sacré ou « *Sigtoèga* » en langue locale moore (0666699 /1455431)

Cet autel est un bien familial vénéré par la famille Sawadogo uniquement aux dires de Sawadogo Règma¹. Les rituels sont exécutés à chaque début et fin de saison par an. A cet effet, de la volaille, du bétail sont offerts aux esprits qui habitent cet endroit. L'objectif de ces offrandes est de demander la clémence des ancêtres et des esprits pour une protection des agriculteurs, une bonne pluviométrie et des rendements probants. En effet, le site en question est localisé au centre du périmètre que la mine doit exploiter. Ainsi, Sawadogo Bariamba², doyen de la famille exige des rituels pour la délocalisation de l'autel sur un nouveau site. En effet, des recommandations ont été formulées à l'endroit de la société minière. Par conséquent, pour cette phase, un bœuf, une chèvre et un coq tous de couleur rouge sont obligatoires auxquels il faut ajouter des repas, de la bière du mil. Les autorités coutumières insistent beaucoup sur cette phase avant tout travail même si sur le terrain d'autres réalités existent.

¹ Sawadogo Règma, 65 ans interrogé en octobre 2022.

² SAWADOGO Bariamba, 67 ans entretien réalisé en octobre 2022.



**Figure N°5 : vue d'ensemble du site déjà détruit avant cette étude.
Cliché YOGO, Bouly octobre 2022**

- *L'autel sacré dénommé « Tinkougoukienga » ou le plus grand autel (0666918/1455503.)*

Visiblement, l'autel est constitué d'un fragment de canari avec des décors composites auquel des cordes sont attachées au col. Ce gros tesson couvre d'autres objets sacrés selon le guide Sawadogo Kango³. D'après la tradition orale, c'est l'un des grands autels sacrés auquel des offrandes sont offertes chaque début de saison. Il a les mêmes objectifs que le bosquet précédemment décrit. Selon le notable Sawadogo Kimsé⁴, à chaque début et fin de saison, des rituels sont effectués sur l'autel afin d'avoir une bonne pluviométrie et des rendements meilleurs. A cette occasion, des offrandes sont offertes aux ancêtres afin qu'ils interceptent auprès des esprits de la brousse pour protéger les populations des actes maléfiques éventuellement. Menacé de destruction, les populations locales ont formulé des recommandations auprès de la société mine pour la délocalisation et la réinstallation de cet autel sur le nouveau site qui leur sera offert.

³ Sawadogo Kango 67 ans guide sur le terrain Octobre 2022 à Bouly

⁴ Sawadogo Kimsé, 77 ans entretien réalisé en Octobre 2022 à Bouy-Palé



Figure N°6 : Vues de l'autel Tinkougoukienga

Cliché YOGO, Bouly octobre 2022

- L'autel « Yaagarim » (0665563/1454522.)

C'est également un bien culturel appartenant à une autre famille Sawadogo dont le chef actuel est Sawadogo Ninguébé.⁵ La particularité de cet autel est qu'il est un bien communautaire. Autrement dit, toute personne peut venir lui faire des promesses et des offrandes. Il est géré par le plus âgé de la famille qui est même temps l'exécuteur des sacrifices. Un dattier du désert ou Balanites, un acacia chariensis et autres arbustes constituent la végétation du site. L'autel en question est constitué d'un tas de blocs de latérite et de granite sur lesquels toute sorte de plumage est observé. Cet endroit sera sans doute par les travaux de la mine ce qui va nécessiter sa délocalisation sur un nouveau site. A proximité de ce site, un cimetière dans lequel le fondateur du village Bissa Yangra et sa famille furent inhumés selon Sawadogo, kougbila⁶. En cas de délocalisation il faut des rituels qui nécessitent une immolation d'un mouton, une chèvre et des poulets pour les deux phases c'est-à-dire la délocalisation et l'installation sur un nouveau site. Toutes ces doléances ont été soumises à la société minière.

⁵ Sawadogo Ninguébé, 88 ans enquêté en Octobre 2022

⁶ Sawadogo kougbila, âgé de 70 ans, enquêté le 10 octobre 2022 à Bissa.



Figure N°7 : Vues de l'autel Yaagarim et le cimetière familial
Cliché YOGO, Bouly octobre 2022

- L'autel « Gorgodin » qui signifierait le protecteur (0666288/1454891)

L'autel en question avait été déjà délocalisé car son premier emplacement est aujourd'hui exploité par la mine. C'est un autel qui appartiendrait à deux villages qui ont été délocalisés et disloqués par les activités de la mine. Visiblement, c'est un tas de blocs de granite et de latérite qui forment l'autel. Selon Sawadogo Songgbamba Augustin⁷ répondant au nom de Sawadogo Lalé âgé⁸, c'est un patrimoine légué par leurs ancêtres et comme tous les autres autels, il joue un rôle de protection. Ainsi, des offrandes lui sont offertes pour la santé, la paix et de bons rendements agricoles. Il doit être délocalisé pour une seconde fois sur un nouveau site. A cet effet, les communautés exigent un dédommagement pour les rituels.



Figure N°8 : Vues de l'autel Gorgodin
Cliché YOGO, Bouly octobre 2022

⁷ Sawadogo Songgbamba Augustin, 86 ans enquêté en Octobre 2022

⁸ Sawadogo Lalé âgé, 102 ans il est le patriarche de la famille.

3.1. Perspectives pour une prise en compte effective de l'archéologie préventive au Burkina Faso

Des plumes plus emblématiques avaient déjà fait des propositions de stratégies pour la prise en compte et surtout les décrets d'application relatifs aux lois sur l'archéologie préventive. La répétition étant pédagogique dit-on, il nous paraît nécessaire d'insister une fois de plus sur la nécessité de la prise en compte de l'archéologie préventive dans les projets d'aménagement du territoire. En effet, l'article 5 de la loi N°24 2007/AN du 13 novembre 2007 portant protection du patrimoine culturel au Burkina Faso stipule que « *la protection et la sauvegarde du patrimoine culturel sont assurées par l'Etat et ses démembrements et dans une certaine mesure par les populations locales concernée* ». Ainsi, il est souhaitable que les autorités politiques en charge de la gestion du patrimoine culturel inscrivent dans la législation nationale l'obligation d'entreprendre des études d'impacts archéologiques en amont des grands travaux d'aménagement car la loi actuelle n'est pas explicite sur la prise en compte de l'archéologie préventive dans les travaux pouvant détruire les vestiges. Aussi, l'Etat doit poursuivre sa politique de déconcentration et de décentralisation des services en charge de la protection du patrimoine et responsabiliser des acteurs dans les communes et les villages.

Conclusion

Aux termes de cette réflexion, il convient de saluer la démarche administrative des premiers responsables de la société minière Bissa Bouly, pour la prise en compte du volet archéologique une question très sensible surtout quand il s'agit de toucher à un bien ethnographique ou culturel. A cela il faut féliciter le bureau d'étude BEG qui a bien voulu associer l'équipe archéologique pour la qualité du travail qui leur est demandé. Néanmoins quelques insuffisances sont à prendre en compte pour d'autres travaux éventuellement.

D'abord, le site a fait l'objet de destruction par les machines de la mine avant toute prospection archéologique. Ensuite, une partie des biens ethnographiques a été ravagée par les machines avant l'étude et les rituels exigés par les propriétaires des autels ce qui pourrait engendrer des mécontentements et des mésententes entre la population et les responsables de la mine. Enfin, les nouveaux sites choisis pour la réinstallation des populations n'ont pas également fait l'objet d'investigation archéologiques. Tous ces éléments attestent qu'il y a urgence d'impliquer tous les acteurs et institutions afin d'éviter les crises. L'Etat burkinabè gagnerait à signer les décrets d'application sur l'archéologie préventive pour le bonheur et la prospérité de notre patrimoine physique culturel qui est en danger.

Éléments de Bibliographie

Liste des personnes ressources

N°	Noms	Prénoms	Âges	Fonction	Date de l'enquête
01	SAWADOGO	<u>Bariamba</u>	67 ans	cultivateur	18/010/2022
02	SAWADOGO	<u>Pamoussa</u>	53 ans	cultivateur	18/10/2022
03	SAWADOGO	<u>Kimsé</u>	77 ans	Cultivateur	20/10/2022
04	SAWADOGO	<u>Ninguébé</u>	87 ans	Chef du village	21/10/2022
05	SAWADOGO	<u>Songbamba</u>	74 ans	cultivateur	18/10/2022
07	SAWADOGO	<u>Lalé</u>	102 ans	Chef du village	19/10/2022
08	SAWADOGO	<u>Eric</u>	27 ans	Etudiant	20/10/2022

Références bibliographiques

- Bado F., 2023, « *Archéologie préventive au Burkina Faso : cas des projets miniers de Bissa-Zandkom, Bouly et Ronguen dans la commune de Sabcé (province du Bam)*, Mémoire de Master, Université Norbert Zongo, 137 p.
- Birba N., 2016, Vers l'archéologie préventive au Burkina Faso. Étude d'impact archéologique dans la zone minière de Ronguen (commune de Sabcé-Burkina Faso) état des lieux et perspectives de protection et de valorisation du patrimoine archéologique, *revue d'histoire et d'archéologie africaine, GODO GODO*, N° 28- 2016, 34 p.
- Birba N., 2010, *La paléométallurgie du fer dans la commune de Kongoussi (Burkina Faso) : Du complexe technique à la protection des sites*. Mémoire de Master 2, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, 163 P.
- Birba N., 2012, La paléométallurgie du fer dans la province du Bam (Burkina Faso) : identité des acteurs et mobilité des techniques, in C. Robion-Brun & B. Martinelli (eds.), *Métallurgie du fer et Sociétés africaines. Bilans et nouveaux paradigmes dans la recherche anthropologique et archéologique, Cambridge Monographs in African Archaeology, 81, séries 2395*. pp 177-184
- Birba N., 2014, Le patrimoine archéologique dans le Parc National des deux-Balé (Burkina Faso) : premier bilan ». In : Kattié, A. Louka (dir), *Revue Africaine d'Anthropologie, NyansaPô, n°16, Éditions Universitaires de Côte d'Ivoire (EDUCI)*, pp. 6-26.
- Zagre- Kabore E. & Birba N., 2019, Nécessité de contribuer au développement au développement durable à travers l'archéologie préventive: cas de la zone aurifère de Gouengo-Tangars (Burkina Faso), Université Norbert ZONGO, pp. 69-93

Quelques textes réglementaires

- La loi N°036-2015/CNT du 16 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso. La loi N°006-2013 portant code de l'environnement au Burkina Faso La loi N°24-2007/AN du 13 novembre portant protection du patrimoine culturel au Burkina Faso.
- Convention de 1972, portant protection du patrimoine mondial culturel et naturel
- Convention de 2003 portant sauvegarde du patrimoine culturel immatériel
- Arrêté conjoint n°2018-019 du 20 juin portant adoption de modèles-types de cahiers de charges applicables aux détenteurs de permis d'exploitation semi-mécanisée et d'autorisation artisanale de substances de mines.

Arrêté n°2018-218 du 03 octobre 2018 fixant le contenu des rapports d'activités des titulaires

Décret n°2015-1187/PRES TRANS/PM/MERHIMATD/MME/MS/MARHASA/MRA/MICA/MHU/MIDT/MCT portant conditions et procédures de réalisation et de validation de l'évaluation environnementale stratégique, de l'étude et de la notice d'impact environnemental et social.

Loi n°036-2015/CNT du 26 juin 2015 portant code minier au Burkina Faso.

Loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso.

Loi n° 017-2006 du 18 mai 2006 portant code de l'urbanisme et de la construction au Burkina Faso.





AXE 2

Revue Scientifique des Sciences du Langage,
— Lettres, Langues & Communication —

L'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE ET LE MASQUE DAN : PERSPECTIVES INTERDISCIPLINAIRES POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL IVOIRIEN

Kouakou Rémi BOUSSOU

Université Félix Houphouët Boigny

boussoukr@hotmail.fr

&

Gonkanou Marius CAMARA

Université Alassane Ouattara

camaragonkanoumarius@gmail.com

Résumé : Le masque Dan est un patrimoine rituel majeur de l'Ouest ivoirien. Sa pratique est fragilisée par la transformation des modes de vie et les projets d'aménagement qui affectent ses espaces d'usage et de transmission. Cette étude examine dans quelle mesure l'archéologie préventive peut contribuer à sa sauvegarde. Fondée sur une revue critique de la littérature scientifique, des textes normatifs et de quelques expériences africaines, l'analyse adopte une perspective interdisciplinaire articulant archéologie, patrimoine culturel et étude culturelle. Les résultats montrent que l'efficacité de l'archéologie préventive suppose son intégration aux études d'impact, le renforcement du cadre juridique et institutionnel ivoirien, l'inventaire des sites rituels et l'implication effective des communautés. L'étude propose ainsi une conception élargie, participative et territorialisée de l'archéologie préventive, associant protection des artefacts, sauvegarde des espaces rituels, transmission des savoirs et éducation patrimoniale.

Mots-clés : Masque Dan, archéologie préventive, patrimoine culturel, savoirs endogènes, mémoire collective

PREVENTIVE ARCHAEOLOGY AND THE DAN MASK : INTERDISCIPLINARY APPROACHES TO THE PROTECTION OF IVORIAN CULTURAL HERITAGE

Abstract : The Dan mask is a major ritual heritage of western Côte d'Ivoire. His practice is weakened by the transformation of lifestyles and development projects that affect its spaces of use and transmission. This study examines the extent to which preventive archaeology can contribute to its safeguarding. Based on a critical review of scientific literature, normative texts and some African experiences, the analysis adopts an interdisciplinary perspective linking archaeology, cultural heritage and cultural study. The results show the effectiveness of preventive archaeology presupposes its integration into impact studies, the strengthening of Ivorian legal and institutional framework, the inventory of ritual sites and the effective involvement of communities. The study thus proposes a broad, participatory and territorialized conception of preventive archaeology, combining protection of artifacts, safeguarding of ritual spaces, transmission of knowledge and heritage education.

Keywords : Dan mask, preventive archaeology, cultural heritage, endogenous knowledge, collective memory.

Introduction

Le continent africain regorge d'un patrimoine matériel et immatériel d'une richesse inestimable, fruit d'un long processus historique, social et spirituel. Pourtant, ce patrimoine est aujourd'hui confronté à des menaces multiples, exacerbées par la mondialisation, la modernisation accélérée et les bouleversements religieux et sociopolitiques. En Afrique de l'Ouest, le masque, en tant qu'objet rituel et vecteur d'identité, constitue un élément très important de l'univers symbolique des sociétés traditionnelles. Parmi eux, le masque Dan, symbole des populations de l'Ouest de la Côte d'Ivoire, représente un ensemble de valeurs, de convictions et de connaissances qui se transmettent de génération en génération. Néanmoins, depuis la période coloniale et l'introduction massive du christianisme, ce patrimoine a subi une marginalisation progressive. C'est bien cette triste réalité qui ressort des propos de Angèle Gnonsoa lorsqu'elle souligne que la marginalisation des cultures traditionnelles commencée dès le début par les colons s'est poursuivie par les autochtones : « Ceux-là mêmes qui ont la mission de perpétuer le patrimoine culturel ont commencé à douter de l'efficacité d'une culture de moins en moins prise en compte. Parce qu'ils pratiquent de moins en moins leur propre culture, ils deviennent incapables de défendre les valeurs qui la sous-tendent. » (2007 : 129). Cette dynamique, accentuée par l'urbanisation, le développement du marché de l'art et l'essor des projets d'aménagement du territoire, met en péril la survie de ces objets culturels. Le masque Dan, anciennement un instrument sacré, est devenu une pièce convoitée aujourd'hui, souvent arrachée à son contexte d'origine.

L'analyse de ce phénomène s'inscrit dans une perspective critique de la modernité. Elle s'inspire des travaux d'A. Mbembe (2013), qui rappelle en substance que la modernité occidentale s'est bâtie aussi sur une politique d'effacement et de réécriture des autres formes de mémoire. Dans ce contexte, l'archéologie préventive, qui vise à identifier, documenter et protéger les vestiges culturels avant toute intervention sur un site, apparaît comme un outil stratégique de préservation du patrimoine. Son application en Afrique reste toutefois marginale, alors qu'elle pourrait constituer, de façon significative et durable, une réponse adaptée à la menace de disparition de nombreux artefacts culturels. S'appuyant sur l'étude de Ndanga, Marliac considère que l'archéologie préventive repose, au sens strict, sur une étude préalable en amont de toute entreprise d'aménagement afin d'anticiper et d'empêcher la destruction des vestiges archéologiques. (Marliac, 2009 : 421 ; Ndanga, 2008 : 154). Demoule ajoute qu'il ne s'agit pas d'« une activité commerciale qui serait exécutée au bénéfice d'un aménageur. C'est un service public national d'intérêt général et de recherche » (2002 : 600). À partir de ce constat, plusieurs questions se posent : comment l'archéologie préventive peut-elle contribuer à la sauvegarde du masque Dan en Côte d'Ivoire ? Dans quelle mesure peut-elle anticiper les menaces culturelles, sociales et économiques pesant sur cet artefact ? Quelles stratégies peuvent être mises en œuvre pour assurer une protection durable de ce patrimoine ? Pour répondre à ces présupposés, il convient d'adopter une posture pluridisciplinaire mobilisant l'histoire culturelle et les sciences du patrimoine. L'analyse repose sur une revue critique des sources existantes, ainsi que des comparaisons avec d'autres contextes africains ayant développé des politiques patrimoniales intégrant l'archéologie préventive. Notre objectif est de montrer que la sauvegarde du masque Dan, élément constitutif du patrimoine culturel ivoirien, passe nécessairement par une reconceptualisation de la gestion du patrimoine, fondée sur l'anticipation, la réglementation

et l'implication des communautés locales. Dès lors, l'analyse se fera en trois grandes articulations. Premièrement, une étude sur l'origine, les fonctions et les menaces contemporaines pesant sur le masque Dan sera faite. En sus, il sera analysé les apports potentiels de l'archéologie préventive, en soulignant ses enjeux et enfin les perspectives qu'elle offre pour la protection du patrimoine culturel ivoirien. Enfin, dans la même dynamique, quelques recommandations seront formulées en vue masque Dan.

1. Le masque Dan : un patrimoine culturel en péril

Pour M.G Camara : « Après les indépendances africaines et la libération des administrations locales de ces territoires par les colons, les nouveaux tenants de pouvoir et leurs collaborateurs n'avaient vraiment pas de projet visant à valoriser les cultures purement africaines. » (2022 : 1). Le masque Dan, n'a pas échappé à cette négligence culturelle. Pourtant, il représente bien plus qu'un simple objet artistique, il incarne des traditions ancestrales, des rituels, et une identité collective. À travers ses formes variées et ses significations symboliques, ce masque est un vecteur d'expression culturelle, lié à des cérémonies initiatiques et des fêtes.

1.1. *Origine, nature et fonctions du masque Dan*

Dans de nombreuses sociétés africaines, le masque remplit une multitude de fonctions sociétales. Il dépasse largement la catégorie d'objet d'art ou d'artefact matériel. Il incarne une mémoire partagée, une essence sacrée et même un code social bien défini. Celui qui fait l'objet de la présente étude, c'est-à-dire le masque Dan, aussi appelé masque yacouba, en est une illustration remarquable. Présent principalement chez les populations Dan de l'Ouest de la Côte d'Ivoire, mais également du Libéria, il est au cœur des institutions rituelles, politiques et religieuses traditionnelles. Il articule la relation entre les vivants, les ancêtres et les esprits, incarnant, de ce fait, ce que Hampâté Bâ (1980) appelait en substance la parole vivante des traditions. C'est dire que le masque est un vecteur de transmission du savoir, du droit et de la morale communautaire. Dans sa lecture des travaux pionniers de Leo Frobenius, Roger Somé (1996) révèle que les masques africains – et particulièrement ceux des sociétés mandé – s'inscrivent dans une cosmologie où la figuration esthétique est toujours fonctionnelle et symbolique. Pour lui, l'intérêt de cette démarche de Frobenius réside notamment dans sa volonté de dépasser les représentations réductrices qui assimilent indistinctement les productions culturelles africaines à des fétiches. Son analyse contribue ainsi à remettre en cause les clichés qui privilégient l'apparence des objets au détriment de leurs fonctions culturelles.

Tout en minimisant les regards stéréotypés sur l'art africain en ce qu'il dégagerait une certaine frayeur, cette lecture de texte de Frobenius entrevoit que les sculpteurs africains n'ont jamais eu la volonté de fabriquer des visages terrifiants ou grimaçants, mais de passer un message subliminal. Cette vision s'apparente à celle que l'on retrouve chez les Dan de Côte d'Ivoire, où le masque n'est jamais un simple accessoire. En effet, le masque Dan jouit d'une force spirituelle. Dans certaines circonstances, il peut être même nommé et traité comme un être doté d'intentionnalité. De ce fait, il participe activement, en tant qu'acteur, aux cérémonies initiatiques, aux rites de passage générationnel, aux rituels de justice et d'apaisement des conflits, voire à la régulation de la vie politique au sein des communautés. Angèle Gnonsoa,

Albert Kouarou, Gueï Kore et Philippe Oberle soulignent, à juste titre, que ces masques servent de médiateurs entre le monde visible et invisible :

« Le masque africain n'est pas un accessoire de théâtre comme certains masques européens. En Afrique, le masque englobe quatre composantes différentes indissociables : non seulement l'objet en bois sculpté, communément appelé masque, mais aussi l'homme qui le porte, le costume rituel de cet homme, et l'esprit ou le génie qui l'habite, et derrière lequel la responsabilité propre du porteur de masque s'efface complètement. Dans la croyance africaine, le masque est un être sacré, un génie, qui utilise le support matériel d'un homme pour apparaître et s'exprimer. » (1985 : 5-11).

D'un point de vue anthropologique, les masques Dan constituent un système classificatoire structurant la société. Ils sont attribués à différentes fonctions selon leur forme, leur usage et leur appartenance rituelle. Dans son ouvrage synthétique sur Les fonctions du masque dans la société Dan de Sipilou, Mamadou Koblé Kamara, distingue ainsi les masques sacrés, les masques de divertissement, les masques de guerre et les masques de médiation sociale ; pour ne citer que ceux-là. À chaque masque correspond un statut spécifique dans la société, régulé par des institutions traditionnelles, comme les sociétés initiatiques poro ou kwi. À cet effet, il insiste sur la complexité du système rituel Dan, où les masques incarnent à la fois la force de l'ordre cosmique et le lien intergénérationnel. Cette typologie fonctionnelle met en évidence le rôle central du masque dans la reproduction sociale, la formation des élites traditionnelles et la médiation avec le sacré. Le masque d'initiation, par exemple, symbolise le passage d'un état de non-savoir à un état de savoir, fondant l'identité adulte. Le masque de justice, quant à lui, peut servir à désigner la faute ou à accompagner les sentences lors des cérémonies publiques. Dans tous les cas, l'objet masque en tant qu'objet d'art n'est jamais dissocié de son contexte d'usage, comme le rappelle, avec précision, Niamkey Koffi, pour qui « l'art exprime toute civilisation dans son eidos, dans son essence et dans ses plus profondes tendances » (2021 : 27).

1.2. Un patrimoine fragilisé par les mutations contemporaines

Dans un monde en perpétuelle transmutation, où les transformations sociales, économiques et environnementales se succèdent à un rythme inouï, le patrimoine culturel et naturel se trouve confronté à de nombreux défis. Les mutations contemporaines, qu'elles soient technologiques, urbanistiques ou sociétales, mettent en danger l'intégrité des témoignages de l'histoire et de l'identité collective. La nécessité de préserver ce patrimoine, tout en s'adaptant aux nouvelles réalités du XXI^e siècle, soulève des questions cruciales sur la manière dont on peut concilier modernité et héritage. Comme le rappelle Bhabha : « un tel art ne se borne pas à rappeler le passé comme une cause sociale ou un précédent historique ; il renouvelle le passé et le reconfigure comme un espace « interstitiel » contingent, qui innove et interrompt la performance du présent (2019 : 42). Cette réflexion entend identifier les problèmes majeurs de cette fragilisation.

-Modernisation, christianisme et marginalisation des pratiques ancestrales

Le masque Dan se trouve actuellement dans une situation de dévalorisation profonde de ses fonctions d'antan. En effet, cet état de fait peut se justifier par l'avènement de la religion et de la modernisation, dès les premières heures de l'époque coloniale. Au lendemain des

indépendances africaines, les campagnes d'évangélisation, en particulier du christianisme évangélique, vont pousser les communautés locales à marginaliser toutes formes de religiosité traditionnelle. Ces courants ont, en effet, souvent perçu les pratiques rituelles associées aux masques comme des objets de cultes « païens », incompatibles avec la foi chrétienne. Ce rejet des symboles traditionnels participe d'une rupture dans les mécanismes ordinaires de transmission culturelle. Une telle transformation peut être rapprochée de ce que Chiara Bortolotto et Sylvie Sagnes, analysant la pensée patrimoniale de Daniel Fabre, qualifient de « rupture anthropologique majeure », correspondant à la fin d'un temps où la culture était « pratiquée et transmise dans l'implicite de l'inconscient culturel » (2016, p.45-55). La fragilisation du masque Dan peut ainsi relever de l'affaiblissement des mécanismes sociaux par lesquels ses significations, ses usages et les savoirs qui lui sont associés se transmettent entre générations. En outre, au nombre des dangers qui menacent la fonction originelle du masque Dan, on dénombre la transformation radicale des modes de vie, l'urbanisation incontrôlée, la scolarisation de masse et l'intensification des migrations. Ces mutations contribuent à une perte progressive de la maîtrise des codes symboliques associés au masque. Ce phénomène peut être analysé à la lumière de la réflexion de Homi K. Bhabha (2019) sur le déplacement, l'hybridation et la reconfiguration des identités culturelles dans les contextes coloniaux et postcoloniaux. De fait, les référents traditionnels se trouvent déplacés, recomposés ou marginalisés au sein des imaginaires nationaux même s'ils ne disparaissent pas nécessairement. De plus en plus tournée vers des modèles globalisés, la jeunesse Dan tend à abandonner les pratiques rituelles, qui faisaient la fierté de leurs ancêtres, au profit de formes d'expression plus modernes.

-Le pillage et le trafic illicite des artefacts

Le masque Dan est, par ailleurs, menacé par un autre phénomène majeur. Il s'agit notamment du trafic illicite d'objets culturels. Depuis les années 1960, l'intérêt croissant du marché international pour les objets qualifiés d'« arts premiers » a favorisé malheureusement la circulation et la commercialisation d'un nombre important d'artefacts africains. Des masques sacrés, autrefois réservés à des initiés, sont aujourd'hui logés dans des musées, des galeries ou des collections privées occidentales, parfois sans que les conditions de leur prélèvement ou du consentement des communautés détentrices soient clairement établies. Dans son analyse sur la perception et la commercialisation de l'art africain, Perrois souligne que « sans une connaissance des contextes et du vécu des objets, la perception que nous en avons reste tronquée » (1997 : 106). On aura compris, extrait de son environnement rituel et social, le masque risque ainsi d'être appréhendé principalement à travers sa valeur esthétique ou marchande, au détriment de ses significations culturelles originelles. Ce déplacement entraîne de profondes conséquences pour les communautés concernées. Il les prive non seulement d'objets investis d'une fonction culturelle et identitaire, mais fragilise surtout la transmission des savoirs, des pratiques et des récits qui leur sont associés. Le pillage et la circulation des masques Dan s'inscrivent ainsi dans une logique plus large de dépossession patrimoniale, souvent dénoncée dans les débats sur la restitution des œuvres africaines. À cet égard, le rapport de Sarr et Savoy indique que plus de quarante-cinq mille (45 000) objets représentant près de 60 % des collections africaines du musée du Quai Branly-Jacques Chirac, sont entrés dans des collections françaises pendant la période coloniale, sur un ensemble d'environ soixante-dix (70)

pièces (Sarr & Savoy, 2018 : 41). Mis en rapport avec ce contexte de pillage et de trafic, le masque Dan peut être appréhendé comme l'un des symboles de l'éloignement matériel et symbolique du patrimoine africain de ses communautés d'origine.

- Les atteintes liées à l'aménagement du territoire

Les grands travaux d'infrastructure, notamment la construction de routes, de ponts, de barrages et l'aménagement de lotissements, peuvent constituer des menaces directes pour les espaces rituels et les sites sacrés dans lesquels les masques sont conservés, présentés ou activés. L'urbanisation et les projets d'infrastructure sont susceptibles d'altérer durablement les valeurs matérielles, symboliques et culturelles des lieux patrimoniaux lorsqu'ils ne sont pas précédés d'une évaluation appropriée de leurs impacts (UNESCO et al., 2022). Le cadre ivoirien de l'évaluation environnementale et sociale a été, certes, réformé par le décret n° 2024-595 du 26 juin 2024. Ainsi ; l'Agence nationale de l'environnement est chargée de la validation des études d'impact environnemental et social. Toutefois, l'insuffisante prise en compte opérationnelle du patrimoine culturel immatériel dans certains projets d'aménagement accroît par voie de conséquence la vulnérabilité de ces espaces. Les décideurs et les entreprises peuvent, en effet, méconnaître la valeur rituelle et symbolique des lieux concernés. Cette situation appelle à une intégration plus systématique du patrimoine culturel dans les études d'impact environnemental et social. L'UNESCO, dans sa Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, définit celui-ci comme « l'ensemble des pratiques, expressions, connaissances et savoir-faire, ainsi que des instruments, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés » (2003 : art. 2, paragr. 1). Elle invite également les États à intégrer la sauvegarde de ce patrimoine dans leurs programmes planification (UNESCO, 2003 : art. 13a) et à promouvoir la protection des espaces naturels et des lieux de mémoire nécessaires à son expression (UNESCO, 2003 : art. 14c). Dès lors, l'érosion des espaces traditionnels dans lesquels les masques Dan sont activés ne provoque pas seulement la disparition de lieux physiques, mais bien plus, elle entraîne une perte de leur intelligibilité rituelle, sociale et culturelle. Face aux différentes menaces qui pèseraient sur le masque Dan, quelles stratégies convient-il alors d'adopter pour assurer la sauvegarde durable de cet artefact culturel ivoirien ?

2. L'archéologie préventive : un levier stratégique pour la préservation du masque dan de Cote d'Ivoire

Face au risque qui guette actuellement le patrimoine culturel ivoirien, et en particulier du masque Dan, il devient crucial d'envisager des stratégies durables de protection, fondées sur une approche anticipatrice. Dans cette optique, l'archéologie préventive s'impose comme un outil pertinent, tant sur le plan théorique que pratique. Elle permet d'identifier les biens culturels menacés par les projets d'aménagement et de proposer des mesures de sauvegarde adaptées, conciliant développement et préservation patrimoniale.

2.1. Définition et fondements de l'archéologie préventive

Pour Laurent Olivier, l'archéologie « interroge l'archive de cette mémoire que constituent les vestiges archéologiques » (2008 : 14). Cette conception mémorielle fonde les bases juridiques de l'archéologie préventive, qui, elle, relève d'une démarche scientifique

d'anticipation appliquée aux vestiges menacés par les projets d'aménagement. Selon l'article L. 521-1 du Code français du patrimoine, elle a pour objet d'assurer « la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement » (République française, 2004 : art. L. 521- 1). Elle intervient ainsi avant la destruction éventuelle des sites, au moyen de diagnostics, de prospections, de fouilles et de la documentation scientifique des vestiges. L'archéologie préventive contribue, de ce fait, à concilier les exigences de l'aménagement du territoire avec celles de la recherche et de la préservation patrimoniale. En d'autres termes, elle replace le patrimoine culturel au cœur des politiques d'aménagement du territoire. Elle prévoit également que le financement des grands travaux publics ou privés prenne en compte les opérations archéologiques préalables rendues nécessaires par les projets d'aménagement (Conseil de l'Europe, 1992 : art. 6). Bien qu'elle relève du cadre juridique européen, cette Convention offre des principes susceptibles d'inspirer l'élaboration de dispositifs adaptés aux contextes africains. Cette conception rejoint les principes et les orientations de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique, dite Convention de La Valette. Celle-ci engage les États parties à associer les archéologues aux politiques de planification ; à organiser une consultation systématique entre archéologues, urbanistes et aménageurs et à intégrer les sites archéologiques dans les études d'impact environnemental (Conseil de l'Europe, 1992 : art. 5). Elle prévoit également que le financement des grands travaux publics ou privés prenne en compte les opérations archéologiques préalables rendues nécessaires par les projets d'aménagement (Conseil de l'Europe, 1992 : art. 6). Bien qu'elle relève du cadre juridique européen, cette Convention offre des principes susceptibles d'inspirer l'élaboration de dispositifs adaptés aux contextes africains. Cette démarche pourrait ainsi constituer une réponse innovante aux défis de la sauvegarde du patrimoine immatériel, dans la mesure où elle implique la documentation, la cartographie et parfois même la reconstitution des sites et pratiques menacés.

En Afrique et particulièrement en Côte d'Ivoire, l'accélération des projets miniers, routiers, industriels et urbains expose de nombreux sites archéologiques à des destructions parfois irréversibles. On note que l'archéologie préventive reste encore balbutiante, malgré quelques expériences prometteuses menées dans le cadre de projets miniers ou routiers. Les travaux réunis par Ould Mohamed Naffé, Lanfranchi et Schlanger (2008) montrent ainsi la nécessité de passer d'interventions de sauvetage ponctuelles à une archéologie préventive organisée en amont des opérations d'aménagement. Les expériences conduites au Cameroun et au Gabon, par exemple, confirment également que l'archéologie préventive peut contribuer simultanément à la production des connaissances, à la protection du patrimoine et au développement territorial (Oslisly, 2014).

2.2. Le masque Dan et les enjeux de l'archéologie préventive

De ces approches définitionnelles susmentionnées, le masque Dan, on aura compris, ne peut être réduit à la seule matérialité de sa forme sculptée. Il appartient à un ensemble patrimonial complexe dans lequel l'objet, les pratiques rituelles, les savoir-faire, les récits, les interdits, les autorités traditionnelles et les espaces sacrés sont étroitement liés. Dans une étude consacrée à la grande case sacrée des régions Gassfields au Cameroun, A. G. Meikengang

confirme la pertinence de cette approche globale. Pour lui, un bien patrimonial de nature rituelle « ne saurait (...) être compris indépendamment des pratiques immatérielles qui lui sont associées » (2025 : 7). Ce constat peut justement être transposé au masque Dan, dont la valeur ne réside pas seulement dans ses propriétés esthétiques, mais aussi et surtout dans le réseau de significations, de pratiques et de relations sociales au sein duquel il prend entièrement sens.

C'est pourquoi, dans cette étude, l'archéologie préventive doit être entendue dans un sens méthodologiquement élargi. Elle doit ainsi être articulée à l'anthropologie, à l'histoire culturelle, à la géographie, à l'ethnologie et aux sciences du patrimoine. Une telle approche interdisciplinaire permettrait d'identifier les espaces associés au masque, de documenter leurs usages, d'évaluer leur vulnérabilité et de prévoir les mesures nécessaires à leur sauvegarde avant la réalisation des projets d'aménagement.

- Anticiper les risques d'effacement et de désencrage

On l'a vu, le masque Dan, en tant qu'élément d'un système symbolique local, peut difficilement être dissocié de son territoire d'origine. Il est lié à des forêts sacrées, des cases d'initiation, des parcours rituels, autant d'éléments souvent invisibles aux yeux des aménageurs modernes. La disparition ou la transformation de ces lieux ne provoque donc pas seulement une perte matérielle. Elle entraîne, de fait, un désencrage symbolique du masque et une rupture dans la transmission des connaissances qui lui sont attachées. Cette menace est particulièrement importante dans les espaces soumis à l'urbanisation, aux travaux routiers, aux lotissements, aux projets miniers et aux investissements industriels. O. E. Pafing fait ces mêmes constats à partir de ses observations en Afrique centrale et conclue que « la multiplication de projets de développement, des investissements immobiliers et industriels participent à l'aliénation des terres et des symboles culturels » (2023 : 200). Il relève notamment que la construction d'infrastructures, de routes et de complexes agro-industriels entraîne la réduction des espaces traditionnels, l'expropriation des populations et la désacralisation progressive de la terre.

La protection du masque Dan confronte ainsi les pouvoirs publics à une tension entre deux logiques que Garat et ses collaborateurs désignent respectivement comme celles de « faire durer le patrimoine » et de « faire la ville sur la ville » (Garat et al., 2005 : 5). La première cherche à préserver les héritages et leurs significations, tandis que la seconde privilégie la densification, la construction et la transformation des espaces. L'archéologie préventive doit précisément intervenir dans cet intervalle pour éviter que les impératifs du développement ne conduisent à la destruction irréversible des lieux patrimoniaux. Une première mesure serait de réaliser, avant tout projet d'aménagement, un inventaire géoréférencé des sites de production, de conservation ou d'activités rituelles des masques. Cet inventaire devrait répertorier la localisation des lieux, leur statut foncier et rituel, les pratiques qui leur sont associées, les acteurs qui en assurent la gestion ainsi que les menaces auxquelles ils sont exposés. Intégré aux études d'impact environnemental et social, il constituerait, selon la formulation employée à propos des inventaires urbains, « un outil de connaissance et d'aide à la décision » (Garat et al., 2005 : 9). En sus, les technologies numériques pourraient renforcer cette démarche. En effet, l'utilisation de systèmes d'information géographique, de bases de données sécurisées, de photographies géoréférencées et de relevés tridimensionnels permettrait de suivre l'évolution des sites et d'anticiper les risques de destruction. Ces dispositifs ne devraient cependant pas se

substituer aux connaissances endogènes. La cartographie numérique, par exemple, devrait plutôt « compléter les connaissances locales sans se substituer à elles » (A. G. Meikengang, 2025 : 9).

Enfin et par voie de conséquence, l'inventaire doit demeurer dynamique et participatif. Hernández González et ses collaboratrices rappellent qu'une mise en liste insuffisamment contextualisée peut objectiver les pratiques culturelles, les couper de leurs relations sociales et contribuer à leur fossilisation (Hernández González et al., 2020 : 9). Tout bien considéré, la documentation du patrimoine Dan, en général, et du masque Dan, en particulier, ne doit pas transformer les pratiques vivantes en éléments figés. Elle doit être, bien au contraire, régulièrement actualisée et validée par les communautés détentrices. Ainsi, l'inventaire systématique des sites où ces masques sont produits, conservés ou activés pourrait alimenter une base de données à intégrer aux études d'impact environnemental et social.

-Créer un cadre normatif et institutionnel propice à la préservation

Pour que l'archéologie préventive puisse contribuer efficacement à la sauvegarde du masque Dan, elle doit s'inscrire dans un cadre légal et institutionnel renforcé. Cela suppose l'adoption de textes juridiques obligeant à la réalisation d'enquêtes patrimoniales avant tout projet d'aménagement, comme cela se fait en France depuis la loi de 2001 sur l'archéologie préventive. Cela suppose aussi la formation de spécialistes locaux, capables de conduire des opérations de diagnostic et de fouilles préventives dans les régions concernées. En Côte d'Ivoire, la sauvegarde du patrimoine culturel n'est pas in stricto sensu dépourvue de fondements légaux. N'Zi Dibié souligne que la loi n° 87-806 du 28 juillet 1987, relative à la protection du patrimoine culturel, recommandait déjà la conduite d'opérations archéologiques préventives lors des projets de développement territorial. Le Code de l'environnement de 1996 a ensuite permis d'intégrer les préoccupations patrimoniales aux Études d'impact environnemental et social réalisées en amont des grands projets. Toutefois, l'existence de ces dispositions, somme toute, générales ne garantit pas une protection effective du patrimoine archéologique.

Dans cette étude bilan portant sur la période 2011-2020, N'Zi Dibié fait remarquer que le cadre législatif ivoirien demeure insuffisamment précis pour identifier et préserver les sites et vestiges menacés par les travaux d'aménagement. Les imprécisions du cadre réglementaire conduisent malheureusement certains bureaux d'études à réduire l'évaluation patrimoniale à une simple prospection archéologique, au lieu de conduire une véritable étude d'impact (N'zi Dibié, 2022 : 349). On aura compris, cette faiblesse juridique justifie l'adoption d'un dispositif spécifiquement consacré à l'archéologie préventive, puisque, comme le souligne N'Zi Dibié « au sens strict et formel du terme, l'archéologie préventive n'existe pas encore en Côte d'Ivoire » (2022 : 351). Il reconnaît néanmoins que certaines études d'impact archéologiques conduites dans le pays constituent déjà des opérations préventives, même si elles ne représentent qu'une étape de la chaîne complète d'intervention. Dès lors, une législation plus explicite et exhaustive devrait donc rendre obligatoire un diagnostic archéologique et culturel avant tout projet d'aménagement d'envergure, immobilier, minier ou agricole susceptible d'affecter des sites patrimoniaux. Elle devrait, par ailleurs, clarifier les responsabilités financières des aménageurs. N'Zi Dibié estime que la normalisation de l'archéologie préventive permettrait d'impliquer davantage les archéologues dans le financement des diagnostics et des fouilles, mais aussi dans

celui des analyses de laboratoire, de l'archivage, de la conservation, de la publication et de la valorisation des résultats. Tout ceci permettrait à l'exemple de la loi française n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive d'exiger aux aménageurs de recruter, avant l'ouverture des chantiers, des spécialistes qualifiés pour identifier et protéger le patrimoine culturel matériel.

La consolidation du cadre juridique devrait nécessairement s'accompagner d'un renforcement institutionnel. D'après l'étude de N'Zi Dibié, quatre institutions publiques ivoiriennes sont engagées dans le domaine de l'archéologie. La priorité ne réside donc pas uniquement dans la création d'une nouvelle institution, mais dans le renforcement des capacités et l'organisation d'une coopération active et dynamique entre de ces structures existantes. Ces institutions publiques, selon N'Zi Dibié (2022), sont confrontées à un manque important de personnels, de subventions, de matériels et de moyens logistiques. Ces difficultés expliqueraient notamment la présence limitée des archéologues universitaires dans les opérations d'étude d'impact et la place croissante occupée par le secteur privé dans les campagnes de prospection et de fouille. On pourrait donc envisager la création d'une plateforme nationale interdisciplinaire de l'archéologie préventive. À cet effet, l'expérience du Centre National de Recherche Préhistoriques, Anthropologiques et Historiques (CNRPAH) en Algérie, ou du National Museums of Kenya, pourrait inspirer sa mise en place. Ses missions consisteraient à examiner les termes de référence des études d'impact, à contrôler les opérations de diagnostic et de fouille, à établir un inventaire national des sites et objets menacés, à organiser la conservation des collections, à coordonner la publication des résultats et surtout à établir un dialogue permanent avec les communautés et les acteurs de l'aménagement. Une telle orientation correspond à l'approche intégrée recommandée par l'UNESCO, qui associe conservation, planification, développement durable, participation des parties prenantes et renforcement des capacités institutionnelles (UNESCO, 2011 : paragr. 23-25). L'archéologie préventive, dans cette perspective, deviendrait un instrument de gouvernance culturelle et territoriale, plutôt qu'une intervention occasionnelle déclenchée après la découverte ou la destruction d'un site.

3. Quelques recommandations pour une préservation durable du masque Dan

La préservation pérenne du patrimoine culturel dépend de plusieurs facteurs sociaux. Les recommandations suivantes complètent les mesures juridiques et institutionnelles précédemment formulées en privilégiant trois axes majeurs, notamment la gouvernance communautaire, l'éducation patrimoniale et la sensibilisation publique.

3.1. Intégrer les communautés locales dans la chaîne de préservation

L'efficacité d'une intervention préventive dépend de sa capacité à articuler les méthodes scientifiques et les savoirs endogènes, détenus par les communautés locales. La participation des communautés ne doit pas intervenir seulement après l'élaboration des projets de conservation ou de sauvegarde. Elle doit commencer en amont dès l'identification du patrimoine et se poursuivre dans la collecte des données, l'interprétation des objets, la définition des mesures de sauvegarde, le suivi des projets d'aménagement et la valorisation des résultats. Comme le souligne Charles-Edouard de Suremain « la participation entre les acteurs s'érige en

préalable éthique [...] [et en] méthodologie de recherche destinée à élaborer collectivement un projet patrimonial » (2015 : 268). Dans le cas particulier du masque Dan, les chefs traditionnels, les initiés et les autres dépositaires légitimes ne doivent pas être considérés comme de simples informateurs sollicités ponctuellement par les chercheurs. Ils devraient participer en amont comme en aval à tout le projet. Par exemple, ils pourraient participer à ce qui peut être inventorié, photographié, déplacé, exposé ou rendu public. L'objectif consiste plutôt à « rechercher le niveau où [ces savoirs] peuvent coopérer pour une meilleure connaissance [...] plutôt que remplacer l'un par l'autre » (Marliac 2015 : 169).

Cette orientation est particulièrement conforme à l'article 15 de la Convention de 2003 de l'UNESCO, qui recommande aux États d'« assurer la plus large participation possible des communautés, des groupes et, le cas échéant, des individus qui créent, entretiennent et transmettent ce patrimoine » et de les « impliquer activement dans sa gestion » (UNESCO, 2003 : art.15). La participation communautaire permet également d'éviter les effets négatifs d'une patrimonialisation purement scientifique et/ou administrative. Dans leurs études consacrées aux relations entre patrimoine immatériel et territoire, Hernández González, Fernández Vicente et Derigond aboutissent à cette même conclusion : « les populations locales sont au centre des enjeux de conservation, protection et diffusion » (2020 : 12). Un projet d'inventaire des masques Dan, dans cette optique, devrait donc être contextualisé et validé par leurs détenteurs qui ont justement un « droit à raconter » (Bhabha, 2019 : 387).

De façon pratique, cette collaboration pourrait se concrétiser par des entretiens approfondis, des récits de vie, la collecte de traditions orales, l'établissement de calendriers rituels, la cartographie participative des espaces sacrés et la reconstitution de l'histoire locale des masques. Une attention particulière devrait être accordée au caractère initiatique de certaines connaissances liées au masque. Toutes les informations pourraient ne pas être destinées à être rendues publiques. Le dispositif de recherche devra donc distinguer les données librement diffusables des connaissances confidentielles ou réservées, et ce, pour éviter les risques de profanation. Le consentement préalable des détenteurs du savoir, le respect des règles coutumières d'accès et la sécurisation des données devront donc constituer des principes éthiques fondamentaux.

3.2. Renforcer l'éducation patrimoniale et la sensibilisation du public

La transmission de la culture du masque Dan doit être adaptée à l'enseignement moderne, car elle ne saurait durablement reposer sur les seuls détenteurs âgés du savoir rituel. L'urbanisation, les migrations, les transformations des modes de vie et l'affaiblissement des structures initiatiques rendent nécessaire une articulation entre les mécanismes traditionnels de transmission et les institutions éducatives contemporaines. L'école devient, de ce fait, un cadre privilégié de connaissance, de reconnaissance et de responsabilisation patrimoniale. Comme cela a été vu précédemment, l'institutionnalisation de l'archéologie préventive doit s'accompagner d'une politique ambitieuse de formation. À ce propos, Demoule affirme que « la question de la formation, continue et initiale, est cruciale » (2002 : 606). La Convention de l'UNESCO recommande expressément la mise en œuvre de « programmes éducatifs, de sensibilisation et de diffusion d'informations à l'intention du public, notamment des jeunes » (UNESCO, 2003 : art.14a), ainsi que de programmes de formation au sein des communautés et

de moyens non formels de transmission des savoirs. Elle recommande également une éducation à la protection des espaces naturels et des lieux de mémoire indispensables à l'expression du patrimoine culturel immatériel (UNESCO, 2003 : art.14c).

Sur cette base, l'étude du masque Dan pourrait être intégrée aux programmes d'histoire, d'éducation civique, d'arts plastiques, de littérature orale et de langues nationales, pour ne citer que celles-là. Ils devraient présenter ses fonctions sociales, les catégories de masques, les métiers liés à leur fabrication, les espaces rituels, les règles de conservation et les menaces contemporaines qui pèsent sur ce patrimoine. Cela dit, une telle pédagogie gagnerait à privilégier des démarches actives, notamment des visites de musées, d'enquêtes locales, comme la collecte de traditions orales, des ateliers de sculpture ou de dessin et des réalisations de cartes culturelles. L'éducation patrimoniale favoriserait ainsi une transmission intergénérationnelle. L'étude de Meikengang (2025) citée précédemment montre, en effet, que la marginalisation des structures traditionnelles d'apprentissage expose les savoir-faire à l'oubli. L'auteur recommande à ce propos la création d'ateliers réunissant les maîtres artisans et les jeunes générations, afin de préserver les connaissances tout en les adaptant aux réalités contemporaines. Dans les régions Dan, de tels ateliers pourraient réunir, selon les autorisations coutumières, des sculpteurs, des maîtres de masques, des enseignants et des élèves. Ils permettraient de transmettre les connaissances relatives au choix du bois, aux techniques de sculpture et aux règles sociales qui encadrent leur usage.

Par ailleurs, les résultats des opérations d'archéologie préventive devraient alimenter cette éducation pédagogique. Les opérations d'archéologie préventive ne doivent pas s'achever avec le dépôt d'un rapport technique et scientifique destiné aux institutions et aux aménageurs. Elles doivent se poursuivre par la publication et la valorisation des résultats auprès de la communauté scientifique et du grand public. Demoule rappelle, à juste titre, qu'« il y a bien une obligation de restituer à la collectivité nationale les résultats de l'archéologie préventive » (2002 : 610). Dans le cas du masque Dan, cette restitution pourrait prendre la forme de manuels et de fiches pédagogiques, d'émissions radiophoniques en langue locale, de documentaires et d'ateliers scolaires, de capsules audiovisuelles et de ressources numériques.

Enfin, l'action éducative menée dans les établissements scolaires devrait être prolongée par des campagnes destinées à l'ensemble de la population. Ces campagnes devraient informer sur les menaces qui pèsent sur les masques, les espaces rituels et surtout les savoirs associés. Toutefois, cette sensibilisation ne doit pas prendre la forme d'une communication verticale dans laquelle les institutions expliqueraient aux communautés la valeur de leur propre patrimoine. Elle doit plutôt être conçue comme un espace de production partagée des récits patrimoniaux et permettre aux communautés de réélaborer les représentations de leur héritage et d'imaginer les conditions de sa transmission. Comme le souligne Arjun Appadurai, « l'imagination est désormais centrale à toutes les formes d'action, tout en étant elle-même un fait social et le composant clé du nouvel ordre mondial » (2001 : 66-67). La réussite de telles campagnes repose sur une communication interculturelle adaptée. Les campagnes de sensibilisation doivent donc être élaborées avec les communautés Dan en mobilisant leurs propres langues, récits, images, formes musicales et modes de communication. Les radios de proximité, les associations villageoises, les médiateurs culturels pourraient participer à leur conception et à leur diffusion.

Conclusion

Cette contribution s'est intéressée aux possibilités offertes par l'archéologie préventive pour assurer la sauvegarde durable du masque Dan de Côte d'Ivoire. Elle est partie du constat que ce masque ne constitue pas seulement un artefact remarquable par ses qualités esthétiques, mais s'inscrit dans un système culturel réunissant des pratiques rituelles, des savoirs initiatiques, des récits, des espaces sacrés et des communautés détentrices de connaissances spécifiques. La réflexion a dès lors été guidée par la question suivante : dans quelle mesure l'archéologie préventive peut-elle contribuer à protéger le masque Dan et l'environnement culturel qui lui donne sens face aux mutations contemporaines et aux projets d'aménagement ? Le cadrage théorique et méthodologique de l'étude s'est voulu interdisciplinaire, et surtout fondé sur une analyse critique de la littérature scientifique, des textes normatifs et des expériences africaines de gestion patrimoniale. La démarche a successivement examiné les fonctions du masque, les facteurs de sa vulnérabilité, les fondements de l'archéologie préventive, puis les conditions juridiques, institutionnelles, communautaires et éducatives de son application. L'hypothèse poursuivie était que la sauvegarde du masque Dan exige une politique d'anticipation qui associe l'étude préalable des sites menacés, l'intégration du patrimoine dans la planification territoriale et la participation effective des communautés.

Les analyses effectuées confirment cette hypothèse, tout en invitant à la nuancer. Les menaces qui pèsent sur le masque Dan sont à la fois matérielles, sociales et symboliques. La transformation des modes de vie, la marginalisation de certaines pratiques ancestrales, l'affaiblissement de la transmission intergénérationnelle, le trafic illicite des artefacts et la destruction des espaces rituels ne mettent pas seulement en péril l'objet sculpté. Ils provoquent également une perte progressive de son contexte et de son intelligibilité culturelle. Dans ces conditions, l'archéologie préventive apparaît comme un levier pertinent, puisqu'elle permet d'intervenir avant l'ouverture des chantiers dans une logique de « sauvetages programmés » (Demoule, 2002 : 599). Toutefois son efficacité va au-delà de la seule fouille archéologique. Dans le cadre de cette étude du masque Dan, elle est envisagée dans une perspective interdisciplinaire, en faisant dialoguer plusieurs disciplines des sciences sociales et humaines. Elle doit être également participative en joignant savoirs scientifiques et connaissances endogènes. L'apport principal de cette étude réside ainsi dans la proposition d'une conception élargie de l'archéologie préventive.

L'étude révèle néanmoins que la mise en œuvre d'un tel modèle reste conditionnée par plusieurs réformes. En Côte d'Ivoire, les insuffisances relevées en matière de réglementation, de coordination institutionnelle, de financement et de formation limitent encore la portée de la réalisation de quelques opérations archéologiques en amont des projets d'aménagement. C'est pourquoi il a été proposé quelques pistes de solution. De futures recherches gagneraient à compléter cette réflexion documentaire par des enquêtes de terrain dans les régions Dan, afin de cartographier les espaces rituels menacés, d'analyser les perceptions des communautés et d'évaluer les pratiques réelles des aménageurs. Une comparaison avec d'autres masques de sociétés africaines confrontées aux mêmes tensions permettrait aussi d'affiner ce modèle.

Bibliographie

Appadurai, A., 2001. Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation, traduit de l'anglais par F. Bouillot, Payot, Paris.

Bhabha, H.K., 2019. Les lieux de la culture : une théorie postcoloniale, traduit de l'anglais par F. Bouillot, Payot & Riveages, Paris.

Bortolotto, C. & Sagnes, S., 2016. « Daniel Fabre et le patrimoine », *L'homme*, (218) [En ligne], consultable sur URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/28923>.

Conseil de l'Europe, 1992, Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée), STE n° 143, La Valette, 16 janvier 1992.

Centre National de Recherches Préhistoriques, Anthropologiques et historiques. (s.d.) Présentation et domaines de recherche, CNRPAH, Alger. [En ligne], consultable sur URL : <https://www.cnrpah.org/index.php/fr/>.

Camara G. M., 2022. Deux décennies de l'ASCAD, contribution des immortels des domaines des Lettres et Sciences humaines et Arts et Culture à l'histoire des idées, Thèse de doctorat au Département de Lettres Modernes, sous la direction de Jean-Fernand Bédia, Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire), 03 août 2022.

De Suremain, C.-É., 2015. « En guise de conclusion... Chercheurs, patrimoine, recherche : quels enjeux pour les sciences sociales ? », dans C.-É. de Suremain et J.C. Galipaud (dir.), *Fabric-acteurs de patrimoine : implication, participation et postures du chercheur dans la patrimonialisation*. L'Étrave/IRD Éditions, Igé/Marseille, pp. 265-270.

Demoule, J.P., 2002. « Bilan et perspectives de l'archéologie préventive au moment de la création de l'Institut national de recherches archéologiques préventives », *Bulletin de la Société préhistorique française*, 99(3), 599-611.

Garat, I & al., 2005. « Préservation du patrimoine bâti et développement durable : une tautologie ? Les cas de Nantes et Angers », *Développement durable et territoires*, Dossier 4, [En ligne], consultable sur URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/4913>

Gnonsoa, A., 2007. *Le masque au cœur de la société wè*, Frat Mat Editions, Abidjan.

Gnonsoa, A. & al., 1985. *Masques vivants de Côte d'Ivoire*. Colmar : S.A.E.P., 80p.

Hampâté Bâ, A., 1980. « La tradition vivante », dans J. Ki-Zerbo (dir.), *Histoire générale de l'Afrique, I : Méthodologie et préhistoire africaine*, UNESCO/NEA, Paris, 191-230.

Hernández González, E. & al., 2020. « Introduction — patrimoine immatériel et enjeux territoriaux », *Noroi*, (256), 7-13 [En ligne], consultable sur URL : <http://journals.openedition.org/noroi/9981>

Kamara, M. K., 1992. *Les fonctions du masque dans la société Dan de Sipilou*, Museum Rietberg, Zürich.

Marliac, A., 2009. « Ould Mohamed Naffé Baouba, Lanfranchi Raymond et Schlanger Nathan (dir.), 2008, *L'archéologie préventive en Afrique : enjeux et perspective* » [compte rendu], *Journal des africanistes*, 79(2), 421-425. [En ligne], consultable sur URL : <http://journals.openedition.org/africanistes/3139>

Marliac, A., 2015. « La fabrication d'un patrimoine africain : l'archéologue et les autres... », dans C.-É. de Suremain et J.C. Galipaud (dir.), *Fabric-acteurs de patrimoine : implication, participation et postures du chercheur dans la patrimonialisation*, L'Étrave/IRD Éditions, Igé/Marseille, 169-192.

- Meikengang, A.G., 2025. Patrimoine et développement durable : l'apport des pratiques traditionnelles dans la gestion et la conservation du patrimoine. Cas de la grande case sacrée dans les régions Grassfields au Cameroun, HAL, [En ligne], consultable sur URL : <https://hal.science/hal-05016126v1/document>
- Mbembe, A., 2013. Sortir de la grande nuit : essai sur l'Afrique décolonisée, La Découverte, Paris.
- Ndanga, A. J.— P., 2008. « L'archéologie préventive en République centrafricaine : état de la question et perspective d'avenir », dans Ould Mohamed Naffé Baouba, & al. (dir.), (2008). L'archéologie préventive en Afrique : enjeux et perspective. Actes du colloque de Nouakchott, du 1^{er} au 3 février 2007, Editions Sépia, Saint-Maur-des-Fossés, 153-163.
- National Museums of Kenya. (S.d). Research Directorate Brief, National Museums of Kenya, Nairobi. [En ligne], consultable sur URL : <https://museums.or.ke/research-directorate-brief/>
- Niamkey-Koffi, 2021. Philosophie, culture et développement : de l'esthétique nègre à l'impensé philosophique des langues, L'Harmattan, Paris.
- N'zi Dibié, C. ; 2022. « Vers l'archéologie préventive en Côte d'Ivoire : bilan de 2011 à 2020 », Bulletin d'Archéologie Marocaine, (27), 347-358. [En ligne], consultable sur URL : <https://revues.imist.ma/index.php/BAM/en/article/view/33870/17478>
- Olivier, L. ; 2008. Le sombre abîme du temps : mémoire et archéologie, Editions du Seuil, Paris.
- Oslisly, R., 2014. « L'archéologie préventive en Afrique centrale (Cameroun et Gabon : un outil de développement », dans J.-C Galipaud & D. Guillaud (coord.), Une archéologie pour le développement, Editions La Discussion, Marseille, 143-154.
- Ould Mohamed Naffé, B. & al. (dir.), 2008. L'archéologie préventive en Afrique : enjeux et perspective. Actes du colloque de Nouakchott, du 1^{er} au 3 février 2007, Editions Sépia, Saint-Maur-des-Fossés.
- Pafing, O. E., 2023. « Patrimoine culturel et développement durable en Afrique centrale », Annales de l'Université de Moundou, série A-FLASH, 10(2), 199-221, [En ligne], consultable sur URL : <https://aflash-revue-mdou.org>.
- Perrois, L., 1997. Patrimoine du Sud, Collections du Nord ; trente ans de recherche à propos de la sculpture africaine (Gabon, Cameroun), ORSTOM, Paris.
- République de Côte d'Ivoire., 1987. Loi n° 87-806 du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel.
1996. Loi n° 96-766 du 03 octobre 1996 portant Code de l'environnement.
2024. Décret n° 2024-595 du 26 juin 2024 déterminant les règles et procédures applicables aux évaluations environnementales et sociales.
- République française., 2001. Loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive, Journal officiel de la République française, 18 janvier 2001.
2004. Code du patrimoine, art. L. 521- 1
- Sarr, F. & Savoy, B., 2018. Rapport sur la restitution du patrimoine culturel africain : vers une nouvelle éthique relationnelle, Présidence de la République française, Paris.
- Somé, R. (1996). « Masques. Suivi d'un texte de Leo Frobenius (1898) » [Compte rendu], Cahiers d'Études africaines, 36(141-142), 303-306. [En ligne], consultable sur URL :

[https://www.persee.fr/doc/cea_0008-](https://www.persee.fr/doc/cea_0008-0055_1996_num_36_141_2017_t2_0303_0000_2)

[0055_1996_num_36_141_2017_t2_0303_0000_2.](https://www.persee.fr/doc/cea_0008-0055_1996_num_36_141_2017_t2_0303_0000_2)

UNESCO., 2003. Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, UNESCO, Paris. [En ligne], consultable sur URL : <https://ich.unesco.org/doc/src/18440-FR.pdf>.

2011. Recommandation concernant le paysage urbain historique, y compris un glossaire de définitions, UNESCO, Paris.

UNESCO & al., 2022. Guide et boîte à outils pour les évaluations d'impact dans un contexte de patrimoine mondial, UNESCO, Paris. [En ligne], consultable sur URL : <https://whc.unesco.org/fr/guide-boite-a-outils-evaluations-impact/>



ETUDE DES VESTIGES DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL DES VILLAGES DE DRAMANDOUGOU ET DE NIOU : CAS DE LA VANNERIE ET DE LA TEINTURE

Brahima OUEDRAOGO

Doctorant en archéologie africaine

Université Norbert ZONGO

Laboratoire de Recherche en Sciences Humaines et Sociales (LABOSHS)

ouedraogobrahima320@gmail.com

Yaya OUATTARA

Doctorant en Archéologie

Université Norbert ZONGO, Burkina Faso

Laboratoire de Recherche en Sciences Humaines et Sociales (LABOSHS)

yayous920@gmail.com

&

Rimpagnandé OUEDRAOGO

Doctorant en Archéologie

Université Norbert ZONGO, Burkina Faso

Laboratoire de Recherche en Sciences Humaines et Sociales (LABOSHS)

rimnaaba@gmail.com

Résumé : Les recherches menées dans les localités de Dramandougou (région des Cascades) et de Niou (région du Plateau central) ont permis de mettre au jour d'innombrables sites et vestiges archéologiques auxquels les populations s'identifient. On y trouve notamment des buttes anthropiques, des sites sidérurgiques, des vestiges liés à la production de teinture et de vannerie traditionnelles, ainsi que des vestiges funéraires. Avec le temps, certains de ces sites et vestiges du patrimoine culturel archéologique se sont dégradés. Face à cette situation, nous avons porté notre intérêt à l'étude des vestiges liés à la production artisanale traditionnelle, notamment la teinture et la vannerie. Cet article dresse un état des lieux des sites et vestiges de ces activités artisanales, en situant leur contexte historique, puis en présentant quelques-unes des techniques pratiquées par les artisans pendant la production. La question de l'état de conservation des sites et vestiges de la vannerie et de la teinture (ateliers de vannerie et de teinture), qui constituent les rares témoins matériels de ces types d'artisanat traditionnel, est également évoquée. Il en ressort que les sites qui abritaient ces activités sont en mauvais état de conservation, en raison des menaces qui pèsent sur eux. Ces menaces sont liées à des facteurs naturels (l'eau de ruissellement, par exemple) et anthropiques (obstruction des ateliers par des ordures). Face à ces facteurs de destruction, quelques mesures sont proposées pour sauvegarder ces anciens ateliers de production.

Mots-clés : Dramandougou, Niou, vannerie, teinture, conservation, menaces

A STUDY OF THE REMAINS OF TRADITIONAL CRAFTS IN THE VILLAGES OF DRAMANDOUGOU AND NIOU: THE CASE OF BASKETRY AND DYEING

Abstract: Research conducted in the localities of Dramandougou (Cascades region) and Niou (Central Plateau region) has uncovered countless archaeological sites and remains with which the local populations identify. These include man-made mounds, ironworking sites, remains linked to traditional dyeing and basketry production, and funerary remains. Over time, some of these sites and remains of archaeological cultural heritage have deteriorated. In response to this situation, we have turned our attention to studying remains linked to traditional craft production, particularly dyeing and basketry. This article provides an overview of the sites and remains of these craft activities, placing them in their historical context and presenting some of the techniques used by the craftsmen. The issue of the state of conservation of the sites and remains of basketry and dyeing (basketry and dyeing workshops), which are rare material evidence of these types of traditional crafts, is also discussed. It shows that the sites that housed these activities are in poor condition due to the threats they face. These threats are linked to natural factors (e.g., runoff water) and anthropogenic factors (e.g., workshops blocked by rubbish). In response to these destructive factors, a number of measures are proposed to safeguard these former production workshops.

Keywords: Dramandougou, Niou, basketry, tint, conservation, threats

Introduction

Les savoirs locaux ont été développés, pratiqués et transmis de génération en génération et ont fait leurs preuves. C'est sur la base de ces savoirs locaux que les populations rurales ont pu s'organiser, s'adapter et survivre dans des environnements bien souvent hostiles. Au Burkina Faso, les populations dans leur mise en place sur l'ensemble du territoire ont développé certaines activités relatives à l'artisanat traditionnel durant des siècles. L'artisanat, qu'il soit traditionnel ou moderne peut être défini comme l'ensemble des activités réalisées à la main. Il couvre un vaste domaine (la poterie, la sculpture, le tissage, la vannerie, la teinture, etc.), et est pratiqué par plusieurs peuples. Les traces de cette activité se signalent dans plusieurs régions du pays auxquelles les populations s'identifient. (Simpore, 2005 ; Zango, 2008 ; Tiendrebeogo, 2018 ; Ouedraogo, 2022 ; Ouattara, 2022). Dans les localités de Dramandougou (région des Cascades) et de Niou (région du Plateau Central), les témoins physiques de ces activités sont visibles mais ils sont confrontés à de nombreuses menaces qui concourent à leur dégradation voire leur disparition. Les objectifs de cette étude sont les suivants : faire connaître les particularités artisanales des deux régions et montrer les différentes techniques mises en œuvre par les artisans au cours de la production. Face aux facteurs de destruction de ces biens culturels, l'étude propose quelques mesures pour préserver ces sites de production artisanale ancienne car plus le temps passe moins les vestiges se conservent.

1. La méthodologie de recherche

Pour mener à bien cette étude, une méthodologie a été adoptée. Elle a consisté à l'exploitation de diverses sources. La première source exploitée s'est basée sur la consultation des documents écrits susceptibles de nous fournir des informations intéressantes relatifs à l'artisanat traditionnel. En plus, des investigations archéologiques ont été menées sur le terrain. Elles ont permis à travers la prospection archéologique d'identifier des sites et des vestiges liés à la production de la vannerie et de la teinture dans les différentes zones d'étude. A ces deux sources, il faut ajouter les sources orales. A cet effet, des enquêtes orales ont été réalisées auprès des personnes ressources dans le but d'obtenir des informations ethnographiques sur les origines de ces activités et les auteurs des vestiges mis au jour.

2. Contexte historique de la vannerie et de la teinture au Burkina Faso

Les recherches archéologiques au Burkina Faso sont l'œuvre des chercheurs étrangers et nationaux. Ces recherches ont été accentuées sur certains domaines d'activités comme la métallurgie, la céramique et l'industrie lithique. Grâce aux datations disponibles liées à l'étude de certains vestiges, l'on a pu contextualiser l'avènement de ces activités menées par les hommes au Burkina Faso. Cependant force est de constater que d'autres activités comme la vannerie et la teinture auxquelles aucune datation n'a été relevée à ce jour ne permettent de situer ces pratiques en contexte national.

2.1 La vannerie

« L'expression « vannerie » est apparue en français au début du XIII^e siècle. Étymologiquement, elle vient du mot « van », qui désigne une sorte de corbeille en forme de coquillage peu profonde, munie de deux poignées, dont le bord est relevé par derrière. Son usage est très ancien et est illustré dans l'Antiquité, notamment dans le culte de Bacchus. » Zeh (2018, p.1).

La vannerie serait une des plus anciennes activités manuelles utilisant des fibres périssables, la deuxième après la sparterie et la confection du filet (Adovasio, 1977, cité par Damien, 2007, p.50). Il va plus loin et ajoute que cet artisanat existe depuis au moins 11 000 ans BP (Adovasio, cité par Damien, 2007, p.50). Le plus ancien travail des fibres remontant à 17 000 ans, d'après des 50 restes trouvés dans la grotte de Lascaux en France (Turner, 1996, cité par Damien). Bien que la vannerie soit une des plus anciennes activités de l'artisanat, la rareté de ses vestiges en contexte de fouille archéologique due aux conditions de conservation ne permet d'établir chronologie exacte de l'activité. Pour Bocquet et Berretrot, la vannerie existe depuis le néolithique (Bocquet et Berretrot cité par Damien, 2007, p.65), mais il est difficile de retrouver des restes archéologiques car, au contraire de la poterie, sa matière première, uniquement végétale, se dégrade rapidement. Mauss, dans sa théorie, situe l'avènement de la vannerie avant la poterie. Selon lui la poterie apparaît moins primitive que la vannerie, dont elle dérivait partiellement (Mauss, 2022, p.66). Il ajoute que la poterie a dû, à l'origine, être un substitut d'une part de la vannerie, d'autre part des récipients en pierre, ces derniers étant forcément très lourds (Mauss, 2022, p.67). Au Burkina Faso, la vannerie est une activité très ancienne. Elle fait partie du vieux système économique et serait pratiquée par les premiers occupants du territoire. Cette activité est pratiquée dans plusieurs régions du pays. Dans la

localité de Dramandougou et ses environs, la pratique de la vannerie est attestée par la présence des anciens ateliers, et des vestiges (les objets) liés à cette activité (cf. figure n°1). A l'état actuel de nos connaissances, aucune date ne permet de situer le début de la production de cette activité dans la zone d'étude. Mais, selon les informations recueillies des sources orales, elle remonterait avec l'avènement des premiers occupants à savoir les Tiéfo. Cependant quand est-il de la teinture ?



*Figure n°1 : Vue d'un atelier souterrain de vannerie
Cliché : B. OUEDRAOGO, décembre 2020.*

2.2 La teinture

La production artisanale notamment celle de la teinture à l'indigo est commune à toute l'Afrique de l'Ouest. Elle serait apparue avant le XV^e siècle (Nugue, 1982, p.216). Au Burkina Faso, cette activité de la teinture à l'indigo est aussi ancienne. Selon les recherches menées, elle est située entre le XIV^e et XV^e siècle (Zango, 2008, p.30). Par contre, d'autres auteurs comme Delafosse (cité par Zango, 2008, p. 14), situe l'apparition de la teinture au XVII^e siècle dans la région de Ouahigouya. Elle serait l'œuvre de trois songhays qui s'installa dans la région pour cultiver l'indigo. Cette activité a été signalée dans plusieurs localités du pays. Dans le Moogo central, (Simpore, 2005, p.310) note sa présence à Wogdogo, à Tanghin Dassouri (*Tāngē Dasuri*). Dans le Bam, (Zango, 2008, 36 p.) évoque sa présence dans le village de Sabcé et (Tiendrebeogo, 2018, p.36) dans le Boulkiemdé, précisément dans le kombere de Lalle. Les écrits reconnaissent aux Marenses l'introduction de cette activité au Burkina Faso même si au fil du temps elle sera ouverte à d'autres groupes de populations sans distinction. De ce fait, les propos recueillis par Vokouma-Boussari auprès des teinturiers Maïga, indique ceci :

« Nous sommes des Marenses. Partout où vous passez, c'est nous qui avons commencé à creuser des trous dans la région. Vous pouvez rencontrer des teinturiers qui portent le nom Sawadogo et autres mais c'est nous qui avons commencé pour eux. C'est à eux qu'appartiennent la terre et nous nous sommes installés. Notre nom est Maïga. Tout Maïga est un Marēnga. N'importe où que tu entends un Maïga jusqu'au Mali, c'est un Marēnga ». Elle ajoute : « Au Moogo, la teinture à l'indigo est une spécialité des Marenses (...) les techniques de la teinture à l'indigo au Moogo est une spécialité socio-professionnelle non castée chez les Marenses pour qui cette activité représente un indicateur social particulièrement chez les personnes qui portent le patronyme Maïga par l'exemple. Vokouma-Boussari. » (2010, p.165)

Dans la commune de Niou, les traces visibles de cette activité se matérialisent par la présence des ateliers de teinture (Cf. figure n°2) qui se localisent dans le village de Niou Tanghin (*Niu Tãngẽ*). Au nombre de deux, ces ateliers sont attribués aux *Moose Nakomse* (Ouedraogo, 2022, p.110) qui portent le patronyme Ouedraogo dont leur occupation du territoire actuel de la commune de Niou remonterait à la première moitié du XVI^e siècle.



Les banderoles bleues indiquent l'emplacement des puits de teinture

Figure n° 2 : vue d'un atelier de teinture de Niou Tanghin

Cliché : B. OUEDRAOGO, avril 2021.

3. La chaîne opératoire de l'activité artisanale : la vannerie et la teinture

Une chaîne opératoire est une série d'opérations qui consiste à transformer une matière première en un produit, que celui-ci soit objet de consommation ou outil. Ainsi, notons que dans le domaine de l'artisanat traditionnel, cette chaîne opératoire est aussi observée dans la vannerie et la teinture même si les procédés de fabrication diffèrent d'une activité à une autre. Elle consiste à la recherche de la matière première, à la transformation de cette matière première en produit fini (c'est-à-dire prêt à l'utilisation). L'ensemble de ces procédés requiert des connaissances, des gestes techniques, un savoir-faire en la matière (Gesswell citée par Bocoum 2000, pp. 43-49). Dans cette partie, nous nous intéresserons à l'ensemble des techniques développées par les artisans dans la chaîne de travail des deux activités que sont la vannerie et la teinture.

3.1 La chaîne opératoire du travail de la vannerie

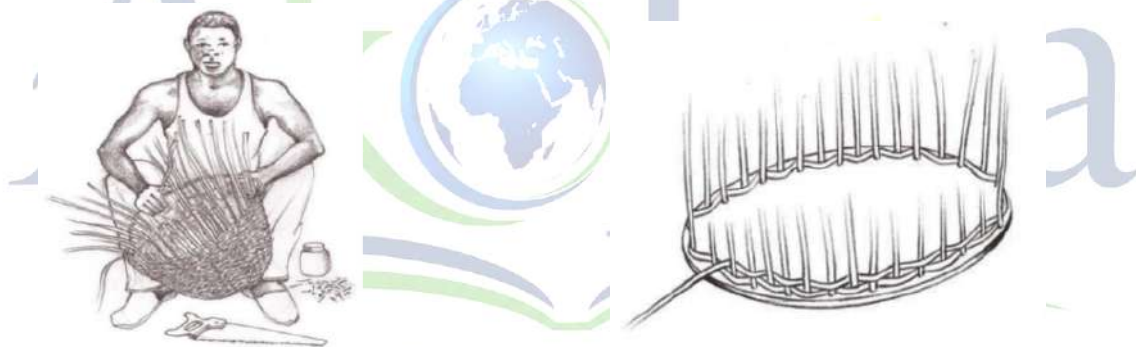
-Les techniques de fabrication

La vannerie est un art qui fournit une grande partie du mobilier traditionnel : lits, fauteuils, nattes, paniers, corbeilles, chapeaux, etc. Selon les régions et suivant la nature des objets réalisés, la vannerie est une activité technique et socioéconomique qui occupe autant les deux sexes. Ainsi, avant de procéder à la fabrication des objets, le vannier et/ou la vannière s'approvisionne d'abord de la matière première. Celle-ci provient directement de la nature. En fonction des régions, la matière utilisée peut être des tiges de Sorgho (*sorghum bicolor*), des feuilles de rônier (*borassus aethiopum*), du raphia de bambou (*bambuseae*), des espèces lianescentes, etc. c'est sur ces matière premières que le vannier et/ou la vannière applique des techniques pour produire des objets. Parlant des techniques, elles sont multiples et sont appliquées selon le type d'objet à produire ou la forme recherchée. Par exemple, la technique du cannage pour les meubles et les fauteuils ; la technique du tressage pour les corbeilles ; la

technique du brochage pour réaliser les différents motifs qui décorent les vanneries ; la technique du tissage pour réaliser les couvercles, les sous plats, les corbeilles plates, et la technique de spirale et de tissage, etc. (Zeh, 2018, p.13). Parmi les techniques énumérées, seule la technique de tressage, est observée sur les objets de cette activité dans notre zone d'étude.

-La technique de tressage

La technique du tressage (cf. Figure n°3), également appelée nattage, peut se faire avec un, deux, trois, ou plus, fils selon l'objet à réaliser. Elle demande toujours une position assise. Elle se pratique de la manière suivante : le fil passe entre deux montants à l'intérieur bien maintenus par la main gauche. La main droite saisit le fil tout près du montant et le conduit devant, l'un à l'extérieur, l'autre à l'intérieur derrière l'autre et ainsi de suite. Après le premier tour de l'objet, le fil de tresse passe en croisant le point de départ. Cette technique se résume en deux méthodes : « le croisement et l'enroulement ». La première sert surtout à la construction des grandes surfaces planes. Quand elle est simple, elle fait alterner un à un les fils longitudinaux et les fils transversaux. Quand elle est complexe, le nombre de fils alternés varie de façon à former des motifs ou dessins géométriques. La deuxième méthode, celle de l'enroulement, est semblable à la technique de spirale. (Zeh, 2018, p.14).



A : Etape de tressage des brins

B : Détail de la technique de tressage des brins

Figure n°3 : Etape de fabrication et objet de la technique de tressage

Source : Cyrille ZEH



C : un panier réalisé à la technique de tressage



D : une cage à volaille réalisée à la technique du tressage

Cliché : OUATTARA Yaya, décembre 2020.

-Les objets de la vannerie et leurs fonctions

La plupart pour ne pas dire l'essentiel des produits de la vannerie ont la particularité d'intervenir dans beaucoup d'espaces utilitaires du quotidien tels que la conservation, le rangement, la décoration intérieure, l'architecture (le plafonnage, les clôtures, les cloisonnements, en l'occurrence), l'enterrement, le couchage. A cet effet, (Zeh, 2018, p.2) indique que : « la vannerie produit plusieurs catégories d'objets : la vannerie fine et celle de luxe. La vannerie de luxe comprend principalement la fabrication des objets d'ameublement en rotin (grands fauteuils, chaises, lits, armoires, etc.). La vannerie fine comprend les objets de service, de parure, des ustensiles, etc. Elle produit des objets simples de forme et de nombreuses sortes de corbeilles tressées de différentes façons ». Dans la zone d'étude, seuls les objets de la première catégorie (la vannerie fine) ont été observés. Il s'agit des objets de service (semoirs, cage pour la volaille, les nasses pour la pêche, les ruches d'abeille) et les ustensiles (bols, etc.) (Cf. Figure n°4)



A : un semoir



B : des nasses pour la pêche



C : un bol pour conserver le tô

Figure n°4 : Quelques objets de la vannerie à Dramandougou

Clichés : OUATTARA Yaya, Juin 2024.

-La chaîne opératoire du travail de la teinture

La teinture est un métier universel qui se répand de plus en plus à travers toutes les cultures. Les procédés sont identiques partout où l'on se trouve, mais les résultats varient selon le degré d'inspiration, la créativité, l'ancienneté et l'assiduité de la personne qui pratique ce métier. Car la teinture consiste à mettre en valeur le tissu blanc auquel il est possible de donner toutes les couleurs souhaitées. En effet, Le travail de la teinture commence par la préparation de l'indigo jusqu'au trempage du tissu dans l'indigo. Ce travail se fait essentiellement en saison

pluvieuse car c'est pendant cette période qu'on cueille des feuilles fraîches¹ auprès d'un buisson appelé « l'indigotier » mais qu'on appelle « gar-tuga » en *moore*. C'est en effet pendant la saison pluvieuse qu'il a le plus beau feuillage. Ces feuilles sont pilées et mises en boule à sécher au soleil jusqu'à utilisation. On cherche ensuite un arbre mort soit un karité, soit un néré où l'on va brûler afin d'en recueillir la cendre. Pour fabriquer l'indigo, il faut des puits. On creuse des trous (*gar-bogdo*) en *moore* dans la terre de 3 à 4 m de profondeur. Un même puits peut servir d'une année à une autre mais on vérifie à chaque fois l'étanchéité et on vide surtout la teinture de l'année précédente car on ne prépare la teinture qu'une seule fois pour toute l'année. Cette vieille teinture en boule va être brûlée avec l'arbre mort pour en récupérer la cendre. La cendre obtenue est mélangée à des feuilles de gar-tuga (*indigotier*). Le mélange prend alors la couleur noirâtre. En outre, tout le ménage est versé dans un des trous. On y ajoute de l'eau, puis on procède au mélange des éléments. Le liquide reste dans les trous pendant sept jours. Le liquide est remué à l'aide d'une longue perche en bois. Au 8^e jour, on prend des pagnes blancs et on le trempe dans ce mélange. Les pagnes sont trempés dans l'indigo toute la journée. Le pagne est mis à sécher au soleil, une fois sec on va le bat (comme pour lisser le bassin) avec des morceaux de bois afin de lisser (comme un repassage). Enfin, une fois le travail terminé la teinture indigo va rester dans le trou jusqu'à l'année suivante. (Ouédraogo, 2022, pp. 94-95).

4. État de conservation, les menaces sur les vestiges de la vannerie et de la teinture et quelques mesures de protection

Au Burkina Faso, les recherches archéologiques ont mis au jour plusieurs sites abritant les traces d'activités humaines passées (sites archéométallurgiques, les sites d'anciens habitats, les sites d'art rupestres, les grottes, les ateliers de vannerie et de teinture etc.). « Ces biens archéologiques qui constituent l'héritage laissé par nos ancêtres sont souvent soumis à toute sorte de sinistre : sécheresse entraînant parfois incendies de forêt, inondations, vandalisme des sites » (Simpore, 2022, p.32). Dans les localités de Dramandougou (région des Cascades et de Niou (région du Plateau Central), les traces de ces cultures matérielles sont abondantes et se traduisent par la présence des sites métallurgiques, des vestiges liés à la production de la céramique, à l'artisanat traditionnel (la vannerie et la teinture), etc. Cependant, la connaissance limitée de ces biens entrave leur conservation. Dans la présente partie nous avons choisi de mener des réflexions sur l'état de conservation des ateliers de teinture et de la vannerie ainsi que les menaces qui pèsent sur les vestiges de ces activités afin de proposer quelques mesures de sauvegarde.

4.1 État de conservation des ateliers de teinture

Ces sites sont constitués de puits de la production ancienne de la teinture. Ces puits ont contenu des teintures pour la coloration des cotonnades. Ils ont des structures architecturales cylindriques avec des diamètres à l'ouverture comprises entre 55 et 80 cm. Dans la commune de Niou, les sites de teinture sont également présents et se localisent dans le village de Niou Tanghin (*Niu Tãngẽ*). Ils sont construits en plusieurs étapes comprenant la fabrication du tour

¹ Il s'agit des plantes indigofères, qui poussent naturellement dans la zone, appelées l'indigotier.

extérieur qui a une texture grossière puis d'une deuxième couche de terre à texture plus fine et enfin un petit recouvrement lui-même tapissé d'un enduit très fin blanc. A chaque étape, les cylindres de terre ont été lissés. La partie intérieure de couleur blanche est probablement recouverte d'argile de type kaolin pour assurer la totale imperméabilité du puits dans le sol. Les puits sont également confectionnés à l'aide d'un ciment spécial pour la conservation de la teinture. Aujourd'hui, ces puits de teinture sont abandonnés par les populations actuelles. Ainsi plusieurs pathologies sont observées sur ces puits de teinture.

La première pathologie de ces vestiges est le bouchage. Il y a des puits qui sont partiellement et entièrement comblés de sable et d'ordures.

La deuxième pathologie est la dégradation des puits. Certains puits ont des bords détériorés et des parois fissurées. Au regard des menaces sur ces vestiges, il est intéressant d'admettre que les agents de ces pathologies sont anthropiques et naturels (Cf. figure n°5)

Sur le plan anthropique, il faut dire que l'homme lui-même est à la base du comblement des puits de teinture à travers les jets d'ordures. Aussi on peut ajouter l'action des animaux. Les sites de teinture du village de Niu Tãgẽ sont devenus une aire de repos des animaux qui sont responsables de la détérioration et du comblement de ces puits.

- Sur le plan naturel, les eaux de ruissellement, le vent constituent des menaces pour les puits de teinture puisqu'ils transportent et y déposent du sable, de la terre, et des végétaux dans les puits.



A : Vue du comblement d'un atelier de teinture



B : détérioration d'un bord de puits



C : des déchets à l'intérieur d'un puits

Figure n°5 : vue d'un atelier de teinture et ses vestiges face aux menaces

Clichés : OUEDRAOGO Brahima, décembre 2020

4.2 État de conservation des ateliers de la vannerie

Quant aux ateliers de vannerie, ils se présentent sous forme de puits circulaires sur des surfaces parfois latéritiques. Les diamètres des ateliers varient de 90 cm à 1 mètre à l'ouverture et une profondeur d'environ 2 mètres (Ouattara, 2022, p 44). On observe à l'intérieur de chacun

des ateliers de vannerie des dispositifs en bois. Ces dispositifs servaient de supports d'entrer et de sortir dans la cavité souterraine. Les ateliers de vannerie étaient confectionnés pour mettre à l'abri du soleil et du vent sec la matière première utilisée. Cette activité était pratiquée également dans les zones voisines de Dramandougou notamment chez les Tusian. Selon Coulibaly en pays Tusian la vannerie a laissé des traces archéologiques encore visibles malgré le déclin de l'artisanat local. Les témoins matériels sont quelques rares outils et surtout les ateliers souterrains qui permettaient de pratiquer l'activité toute l'année (Coulibaly, cité par Ouattara, 2022, p. 44). De nos jours, les ateliers que nous avons identifiés sont tous abandonnés et exposés à des sinistres (menaces). Autrement dire, les ateliers de vannerie sont de façon générale en mauvais état de conservation. Ils sont exposés à plusieurs facteurs de perturbations (facteurs naturels, humains...) contribuant à leurs disparitions.

-Les facteurs naturels

Les biens du patrimoine mondial, comme tous les biens du patrimoine sont exposés à des catastrophes naturelles qui menacent leur intégrité et peuvent mettre en péril leurs valeurs. La perte ou la détérioration de ces biens exceptionnels a d'importants impacts négatifs sur les communautés locales et national, tant en raison de leur importance culturelle que pour les valeurs socio-économiques. Les facteurs naturels affectant les ateliers de vannerie sont ceux liés à la condition pluviométrique. En effet, la forte pluviométrie à travers les eaux de ruissellement entraîne l'ensablement des puits de vannerie ainsi que leur affaissement.

-Les facteurs anthropiques

« À mesure que nous construisons ce qui deviendra un jour vestiges de notre société, nous détruisons ce qui nous est légué du passé. Les vestiges du passé sont limités et vulnérables. Pour simplement dire que nos actions d'aujourd'hui empiètent les vestiges du passé » (Marta & Margaret, 1995, p.5). Les biens archéologiques sont souvent victimes des actions néfastes de l'homme (feu de brousse, aménagement de l'espace, construction des routes, des concessions etc.) ces différentes actions mettent en mal les sites d'activité du passé. En effet, les ateliers de vannerie proches des concessions actuelles sont soumis aux actions humaines. Certains ateliers sont devenus des lieux de dépotoirs d'ordures et d'autres ont été transformés en latrine. (Figure n°6).



A : vue interne d'un atelier de vannerie



B : l'affaissement d'un atelier devenu un dépotoir d'ordure

Figure n°6 : Vue d'ensemble de l'état actuel des puits de vannerie

Clichés : Y. OUATTARA, Juin 2024

4.3 Quelques mesures de protection du patrimoine archéologique face aux menaces

Face aux menaces qui concourent à la dégradation des biens archéologiques dans les différentes zones d'étude, il est nécessaire de trouver des stratégies ou des moyens pour la protection et la sauvegarde. Cela doit faire intervenir plusieurs acteurs comme les chercheurs ainsi que l'État à travers le ministère en charge de la culture. Pour ce qui est de la partition des chercheurs, il serait intéressant de mener des missions de recherches comme ce fut le cas de notre étude dans ce présent article. Cela consistera à : faire l'inventaire des sites archéologiques et établir une carte des sites ; documenter ces biens tout en mettant l'accent sur le volet conservation ; faire connaître aux populations l'importance de ces vestiges, en les sensibilisant et les encourageant à la protection et la conservation de ce patrimoine. L'État a aussi un rôle à jouer dans la protection et dans la valorisation du patrimoine culturel burkinabè par son appui institutionnel. De prime abord, la protection et la conservation du patrimoine culturel révèle de la compétence et de la responsabilité de l'État. Ainsi, stipule l'article 5 de la loi N° 024-2007/AN du 13 novembre 2007 portant protection du patrimoine culturel du Burkina Faso, en ces termes, « la protection et la sauvegarde du patrimoine sont assurées par l'État et ses démembrements et dans certaine mesure les populations concernées ». En effet, on attend de l'État et ses démembrements : l'accompagnement des acteurs de la culture dans la protection et la valorisation du patrimoine culturel ; la mise en place de projets de mise en valeur des sites ; la création d'un comité de surveillance des biens culturels (matériels ou immatériels) afin de prévenir toute menace liée à la destruction du patrimoine ; la création d'un musée communal ou un cadre propice qui pourrait abriter certains vestiges archéologiques ; l'application des textes portant prévention et protection du patrimoine culturel notamment sur les textes relatifs aux études d'impact.

Conclusion et perspectives

Pour conclure, nous retenons que l'artisanat traditionnel (la vannerie, la teinture) fut une activité menée par les populations du Burkina Faso depuis une période relativement lointaine. L'abondance et la diversité des traces visibles de ces activités à savoir la teinture et la vannerie dans les différentes zones d'étude en sont de parfaite illustration. Il s'agit des puits de teinture, des ateliers souterrains de la

vannerie. L'analyse faite sur ces différents vestiges a permis dans un premier temps de faire une observation directe de l'état de conservation des sites puis les menaces qui concourent à la dégradation et à la disparition des sites. Ensuite, elle a permis de connaître les auteurs de ces activités. Dans le premier cas, les observations faites sur les vestiges, indiquent dans l'ensemble leur mauvais état de conservation. Cela est dû aux menaces dont ces vestiges sont confrontés. Énumérés plus haut, les facteurs de dégradation ou les menaces sont de deux ordres à savoir les acteurs naturels et anthropiques. En ce qui concernent les auteurs de ces activités, les données écrites et orales mentionnent l'activité de la vannerie aux premiers occupants du village de Dramandougou dont les Tiéfo. Quant à la teinture à l'indigo dans la commune de Niou (*Niu*), elle est l'œuvre des Moose Nakomse dont leur occupation dans le territoire actuel ladite commune remonterait sans risque de se tromper à la première moitié du XVI^e siècle. En perspective, des études sur d'autres domaines la métallurgie, les arts funéraires, la céramique, etc.) doivent être menées dans les différentes zones d'étude afin d'apporter des réponses sur le passé des populations anciennes dont certaines traces sont encore visibles et d'autres dans le sous-sol. Pour ce faire, des prospections, des enquêtes orales et des fouilles doivent se poursuivre.

Références bibliographiques

- Anquetil J. & Balfet H., 1979, Encyclopédie contemporaine des métiers d'art : la vannerie, Editions du chêne, Paris, pp .1-23
- Damien D., 2007, Vannerie et vanniers Approche ethnologique d'une activité artisanale en Guyane française, thèse de doctorat, Université d'Orléans, 527 p.
- Koté L., 2012, « Archéologie, patrimoine et promotion touristique dans la région du Centre-Nord », in Annales de l'Université de Ouagadougou, Série A, Vol. 016, Presse Universitaire de Ouagadougou, pp.267-306.
- Marta de la Torre et alii., 1995, Patrimoine archéologique dans la région méditerranéenne, Los Angeles, the Getty conservation institute, pp. 5-15.
- Mauss M., 2002, Manuel ethnographique, Ed Payot & Rivages : Paris, 285 p.
- Nugue J. E., 1982, Artisanats traditionnels en Afrique Noire : Haute-Volta, Ed S.A En hors château, Liège, 216 p.
- Ouattara Y., 2022, Contribution à la connaissance du potentiel archéologique de Dramandougou (Burkina Faso / Commune rurale de Tiéfo), Mémoire de master, Université Joseph KI-ZERBO, 92 p.
- Ouedraogo B., 2022, Le peuplement précolonial de Niou (Province du Kourwéogo / Burkina Faso) : approche archéologique et historique, Mémoire de master, Université Joseph KI-ZERBO, 135 p.
- Simpore L., 2005, Éléments du patrimoine culturel physique de riungu de Wogdogo : Approche archéologique et historique, Thèse de Doctorat unique, Université de Ouagadougou, 752 p.
- Tiendrebeogo F. X., 2018, Le patrimoine culturel physique de l'ancien kombere de Lalle (Burkina Faso), Mémoire de Master, Université Ouaga I Joseph KI-ZERBO, 251 p.
- Vokouma-Boussari J. K., 2010, « L'influence des Yarse sur le développement du tissage au Moogo », In SISSAO A J, (ed) Culture et identité aujourd'hui : la culture et la danse Yarma au Burkina Faso : Bilan et perspectives, Edition DIST/CNRST, pp. 163-189.
- Zango N. E., 2008, La teinture traditionnelle dans le Bam : cas du village de Sabcé, pré-mémoire, Université de Ouagadougou, 36 p.
- Zeh C., 2018, « Techniques, formes, signes et fonctions de la vannerie au Cameroun », in IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine, pp.1-31.

LA DEFORESTATION, UNE MENACE POUR LE PATRIMOINE CULTUREL DU PEUPLE WE DE L'OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE

Djamanatigui OUATTARA

Enseignant-Chercheur

Université de San Pedro (Côte d'Ivoire)
Département de Tourisme, Espace et Société
Spécialiste en Management Culturel,
djamanatigui.ouattara@usp.edu.ci

Résumé : La présente étude questionne le lien entre la déforestation incontrôlée en cours dans l'ouest forestier de la Côte d'Ivoire et la survie du patrimoine du peuple autochtone Wè. Plus spécifiquement, elle montre que les intenses activités humaines dans les forêts de cette région constituent une menace pour la sauvegarde du patrimoine culturel Wè. Elle est le fruit d'une recherche documentaire, d'une observation, d'enquête de terrain et surtout d'une collecte de données à partir de sources orales. Aux résultats, il ressort que depuis le déplacement de la boucle du cacao dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, les ressources forestières s'érodent à un rythme sans précédent, sous les effets conjugués de plusieurs facteurs anthropiques : activités agricoles, exploitation forestière et minière, pression démographique, etc. Cette situation déjà alarmante a été exacerbée par le conflit militaro-politique qui a ébranlé la Côte d'Ivoire entre 2000 et 2010. Ce conflit doublé des mutations socioéconomiques et culturelles dues à la modernité imposée par la mondialisation, a contribué à la destruction et à la profanation des lieux sacrés tels les forêts, les rivières, les marigots et autres lieux d'adoration qui constituent pourtant la trame du patrimoine culturel Wè. Ainsi, plusieurs symboles, traces et points d'ancrages de ce riche patrimoine se trouvent fortement menacés et même en voie de disparition si des solutions urgentes ne sont pas trouvées.

Mots-clés : Déforestation, Gla, patrimoine culturel, peuple Wè, ouest ivoirien

DEFORESTATION, A THREAT TO THE CULTURAL HERITAGE OF THE WÈ PEOPLE OF WESTERN CÔTE D'IVOIRE

Abstract: This study questions the link between the ongoing uncontrolled deforestation in the western forest of Côte d'Ivoire and the survival of the heritage of the forests of this region constitute a threat to the safeguarding of Wè cultural heritage. It is the result of documentary research, observation, field survey and especially data collection from oral sources. The results show that since the displacement of the cocoa loop in western Côte d'Ivoire, forest resources are eroding at an unprecedented rate, under the combined effects of several anthropogenic factors: agricultural activities, logging and mining, demographic pressure, etc. This already alarming situation was exacerbated by the military-political conflict that shook Côte d'Ivoire between 2000 and 2010. This conflict, coupled with socio-economic and religious changes due to the modernity imposed by globalization, has contributed to the destruction and desecration of sacred places such as forests, rivers, backwaters and other places of worship which nevertheless constitute the fabric of Wè cultural heritage. Thus, several symbols, traces and anchor points of this rich heritage are seriously threatened and even in danger of disappearing if urgent solutions are not found.

Keywords: Deforestation, Gla, cultural heritage, Wè people, western Côte d'Ivoire

Introduction

La déforestation est un problème environnemental majeur qui touche de nombreux pays à travers le monde, et plus particulièrement la Côte d'Ivoire. Ce pays d'Afrique de l'ouest, autrefois couvert par d'immenses étendues de forêts luxuriantes, fait face à une diminution alarmante de sa couverture forestière. Selon un rapport de l'Inventaire Forestier National de 2020, de plus de 16,5 millions d'hectares à l'indépendance en 1960, le couvert forestier ivoirien est progressivement passé à environ 12 millions d'hectares en 1970 puis à 4 millions en 2000. Le même rapport souligne que le couvert forestier ivoirien était estimé en 2020 à 2,97 millions d'hectares, soit 9,2 % de la surface totale du territoire.

A l'ouest du pays, précisément, dans les régions du Cavally et du Guémon, aire culturelle du peuple Wè, le constat est plus alarmant. Le taux de déforestation dans cette partie de la Côte d'Ivoire est l'un des plus rapides au monde. Dans le milieu rural où il ne subsiste que des forêts dégradées, ce taux a atteint 70% avec une moyenne d'environ 200 000 hectares défrichés par an en 2018 (PARGD GRN, 2018)¹. Les derniers blocs forestiers se situent dans le domaine protégé de l'Etat et des forêts dites sacrées qui sont détenues par les communautés locales. La carte d'occupation des sols de ces deux régions montre que les sols sont dans leur grande majorité occupés par les cultures de rente avec en tête le binôme café-cacao suivi de l'hévéaculture. Les autres types d'utilisation des terres sont constitués de l'urbanisation et des cultures vivrières notamment la riziculture. Cette déforestation et ses conséquences ont fait l'objet de nombreuses productions scientifiques. Ces écrits se sont, pour la plupart, focalisés sur les conséquences socio-économiques et environnementales de ce phénomène. L'impact de la déforestation sur le patrimoine culturel des peuples autochtones de cette partie du pays est très peu mis en avant par la recherche. Ainsi, notre objectif est de montrer les conséquences de la déforestation pour le patrimoine culturel du peuple Wè. Pour ce faire, cette étude devra répondre aux questions suivantes : Quelles sont les causes de la déforestation dans l'aire culturelle du peuple Wè ? Quelles sont ses conséquences pour le patrimoine culturel de ce peuple ? Comment les populations s'organisent-elles pour atténuer ses effets ? Autant de questions, autour desquelles s'articulera l'essentiel de nos réflexions mais avant tout, présentons la méthodologie.

1. Méthodologie d'étude

Pour cette recherche, nous avons adopté une méthodologie axée sur la recherche documentaire et l'étude de terrain. La recherche documentaire nous a amené à consulter des documents dans les centres de documentation et sur internet afin de mieux cerner la question liée à la déforestation, ses conséquences économiques, environnementales, sociales et culturelles en Côte d'Ivoire. Au regard de la complexité du sujet, l'enquête de terrain s'est avérée indispensable. Ainsi, pour mieux évaluer l'impact de la déforestation sur le patrimoine culturel du peuple Wè, nous avons conduit de nombreuses missions de terrain depuis 2022. Lesquelles se sont déroulées dans seize villages des régions du Cavally et du Guémon. Pendant cette période de collecte des données de terrain, nous avons eu des entretiens avec vingt-trois personnes

¹ Programme d'Actions Régionales de Gestion Durable des Ressources Naturelles, étude réalisée en 2021 par le Conseil Régional du Cavally.

composées des dépositaires de la tradition, des notables, des populations allogènes et étrangères, des autorités administratives et politiques et des acteurs de la société civile.

Grâce à l'étude de terrain, nous avons pu participer à des règlements de conflits et à des signatures de conventions de gestion de sites patrimoniaux notamment à Zagné et Guibobli, deux localités situées, respectivement, dans les départements de Taï et de Bloléquin. Les données recueillies à travers ces différentes techniques ont fait l'objet d'une analyse qualitative. Cette analyse s'est appuyée sur l'approche phénoménologique en ce sens qu'elle nous permet de mieux cerner les aspects du comportement et l'état d'esprit des acteurs sociaux face au phénomène de la déforestation.

2. Résultats

Ici, il est question de présenter dans un premier temps la zone de l'étude et le peuple Wè ; ensuite, d'analyser les facteurs de l'accélération de la déforestation dans cette partie du pays et enfin de démontrer comment ce fléau affecte le patrimoine culturel local.

2.1. Présentation de la zone d'étude et du peuple Wè

-Présentation de la zone d'étude

Notre étude couvre les régions administratives du Cavally et du Guémon dans l'extrême ouest de la Côte d'Ivoire. Avant le découpage administratif de 2011, ces deux régions formaient la région du Moyen Cavally, nom tiré du fleuve Cavally qui forme la frontière entre le Libéria et la Côte d'Ivoire. Cet espace est peuplé en majorité par les Wè.

Image 1 : Carte de l'ère culturelle Wè



Source : Schéma directeur du District Autonome des Montagnes, 2023

-Présentation du peuple Wè

La question de la provenance des Guéré a donné lieu à de nombreux écrits parfois contradictoires, car ce peuple est resté longtemps méconnu des européens. Selon Sahi (2002 : 31), « les premiers européens ayant observé ce peuple l'ont plutôt présenté comme un spécimen de la "Société primitive" ». A ce sujet, le sociologue Schwartz (1971 :15), écrit pour sa part que la tradition orale et les témoignages des premiers navigateurs européens ayant abordé les côtes du Liberia et de la Côte d'Ivoire montrent que les populations Krou, dont fait partie le peuple Wè, sont implantées avant le XV^{ème} siècle sur les territoires où elles sont encore de nos jours. Toujours selon Schwartz, « les Wobè et les Guéré sont un et unique peuple, qui se donne le nom de Wè » (1971 :13). Cette thèse est soutenue par Gnonsoa (2005 :30) qui se veut plus clair en notant que « les Wè ou Wègnon sont les populations communément, mais improprement, appelées Wobè et Guéré ». Les wè sont également présentes au Libéria, sur la rive gauche du fleuve Cavally sous l'appellation de « Kranh ».

En Côte d'Ivoire, les Wè occupent principalement les régions du Guemon et du Cavally dans l'ouest du pays où l'appellation officielle pour désigner ce peuple est « Guéré » pour ceux situés au sud et « Wobé » pour ceux résidant au nord. Toutefois, « il convient de noter que ni le terme Guéré, ni le terme Wobé n'existaient dans la terminologie précoloniale, mais furent créés par l'administration militaire coloniale, sur la base d'un malentendu à la fois géographique et linguistique » (Schwartz, 1971 :13). En réalité, selon l'auteur, le nom originel de ce groupe est « Wè », « Wèon » ou encore « Wènon », et il signifie « *les hommes qui pardonnent facilement* » ou « *les hommes qui ont pitié* ». Dans son ouvrage précité, Gnonsoa (2005 :31) donne plutôt une autre explication qui tire ses origines d'une légende. Le nom « Wè », selon une enquête qu'elle a menée dans le village de Kaadhé serait celui d'un chef guerrier qui a été vaincu par les voisins yacouba. Wè étant leur chef, ils sont alors connus sous le nom de « Wègnon », c'est-à-dire les gens de Wè ou Wè tout simplement. Le peuple Wè qui était présenté par le capitaine Viard (1934) comme le peuple de la forêt dans son ouvrage *Les Guéré, peuple de la forêt*, a vu cette végétation luxuriante disparaître brutalement depuis quelques années. Mais quelles en sont les causes ?

2.2. Les causes de la déforestation dans l'aire culturelle Wè

La hiérarchisation des causes de la déforestation dans la zone d'étude ne fait pas toujours l'unanimité parmi les différents acteurs locaux. Certains blâment l'agriculture itinérante sur brûlis par les petits paysans et la croissance démographique liée à l'immigration. D'autres se concentrent sur les politiques mal inspirées de l'Etat, les activités de grandes sociétés industrielles et les besoins en bois énergies pour les ménages.

-Expansion de l'agriculture

La culture du café en pays Wè remonte à 1928. En effet, Sahi (2002 :97) rappelle que le Français Le Roy, venu de Sassandra, s'est installé dans le village de Dieya dans le département de Toulepleu où il créa la toute première plantation de café d'environ 200 hectares. Les employés de cette plantation vont progressivement s'intéresser à cette culture pour améliorer leurs revenus. L'impact de l'introduction du café et du cacao dans cette partie du pays restera faible jusqu'au début des années 1970. L'effritement du couvert forestier du pays Wè s'est

accéléré suite à la construction du barrage de Kossou sur le fleuve Bandama, dans la région de Yamoussoukro (Centre). Débutés en 1969 dans le cadre du projet d'aménagement du territoire, sous l'Autorité pour la Vallée du Bandama (AVB), les travaux de ce barrage ont occasionné l'abandon de plusieurs villages. Les habitants, des agriculteurs pour la plupart, ont migré vers l'ouest et le sud-ouest forestier où ils ont trouvé de nouvelles terres agricoles. Une partie des forêts acquises par les migrants l'ont été grâce à la bienveillance des populations d'accueil. Cependant, certaines acquisitions ont empiété sur les espaces protégés, illégalement défrichés à des fins agricoles.

Les plantations de café et de cacao, dont la superficie a quintuplé en moins de 50 ans, ont consommé la forêt dont la superficie a fortement diminué. La faible utilisation d'intrants, le système cultural inadapté, traditionnel et fortement dépendant de la pluviométrie, la pratique d'une agriculture extensive, la généralisation de l'agriculture sur brûlis contribuent à la destruction rapide de la forêt. Ces dernières années, le pays Wè est devenu la nouvelle boucle du cacao au vue de la production et de l'importance des vergers. C'est un secteur qui attire une grande partie de la population agricole active. Selon le rapport du PRGD GRN, en 2017, le Cacao (337 515 ha) représentait 31% de la surface de la région contre 4% pour l'hévéa (45 368 ha). Les autres types d'utilisation des terres sont constitués par le palmier à huile, le café, les cultures vivrières et l'urbanisation. Ces dernières années, à cause du manque de terres cultivables pour les cultures de rente, les bas-fonds ont été massivement occupés pour la production de riz. Aussi, faut-il noter l'utilisation abusive et inapproprié de produits phytosanitaires affecte négativement la flore et la faune.

La destruction du couvert forestière s'est intensifiée à l'occasion de l'éclatement de la crise sécuritaire de 2002. En effet, l'effondrement de l'ordre public qui a marqué les années de conflit a donné un coup d'accélérateur aux mouvements d'occupation illicite des forêts et des espaces protégés. Durant cette période de crise (2002-2011), plusieurs milliers de personnes venues des pays voisins et d'autres régions du pays ont envahi les forêts classées de Bangolo, Duékoué, Guiglo, Taï, Bolequin et Toulepleu à la recherche de terres arables. Ils y ont développé des plantations de cacao, de café et d'hévéa, souvent sous le regard impuissant ou complice de l'administration. Les cas les plus symptomatiques de cette situation sont le Parc National du Mont Péko dans le Guémon et la forêt classée du Gouin-Débé dans le Cavally. Ces aires protégées ont été littéralement détruites pendant la période de crise. Le seul parc du mont Péko abritait plus de 27.000 occupants illégaux devenant ainsi, un espace de non-droit sous le contrôle d'un chef de guerre.

La pression sur les forêts et ses conséquences sont aussi liées à l'explosion démographique dans l'aire culturelle Wè. La population des deux régions qui constituaient la région du Moyen Cavally est passée de 508 733 habitants en 1998 à 1 639 115 en 2021 selon les résultats des recensements des populations. En l'espace de deux décennies, la population s'est accrue de plus d'un million d'habitants, essentiellement des agriculteurs.

-Exploitation forestière

La zone de peuplement des Wè est une zone forestière très dense. La végétation fait partie du domaine guinéen avec une dominance de forêt mésophile dense et humide. Elle est très riche en essences forestières et la composition floristique de cette partie du pays a favorisé

l'installation de nombreuses industries du bois. En effet, les permis d'exploitation industrielle actuels couplés à une intense activité d'orpaillage illicite ont également de lourdes conséquences sur l'environnement, particulièrement sur les ressources forestières. L'ouest montagneux qui constitue notre zone d'étude dispose de vingt-et-une entreprises de transformation de bois dont quinze fonctionnelles. En 2019, on dénombrait 46 autorisations d'exploitation forestière pour un volume de 121 969 m³ de bois exploités (SDD, 2023 :118)². En outre, le prélèvement de bois de feu et la fabrication de charbon de bois, principales sources d'énergie pour les populations, sont très destructeurs pour la ressource forestière et échappent à tout contrôle de la part de l'administration forestière. Ces modes de prélèvement sont notamment liés au peu de diversification des sources énergétiques, car le gaz butane est peu répandu en dehors des centres urbains.

-Problèmes de gouvernance

Malgré tout l'arsenal de textes juridiques, la forêt et les espaces sacrés n'ont cessé de régresser et de se dégrader. A ce jour, aucune stratégie réellement efficace n'a pu être utilisée pour la protection du domaine forestier et les sites à haute valeur patrimoniale. Les causes institutionnelles identifiées sont multiples.

D'abord, le manque de volonté politique qui se traduit par l'insuffisance des moyens mis à la disposition des structures de gestion des forêts pour la surveillance et le laxisme dans la mise en œuvre des mesures de sanctions liées aux infractions de destructions des forêts. Pour corroborer cette assertion, Hauhouot (1992) affirmait que « la gestion de l'espace forestier de l'État n'est pas aisée malgré l'existence des textes réglementaires » (1992 :369). Pour lui,

« la difficulté réside à la fois dans les conditions de la vie paysanne et dans le laxisme des services publics face à divers groupes de pression. Le domaine forestier de l'État fait ainsi l'objet de défrichements clandestins, que l'appareil de surveillance étatique ne parvient pas à décourager, tandis que l'action des gardes forestiers s'oriente beaucoup plus vers la protection de la faune que vers celle des massifs forestiers. » (Hauhouot, 1992 :362)

Ce manque de volonté politique s'est traduit par une incohérence entre les politiques des ministères avec des objectifs souvent contradictoires, notamment dans la gestion des infiltrés en forêts classées.

2.3. Impact de la déforestation sur le patrimoine culturel

-Menace pour la pharmacopée traditionnelle

La pharmacopée traditionnelle en plein essor sur le marché national du médicament tire en partie ses matières premières de la forêt (racines, feuilles, écorces, tiges, etc.). Une frange importante de la population du monde rural et de plus en plus les populations urbaines dépendent des remèdes de la médecine traditionnelle dont les plantes se trouvent principalement dans les forêts tropicales.

² Schéma Directeur de Développement du District Autonome des Montagnes réalisé en 2023

La forêt n'est pas qu'un réservoir de plantes comestibles. Elle regorge de nombreuses plantes que les hommes utilisent au quotidien pour se soigner et se prémunir contre certaines maladies. Comme le souligne N. Huybens et al (2012 :24), « Pour les Wè, les plantes ne servent pas qu'à nourrir le corps, elles permettent aussi de rétablir l'équilibre rompu par la maladie ou par des comportements inacceptables car le corps humain, les plantes et l'univers sont considérés comme un tout harmonieux ». Avec la destruction de la forêt, de nombreuses espèces d'arbres autrefois protégés ont presque ou totalement disparu. A ce sujet Kahi Dézon Léopold³, indique que la déforestation a fait disparaître de nombreuses plantes médicinales, ce qui affecte la vie quotidienne des Wè. Notre interlocuteur souligne que la plante appelée Diyè en langue guéré dont la sève était utilisée pour lutter contre la carie dentaire a totalement disparue à cause du défrichement. Poursuivant son intervention, il affirme ceci :

« Il y a une plante dans la forêt que l'on brûle pour obtenir une teinture noire qui est ensuite aspergée sur les pieds du porteur du masque afin que celui-ci ne soit pas reconnu par le public. Cette teinture a une vertu thérapeutique car, elle permet de protéger le porteur contre les bactéries et microbes qui pourraient affecter les pieds. Toutes ces plantes qui jouent un rôle important dans la culture Wè sont menacées par la déforestation. »

En somme, la disparition de la forêt a un réel impact sur le savoir et le savoir-faire des populations. Elle emporte avec elle, une partie du patrimoine immatériel et naturel dont le raphia.

-Menace sur la survie du raphia

Le genre raphia est un des cinq genres constituant la sous-tribu des raphiées qui forment la grande famille des palmiers (Chevalier, 1932). Présent à Madagascar, en Amérique du sud et en Afrique de l'ouest, le raphia est un grand palmier dont le tronc est recouvert, à sa base, de vieilles palmes, qui peuvent atteindre dix mètres de long. Ses feuilles persistantes ont des nervures secondaires arquées, divisées en de nombreuses folioles linéaires mesurant un à deux mètres. Le raphia qui se trouve dans les marécages est au cœur de la vie sociale et culturelle du peuple Wè. Il est omniprésent dans le quotidien de ce peuple. En effet, beaucoup de mythes Wè font venir les *glaé* des marécages à raphia (Gonsoa, 2005 : 40). Les *glaé* ne peuvent exister sans le raphia, car leurs jupes sont faites de raphia. Le nombre de jupes d'un masque marque sa position hiérarchique : plus il en porte et plus il est important. Par exemple, le masque de sagesse peut en porter une cinquantaine. Toutefois, en raison de leur fonction et rang dans la société secrète, il était interdit à des masques de différents types de se passer les mêmes jupes. A ce propos, Kahi Dézon Léopold reconnaît qu'« avec la rareté des raphias, plusieurs *glaé* se partagent les mêmes jupes, car ils n'arrivent pas à les renouveler régulièrement ». Toutes les personnes interrogées au cours de cette étude sont unanimes pour dire qu'au lendemain de la crise de 2011, le déferlement de population dans l'ouest du pays avec son corolaire d'occupation illicite des terres a porté atteinte au patrimoine culturel des peuples autochtones. La rareté des forêts pour la culture du cacao, du café et de l'hévéa a contraint de nombreux migrants à occuper

³ Léopold D Kahi, Vice-Gouverneur du District Autonome des Montagnes, entretien réalisé le 11 décembre 2024

les bas-fonds pour la production du riz. Cette occupation anarchique et incontrôlée des rivières a entraîné une destruction sans précédent des raphias pourtant indispensables dans la vie des *glaé*. Chez les Wè, le palmier symbolise la paix, l'amitié, la fraternité, la victoire. Il est présent à tous les grands événements, qu'ils soient heureux ou malheureux. Le chasseur sollicite ses pouvoirs pour se protéger contre les mauvais esprits, le planteur pour une production agricole abondante et la femme pour lutter contre l'infertilité.

Le raphia est utilisé pour la production du vin local, cette boisson blanchâtre très prisée par les africains et plus particulièrement les ivoiriens. Le vin de raphia est utilisé dans tous les rituels des Wè. A ce sujet, Kahi Léopold dit ceci :

« Le vin de raphia a un caractère mythique et mystique chez nous les Wè. Il est présent à toutes les grandes cérémonies pour faire les adorations et les incantations à l'endroit des ancêtres. Malheureusement, le vin de raphia est remplacé par le vin de palmier⁴ qui a été introduit en pays Wè par les baoulés venus du centre de la Côte d'Ivoire, dénaturant ainsi nos us et coutumes. »

Abondant dans le même sens, Bah Blo Jean affirme que : « c'est autour du vin blanc de raphia que les sages se retrouvent pour régler tous les conflits sociaux ». La disparition du raphia compromet fortement la survie du *gla* qui constitue le fondement de la société Wè.

- Menace sur la survie du *gla*, le fondement de la société Wè

Les forêts occupent une place importante dans l'univers symbolique des humains. Dans de nombreuses sociétés, « la forêt est omniprésente dans les contes, les récits mythiques et les conceptions du lien à la nature (Huybens, 2011 :6). Elle a toujours été, pour de nombreux peuples à travers le monde, le lieu privilégié pour l'expression et la perpétuation de leurs pratiques culturelles. Dans les sociétés africaines, et plus particulièrement en Côte d'Ivoire, les produits de la forêt (feuilles, bois, écorces, sève, os, peaux, cornes, poils d'animaux etc.) sont abondamment utilisés dans la production des attributs culturels (masques, tam-tam, flûtes, etc.). Chez les Wè, l'essentiel de l'ornement du *gla* (les plumes d'oiseau, les dents d'éléphant, de panthère, le raphia) provient de la nature. De nos jours, avec la déforestation, des espèces de bois utilisées pour tailler le visage du masque sont devenues rares. Pour trouver ce bois précieux, il faut se rendre dans les forêts du Libéria qui, elles aussi, sont depuis quelques années, sous la menace des exploitants agricoles et forestiers. A ce sujet, Huybens et al, (2011 :3) font remarquer que « dans nos sociétés qui s'industrialisent, les forêts ne sont plus gérées en fonction de ce qui est bon pour la nature ou pour les populations, mais plutôt en fonction de ce qui est bon pour la croissance économique ».

⁴ Notre interlocuteur fait référence ici au palmier communément utilisé pour la production de l'huile rouge. Chez certains peuples, c'est cette variété de palmier qui est utilisé pour extraire le vin blanc connu en Côte d'Ivoire sous l'appellation de *Bandji*.

3. Discussion

La présente section portera un regard critique sur les résultats de l'étude en mettant un accent sur l'intérêt culturel de la conservation de la forêt et les initiatives prises par les acteurs locaux afin de protéger ce qui peut l'être encore.

3.1. Intérêt de la conservation de la forêt

Les résultats de l'étude montrent que les causes de la déforestation sont multiples avec des acteurs aux intérêts parfois contradictoires. A l'analyse des résultats, nous notons que la disparition accélérée du couvert forestier de la zone d'étude est liée d'abord à l'agriculture extensive du café, du cacao et de l'hévéa et au développement de la riziculture dans les bas-fonds ; ensuite à l'exploitation industrielle du bois et pour les prélèvements pour les besoins des ménages et enfin, les insuffisances dans la gouvernance du secteur. Ces résultats sont partagés par Hauhouot (1992 :62) qui estime que rythme élevé des prélèvements et des destructions pour les besoins en terres cultivables, la demande des industries du bois et les besoins en grumes pour l'exportation constitue la première cause de la déforestation en Côte d'Ivoire. La ruée vers les massifs forestiers de l'ouest de la Côte d'Ivoire après ceux du Sud-Ouest et du Centre-Ouest dans les années 1970 affecte incontestablement la société traditionnelle Wè. Ses conséquences ont poussé Kragbe et al (2010 :137) à conclure que « la disparition des forêts n'entraîne pas seulement de profondes mutations environnementales ou écologiques, mais aussi un bouleversement social, culturel et religieux ». La déforestation bouleverse progressivement la société Wè, car elle assèche les cours d'eau sacrés, désacralise les sites naturels (montagnes, grottes, arbres, etc.). Tous ces éléments de la nature font l'objet d'un culte chez le Wè et traduisent par la même occasion le lien entre ce peuple et la forêt. Le *gla* est une puissance religieuse, car il est le représentant de Dieu. En plus d'être le dépositaire du patrimoine culturel, il assure une fonction à la fois religieuse, sociale, culturelle, économique et politique. Il est le garant de la cohésion sociale. A cet effet, Gnonsoa, (2005) fait remarquer que

« dans une société de tradition orale, le masque, en raison de son caractère immortel, est le dépositaire de la connaissance. Il concentre entre ses mains l'ensemble du potentiel culturel accumulé par toutes les générations. En plus de la connaissance des lois qui régissent la communauté, il est le maître de la création artistique. » (2005 :102).

Or, sa survie est liée à la forêt d'où les vivants tirent les matériaux pour la construction de sa case, le bois pour tailler son visage, le raphia pour coudre sa jupe. La disparition de la forêt bouleversera toute la société Wè si des mesures urgentes ne sont pas prises. Cette inquiétude a fait naître chez certains acteurs de la région des initiatives, en vue de protéger ce qui peut l'être encore.

3.2. Initiatives des acteurs locaux

Les échecs des politiques de gestion des forêts en Côte d'Ivoire et leurs conséquences néfastes sur le patrimoine culturel provoquent depuis quelques années un regain d'intérêt chez certains acteurs locaux de notre zone d'étude. Dans le village de Guibobli, la communauté villageoise a initié un projet de sécurisation de la forêt sacrée de *koulai a wo* d'une superficie

de vingt-deux hectares. Ce site naturel craint et vénéré, réservé à l'expression culturelle de la famille Déhédi et dont la gestion est réglementée par les pouvoirs traditionnels abrite de nombreuses espèces végétales médicinales et des animaux notamment des chimpanzés. Pour les populations du village, ces chimpanzés ne sont pas des animaux ordinaires. Ce sont leurs ancêtres, fondateurs du village, qui se sont incarnés en chimpanzé pour veiller sur le village. Mais face à la pression démographique et au risque d'infiltration du site, la communauté villageoise et le Conseil Régional ont signé, en 2022, une convention de gestion de ce site naturel grâce à un appui financier de l'Agence Française de Développement dont voici un extrait.

Encadré 1 : Extrait de la convention de gestion de la réserve forestière *Koulai a wo* de Guibobli

Convention relative à la gestion de la réserve forestière *Koulai a wo* de Guibobli

Article 3 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet la définition d'une vision commune et d'un mode opératoire de gestion et d'exploitation de la réserve forestière *Koulai a wo*, au bénéfice des populations du village de Guibobli.

Concrètement, elle a pour but ultime d'une part la préservation de la faune et de la flore de ladite réserve et d'autre part d'en faire un réservoir de plantes médicinales ainsi qu'un véritable site touristique. De ce fait, les actions et activités suivantes sont interdites :

- l'exploitation agricole ;
- l'exploitation forestière ;
- l'exploitation minière ;
- le braconnage ;
- la consommation des poissons pêchés dans la rivière *Djrannhi*, qui prend sa source dans la grotte localisée dans cette forêt ;
- l'accès à la ressource naturelle par les autochtones, les allogènes et les allochtones, sans l'autorisation du comité de gestion et de suivi ;
- le prélèvement des plantes médicinales sans autorisation préalable du comité de gestion et de suivi ;
- la consommation de la banane plantain ;
- ou toute autre activité pouvant constituer un obstacle à la réalisation des objectifs fixés en préservant cette réserve forestière *Koulai a wo*.

Article 7 : Sanctions

Le non-respect de l'un des engagements visés à l'article 5 entraîne automatiquement le versement d'une amende dite de réparation auprès du comité de gestion et de suivi. Cette amende est exécutée par le comité de gestion conformément aux décisions arrêtées par les acteurs villageois.

Ainsi, toute violation des engagements entraîne pour le contrevenant, l'obligation d'offrir pour un sacrifice un mouton blanc, un bœuf blanc, 25 kg de riz blanc, 5 litres d'huile rouge, éléments constitutifs de l'amende.

Au demeurant, l'exécution de ces charges sont sans préjudice des sanctions pouvant être prononcées par les autorités administratives et judiciaires compétentes.

Source : Conseil Régional du Cavally, 2022

A cette initiative novatrice, il faut ajouter l'engagement de nombreux villages tels que Kaadé, Zagné, et Béoué où les communautés villageoises ont initié des actions de protection du raphia afin de s'assurer de la disponibilité de fibres pour la confection des jupes des *glaé*. Les actions des communautés villageoises sont soutenues par le Conseil Régional qui a consacré, en 2021, la deuxième édition du Nhaa- hii festival à la protection du palmier à huile et au raphia à travers le thème « Le palmier à huile et le raphia dans la vie sociale et économique du peuple Nhaa- hii, résilience et cohésion sociale ».

Image 1 : Affiche de la deuxième édition du Nhaa- hii festival



Source : Service communication du Conseil Régional du Cavally, 2021

Cette édition avait pour but de sensibiliser et éduquer les populations à l'effet de créer une synergie d'action de l'ensemble des composantes de la société Wè pour la protection du raphia.

Conclusion

Au regard de ce qui précède, on note que si le débat actuel en cours sur la déforestation se focalise sur ses effets négatifs sur l'environnement, les changements climatiques, l'économie, il faut reconnaître également que ses conséquences sur le patrimoine culturel sont réelles et très perceptibles dans les régions du Cavally et du Guémon. La déforestation qui n'épargne pas les sites, les arbres et les animaux sacrés ou protégés est à l'origine de nombreuses tensions dans la région. Elle constitue une menace pour la cohésion sociale, car les autochtones fustigent régulièrement le mépris des étrangers pour leurs us et coutumes. En fait, les conséquences de la déforestation vont au-delà de la disparition du couvert forestier. Elle pose le problème de la survie de la culture du peuple Wè et de son identité. La recherche de solutions au phénomène de la déforestation qui mobilise l'État, les collectivités territoriales, les partenaires techniques et financiers, la société civile et les populations locales doit être holistique en intégrant la dimension culturelle afin de garantir une paix sociale durable dans cette région où les conflits fonciers sont récurrents.

Sources et bibliographie

Sources orales

Nom et prénoms	Fonction	Date de l'entretien
ASSOUMA Kouassi Alexis	Sous-Préfet de Doké (département de Bloléquin)	01 octobre 2022.
BAH Blo Jean	Dépositaire de la tradition à Bloléquin	11 décembre 2024
BAH Téhé Patrice	Chef de terre de Zagné	25 juillet 2022
BAMABA Ytigo	Représentant des communautés allogènes de Guibobli	27 décembre 2022
Michel Kohon	Chef du village de Guibobli	01 octobre 2022.
DIE Alexis	Chef du village de Sémien	15 novembre 2022
KAHI Dézon Léopold	Vice-Gouverneur du District Autonome des Montagnes, dépositaire de la tradition	11 décembre 2024
KONE Lacina	Agent à la direction régionale de l'agriculture de Duokoué	09 juin 2023
Te Jean Claude	Chef de Village de Seizaibli	17 juin 2022.
YAHA Mathieu	Membre du Comité Villageois de Gestion du Foncier Rural de Bina-Zagna	13 novembre 2022

Sources d'archives

Rapport de l'étude relative aux ententes foncières locales dans le département de Bloléquin, 2022.
 Rapport de l'étude relative au programme d'actions régionales de gestion durable des ressources naturelles dans la région du Cavally, 2021.
 Schéma directeur de développement du District Autonome des Montagnes, 2023.
 Schéma régional d'aménagement et de développement de la région du Cavally, 2021.

Bibliographie

GNONSOA A., 2005, *Le masque au cœur de la société Wè*, Abidjan, Frat Mat Éditions, 135p.
 VIARD R., 1934, *Les Guéré, Peuple de la forêt, Étude d'une société primitive*, Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 142p.
 VOHO S. A., 2002, *Toulepleu : la terre et les hommes*, Abidjan, PUCI, 128p.
 SCHWARTZ A., 1971, *Tradition et changements dans la société Guéré (Côte d'Ivoire)*, Paris, Mémoire ORSTOM, n°52, 259p.
 SCHWARTZ A., 1971, L'immigration dans la sous-préfecture de Taï, Paris, ORSTOM, [En ligne], consulté le 01 octobre 2024 sur <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi>
 HUYBENS N. & TCHAMBA M., 2011, Culture et spiritualité : la forêt écosystème culturelle et symbolique » Institut de l'Energie et de l'Environnement de la Francophonie, pp 2- 37 [En ligne], consulté le 15 novembre 2024 sur <http://www.ifdd.francophonie.org/ressources.pdf>
 HAUHOUOT A., 1992, Les ressources forestières dans la problématique du développement en Côte-d'Ivoire, In: L'Espace géographique, tome 21, n°4, pp. 357-365 [En ligne], consulté le 05 novembre 2024 sur <https://doi.org/10.3406/spgeo.1992.3110>
 KRAGBE A. G. & Tahoux, T. M., 2010, La sacralisation des ressources naturelles dans la conservation de l'environnement : le cas des Dida de Côte d'Ivoire ». In: Revue des sciences sociales, n°43, Humour et dérision. pp. 130-141 [En ligne] consulté le 7 novembre 2024 sur <https://doi.org/10.3406/revss.2010.1291>
 CHEVALIER A., 1932, Nouvelles recherches sur les Palmiers du genre *Raphia*, In : Revue de botanique appliquée et d'agriculture coloniale, 12^e année, bulletin n°126, pp. 93-104 [En ligne], consulté le 11 novembre 2024 sur: <https://doi.org/10.3406/jatba.1932.5102>

ÉTAT DES LIEUX DU PATRIMOINE CULTUREL DE NAABA WUBRI

Ibrahima OUIBGA

Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou, Burkina Faso

ibrahima_ouibga@ujkz.bf

Résumé : Le patrimoine culturel est un facteur de développement dans la mesure où il est un témoin inconditionnel du passé qui sert à conserver et à protéger les identités culturelles. Mais dans bien des cas, il n'est pas suffisamment valorisé car il est méconnu ou négligé du grand public. C'est le cas du patrimoine culturel de *Naaba Wubri*, fondateur du royaume de *Waogdgo*, abandonné au gré des intempéries naturelles et anthropiques, disséminé çà et là, dans le *Moogo* central. Un état des lieux du patrimoine culturel de *Naaba Wubri* semble donc primordial pour la protection de ce patrimoine qui se dégrade au fil d temps, d'où la présente étude. À ce sujet, nous formulons la problématique suivante : quelle analyse peut-on faire sur la situation du patrimoine culturel de *Naaba Wubri* ? À cette préoccupation principale s'ajoutent des questions subsidiaires : Qui est *Naaba Wubri* et quels sont les composantes immatérielles et matérielles de son patrimoine culturel ? L'objectif principal de l'étude est de contribuer à une meilleure valorisation du patrimoine culturel burkinabè. Quant aux objectifs spécifiques, il s'agit d'une part, de biographier *Naaba Wubri* et d'autre part, de présenter les éléments matériels et immatériels de son patrimoine découlant de son geste. La méthodologie de notre travail consiste à collecter les informations à partir des sources orales et écrites.

Mots-clés : Patrimoine-Valorisation-*Wubri*.

INVENTORY OF THE CULTURAL HERITAGE OF NAABA WUBRI (BURKINA FASO)

Abstract: Cultural heritage is a factor of development to the extent that it is an unconditional witness to the past which serves to conserve and protect cultural identities. But in many cases, it is not sufficiently valued because it is unknown or neglected by the general public. This is the case of the cultural heritage of *Naaba Wubri*, founder of the kingdom of *Waogdgo*, abandoned due to natural and anthropogenic weather, scattered here and there, in central *Moogo*. An inventory of the cultural heritage of *Naaba Wubri* therefore seems essential for the protection of this heritage which is deteriorating over time, hence the present study. On this subject, we formulate the following problem: what analysis can be done on the situation of the cultural heritage of *Naaba Wubri*? Added to this main concern are subsidiary questions: Who is *Naaba Wubri* and what are the intangible and material components of her cultural heritage? The main objective of the study is to contribute to a better promotion of Burkinabe cultural heritage. As for the specific objectives, it is on the one hand, to biography *Naaba Wubri* and on the other hand, to present the material and intangible elements of her heritage resulting from her gesture. The methodology of our work consists of collecting information from oral and written sources.

Keywords : Heritage-Valorisation-*Wubri*.

Introduction

Le patrimoine culturel est aujourd'hui reconnu comme un levier essentiel pour le développement territorial, la transmission de la mémoire collective et le renforcement de la cohésion sociale. Longtemps perçu uniquement sous l'angle de la conservation, il est désormais considéré comme une ressource stratégique capable de contribuer au développement économique, au tourisme culturel, à l'éducation patrimoniale et à la résilience des communautés. Au Burkina Faso, cette évolution est formalisée par la loi n°024-2007/AN du 13 novembre 2007 (JO. n°52 du 27 décembre 2007), sur la protection du patrimoine culturel, ainsi que par la Convention de l'UNESCO de 2003 sur la sauvegarde du patrimoine culturel, qui reconnaissent le patrimoine comme un élément clé du développement durable. Malgré ces dispositions, la valorisation du patrimoine au Burkina Faso demeure limitée, surtout dans le contexte de défis sécuritaires actuels. Cette situation est aggravée par le fait que beaucoup de collectivités locales n'ont pas toujours une pleine compréhension de l'importance de leur héritage culturel ni des dangers causés par une urbanisation accélérée. Selon Barillet *dir.* (2006: 97), les préoccupations pour la protection du patrimoine sont mises de côté au profit d'enjeux urgents tels que la lutte contre la famine, les maladies et la pauvreté. L'archéologie préventive apparaît ici comme une solution clé pour documenter et conserver l'identité d'une localité à travers ses vestiges matériels et immatériels, comme l'explique Aubin (2022).

Le royaume *Waogdgo* illustre l'impact dévastateur d'une urbanisation négligente: disparition des anciennes bâtisses et des tombes des chefs, qui pourtant témoignaient d'une richesse historique et culturelle. Ce constat appelle à une responsabilité partagée pour valoriser ces trésors avant qu'ils ne soient définitivement perdus. C'est le cas précisément du patrimoine culturel de *Naaba Wubri*, fondateur dudit royaume. Outre, le tombeau de *Wubryaogé*, la plupart des éléments culturels et historiques liés à *Naaba Wubri* sont dispersés et abandonnés dans la nature au gré des intempéries naturelles et anthropiques. Or, *Naaba Wubri* occupe une place particulière dans l'histoire du *Moogo*. Les traditions orales lui attribuent un rôle crucial dans les processus de conquête, d'organisation politique et de recomposition sociale qui ont eu lieu entre la fin du XV^e siècle et le début du XVI^e siècle. Les itinéraires de conquête, les lieux de mémoire, les vestiges matériels, les toponymes et les pratiques rituelles qui lui sont associés constituent aujourd'hui un patrimoine historique d'une grande richesse. Cependant, malgré leur intérêt scientifique et culturel, ces héritages restent peu documentés et insuffisamment valorisés dans les politiques patrimoniales nationales.

La littérature existante s'est principalement concentrée sur l'histoire politique des royaumes *moose* (Izard : 1980, 1985 ; Gruénais : 1983 ; Nacanabo : 1982, Simporé, 2005), tandis que les dimensions patrimoniales liées à l'héritage de *Naaba Wubri* sont encore relativement inexplorées. C'est la raison pour laquelle que nous proposons le sujet suivant : « État des lieux du patrimoine culturel de *Naaba Wubri* » afin d'apporter une contribution pour la sauvegarde du patrimoine de cet chef historique. Cela soulève la question centrale suivante : quelle analyse peut-on faire de la situation du patrimoine culturel de *Naaba Wubri* ? Spécifiquement, qui est *Naaba Wubri* ? Quelles sont les composantes immatérielles et matérielles de son patrimoine culturel ? L'objectif principal de cette étude est de contribuer à une valorisation du patrimoine culturel burkinabè. Quant aux objectifs spécifiques, il s'agit d'une part de biographier *Naaba Wubri* et d'autre part, de présenter les éléments immatériels et

matériels de son patrimoine associés à *Naaba Wubri*. Nous partons de l'hypothèse selon laquelle les faits historiques associés à *Naaba Wubri* ont engendré un patrimoine culturel riche, diversifié et toujours vivant. Son inventaire pourrait simultanément renforcer la sauvegarde de la mémoire collective, favoriser le développement économique local, promouvoir le tourisme culturel et améliorer la cohésion sociale.

Sur le plan théorique, cette recherche s'appuie sur l'approche du patrimoine culturel en tant que construction sociale de la mémoire, en lien avec les travaux sur les lieux de mémoire et la patrimonialisation. Nous considérons le patrimoine comme le résultat d'un processus historique de sélection, de transmission et d'appropriation collective, au sein duquel les objets, les sites, les pratiques et les récits acquièrent une valeur identitaire, historique et symbolique. L'approche méthodologique adoptée est essentiellement qualitative. Elle combine une analyse critique des sources orales recueillies auprès des détenteurs de savoirs locaux, l'observation directe des sites patrimoniaux, l'exploitation de documents historiques et administratifs, ainsi que la confrontation des données avec les travaux scientifiques existants. Le croisement systématique de ces différentes catégories de sources permet de renforcer la fiabilité des résultats et d'appréhender les diverses dimensions du patrimoine étudié. L'article est structuré en trois parties. La première présente les différents concepts, la deuxième analyse la biographie de *Naaba Wubri*, la troisième examine le patrimoine culturel qui lui est associé. Tout d'abord, quelle compréhension avons-nous des termes patrimoine culturel, patrimoine matériel et immatériel ?

1. Clarification des concepts

Qu'entendons-nous par patrimoine culturel ?

1.1. Patrimoine culturel

Selon Loba (2020 : 36), le patrimoine culturel se définit comme l'ensemble des biens, matériels ou immatériels, ayant une importance artistique et/ou historique et qui appartiennent à une entité privée ou publique. La loi n° 024-2007/AN en son article n°3, le définit comme « l'ensemble des biens culturels, naturels, meubles, immeubles, immatériels, publics ou privés, religieux ou profanes dont la préservation ou la conservation présente un intérêt historique, artistique, etc. ». Le patrimoine culturel a un aspect matériel et immatériel.

1.2. Patrimoine culturel matériel et immatériel

Il est dit matériel quand il est constitué de paysages construits, de mobiliers, de sites archéologiques et géologiques, etc. Quant à sa dimension immatérielle, la convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par l'UNESCO le 17 octobre 2003, la définit en son article n°2 comme :

« Les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire ainsi que les instruments, les objets, les artefacts et les espaces culturels qui leur sont associés que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel ».

Le patrimoine culturel immatériel est donc constitué de traditions et expressions orales, d'arts du spectacle, d'arts divinatoires, de danses, de pratiques sociales, d'événements festifs, etc. Celui du personnage principal de notre étude, est diversifié. Qui est donc *Wubri* ?

2. Biographie de *Naaba Wubri*

Elle concerne le personnage selon ses origines et son portrait moral.

2.1. Origines de *Naaba Wubri*

Selon la tradition orale de Waogdgo, *Wubri* est le fils de *Naaba Zvngṛāna* et le petit-fils de *Naaba Wedraogo*, l'ancêtre des Moose. *Wubri*, à l'âge adulte, répondit à l'appel de son oncle *Basi*, un *Yōyōnga* de *Gilūngu* afin de l'aider à stopper les raids menés par leurs voisins *nīnse* rebelles. Son arrivée à *Gilūngu* marqua le début de la conquête de territoires dans le *Moogo* occidental jusqu'à *Lâ*, dans la province du *Pasore*. Parmi ses fils, certains dont *Naskiēmde* et de *Nasbiire*, eurent le privilège d'avoir été des *Moognanamse*.

Naaba Wubri aurait parcouru le *Moogo* pendant au moins trente ans. Il eut un règne qui aurait duré environ quarante ans, selon *Gruenais* (1983 :10). *Nao* (2003 : 2094) avance plutôt, qu'il serait mort en 1517. Si l'on considère 1495 comme l'année indicative du début de sa geste, alors son règne n'aurait pas duré plus de vingt-deux ans ; ce qui fait dire que *Wubri* serait mort avant d'atteindre soixante ans. Il fut une première fois enterré à *Lâ*, à *Yaogzugu*. On y trouve dans cette localité, une demeure appelée *Naaba Wubri Zaka*, c'est-à-dire, la cour de *Naaba Wubri* et trois tombes vénérées dont l'une lui est attribuée, la deuxième à son épouse *Nartmtooore* et la troisième à son fils *Nasbiire*. Un commando composé de magiciens, de chasseurs-guerriers, de jeunes valides de *Zaakbæga*, *Tamiise* et de *Beta* (*Ztyānre*) dérobèrent sa dépouille à *Lâ* pour l'enterrer à *Wayalgē* qui devint *Wubryaogē* en son souvenir. Que peut-on dire de son portrait moral ?

2.2. Portrait moral de *Naaba Wubri*

Naaba Wubri est d'abord perçu comme un pacificateur parce qu'au cours de son expédition dans le *Moogo*, il prenait très souvent le soin de discuter, d'échanger avec les étrangers qu'il croisait. C'était une autre manière, pour lui, de faire valoir ses intentions pacifiques d'où le qualificatif d'homme de paix, rassemblant autour de lui une communauté hétéroclite. Ensuite, il est connu pour son rôle de guerrier-fondateur. *Frobenius* (1922 : 3-4) écrit à ce sujet que :

« *Oubri* continua le combat avec une ardeur redoublée et fut presque continuellement en guerre. Il lui arrivait souvent de passer quarante jours consécutifs en brousse sans trouver un toit où s'abriter. Mais il ne s'estima satisfait tant qu'il n'eut pas repoussé les *Gourounsi* loin à l'ouest de la volta et hissé son drapeau sur *Boroma* pour marquer la limite de son empire ».

En outre, Naaba Wubri est présenté comme un unificateur car son mérite fut celui d'apporter l'unité dans le Wubrtēnga en créant, selon Diallo (1985 : 18-19), le grand groupe des Moose qui intègre harmonieusement les populations pré-nakomse et post-nakomse (Nīnse, Yōnyōse, Kībse, Yarse, Gūrunse) à l'origine de la nationalité moaaga. Il est enfin connu pour son action civilisatrice qui a consisté à imposer aux autochtones le pouvoir politique (Naam), la hiérarchisation sociale et le Moore découlant du parler dagōmba et pré-nakoambga. Quels sont les éléments du patrimoine culturel de Wubri ?

3. Patrimoine de Naaba Wubri

Le patrimoine culturel associé à Naaba Wubri comprend des traditions qui ont façonné l'identité culturelle des Moose.

3.1. Patrimoine culturel immatériel de Naaba Wubri

Dans le cadre de la présente étude, nous avons choisi de présenter ce patrimoine culturel immatériel selon leur appartenance aux domaines de la technique, des arts du spectacle rituel et des savoirs et réformes conformément au ci-après.

Tableau n°1 : Éléments du patrimoine culturel immatériel de Naaba Wubri

Technique	Transport	usage du cheval, fabrication de radeaux
	Musique	Introduction du Bēndre
	Fabrication	Vulgarisation du pagne tissé de <i>Svlgo</i>
	Consommation	Vulgarisation de mets : sauce <i>Voaaga</i> et <i>Toēga</i> , <i>Rāmooga</i> , riz
	Toponymie	Apparition de toponymes comme <i>Abstvyā</i> , <i>Beta</i> , <i>Waogdgo</i>
	Anthroponymie	Apparition de patronymes comme <i>Lēngelēnge</i> , <i>Zvngṛāna</i>
	Scarification	<i>Wiifu</i> , <i>Lēnde</i> , <i>Dēndenga</i> , <i>Marēnde</i>
Arts du spectacle	Cultes religieux et agraires	Auteur de la célébration des Tēnse et de la vulgarisation du Basga
Savoirs - Réformes	Écologie spirituelle	Sacralisation d'espèces : caïlcédrat, kapokier, baobab
	politiques	Introduction du Naam, création de royaumes
	sociales	Apparition des classes : <i>Nakomse</i> , <i>Talse</i> et <i>Yēmse</i>
	Langue	Diffuseur du Moore dans le Moogo

Source : Ibrahima Ouibga, octobre 2024.

3.2. Domaine des techniques

Il concerne le transport, la musique, la, la toponymie, la scarification, etc.

-Transports et musique

Dans le secteur du transport, Wubri a introduit et/ou contribué à faire la promotion de l'usage du cheval comme moyen de locomotion et d'une logistique de guerre. Plus tard, le cheval devint un symbole du pouvoir donc du Naam. Par ailleurs, son action introduit le Bēndre dans le Moogo. Dans le groupe qui l'avait suivi se trouvait le Gāndaognaaba, son tambourinaire. Wubri promu un type d'art vestimentaire et culinaire.

-Vestimentaire et culinaire

Naaba Wubri découvrit le tissage des bonnets, des costumes et des chaussures au cours de son épopée dans le Moogo, précisément à Svlgo, Il contribua à sa diffusion et à son adoption par des Nakomse. Dans le domaine de la consommation, Naaba Wubri contribua à répandre l'usage des fleurs du kapokier pour en faire une sauce. Rappelons qu'après la traversée de la mare de Ziga, ce fut lui qui intima l'ordre à son groupe de cueillir les fleurs du kapokier pour en faire une sauce d'où l'expression " Yaan si tiid kags voaaga ne duge " ce qui veut dire : « Arrêtez-vous afin qu'on cueille les fleurs des kapokiers pour la sauce » ! À Sāwāana, Naaba Wubri se rendit compte que la sauce faite à base de feuilles de baobab était plus succulente comparativement à celle de gombo qu'il connaissait déjà. Il ne manqua pas de faire savoir aux gens de Sāwāana que " ad yāan wān sāon māana ". C'est-à-dire que « ceci a meilleur goût que la sauce gombo », d'où le toponyme Sāwāana. Aussi, découvrit-il, le riz à Muti qu'il trouva plus succulent que le plat de Tō. Il le fit également savoir en clamant que " Ad mviyā yāan sāon wān sagabo " ! Dans un quartier de Muti nommé Mooaga, il y découvrit la bière puis en abusa. À son réveil, l'expression moāa pour qualifier la couleur rougeâtre de cette boisson, fut retenue comme toponyme ; d'où l'expression Rāamoaaga qui est la bière locale préparée par les Moose. L'arrivée de Naaba Wubri a donc contribué à faire connaître l'art culinaire des Dagōmba d'une part, et d'autre part, à promouvoir celui des autochtones. Wubri a produit d'autres catégories de culture immatérielle d'origine toponymique et anthroponymique.

4. Poponymie et anthroponymie

Les toponymes et anthroponymes produits en son honneur et décrivant ses faits rendent compte des étapes de son épopée. Certains sont regroupés dans le tableau ci-dessus.

Toponymes/Anthroponymes	Provinces	Contextes	Significations
Absvya (Kurm-weogo)	Wubritenga	Tōnd be ka n wkd svviya	Nous sommes en train de ramasser des criquets
Kvugpela (Koupela)	Kouritenga	Ka ya Kvugpela	Ici, ce ne sont que des cailloux blancs
Lengelenge	Wubritenga	Ka leng da mē	Lâ, ça tangué
Manéga	Wubritenga	Pa ka n maneg n zīn	Restons ici pour arranger
Svlgo	Wubritenga	ad bāmbaa sid ya Svise	Ces individus sont des hommes-araignées
Waogdgo (Kumbeem)	Kadioogo	I waooga maam	Vous m'avez honoré
Wubryaoge (Wayalge)	Wubritenga	Ka ya wubryao ziinga	Ici se trouve la tombe de Wubri
Ziga (Ziim-boogo)	Wubritenga	Kom pugli n bi t'i d wōnrs b Ziga	Nous sommes en train d'exciser des filles pubères
Zungrāna	Wubritenga	Naam yuure	Désigne un chef

Tableau n° 2 : Exemples de toponymes découlant des paroles ou faits de Wubri

Réalisation : Ibrahima Ouibga (août 2024).

Dans le Moogo, Naaba Wubri est présenté comme l'initiateur d'une esthétique du faciès.

4.1. Esthétique du faciès

Il s'agit des scarifications faciales qui furent adoptées par les membres de son groupe, mais également par les populations pré-*nakombse* qu'il domina. Ces scarifications avaient pour but de protéger l'individu qui les arborait, car elles donnaient des indications sur l'appartenance politique et sociale de ce dernier. Y. Tiendrebéogo (1964 : 9) qui en porte, rapporte que :

« Les cicatrices distinctives du peuple *mossi* datent de *Naba Oubri*. Elles se composent de deux séries symétriques de lignes gravées des tempes au menton. Elles étaient destinées à permettre une reconnaissance aisée des personnes placées sous la protection de l'autorité de *Naba Oubri*. Les habitants des villages, y compris les personnes ».

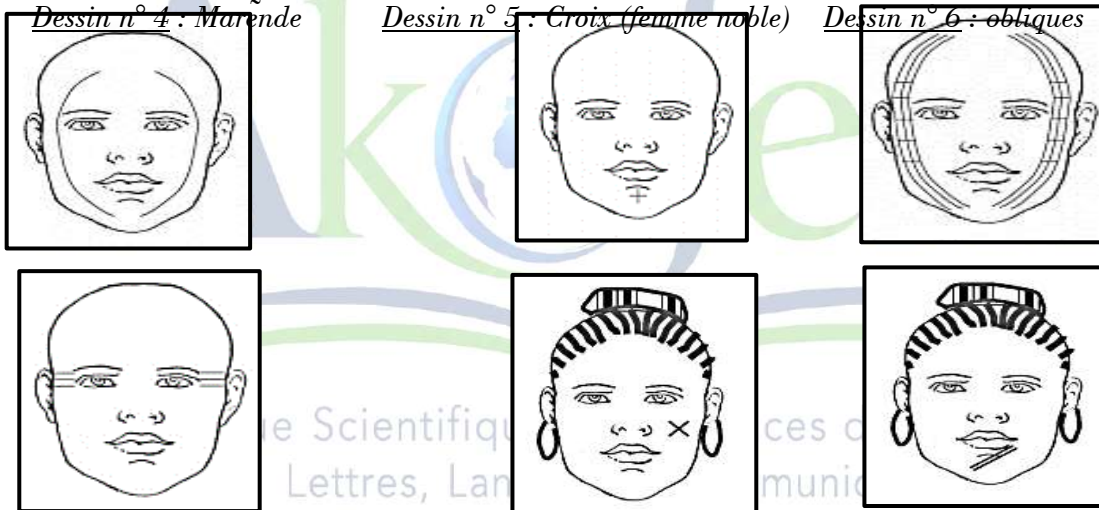
Ces cicatrices faciales se sont diversifiées, chacune avec des rôles particuliers. On distingue le *Marēnde*, le *Wiifu*, le *Lēmde*, le *Dendēnga*. Les individus les arborant ne sauraient être tués ou réduits en esclavage sauf en cas de jugement qui les condamne. Certains comme les *Yarse*, les *Zāngoeto*, les *Fulbe*, etc., n'étaient pas habilités à les porter.

Dessin n° 1 : Wiifu (homme noble) Dessin n° 2 : Lēmde Dessin n° 3 : Dendēnga

Dessin n° 4 : Marēnde

Dessin n° 5 : Croix (femme noble)

Dessin n° 6 : obliques



Source : Alain Joseph Sissao (2003 : 12).

Naaba Wubri contribua à l'essor d'un art du spectacle rituel dans le *Moogo*.

4.2. Domaine des arts du spectacle rituel

Ils représentent des célébrations coutumières ouvertes au public ou réduites à un groupe ésotérique dont les plus célèbres sont les *Tēnse* et le *Basga*.

4.2.1. Tēnse

Les *Tēnse* ou les funérailles en l'honneur de Pug-tōēnga, mère de *Naaba Wubri*, étaient communément célébrés dans le *Moogo*. Aussi appelés *Naaba Wubri* " mǎa kũũre ", les *Tēnse* célébraient un culte à la terre *Tēnga*. Les premières célébrations des *Tēnse* remonteraient à l'époque de *Naaba Wubri*. Une grande pluie couronna les funérailles de Pug-tōēnga (mère de *Wubri*) retardant du coup les semailles. Mais cela n'empêcha guère les paysans d'obtenir de très

bonnes récoltes. L'année suivante, Wubri n'organisa pas les Tënse ; coïncidence ou pas, les récoltes furent très mauvaises ainsi que les années suivantes. Puis, l'idée vint d'organiser à nouveau les Tënse. Cela fut fait ; il plut à foison et depuis lors, les Tënse, au départ, initiés par Wubri devinrent une coutume. Les désagréments que son organisation créait à cause des animaux capturés à l'improviste et les foules qu'ils mobilisaient incitèrent l'administration coloniale, à l'interdire en 1945. Par contre le Basga continua d'être célébré.

-Basga

Le *Basga* qui veut dire laisser ou verser de l'eau aux ancêtres, est de nos jours, avec l'abandon des *Tënse*, la plus grande célébration coutumière des formations politiques *moose*. Il est considéré comme la fête des récoltes au cours de laquelle une mention spéciale est faite aux ancêtres. Le *Basga* peut être appréhendé comme aussi une fête des morts, car elle favorise la communion entre les vivants et les ancêtres. L'origine de cette célébration remonterait à la période *prénakombga* c'est-à-dire avant l'arrivée de *Naaba Wubri* considéré comme le fondateur du royaume de *Waogdgo*. Sa célébration était donc l'apanage des autochtones avant que *Naaba Wubri* est les siens, ne s'en approprient pour en faire leur coutume d'État. *Naaba Wubri* a introduit d'autres types de savoirs.

4.3. Domaine des savoirs-réformes

L'action de *Wubri* a aussi de développer le domaine de l'écologie spirituelle.

4.3.1. Écologie spirituelle

L'écologie spirituelle est un domaine qui explore la relation entre la spiritualité, la religion et l'environnement. L'arrivée de *Naaba Wubri* au *Moogo*, fut à l'origine du développement de relations spirituelles entre les populations des localités qu'il traversa et certaines espèces végétales comme le kapokier, le baobab, caïlcédrat, le karité, etc. En général, quand il arrivait dans un lieu donné, c'était sous un baobab qu'il posait ses pieds.



Photo A : Baobab à l'ombre duquel Wubri se serait reposé à son arrivée à Baatenga.

Source : Photo prise le 13/04/ 2024 à Baatenga.



Photo B : Baobab sous lequel Naaba Wubri aurait construit sa maison à Beta.

Source : Photo prise le 14 /12/ 2023 à Beta.



Photo C : Baobab abritant les armes de Wubri.

Source : Photo prise le 14 /12/ 2024 à Beta.

Photo D : Baobab sous lequel fut construit le cénotaphe-reliquaire à Raboozugẽ.

Source : Photo prise le 11 /12/ 2023 à Raboozugẽ.

Ce fut le cas à *Baatẽnga*, à *Beta*, *Waogdgo* etc. *Naaba Sigri* (enquête du 16 décembre 2023) explique cette situation non par une simple coïncidence, mais par le fait que "*Toeg ya saale*", c'est-à-dire que le baobab est gluant. Se confier au baobab éviterait de se faire mystiquement attaquer par ses ennemis. *Wubri* a aussi introduit une série de réformes.

-Réformes politiques

Naaba Wubri fut à l'origine de la diffusion de l'idéologie du *Naam* et du *Pãnga* de même que ses différentes formes d'organisation et de dévolution. Il contribua à la fondation de plusieurs commandements aux statuts diversifiés. Pour cela, il imposait aux peuples conquis comme chef, des membres de sa famille ou des chefs militaires qui l'accompagnaient. Par ce stratagème, *Wubri* et les siens réussirent à effacer le pouvoir des chefs *nĩnse* et *yõyõnse* en tant que premières autorités des communautés *prénakombse*. Après cela, *Wubri* posa les bases d'un premier royaume *moaaga* à l'Ouest qui fut celui de *Lâ* d'après L. Tauxier (1917 : 56).

-Réformes sociales

Wubri a initié une hiérarchisation sociale avec au sommet les *Nakombse* suivis des *Talse* (*Tẽng-n-bisi*) et les *Yẽmse* (esclave). Les *Tẽng-n-bisi* furent progressivement assimilés pour devenir les sujets des *Nakomse* dans la gestion des pouvoirs politiques et surtout coutumiers. Les pré-*nakomse* abandonnèrent leur parler pour emprunter celui des *Nakomse* ; Nous concluons que *Wubri* fut à la base de la diffusion du *Moore*. Mais cette langue s'appropriâ des termes issus du parler des autochtones pour en faire des expressions sacrées.

5. Patrimoine culturel matériel de *Naaba Wubri*

Il a été regroupé en deux sous-ensembles selon l'aspect immobilier ou mobilier.

Tableau n°3 : Éléments du patrimoine culturel matériel de *Naaba Wubri*

Domaine du mobilier	Armes	<i>Kandtoëga</i> de <i>Beta</i>
	Fétiches	Case de <i>Beta</i>
	Stèle	Buste de <i>Naaba Wubri</i> à <i>Wubryaogẽ</i>
Domaine de l'immobilier	Habitation	<i>Wubrdooogo</i> de <i>Beta</i>
	Structures funéraires	Mausolée de <i>Wubryaogẽ</i> , Cénotaphe-reliquaire de <i>Raboozugẽ</i>
	Sites rituels	<i>Naaba Wubr vuvnd</i> de <i>Beta</i>

Source : Ibrahima Ouibga (octobre 2024).

5.1. Le domaine du mobilier

Nous rangeons dans ce registre, ses armes cachées dans le *Kãnd-toëga* de *Beta*. D'autres ont été enfouies dans le cénotaphe-reliquaire de *Raboozugẽ*. Par contre à *Lâ*, nous avons eu accès aux parures portées par ses épouses, principalement, *Narimtoore*.



Photo A : *Kandtoëga* de *Beta*. Tronc dans lequel seraient dissimulées des armes de *Wubri*.

Source : Photo prise le 14 /12/ 2023 à *Beta*.



Photo B : Gourmette de *Narimtoore*

Source : Photo prise le du 07 /07/ 2024 à *Lâ*.

5.2. Domaine de l'immobilier

Il est constitué d'anciens sites d'habitation, de sites rituels et de monuments liés à la geste de *Naaba Wubri*. La plupart sont détruits, mais certains ci-dessus en ruines, ont été rénovés à leurs emplacements d'antan.



Photo A : *Wubrdooogo de Bëta.*

Source : Photos prises le 14 /12/ 2023 à Bëta.



Photo B : *Cénotaphe-reliquaire de Raboozugë.*

Source : Photos prises le 16 /12/ 2023 à Raboozugë.



Photo C : *Wubryaogo ou la tombe de Wubri.*

Source : Photos prises le 16 /12/ 2023 à Wubryaogë.



Photo D : *Yao Naa-zaaka, ancien emplacement de la résidence de Wubri à La.*

Source : Photos prises le 07 /07/ 2024 à Lâ.



Photo B : *Naaba Wubr vuvnd, une roche sur laquelle Naaba Wubri aurait laissé les empreintes de son fessier, son coude et le récipient qui contenaient l'eau qu'il reçut à son arrivée à Bãatënga.*



Photo B : *Marque probablement laissée par le coude de Naaba Wubri et la calebasse dans laquelle il aurait reçu l'eau de bienvenue*



Photo C : Supposé fessier de *Wubri* sur la roche indiquant la zone où il se serait assis afin de recevoir l'eau de l'étranger, symbolisant la bienvenue à *Bããtẽnga*
 Source : Photos prises le 14 /04/ 2024 à *Bããtẽnga*, *Abstuya*.

Conclusion

Cette étude a pour objectif d'explorer le patrimoine culturel lié au geste de *Naaba Wubri*, afin d'en comprendre les dimensions historiques, culturelles et socioéconomiques dans le *Moogo*. Les résultats montrent que cette épopée a engendré un patrimoine d'une richesse inédite : des sites historiques, des vestiges matériels, des toponymes, des traditions orales, des rituels et des savoirs locaux. Tous ces éléments continuent de nourrir la mémoire collective des communautés concernées. L'un des principaux enseignements de cette recherche est l'importance du lien entre histoire et patrimoine. En dépassant une vision purement politique de la geste de *Naaba Wubri*, l'étude met en lumière que les héritages qu'elle a engendrés sont aujourd'hui des ressources patrimoniales capables de soutenir le tourisme culturel, de favoriser la transmission des savoirs historiques, de valoriser les identités locales et de renforcer la cohésion sociale. Elle contribue ainsi à enrichir notre compréhension du patrimoine historique du *Moogo*, qui reste encore trop peu exploré dans les travaux scientifiques.

Sur le plan pratique, ces résultats peuvent servir de fondement pour les collectivités territoriales, les services patrimoniaux, les acteurs du tourisme, les organisations culturelles et les décideurs publics. Ils peuvent les aider à élaborer des politiques de sauvegarde, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel. Dans un contexte marqué par des défis sécuritaires et des tensions sociales, ce patrimoine se révèle également être un outil de dialogue interculturel, de résilience communautaire et de renforcement du sentiment d'appartenance nationale.

Cependant, cette recherche présente certaines limites. L'insécurité qui a touché certaines localités du *Moogo* a restreint l'accès à certains sites patrimoniaux et a limité les enquêtes de terrain. De plus, le recours principalement aux traditions orales, même en les croisant avec des sources écrites et des observations directes, ne permet pas toujours de dissiper toutes les incertitudes chronologiques ou factuelles liées à l'histoire précoloniale. Ces limites ouvrent la voie à plusieurs pistes de recherche. Des études complémentaires pourraient se concentrer sur un inventaire exhaustif des sites associés à *Naaba Wubri*, leur documentation archéologique, leur numérisation, leur intégration dans les politiques nationales de développement culturel, ou encore leur potentiel touristique. Une approche comparative avec d'autres espaces historiques du

Moogo permettrait également de mieux comprendre les processus de patrimonialisation des grandes figures fondatrices et leur contribution au développement durable des territoires.

Sources et bibliographie

Sources orales

Noms et prénoms	Âges	Professions	Statut social	Sexe	Lieux d'enquête	Dates d'enquête
BONKOUNGOU Pawēgnaam Salam	80	Cultivateur	<i>Yaogzug Naaba saaga</i>	M	<i>Latoodē</i> (Province du <i>Pasore</i>)	27/12/2019
ILBOUDO Mathieu	40	Cultivateur	<i>Zaksoaba</i> (chef de famille)	M	<i>Wubryaogē</i> (Province du <i>Wubritēnga</i>)	11/12/2023
ILBOUDO Moussa	60	Cultivateur	<i>Zaksoaba</i> (chef de famille)	M	<i>Svlgo</i> (Province de l' <i>Oubritēnga</i>)	14/12/2023
KABORE Gestaaba	81	Cultivateur	<i>Tēnsvk Naaba Koom II</i>	M	<i>Latoodē</i> (Province du <i>Pasore</i>)	18/04 /2021
LENGUELENGUE Abdoulaye	55	<i>Naaba Kiiba</i>	<i>Zaksoaba</i> (chef de famille)	M	<i>Bēta</i> (Province du <i>Wubritēnga</i>)	14/12/2023
LENGUELENGUE Madi	45	<i>Balm-naaba</i>	<i>Tēngnaaba, Zaksoaba</i> (chef de famille)	M	<i>Bēta</i> (Province du <i>Wubritēnga</i>)	14/12/2023
PAKOTOGO Barthélemy	68	<i>Naaba Sigri</i>	<i>Bēndnaaba</i>	M	<i>Gāndaotēnga</i> (Province du <i>Wubritēnga</i>)	16/12/2023
SAWADOGO T. Salam	45	CVD	<i>Zaksoaba</i> (chef de famille)	M	<i>Baatēnga</i> (Province du <i>Wubritēnga</i>)	14/04/2024

Revue Scientifique des Sciences du Langage,

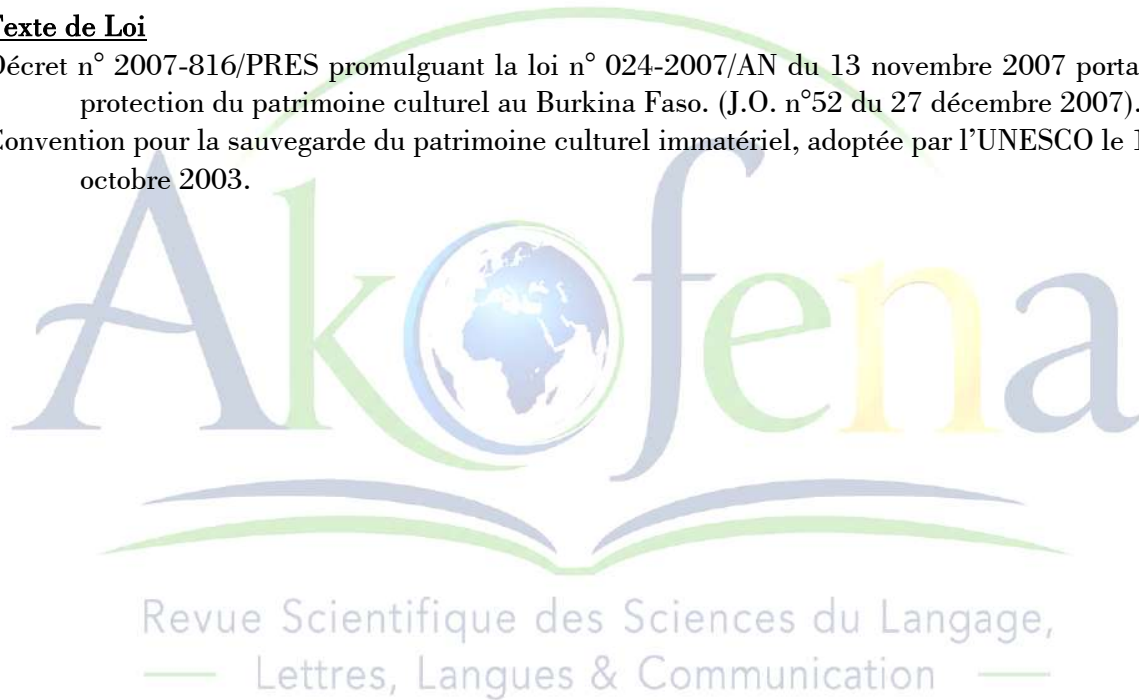
Bibliographie

- Aubin G. (1992). La ville face à son patrimoine enfoui. *Le Patrimoine, atout du développement*. Edité par Régis Neyret, Presses universitaires de Lyon, pp. 71-75
- Frobeniu, L., 1922), Histoire et contes des mossi Tome VIII. Série *Atlantis : Jean*, pp. 224-284.
- Gruenais M.-E., 1983, *Autorité et territoire : histoire d'un apanage Mossi (Haute-Volta)*. Thèse de doctorat en ethnologie, Université de Paris X, 520 p.
- Halpougou M., 1985, *Approche du peuplement pré-dagomba du Burkina Faso : Les Yônyôose et les Nînsi du Wubr- Tēnga*. Mémoire de maîtrise, U.O., E.S.L.S.H.D.H.A., 249 p.
- Izard M., 1980, *Les archives orales d'un royaume africain : Recherches sur la formation du Yatēnga*. Thèse d'État, Lettres et Sciences humaines, tome premier, Paris, 762p.
- Ki, L. La sauvegarde du patrimoine culturel immatériel au Burkina Faso (exposé, <https://www.unitelmasapienza.it/wp-content/uploads/2023/08/Leonce-Ki-Burkina-Faso.pdf>)

- Loba L. F., 2020,. Développement et préservation du patrimoine culturel : exemple du peuple Tchaman. In BANTENGA Willy Moussa dir., *Histoire, Economie, Politique, Religion et Patrimoine*, pp. 29-43
- Nacanabo N. D., 1982, . *Le royaume Moaaga de Yako (Haute-Volta) des origines à 1896*. Thèse de 3^e cycle, Paris, Université Paris I, 803 p.
- Simporé L. (2005). *Éléments du patrimoine culturel physique du riungu de Wogdogo (Burkina Faso) Approche archéologique et historique*. Thèse de doctorat unique en Archéologie africaine, Université de Ouagadougou, 742 p.
- Simporé L., 2013, Le cadre juridique de protection du patrimoine culturel physique au Burkina Faso. *Revue Africaine d'Anthropologie, Nyansa-Pô*, n°14, pp. 23-58.

Texte de Loi

- Décret n° 2007-816/PRES promulguant la loi n° 024-2007/AN du 13 novembre 2007 portant protection du patrimoine culturel au Burkina Faso. (J.O. n°52 du 27 décembre 2007).
- Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par l'UNESCO le 17 octobre 2003.



REHABILITATION DU CENTRE-VILLE DE BOBO-DIOULASSO : VERS LA CONSTITUTION D'UN PATRIMOINE URBAIN

Pougdwendé Léandre GUIGMA

Enseignant chercheur à l'Université Aube Nouvelle de Bobo-Dioulasso

Chercheur associé à ALTER / LAVUE – UMR CNRS 7218

Gérant de l'agence PERSPECTIVE

ORCID iD: 0009-0000-8773-4522

leandre.guigma@u-auben.com

Résumé : Cet article questionne la prise en compte du patrimoine urbain matériel et immatériel dans les projets urbains et d'aménagement du territoire. Ce patrimoine urbain est constitué d'éléments morphologiques et infrastructurels, d'éléments bâtis, mais aussi de rites et de pratiques immatérielles sur l'espace habité. Cet article se fonde sur des travaux de recherche et d'expertise portant sur « la réhabilitation des quartiers administratifs anciens du centre-ville de Bobo-Dioulasso » et mobilise les approches méthodologiques de l'« étude de cas » et de la « participation observante ». En se focalisant sur le milieu urbain et plus particulièrement sur le centre-ville de Bobo-Dioulasso, cet article révèle l'importance de l'analyse historique et socioculturelle des sites et de leur pratique par les habitants dans le cadre de tout aménagement territorial. Puis, il ouvre la discussion sur la notion de « patrimonialisation de l'urbain », voire de patrimonialisation de l'urbanité, à consigner dans les politiques publiques en relation avec les dynamiques de modernisation et de développement urbain soutenable.

Mots-clefs : Bobo-Dioulasso, Patrimoine urbain, patrimoine immatériel, itinéraires sacrés, (ré)aménagement urbain.

REVITALIZATION OF DOWNTOWN BOBO-DIOULASSO : BUILDING AN URBAN HERITAGE

Abstract: This article examines how tangible and intangible urban heritage is taken into account in urban and land-use planning projects. This urban heritage consists of morphological and infrastructural elements, built features, as well as intangible rituals and practices within the built environment. This article is based on research and expert analysis concerning “the rehabilitation of the old administrative districts in downtown Bobo-Dioulasso” and employs the methodological approaches of “case study” and “participant observation.” By focusing on the urban environment and more specifically on downtown Bobo-Dioulasso, this article highlights the importance of historical and sociocultural analysis of sites and their use by residents in the context of any land-use planning. It then opens a discussion on the concept of “urban heritage preservation, or even the heritage preservation of urbanity, to be incorporated into public policies in relation to the dynamics of modernization and sustainable urban development.

Keywords: Bobo-Dioulasso, Urban heritage, intangible heritage, sacred itineraries, urban (re)planning.

Introduction

En 2021, le ministère en charge de l'urbanisme a commandité une étude sur « la réhabilitation des quartiers administratifs anciens du centre-ville de Bobo-Dioulasso ». Au-delà du repérage des biens patrimoniaux et architecturaux à sauvegarder, cette étude a révélé l'existence de rites et de pratiques traditionnelles sur des espaces ordinaires (rues, écoles, marchés, etc.) qui sont un héritage culturel dont la survie dépend de la préservation des espaces qui les abrite. Ces pratiques s'étendent à l'extérieur du noyau originel de Bobo-Dioulasso, sur l'espace de l'ancienne ville coloniale et même sur des aménagements urbains récents. Les projets de (ré)aménagement urbain sont des menaces potentielles pour ces espaces porteurs de valeurs patrimoniales. Comment prendre en compte les pratiques et appropriations socio-culturelles des espaces habités, en vue de les préserver du risque de disparition, engendré par des opérations de (ré)aménagements urbains ? Cette question prend tout son sens dans le contexte du centenaire de la commune de Bobo-Dioulasso célébré en 2026, mais également pour l'ensemble des villes d'Afrique et du monde, afin d'alimenter la notion de patrimonialisation de l'urbain et de patrimonialisation l'urbanité. En effet, cette recherche se fonde sur deux hypothèses. La première est que le centre-ville de Bobo-Dioulasso contient des repères spatiaux historiques et infrastructurels à forte valeur identitaire et patrimoniale. La deuxième est que le centre-ville de Bobo-Dioulasso regorge également des sites et itinéraires sacrés qui animent la vie quotidienne tout comme à la vie culturelle et spirituelle de la communauté. Après la présentation de l'approche méthodologique d'investigation et de délimitation du centre-ville de Bobo-Dioulasso, les deux principaux résultats de la recherche seront présentés à savoir la constitution de repères urbains, historiques, infrastructurels et naturels de Bobo-Dioulasso, puis le repérage de sites, itinéraires et cours d'eau sacrés du centre-ville de Bobo-Dioulasso, avant d'ouvrir la discussion vers une reconnaissance et une patrimonialisation de l'urbanité dans les politiques publiques.

1. Méthodologie et zone d'étude : délimitation du centre -ville de Bobo-Dioulasso

Cet article se fonde sur les travaux de fin d'études d'architecte-urbaniste de L. Guigma (2003) portant sur la réhabilitation urbaine et patrimoniale de Sya, noyau originel de Bobo-Dioulasso, mise en lumière par des travaux d'expertise sur « la réhabilitation des quartiers administratifs anciens du centre-ville de Bobo-Dioulasso (MUH, 2021) et ses travaux de recherche sur la patrimonialisation urbaine. En effet, les travaux antérieurs de recherche sur la réhabilitation urbaine et patrimoniale de Sya, noyau originel de Bobo-Dioulasso (Guigma, 2003) ont été prolongés par la « participation observante » (Bastien, 2007) de l'auteur, à l'étude de « réhabilitation des quartiers administratifs anciens du centre-ville de Bobo-Dioulasso ». La méthode d'investigation s'inspire de l'approche de l'étude de cas inspirée des travaux de Yin (2014) et de Stake (1995) et vise à analyser et à comprendre un phénomène restreint et précis tel que déroulé dans une situation particulière, réelle ou reconstituée, jugée représentative de l'objet à étudier (Albero 2010, p. 15). A ce titre, le centre-ville de Bobo-Dioulasso abritant la vieille ville de Sya, noyau originel de Bobo-Dioulasso ainsi que des vestiges patrimoniaux d'architecture traditionnelle, soudanienne, coloniale et post coloniale, apparait comme un cas d'analyse intéressant.

Au-delà du patrimoine bâti plus ou moins monumental, cette recherche se fonde sur la notion de « patrimoine urbain » (Bourdin, 1996) qui englobe les espaces urbains dans leurs morphologies, ainsi que les pratiques de l'espace urbain dans leur diversité et leur dynamique. Le processus de patrimonialisation est observé dans la pratique continue de rites culturels et cultuels sur un espace infrastructurel bien défini. Il est également révélé par des témoignages récurrents de non-respect de la sacralité de certains sites par des aménagements urbains avec des conséquences sociales dommageables pour les occupants et usagers des sites concernés. Il est le fruit d'entretiens qualitatifs groupés avec des notables de la chefferie traditionnelle de Sya ainsi qu'une enquête de terrain pour délimiter des itinéraires sacrés et repérer les sites sacrés du centre-ville de Bobo Dioulasso. L'inventaire des sites et itinéraires sacrés de Bobo-Dioulasso a également été réalisé avec l'accord du chef traditionnel de Sya et avec les enquêteurs que les notables ont désignés pour faire le recensement. Ce recensement a été réalisé à l'aide de smartphone avec le logiciel KoboCollectTool. Les données cartographiques ont été traitées sous le logiciel ArcGIS.

Bobo-Dioulasso est la deuxième ville du Burkina Faso, en termes de poids démographique. Cette ville, d'environ un million d'habitants, est considérée comme la capitale économique du Burkina Faso. Le site étudié est le centre-ville de Bobo-Dioulasso. Or le centre-ville n'est pas une entité géographique ou administrative aux limites bien définies (Innebeer, 2022). La délimitation du centre-ville a été effectuée en confrontant les différents plans d'urbanisme et zonages du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme – SDAU (MHU, 2012) et du Plan d'Occupation des Sols – POS (Commune de Bobo-Dioulasso, 2017) de Bobo-Dioulasso, à la réalité du terrain à savoir le centre administratif et commercial (hypercentre) et ses zones d'influences. La méthode adoptée a été de superposer plusieurs délimitations du centre-ville à travers les fonctions de centralités, issues d'études antérieures (SDAU, POS). En effet, la délimitation du centre-ville de Bobo-Dioulasso a été le fruit d'une approche territoriale et relationnelle (Crevoisier, 2010), d'analyse des dynamiques multi-scalaires des interactions économiques, socioculturelles et spatiales sur le territoire. En croisant les données de l'évolution spatiale de la ville de Bobo-Dioulasso et les orientations des documents d'urbanisme (SDAU, POS) aux observations sur la morphologie urbaine et la concentration des activités tertiaires ainsi que les enquêtes sur la mobilité au sein de Bobo-Dioulasso réalisés en 2021, plusieurs aires territoriales ont ainsi pu être définies. L'aire d'ensemble du périmètre urbain aménagé de Bobo-Dioulasso mesure 16 116 ha. La méthode exploitée a été de délimiter l'hypercentre et ses « zones d'influence » Pumain (2014). Ainsi, l'aire centrale du centre-ville délimitée de Bobo-Dioulasso comprenant l'hypercentre et ses zones d'influence immédiate (première zone d'influence et deuxième zone d'influence) mesure 2 790 ha, soit 17% du périmètre urbain aménagé de Bobo-Dioulasso. Ainsi trois aires centrales ont été délimitées :

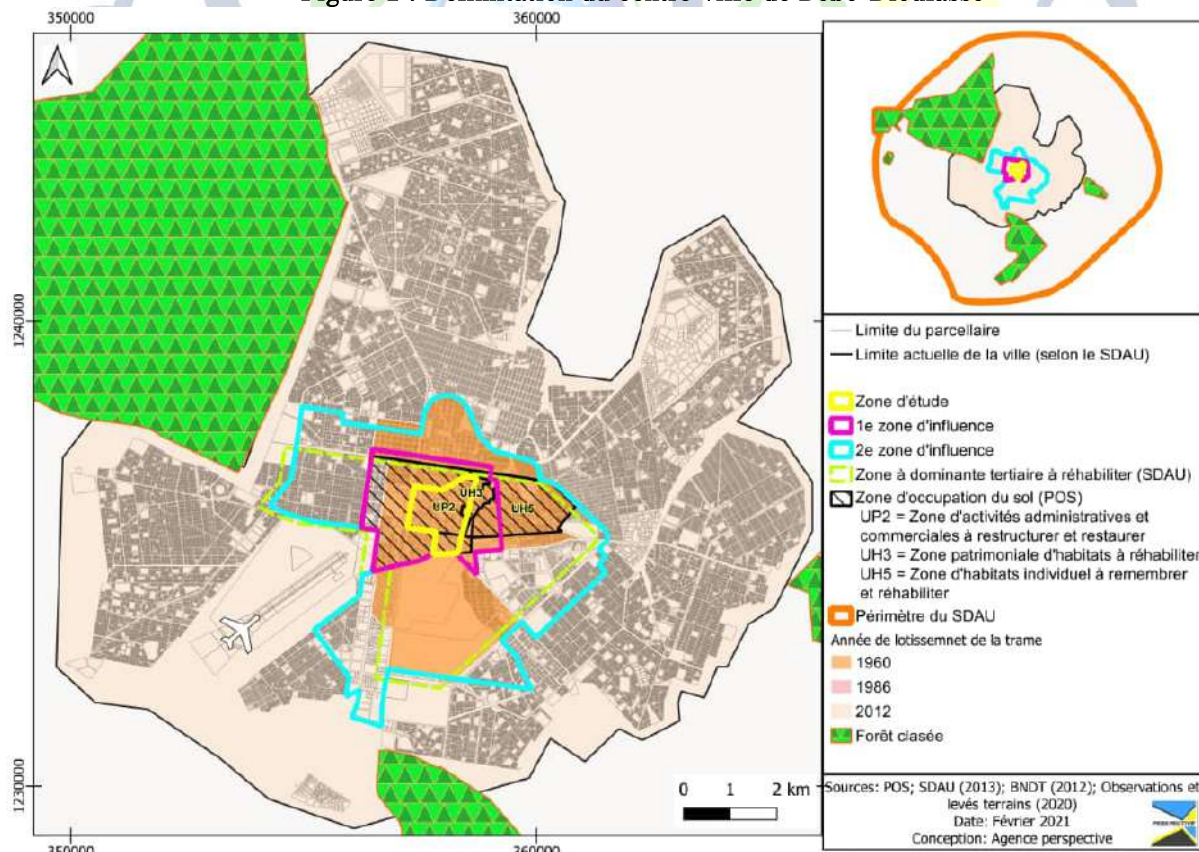
- L'hypercentre de Bobo-Dioulasso est inscrit sur un rayon d'environ 1 km autour du Marché central de Bobo. Sa superficie est de 150 ha. Cet hypercentre de Bobo-Dioulasso correspondant à la « zone d'activités administratives et commerciales à restructurer et à restaurer » (UP2) du POS (MUH, 2017). Ce centre-ville correspond à la ville coloniale de Bobo-Dioulasso aménagée en 1947.
- Le centre-ville qui regroupe l'hypercentre et la première zone d'influence de l'hypercentre de Bobo-Dioulasso est inscrit sur un rayon d'environ 2 km autour du

Marché central de Bobo. L'aire de la première zone d'influence de l'hypercentre est de 603 ha. Elle est constituée du noyau originel de Bobo-Dioulasso à savoir la « zone patrimoniale à réhabiliter » (UH3) du POS (MUH, 2017).

- Le péricentre ou deuxième zone d'influence de l'hypercentre de Bobo-Dioulasso est inscrit sur un rayon d'environ 5 km autour du Marché central de Bobo. L'aire de la deuxième zone d'influence de l'hypercentre de Bobo-Dioulasso est de 2.187 ha. Elle comprend la zone à dominante tertiaire à réhabiliter du SDAU (MHU, 2012) ainsi que les zones centrales du POS (MUH, 2017) à savoir la zone d'habitat individuel à remembrer et réhabiliter (UH5). De plus, l'ensemble de la ville lotie de Bobo-Dioulasso en 1960 fait partie de ce péricentre de Bobo-Dioulasso.

La délimitation de chaque zone a été précisée en référence aux documents de planification et aux différentes consultations publiques menées dans le cadre de l'étude sur « la réhabilitation des quartiers administratifs anciens du centre-ville de Bobo-Dioulasso » (MUHV, 2022). La carte suivante délimite le périmètre d'étude du centre-ville de Bobo-Dioulasso à savoir l'hypercentre, le centre ou première zone d'influence et le péricentre ou deuxième zone d'influence.

Figure 1 : Délimitation du centre-ville de Bobo-Dioulasso

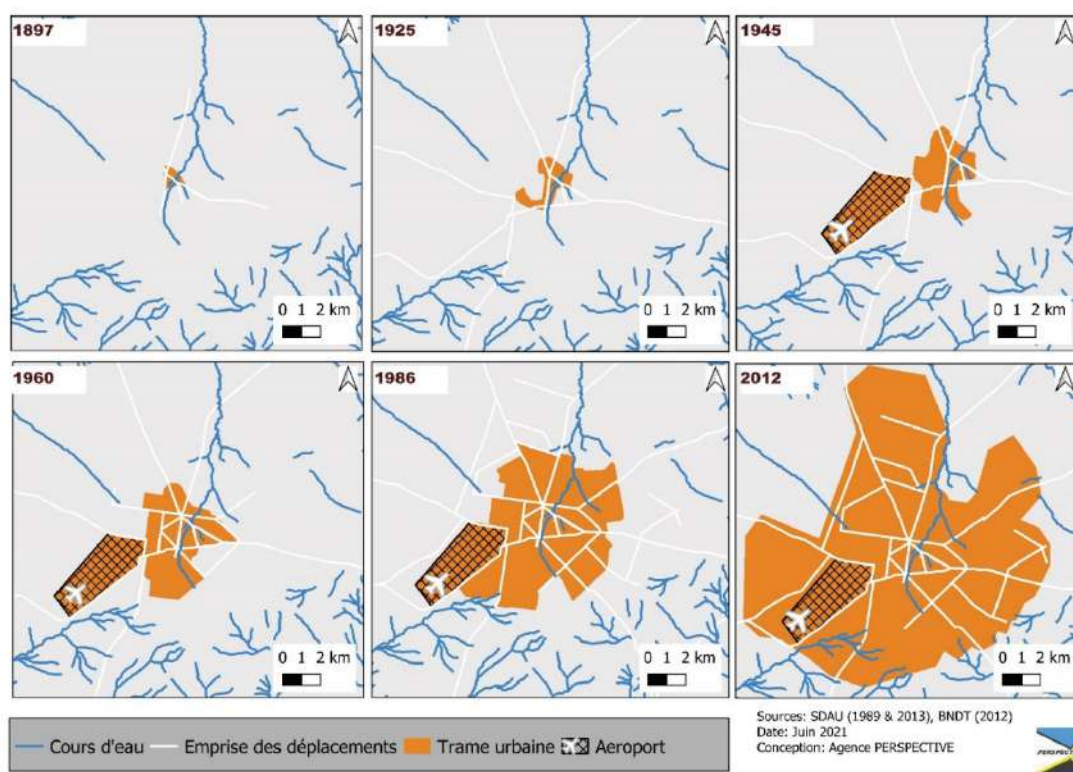


Source : Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la ville (2022)

2. Des repères urbains, historiques, infrastructurels et naturels de Bobo-Dioulasso

L'évolution spatiale de la ville de Bobo Dioulasso de 1897 à 2012 révèle des constantes spatiales constituant des repères historiques tangibles. En effet, la tache urbaine de la ville s'amplifie autour d'une structure viaire et hydrographique stabilisée depuis 1897. Quelques repères spécifiques se distinguent. On note un axe longitudinal qui correspondrait à l'actuel route nationale n°10 en direction de Dédougou, puis un axe transversal qui serait l'actuel tracé de la route nationale n°1 en direction de Ouagadougou ; ces deux axes routiers se croisent au carrefour correspondant à l'actuelle Place du Président Ouezzin Coulibaly. On observe également la présence d'un bras du marigot Houet dans les différentes taches urbaines de Bobo-Dioulasso. La Place du Président Ouezzin Coulibaly¹ en face de l'hôtel de ville actuelle demeure le centre de la ville de Bobo de 1897 à nos jours. Il en est de même avec le bras du marigot Houet. Cette centralité est visible dans tous les plans de la ville présentés dans le graphique suivant. La figure suivante présente l'évolution spatiale de Bobo-Dioulasso de 1897 à 2012.

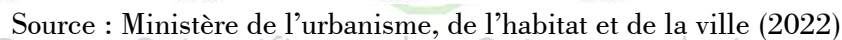
Figure 2: Evolution spatiale de Bobo-Dioulasso de 1897 à 2012



Source : Ministère de l'équipement (1990)

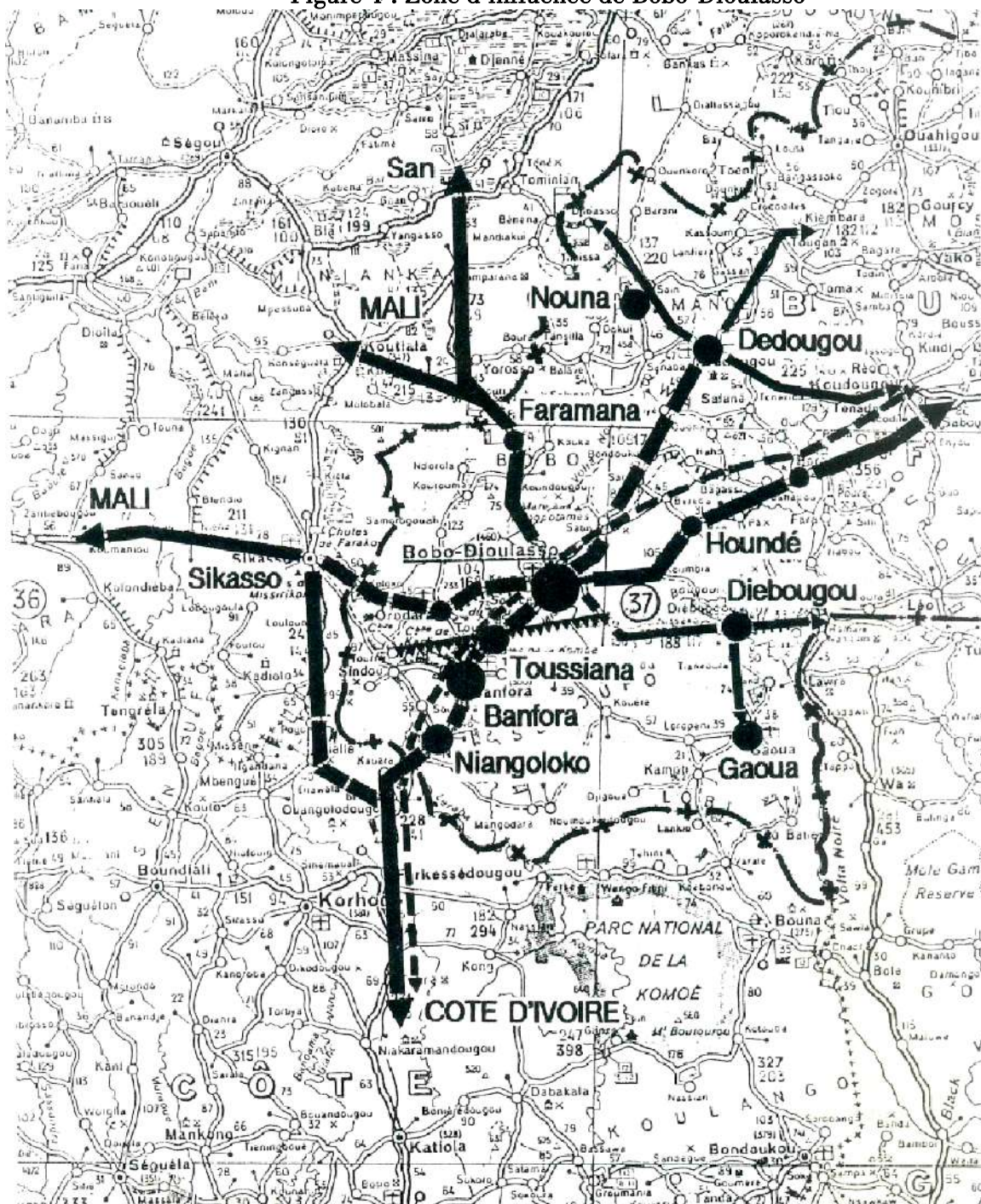
¹ **Daniel Ouezzin Coulibaly**, né en 1909 et mort en 1958 est un homme politique voltaïque. Le 10 novembre 1946, il est élu député et représente le territoire de Côte d'Ivoire au Parlement français en même temps que Félix Houphouët Boigny. Non réélu en 1951, il de 1953 à 1966, sénateur du territoire de la Côte d'Ivoire. Lors des élections législatives de 02 janvier 1956 à l'Assemblée nationale Française, il est avec Félix Houphouët Boigny, l'un des deux députés élus pour représenter le Côte d'Ivoire. En 1958, il devient Président du Conseil de gouvernement de la Haute -Volta, puis Vice-Président de la République de la Haute Volta.

Figure 3 : Evolution diachronique de la trame urbaine lotie de Bobo-Dioulasso.



Deuxième territoire militaire de l'Afrique occidentale française en 1899, Bobo-Dioulasso demeure une ville-carrefour du Burkina Faso et de l'Afrique de l'Ouest. En effet, elle est située à la confluence des flux de personnes et de marchandises provenant du Mali (San, Ségou, Sikasso), la Côte d'Ivoire (Korogho), ainsi que de plusieurs villes importantes du Burkina Faso (Nouna, Dédougou, Houndé, Diébougou, Gaoua, Banfora, Niangoloko). Toutes ces villes sont situées dans un rayon de 200 km autour de Bobo-Dioulasso, constituant une zone d'influence directe de la ville.

Figure 4 : Zone d'influence de Bobo-Dioulasso



Source : Ministère de l'Équipement (1990)

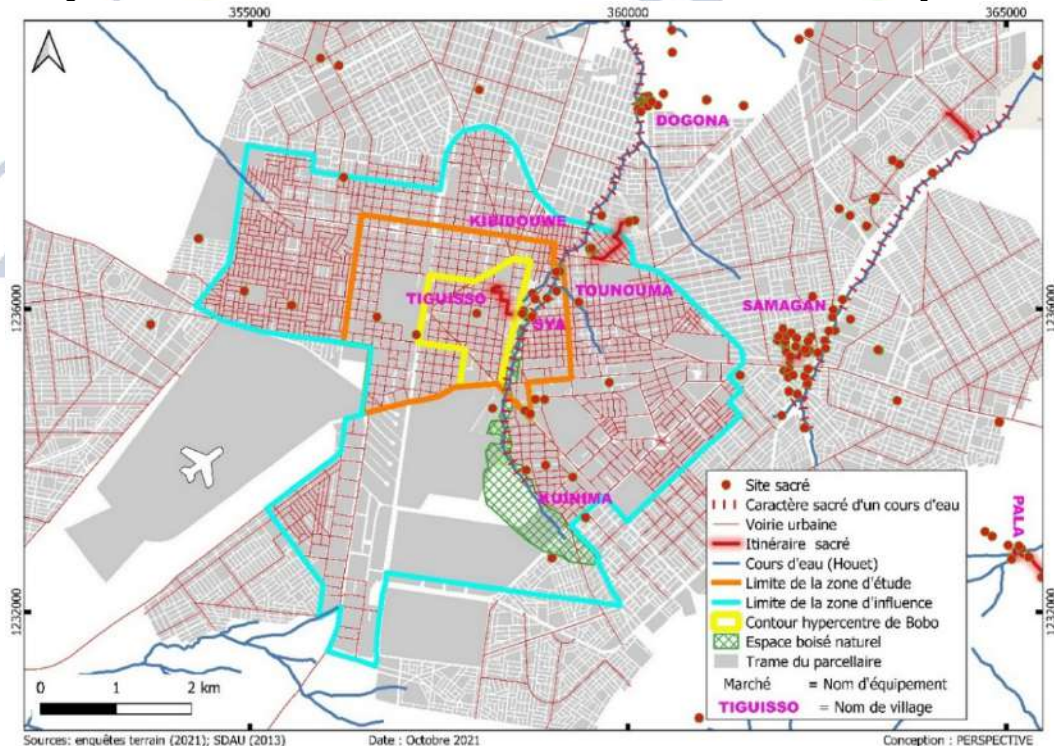
Ces repères spatiaux historiques et infrastructurels constituent ainsi des repères identitaires et urbains pour la ville de Bobo-Dioulasso. En effet, ils structurent son paysage urbain et alimente la mémoire et l'histoire urbaine de cette ville. De ce fait, ils sont des éléments

structurants du patrimoine urbain de la ville. Au sein du centre-ville, d'autres sites plus restreints façonnent le paysage urbain, l'anime et le caractérise à travers des pratiques culturelles et cultuelles.

3. Repérage de sites, itinéraires et cours d'eau sacrés du centre-ville de Bobo-Dioulasso

De par son histoire, la ville de Bobo-Dioulasso est une ville avec d'énormes potentialités culturelles et patrimoniales. Mais la croissance urbaine n'a pas toujours tenu compte de la préservation de ces espaces culturels et patrimoniaux. Le centre-ville de Bobo-Dioulasso est gorgé de plusieurs sites patrimoniaux et culturels immobiliers, aussi bien vernaculaires, coloniaux et post-coloniaux (Guigma, 2003). Ici, l'accent sera mis sur les sites infrastructurels et naturels, porteurs de patrimoines immatériels, notamment les rites sacrés. En vue de dresser un état des lieux de l'occupation des sites et rues sacrés du centre-ville de Bobo-Dioulasso, un recensement de ces derniers a été réalisé en 2021 à Bobo-Dioulasso et présenté dans la carte suivante.

Figure 5 : Recensement des sites, itinéraires et cours d'eau sacrés dans le périmètre urbain



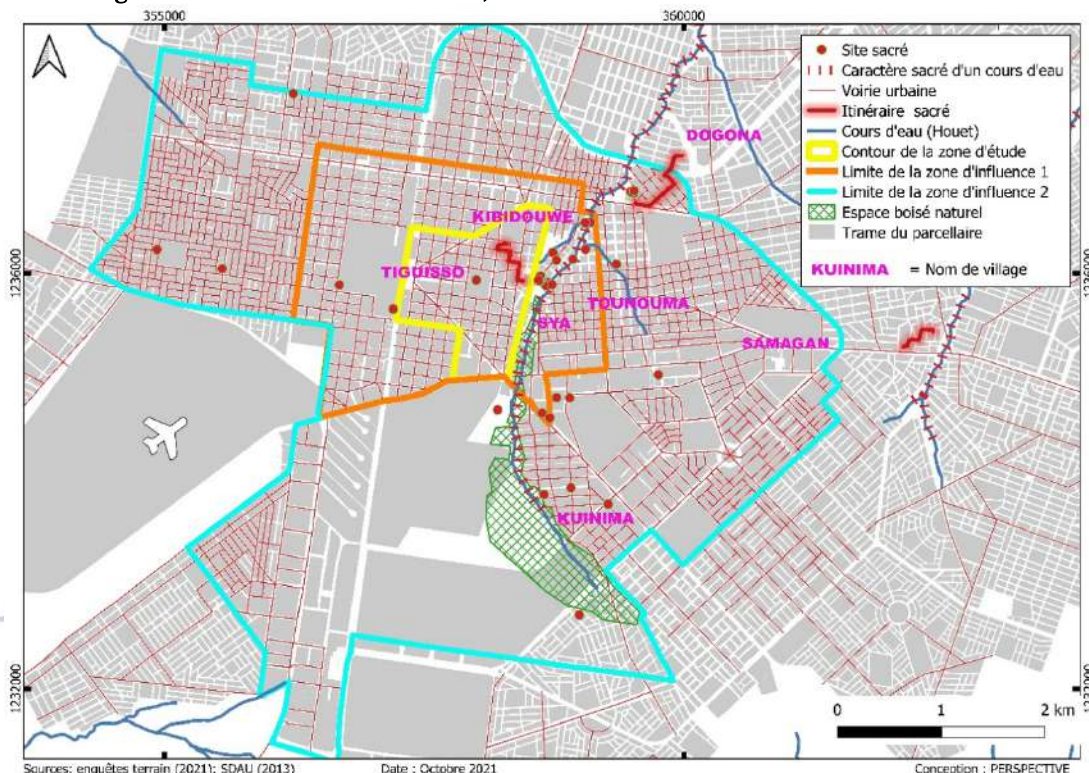
Source : Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la ville (2022)

Cette carte présente l'ensemble des sites à l'échelle du périmètre urbain. Les sites et les itinéraires sacrés sont des lieux de cultes et d'adoration de la religion traditionnelle bobo. Quatre (4) itinéraires sacrés, deux (2) cours d'eau et 138 sites sacrés ont recensés lors des enquêtes. Les villages originels de Samagan et Dogonan sont des foyers qui disposent le plus de sites sacrés. Les informations recueillies ont montré que certains sites font l'objet des occupations. En effet, dix-huit (18) sites sacrés sur les cent trente-huit (138) sites recensés sont sur des

espaces détournés de leur fonction initiale sacrée. Les terrains abritant ces sites sont bâtis ; ils abritent des résidences ou des équipements publics.

A l'échelle du centre-ville (hypercentre, première et deuxième zone d'influence de l'hypercentre) de Bobo-Dioulasso, les sites et rues sacrés qui y sont localisés, sont repérés et identifiés sur la carte suivante.

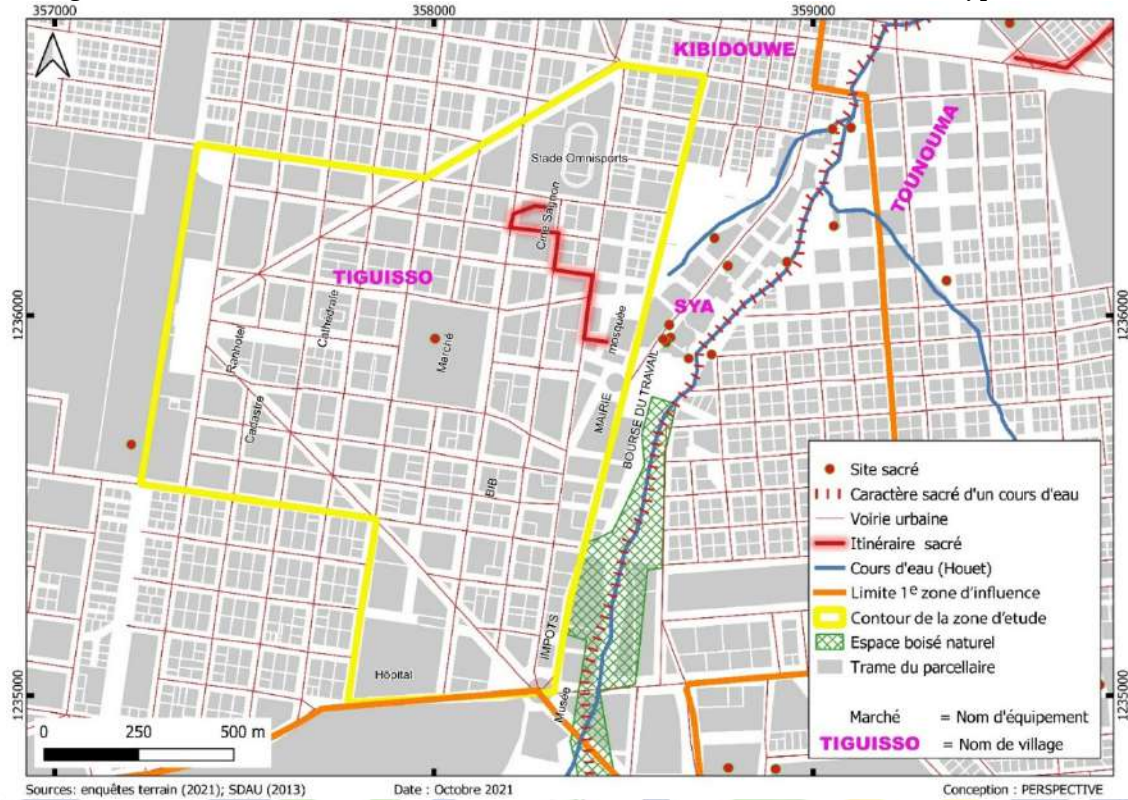
Figure 6 : Recensement des sites, itinéraires et cours d'eau sacrés dans le centre-ville



Source : Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la ville (2022)

L'analyse de cette carte montre que les lieux sacrés recensés au centre-ville de Bobo-Dioulasso sont constitués du cours d'eau Houet, de deux (02) ruelles et de trente-neuf (39) sites sacrés. Les quartiers Sya et Kuinima renferment l'essentiel des sites sacrés de cette zone. Ces sites et itinéraires sacrés sont pour la plupart situés sur des espaces publics partagés. Mais, l'état de situation de leur occupation montre que cinq (05) sites sacrés sur les trente-neuf (39) recensés sont implantés sur des parcelles qui abritent des fonctions spécifiques (marché, gare ferroviaire, établissements scolaires, domaine religieux, cinéma). La carte suivante présente les sites et rues sacrés de l'hypercentre de Bobo-Dioulasso.

Figure 7 : Recensement des sites, itinéraires et cours d'eau sacrés dans l'hypercentre



Source : Ministère de l'Urbanisme, de l'habitat et de la ville (2022)

Les équipements tels que le marché central et la gare routière abritent des sites sacrés. Il en est de même pour le cinéma Sagnon construit également sur une partie de l'itinéraire sacré menant jusqu'à Sya encore appelé Dioulassoba, en passant par le site de la Grande Mosquée. Cela ouvre sur la notion de « paysage culturel associatif » de l'UNESCO, paysage où l'on trouve des « associations de phénomènes religieux, artistiques ou culturels majeurs de l'élément naturel plutôt que des traces culturelles tangibles qui peuvent être insignifiantes ou même inexistantes » (Centre du Patrimoine Mondial, 2008, p.90).

Du fait de l'urbanisation, la pollution du marigot Houet et Sagnon a engendré la diminution voire la disparition des silures sacrées. Ces poissons, constituent pourtant une richesse spirituelle, mais également culturelle et touristique qui se perd ainsi, faute de protection et de valorisation. Le boa sacré et le caïman sacré qui occupaient encore ces marigots au début des années 2000, ont probablement succombé aux effets néfastes de l'urbanisation et de la pollution urbaine. Plusieurs témoignages de Bobolais concordent sur le fait que la présence d'équipements publics sur des sites sacrés engendre des troubles métaphysiques pour les usagers et occupants des sites sacrés. De ce fait, les différents sites et itinéraires sacrés méritent d'être connus et préservés afin que l'urbanisation ne soit pas une entrave pour le développement de la culture et des valeurs patrimoniales, mais au contraire favorise leur épanouissement, dans la tolérance et le respect des libertés individuelles et collectives.

4. Discussion : vers une reconnaissance et patrimonialisation de l'urbanité dans les politiques publiques

Cet article mobilise la notion de « patrimonialisation de l'urbain » (Gigot, 2012) mise en relation avec celle de la « communauté terrestre » de Mbembé (2023), afin de nourrir la « prospective territoriale » (Durance et al, 2007). Gigot (2012, p.4) présente le patrimoine urbain comme faisant partie « d'un tout, d'un système urbain complexe et mouvant ». Selon lui, « il n'y a donc pas une politique du patrimoine, mais une multitude de politiques qui touchent - de près ou de loin - au patrimoine ». Il convient alors de savoir dans quelle mesure le patrimoine urbain est documenté et pris en compte dans les politiques publiques. Les études d'aménagement se fondent généralement sur des diagnostics et états des lieux qui privilégient des éléments morphologiques, tangibles, sans documenter suffisamment les pratiques et relations immatérielles associées à ces espaces. Seuls sont considérés les éléments morphologiques de l'urbain, sans prendre en compte les pratiques de l'urbain, c'est-à-dire l'urbanité au sens large, entendue comme formes et pratiques de l'urbain. Or Mbembé (2023) rappelle que la Terre forme une sorte de communauté avec la cohorte des espèces animées et inanimées qui l'habitent ; ses habitants n'étant que des passants. Il devient alors opportun et fondamental de questionner les traces et la finalité de notre passage sur Terre : il s'agit de faire en sorte que ce passage puisse être un trait d'union avec les générations passées et à venir ou plutôt une destruction, voire une rupture avec la communauté des vivants. Au-delà du simple repérage des sites et itinéraires sacrés, qui devrait être systématique dans tout diagnostic, il convient de prendre le temps de documenter l'historicité et les pratiques de l'urbanité vécue sur ces espaces, afin d'envisager une véritable politique de sauvegarde patrimoniale de cette urbanité, au travers d'une approche dynamique et prospective intégrée à la modernité.

Contrairement à la patrimonialisation de l'urbain ou de l'espace urbain, la patrimonialisation de l'urbanité permet d'envisager non pas une patrimonialisation de l'espace urbain, mais une patrimonialisation sur l'espace urbain, ce qui semble plus holistique comme approche en termes de prise en compte de la démarche de patrimonialisation dans et par les politiques publiques. En décrivant l'urbanité mémorable de la « ville invisible » de « Zora », Calino (1972) précise qu'elle ne déploie aucune beauté ou rareté particulière, soulignant ainsi le lien entre la ville et la mémoire, autrement l'urbanité mémorable. Ainsi le patrimoine urbain renferme à la fois l'espace urbain morphologique, mais aussi ses valeurs symboliques, ses pratiques et son urbanité.

A Bobo-Dioulasso, la situation centrale des sites patrimoniaux et pratiques culturelles sacrées est double. Elle reflète l'épaisseur historique de ces sites en lien avec l'histoire urbaine et la « symbolique » urbaine (Claval, 2000) du centre-ville de Bobo-Dioulasso, mais elle offre également une perspective de visibilité et de modernité, en lien avec les mutations fonctionnelles du centre-ville. Crevasier (2020, p. 975) remarque que le développement ne peut s'enclencher que par une articulation entre les opportunités ouvertes et formulées par le milieu et la volonté délibérée d'entrepreneurs. La dimension culturelle et patrimoniale devrait donc être intégrée à la prospective territoriale et à la modernité. Il s'agit dans un premier temps de (re)connaître le patrimoine urbain, puis de l'intégrer dans la politique de planification, d'aménagement et de gestion urbaine (Gigot, 2012, p.4). Cette dynamique peut s'inscrire dans une dynamique de revitalisation urbaine, culturelle et de « branding urbain » à l'heure de la

compétitivité des villes, à l'instar des quartiers thématiques du centre-ville de Montréal (Cha, 2012). Mais au-delà de l'attrait culturel et touristique, il s'agit fondamentalement de la survie d'une culture à travers ses pratiques, ses mémoires et repères historiques à l'échelle urbaine. À ce titre, Mudimbé (1982) évoque la réappropriation du futur par les Africains à travers la capacité des cultures africaines à se concevoir comme des projets assumant avec liberté, le présent et l'avenir ainsi que leurs moyens d'expression. Ainsi, la patrimonialisation de l'urbain et de l'urbanité constitue donc un facteur déterminant de l'« afro-urbanité » désiré et des « afro-urbanités » (Guigma, 2024), car selon la conception africaine du temps, le futur est inscrit dans le passé (Mbiti, 1969 & Mouna, 2015).

La prospective territoriale devrait s'articuler avec la préservation et la valorisation de ce patrimoine, dans une trajectoire de « développement endogène » (Ki-Zerbo, 1991) assumé. Selon Durand (et al, 2007, p.8), la prospective territoriale s'efforce de décrypter et de conjecturer collectivement des futurs possibles d'un territoire. Elle permet de faire émerger la vision d'un futur souhaitable et « désirable » (Olivier, 2023), ainsi que la trajectoire pour y parvenir, dans une « utopie active » (Sarr, 2016). Il convient donc de passer d'une prospective « exploratoire » à une prospective plus « normative », qui balise la trajectoire du futur souhaitable, en se fondant sur des principes et des valeurs, à l'instar du « bien-être ». Ce « bien-être urbain » (Guet, 2011 & Bourdeau-Lepage, 2023), engendré par la présence et les usages des espaces bâtis et non bâtis, passerait par la reconnaissance et de la préservation du patrimoine urbain dans une prospective territoriale.

Conclusion

L'étude de « la réhabilitation des quartiers administratifs anciens du centre-ville de Bobo-Dioulasso », menée en 2021, cinq ans avant la célébration du centenaire de la commune de Bobo-Dioulasso en 2026, en révélant la contemporanéité, la vivacité et la diversité du patrimoine immatériel du centre-ville de Bobo-Dioulasso, questionne sa prise en compte dans la prospective et le devenir de la ville. Il a été vérifié que le centre-ville de Bobo-Dioulasso regorge des repères spatiaux historiques et infrastructurels à forte valeur identitaire et patrimoniale, mais qu'il regorge également des sites et itinéraires sacrés, animant aussi bien la vie quotidienne que la vie culturelle et spirituelle de la communauté. En effet, plusieurs infrastructures, sites, itinéraires et cours d'eau sacrés ont été repérés au sein de la vieille ville de Sya, noyau originel de Bobo-Dioulasso mais également au sein du tissu urbain loti durant la période coloniale, autour de la vieille ville de Sya et composé du centre administratif colonial à l'Est et des quartiers traditionnels bobo à l'Ouest. La plupart de ces sites sont ordinaires, sans aucun signe extérieur distinctif. Ils ont abrité et abritent encore une faune, une flore ainsi que des rites traditionnels et culturels périodiques, d'où leur caractère sacré et une urbanité spécifique à perpétuer. Mais du fait de l'urbanisation non respectueuse des traditions et du vivant, la flore, la faune et certains rites ont disparu ou ne se manifestent plus, engendrant des troubles métaphysiques sur la société. La réconciliation du citoyen avec son écosystème naturel, culturel et spirituel est encore possible, en ciblant, en préservant et en valorisant des espaces urbains appropriés à cet effet. Au-delà des objets architecturaux, potentiels éléments du patrimoine culturel immobilier qui composent le patrimoine urbain, il est question ici d'une prise en compte des éléments naturels et urbains au sens morphologique, puis des pratiques

immatérielles associées, en perspective d'une institutionnalisation de cette démarche de patrimonialisation de l'urbanité par les politiques publiques.

Références bibliographiques

- ALBERO B., 2010, « L'étude de cas : une modalité d'enquête difficile à cerner » in Albero B., Poteaux N. *Enjeux et dilemmes de l'autonomie. Une expérience d'autoformation à l'université*. Maison des Sciences de l'Homme, pp. 15-25
- BOURDIN A., 1996 ; « Sur quoi fonder les politiques du patrimoine urbain ? Professionnels et citoyens face aux témoins du passé », in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, pp. 6-13
- BASTIEN S., 2007, « Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales » in *Recherches qualitatives* – Vol. 27(1), 2007, pp. 127-140
- Bourdeau-L. L., 2023, « Bien-être en ville et changement climatique, la part de la nature », *Bulletin de l'association de géographes français*, 99-4, pp. 575-592.
- Calvino I., 1972, *Les Villes invisibles* (traduction de Thibaudeau Jean), 1984 (1^{re} éd. 1974), Editions du Seuil, 188 p.
- Centre du Patrimoine mondial, 2008. *Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial*, 180 p.
- CHA J., 2012, « La spécialisation des places publiques au sein des quartiers thématiques du centre-ville de Montréal : Entre marquage identitaire, revitalisation urbaine et branding de ville, in BERNIER L, DORMAELS M., LE FUR Y (dir, 2012), *La patrimonialisation de l'urbain*, Presses de l'Université du Québec, 290 p.
- Claval, P., 2000, « Réflexions sur la centralité ». *Cahiers de géographie du Québec*, 44 (123), pp. 285–301.
- CREVOISIER O., 2010, « La pertinence de l'approche territoriale » in *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 2010, N°5, pp. 969-985
- GIGOT M., 2012, « La patrimonialisation de l'urbain » in *Cahiers Construction Politique et Sociale des Territoires*, 2012, 1, *Analyser la patrimonialisation des espaces urbains*, pp. 1-6.
- Guigma L., 2024, « Construire une afro-urbanité à partir d'afro-urbanités : Pistes de réflexion pour le premier forum urbain africain », *lefaso.net*, <https://lefaso.net/spip.php?article132696> (consulté le 10/02/2025).
- GUIGMA L., 2003, *Réhabilitation urbaine et patrimoniale de Sya, noyau originel de Bobo Dioulasso*, Mémoire pour l'obtention du diplôme d'architecte-urbaniste DEIAU, EAMAU, 204 p.
- Guet J-F., 2011, « Ville désirable ou ville durable : quelle place pour les espaces verts ? », *Métropolitiques*, 14 septembre 2011. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Ville-desirable-ou-villedurable.html> (consulté le 10/02/2025).
- Innebeer Jérémy, 2022, *Vivre le centre-ville : représentations de la décroissance et de la revalorisation dans trois villes moyennes de la Côte d'Opale*. Thèse de Géographie. Université du Littoral, Côte d'Opale, 541 p.
- KI-ZERBO J., 1991, *La natte des autres : pour un développement endogène en Afrique*, Paris, Karthala, 494 p.

- DURANCE P. & AL., 2007, *La prospective territoriale Pour quoi faire ? Comment faire ?* Série Recherche n°7, 142 p.
- MBEMBE A., 2023, *La Communauté terrestre*, la Découverte, 206 p.
- Mbiti J. S., 1970 [1969], *African Religions and Philosophy*, New York, Garden City, Anchor Books, Doubleday & Company, 290 p.
- Ministère de l'Équipement, 1990. *Schéma de développement et d'aménagement urbain SDAU de Bobo-Dioulasso*, Rapport de présentation, 551 p.
- Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la ville (MUHV), 2022. *Etude de réhabilitation des quartiers administratifs anciens du centre-ville de Bobo-Dioulasso*, rapport définitif, Agence PERSPECTIVE, 151 p.
- Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme (MHU), 2012. *Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme SDAU de la ville Bobo-Dioulasso, horizon 2030*, Rapport final, Vol. 1, 2 et 3, AAPPUI
- Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (MUH), 2017. *Plan d'occupation des sols de Bobo-Dioulasso*, Rapport définitif, Vol. 1, 2 et 3, Agence PERSPECTIVE
- Mudimbé V. Y., 1982, *L'Odeur du Père*, Présence africaine, 208 p.
- Mounga B., 2015, « Le futur est dans le passé : la conception originale du temps africain selon John Biti », *Studia Universitatis Babeş-Bolyai. Philosophie*, 60 (1), pp. 47–62
- Pumain D., 2014, « Aire d'influence », *hypergeo.eu*. [En ligne], Disponible sur : <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article34> (consulté le 04 février 2026).
- Olivier C., 2023, « Villes désirées, villes désirables », *Strenæ* [En ligne], 23 | 2023, mis en ligne le 03 février 2024, consulté le 04 février 2026. URL : <http://journals.openedition.org/strenae/10486> (consulté le 08 /02/2025).
- SARR F., 2016, *Afrotopia*, Philippe Rey, 192 p.
- STAKE R. E., 1995, *The Art of Case Study Research*. London, Sage Publications, 175 p.
- YIN R. K., 2014, *Case study research: design and methods*. Fifth edition. Los Angeles: SAGE, 282 p.

Revue Scientifique des Sciences du Langage,
— Lettres, Langues & Communication —

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL MATERIEL AU BURKINA FASO : CAS DE LA VILLE DE TENKODOGO

Bassirou ZAKANÉ

Doctorant en archéologie africaine,
Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou (Burkina Faso)
Laboratoire d'Archéologie, d'Histoire de l'Art et des Techniques (LAHAT)
bassirouzakane5@gmail.com

Résumé : Chef-lieu de la région du Centre-Est, la ville de Tenkodogo à l'instar des autres villes du Burkina Faso connaît de nos jours une forte urbanisation. Ce phénomène urbain se traduit non seulement par la réalisation des grands travaux d'aménagement (construction des routes, des bâtiments, des barrages, des hôpitaux, etc.) mais aussi à travers l'extension de la ville due aux lotissements et la naissance des quartiers non-lotis. Toutes ces initiatives engagées au nom de la modernité qui présentent des aspects positifs, contribuent à la dégradation des éléments du patrimoine culturel matériel de ladite ville. En effet, le volet archéologique n'est pas pris en compte lors de ces grands travaux d'aménagement. A titre d'exemple, nous pouvons évoquer le cas des travaux d'aménagement réalisés à l'occasion du 11 décembre 2019. Alors, quelle politique adoptée pour que les grands travaux d'aménagement ne portent pas atteinte au patrimoine culturel matériel burkinabè ? C'est dans ce sens que nous avons décidé de mener une réflexion via cet article en prenant le cas de la ville de Tenkodogo dans la région du Nakambé (ex Centre-est) au Burkina Faso.

Mots-clés : Aménagement du territoire, Patrimoine culturel matériel, Urbanisation, Tenkodogo.

SPATIAL PLANNING AND THE PROTECTION OF TANGIBLE CULTURAL HERITAGE IN BURKINA FASO: CASE OF THE CITY OF TENKODOGO

Abstract: Like other cities in Burkina Faso, Tenkodogo, the capital of the Centre-Est region, is undergoing rapid urbanization. This urban matter is reflected not only in large-scale development projects (construction of roads, buildings, dams, hospitals, etc.), but also in the expansion of the city due to subdivisions and the emergence of undeveloped neighborhoods. All these initiatives undertaken in the name of modernity, although they have positive aspects, contribute to the degradation of the city's tangible cultural heritage. Indeed, the archaeological aspect is not taken into account during these major development projects. A case in point is the development work done as part of December 11, 2019 celebrations. So, what policy should be adopted to ensure that major development projects do not damage Burkina Faso's tangible cultural heritage? With this in mind, we've decided to take a look at the city of Tenkodogo in the Nakambé region of Burkina Faso.

Keywords: Spatial planning, Tangible cultural heritage, Urbanization, Tenkodogo.

Introduction

La ville de Tenkodogo à l'instar des autres villes du Burkina Faso est marquée depuis la période coloniale par la réalisation des grands travaux d'aménagement du territoire. Il s'agit de la construction des routes, des barrages, des hôpitaux, des écoles, des universités, etc. Il est constaté que ces grands travaux ont un impact négatif sur les éléments du patrimoine culturel matériel de cette ville. Dans leur article sur la nécessité de la pratique de l'archéologie préventive, Zagré et Birba déplorent cette situation au Burkina Faso de façon général lorsqu'ils écrivent :

« Au Burkina Faso, comme dans beaucoup de pays africains en voie de développement, de nombreux travaux d'aménagements sont nécessaires à notre environnement. Cependant, on n'est pas sans ignorer que ces travaux affectent à une vitesse de plus en plus grande, sur l'ensemble de notre territoire, les traces matérielles que nous ont laissées les générations passées depuis la préhistoire jusqu'à aujourd'hui. L'on constate que d'innombrables sites archéologiques, qui sont pour la plus grande partie des sources de l'histoire de notre histoire, les seules données dont nous disposons pour des études sont détruits constamment lors des grands travaux d'aménagements du territoire et d'exploitation minière. » (2019 : 70).

L'impact négatif des grands travaux d'aménagement sur les biens culturels de la ville de Tenkodogo ne nous a pas laissé indifférent. En effet, c'est en partant de ce constat que nous avons décidé de mener cette réflexion à travers ce sujet ainsi intitulé : « Aménagement du territoire et protection du patrimoine culturel matériel au Burkina Faso : cas de la ville de Tenkodogo ». La problématique de ce sujet repose sur cette question principale : quelles stratégies adoptées pour que les grands travaux d'aménagement ne portent pas atteinte au patrimoine culturel matériel au Burkina Faso en général, et dans la ville de Tenkodogo en particulier ? De cette question principale, découlent d'autres interrogations secondaires : quels sont les sites qui composent le patrimoine culturel matériel de la ville de Tenkodogo ? Quel est l'impact des travaux d'aménagement sur ces sites ? Quelles perspectives faut-il envisager pour conserver et valoriser ces éléments du patrimoine culturel matériel ? L'objectif principal de ce travail est de contribuer à la protection du patrimoine culturel matériel de la ville de Tenkodogo en proie aux grands travaux d'aménagement du territoire. Spécifiquement il s'agit : d'inventorier les éléments du patrimoine culturel matériel de cette ville, analyser l'impact des grands travaux d'aménagement sur eux et proposer des stratégies de conservation et de valorisation. Pour atteindre ces objectifs nous avons adopté une méthodologie de recherche que nous allons présenter dans un premier temps.

1. La méthodologie de recherche et le cadre géographique de l'étude

1.1 La méthodologie de recherche

Tout travail scientifique nécessite une démarche appropriée et rigoureuse afin d'aboutir à des résultats probants. Pour ce qui est de la méthodologie adoptée dans le cadre de cette étude, elle est conforme à celle convoquée par les archéologues pour leur recherche. Elle à consister tout d'abord à mener des investigations archéologiques dans la ville de Tenkodogo. Il s'agit notamment des prospections qui nous ont permis de recenser les sites archéologiques et ethnographiques qui constituent les éléments du patrimoine culturel matériel. En plus de cette

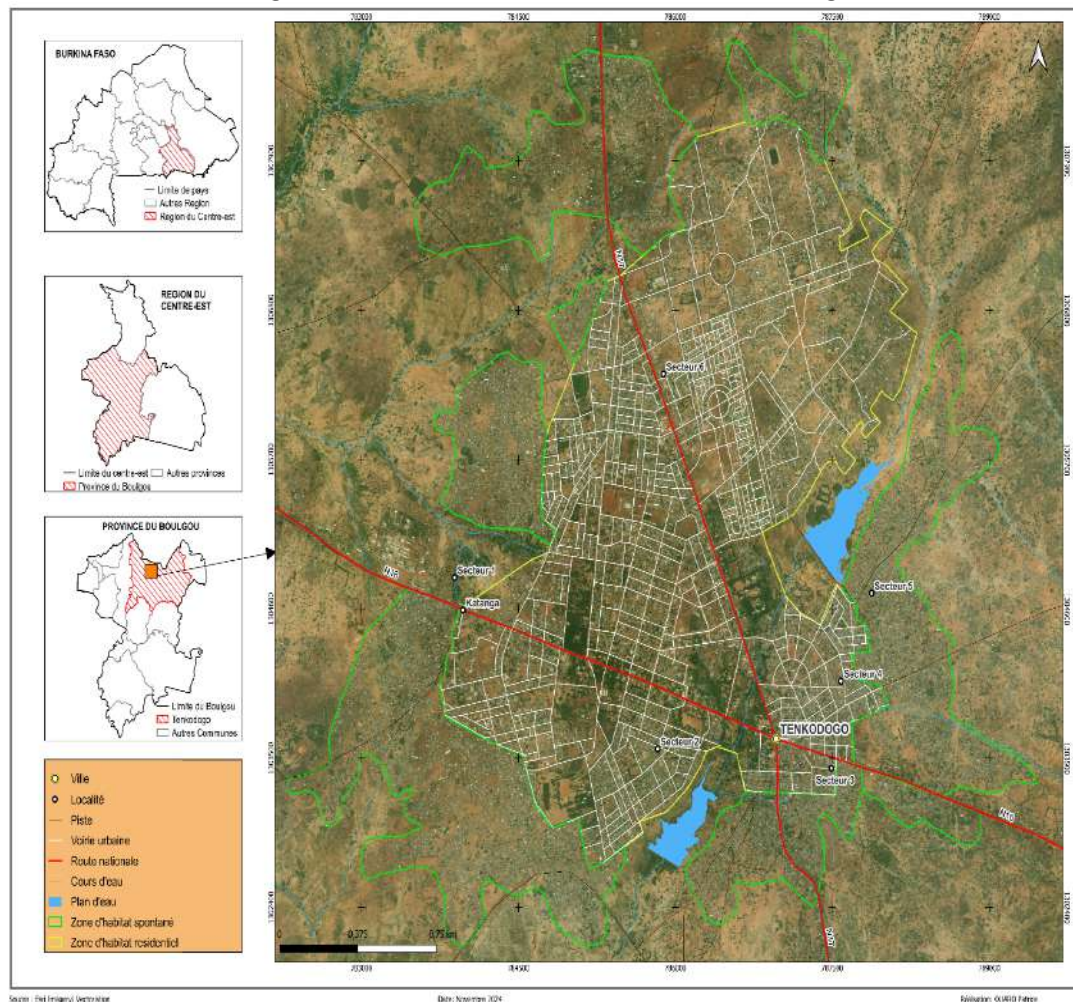
approche archéologique, nous avons mener des enquêtes orales auprès des personnes ressources afin de recueillir des informations sur l'histoire des sites patrimoniaux inventoriés. Enfin, nous avons exploité les sources écrites dans le but de bien cerner les contours du sujet. Cette revue de littérature a consisté en la lecture des travaux scientifiques sur le patrimoine culturel, l'archéologie préventive et l'archéologie en général. Notre sujet de recherche s'inscrit dans un cadre spatial qui est Tenkodogo qu'il convient de présenter dans les lignes suivantes.

1.2 Le cadre géographique de l'étude

Composée de six (06) secteurs pour une superficie de 92 km², la ville de Tenkodogo est le chef-lieu de la province du Boulgou situé dans la région du Nakambé (ex Centre-Est) au Burkina Faso (Cf Fig. n°1). Elle est distant d'environ 185 km de Ouagadougou la capitale du Burkina Faso, à 105 km environ de la frontière du Togo et à 80 km de celle du Ghana (P.C.D. de la commune de Tenkodogo, 2017, p. 4). En effet, elle est traversée par deux (02) routes nationales. Il s'agit de la RN 16 qui relie Koupéla au nord et les frontières avec le Togo et le Ghana au sud et la RN 17 la reliant à la frontière du Togo en passant par Ouargaye à l'est d'une part et à l'ouest de la région du Nazinon (ex Centre-Sud) en passant par Garango d'autre part. Cette situation géographique lui offre des opportunités d'échange avec le Togo et le Ghana, et cela depuis la période précoloniale. Tenkodogo est peuplée de nos jours par de nombreux groupes ethniques qui vivent ensemble de façon harmonieuse. Il s'agit des Bisano, des Moose, des Fulbé, des Yarse, des Yaana, etc. Grâce à son statut de chef-lieu de région, la ville de Tenkodogo compte d'importantes infrastructures, dont un Centre Hospitalier Régional, des dispensaires, un palais de justice, une Maison d'Arrêt et de Correction, des services de sécurité, de sièges des détachements des ministères, des banques, une gare routière, un marché de bétail, de nombreuses écoles, collèges et lycées, etc. (Zakané, 2022 : 2). Sur le plan traditionnel, la ville de Tenkodogo abrite la résidence royale du premier royaume moaga à savoir le riungu (royaume) de Tenkodogo fondé par Wédraogo vers le XV^e siècle. *Naab a Gigempolle II* (2016 à ce jours) est l'actuel roi de ce royaume.

Revue Scientifique des Sciences du Langage,
— Lettres, Langues & Communication —

Fig. n°1 : Localisation de la ville de Tenkodogo



2. Résultats

La méthodologie adoptée nous a permis d'obtenir les résultats envisagés au départ. Ainsi, nous sommes parvenus à un inventaire non exhaustif des sites patrimoine culturel matériel de la ville de Tenkodogo et à une analyse de l'impact des travaux d'aménagement sur ces sites.

2.1. Typologie des sites du patrimoine culturel matériel inventoriés de la ville de Tenkodogo

La première condition sine qua non à tout projet de protection et de valorisation du patrimoine culturel réside dans la connaissance parfaite des sites à sauvegarder, affirme Birba (2020 :18). Autrement dit, pour protéger et valoriser le patrimoine culturel d'une ville, d'un pays ou d'un continent, il faut d'abord inventorier ses composantes car on protège ce qu'on connaît. C'est pourquoi nous avons jugé nécessaire de consacrer ce point à l'inventaire des éléments du patrimoine culturel matériel de la ville de Tenkodogo. Mais que faut-il entendre par patrimoine culturel matériel ? Il faut dire que le patrimoine culturel en général, est une notion qui ne se prête pas à une définition fixe et définitive. Il prend son sens dans une société et une culture donnée. C'est pourquoi l'article 3 de la convention de 1972 de l'UNESCO laisse le soin à chaque

Etat d'adopter sa propre définition de ce qu'il considère comme bien culturel. C'est ainsi qu'au Burkina Faso, la loi n°022-2023/ALT portant protection, sauvegarde et valorisation du patrimoine culturel en son article 3 définit le patrimoine culturel comme :

« Les biens culturels publics ou privés, matériels ou immatériels, religieux ou profanes, transmis de génération en génération, et dont la sauvegarde, la conservation ou la valorisation présente un intérêt historique, mémoriel, artistique, scientifique, symbolique, légendaire ou pittoresque. »

Les spécialistes du patrimoine culturel l'ont divisé en deux (02) grands ensembles à savoir : le patrimoine culturel matériel et de patrimoine culturel immatériel¹. Le patrimoine culturel matériel désigne l'ensemble des éléments de propriété ayant une consistance physique. Il est composé de biens culturels immeubles et de biens culturels meubles (l'article 18 de la loi n°022-2023/ALT portant protection, sauvegarde et valorisation du patrimoine culturel au Burkina Faso). Dans le cadre de cette étude, les prospections menées dans la ville de Tenkodogo nous a permis de faire un inventaire des éléments du patrimoine culturel matériel de cette ville. Il s'agit des sites archéologiques composés essentiellement des meules fixes ou dormantes, des ateliers de la production ancienne du fer, des sépultures historiques, etc. La deuxième catégorie des sites est constituée des sites ethnographiques, principalement des lieux de culte (bois sacrés, collines sacrées, églises, etc.).

- Les sites archéologiques

La prospection archéologique que nous avons menée dans la zone d'étude a permis de mettre en évidence trois (03) catégories de sites archéologiques à savoir : les meules dormantes ou fixes, les ateliers de la production ancienne du fer et les sépultures historiques.

- Les meules dormantes

Nous avons découvert des meules dormantes sur des affleurements granitiques présents dans la zone d'étude. En effet, la ville de Tenkodogo est parsemée de blocs et affleurements granitiques qui ont alors servi de support pour la confection de ces meules dormantes. Nos prospections nous ont permis d'inventorier cinq (05) importants sites des meules dormantes ou fixes. Nous les avons dénommés Tenko-ville-MD1, Tenko-ville-MD2, Tenko-ville-MD3, Tenko-ville-MD4 et Tenko-ville-MD5. Ils sont pour la plupart situés aux milieux des habitations et aux abords des rivières. Ces vestiges sont sans doute les traces d'une occupation humaine ancienne de la ville de Tenkodogo. Les affleurements granitiques sur lesquels s'étalent les meules sont généralement de forme rectangulaire ou circulaire. La disposition, l'orientation, le nombre et les dimensions des meules varient d'un site à un autre. En effet, elles sont souvent groupées tantôt

¹ Les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire - ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, leur interaction avec la nature et leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine. (Cf. article 2 de la convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel).

éparpillées. Par exemple, sur le site archéologique de Tenko-ville-MD1, on dénombre cinquante (50) meules de dimensions et d'orientation variables qui mesurent en moyenne 22 cm de long, 10 cm de large et 7 cm de profondeur.

Figure n°1 : Les meules dormantes. Clichés Bassirou ZAKANE, Mars 2024.



Photo n°1 : Les meules dormantes du quartier Saabin de la ville de Tenkodogo.

-Les ateliers de la production ancienne du fer

Un atelier de production ancienne du fer est « un espace où des fourneaux, des bases de fourneaux, des tuyères, ou des déchets du travail métallurgique (scories de fer) attestent d'une production ancienne de fer ». (Zagré & Birba, 2019 : 83). On rencontre dans la ville de Tenkodogo de nombreux sites relatifs à cette activité ancienne. Sans être exhaustif, nous avons identifié à travers nos prospections treize (13) ateliers de la production ancienne du fer dans cette ville. Ces sites pour la plupart se présentent sous formes des amas de scories associés à des fragments de fourneaux et de tuyères. Trois (03) de ces sites disposent encore de bases de fourneaux fortement dégradées. On trouve également du mobilier domestique tel que des fragments de poterie associés aux restes de la métallurgie du fer.

Figure n°2 : L'atelier de réduction du minerai de fer de Kialguin (au secteur 6 de la ville de Tenkodogo). Clichés, Bassirou ZAKANE, Mars 2025.



Photo n°2 : Vue d'ensemble du site

Photo n°3 : Vue d'une base de fourneau

-Les sépultures historiques

Nous entendons par sépultures historiques, les tombes des rois ou des personnages ayant marquées l'histoire de leur communauté. Dans ce présent travail, il s'agit précisément des tombes des rois du royaume de Tenkodogo qui, pour la plupart font l'objet de sacrifice de la part des autorités coutumières de la ville. Il s'agit :

- La tombe de *Naab a Sigri* : les traditions historiques font de *Naab a Sigri* le fils de *Naab a Bugum*. Il fut le dix-septième roi du *Riungu* de *Tēnkvdgo* et aurait régné au début du XVIII^e Siècle². *Naab a Sigri* serait à l'origine de la création de la ville de Tenkodogo lorsqu'il transféra et stabilisa la capitale du royaume de Coden à l'actuel Tenkodogoville. Sa tombe est située à la lisière Sud-est du marché central (*Roodwoko*) de *Tenkodogo*. On la localise avec précision aux coordonnées géographiques 30P0787160 UTM 1303598. À l'origine, elle avait une forme rectangulaire mesurant 3,3 m de long et 2,3 m de large sur une hauteur de 1,70 m. Elle est située au bord d'une rue à proximité des boutiques. Mais de nos jours, un monument fut réalisé sur cette tombe. Ce monument est composé d'un quadrilatère d'environ 1,25 m sur lequel est implanté la statue de *Naab a Sigri*. Il est clôturé et muni d'une porte. Ce monument constitue un véritable lieu de mémoire pour les populations de la localité.
- La tombe de *Naab a Karengo* : Ce roi fut le fils aîné de *Naab a Sānem* (1859-1887). Selon la tradition orale, il est le vingt-septième souverain du royaume de *Tēnkvdgo*. Il a régné sur le trône du royaume de 1987 à 1908. C'est lui notamment qui avait signé le traité de protectorat avec le lieutenant Paul Voulet lors de la conquête du royaume de Tenkodogo par les Français. Sa tombe est située au côté Sud de l'entrée de la cour royale au milieu d'une rue. Elle a une fondation en escaliers de forme rectangulaire dont la

² Une inscription gravée sur le monument construit sur sa tombe montre qu'il a régné de 1700 à 1720.

base mesure 3,13 m de long sur 2,12 m de large. Au-dessus de cette fondation se trouve un autre compartiment d'une hauteur d'environ 1 m coiffé d'une dalle aussi rectangulaire qui est surmontée d'une croix.

- La tombe de Naaba Bugum située à Goden qui l'objet d'un grand pèlerinage annuelle appelé *Bugum-yaoghin* et des tombe *Naab a Koom*, *Naab a Kiiba*, *Naab a Tigré* et *Naab a Saaga* toutes situées dans l'enceinte de la cour royale et qui ont la même morphologie que la tombe de *Naab a Karengo*

Figures n°3 : Les sépultures historiques. Clichés Bassirou ZAKANE, le 07/04/2021.



Photo n°4 : La tombe de *Naab a Sigri*

Photo n°5 : La tombe de *Naab a Karengo*

-Les sites ethnographiques

Nous convenons avec E. Zagré et N. Birba (2019 : 86), que le patrimoine ethnographique qui est à la fois matériel et immatériel, a une valeur fondamentale au sein des communautés locales. Dans la ville de Tenkodogo, en plus des sites archéologiques, des sites ethnographiques ont été identifiés. En effet, on trouve dans cette ville de nombreux sites ethnographiques à caractère culturel. Ils se composent des bosquets sacrés, des collines sacrées et des églises qui sont des lieux de mémoire et de culte pour les populations locales.

Figure n°4 : Les sites ethnographiques.

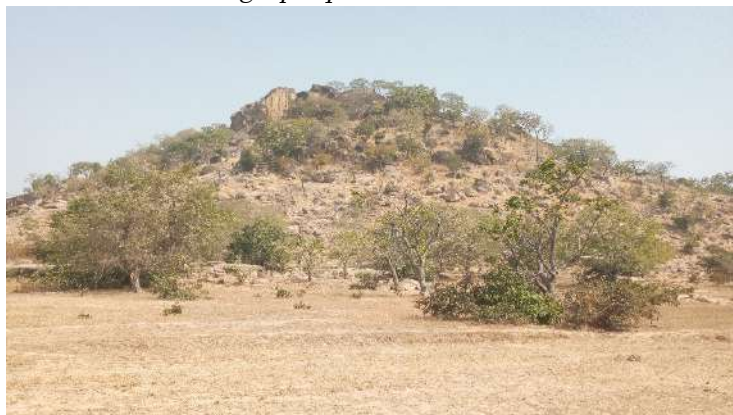


Photo n°6 : La colline sacrée de Kurgu. Cliché Bassirou ZAKANE, Avril 2021.

2.2. Analyse de l'impact des travaux d'aménagement sur les sites patrimoniaux de la ville de Tenkodogo

Il s'agit pour nous dans cette partie de répertorier quelques travaux d'aménagement réalisés dans la ville de Tenkodogo et ensuite montrer leur impact sur les sites patrimoniaux. Comme nous l'avons souligné plus haut, Tenkodogo est une ville en pleine urbanisation. En effet, de nombreux travaux d'aménagement y furent réalisés depuis la période coloniale jusqu'à nos jours. Au titre de ces travaux d'aménagement on note entre autres :

- Les lotissements qui ont sans doute participé à faire disparaître les lieux de mémoire et à disperser les populations. Le tout premier lotissement dans la ville de Tenkodogo date de la période coloniale. En effet, c'est en 1956 que les autorités coloniales entreprirent la division parcellaire du noyau historique de cette ville. D'autres lotissements eurent lieu après les indépendances notamment en 1962, 1978, 1994-1996, 1996-1998, 1998-1999, 1999-2010, etc.
- La construction des deux (02) barrages de la ville³, du Centre Hospitalier Régional, des bâtiments administratifs et d'habitation, les travaux d'aménagements réalisés à l'occasion du 11 décembre 2019⁴, la construction de l'université qui est en cours, etc.
- La construction des maisons d'habitation par les populations, etc.

Ces travaux d'aménagement constituent une menace pour les sites patrimoniaux. En effet, ils contribuent le plus souvent à la dégradation, voire la disparition des sites patrimoniaux. Les sites archéologiques sont les plus exposés à ces menaces. C'est dans ce sens que Simporé et Thiombiano, en citant Birba soutiennent que :

³ Le barrage du secteur 2 et celui du secteur 5.

⁴ Lors de cet événement, la ville de Tenkodogo a acquis des dizaines de kilomètres de routes bitumées, des infrastructures sportives et de loisirs, des infrastructures éducatives et surtout divers types de logements ». Inoussa Yelbi (2022, p.5).

« Au Burkina Faso, l'aménagement du territoire, qu'il s'agisse de l'urbain ou du rural, s'est partout traduit par la destruction de nombreux sites archéologiques. L'absence d'études d'impact des installations sur les sites archéologiques a contribué à détruire des sites significatifs pouvant aider à éclairer la connaissance de notre histoire. » (2024 : 132).

Les sites archéologiques de la ville de Tenkodogo n'échappent pas à ce phénomène. Ils se dégradent chaque jour qui passe sous l'effet des travaux d'aménagement et des intempéries. Par exemple la construction du barrage du secteur 5 a englouti en partie un site de la production ancienne du fer. La superficie de ce site s'est réduite considérablement suite à l'aménagement du barrage. Nous avons aussi constaté des bornes sur l'atelier de réduction du minerai de fer de *Saabin*. Cela signifie que ce site disparaîtra avec le temps si des mesures idoines ne sont pas prises pour le protéger. Ce qui est regrettable car ce site est l'un des sites majeurs de cette catégorie des sites archéologiques. Notons aussi le ramassage des scories sur ces sites comme graviers à des fins de construction. En outre, les entretiens avec les personnes âgées révèlent qu'il existait dans la ville de nombreux sites à attrait touristiques mais qui ont disparu à cause des travaux d'aménagement du territoire. Ces derniers citent avec nostalgie parmi tant d'autres la rivière Kulbalé avec ses caïmans sacrés.

4. Discussion

Les sites patrimoniaux de la ville de Tenkodogo au regard de leur importance méritent d'être protégés et valorisés. En effet, comme la note Ould Taleb (2021 : 9), « le patrimoine culturel représente un bien collectif, une richesse de l'humanité, donc sa conservation et sa transmission sont d'une nécessité primordiale ». Ainsi pour protéger, conserver et valoriser les sites patrimoniaux culturels de la ville de Tenkodogo, nous formulons les suggestions suivantes. Premièrement, il faudra faire un inventaire exhaustif des sites patrimoniaux de la ville. En effet, nous convenons avec Birba (2020 : 18) que « la première condition sine qua non à tout projet de protection et de valorisation du patrimoine culturel réside dans la connaissance parfaite des sites à sauvegarder ». Alors l'inventaire demeure un instrument indispensable pour la protection du patrimoine culturel. La charte pour la gestion du patrimoine archéologique adoptée par l'ICOMOS en 1990 souligne également l'importance de l'inventaire dans le cadre de la protection du patrimoine culturel. En effet, l'article 4 de cette charte stipule que :

« La protection du patrimoine archéologique doit se fonder sur la connaissance la plus complète possible de son existence, de son étendue et de sa nature. Les inventaires généraux du potentiel archéologique sont ainsi des instruments de travail essentiels pour élaborer des stratégies de protection du patrimoine archéologique. Par conséquent, l'inventaire doit être une obligation fondamentale dans la protection et la gestion du patrimoine archéologique. »

Deuxièmement, nous suggérons l'institution de la pratique de l'archéologie préventive avant tous les travaux d'aménagement du territoire dans la ville. Il faudra alors un décret d'application de l'article 38 de la loi 024-2007 du 13 Novembre 2007 portant protection du patrimoine culturel au Burkina Faso qui stipule que : « le volet archéologique doit être inclus dans les frais d'études de grands travaux de construction et d'aménagement dont la nature est définie par décret pris en Conseil des ministres ».

Troisièmement, la création d'un comité communal de protection et de gestion du patrimoine culturel s'avère nécessaire. Nous pensons que la création au Burkina Faso des directions provinciales de la culture est un avantage pour la gestion du patrimoine culturel car la décentralisation de l'administration culturelle est un facteur qui permettra d'impliquer les populations locales dans l'élaboration de l'inventaire et de la sauvegarde de ce patrimoine culturel.

Quatrièmement il est important d'organiser des événements en lien avec le patrimoine culturel dans la ville de Tenkodogo. La direction provinciale en charge de culture peut par exemple instituer dans la ville une journée consacrée au patrimoine culturel. Cette journée sera célébrée annuellement et sera l'occasion de faire des animations et de spectacles à but publicitaires des sites patrimoniaux.

Cinquièmement, il faudra sensibiliser les populations sur l'importance des sites patrimoniaux afin qu'ils en soient les garants. Cela aussi, doit être une initiative de la direction provinciale en charge de la culture.

Conclusion

Les investigations archéologiques dans la ville de Tenkodogo ont permis la mise en évidence de nombreux sites patrimoniaux constitués de sites archéologiques et ethnographiques. Ces sites constituent aujourd'hui le porteur de l'identité des populations ayant vécu dans cette localité. Ils sont le reflet de leur évolution historique, artistique, économique et social. Malheureusement les travaux d'aménagement du territoire entraînent de plus en plus leur disparition. Alors, il est judicieux de prendre des mesures idoines non seulement pour les conserver mais aussi pour les mettre en valeur. C'est dans ce sens que nous avons proposé cinq (05) mesures concrètes de protection et de valorisation de ces éléments du patrimoine culturel matériel.

Références bibliographiques

- Noaga, B., 2020, « Les bois sacrés et les sites associés de la commune de Koudougou au Burkina Faso : des atouts pour la création d'un écomusée », in *Revue d'histoire des techniques*, pp 1-24.
- Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.
- DECRET N° 2007-816/PRES promulguant la loi n° 024-2007/AN du 13 novembre 2007 portant protection du patrimoine culturel au Burkina Faso.
- ICOMOS , 1990, Charte internationale pour la gestion du patrimoine archéologique.
- LOI N°022 -2023/ALT portant protection, sauvegarde et valorisation du patrimoine culturel au Burkina Faso, 50 pages.
- Numidia, O. T., 2021, La protection et la valorisation du patrimoine culturel dans la wilaya de Tizi-Ouzou : cas du tapis d'Ait Hichem, Mémoire de Master 2 en Sciences Économiques, spécialité *Développement local, tourisme et Valorisation du patrimoine*, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 116 pages.
- Lassina S & E. Fonyama, T., 2024, « Protection des sites archéologiques au Burkina Faso : le cas du chantier école de Wargoandga » in *Akiri N°006*, p. 125-138.

UNESCO, Novembre 1972, convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, Paris, 58p.

Inoussa, Y., 2022, Processus d'urbanisation : approche historique des mutations sociopolitique et économique à Tenkodogo (Burkina Faso) des origines à 2019, thèse de doctorat unique en Histoire africaine, Université Joseph Ki-Zerbo, 390 pages.

Edwige, Z. & Noaga, B., 2019, « Nécessité de contribuer au développement durable à travers l'archéologie préventive : cas de la zone aurifère de Gouengo-Tangars (Burkina Faso) » in Revue de Langues, Lettres, Arts, Sciences humaines et sociales N°9, pp. 69-93.

Bassirou, Z., 2022, Contribution de l'archéologie à la connaissance, à la conservation et à la valorisation du patrimoine culturel physique de Tenkodogo, mémoire de master, Université Joseph Ki-Zerbo, 135 pages.



VALORISATION PAR L'AMENAGEMENT DURABLE ET LA PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL : CAS DU MARIGOT KUILG NOORE DE KOUDOUGOU DANS LA REGION DU CENTRE -OUEST DU BURKINA FASO

Roger Sylvain BONKOUNGOU

Enseignant-Chercheur

Université Norbert Zongo (LABOSHS)

rsbonk@gmail.com

Résumé : La ville de Koudougou possède de nombreux atouts touristiques, physiques, culturels et économique toujours non valorisés. Participe à ce potentiel, la zone humide dite de "kuilg nooré", qui selon les récits historiques est à l'origine du peuplement de "Nando". Compte tenu de l'importance des problèmes, des enjeux de ce patrimoine méconnu pour le développement durable de la ville de Koudougou, nous avons jugé nécessaire de porter notre étude sur le thème : "Valorisation par l'aménagement durable et la protection du patrimoine naturel : Cas du marigot de "Kuilg Nooré" de Koudougou dans la région de Nando (Ex centre -ouest) du Burkina Faso" L'objectif de cette étude est de contribuer à trouver des leviers de développement pour la ville de Koudougou. Il s'appuie sur des données secondaires issues de la littérature existante et sur des données primaires recueillies auprès de ménages et acteurs du secteur. Les résultats de cette recherche montrent que l'aménagement et la valorisation de ce patrimoine peu connu est un tremplin de développement socio-économique, culturel et touristique de la ville de Koudougou.

Mots-clés : Valorisation, Aménagement durable, Patrimoine touristique, Koudougou (Burkina Faso)

ENHANCEMENT THROUGH SUSTAINABLE DEVELOPMENT AND NATURAL HERITAGE PROTECTION: THE CASE OF THE KUILG NOORE STREAM IN KOUDOUGOU, CENTRE-WEST REGION OF BURKINA FASO

Abstract : The city of koudougou possesses many touristic, physical, cultural, and economic assets still not valued. The so said wetland of "kuilg nooré" which is the origin of "Nanddo" settlement according to the historical accounts takes participates to this potential. In view of the importance of the problems, the défis of this ignored heritage for sustainable development of the city of Koudougou, we found it necessary to carry out our study on the theme: " valorization through sustainable development and the protection of the natural heritage: the case of "kuilg nooré" backwater of Koudougou in the Central West region of Burkina Faso. It is based on secondary data from specialist literature and on primary data collected from households and actors in the sector. The results of this approach show that the development and the valorization of this little known heritage can be a socio-economic, cultural and touristic development lever of the city of Koudougou.

Keywords: Valuation, Sustainable development, Touristic, Heritage, Koudougou (Burkina Faso)

Introduction

Les différentes études notamment le plan communal de développement recommande les ambitions suivantes pour la ville de Koudougou : redonner à cette métropole son rôle de pôle commercial et culturel, maîtriser la croissance spatiale et relancer les activités industrielles. L'aménagement des rivières qui traversent de part et d'autre la ville participe de ce fait à la vision de développement prônée par les autorités communales. Le tourisme est devenu un secteur stratégique aujourd'hui. Il est un important pilier de développement au regard des potentialités touristiques dont il dispose. Le tourisme constitue l'une des activités dont les populations à la base bénéficient directement des retombées et il contribue ainsi à la lutte contre la pauvreté. Il se présente également comme l'industrie qui crée le plus d'emplois dits directs à savoir ceux qui sont rattachés à l'activité touristique et aussi des emplois indirects qui regroupent tous ceux qui bénéficient du tourisme sans y travailler directement. Partant donc de ses potentialités touristiques, le pays a su dégager une multitude d'offres touristiques dont une importante partie revient à l'écotourisme.

Dans l'optique d'aboutir à un plan de la promotion et du développement durable de la commune de Koudougou les initiatives d'aménagement du territoire urbain sont indispensables. Des secteurs comme le tourisme, l'économie locale, les infrastructures pourraient y tirer pleinement avantage pour stimuler le développement de l'ensemble de la ville. La ville organise chaque année de nombreux événements et manifestations culturelles. Le tourisme de service y est prédominant avec de nombreux séminaires d'études, des conférences, des missions, et des ateliers de formation qui se tiennent dans les différentes directions et les établissements touristiques et hôteliers de la commune. Devant l'afflux touristique, la ville se retrouve confrontée à de nombreuses difficultés parmi lesquelles nous pouvons citer l'insuffisance des infrastructures touristiques ; le faible aménagement des sites touristiques existants ; l'absence des activités récréatives et de loisirs ; l'impact de la crise sécuritaire grandissante du pays. Dans ce contexte un des atouts majeurs que pourrait exploiter la ville et qui pourrait offrir plus d'opportunités au développement socio-économique en général et au secteur du tourisme en particulier consiste en l'exploitation des friches naturelles à l'abandon.

La zone du marigot kuilg-nooré est une zone en état de sous exploitation et de dégradation avancée. Dans un contexte de crise sécuritaire doublée d'une propagande « anti destination » Burkina Faso développée au niveau international, le développement du tourisme interne pourrait être une alternative réaliste. En ce sens, faire de ces bas-fonds une zone d'expansion pour la commune de Koudougou pourrait stimuler le développement de la ville par la création ou la dynamisation de certaines activités porteuses comme celles touristiques. L'aménagement de la rivière est un projet territorial local comme l'agenda 21. Il devra de ce fait être un projet global qui vise progressivement à mettre en œuvre à partir d'une échelle territoriale, aujourd'hui et pour l'avenir, le développement durable. Conçu à partir des réalités et du contexte local et sur une démarche participative, il s'inscrit pleinement dans une dynamique territoriale. Cette réalité nous amène alors à nous poser la question principale qui est celle de comment aménager cette zone de manière durable pour atteindre les objectifs de développement attendus ? Cet aménagement intégrerait le palais Maasmé dans le quartier Issouka le premier quartier de Koudougou selon la légende historique du peuplement pour en faire une zone de tourisme et de patrimoine. Les questions secondaires de cette recherche sont

les suivantes : quel est l'état des lieux de la zone aménageable de *kuilg-noonré* ? Quels peuvent être les retombées touristiques, socio-économiques et écologiques liées à la mise en tourisme durable de la zone aménagée ou *kuilg-noonré* ? Quelles sont les attentes des acteurs par rapport à l'aménagement durable de la zone de *kuilg-noonré* ? L'objectif principal de l'étude est de créer les bases d'un développement économique local en valorisant cette zone délaissée en une zone d'expansion économique et touristique pour la commune de Koudougou et son hinterland. Les objectifs spécifiques de l'étude sont les suivants : décrire la situation de la mare et son occupation ; analyser les effets de l'aménagement et de la mise en tourisme sur les enjeux socio-économiques et écologique de la zone ; décrire les attentes des populations par rapport aux axes d'aménagement.

Les hypothèses de l'étude sont les suivantes : l'occupation physique et humaine de la mare est connue ; les effets de l'aménagement et de la mise en tourisme durable de la zone sont connus ; les divers acteurs d'accord avec le projet souhaitent la prise en compte de leurs activités dans le futur projet d'aménagement. L'étude repose principalement sur l'hypothèse que l'aménagement technique et la valorisation durable de ce patrimoine actuellement à l'abandon peut contribuer au rayonnement socio-économique, culturel et touristique de la ville de Koudougou.

1. Cadre théorique

Cette partie essaie de camper les définitions données sur les termes "développement durable" tel qu'accepté par les instances internationales de celui de "tourisme durable" et enfin de zone humide. Elle permet de vérifier nos attentes par rapport aux grandes orientations sur le sujet au niveau mondial et de préciser le sens et la compréhension de notre thème à savoir « aménagement durable et mise en tourisme ». Selon le rapport Brundtland en 1987, la notion de développement durable sous-tend *"un processus de changement par lequel l'exploitation des ressources, l'orientation des investissements, les changements techniques et institutionnels se trouvent en harmonie et renforcent le potentiel actuel et futur de satisfaction des besoins des hommes"*. La notion de tourisme durable quant à elle a émergé lors du Sommet de la Terre de Rio de 1992 comme une orientation concernant le domaine. L'objectif fixé à cette époque était la réduction des impacts sur l'environnement pris dans le sens large du terme ainsi que le respect et le développement économique et culturel des populations locales. Il s'appuie donc sur les trois piliers du développement durable, à savoir, l'environnement, le pilier socio-culturel ainsi que celui portant sur l'économie. L'organisation mondiale du tourisme évoque quant à elle la définition suivante : " Un tourisme qui tient pleinement compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et futurs, en répondant aux besoins des visiteurs, des professionnels, de l'environnement et des communautés d'accueil" (Leroux, 2010).

La définition choisie par la Charte européenne du tourisme durable en espaces protégés (signée en 1998 par 10 parcs naturels régionaux fondateurs de 7 pays différents) a le double avantage de la concision et de l'intégration de l'ensemble des dimensions du tourisme durable: "toute forme de développement, aménagement ou activité touristique qui respecte et préserve à long terme les ressources naturelles, culturelles et sociales, et contribue de manière positive et équitable au développement économique et à l'épanouissement des individus qui vivent, travaillent ou séjournent dans les espaces protégés". Dans le même esprit, et selon le premier

article de la Charte du Tourisme Durable de l'OMT adoptée en 1995, la notion du tourisme durable reprend le tryptique devenu actuellement familier du développement durable : "il doit être supportable à long terme sur le plan écologique, viable sur le plan économique, et équitable sur le plan éthique et social pour les populations locales". Les autres articles de cette chartre détaillent les principaux éléments de ce tourisme voulu "harmonieux et maîtrisé".

Le *milieu écologique* à protéger et à mettre en valeur est entendu au sens de maison commune : il englobe à la fois la nature et la faune, le patrimoine paysager, historique et architectural (y compris le bâti non protégé), ainsi que le *patrimoine de vie* (ethnologique et culturel) ; les notions de développement et de progrès doivent être redéfinies *en relativisant les indicateurs quantitatifs traditionnels de l'économie du tourisme* (nombre de visiteurs, multiplicateur de dépenses, emplois créés, recettes en devises) et en prenant en compte l'ensemble des coûts (environnementaux, culturels et sociaux) de l'activité sur le long terme, la répartition des richesses induites et la qualité de vie des populations concernées ; la recherche d'un tourisme durable passant par une planification stratégique globale induit nécessairement une réflexion, une consultation, une information constante, une participation au processus décisionnel et un partenariat entre tous les acteurs: institutions publiques internationales, nationales et locales, ONG, entreprises (des secteurs touristiques mais aussi agricoles, industriels et d'artisanat), population locale, travailleurs permanents et saisonniers, tour-opérateurs et touristes eux-mêmes. Il s'agit donc d'adopter une autre méthode de gouvernance avec l'idée que la réussite d'un projet repose nécessairement sur une cohésion sociale afin de créer ensemble la richesse (Roullet-Caire, 2002).

Notre démarche en ce sens tente de se démarquer de l'approche techniciste en intégrant les véritables acteurs et autorités dans la conception et la réalisation de ce projet. Toujours selon l'OMT, le tourisme durable s'intègre dans une conception éthique du tourisme facteur d'épanouissement individuel et pouvant favoriser le rapprochement et la paix entre les peuples, créant une conscience respectueuse de la diversité des cultures et des modes de vie. L'ensemble des critères énoncés par la charte répondent parfaitement aux objectifs recherchés de notre projet de mise en tourisme durable de la rivière Kuilg Nooré mais intègre également l'aménagement durable selon la charte de Ramsar. En d'autres termes la mise en tourisme et l'aménagement de la rivière selon les critères de Ramsar se complètent pour un tourisme durable. En plus des autres aspects, le projet à terme devrait conduire à un tourisme qui mène à une gestion intégrée de toutes les ressources de manière à combler les besoins économiques, sociaux et esthétiques tout en préservant l'intégrité culturelle, les processus écologiques essentiels, la biodiversité et le milieu vital. En projetant la participation citoyenne dans les actions de développement intégrées qui prennent en compte le développement économique social et culturel dans la zone on intègre parfaitement les objectifs du tourisme durable et on s'assure de la pérennité de l'aménagement grâce à une implication responsable des populations et des visiteurs potentiels. Ce projet territorial local de Koudougou est un projet politique qui doit être porté par les élus. Il est à l'origine d'une démarche volontariste. Sa réussite reposera avant tout sur une volonté claire des élus de s'engager dans une stratégie qui s'inscrit dans le long terme.

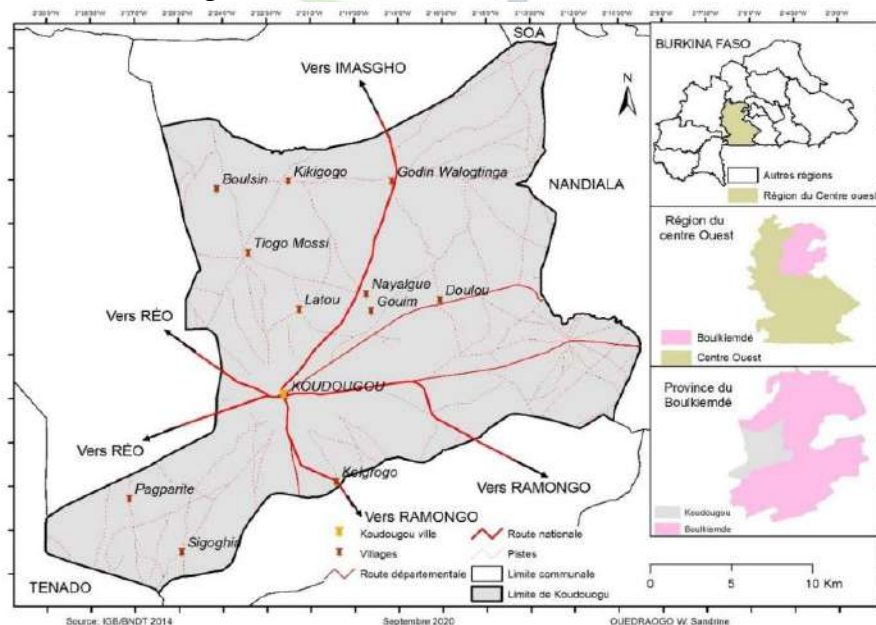
Le développement durable doit trouver toute sa place dans la stratégie globale de la collectivité (fil conducteur) mais aussi dans les politiques sectorielles et toutes les actions. En

outre, la loi n°011-2021/AN du 12 Avril 2021 portant loi d'orientation du tourisme au Burkina Faso à son article 3, définit l'aménagement touristique comme « l'ensemble des travaux de réalisation d'infrastructures ou d'amélioration de l'accessibilité, de l'attractivité d'un site ou d'un espace destiné à accueillir des touristes ». La mise en tourisme dans une zone aménagée selon la convention de Ramsar demeure encore plus bénéfique en ce sens qu'il se déroule dans un environnement maîtrisé qui prend en compte la protection du patrimoine naturel et culturel.

2. méthode et outils

Troisième ville du Burkina Faso, Koudougou est située au centre ouest du pays et dans la province du Boulkiemdé. Sa position géographique est de 2° 21'51" de longitude Ouest et 12° 15'3" de latitude Nord. La ville est limitée à l'ouest par la commune de Réo, au sud par la commune de Ramongo, au Sud-Ouest par la commune de Tenado, à l'Est par la commune de Nandiala et au Nord par les communes de Imasgo et de Soaw. Selon le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2020, Koudougou comptait une population totale de 216 830 habitants avec une superficie de 720 km² suite à la communalisation intégrale du pays qui a rattaché vingt-deux villages administratifs à sa superficie initiale de 272 km². Avant 1984 la ville de Koudougou comprenait cinq grands quartiers traditionnels mais depuis cette date la ville fut divisée en dix grands secteurs et ce nouveau découpage ne prend pas en compte les limites de ces quartiers traditionnels qui ne sont donc plus reconnus administrativement. Cependant les appellations historiques de ces anciens quartiers demeurent de nos jours.

Carte 1 : la ville de Koudougou



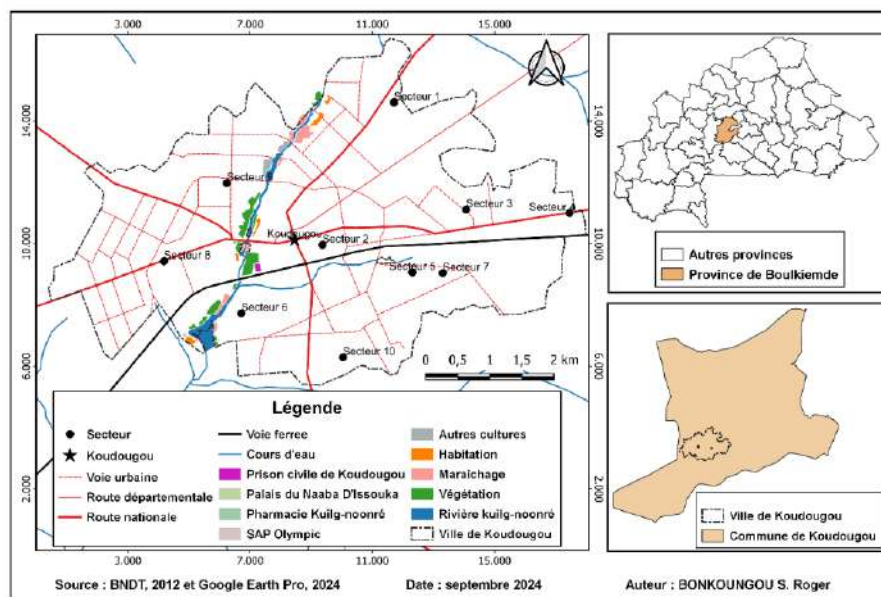
Source : Ouedraogo W. Sandrine, Mémoire de Master 2020

L'environnement touristique du Burkina a été reconfiguré suite à la loi 2001-013/AN du 2 juillet 2001. Cette division a été initiée dans le souci de mieux contrôler et d'en faire un usage

optimal, vu que l'offre en matière du tourisme est diversifiée et s'étend sur tout le territoire. On distingue quatre zones touristiques au Burkina Faso chacune correspondant à un type de produit touristiques. Nous avons premièrement la zone du centre qui comprend la capitale et les régions du plateau central, du centre-ouest et du centre-sud. C'est la zone du tourisme d'affaire, de congrès et de tourisme culturel comme le Musée national, le Musée de la musique, le Musée de Manéga, le Nabayusgou ou cérémonie de faux départ au palais du Mogho Naaba, le site de sculptures sur granit de laongo, les marres aux crocodiles sacré de Sabou et de Bazoulé, l'architecture gourounsi de Tiébélé, le ranch de gibiers de Nazinga, les nombreux centres et salles de conférences/séminaires, le Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou (FESPACO), le Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO), les Nuits Atypiques de Koudougou (NAK).

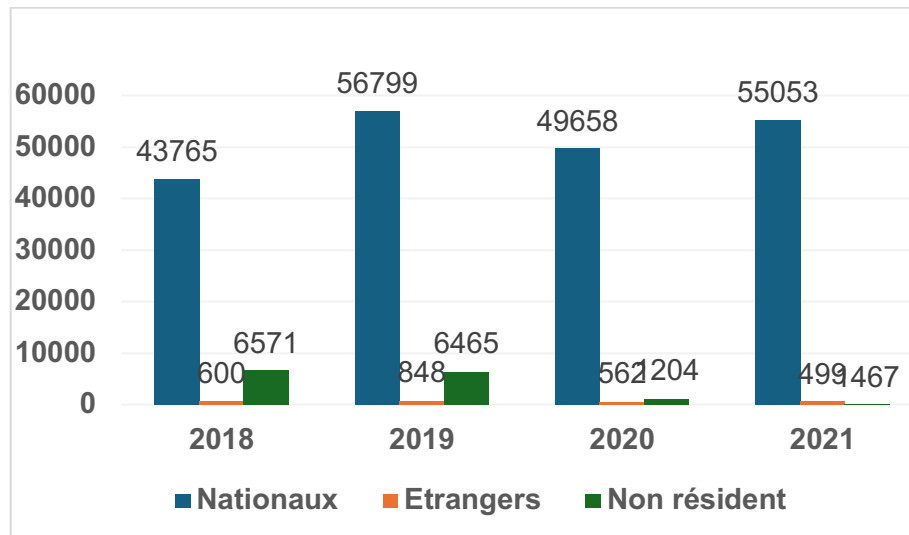
Koudougou, principale ville dans la région du Centre-Ouest dispose d'un potentiel considérable en ressources touristiques selon l'office national du tourisme. Elle abrite quelques sites touristiques et connaît depuis 2002 un boom des établissements touristiques d'hébergements. Elle enregistre en plus plusieurs autres manifestations culturelles qui contribuent à redorer l'image touristique de la ville de Koudougou. Malheureusement bon nombre de ces ressources sont méconnues, mal exploitées et même inexploitées ce qui ne permet pas au secteur de s'épanouir. Il s'agit en cela du réseau hydrographique de la ville de Koudougou qui est un potentiel inexploité pour l'instant. L'inscription de ce site dans la catégorie des zones dites humides serait une opportunité importante pour la ville car cette action reconnue par la convention de Ramsar serait une voie sûre pour un aménagement durable. Il se compose essentiellement de deux cours d'eau (Koudougou et Dita-Samba) dont le plus important est le marigot de Koudougou qui couvre une superficie de 2 170 km². Ces cours d'eau ont un caractère temporaire.

Le marigot de Koudougou alimente deux barrages (Burkina 1 et Burkina 2) avec des volumes respectifs de 9 600 m³ et 30 000 m³ en 2012. Ce marigot qui constitue le principal exécutoire du réseau de drainage de la ville connaît aujourd'hui un niveau d'ensablement important. L'insuffisance du réseau de drainage des eaux pluviales a pour conséquence le déversement des eaux de pluies sur le réseau routier ce qui pourrait à la longue poser également des problèmes d'inondation. Tout le long de ce marigot on note la présence de nombreux vergers qui sont des zones d'attraction et de développement d'activités économiques (carte 2).

Carte 2 : Situation actuelle des activités autour du marigot de Koudougou

L'activité touristique de la région du Centre-Ouest tout comme les autres a connu selon les statistiques de l'observatoire national du Tourisme, une baisse au niveau du nombre des arrivées touristique à cause de l'insécurité grandissante que traverse le pays depuis 2015. En effet les données statistiques des arrivées touristiques du Ministère du Tourisme ont permis de prouver qu'en 2018, il y'a eu cinquante-mille neuf-cent trente-six (50 936) arrivées dans la région du Centre-Ouest. Durant l'année 2019 on note au total soixante-quatre-mille cent-douze (64 112) touristes d'où une augmentation du nombre d'arrivées de treize mille cent-soixante-seize (13 176) malgré que cette période ayant été marquée par la crise sanitaire (Covid 19) n'a pas pu empêcher l'obtention de ces chiffres. En 2020 le nombre des arrivés ont été en baisse de douze-mille six-cent quatre-vingt-huit (12 688) par rapport à l'année précédente. On note au total cinquante-un mille quatre-cent vingt-quatre (51 424) arrivées. Cela est dû à la crise sanitaire qui a mis en berne le nombre d'arrivée dans la région du Centre-Ouest. L'année 2021 a connu une légère hausse de cinq-mille cinq-cents quatre-vingt-quinze (5 595) arrivées en plus par rapport à l'année précédente d'où un total de cinquante-sept-mille dix-neuf (57 019) arrivées au cours de l'année 2021. La figure 1 suivant nous donne un aperçu global de la situation au Burkina Faso.

Figure n° 1 : Statistiques du tourisme



Source : ONTB 2020 / Tene Coulibali, Août 2024

Plusieurs types de données ont été collectés dans la volonté d'asseoir la méthodologie, de fournir les résultats et aussi de faire la discussion des résultats. Ce sont les données secondaires obtenues grâce à la recherche documentaire et des données primaires produites à travers les guides d'entretiens, les enquêtes par questionnaires et les observations directes. Pour bien mener la recherche, l'étude a ciblé un groupe de personnes que sont : les professionnels du secteur dont les responsables de la direction régionale de la culture, des arts et du tourisme du centre ouest ; les responsables de la mairie ; les responsables du service de l'environnement et les personnes ressources que sont la population riveraine ; les occupants autour du site comme les jardiniers, les restaurants, les maquis, les clients, etc. En effet les entretiens avec le directeur régional ainsi que cinq (05) agents du tourisme, quatre (04) travailleurs de la Mairie et quatre (04) personnes au niveau du service de l'Environnement.

Les personnes ressources au nombre de vingt sont constituées de la population riveraine ; les occupants autour du site comme les chefs coutumiers, les jardiniers, les restaurateurs, promoteurs des maquis, les clients). Ce groupe a été d'un intérêt très capital. Il a renseigné sur l'état exact du lieu avant et pendant la mise en exploitation. En tant que témoins directs et oculaires des actions sur le site, ils ont été très importants pour nos enquêtes. L'enquête a également associé les clients potentiels. Ce sont les consommateurs des produits touristiques qu'offre le marché. Ce groupe est très déterminant dans ce projet d'aménagement et de pérennisation de l'offre touristique car nos efforts visent en premier à leur satisfaction. Leurs avis et désirs ont été pris en compte. Ce qui explique leur choix méthodologique qui s'articule autour des tendances de la demande. La valorisation touristique se caractérise par une diversification et un renforcement de l'offre touristique actuelle.

Mais pour acquérir un engouement des consommateurs à l'égard du produit, il est nécessaire de recueillir leurs désirs pour en tenir compte dans l'élaboration de l'offre. Il n'a pas été selon l'auteure possible d'enquêter toutes les personnes car certains rendez-vous n'ont pas

pu être respectés. Cependant les résultats des enquêtes donnent une tendance sur les choix des acteurs qui se sentent concernés et intéressés par ce projet d'aménagement.

3. Résultats

3.1. *Kuilg Nooré, un potentiel exploité en dessous de ses potentialités*

Le réseau hydrographique de la ville de Koudougou se compose essentiellement de deux cours d'eau (Koudougou et Dita-Samba) dont le plus important est le marigot de Koudougou qui couvre une superficie de 2 170 km². Ces cours d'eau ont caractère temporaire. Le marigot de Koudougou alimente deux barrages (Bourkina 1 et Bourkina 2) avec des volumes respectifs selon la Direction Générale des Ressources en Eau (DGRE) de 9 600 m³ et 30 000 m³ en 2012. Ce marigot qui constitue le principal exécutoire du réseau de drainage de la ville connaît aujourd'hui un niveau d'ensablement important. L'insuffisance du réseau de drainage, des eaux pluviales a pour conséquence le déversement des eaux de pluies sur le réseau routier ce qui pourrait à la longue poser également des problèmes d'inondation. Les phénomènes d'ensablement de ces barrages et de leur envasement, par des détritiques quelconques menacent à terme leur existence et la sécurité de la ville. Tout le long de ce marigot on note la présence de nombreux vergers qui sont des zones d'attraction et de développement d'activités économiques. Cependant la zone est très mal entretenue par les exploitants et les riverains qui y voient des dépotoirs d'ordures diverses. La Mairie qui a en principe l'autorité nécessaire pour s'occuper de son entretien et de sa protection n'y mène aucune action de police ni de sensibilisation. Il n'y a pas non plus d'association citoyenne pour la sauvegarde du site ce qui a engendré exploitation désordonnée et une dégradation avancée.

Enfin cette rivière est traversée par la principale voie de la ville : la RN 14 et la principale rocade appelée circulaire. Le projet consiste en des travaux d'aménagement du marigot de Koudougou et des deux barrages qu'il alimente. Les travaux consisteront également après aménagement des berges à la réinstallation partielle des riverains et à y implanter d'autres types d'aménagements à définir en fonction des études qui y seront menées ultérieurement. Des travaux de curage, de rehaussement et de protection des berges de réhabilitation et/ou réalisation de ponts sont envisageables dans le cadre de ce projet et les retombées sont importantes. L'aménagement de ces barrages (curage et protection des berges) devrait contribuer à rehausser le niveau de la nappe phréatique et augmenter ainsi la capacité de stockage des eaux dans la ville. Cette disponibilité en eau devra servir à alimenter la ville en eau boisson pourra être exploitée pour les constructions, les briquetiers, les maraîchers, les hôteliers, les arboriculteurs, les pêcheurs, les cultivateurs, les coutumiers avec les varans sacrés, la chefferie notamment celui de Issouka dont le palais est aujourd'hui un important site touristique.

L'aménagement du marigot devrait offrir un micro climat davantage favorable à cela et préserver l'écosystème. La réhabilitation et/ou réalisation de nouveaux ponts dans le cadre de ce projet devrait à long terme offrir une fluidité de la circulation et réduire le nombre d'accidents de la circulation que connaît la ville.

Le projet jouit d'atouts favorables qui sont : la proximité de Koudougou avec Ouagadougou la capitale et sa position carrefour avec d'autres villes, le développement de l'hôtellerie et des manifestations culturelles qui offrent une attractivité à la ville, le développement du commerce, l'essor de la formation universitaire (2^{ème} ville universitaire du

pays en termes d'effectifs) et professionnelle, le développement des activités administratives par une plus grande représentativité des structures déconcentrées de l'Etat, l'industrie qui dispose d'un espace favorable pour l'implantation de nouvelles unités, le développement des transports avec l'existence d'une voie ferroviaire etc. La ville dispose d'outils de planification qui projettent son développement socio-économique l'horizon 2030. Ces documents relèvent l'insuffisance d'infrastructures et d'équipements aménagés (infrastructures marchandes notamment les boutiques de rue pour fixer les acteurs du secteur informel) ; insuffisance de voies aménagées dans la commune et le mauvais état des routes ; le développement du secteur informel ; l'enclavement de certaines localités ; le coût élevé de l'énergie et la permanence des délestages et coupures d'eau ; l'insuffisance des services sociaux de base ; le chômage élevé des jeunes ; le faible niveau d'accès à l'assainissement et à l'eau potable (milieu rural), le faible niveau d'organisation des acteurs.

On note également que l'étalement urbain sans planification a eu pour corollaire : une faible densité (16hts/ha), Ouagadougou est à 46hts/ha), une mauvaise répartition spatiale des équipements et une insuffisance notoire dans la viabilisation et l'équipement des zones aménagées. La ville n'a pas assez de lieux de détente et de loisirs aménagés aux normes techniques requises. L'aménagement urbain de la ville de Koudougou n'a pas prévu de zone d'expansion touristique. Cet équipement constituera une source de création d'emplois pour la population locale. Ces emplois touristiques, au-delà des revenus générés, contribuent au maintien des jeunes dans la commune de Koudougou. Il améliorera les conditions de vie de la population et développera également les secteurs d'activités tels que l'artisanat, le transport, etc. De ce fait, le projet de mise en valeur de ce site pourrait amener les autorités communales à intégrer la question plus globale de sa transformation en zone humide dans leur plan communal de développement

Photo 1 : Côté Nord-Est de kuilg-nooré en pleine décrue



Cliché : Bonkougou S. Roger, Septembre 2024

3.2. Le projet d'aménagement de la rivière dans le contexte des zones humides définies par le traité de Ramsar

Les zones humides sont des écosystèmes remarquables dont dépendent plusieurs aspects de la vie socio-économique et écologiques d'un pays et de sa population. En effet, elles remplissent des fonctions écologiques, économiques et sociologiques importantes et constituent des milieux de vie pour une grande diversité d'espèces végétales et animales. Les biens et services écosystémiques offertes par les zones humides interviennent pour la satisfaction d'une large gamme de besoins des populations humaines et animales dans des domaines très variés tels que l'alimentation, l'énergie, les soins médicaux, l'habitat, les activités de détente et de loisirs, la création de revenus et d'emplois, etc. Cependant, lorsque les zones humides sont mal gérées et leurs ressources mal utilisées, cela peut comporter un certain nombre de risques et d'obstacles importants pour la stabilité des riverains et de leurs habitats du fait de la difficulté de faire face aux effets néfastes du climat, le développement des activités de production du fait entre autres de la prolifération de plantes envahissantes, de l'envasement et de l'ensablement des cours et plans d'eau et la préservation de la santé des populations et de la diversité biologique qui devient encore plus difficile avec le phénomène de pollution. La gestion durable des zones humides s'impose alors comme un impératif de développement durable et une nécessité urgente au regard de la dégradation qui les affecte sous l'effet combiné des changements climatiques, de la croissance démographique, de la pauvreté et de certaines activités anthropiques relatives à l'agriculture, l'exploitation forestière, l'exploitation minière, l'industrialisation, etc.

Le Burkina Faso a approuvé la convention de Ramsar le 27 octobre 1990 et en respect à des engagements, a déjà inscrit quinze (15) sites du 10 au 18 mai 1999, le Burkina Faso a adopté à l'instar des autres pays une politique nationale sur les zones humides afin de renforcer ses acquis en matière de gestion durable des zones humides et de leurs ressources. La politique Nationale sur les Zones Humides est un cadre de référence et d'orientation pour toutes les catégories d'acteurs impliquées dans la gestion de ces importants écosystèmes et de leurs ressources. Elles sont accompagnées d'un Plan d'Action, afin de guider les interventions des acteurs vers des actions durables en toute efficacité. Les zones humides du Burkina Faso comprennent des cours et plans d'eau naturels tels que les lacs, les rivières, les mars, les plaines d'inondations, les bas-fonds et les autres plans d'eau libre naturels. Il y a également des zones humides artificielles telles que les retenues d'eau de barrages (grands et petits réservoirs) les boudis (mares artificielles et des terres agricoles irriguées).

Le Burkina Faso possède 15 zones humides d'importance internationale, selon la convention de Ramsar, qui est relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitat des oiseaux d'eau. Ces zones humides sont des lieux favorables au développement des ressources halieutiques, d'espèces animales comme les crocodiles, les hippopotames, etc, et une importante flore aquatique. Le potentiel productif de ces zones humides en poisson est de l'ordre de plus de 100 espèces réparties dans environ 24 familles et 59 genres. Il convient de faire remarquer que le Marigot de Koudougou n'est pas encore inscrit dans la liste de zones humides du Burkina Faso.

Son inscription dans la catégorie des zones humides dont l'aménagement suit un canevas précis notamment des études pour la réalisation d'un plan de gestion environnementale devient un impératif dans le cadre du développement de la ville.

3.3. Les attentes des acteurs locaux par rapport à l'aménagement du marigot et de ses abords

A l'issu des enquêtes et recherches à travers les questionnaires et les entretiens, il ressort que 99,99 de la population étudiée souhaite un aménagement touristique de la zone humide de *kuilg-noonré* car non seulement cela permettra d'abord de protéger l'écosystème, ensuite créer des emplois pour la population locale tout en générant des revenus pour la commune et enfin attirera plus de visiteurs et touristes. Ces vœux correspondent à ceux d'un tourisme durable même si le concept de tourisme durable est plus large. Il existe en effet de nombreux amalgames autour du concept du tourisme durable. Les gens ne savent pas réellement de quoi il s'agit, le confondant la plupart du temps avec l'écotourisme Brieu et al., 2011 cités par Aurélien Dumontrotty (2014 : 26). Les personnes interrogées souhaitent que soit pris en compte dans l'aménagement la présence des jardiniers, la population riveraine, la maison d'arrêt et le Palais d'Issouka. L'aménagement de la zone commence aussi par la responsabilisation d'une instance désignée à cet effet. Ce qui n'est pas le cas pour l'instant. L'étude montre que pour veiller à la durabilité de la zone humide en vue de maintenir l'eau il faut d'abord protéger la zone en délimitant l'espace de l'ensemble du bassin versant, ensuite sensibiliser les riverains à entreprendre des mesures pour maintenir l'aspect écologique. Il s'agit ensuite enfin de créer une structure qui sera en charge de la protection de la zone. Pour les professionnels interrogés, il ressort que la zone humide de *kuilg-noonré* peut contribuer à la satisfaction des besoins socio-économiques. Pour derniers enfin, cela permettra de protéger l'écosystème, générer des revenus pour la commune, créer des emplois pour la population locale et attirer plus de visiteurs et de touristes dans le territoire communal, régional et même national. Car comme le souligne Aurélien Dumontrotty (2014 : 30), « Le principe du pilier économique dans le concept de tourisme durable est de s'assurer une juste répartition des richesses entre les différents intermédiaires. La majorité des recettes doit revenir aux populations locales, lesquelles s'en serviront pour se développer économiquement. Le but recherché est la création d'une économie locale et circulaire qui serait viable sur le long terme.

3.4. La mise en tourisme et les enjeux du développement du tourisme interne

Le Burkina Faso, situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest avec une superficie de 274 200 km², une population s'élevant selon l'INSD à 20,9 millions d'habitants au dernier recensement de 2019 occupe une position stratégique pour la des bien et service. Elle est en majorité jeune à 47 % de moins de 15ans, avec une économie basée essentiellement sur l'agriculture occupant plus de 80 % de la population active et le pays peine cependant à sortir de la pauvreté (Tableau de bord des statistiques du tourisme 2017). Le tourisme est un véritable outil de lutte contre la pauvreté. Selon le WORLD Travel and Tourism Concil le tourisme emploie environ 161 000 personnes dont 71 000 emplois directs et génère de grosses recettes (plus de 61 964 210 000 FCFA en 2015) et contribue à hauteur de 4,2 % du PIB du Burkina Faso. Cependant 80 % de ces recettes viennent du tourisme international selon la direction générale du Tourisme (DGT, 2009). Autrement dit, le tourisme burkinabè est vulnérable car il est trop dépendant de l'extérieur. Il ressort d'une étude menée par l'Institut Free Afrik que le Burkina Faso a enregistré 68 grèves et sit-in en 2017. Sur le plan sécuritaire la même étude regrette que d'avril 2015 à 2021, le Burkina Faso ait subi plus d'une centaine d'attaques terroristes suivis d'une centaine

de morts avec plus de 1 501 775 de personnes déplacées internes à la date du 30 novembre 2021. Ces facteurs ont impacté de façon négative le secteur touristique. Par conséquent les touristes internationaux influencés par les chancelleries observent de la prudence à venir au Burkina Faso. Ce qui baisse considérablement les arrivées des touristes externes. Le Burkina Faso restera-t-il le même si les 161 000 personnes perdaient leurs emplois et l'économie privée de toute devise parce que tout simplement les étrangers auraient cessé de venir consommer nos produits ?

Koudougou, principale ville dans la région du Centre-Ouest dispose d'un potentiel considérable en ressources touristiques. Elle abrite quelques sites touristiques et connaît depuis 2002 un boom des établissements touristiques d'hébergements. Elle est surtout connue pour abriter une manifestation culturelle d'envergure internationale qui est « les nuits atypiques de Koudougou » (NAK). En plus de cela elle enregistre plusieurs autres manifestations culturelles qui contribuent à redorer l'image touristique de la ville de Koudougou. Malheureusement bon nombre de ces ressources sont méconnues mal exploitées et même inexploitées ce qui ne permet pas au secteur de s'épanouir. L'importance du tourisme internationale dans l'économie de notre pays, n'est certes pas négligeable en termes d'entrées de devises. Depuis l'avènement du terrorisme, la campagne anti-Burkina Faso dans les chancelleries étrangères nous pensons qu'il faut aussi considérer le tourisme interne afin de lui permettre de jouer un rôle moteur dans le processus du développement socio-économique.

En matière de tourisme interne, le secteur peine à s'épanouir. Il est confronté à de multiples problèmes tant contextuels que structurels. Dans les faits, la clientèle nationale peu consommatrice et donc peu rentable n'est pas la priorité des acteurs et les autorités quant à elles mettent l'accent sur la clientèle internationale. Le tourisme international est important dans l'économie de notre pays du fait des devises qu'il permet d'engranger. De ce fait les investissements touristiques trop chers et luxueux ne sont pas orientés vers et pour les nationaux à faibles pouvoirs d'achat. L'aménagement et la mise en tourisme de cette grande rivière naturelle à fort potentiel participe à booster le tourisme interne et lui permettra de jouer un rôle moteur dans le processus du développement socio-économique des populations et du pays. C'est en ce sens qu'on parle de développement endogène et durable. Avec le déficit des arrivées internationales et la hausse des arrivées nationales nous pensons qu'il est temps de tirer les bonnes leçons et nous tourner vers la promotion du tourisme interne créateur de richesses endogènes. Les autres nations du Tourisme ont développé dans un premier temps leur patrimoine touristique. Avec des efforts soutenus d'investissement et surtout avec une politique de promotion elles sont devenues les lieux privilégiés de tourisme de nos jours. C'est pour dire que la clientèle nationale, lorsqu'elle a la culture du déplacement peut constituer un puissant pilier de développement et de maintien des activités touristiques soutien (Coulibaly Téné, 2024 : 64).

4. Discussion

Le projet d'aménagement de la rivière peine à se mettre en place malgré l'importance qu'il revêt pour la ville de Koudougou. Les autorités sont sensibles à la question puisque qu'il est inscrit dans les documents de planification socio-économique de la ville. Cependant en dehors des études à réaliser ses enjeux sont peu appréhendés. C'est pourquoi le plaidoyer pour

sa mise en œuvre semble imperceptible vis-à-vis du gouvernement et des partenaires techniques et financiers par rapport à d'autres projets comme le bitumage des voies par exemple. Dans les faits de nos États, habitués à un tourisme élitiste, la clientèle nationale, peu consommatrice n'est pas la priorité des acteurs et les autorités quant à elles mettent l'accent sur la clientèle internationale. Pour réussir dans le domaine de la promotion de destination touristique, il est important de disposer des ressources primaires (naturelles et culturelles) afin d'attirer les touristes sur son territoire. L'attractivité et la compétitivité d'une destination touristique dépendent de plusieurs éléments. Les ressources (naturelles, culturelles, financières, humaines, intellectuelles).

La situation géographique est un des éléments clés de sa potentielle réussite dans le tourisme durable. 3^{ème} ville du pays, elle est située à environ 100km de la capitale. Son accès est aisé car desservie par une très bonne voie de communication. L'accessibilité (physique, virtuelle et financière) et la capacité d'accueil. Les investissements dans le domaine hôtelier et le flux touristique enregistré a transformé la ville moyenne qu'elle est en un hub touristique de service pour l'ensemble du pays. La majorité des séminaires, ateliers, formations trouvent dans cette ville des conditions acceptables d'où l'engouement des clients institutionnels. Les nombreux événements culturels annuels contribuent également à ce développement touristique. Au niveau des richesses naturelles, sans en avoir fait l'inventaire, il semble que les potentialités existent surtout si la maîtrise de l'eau est assurée de manière pérenne par un aménagement conséquent. En outre l'aménagement de ce site naturel selon les critères de Ramsar conforté par les critères du tourisme durable viendra sans nul doute apporter plus de poids au tourisme de la ville.

La ville de Koudougou dispose en outre d'un potentiel technique humain appréciable formé par l'Université dans les domaines du tourisme et de l'hôtellerie. L'offre semble en tout cas diversifiée. Au-delà de ces éléments, l'attractivité d'une destination dépend aussi de l'intérêt que les touristes portent pour cette dernière. Pour contrecarrer les freins, il convient d'analyser les motivations qu'auraient les touristes pour une pratique durable durant leurs voyages. Au niveau interne une autre étude menée par Samiratu Kouanda portant sur « la contribution de la population locale à la promotion des sites touristiques en 2023 » affirme que les habitants de Koudougou qu'elle a interrogé affirment que les produits touristiques sont comme un luxe pour les burkinabè. « 48 % de la population étudiée trouve que le tourisme est une affaire de blanc, un luxe et une activité étrangère à notre quotidien ». Les études connues n'ont pas investigué le domaine crucial qu'est la demande surtout extérieure. L'échantillon investigué est trop faible et ne peut pas représenter les grandes tendances de la demande. Cependant sans une connaissance des motivations, de la demande il sera sans doute difficile de passer outre les freins et de développer le tourisme durable.

Conclusion

Le marigot de Koudougou est un véritable potentiel naturel dont la valorisation peut permettre un développement socio-économique local de la ville. Les enquêtes effectuées donnent un aperçu des aspects du site, des enjeux d'aménagement du site et de l'importance d'inscrire le projet dans les zones humides du Burkina Faso. Cette approche complète plus qu'elle n'exclue la mise en tourisme de la zone. C'est en ce sens qu'on parlera d'aménagement

et de valorisation durable. Cette inscription ouvre des opportunités pour la mise en tourisme. Avant cette étape il faut rechercher un certain nombre de données capitales à notre sens pour approfondir la recherche. Participent à ces éléments, les données physiques et topographiques du site. Le marigot couvre plusieurs villages et en quelques endroits il s'assèche hors période pluvieuse. L'objectif technique majeur c'est de trouver les moyens techniques pour pérenniser la ressource en eau en toute saison. Il s'ensuit de rechercher dans un premier temps, les données foncières car on ne sait qui appartient l'emprise du marigot. Il convient de faire des études pour l'identification des occupants du site et de leurs activités, de rechercher les données archéologiques majeures à prendre en compte dans le futur aménagement. Les autres données telles que celles hydrologiques, pédologiques et géologiques du site s'imposent. Les données de populations, l'étude d'impact environnemental et sociale etc, qui sont des éléments constitutifs de la planification de la gestion de la zone humide, le plan de gestion qui sont des pièces obligatoires pour une inscription dans la catégorie des zones humides selon la convention de Ramsar sont à rechercher. Une équipe de projet à mettre en place s'évertuera à faire le point des études existantes dans le domaine, rédiger les éléments de la commande et estimer grossièrement les coûts en mettant en exergue la démarche développement durable. En dernier ressort il faut une volonté politique forte et surtout motivée pour la promotion du tourisme interne. Le slogan du ministre de la Culture des Arts et du Tourisme qui mise sur le tourisme interne pour booster le secteur en relançant le programme « connais-tu ton beau pays » ne doit pas être une vaine rengaine.

Bibliographie

- Dumontroty A., 2014, *Dans quelle mesure le tourisme durable intéresse-t-il les voyageurs, quelles seraient les motivations de ceux-ci et sont-elles généralisables dans le milieu montagnard ?* Mémoire de Master en tourisme, École de Management de Normandie, 87 p.
- Coulibaly T., 2023, *Analyse de la problématique de mise en tourisme de la zone humide de Kuilgnonré dans la commune de Koudougou au Burkina Faso*. Rapport de licence professionnelle, IUT de Koudougou, 52 p. et annexes.
- Pokiambouga H., 2021, *La mise en tourisme des sites touristiques du Burkina Faso par la Direction Générale de la valorisation et de l'aménagement touristique : défis et perspectives*. Rapport de stage de fin de cycle en administration des services touristiques, École Nationale d'Administration et de la Magistrature (ENAM).
- Kouanda S., 2021, *La contribution de la population locale à la promotion des sites touristiques : cas de Maasme*. Rapport de formation pour la licence en tourisme, IUT, Université Norbert Zongo, 57 p.
- Ouedraogo K.-W. O., 2021, *Analyse de la problématique d'aménagement des sites touristiques au Burkina Faso : étude de cas du site de Maasmé*. Rapport de licence en Management des Entreprises Touristiques, Institut Universitaire de Technologie de l'Université de Koudougou (IUT/UK), 48 p.
- Hazerboucq J.-M., 2007, *Management du tourisme : territoire, système de production et stratégies*. 2e édition, Pearson Education, 384 p.
- Merlin P., 2008, *Tourisme et aménagement touristique : des objectifs inconciliables ?* PUF, 216 p.

- Sicart C., 2017, *L'aménagement touristique et ses nouveaux enjeux*. Paris, L'harmattan, 190 p.
- Commune de Koudougou, 2018, *Plan communal de développement de la Commune de Koudougou (2018-2022)*.
- Direction de l'aménagement touristique (Burkina Faso), 2022, *Inventaire des sites et attraits touristiques du Burkina Faso : rapport de synthèse et analyse*. Édition 2022, 177 p.
- Direction de l'aménagement touristique (Burkina Faso), 2022, *Plan stratégique de développement des sites touristiques du Burkina Faso, 2022-2025*.
- Ministère de la Culture et du Tourisme (Burkina Faso), 2018, *Stratégie Nationale de la Culture et du Tourisme (2018-2027)*.
- Bing. (s.d.). *Zone humide du Burkina Faso*, consulté le 17 février 2025 à 18h15min, URL : <https://bing.com>
- Le Pays., 2020, *Burkina Faso / Zoom sur les 15 zones humides*, consulté le 18 février 2025 à 20h30min, URL : <https://lepays.bf/burkina-faso-zoom-les-15-zones-humides>



Revue Scientifique des Sciences du Langage,
— Lettres, Langues & Communication —

ANALYSE TECHNO-TYPOLOGIQUE DE LA CULTURE MATERIELLE DES SITES ARCHEOLOGIQUES DE GBOKO ET FOUNOUNKOURDOU DANS LES ZONES MINIERES DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE¹

Djibril THIAM

Université Assane Seck de Ziguinchor/Sénégal
Laboratoires CREILHAC/UMR7194 HNHP
d.t5@univ-zig.sn

Oumar Salya SAVANE

Institut National des Sciences de l'Archéologie
et du Patrimoine de Rabat/Maroc
oumarsalyasysavane@gmail.com

&

Mariama BA

Université Cheikh Anta Diop de Dakar/ Sénégal
École doctorale ETHOS
Mariamal5.ba@ucad.edu.sn

Résumé : La République de Guinée a un très riche potentiel archéologique (Thiam & Savane, 2025 :389). Les recherches archéologiques y ont commencé grâce aux administrateurs coloniaux, qui vers la fin du 19^e siècle, à travers des prospections et des fouilles, ont constitué les premières collections archéologiques provenant des environs de Conakry ainsi que de l'intérieur du pays. Malheureusement le matériel archéologique précédemment découvert demeure introuvable. C'est pourquoi depuis 2022, nous avons initié un programme de recherche dans ce pays afin de répertorier, cartographier les sites archéologiques et patrimoniaux, mais également d'analyser les collections archéologiques nouvellement découvertes dans les zones minières comme à Gboko dans la région de Kindia et à Founounkouroudou région de Kankan. Ce présent article est le résultat d'analyse du matériel lithique de Gboko, de la céramique, du matériel de mouture et de la métallurgie du site de Founounkouroudou, daté par radiocarbone entre le 12^e et le 14^e siècle pour le site de Founounkouroudou.

Mots-clés : Archéologie, mines, République de Guinée, Gboko, Founounkouroudou.

¹ **Remerciements :** Nous remercions vivement le Recteur de l'Université Générale Lansana Conté et l'ensemble de ses collaborateurs pour leurs disponibilités et les facilitations administratives. Nous remercions les équipes du Ministère de la culture pour leurs disponibilités. Nous remercions M. Samoura, de nous avoir accueilli et autorisé l'analyse du matériel lithique de Gboko, chez lui à Conakry. Nous remercions les autorités préfectorales de Kérouané pour leur assistance et aide. Nous remercions très chaleureusement M. Bangaly Konaté, directeur préfectorale de la culture, du tourisme et de l'artisanat de nous avoir autorisé à analyser le matériel de Founounkouroudou dans son bureau, ainsi que pour son assistance. C'est grâce à lui que nous avons pu nous rendre au site de Founounkouroudou dans les blocs 1 et 2 de Simandou et avec sa voiture.

A TECHNO-TYPELOGICAL ANALYSIS OF THE ARCHAEOLOGICAL MATERIAL CULTURE AT THE SITES OF GBOKO AND FOUNOUNKOUROUDOU, IN THE MINING AREAS OF THE REPUBLIC OF GUINEA

Abstract: The Republic of Guinea has a very rich archaeological potential (Thiam & Savane, 2025). Archaeological research began in the Republic of Guinea with colonial administrators, who, towards the end of the 19th century, through surveys and excavations, assembled the first archaeological collections from the Conakry area and the interior of the country. Unfortunately, the archaeological material previously discovered remains untraceable. This is why, since 2022, we have initiated a research programme in this country to catalogue and map archaeological and heritage sites, but also to analyse newly discovered archaeological collections in mining areas such as Gboko in the Kindia region and Founounkouroudou in the Kankan region. This article is the result of an analysis of lithic tools from Gboko, ceramics, grinding equipment and metallurgy from the Founounkouroudou site, dated by radiocarbon between the 12th and 14th centuries for Founounkouroudou site.

Keywords: Archaeology, Mining, Republic of Guinea, Gboko, Founounkouroudou.

Introduction

Le patrimoine archéologique de la République de Guinée est aujourd'hui confronté à d'énormes difficultés en raison d'une quasi absence d'institutions universitaires, en charge de la recherche ainsi que de sa protection et valorisation (Thiam & Savane, 2025 :389). Le pays ne compte quasiment pas d'archéologues en activité. Pourtant l'archéologie, une discipline majeure pouvant aider à mieux documenter le passé du pays ainsi que son patrimoine est complètement inexistant, comme en témoigne le dernier recrutement de Trois cent (300) enseignants-chercheurs dans l'ensemble des institutions universitaires du pays sans un seul archéologue recruté. La léthargie dans laquelle s'enlise l'archéologie guinéenne, explique en partie par l'absence de collections exploitables. D'autant plus que la plus importante collection composée de 1302, pièces, issue des travaux de Paul Guebhart a été fait don à la Société Préhistorique Française (Baudouin, 1911 :701). D'ailleurs Edmond HUE conservateur des collections disait La Collection, que Paul Guébhard, notre collègue, a offert à la Société Préhistorique Française, est la plus importante et la plus démonstrative des Collections recueillies en Afrique Occidentale (...). Nous devons chaleureusement remercier Paul Guébhard d'avoir si gracieusement offert son admirable collection à la Société Préhistorique Française. (1912 :196). Malheureusement même les collections archéologiques ayant resté en République de Guinée (collection des fouilles de la grotte de Kakimbo (Hammy, 1900) ; collections des fouilles de Niani dirigées par Filipowiak en 1965-1968-1973, ainsi que la collection provenant du site de Sangarédi, découverte lors d'une étude d'impact environnementale à la mine de bauxite de Boké en 2014), demeurent à ce jour introuvables. Ce pays connu pour ses richesses en ressources minières (bauxite, or, diamant, fer, dont l'exploitation avait commencé pour certaines ressources depuis les indépendances, connaît un regain d'intérêt de l'exploitation minière artisanale comme industrielle. Car depuis 2014, les activités minières mettent au jour des vestiges archéologiques. Ce fut le cas à Gboko où des orpailleurs artisanaux ont exhumée une importante collection lithique, ainsi qu'à Founounkouroudou où une importante collection composée de céramique, de matériel de broyage ainsi que de fragments de tuyères a été mise au jour lors de travaux de

construction de la base des blocs 1-2 de Simandou. Ce sont les résultats de l'analyse de ces vestiges qui ont été réalisés en République de Guinée qui sont présentés dans ce présent travail.

1. Localisation des sites

1.1. Le site de Gboko

Situé à environ 45 km de Kindia (figure 1) et à environ 135 km de Conakry, la capitale, le village de Gboko relève du district de Yembering (sous-préfecture de Molota, Préfecture de Kindia). Le site est localisé en bordure du fleuve kelessi, contenant de l'or alluvionnaire exploité par des orpailleurs traditionnels. De ce fait, l'industrie lithique est récupérée par les orpailleurs sur une superficie de 10m² d'une profondeur de 4 m environ (figure 1).

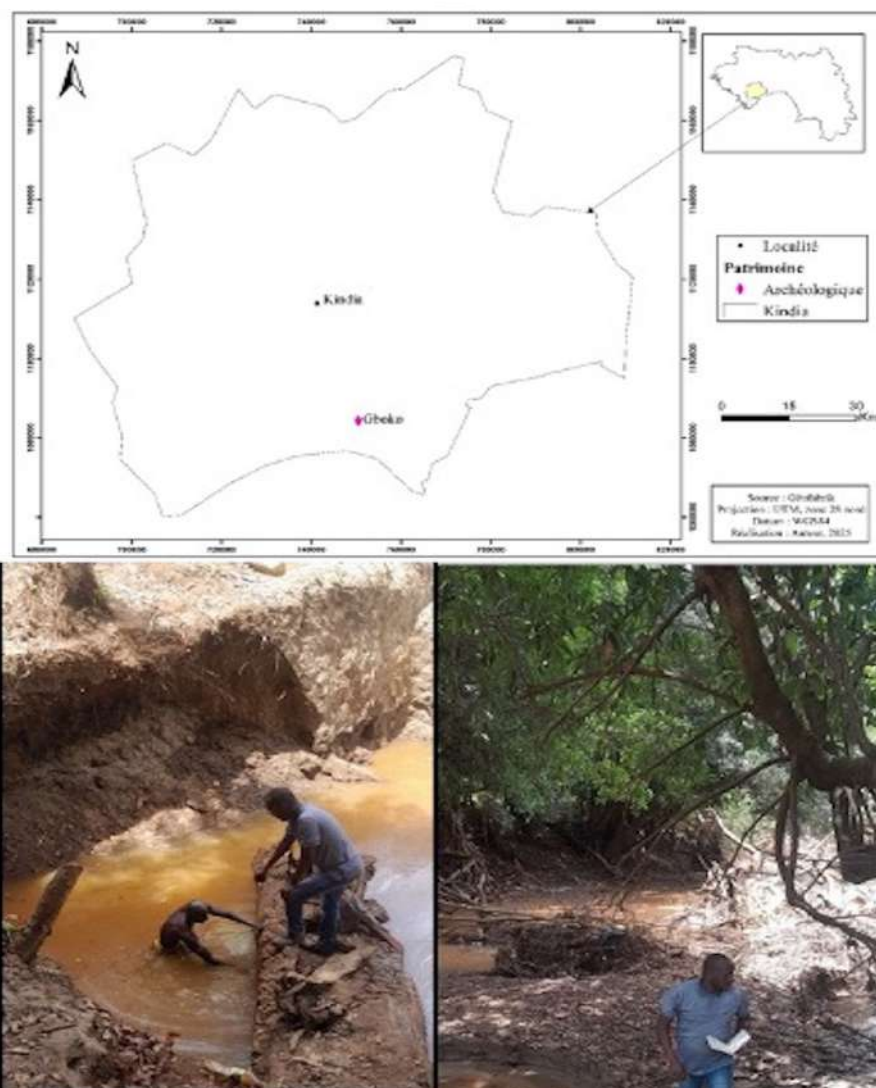


Figure 1 : site de Gboko à Kindia

-Cadre géomorphologique

La région de Kindia située dans la Basse Guinée également appelée Guinée maritime, s'étend sur 300 kilomètres en bordure de l'océan Atlantique et regroupe les régions de Boké et de Kindia à l'ouest de la Guinée. C'est une zone également montagneuse avec des sommets dépassant parfois mille mètres comme le mont Gangan (1116 m), le plus haut, situé à Kindia (Rapport final Cadre de politique de réinstallation (CPR), Ministère des Télécommunications, Juin 2023 :54). Ainsi, la présence de roches volcaniques taillables comme rhyolithe dans les environs du site, est capitale dans le choix de l'occupation de l'espace par les hommes préhistoriques.

1.2. Le site de Founounkouroudou

Situé dans la Sous-préfecture de Kounsankoro (Préfecture et Kérouané, Région de Kankan), le village de Founounkouroudou est le plus proche de la base Winning Consortium Simandou qui exploite les blocs 1 et 2 (figure 2). Le choix d'occupation de la zone montagneuse, semble être une stratégie défensive dans le contexte de domination et d'apogée de l'empire du Mali dans cette partie de la Haute Guinée, région globalement plate.

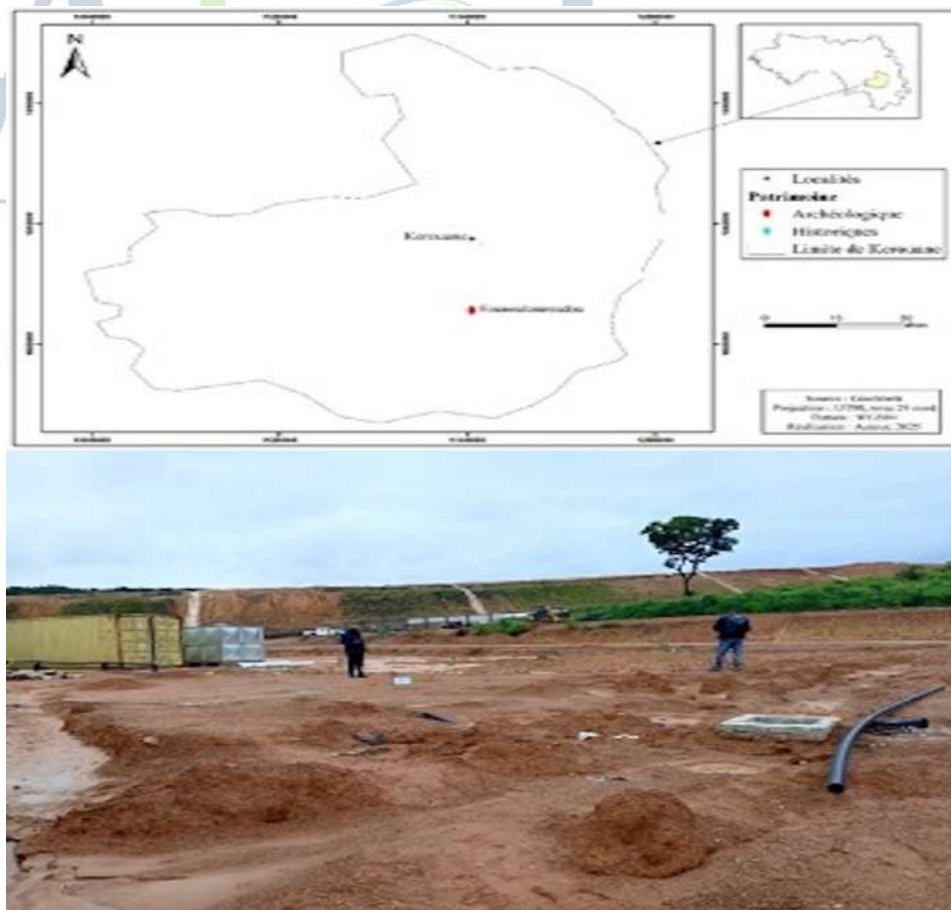


Figure 2 : Site de Founounkouroudou

-Cadre géomorphologique

Située en Haute Guinée dont le relief est caractérisé par des chaînes de montagnes dont le mont Simandou dans la région de Kankan, préfecture de Kérouané est la plus grande ville située à côté des rameaux à l'ouest de la chaîne de montagnes (Winning Consortium Simandou 2026). Orientée nord-sud, le mont Simandou s'étend sur 110 km de long, dont 50 km environ se trouvent dans la concession de Winning Consortium Simandou dont les deux blocs chevauchent les communes rurales de Kounsankoro, Damaro, Linko et Kérouané (Winning Consortium Simandou 2026). C'est d'ailleurs le projet d'exploitation du minerai de fer dans les blocs 1 et 2 couvrant une superficie d'environ 362 km² qui a permis de découvrir le site archéologique de Founounkouroudou, camp de base de la mine (rapport sur la découverte des ustensiles préhistoriques sur le bloc 1 et 2 de Simandou, 17 janvier 2024 :1).

2.Méthodologie

Les artefacts des sites de Gboko et de Founounkouroudou ont été analysés avec les approches techno-typologiques pour l'industrie lithique et techno-stylistiques pour la céramique. Pour le lithique en raison de l'état très émoussé des pièces, l'analyse technologique n'est que partielle. Et comme le matériel a été collecté par des orpailleurs, il est très difficile de reconstituer toute la chaîne opératoire de production. Les données métriques (longueur, largeur et épaisseur) de chaque pièce ont été prises. Les types de matières (roches taillées), ont été également identifiés, ainsi que les groupes techniques de fabrication (éclats, petits outils et macro-outils), mais également le type de percussion utilisé. Le matériel de mouture composé par des meules et broyeurs a été analysé avec l'approche technologique (types de roches, stries et dimensions et usures). Quant aux vestiges céramiques issus de la collection de Founounkouroudou, ils ont été analysés en examinant une série d'attributs après lavage et séchage, notamment le type de récipient, les techniques de montages, la texture de la pâte, les types de décors, ainsi que les finitions de surface.

3.Présentation du matériel

3.1. Le matériel du site de Gboko

Il s'agit d'une importante quantité d'industries lithiques au total 75 pièces qui sont aujourd'hui hors contexte archéologique. Collection constituée par un non-archéologue qui a fait une sélection de belles pièces. Ce qui explique probablement l'absence de certains éléments comme les débris, les nucléus percuteurs etc. La matière première est composée à 99 % par la rhyolithe (roche volcanique, probablement d'origine locale du mont Gangan). Ce matériel est aujourd'hui gardé à Conakry chez M. Samoura, le propriétaire, qui nous a facilité l'accès afin de pouvoir l'analyser.

- Les pièces bifaciales : biface $n = 26$; pics $n = 3$ (figure 3)

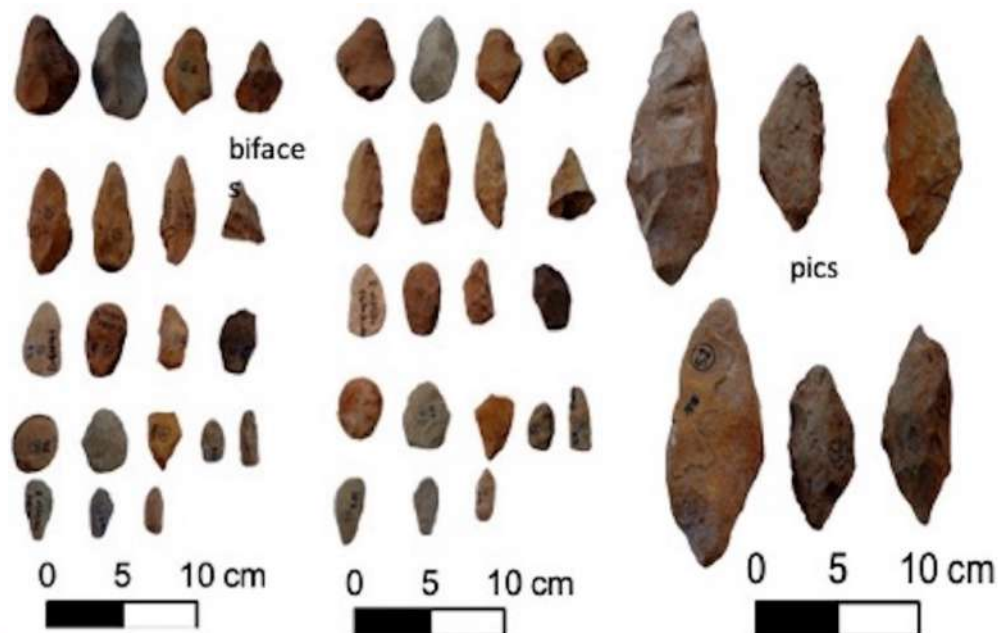


Figure 3 : Pièces bifaciales du site de Gboko à Kindia

-Les hachereaux $n = 3$ (figure 4)



Figure 4 : Les Hachereaux du site de Gboko à Kindia

- Les pièces foliacées bifaciales : $n = 9$ (figure 5)



Figure 5 : Les pièces foliacées bifaciales du site de Gboko à Kindia

3.1.4. Les produits de débitages (lames : $n = 14$; éclats $n = 21$) (figure 6)

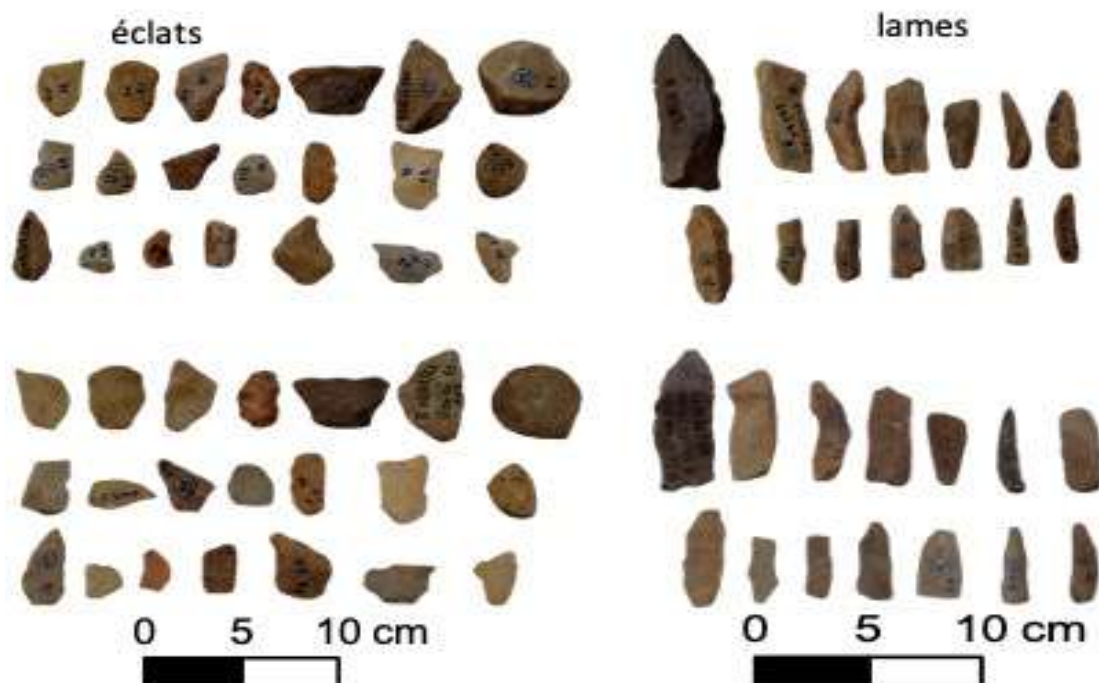


Figure 6 : Les produits de débitage du site de Gboko à Kindia

3.2. Le matériel du site de Founounkouroudou

Conservé à la Direction préfectorale de la culture à Kérouané, la collection exhumée à Founounkoudoudou, est composée de 103 pièces, largement dominée par la céramique 95 pièces, toutes décorées, suivent des meules et broyeurs 5 pièces, ainsi que les fragments de tuyères 2 pièces et d'un éclat en quartz laiteux. Découvert le 17 janvier 2024, le matériel avait été entreposé en vrac dans une bâche en plastique avec le sédiment tel qu'il a été exhumé par les pelleteuses.

-La céramique : $n = 95$

Elle est composée de deux (2) pots entiers, de dix (10) moitiés de pots, de trente-un (31) tessons de bords et de cinquante-deux (52) tessons de panse (figure 7).



Figure 7 : La collection céramique du site de Founounkouroudou à Kérouané

-Le lithique $n=6$ (meules $n=4$; broyeurs $n=1$; éclat $n=1$) (figure 8)



Figure 8 : Le matériel de mouture du site de Founounkouroudou à Kérouané

-Les éléments de la métallurgie : fragments de tuyères n = 2 (figure 9)



Figure 9 : Fragments de tuyères du site de Founounkouroudou à Kérouané

4. Résultats et discussions

Pour le site de Gboko, les matières premières sont composées majoritairement de roches volcaniques comme la rhyolite. Les stratégies d'approvisionnement en matières premières semblent être locales dans l'environnement immédiat du mont Gangan. Les séquences de réduction montrent un choix plus orienté vers le débitage, même si la production bifaciale sur blocs est bien développée. En l'absence de datation chronométrique, cet assemblage lithique semble regrouper deux faciès culturels que sont l'Acheuléen et le Lupembien. Le site de Gboko, semble être la plus ancienne occupation humaine en République de Guinée. Les récentes découvertes de collections lithiques à Sangarédi, attribuées au Paléolithique de moyen, permettent de mieux positionner Gboko et la République de Guinée dans la dynamique de peuplement en Afrique de l'ouest dont les plus anciennes occupations sont mieux documentées à partir du Paléolithique inférieur (Thiam & Mesfin, 2022 :14).

Quant au site de Founounkouroudou, l'analyse techno-stylistique, montre une présence de décors sur l'ensemble de la céramique, dont certaines, en disposent sur les parties internes et externes (figure 10). Ces types de céramique sont rarement documentés dans les collections archéologiques ouest-africaines. Ainsi, plusieurs techniques de décorations sont répertoriées. Il s'agit des incisions (cannelures, excisions, sillons), de l'estampage doublé d'incisions en figure géométrique avec de l'engobe, des impressions à base de cordelette roulée sur objet (torsadée simple), ainsi que l'engobe associée à des décors multiples ou composites (figure 10). Les techniques de fabrication laissent supposer l'utilisation de deux techniques : un montage en colombinage (lèvres des bords) et un montage au moulage à la forme convexe des bases et des cassures préférentielles (figure 10).

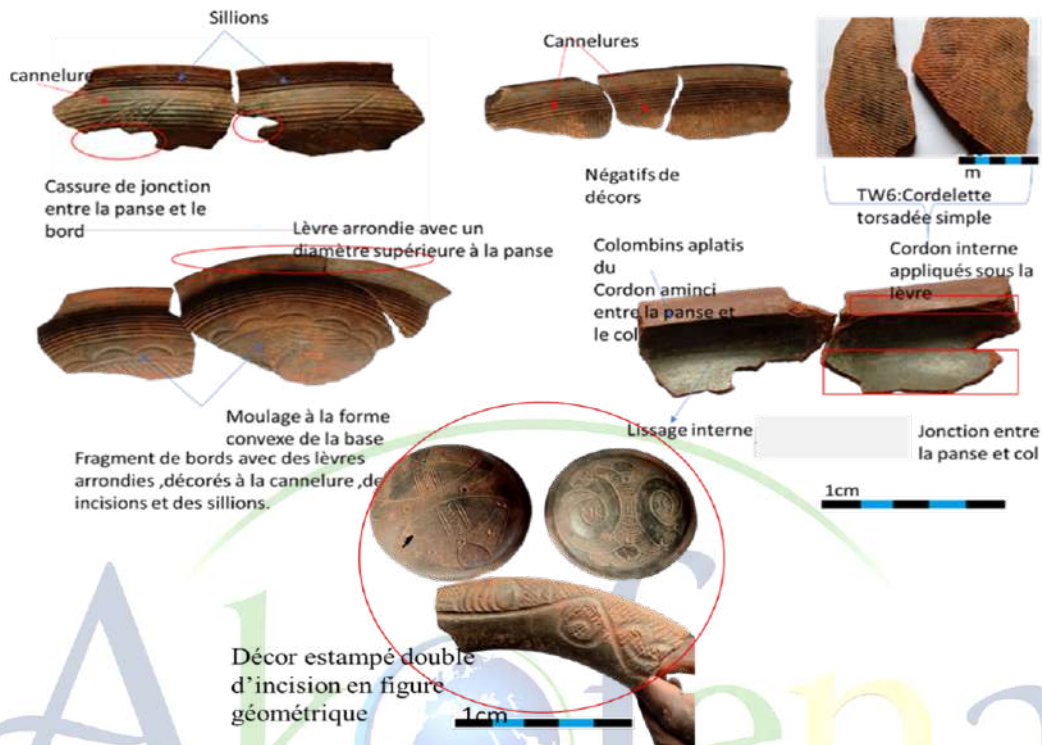


Figure 10 : Analyse techno-stylistique de la céramique du site de Founounkouroudou à Kérouané

-Datations radiocarbone

Les échantillons de charbon prélevés à l'intérieur des pots ont donné un âge compris entre le 12ème et le 14ème siècle (figure 11). Une fourchette chronologique correspondante à l'apogée et à la fin de l'empire du Mali dont certaines datations des fouilles de Niani sont contemporaines à celles de Founounkouroudou.

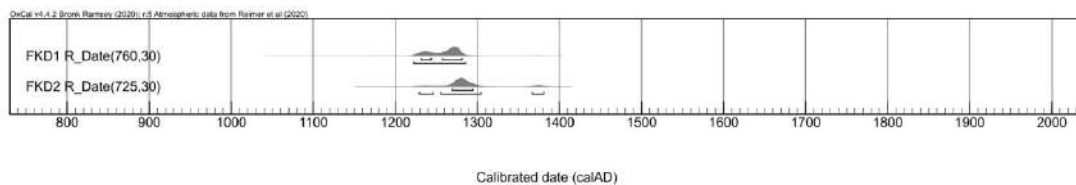


Figure 11 : Résultats des datations radiocarbone du site de Founounkouroudou à Kérouané

Les sites de Gboko et de Founounkouroudou, sont d'une importance capitale dans la compréhension de la dynamique culturelle et de peuplement en République de Guinée. Même s'il s'agit de découvertes fortuites, sans position stratigraphique précise, ils constituent une source d'information dans un pays où les données archéologiques sont rares. Tous découverts lors de travaux miniers, il n'est pas exclu que d'autres sites archéologiques soient détruits par méconnaissance d'autant plus que l'exploitation minière artisanale et semi mécanisée de l'or du fer et d'autres minéraux, demeure une activité ancienne en République de Guinée. D'après P. Diallo, elle occupe une place très importante dans l'économie des populations rurales avec 250

000 personnes qui travaillent dans les mines artisanales (2019 :75). Outre l'exploitation minière à grande échelle, la construction de pipelines pour l'exportation (Chirikure, 2014 :218), est également un autre élément impactant négativement les sites archéologiques. Pourtant, des lois protégeant les patrimoines archéologiques nationaux existent partout en Afrique, mais la rareté des ressources disponibles pour le suivi des menaces potentielles ou les actions visant à atténuer leur impact limitent souvent leur efficacité. Et le constat est global en Afrique de l'Ouest (Diene et al. 2019 ; Traoré & al. 2019 ; Keita, 2019). En outre, peu de pays exigent une évaluation des impacts potentiels du développement sur le patrimoine archéologique comme préalable à l'autorisation du projet (Arazi, 2017 :37). Et même si l'étude d'impact est réalisée, les recommandations sont rarement respectées.

Malheureusement les initiatives d'investissement et de viabilisation des projets miniers, se multiplient de jour en jour en République de Guinée sans parfois une réelle politique de diagnostic voire respect des rapports d'étude impact environnemental. Malgré les engagements de respect des normes de performances de l'International Finance Corporation (SFI) par *Winning Consortium Simandou* (WCS), dans la description du projet, le rapport établi par l'équipe scientifique de *Environmental Law Alliance Worldwide* (ELAW, juillet 2024), a mis en évidence des manquements sur plusieurs points en stipulant que :

« la norme de Rio Tinto en matière de protection de la biodiversité n'est pas respectée par ce projet, il en est de même pour la norme de performance NP6 IFC, d'autant plus que la perte associée aux valeurs des pratiques culturelles traditionnelles et à leur héritage pour les générations futures est irréversible et irremplaçable pour leur culture et leur société, et représente une perte pour l'humanité dans son ensemble. » (ELAW, juillet 2024 : 2).

Toutefois, le plus grand danger pour les sites archéologiques est aujourd'hui l'exploitation minière artisanale qui au cours des dix dernières années, a connu non seulement un développement spectaculaire, mais aussi une véritable explosion en Afrique de l'Ouest (Keita, 2019 : 98). Beaucoup plus pratiquée par les populations rurales dans toutes les zones d'orpaillage en Afrique (Illatou, 2021 :41), elle constitue aujourd'hui non seulement un moyen de subsistance pour des millions de personnes, mais aussi une source importante de développement économique pour de nombreuses communautés rurales (Tychsen & Charles, 2019 :17). De ce fait, pour parer à d'éventuelles destructions ou minimiser les risques de destruction des sites ainsi que des vestiges archéologiques, il faudrait en Afrique de l'Ouest, aller vers le modèle Français, de l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP), qui est chargée de faire des recherches préventives lors de grands travaux d'aménagements. Ou bien, améliorer celui d'Afrique Australe comme l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie (Arazi, 2011 :28), dont les recherches d'archéologie préventive seraient menées par des archéologues travaillant dans le secteur privé, commercial (Chirikure, 2014 :218). Bien que cette tendance augmente le nombre d'archéologues susceptibles de travailler sur des projets de gestion du patrimoine, elle n'en pose pas moins de sérieux dilemmes éthiques, car des questions éthiques continuent à être soulevées concernant le sérieux de l'engagement pris par l'industrie minière envers les questions de protection du patrimoine (Chirikure, 2014 :218). Ainsi, il est difficile pour des archéologues du privé de faire respecter aux grandes firmes minières des décisions parfois contraignantes de fouilles de sauvetages ou préventives. Car, les projets liés au développement peuvent être plus fortement contraints par des considérations extérieures, non archéologiques, que des travaux de terrain relevant plus

purement de la recherche (Mitchell, 2017 :34). Et lorsque la découverte archéologique et la préservation des restes mis au jour ralentissent de grands chantiers ou obligent ingénieurs et urbanistes à modifier leurs projets, le coût peut être encore beaucoup plus lourd sans aucune contrepartie économique visible (Fussman, 2002 :42)

Conclusion

Beaucoup de sites archéologiques sont détruits par l'orpaillage traditionnel et industriel en République de Guinée dont les exigences d'évaluations d'impacts sont rarement suivies. Malgré les nouveaux amendements du code minier de 2011, il manque toujours dans le nouveau code minier de la République de Guinée, (Loi L/2011/006/CNT du 9 septembre 2011 modifiée par la loi L/2013/053/CNT du 8 avril 2013), l'instauration systématique d'un volet d'archéologie préventive et ou de sauvetage dans l'étude d'impact environnemental et social. Car en vertu du principe mine responsable (Charles, 2019 :31) et pollueur-payeur de l'OCDE, (Elzéar, 2007 :17), la délivrance du permis d'exploitation doit s'accompagner d'une obligation qui veut que ceux qui profitent de la destruction de sites ou de matériaux archéologiques doivent payer le prix de la minimisation de cette destruction, car il est rare que les exploitants prennent en charge ces coûts. Le cas de la découverte archéologique de Kounounkouroudou, montre bien le manque de volonté de la mine d'engager une fouille de sauvetage du site. Malheureusement, cette exhumation du matériel n'a respectée aucune norme scientifique, entraînant non seulement la destruction des vestiges, mais aussi la perte d'informations capitales comme la stratigraphie et la disposition du matériel. Il en est de même pour le site de Gboko dont le matériel est exhumé par des orpailleurs, qui n'ont pas les fondamentaux de l'archéologie. En raison de la faiblesse des ressources disponibles pour la recherche archéologique en République de Guinée, ainsi que de l'absence de spécialistes qualifiés, les projets de gestion du patrimoine culturel qui d'après P. Mitchell « pourraient énormément stimuler la croissance de l'archéologie (Mitchell, 2017 :35), sont en léthargie. Il en est de même pour le patrimoine archéologique et sa gestion. Car dans le rapport co-signé par le Préfet de Kérouané, le chargé de la relation communautaire de WCS, le Directeur préfectoral de la culture du tourisme et de l'artisanat, et le Doyen de Founounkouroudou, lors de la découverte du site Founounkouroudou, il n'est nullement mentionné la gestion ainsi que l'avenir de cette collection archéologique déposée à la direction préfectorale de la culture à Kérouané (rapport sur la découverte des ustensiles préhistoriques sur le bloc 1 et 2 de Simandou, 17 janvier 2024). Il en est de même pour l'importante collection lithique du site de Gboko, qui est aujourd'hui une collection privée gardée dans le domicile de son propriétaire en attendant que l'État engage des procédures de restitution de sauvegarde et de valorisation.

Bibliographie

- Arazi N., 2017, Étude de cas : gestion du patrimoine en Afrique centrale : Manuel d'archéologie africaine, *Musée royale de l'Afrique centrale*, Tervuren, pp. 37-41.
- Arazi N., 2011, Safeguarding archaeological cultural resources in Africa - policies, methods and issues of (non) compliance, *African Archaeological Review* (28), pp. 27-38.

- Baudouin M, 1911, Une hache préhistorique en Fer du Fouta-Dialon (Afrique Centrale), de la Collection Paul Guébhard, *Bulletin de la Société préhistorique de France*, tome (8)11, pp. 701-704.
- Charles, N. (2019). Le concept de mine responsable : La mine artisanale en Afrique de l'Ouest francophone, *GEUS :BRGM*, pp. 23-32. <https://panafgeo.eurogeosurveys.org/wp-content/uploads/2026/03/ASM-Handbook-West-Africa.pdf>
- Chirikure S., 2014, "Where angels": ethics, commercial archaeology, and extractive industries in southern Africa », *Azania: Archaeological Research in Africa*, (49) 2, pp. 218-231.
- Diallo P, 2019, Impacts socio-économiques de l'Exploitation Minière Artisanale et à Petite Échelle (EMAPE) en Afrique de l'Ouest francophone : « La mine artisanale en Afrique de l'Ouest francophone », *GEUS : BRGM* pp. 75-96. <https://panafgeo.eurogeosurveys.org/wp-content/uploads/2026/03/ASM-Handbook-West-Africa.pdf>
- Diene R & al., 2019, Le secteur minier artisanal et le rôle du Service géologique au Sénégal : « La mine artisanale en Afrique de l'Ouest francophone », *GEUS :BRGM* pp. 261-270. [Enligne], consulté le 3 mars 2026, URL <https://panafgeo.eurogeosurveys.org/wp-content/uploads/2026/03/ASM-Handbook-West-Africa.pdf>
- Elzéar S.P, 2007, Les transcriptions juridiques du principe pollueur-payeur, *Presses universitaires d'Aix-Marseille*, pp. 17-33.
- Fussman G., 2002,. Archéologie, culture et aménagement du territoire », *Raison présente*, (142) 2, pp. 39-51.
- Hue E., 1912, L'Age de pierre au Fouta-Djallon. Collection de M. Le Compte Paul Guebhard, *Mémoires de la Société Préhistorique Française*, (10), pp. 196-263.
- Illatou M. O. F, 2021, Impacts de l'orpaillage et de l'agriculture sur la qualité des eaux du Liptako nigérien : identification des hot spots des pollutions métalliques et organiques, transferts de connaissances entre recherche et terrain. Thèse de Doctorat Ingénierie de l'environnement, IMT - MINES ALES - IMT - Mines Alès Ecole Mines - Télécom; Université Abdou Moumouni. [Enligne], consulté le 6 avril 2026 URL <https://theses.hal.science/tel-03624770>
- Keita S, 2019, Enjeux sanitaires, d'hygiène et de sécurité liés au secteur minier artisanal en Afrique de l'Ouest : « La mine artisanale en Afrique de l'Ouest francophone », *GEUS :BRGM*, pp. 97-124. [Enligne], consulté le 3 mars 2026, URL <https://panafgeo.eurogeosurveys.org/wp-content/uploads/2026/03/ASM-Handbook-West-Africa.pdf>
- Mitchell P, 2017, Gestion du patrimoine culturel en Afrique : « Manuel d'archéologie africaine », *Musée royale de l'Afrique centrale*, Tervuren, pp. 34-37.
- Traore, I. & al., 2019, Le secteur minier artisanal et le rôle du Service géologique en Guinée » : La mine artisanale en Afrique de l'Ouest francophone, *GEUS : BRGM*, pp. 213-225. [Enligne], consulté le 3 mars 2026, URL <https://panafgeo.eurogeosurveys.org/wp-content/uploads/2026/03/ASM-Handbook-West-Africa.pdf>
- Rapport Projet Régional D'intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP – GUINEE), Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique. Cadre de politique de réinstallation (CPR) Rapport final, JUIN 2023, 228p. [Enligne], consulté le

2026, URL : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099082225123025611/pdf/P176932-b6bd3430-eded-4c7e-ad2d-0797fa7184e5.pdf>

Rapport Étude d'impact environnemental et social du projet d'extension de la mine CBG, décembre, 2014, numéro de projet : 13EA0039. Chapitre 7 - Étude d'impact social. EEM Gestion durable, 193 p. [Enligne], consulté le 3 février 2026, URL https://www3.dfc.gov/environment/eia/cbg/Chapter_7/PX047_EEM_EIES_Chapitre_7_ENG_version.pdf

Rapport revue du Projet Simandou de Rio Tinto Blocs 3 et 4 Guinée, Alliance Mondiale pour le Droit de l'Environnement (Environmental Law Alliance Worldwide – ELAW) Pour : Centre pour la responsabilité environnementale transnationale (CTEA) Juillet 2024, 59 p. [Enligne], consulté le 3 février 2026, URL <https://elaw.org/resource/elaw-juillet-2024-revue-du-projet-simandou-de-rio-tinto-blocs-3-et-4-guinee.pdf>

Rapport La découverte des ustensiles préhistoriques sur le bloc 1et 2 de Simandou, 17 janvier 2024. 4 p.

Thiam D. & al., 2025, Les sites patrimoniaux de la République de Guinée en péril. Le cas de la grotte de Guèmè Sangan à Télimélé et du fort Gallieni à Niagassola : « Problématique des marges ou actualités du décentrement dans la production des savoirs scientifiques », *L'Harmattan*, Dakar, pp. 387-400.

Thiam D. & Mesfin I., 2022, West African Acheulean, *Oxford Research Encyclopedias, Anthropology*, pp. 1-22. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190854584.013.502>

ARCHEOLOGIE, PATRIMOINE CULTUREL ET HISTOIRE D'UN PROJET AURIFERE (FERKESSEDOUGOU-NORD COTE D'IVOIRE)

Kouakou Sylvain KOFFI

Unité Pédagogique Archéologie
Institut des Sciences Anthropologiques de Développement (ISAD)
Université Félix Houphouët-Boigny
kkouakousylvain85@gmail.com

Gninin Aicha TOURE

Unité Pédagogique Archéologie
Institut des Sciences Anthropologiques de Développement (ISAD)
Université Félix Houphouët-Boigny
t.aichadesline@yahoo.fr

Abel Aka AKA

Géographe, expert en SIG

Kouadio Ange Aurelien KOUAKOU

Unité Pédagogique Archéologie
Institut des Sciences Anthropologiques de Développement (ISAD)
Université Félix Houphouët-Boigny

Résumé : La présente étude porte sur l'histoire, l'archéologie et le patrimoine culturel dans le cadre d'un projet d'exploration minière à Ferkessédougou (nord de la Côte d'Ivoire). Elle vise à identifier et évaluer les potentialités archéologiques et culturelles de la zone afin d'apprécier les impacts potentiels des activités minières sur les vestiges matériels et le patrimoine des communautés riveraines. Réalisées du 29 avril au 10 mai 2026 dans la sous-préfecture de Togonieré et sur le site du projet, les investigations combinent enquêtes ethnographiques, reconstitution historique, étude du patrimoine culturel et prospections archéologiques. Les résultats permettent de documenter l'organisation des communautés, leurs dynamiques d'installation ainsi que la présence de sites archéologiques et culturels présentant des intérêts variables. Le rapport est structuré en cinq axes couvrant la méthodologie, les enquêtes ethnographiques, l'histoire des localités, le patrimoine culturel et les résultats archéologiques. Pour des raisons de confidentialité, les noms du promoteur et du cabinet en charge de l'EIES ne sont pas mentionnés, bien qu'ils aient autorisé la publication scientifique des résultats.

Mots-clés : Exploration minière ; étude du patrimoine culturel ; archéologie préventive ; Ferkessédougou ; Nord-Côte d'Ivoire.

ARCHAEOLOGY, CULTURAL HERITAGE, AND HISTORY OF A GOLD PROJECT (FERKESSÉDOUGOU-NORTH, CÔTE D'IVOIRE)

Abstract: This study focuses on history, archaeology, and cultural heritage within the context of a mineral exploration project in Ferkessédougou (northern Côte d'Ivoire). It aims to identify and assess the area's archaeological and cultural potential in order to evaluate the possible impacts of mining activities on the material remains and heritage of local communities. Conducted between April 29 and May 10, 2026, in the Togonieré sub-prefecture and at the project site, the investigations combined ethnographic surveys, historical reconstruction, cultural heritage assessment, and archaeological prospecting. The findings document community organization and settlement patterns, as well as the presence of archaeological and cultural sites of varying significance. The report is structured around five key areas: methodology, ethnographic surveys, local history, cultural heritage, and archaeological results. For confidentiality reasons, the names of the project developer and the firm responsible for the ESIA (Environmental and Social Impact Assessment) are not disclosed, although they authorized the scientific publication of the results.

Keywords: Mineral exploration; cultural heritage assessment; preventive archaeology; Ferkessédougou; Northern Côte d'Ivoire.

Introduction

La présente étude relative à l'histoire, à l'archéologie et au patrimoine culturel s'inscrit dans le cadre d'un projet d'exploration minière dans le département de Ferkessédougou, au nord de la Côte d'Ivoire (M'brah, 2014 : 15). Elle répond aux exigences réglementaires et législatives en matière de protection du patrimoine culturel et archéologique, dans un contexte où les activités minières peuvent potentiellement affecter des vestiges enfouis ainsi que des éléments du patrimoine immatériel des communautés locales. La problématique centrale de cette étude est d'identifier, de documenter et d'évaluer les potentialités archéologiques et culturelles de la zone du projet, afin d'apprécier les impacts potentiels de l'exploitation minière sur ces patrimoines, et de proposer des mesures adaptées de sauvegarde et de gestion. Il s'agit également de comprendre les dynamiques historiques d'occupation de l'espace, les logiques d'installation des communautés et la répartition des sites culturels et archéologiques dans et autour de l'emprise du projet. Dans ce cadre, le diagnostic archéologique s'impose comme une étape essentielle, permettant à la fois d'évaluer les potentialités archéologiques du site et de cerner les risques d'impact du projet, tant sur les vestiges matériels que sur les pratiques culturelles des populations riveraines.

Les investigations ont été conduites du 29 avril au 10 mai 2026 dans la sous-préfecture de Togonieré ainsi que sur le site d'exploration situé à l'est du département de Ferkessédougou. Le présent rapport rend compte de l'ensemble de ces travaux et s'articule autour de cinq axes principaux. Le premier axe présente le cadre méthodologique et réglementaire ayant guidé les investigations. Le deuxième expose les résultats des enquêtes ethnographiques menées dans les différentes localités. Le troisième retrace l'histoire de la mise en place des villages enquêtés et propose des éléments de chronologie relative de leur occupation. Le quatrième est consacré à l'analyse du patrimoine culturel des communautés vivant dans la zone d'étude. Enfin, le

cinquième axe porte sur les résultats des prospections et fouilles archéologiques, permettant d'apprécier le potentiel archéologique du site concerné par le projet minier. Il convient de préciser que, pour des raisons de confidentialité liées au contrat avec le promoteur du projet et le cabinet en charge de l'Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES), leurs noms ne sont pas mentionnés dans le présent rapport. Toutefois, ils ont donné leur accord explicite pour la valorisation et la publication des résultats à des fins scientifiques, sous réserve du respect des engagements de confidentialité convenus.

1. Cadre méthodologique

La présente étude archéologique et patrimoniale s'inscrit dans le cadre du permis minier du promoteur et repose sur un dispositif méthodologique et réglementaire visant à assurer la prise en compte du patrimoine culturel dans les projets d'aménagement. Elle couvre la zone d'exploitation minière, subdivisée en deux ensembles principaux : la catégorie 1, d'une superficie estimée à 2 608 ha, comprenant notamment le campement de Sounkalovogo, et la catégorie 2, d'une superficie de 5 285 ha, qui ceinture la première zone. La démarche adoptée repose sur une approche combinant recherche documentaire, enquêtes ethnographiques et prospections archéologiques de terrain. Dans un premier temps, une revue de la documentation existante relative au département de Ferkessedougou a été effectuée, incluant des ouvrages historiques, géographiques, géologiques ainsi que la monographie de la sous-préfecture de Togonieré. Cette étape a permis de situer le contexte général du peuplement et d'orienter les investigations sur le terrain. Les travaux de terrain ont été conduits dans plusieurs localités en lien direct avec le périmètre du permis minier, notamment Kaforon, Katiali, Yarabélé, Djéyémin, Diélébélé, Gbamga, Kaféléguétcho et Sounkalovogo. Dans ces villages, les enquêtes ethnographiques ont consisté à recueillir les traditions orales auprès des populations locales, en particulier les chefs de village et les personnes ressources. Ces entretiens ont porté sur l'histoire de la création des villages, les dynamiques de migration, les pratiques culturelles ainsi que les connaissances relatives au patrimoine matériel et immatériel. Afin de faciliter la collecte des données, plusieurs fiches d'enquête ont été élaborées, couvrant l'histoire du peuplement, le patrimoine culturel immatériel et le patrimoine matériel, notamment l'artisanat traditionnel. Les entretiens collectifs ont permis de croiser les informations recueillies et d'identifier des indices potentiels de sites archéologiques.

Une démarche participative (KOFFI, TOURE & YAO, 2025, p. 305) a été adoptée pour relier les données ethnographiques aux investigations archéologiques. Des objets archéologiques de référence (tessons de céramique, pipes anciennes en terre cuite, haches polies, pierres taillées, scories métallurgiques, etc.) ont été présentés aux informateurs afin d'identifier d'éventuelles découvertes locales. Cette méthode a permis de localiser des zones potentielles de vestiges et d'orienter les prospections pédestres. Les prospections archéologiques ont ainsi été réalisées en s'appuyant à la fois sur les données ethnographiques et sur la documentation scientifique. Elles ont consisté à identifier des anomalies du couvert végétal et à relever les indices visibles en surface. Cette approche a permis de cibler efficacement les zones à fort potentiel archéologique et d'optimiser les interventions de terrain. En cas de découverte d'indices significatifs, des sondages archéologiques ont été réalisés afin d'évaluer la nature et l'étendue des vestiges enfouis. Ces sondages, généralement sous forme de tranchées de 1 m x 2

m, ont été adaptés aux conditions du terrain. Les profondeurs d'intervention varient entre 40 et 60 cm, en fonction de la stratigraphie, de la nature du sol et de la présence éventuelle de niveaux archéologiques. Cette étape permet d'obtenir des données sur la stratification des vestiges et d'établir des éléments de chronologie relative. L'ensemble de la démarche s'inscrit dans le respect du cadre réglementaire des études d'impact environnemental et social (EIES), fondé sur les dispositions nationales en vigueur¹ ainsi que sur les conventions internationales relatives à la protection du patrimoine culturel². Enfin, l'étude ethnographique a mis en évidence des liens historiques et culturels entre plusieurs localités de la zone d'étude, certaines partageant une origine commune et formant ainsi des ensembles ethnologiques cohérents. Cette réalité a conduit à regrouper les villages afin de mieux comprendre les dynamiques de peuplement, les relations sociales et la structuration du patrimoine culturel dans l'espace étudié.

2. Résultats des investigations

Les résultats des investigations prennent en compte les données historiques, les données ethnographiques et les informations sur l'archéologie.

2.1 Données Historiques

Les données historiques abordées ici, concernent principalement le peuple Sénoufo de Ferkessédougou dont le territoire historique serait Korhogo et ses environs. (S. Coulibaly, 1961 : p. 27).

-Données Historiques de Katiali, Kaforon et Sounkalovogo

Les localités de Katiali, Kaforon et Sounkalovogo appartiennent au groupe sociolinguistique Niarafolo et partagent une même histoire (M'brah, 2013 : p. 45). Katiali³, fondé au début du XX^e siècle par Dessenga Yaha pour protéger les récoltes des pillages liés à la construction du chemin de fer, constitue le village-souche.

Kaforon⁴ a été créé en 1976 par Pelemin Koné, originaire de Katiali, venu exploiter de nouvelles terres agricoles⁵, tandis que Sounkalovogo⁶ est un campement fondé vers 2000 par Sounkalo à proximité de ses champs.

Ces localités présentent une organisation traditionnelle dirigée par un chef assisté de notables ou d'auxiliaires. Leur économie repose essentiellement sur l'agriculture (maïs, riz, mil, igname, arachide, coton, manioc et maraîchage), tandis que les femmes se consacrent principalement à la culture de l'oignon et à la production du beurre de karité. En raison de la

¹ <https://cepici.ci/admin/pdf/codeinvestir/1741192122.pdf> ; <https://fr.scribd.com/document/854278081/LOI-N-2023-595-DU-07-JUIN-2023-PORTANT-PROTECTION-DU-PATRIMOINE-CULTUREL-NATIONAL>

² <https://whc.unesco.org/archive/convention-fr.pdf> ; https://media.unesco.org/sites/default/files/webform/mhm001/france_ratconv70_frorof.pdf;

³ En réalité le nom Katiali, en langue locale Sénoufo Niarafolo, se dit Katchali.

⁴ Katchô est issue de Kaforon. Celle-ci n'a pas été étudiée. Cependant un représentant de cette localité présent à l'étude ethnographique à Katiali a participé à nos investigations. Il nous a indiqué un site d'habitat dans son champ, sur le site de Katchô. Une collecte d'échantillon d'artéfact a tout simplement été effectuée.

⁵ Koné Tiroloro, Le Chef de Kaforon, entretien réalisé le 01^{er} mai 2026, à Kaforon.

⁶ Sounkalovogo, un campement de Katiali n'est pas une entité à part entière ; il s'inscrit dans le contexte socio-culturel de Katiali.

proximité de ces villages avec le permis d'exploration minière, leurs activités pourraient être affectées.

Par ailleurs, les villages de Diélébélé, Diéyéning, Gbamga et Yarabélé ont été retenus pour leur rôle historique dans le peuplement de la zone d'étude.

Photo 1: Traditions orales



Traditions orales à Katiali



Traditions orales à Kaforon



Traditions orales à Souunkalovogo

Source : Equipe de recherche 1^{er} mai 2026

-Etude historique de Yarabélé et Gbamga

Yarabélé, village du groupe sociolinguistique Palaka, tire son nom d'un terme qui désigne une personne impatiente. Sa création remonte à la fin du XIX^e siècle, lors des campagnes de Samory Touré, lorsque cinq familles originaires de Gbamga décidèrent de résister plutôt que de fuir. Elles fondèrent d'abord Dabla, un site stratégique destiné à tromper les troupes ennemies, avant d'établir le village de Yarabélé.

Cette origine commune fait de Yarabélé et Gbamga une même communauté ethnolinguistique. Les habitants de ces villages fréquentaient autrefois la zone du projet minier comme territoire de chasse. Selon les autorités traditionnelles de Gbamga, cette zone pourrait renfermer des vestiges archéologiques, notamment vers le fleuve Comoé, où des haches polies auraient été découvertes en surface. Ces informations ont ainsi orienté les prospections archéologiques menées dans cette direction, dans la deuxième composante de la catégorie 1 du projet.

Photo 2 : Tradition orale



Gbamga



Yarabélé

Source : Equipe de recherche 04 mai 2026

-Diélébélé et Kaféleguétcho

Diélébélé, du groupe Palaka, tire son nom de *Djélébélé*, qui signifie « les gens qui aiment les pattes », en référence à une ancienne pratique de partage du gibier entre chasseurs. Fondé par Tanhoulé, originaire de Dabakala, le village s'est développé après un itinéraire passant par Sikolo et Koumbala. Six chefs se sont succédés à sa tête, l'actuel étant Koné Djébiga. De Diélébélé sont issus plusieurs campements, dont Kaféléguétcho, fondé après l'indépendance par Mèyéregué sur un territoire cédé par le village-souche(Diélébélé). *Kaféléguétcho* signifie « lieu paisible ». Ce village est aujourd'hui dirigé par le chef Soro. Bien que proche de la zone d'exploration, Kaféléguétcho n'entretient pas de lien territorial avec la zone minière et ses habitants déclarent ne pas disposer d'informations historiques sur celle-ci.

Photo 3 : Traditions orales*Traditions orales à Kaféleguétcho**Traditions orales à Diélébélé*

Source : Equipe de recherche 07 mai 2026

-Djeyenin

Les informations ethnographiques de Djeyenin proviennent d'un manuscrit rédigé par le chef du village. Village sénoufo Palaka fondé en 1837 par les frères Yeo Lèh et Djewagadjo, originaires de Kong, Djeyenin tire son nom d'un épisode légendaire où une prière du fondateur aurait provoqué la pluie, donnant naissance à un site sacré toujours vénéré. Le village est dirigé par un chef assisté de notables et plusieurs chefs s'y sont succédés depuis sa fondation. En 1954, Djeyenin, avec Yarabélé, Diélébélé et Djembala, ont participé au classement de la forêt de Warigué. Situé à environ 17 km du permis minier, Djeyenin ne possède aucun site sacré dans l'emprise du projet.

Photo 4: Recueil de traditions orales à Djéyénin

Les enquêtes ethnographiques menées dans l'ensemble des villages ont permis de retracer les migrations, d'estimer les périodes de fondation, de documenter le patrimoine culturel et d'orienter l'identification de sites archéologiques.

2.2 Etude du patrimoine culturel

L'étude du patrimoine culturel a porté sur les sites sacrés des localités situées à proximité du permis d'exploration. Les éléments inventoriés comprennent principalement les cimetières, les forêts sacrées, les arbres sacrés, les mares sacrées, les fétiches protecteurs ainsi que les anciens sites d'habitat.

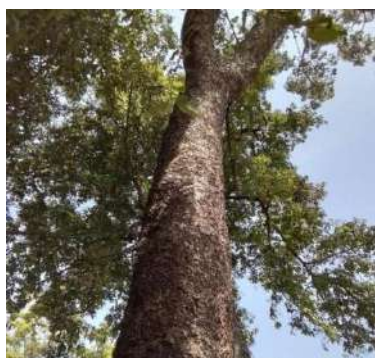
-Le patrimoine sacré

À Katiali, le patrimoine sacré est constitué d'un cimetière villageois, d'une tombe isolée attribuée à une personne décédée d'une crise cardiaque sur la voie principale, et d'un arbre sacré dénommé *Logotigué*, auquel sont associés des rites de protection et de bénédiction. À Kaforon, deux sites sacrés majeurs ont été identifiés. Le premier est *Logotigué*, arbre sacré situé à l'entrée du village, où des sacrifices de poulets sont effectués avant l'ouverture des travaux agricoles, dès les premières pluies de l'année. Le second est *Kapelgué*, une petite mare sacrée située à proximité de cet arbre et considérée comme un lieu de protection contre les esprits malveillants.

Diélébéle présente le patrimoine sacré le plus diversifié. Trois sites sacrés y ont été recensés : *Pouhor*, forêt sacrée où les populations adressent des prières et des vœux aux entités spirituelles ; *Kôssi*, forêt protectrice contre les esprits malveillants ; et *Tandjor*, fétiche protecteur conservé en forêt sous la responsabilité d'un prêtre adorateur, dont l'accès est strictement réglementé. Le village possède également un cimetière ainsi que les vestiges de son ancien site d'habitat, témoignant de son occupation ancienne.

À Kaféléguétcho, deux cimetières ont été identifiés : le cimetière principal du village et celui de la famille Sidibé. En revanche, aucune forêt sacrée n'y existe ; la population étant majoritairement musulmane.

Photo 5 : Sites sacrés



Arbre sacré



Arbre sacré Laplay



Arbre sacré Pindehkepor

Source : Equipe de recherche 07 mai 2026

-Patrimoine culturel matériel

Le patrimoine culturel matériel regroupe l'ensemble des biens ou objets physiques produits par la population locale. Ce patrimoine peut avoir une importance historique, archéologique ou utilitaire. Plusieurs objets sont représentés (Cf. Photo 6).

Photo 6: Produits de l'artisanat à Katiali



Pilon et Mortier



Chaise en bambou



Tabouret en bambou



Van



Panier

Source : Equipe de recherche 1^{er} mai 2026

Dans l'ensemble, les investigations menées dans les villages montrent que la majorité des sites sacrés recensés, notamment les cimetières et les forêts sacrées, sont situés à bonne distance du permis d'exploration. Les sites les plus proches de l'emprise du projet se trouvent à Kaforon, à proximité de la limite du permis, ce qui constitue un élément important à prendre en compte dans les mesures de protection du patrimoine culturel.

3. L'étude archéologique

L'étude archéologique concerne les recherches sur le permis de l'entreprise minière. Celles-ci présentent deux volets couplés : les Prospections et les sondages archéologiques.

3.1 Prospections et sondages archéologiques

Les prospections archéologiques menées dans l'emprise du permis d'exploration ont permis de mettre en évidence de nombreux indices d'occupation humaine ancienne, répartis sur plusieurs secteurs de la zone d'étude. Ces indices se traduisent par la présence de tessons de céramique, de meules, de molettes, de fragments de scories de fer, de haches polies, de structures en pierres latéritiques, de restes fauniques ainsi que, ponctuellement, de charbon de

bois. Afin d'évaluer le potentiel archéologique des sites repérés au cours des prospections pédestres et des enquêtes ethnographiques, douze sondages ont été réalisés dans les secteurs présentant les indices les plus significatifs. Les résultats obtenus montrent une répartition inégale des vestiges et des états de conservation variables selon les sites. Plusieurs sondages (S1, S4, S6, S9, S10, S11 et S12) n'ont livré qu'un mobilier très limité ou des vestiges dispersés, souvent localisés dans des contextes fortement perturbés par l'érosion, le ruissellement ou les activités agricoles. Ces secteurs présentent ainsi un intérêt archéologique relativement faible et ne témoignent pas d'une occupation ancienne bien conservée.

À l'inverse, les sondages 2, 3, 5, 7 et 8 ont révélé un potentiel archéologique important. Les vestiges mis au jour sont principalement constitués d'abondants tessons de céramique appartenant à différents types de récipients, de meules, de molettes, de fragments de scories de fer, de restes fauniques et, dans certains cas, de charbon de bois. La disposition du mobilier, sa densité ainsi que la présence de niveaux archéologiques relativement bien conservés permettent d'interpréter ces sites comme d'anciens habitats. Les sondages 2 et 3, réalisés sur un même site identifié grâce aux informations recueillies auprès des populations de Kaforon, ont confirmé l'existence d'un habitat caractérisé par une forte concentration de mobilier domestique. Les sondages 7 et 8 présentent des caractéristiques comparables, avec des assemblages céramiques similaires et des indices d'une occupation humaine organisée.

Le sondage 5 constitue la découverte la plus remarquable de cette campagne. Réalisé sur un site signalé par les habitants de Soukhalovogo, il a livré un ensemble archéologique particulièrement riche composé d'une importante quantité de tessons de céramique, de restes fauniques, d'un fragment de fourneau de pipe en terre cuite ainsi que de niveaux cendreaux interprétés comme les vestiges d'un ancien dépotoir domestique. La découverte de charbon de bois à près de 90 cm de profondeur offre en outre la possibilité d'effectuer une datation au radiocarbone, susceptible de préciser la chronologie de l'occupation. Par ailleurs, la fréquence de récipients présentant une base annulaire, observée sur ce site et sur certains secteurs voisins, constitue une particularité typologique qui mérite une étude approfondie afin de mieux caractériser les traditions céramiques des populations ayant occupé cette région.

Dans l'ensemble, les prospections et les douze sondages réalisés démontrent que le permis d'exploration renferme plusieurs zones présentant un intérêt archéologique réel, bien que leur potentiel soit très variable d'un secteur à l'autre. Les résultats obtenus permettent de distinguer les espaces où les vestiges sont peu conservés de ceux qui conservent des niveaux archéologiques significatifs, susceptibles d'apporter des informations sur l'histoire du peuplement, les modes de vie et les activités des anciennes communautés ayant occupé cette partie du nord de la Côte d'Ivoire. Ces données constituent une base scientifique solide pour la mise en œuvre des mesures de gestion du patrimoine culturel dans le cadre du projet minier. Elles justifient notamment la préservation des sites les plus sensibles, la réalisation d'investigations complémentaires sur les secteurs à fort potentiel, ainsi que la mise en place d'un suivi archéologique lors des futurs travaux susceptibles d'affecter les niveaux archéologiques conservés.

Photo 7 : Indices archéologique



Indices archéologiques



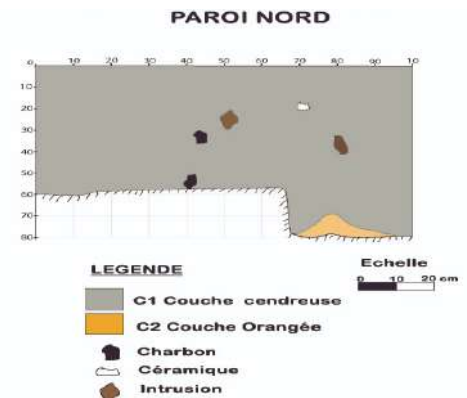
Céramique en surface (sect. Est)



Sondage 1



Le sondage 5



Source : Equipe de recherche mai 2026

Figure 1: Coupe stratigraphique sondage 5

Tableau 1 : Un échantillon de vestiges issus des 12 sondages

Vestiges	Description	Vestiges	Description
	Tesson de céramique noirâtre Un fragment d'encolure Décor imprimée et perforé		Hache polies
	Tesson de céramique teinte beige Un fragment de corps Motif : impression roulée		Scorie de fer Scorie spongieuse

	Tesson de céramique. Un fragment d'encolure Teinte : orangée Corps lissé		Fusaïole de forme sphérique Support : argile cuite. Décor : Corps lissé

Source : Equipe de recherche

mai 2026

4. Analyse sommaire des informations archéologiques et recommandations

4.1 Analyse sommaire des informations archéologiques

L'investigation archéologique sur l'ensemble du périmètre a abouti à la découverte de vestiges archéologiques qui sont des preuves que ces lieux ont antérieurement été occupés par des sociétés humaines, à différentes périodes allant de la préhistoire jusqu'à nos jours. Douze (12) sondages dont la quasi-totalité se trouvent sur la première composante de la Catégorie 1 ont été effectués. Les artefacts sont diversifiés et peuvent être classés en plusieurs catégories selon le support : la céramique ; le lithique ; le fer marqué par les fragments de Scorie ; les restes fauniques. *-La céramique*

La céramique constitue l'ensemble des vestiges dont le support est en argile cuite. Cette matière est la plus abondante parmi les vestiges découverts sur le

périmètre minier : Au total, nous avons enregistré 400 tessons de céramique sur l'ensemble des sites investigués.

La céramique se manifeste sous plusieurs formes : Les fusaïoles : elles sont les seuls témoins de la production textile traditionnelle. Les retrouver sur un site archéologique, signifie que la société en présence a connu les techniques du tissage. Deux fusaïoles ont été découvertes dans le sondage 5 à Soukaloovogo et dans le sondage 2. Ces artefacts sont de forme sphérique traversée par un trou à partir de sa partie centrale. Un fragment de fourneau de pipe à fumer est apparu dans la couche C1 du sondage 5, à Soukaloovogo. Les pipes à fumer auraient fait leur apparition en Afrique de l'Ouest entre le XII^e et le XX^e siècle. (OSSAH MVONDO, 1994 : p. 1-4). Elles constituent des marqueurs de chronologie permettant d'établir des datations relatives touchant aux périodes historiques. Les fragments de récipients (la poterie) qui apparaissent dans ce contexte indiquent que les sondages 2 et 5 se trouvent sur des sites d'habitat. On y trouve des restes fauniques constitués de différents types d'ossements.

-Le lithique

Le lithique est constitué de meule, de molette et de haches polies réparties sur différents sites. Les meules et les molettes ont été mises en évidence au niveau des zones de sondages 2, 3, 5 et 8. Ces artefacts sont attestés depuis le néolithique. Leur usage, dans le contexte de la sédentarisation (Gonnin & Allou, 2006 : p. 13), a cependant continué jusqu'à nos jours. Trois (3) haches polies ont été mises en évidence au niveau du sondage 9. Bien qu'il s'agisse de 3 artefacts seulement, ceux-ci constituent cependant des indices importants qui permettent d'émettre l'hypothèse de la présence de site néolithique dans cette partie où le sondage 9 a été effectué.

-Le fer

Le fer est marqué par les restes métallurgiques représentés par les fragments de scorie de la métallurgie ancienne. Ce vestige n'est pas abondant. Il se trouve de façon isolée et ne saurait constituer un indice pertinent pour suggérer la présence de site de la métallurgie ancienne du fer.

4.2 Quelques recommandations

Le site archéologique où a été effectué le sondage 05 à Soukhalovogo, offre d'importants vestiges encore en place. Par conséquent, nous recommandons sa prise en compte pendant les travaux de la société minière. Une fouille préventive permettra d'étudier minutieusement ce site afin de préserver ce patrimoine enfoui. En outre, afin d'affiner la chronologie des occupations humaines identifiées, nous recommandons la réalisation de datations radiocarbone (Carbone 14) sur des échantillons appropriés prélevés sur les sites correspondant aux sondages 05 et 08. Ces analyses permettront de préciser l'âge des vestiges et de mieux comprendre les dynamiques de l'occupation de ces territoires. Aussi, dans une perspective de valorisation scientifique et de renforcement des capacités nationales en archéologie, est-il nécessaire de recommander l'établissement d'un partenariat entre la société minière et une université ivoirienne, en vue du financement de deux bourses de Master destinées à des étudiants en archéologie. Ces travaux de recherche pourraient porter spécifiquement sur l'étude approfondie des sites identifiés aux sondages 05 et 09, contribuant ainsi à l'enrichissement des connaissances scientifiques tout en favorisant la formation de jeunes chercheurs. Aussi, faut-il ajouter, nous recommandons le suivi archéologique à l'occasion des travaux d'aménagement dans les zones suivantes :

Zone du sondage 2

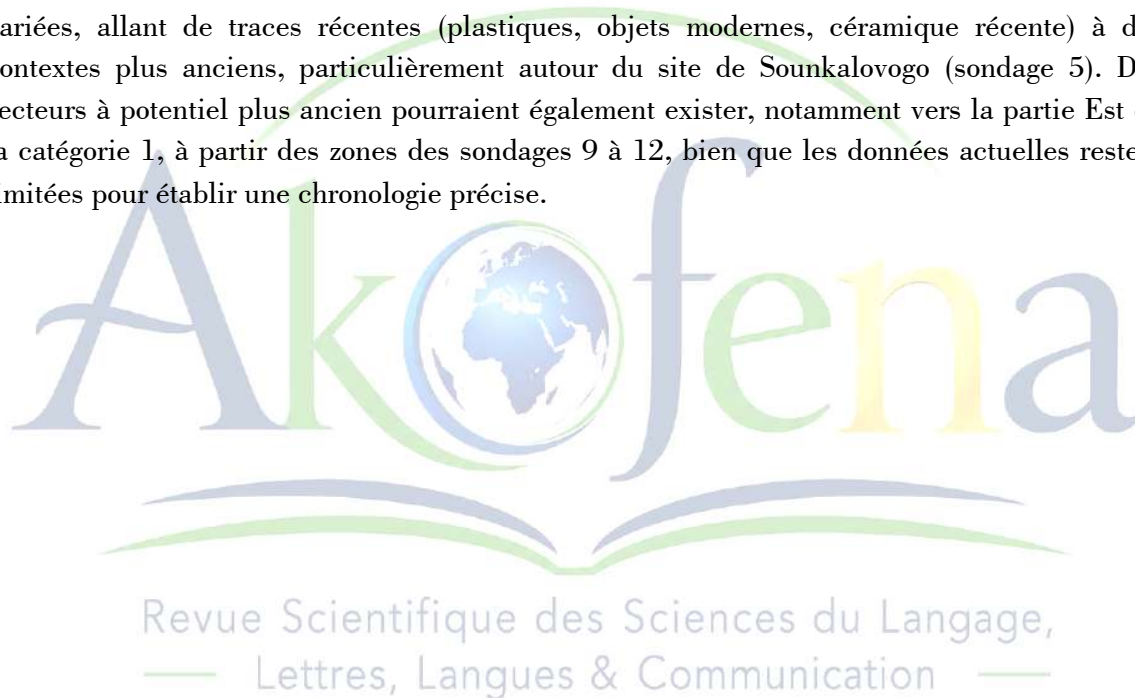
Zone du sondage 8

Zone du sondage 9.

Ces zones sont susceptibles de livrer d'importantes informations archéologiques lors des travaux d'excavations qui pourraient s'y dérouler. Le suivi archéologique contribuera à recueillir ces données en vue de la documentation conséquente.

Conclusion

L'ensemble de la zone concédée à la société minière se situe sur le territoire des Sénoufos de Ferkessédougou, considérés comme des populations autochtones anciennes ayant connu des dynamiques de migrations internes liées à la recherche de terres agricoles et de zones de chasse. Selon la littérature, leur territoire ancien aurait été beaucoup plus vaste qu'aujourd'hui, et leur organisation repose traditionnellement sur une économie agro-artisanale, même si l'artisanat tend à régresser au profit de l'agriculture. Les investigations montrent que les sites sacrés (cimetières, arbres et autels rituels) sont globalement situés en dehors de l'emprise du projet minier. En revanche, plusieurs indices archéologiques ont été identifiés dans la zone, notamment dans la catégorie 1, où les vestiges sont relativement abondants. Ces occupations semblent variées, allant de traces récentes (plastiques, objets modernes, céramique récente) à des contextes plus anciens, particulièrement autour du site de Soukhalovogo (sondage 5). Des secteurs à potentiel plus ancien pourraient également exister, notamment vers la partie Est de la catégorie 1, à partir des zones des sondages 9 à 12, bien que les données actuelles restent limitées pour établir une chronologie précise.



SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Sources orales

Localité : Diélébélé

Nom et prénoms	Fonction	Observation
Soro Siaka	Intermédiaire	Les traditions étaient dites seulement par le chef et son délégué.
Yeo Tiekoura Emile	Culture	
Koné Djinbaga	Chef	
Soro Yassango	Notable	
Yeo Demali Ousmane	Secrétaire adjoint des jeunes	
Ouattara Yahadjouman	Président des jeunes	

Localité : Gbamga

Nom et prénoms	Fonction	Observation
Yéo Ig Olomon	Chef de village	Les traditions étaient dites seulement par le chef et son délégué.
Coulibaly Ouatto	Secrétaire	
Ouattara Peneyaman	ancien	
Ouattara Iraté	Notable	
Coulibaly Lamoussa	Secrétaire adjoint des jeunes	

Localité : Katiali

Nom et prénoms	Fonction	Observation
Seongo Gnemenin	Chef de village	Les traditions étaient dites seulement par le chef et son délégué.
Kiforé	Cultivateur	
Yéo Nadonan	Notable	
Seongo Gnissinanpari	Cultivateur	
Soro Fontogoba	Cultivateur	
Ouattara Y. Djakalidja	Cultivateur	

Localité : Kafeleguetcho

Nom et prénoms	Fonction	Observation
Soro	Chef	Les traditions étaient dites par le chef et son adjoint.
Ouattara Niyamon	Adjoint du chef	
Yeo Dimbalé	Président des jeunes	
Ouattara Yobé	Cultivateur	
Sangaré Yaya	Eleveur	

Sidibé Abdoulay	Eleveur	

Localité : Djeýénin

Nom et prénoms	Fonction	Observation
Soro Penativi	Chef	Les traditions étaient dites seulement par le chef et son délégué.
Ouattara Pemamplan	Notable	
Coulibaly Pfouga	Notable	
Soro Yassango	Notable	
Soro Wetranyan	Représentant des jeunes	

Localité : Yarabélé

Nom et prénoms	Fonction	Observation
Ouattara Jonas	Chef de village	Les traditions étaient dites par le chef et le Président des jeunes.
Ouattara Joseph	Président des jeunes	
Ouattara Djeneba	Présidente des femmes	
Ouattara Abdoul	Notable	
Coulibaly Moussa	Notable	
Ouattara Peleyago	Notable	

Références Bibliographiques

- Coulibaly S., 1961, *Le paysan senoufo de Korhogo*, Les cahiers d'Outre-Mer (Côte d'Ivoire), Paris, pp. 26-59
- Fride B. & al., 1965, Le peuplement : *Etude régionale de Bouaké*, Tome 1, Bureau de conception, de coordination et d'exploitation des études régionales de la République de Côte d'Ivoire, 239 p.
- Gonnin G., Allou R. K., 2006, « Côte d'Ivoire les premiers habitants », Abidjan, *les éditions du CERAP*, 122 p.
- Koffi K. S., Touré G. A. & Yoa K. N., 2025, « La part des archéologues dans l'étude d'impacts environnemental et social (EIES) du projet aurifère de Doropo (nord-est de la Côte d'Ivoire) », *Revue Scientifique des Sciences du Langage, Lettres, Langues & Communication Akofena*, N°18, Vol.1, Décembre 2025, pp. 303-316.
- M'brah K. D., 2013, « Les Nafara_ Niarafolo de Pissankah, les origines de la colonisation française, », Abidjan, *EDUCI, Godo Godo, revue d'Histoire, Arts, d'Archéologie Africains*, n°23, pp. 44-63.
- M'brah K. D., 2014, *Histoire des Senoufo Niarafolo : Ferkessédougou, Côte d'Ivoire*, Paris, Harmattan, 203 p.

Ossah Mvondo J.P, 1994, « La question des pipes archéologiques, en Afrique : les nouvelles évidences », *West African Journal of Archaeology*, N°24, pp.1-19.



CONTRIBUTION POUR UNE GESTION DE BIENS PATRIMONIAUX : CAS DES SITES DE SATI EN PAYS NUNA

Beli Nebakian YARO

Doctorant en Archéologie africaine,
Université Norbert ZONGO, Koudougou/ Burkina Faso
nebakian07@gmail.com

Résumé : Sati à l'instar des autres villages du Burkina Faso regorge d'importants vestiges archéologiques, historiques, et culturels. Ces vestiges que nous appelons bien patrimoniaux se présentent en général dans un mauvais état de conservation. Ils sont menacés de destruction par les facteurs naturels et les effets des activités de l'homme. Pour une meilleure gestion des sites de Sati au regard de leur valeur historique, scientifique, économique ; nous avons élaboré des stratégies de protection et de valorisation. Ces stratégies qui partent de la protection des sites et à leur aménagement demande la contribution d'un certain nombre d'acteurs qu'ils soient du privé ou du public.

Mots clés : Aménagement agricole ; agrobusiness ; biens patrimoniaux ; Sati.

CONTRIBUTION TO THE MANAGEMENT OF HERITAGE PROPERTY: CASE OF SATI SITES IN NUNA COUNTRIES

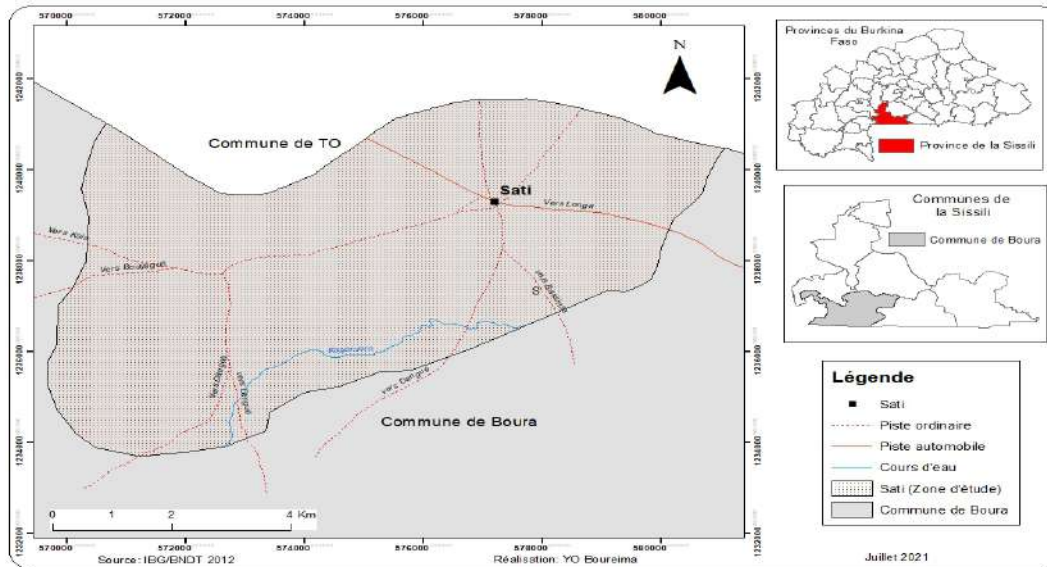
Abstract: Sati like the other village of Burkina Faso is full of important archeological, historical and cultural vestiges. These vestiges that we call heritage goods are generally presented in a movement of conservation. They are threatened with destruction by natural factors and the effects of human activities. For better management of Sati sites with regard to their historical, scientific, economic value, we have developed protection and valuation strategies. These strategies that start from the protection of sites and their development require the contribution of a certain number of actors whether private or public.

Keywords: agricultural development; agribusiness; heritage property; Sati.

Introduction

Sati est un village de la commune de Boura situé au Centre Ouest du Burkina Faso (voir la carte ci-dessous). Il est peuplé de l'ethnie Nuna un des du sous-groupe peuple Guurnsi. Le village de Sati comme bon nombre de villages nuni est rendu célèbre dans l'histoire par la présence des Zaberma, qui, pendant toute la seconde moitié du XIX^e siècle, ont semé trouble et désolation. À Sati, des vestiges de cette époque et d'autres bien avant existent et continuent à résister tant bien que mal au temps. L'un de ces vestiges, la célèbre muraille de Sati a fait l'objet d'étude par Yago (1985, p 141) dans le cadre de son mémoire de maîtrise. Une comparaison des images d'époques différentes de ce même vestige montre une dégradation irréversible. Ce vestige et biens d'autres requièrent donc des mesures urgentes de protection et valorisation toute chose auquel nous voulions contribuer à travers cet article.

Carte n°1 : Localisation de la zone d'étude



1. Cadre théorique

1.1. Justification

Le patrimoine culturel présente plusieurs intérêts qui militent pour sa bonne gestion. Les vestiges culturels de Sati sont les témoins qui nous restent du passé de cette localité. De façon générale les biens archéologiques peuvent nous renseigner sur l'évolution sur le plan historique, technologique, économique, sociopolitique du passé d'une localité donnée. Au niveau identitaire, le culturel est l'élément fondamental permettant de différencier un groupe social donné. Ainsi, un groupe, une ethnie, une identité sociale peut s'identifier à un autre à travers ses productions matérielles. La protection et la valorisation des sites de Sati peuvent jouer un véritable rôle dans le développement des activités économiques en relation avec le tourisme. À en croire Birba:

« Jusqu'à ces dernières décennies le patrimoine archéologique, surtout dans les pays en voie de développement comme le Burkina Faso a rarement été pris en compte en tant que ressource nationale tout aussi importante que fondamentale pouvant jouer un rôle important dans le développement. Or les exemples ne manquent pas. En effet, si les sites archéologiques et culturels sont mis en valeur, ils peuvent attirer les touristes et devenir ainsi des sources de retombées économiques pour la localité et le pays tout entier. » (2010, p 114)

1.2. Problématique

Selon l'Organisation des Nations Unies pour L'Éducation la Science et la Culture (UNESCO), le patrimoine culturel physique est de plus en plus menacé de destruction non pas seulement par les causes traditionnelles de dégradation mais par l'évolution de la vie sociale et économique. En effet, au Burkina Faso on assiste dans ces dernières années à une ruée des agro-businessmen vers le milieu rural et la province de la Sissili dont fait partie la commune de Boura constitue une zone de prédilection pour ces derniers. Cette pratique qui pourrait contribuer à

l'autosuffisance alimentaire est très encouragée par les politiques actuelles. Cependant, l'absence d'un suivi préalable dans l'exploitation des terrains n'est pas sans conséquence sur les biens culturels dissimilés dans ces espaces. C'est là l'intérêt de notre thématique qui tente d'apporter des réponses à ces interrogations suivantes : comment protéger le patrimoine physique de Sati ? Quels sont les différents acteurs pouvant prendre part à la gestion du patrimoine de Sati ? Comment valoriser ces biens culturels pour des fins touristiques ?

1.3. Objectif

À travers cette étude nous voulons de façon générale élaborer des stratégies de gestion des vestiges culturels de Sati. Il s'agit pour nous de proposer des solutions adéquates pour protéger les biens de certains agents et facteurs de destruction ; d'identifier les différents acteurs et d'élaborer des plans d'aménagements de valorisations des sites de Sati.

1.4. Méthodologie

Notre approche à consister à l'exploitation des textes relatifs à la protection et à la sauvegarde du patrimoine culturel. Ces textes dont les plus importants regroupent des conventions, des chartes, et des déclarations des organisations comme l'UNESCO et l'ICOMOS nous donnent des orientations sur la protection ; la restauration la sauvegarde et l'aménagement des biens patrimoniaux. L'autre volet de notre approche à concerner l'inventaire des différents vestiges. Cette démarche avait pour but de constater l'état de conservation des biens culturels, d'identifier les menaces auxquels ils sont confrontés afin d'élaborer des stratégies idoines de gestion.

2. La protection des sites

2.1. La protection physique

Elle vise principalement à protéger les sites contre l'action néfaste de la nature et de l'homme. La nature par le biais de certains de ses agents agit négativement sur la conservation des différents vestiges. Il s'agit en premier lieu de protéger ces vestiges contre l'action de l'eau et du vent afin de minimiser les effets de destruction. Ainsi, pour les buttes anthropiques, par exemple, on pourra les entourer des pierres à l'aide de la technique des cordons pierreux. En effet, cette solution serait très efficace et moins coûteuse car la matière première y est disponible et sur place. Cela pourrait éviter que les eaux de ruissellement ne détériorent les dimensions des buttes. Il s'agit aussi d'éviter le transport du mobilier archéologique présent sur les buttes.

Au niveau des vestiges architecturaux, nous préconisons, pour la protection des restes de la grande muraille, une construction en ciment de manière à clôturer la muraille avec un écart d'environ 50cm du vestige avec une hauteur de 60cm. L'espace ainsi laissé sera remplie avec du gravier ou du sable jusqu'à la hauteur du mur (60cm). La hauteur 60 cm concerne la partie très dégradée par l'érosion hydrique. Cette technique permet d'apporter plus d'épaisseur à la base de la muraille tout en la mettant à l'abri des eaux de ruissellement sans trop modifier l'aspect de la structure¹. Un hangar avec des matériaux résistants pourrait être dressé au-dessus

¹ Voir planche dessin n°1

du mur afin de le protéger contre les eaux du ciel et l'action du vent. Avec un budget de cent cinquante mille francs (150000f) environ, on pourra ainsi ralentir la dégradation de la muraille.

Tableau 1 : récapitulatif du budget détaillé pour la protection des restes de la grande muraille de Sati²

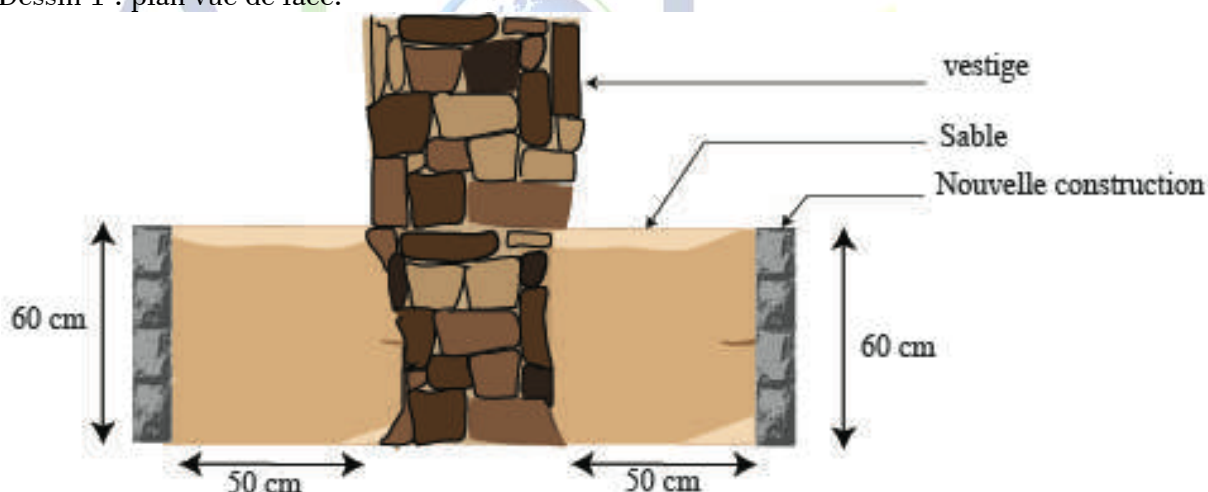
Les besoins pour la construction périmètre total 1000 cm avec une hauteur de 60 cm environ.				
	Désignation	Quantité nécessaire	Prix unitaire	Prix total
1	Briques	50	250f	1500f
2	Ciment	1	5500f	5500f
3	Agrégats	Disponible (contribution de la population)		
Somme totale				18000f
Les besoins pour le hangar				
	Désignation	Quantité nécessaire	Prix unitaire	Prix total
1	Tôles	8	3500f	28000f
2	Poteaux	4	4000f	16000f
3	Chevrans	5	5500f	27500f
4	Fer d'attache	1	2000f	2000f
5	Goudron	1	500f	500f
6	Pointes	2 boites	500f	1000f
Somme total				75000f
Besoins pour la clôture (périmètre total à clôturer 24 m (clôture carrée de 6 m de côté)				
	Désignation	Quantité nécessaire	Prix unitaire	Prix total
1	Grillage	24 m	1000f	24000f
2	Poteau	4	2000f	8000f
Main d'œuvre nécessaire pour l'ensemble des travaux				Environ 25000f
Somme totale				570000f
Dépense totale pour la protection du vestige (muraille de Sati)				150000f

² Ce budget a été élaboré avec l'aide des mâçons locaux. Ils s'estiment capable de réaliser ces travaux de protection.

Planche dessin n° 1 : Plan de protection du vestige de la grande muraille



Dessin 1 : plan vue de face.



Dessin n°2 dessin vue de profil.

Source : YARO B. Nebakian

Au niveau de l'atelier de teinture après avoir nettoyé l'intérieur, une élévation des bords par une construction afin de bloquer le déversement des eaux de ruissellement et la construction d'un hangar pourraient y être envisagées. La protection contre l'action anthropique : elle consiste à mettre les sites à l'abri de certaines activités de l'homme notamment l'agriculture et l'élevage. Cette protection doit commencer par des sensibilisations au niveau de la population locale sur la nécessité de sauvegarder les biens patrimoniaux. Ensuite, les autorités communales de concert avec la population doivent délimiter l'espace des sites par des bornes afin que la pratique des activités comme les activités agricoles ou prélèvement de l'argile y soit interdite.

Il faudrait songer à clôturer les différents sites avec des grillages, cela à double but : empêcher les animaux d'y accéder tout en donnant une visibilité de loin aux sites. À défaut d'avoir des grillages pour tout clôturer, on pourra prioriser en mettant l'accent sur les vestiges architecturaux encore debout et l'atelier de teinture.

2.2. La protection juridique et institutionnelle

Au Burkina Faso, le cadre juridique et institutionnel chargé de la protection et de la promotion culturelle existe. Mais la non-application des textes reste un obstacle majeur quant à la sauvegarde des biens culturels physiques. Le mauvais état de conservation du patrimoine culturel physique de Sati témoigne de cette défaillance juridique et institutionnelle. Il est donc urgent que les institutions chargées de la protection du patrimoine culturel s'engagent davantage dans l'exercice de leur fonction régalienne. Le renforcement du cadre institutionnel passe aussi par une étroite collaboration entre les différents services intervenant dans le domaine, la création d'institut comme l'INRAP³ (France), la mise en place de cadres formels pour la participation des communautés et de la société civile comme le veut l'esprit de la convention de 2005 relative à la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, etc.

La protection du patrimoine culturel passe par la mise à jour périodique des textes juridiques en la matière. Cela permettra de les adapter aux défis du moment. De façon générale, tous les textes juridiques spécifiques adoptés au Burkina Faso pour la protection du patrimoine culturel consistent indirectement en une mise en œuvre des conventions internationales. Ceux-ci, en effet, répondent à l'esprit de ces conventions. Mais dans l'ordre juridique interne leur application est insuffisante. La loi qui concerne le patrimoine culturel en vigueur au Burkina Faso est la Loi N°022-2023/ALT de 2023. Elle prévoit l'adoption des mesures complémentaires pour réglementer certains aspects spécifiques liés au patrimoine culturel notamment la réglementation des fouilles et des découvertes et les professions d'antiquaires. Il en est de même pour le Cahier de Charges des musées, la mise en place de la commission nationale des biens culturels et naturels, la réalisation des inventaires, etc. Mais depuis 2013, tous ces textes sont en préparation et doivent être soumis à l'appréciation de l'autorité de tutelle pour adoption. Il faut également mentionner le problème de décrets d'application de certaines lois et qui donne l'impression qu'aucun effort n'est fourni dans le sens de l'amélioration de l'univers juridique du patrimoine culturel.

3. Les acteurs de la protection du patrimoine

3.1. L'État

L'État, à travers ses structures centrales et déconcentrées, a la charge d'orienter les interventions des acteurs en prenant les dispositions qui s'imposent. Il lui revient notamment le rôle central d'orientation politique sur le patrimoine, la production d'instruments juridiques, de mobilisation et de canalisation des ressources humaines, financières et matérielles.

³INRAP Institut National pour la Recherche de l'Archéologie Préventive créé le 17/01/2001 en France.

3.2. Les Collectivités territoriales

Il s'agit des régions (13) et des communes (351) héritières des compétences et des ressources transférées en matière de culture et de tourisme. Leur rôle s'articule autour de la mise en œuvre des programmes de protection et de valorisation du patrimoine au niveau décentralisé à travers les plans locaux de développement (Plans Régionaux de Développement et Plans Communaux de Développement) et l'animation des cadres de concertations au niveau local (Conseils régionaux) avec les différents acteurs du domaine du patrimoine et du tourisme.

Au niveau de Sati, c'est le conseil régional du Centre Ouest de concert avec la commune de Boura qui doit œuvrer à la protection et à la valorisation du patrimoine culturel physique de Sati. Ces acteurs locaux doivent mobiliser davantage de ressources financières à travers la recherche de partenaires notamment dans le cadre de la coopération décentralisée et pouvoir saisir les opportunités offertes par les entreprises, les ONG, les institutions, etc.

3.3. Les partenaires techniques et financiers

L'apport des partenaires techniques et financiers est attendu en matière d'appui technique et de mobilisation des ressources financières. À ce titre, ils participent aux cadres de concertation, accompagnent l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies ainsi que le renforcement des capacités de la population locale afin de pouvoir prendre en charge son patrimoine. À ce niveau, la commune de Boura peut d'ores et déjà compter sur l'appui du Réseau des Jeunes basés à Leo.

3.4. La population locale

Le rôle de la population locale est important dans la protection et la valorisation du patrimoine de Sati. Pour cela, elle doit être responsabilisée et impliquée dans toutes les grandes étapes de la protection et de la valorisation. Il est indispensable de sensibiliser la population locale sur la valeur culturelle et économique des sites. Elle doit être garante de la sécurité des biens ci-dessus inventoriés. L'implication et la responsabilisation de populations locale dans le cadre d'un programme de protection et de valorisation des différents sites permettent d'envisager leur participation au-delà de la pure information et leur attribuer un rôle prépondérant dans la protection et la mise en valeur des sites. C'est dans ce sens que l'ICOMOS, dans sa déclaration de Québec sur la sauvegarde de l'esprit du lieu, stipule que : Reconnaissant que l'esprit du lieu est transmis essentiellement par des personnes et que la transmission participe activement à sa conservation, nous déclarons que c'est par la communication interactive et la participation des communautés concernées que l'esprit du lieu est sauvegardé, employé, enrichi. La communication permet ainsi de garder l'esprit du lieu vivant. (...). Considérant que les communautés locales sont généralement les mieux placées pour saisir l'esprit du lieu, surtout dans le cas des groupes culturels traditionnels, nous soutenons qu'elles devraient être intimement associées à tous les efforts de conservation et de transmission de l'esprit du lieu.

C'est dire alors que si l'on veut lutter efficacement pour la protection des sites archéologiques, il nous faut définir des méthodes d'action tendant à impliquer et à responsabiliser la population locale, car toute action de sauvegarde du patrimoine sans prise de conscience de la population locale et sans sa participation active, est une entreprise illusoire. En plus, l'implication de la population locale permettra de réduire le coût ne serait qu'au niveau

des ressources humaines devant servir à la protection, à la valorisation et à la gestion du patrimoine. La population de Sati a donc un rôle important à jouer dans la sauvegarde et la valorisation de son patrimoine en tant qu'acteur et bénéficiaire.

4. L'aménagement des sites

4.1. La réalisation des infrastructures

Il s'agit de la construction d'un certain nombre d'ouvrages indispensables à la promotion du tourisme. C'est essentiellement la réalisation d'infrastructures routières qui permettront le désenclavement de la zone. Sati fut jadis un grand centre traversé par trois grands axes. Mais de nos jours ce sont des pistes à praticabilité limitée qui permettent d'accéder au village. La mise en valeur des biens patrimoniaux et la promotion du tourisme passent donc par la réalisation de bonnes routes devant faciliter l'accessibilité au village mais aussi des circuits reliant les différents sites à l'intérieur du village.

Ensuite, l'installation de trois types de panneaux d'indication s'avère très importante. Le premier type concerne les panneaux de publicité, ils doivent être plantés sur les grands axes routiers de la commune voire de la province et doivent comporter le nom de la commune, du village et des petites formules de publicité comme la « Grande Muraille de Sati » vous souhaite : bon voyage, bonne arrivée, bon séjour, etc.

Le deuxième type concerne les panneaux qui doivent être plantés aux différentes entrées de Sati ou en face du bâtiment d'accueil et doivent comporter l'orientation de tous les biens susceptibles d'être visités. Le dernier type concerne les panneaux qui doivent être placés devant chaque bien et doivent comporter le nom du site et un petit résumé de son histoire. Après les panneaux, il faut la construction d'un bâtiment d'accueil. Celui-ci doit comporter une salle de billetterie, de présentation de différentes offres, une salle pour activité pédagogique au profit des scolaires et des boutiques de vente des produits locaux. Toujours au niveau de la construction des bâtiments, la réalisation des sites d'hébergement et de restauration doit être à l'ordre du jour. Ces infrastructures peuvent être réalisées et gérées par la commune ou par des structures privées. Ces réalisations doivent respecter l'architecture locale mais avec plus de commodités et respectant toutes les normes hygiéniques (eau potable, latrine, etc.). Quant aux restaurants, ils doivent faire la promotion des mets locaux afin d'intéresser la clientèle locale. Enfin, la construction d'un musée de conservation doit être prévue. Ce musée devrait être alimenté par le mobilier archéologique qui sera mis au jour et aussi par les bonnes volontés qui voudraient faire un legs de leur patrimoine personnel.

Planche photo 1 : Illustration de la mauvaise conservation des ruines de Sati



Photo extraite dans la thèse de KIETHEGA Jean Baptiste en 1996



Photo prise lors de notre passage à Sati en 2023

Planche dessin n° 2 : Exemples de deux panneaux d'informations

VISITER BOURA ET LA MURAILLE DE SATI



Exemple d'un panneau d'informations (type 1)⁴

Site n°1 : butte de la mosquée de Moussa Kadio.

Histoire :

Cette butte serait l'emplacement de la toute
Première mosquée de Sati, et fait
partie des
Premières mosquées de la zone. Elle
fut
Construite par Moussa KADIO vers la
fin du
XIXe siècle, période au cours de
laquelle
Il tenta sans succès la création d'un
Etat
Musulman à partir de Sati.



Exemplaire d'un panneau de présentation d'un bien⁵

Source : YARO B. Nebakian

⁴ Panneau d'informations devant être placé sur les grands axes de la commune ou de la province.

⁵ Panneau d'informations devant être placé devant être placé devant chaque bien.

4.2. La réhabilitation de certains sites

Il s'agit entre autres de la tombe de Moussa KADIO. Nous préconisons d'y ériger un mausolée afin de donner à ce site une image plus touristique.⁶ Pour ce qui concerne l'espace de l'ancien marché, il pourra être réservé, dans le cadre d'un lotissement futur, à une zone commerciale. Mais d'ores et déjà, on peut commencer à sensibiliser les gérants de boutiques à réapproprier ce site pour leurs boutiques. Pour la grande muraille, un plan épousant plus ou moins ses limites pourrait être élaboré par les urbanistes et soumis aux populations résidant dans le quartier Sati et Diyu afin que leurs constructions même individuelles et libres reflètent l'image de ce qui aurait été la muraille en termes de limite surtout.

4.3. La mise en place d'un projet de recherche historique

Le site de Sati peut faire l'objet d'un projet de recherche scientifique entre le Niger et le Burkina Faso. En effet, durant leur hégémonie esclavagiste dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le peuple zaberma a eu à faire des incursions à Sati. Les preuves matérielles de cette présence à Sati continuent de résister au temps. Aujourd'hui, le peuple zaberma vit au Nord-est du Burkina Faso en territoire nigérien. Ainsi, à partir des traces laissées par ce peuple on peut reconstituer une partie de son histoire et Sati peut être un point de départ d'un tel projet au niveau du Burkina Faso parce que leurs traces y sont plus importantes. Cela permettra de renforcer aussi les liens de coopérations entre les chercheurs burkinabè et nigériens. L'évolution politique précoloniale de Sati peut également attirer d'autres acteurs notamment les cinéastes et les réalisateurs. En effet, en plus des enseignements donnés dans les classes, nous apprenons sur la Chine antique, le moyen âge européen, la Grèce et la Rome antiques à travers surtout les productions audio-visuelles des réalisateurs. Ces productions même si elles comportent des limites demeurent des supports pédagogiques permettant de saisir les réalités données par les écrits. C'est donc dire, par exemple, que l'invasion zaberma, la construction de la muraille, etc. ; peuvent être des thématiques pour la production des documentaires, des films, etc.

Conclusion

Malgré l'importance que disposent les sites patrimoniaux leur gestion au Burkina Faso reste un défi à relever. Cette étude a permis d'explorer des pistes de solution pour une gestion des biens patrimoniaux de Sati. Ainsi nous avons montré comment l'État central, les collectivités territoriales, et les particuliers doivent travailler en symbiose pour. Protéger les sites, construire des infrastructures et développer des solutions pour le tourisme. Au-delà donc de Sati, c'est une contribution sur la gestion des biens culturels au Burkina Faso.

⁶ KADIO Moussa fut le premier à apporter l'Islam à Sati. À ce titre selon les propos de KADIO Yaya imam du village, les fidèles du village et du village environnant partent se recueillir sur cette tombe à chaque fête musulmane. On peut donc déjà parler du "tourisme religieux". Ce site une fois aménagé pourrait offrir une autre dimension touristique.

BIBLIOGRAPHIE

- Birba N., 2010, La paléo métallurgie dans la commune de Kongoussi (Burkina Faso). Du complexe technique à la protection des sites. Université Paris I mémoire de master, 163.
- ICOMOS, 1979, La Charte de Burra adoptée le 19 Août 1979 par Australia ICOMOS pour la conservation des lieux et biens patrimoniaux à valeur culturelle, 18p.
- ICOMOS, 1990, La Charte internationale pour la gestion du patrimoine archéologique, adoptée par la 9ème Assemblée Générale de l'ICOMOS à Lausanne en 1990, 5p.
- ICOMOS, 2007, Charte de pour l'interprétation et la présentation des sites culturels patrimoniaux adoptée en Avril 2007, 16p.
- ICOMOS, 2005, La Déclaration de XI'AN sur la conservation du contexte des constructions, des sites et des secteurs patrimoniaux, adoptée à Xi'an, chine par la 15ème assemblée générale de l'ICOMOS le 21 octobre 2005, 4 p.
- Kiethéga J-B, 1996, La métallurgie lourde du fer au Burkina Faso, thèse de doctorat d'Etat, Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), 802.
- Loi n°022-2023/ALT, portant protection, sauvegarde et valorisation du patrimoine culturel au Burkina Faso.
- MINISTERE DE LA CULTURE DES ARTS ET DU TOURISME, 2017, Répertoire des textes juridiques portant réglementation des matières culturelle, artistique et touristique, 23p.
- UNESCO / ICCROM / ICOMOS / UICN, 2014, Gérer le patrimoine mondial culturel Publié en 2014 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France.
- Yago O., 1985, Essai sur l'architecture militaire en pays Nouna et Sissala (région de Léo), Ouagadougou mémoire de maitrise, Université de Ouagadougou, 141.

SAUVEGARDE DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE ET L'EXPLOITATION DE LA CARRIERE DE SABLE DE BORODOUGOU (BOBO-DIOULASSO/BURKINA FASO)

Yves Pascal Zossin SANOU

Enseignant Chercheur en Archéologie

Université Norbert ZONGO, Burkina Faso

yvoskorosi@yahoo.fr

Résumé : Village périphérique de la ville de Bobo-Dioulasso dans la région du Guiriko sur la Route Nationale N°1 (RN1), Borodougou abrite une carrière d'extraction de sable intensément exploitée. La falaise gréseuse ruiniforme pourvoyeuse de ce sable fort prisé, dessine une physionomie à excavations profondes, aux reliefs irréversiblement modifiés et dépourvus de couvert végétal. De cette description environnementale moins avantageuse, c'est un désastre écologique qui s'étend sur un grand espace géographique du village. Une certaine distance sépare la carrière d'exploitation artisanale de sable d'un site de la falaise qui regorge des données archéologiques dont l'immensité de sa valeur patrimoniale, suivant l'état actuel des connaissances, n'est plus à démontrer. Si des mesures de mitigation ne sont pas ficelées et appliquées à temps, ce sont des abris sous roche et grottes anciennement occupés avec des vestiges de greniers, de gravures rupestres, du mobilier archéologique qui seront dangereusement affectés par l'exploitation, à la limite anarchique de la mine de sable. L'atteinte du secteur immédiat qui héberge les vestiges impliquerait une perte irréversible du contexte archéologique d'où leur incroyable scientificité ; du reste, cela causerait un préjudice à l'intégrité des sites et vestiges qui est une page à jamais détruite et un élément retiré au monde scientifique pour la compréhension et leur sens. Tenter de trouver un compromis en conciliant l'exploitation rigoureusement contrôlée de la carrière de sable et la sauvegarde des biens archéologiques est l'élément essentiel autour duquel s'organise la présente contribution.

Mots-clés : Burkina Faso, Borodougou, carrière de sable, patrimoine archéologique, sauvegarde.

SAFEGUARDING THE ARCHAEOLOGICAL HERITAGE AND EXPLOITATION OF THE BORODOUGOU SAND QUARRY (BOBO-DIOULASSO/BURKINA FASO)

Abstract : A peripheral village of the town of Bobo-Dioulasso in the Guiriko region on the National Road N°1 (RN1), Borodougou is home to an intensely exploited sand extraction quarry. The ruiniform sandstone cliff, provider of this highly prized sand, forms a physiognomy with deep excavations, with irreversibly modified reliefs and devoid of plant cover. From this less advantageous environmental description, it is an ecological disaster which extends over a large geographical area of the village. A certain distance separates the artisanal sand mining quarry from a cliff site which is full of archaeological data whose immensity of its heritage value, according to the current state of knowledge, no longer needs to be demonstrated. If mitigation measures are not put in place and applied in time, it is rock shelters and caves formerly occupied with remains of granaries, rock engravings, archaeological furniture which will be dangerously affected by exploitation, bordering on anarchic of the sand mine. Reaching the immediate area which hosts the remains would imply an irremediable loss of the archaeological context, hence their scientific incredibility; moreover, this would cause harm to the integrity of the sites and remains which is a page forever destroyed and an

element removed from the scientific world for understanding and their meaning. Trying to find a compromise by reconciling the rigorously controlled exploitation of the sand quarry and the safeguarding of archaeological properties is the essential element around which this contribution is organized.

Keywords: Burkina Faso, Borodougou, sand quarry, archaeological heritage, safeguarding.

Introduction

Le patrimoine archéologique constitue une ressource essentielle pour la compréhension de l'histoire des sociétés humaines et de leurs interactions avec l'environnement. Cependant, dans de nombreuses régions d'Afrique de l'Ouest, ces ressources demeurent insuffisamment inventoriées, étudiées et protégées, les exposant ainsi à diverses formes de dégradation liées aux activités anthropiques. Au Burkina Faso, plusieurs sites archéologiques d'importance scientifique et culturelle sont aujourd'hui confrontés à des pressions croissantes résultant de l'urbanisation, de l'exploitation des ressources naturelles et de l'absence de mesures de conservation adaptées. Le village de Borodougou, situé dans la région du Guiriko, province du Houet, à environ 15 km à l'est du centre-ville de Bobo-Dioulasso (**figure n°1**), constitue un exemple particulièrement représentatif de cette problématique. Localisé le long de la Route Nationale n°1 (RN1) en direction de Ouagadougou, la localité est dominée par une falaise de grès ruiniforme, prolongement des falaises de Banfora vers le territoire malien, qui renferme d'importants vestiges archéologiques associés à un patrimoine géomorphologique, géologique, historique et culturel remarquable. Malgré la richesse et la diversité de ces ressources patrimoniales, leur valorisation scientifique demeure encore limitée.

Parallèlement, le village de Borodougou fait l'objet d'une exploitation artisanale intensive du sable, pratiquée de manière peu contrôlée au pied et aux abords de la falaise. Cette activité économique, essentielle pour l'approvisionnement en matériaux de construction dans la région, entraîne néanmoins des modifications importantes du paysage et constitue une menace potentielle pour l'intégrité des vestiges archéologiques. L'extraction anarchique des sédiments favorise en effet la déstabilisation des formations géologiques, l'altération des contextes archéologiques et, dans certains cas, la destruction irréversible des témoins matériels du passé. Dans ce contexte, il apparaît nécessaire d'évaluer l'importance scientifique et patrimoniale des vestiges archéologiques de Borodougou ainsi que les risques auxquels ils sont exposés. Cette étude vise ainsi à mettre en évidence la valeur patrimoniale du site, à analyser les impacts de l'exploitation artisanale du sable sur sa conservation et à proposer des pistes de gestion susceptibles de concilier les impératifs de développement local avec les exigences de préservation du patrimoine archéologique.

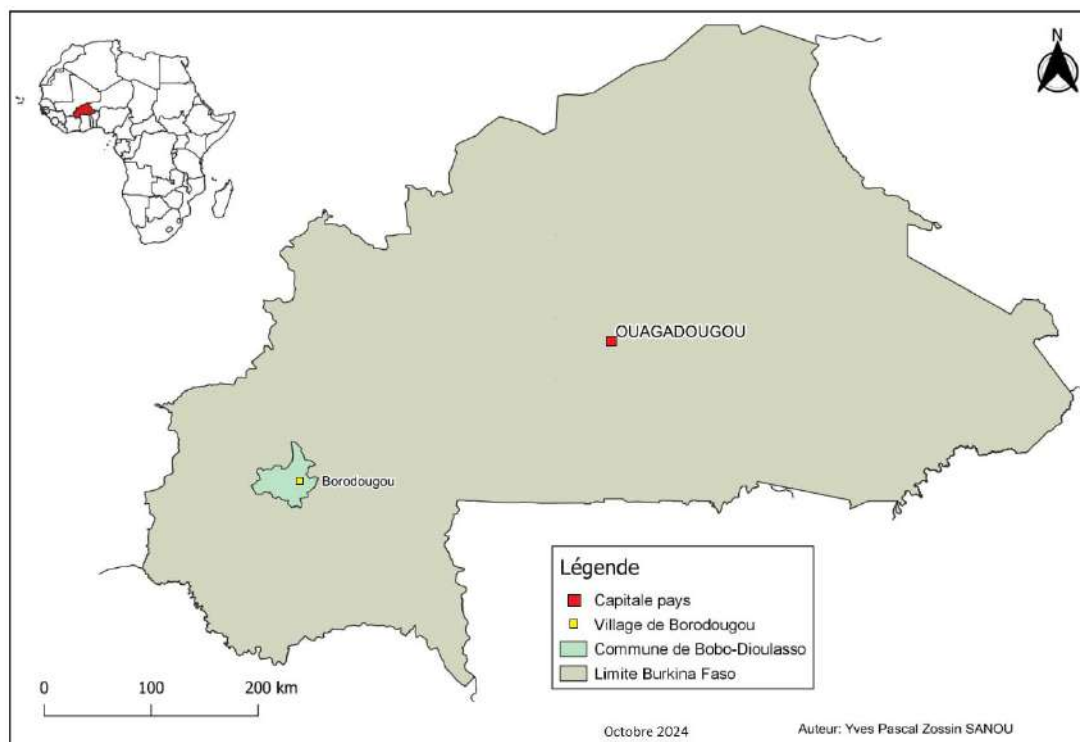


Figure n°1 : Carte de localisation du cadre d'étude

1. Cadre méthodologique

La présente étude repose sur une démarche méthodologique combinant la recherche documentaire et les investigations de terrain. Cette approche mixte a été privilégiée afin de garantir une meilleure compréhension du sujet étudié et d'assurer la fiabilité des informations recueillies. Dans un premier temps, une revue documentaire approfondie a été menée. Elle a consisté à recenser, sélectionner et analyser les différentes sources bibliographiques pertinentes en lien avec la thématique de recherche. À cet effet, des ouvrages scientifiques, des articles de revues et presses, des mémoires, des thèses, etc. ont été consultés. Cette phase a permis de mieux cerner les acquis scientifiques et les insuffisances des travaux antérieurs relatifs à la question. Dans un second temps, des enquêtes de terrain ont été réalisées dans les localités de Borodougou, de Bobo-Dioulasso et de certaines localités environnantes afin de compléter, vérifier et enrichir les informations issues de la documentation. Les données empiriques ont été recueillies à travers des entretiens menés auprès de personnes ressources et d'acteurs locaux concernés par la problématique étudiée. Les échanges ont permis de recueillir des témoignages, des récits et des informations inédites contribuant à une meilleure compréhension des réalités locales.

Enfin, les données issues de la recherche documentaire et celles recueillies sur le terrain ont fait l'objet d'une analyse croisée. Cette confrontation des différentes sources a permis de vérifier la cohérence des informations, d'identifier les convergences et les divergences des points de vue, ainsi que de retenir les éléments les plus pertinents pour l'analyse. Grâce à cette démarche de triangulation des données, il a été possible de constituer un corpus d'informations riche et fiable, permettant d'apporter des réponses éclairées à la problématique de recherche.

2. Résultats et discussion

2.1 État des connaissances de la carrière de sable

D'un usage domestique à une exploitation industrielle inconsciente, la carrière de sable devient au fil du temps, un désastre écologique et infrastructurel tout en constituant une menace croissante pour la préservation des sites archéologiques.

2.1.1 Origine et évolution de la carrière

Ce qui n'était à l'origine qu'une simple source d'approvisionnement locale pour le lavage des ustensiles de cuisine est devenu le point de départ d'un bouleversement géographique majeur. Initiée timidement à des fins domestiques, la carrière de sable de Borodougou est entrée dans une phase d'exploitation artisanale puis commerciale au cours des années 1990. Face au boom immobilier et aux besoins croissants en matériaux de construction à Bobo-Dioulassa et dans sa banlieue, l'activité a rapidement changé d'échelle. Le sable de Borodougou, réputé pour sa qualité, est devenu extrêmement prisé par les acteurs du bâtiment. Aujourd'hui, le rythme de l'exploitation s'est emballé pour atteindre une moyenne vertigineuse de 200 chargements de camions par jour¹ (**figure n° 2, numéro 1**). Cette frénésie a transformé le site en une gigantesque excavation à ciel ouvert qui s'étend désormais sur une superficie estimée à près de 40 hectares.² Sur le plan social, cette économie extractive s'est imposée au fil des décennies comme le principal filet de sécurité financière pour la jeunesse locale. Pour les jeunes de Borodougou et des villages environnants, la carrière représente la seule alternative viable face au chômage, agissant comme un véritable amortisseur social malgré la précarité et la pénibilité extrême du travail.

2.1.2 L'absence de régulation et l'impact environnemental irréversible

Le péché originel de la carrière de Borodougou réside dans l'absence totale de cadre légal et environnemental dès ses premiers instants. Le site n'a été soumis à aucune évaluation environnementale préalable. Si une étude d'impact environnemental et social avait été menée en amont, elle aurait permis d'identifier de manière préventive les risques géologiques et écologiques, de proposer des mesures d'atténuation ou de mitigation réaliste, de formaliser un plan de gestion environnementale et sociale contraignant pour les exploitants. Faute de garde-fous, la carrière a pris une ampleur démesurée pour devenir une catastrophe environnementale majeure. Le relief d'origine a été littéralement mutilé, laissant place à des excavations profondes, instables et comparables à des bassins hydrauliques et aurifères (**figure n°2, numéros 2-3-4**). Les impacts visibles sur l'écosystème local sont alarmants. De la destruction de la biodiversité, il est constaté que la faune et la flore locales sont en voie d'extinction suite à la destruction systématique de leurs habitats naturels. La mutilation des terres agricoles est observable à travers des pans entiers de champs cultivables engloutis ou rendus infertiles, ruinant l'agriculture locale. La dégradation des sols et de la géomorphologie expose des structures géologiques ancestrales et le profil des collines environnantes en totale déperdition, modifiant durablement l'hydrologie et la stabilité des sols de la région.

¹ <https://www.ouestinfo.bf/carriere-de-sable-de-borodougou-une-catastrophe-environnementale-a-ciel-ouvert/> consulté le 11 octobre 2024 à 14h25mn

² <https://www.sidwaya.info/carriere-de-sable-de-borodougou-dans-les-hauts-bassins-une-caverne-dali-baba-nocive-a-lenvironnement/> consulté le 13 octobre 2024 à 21h15mn

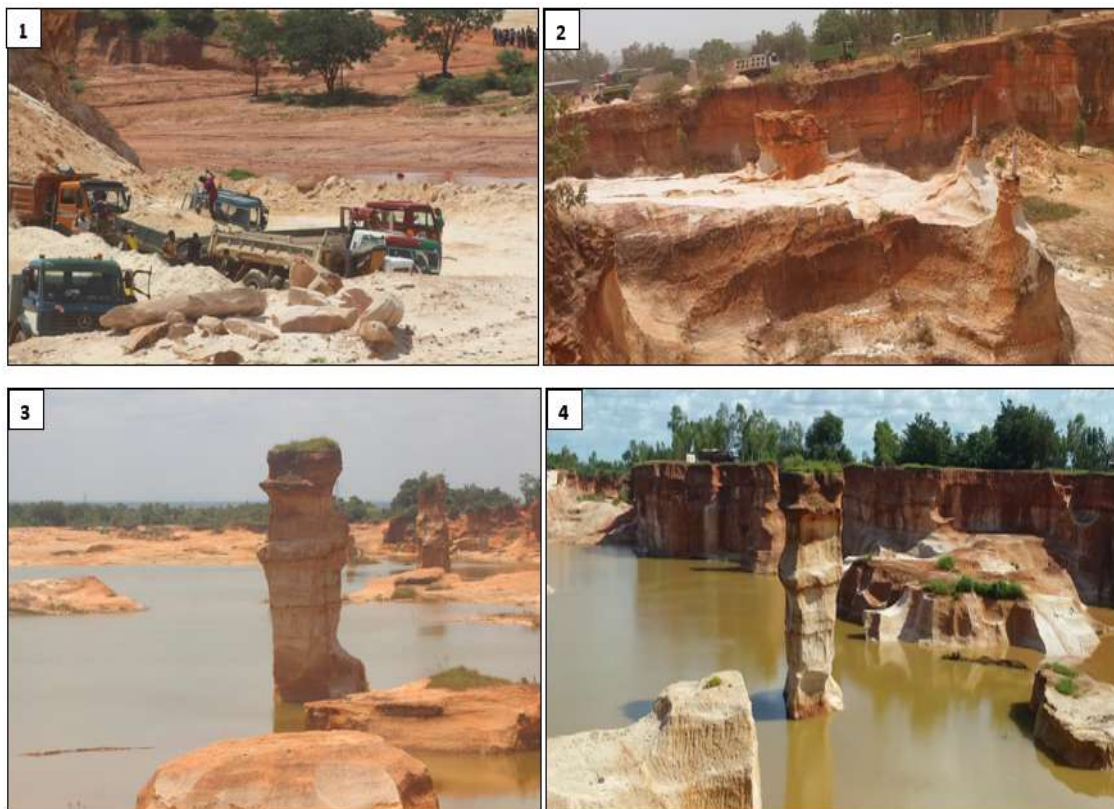


Figure n°2 : carrière de sable de Borodougou. 1 : chargement de camions. 2-3-4 : relief mutilé et excavations profondes.

Source : <https://www.lexpressdufaso-bf.com/carriere-de-sable-de-borodougou-un-relief-totalement-redessine-une-falaise-en-voie-de-disparition/>

2.1.3 Une menace sécuritaire critique pour les infrastructures et les vies humaines

Au-delà du drame écologique, la carrière pose un risque sécuritaire immédiat pour la collectivité, en particulier pour la Route Nationale N°1 (RN1), l'axe routier le plus névralgique du Burkina Faso qui relie la capitale Ouagadougou à la capitale économique Bobo-Dioulasso. Les zones d'extraction progressent de manière si agressive qu'elles frôlent dangereusement le bitume. À vue d'œil, le front de taille de la carrière se situe désormais à moins de 5 mètres de la chaussée (**figure n°3, numéros 1-2**). Si aucune mesure d'urgence n'est prise pour stopper l'avancée des travaux, les effondrements de terrain risquent d'emporter la route, provoquant une rupture totale du trafic entre les deux principales villes du pays, ce qui paralyserait l'économie nationale. Le danger est quotidien pour les usagers de la route : l'absence de barrières de sécurité expose les automobilistes et les routiers à une chute mortelle dans les précipices de la carrière en cas de sortie de route ou d'inattention. De plus, l'insécurité frappe les exploitants eux-mêmes. Travaillant au mépris des règles de sécurité élémentaires sous des falaises de sable instables, plusieurs creuseurs ont déjà payé de leur vie ou de leur intégrité physique de graves éboulements de terrain. Face à cette crise, les autorités régionales et municipales affichent une impuissance chronique. Malgré plusieurs tentatives de fermeture ou de suspension des activités, la pression sociale liée à l'emploi des jeunes et le poids économique des réseaux de distribution du sable font échouer toutes les initiatives de régulation.



Figure n°3 : 1-2 : carrière de sable de Borodougou : une menace pour la Route Nationale N°1 (RN1) Source : <https://lefaso.net/spip.php?article120272>

2.1.4 Une catastrophe largement documentée par les médias nationaux

La gravité de la situation à Borodougou fait régulièrement la Une de la presse nationale et locale. À travers des titres chocs, les journalistes ne cessent de dénoncer l'inaction publique et la gestion « sauvage » de cette ressource : un désastre écologique global. Le quotidien d'État *Sidwaya* titrait déjà le 30 novembre 2020 : « *Carrière de sable de Borodougou dans les Hauts-Bassins : une caverne d'Ali Baba, nocive à l'environnement* », soulignant le contraste entre la richesse financière générée et la destruction de la nature. En août 2022, *L'Express du Faso* alertait sur la métamorphose négative du paysage voire la destruction des reliefs : « *Carrière de sable de Borodougou : un relief totalement redessiné, une falaise en voie de disparition* ». Suite à la faillite de la régulation étatique, preuve du désarroi des institutions, *Sidwaya* revenait à la charge le 17 janvier 2023 avec un constat amer : « *Carrières de sable de Borodougou : quand l'Etat se désengage d'un désastre environnemental* ». Face au dilemme social (Chômage contre Écologie), le reportage de *Studio Yafa* met en lumière la racine humaine du problème : « *Carrière de sable de Borodougou : coups de pioche des jeunes contre le chômage* », rappelant que derrière la destruction se joue la survie quotidienne de centaines de familles. En réponse au péril routier imminent, les médias en ligne *LeFaso.net* et *Ouest Info* résument parfaitement la situation actuelle en qualifiant unanimement le site de « *catastrophe environnementale à ciel ouvert qui menace la route nationale N°1* ».

La falaise gréseuse de Borodougou, qui renferme également des vestiges matériels d'une grande valeur archéologique, historique, culturelle et patrimoniale, ne semble pas, à ce jour, directement affectée par l'exploitation anarchique de la carrière de sable. Toutefois, elle demeure exposée à des risques potentiels de dégradation liés à l'extension ou à l'intensification de cette activité extractive. En l'absence de mesures de protection et de gestion appropriées, les facteurs d'altération induits par l'exploitation de la carrière pourraient compromettre de manière irréversible l'intégrité de ces sites archéologiques, entraînant des perturbations sans précédent de leur valeur scientifique et patrimoniale.

2.2 Les Potentialités archéologiques et patrimoniales de la falaise de Borodougou

La falaise de Borodougou constitue un conservatoire archéologique exceptionnel au Burkina Faso. Son potentiel scientifique repose sur une grande diversité de données archéologiques, réparties en structures immobilières et en culture matérielle mobilière (Henninger, 1954, 1960 ; Kiethéga, 1996 ; Sanou, 1996 ; Sanou, 2005, 2017, 2024). Ces vestiges matériels permettent de déterminer la nature des sites et conduisent à considérer les sites de la falaise ruiniforme de Borodougou comme des sites d'activités généralisées, autrement dit des sites d'habitat. Cette interprétation s'appuie sur l'acception large du terme habitat retenue en préhistoire. Comme le souligne Gaucher (1990, p. 117), « le mot habitat est souvent pris par les préhistoriens dans son sens le plus large. Il ne désigne alors pas seulement les habitations proprement dites, mais l'ensemble des lieux occupés par les hommes. Par structures d'habitat, on entend les aménagements de ces lieux mais aussi les vestiges de leur occupation ». Ainsi, les différents témoins matériels mis au jour sur les sites de la falaise ruiniforme de Borodougou justifient leur identification comme des espaces d'occupation humaine et d'activités multiples. Ces preuves matérielles permettent de retracer l'histoire des occupations humaines successives de la région.

2.2.1 Les abris sous roche et les structures immobilières

Le paysage karstique et accidenté de la falaise abrite de nombreuses grottes³ et abris sous roche⁴ qui ont servi d'habitats, de refuges ou de sanctuaires. Etant « des éléments mis en place par la nature et dont l'aménagement par l'homme n'a été qu'une action complémentaire » (Koté, 1985, p. 95), ils abondent dans la falaise soit au pied des escarpements, soit à diverses altitudes et sont variables du point de vue de la dimension et de la morphologie (**figure n°4**). Généralement, « les grottes et abris sous roche d'accès aisé et bien orientés ont été occupés épisodiquement à de nombreuses reprises au cours de la préhistoire et de l'histoire, jusqu'à l'époque actuelle » (Dah, 2009, p. 104).

³ Une grotte est une cavité souterraine appartenant à un réseau plus ou moins complexe issu de la dissolution de la roche. La plupart des grottes sont creusées dans le calcaire et dépendent du processus karstique (Jouve, Leclerc et Tarrête, 1988, pp. 450-451).

⁴ Un abri sous roche est une cavité dans une paroi rocheuse, peu profonde et largement ouverte à l'air libre. Il est caractérisé par un toit constitué par le surplomb rocheux, un fond ou encorbellement, un plancher rocheux ou détritique (Jouve, 1988, pp. 3-4).

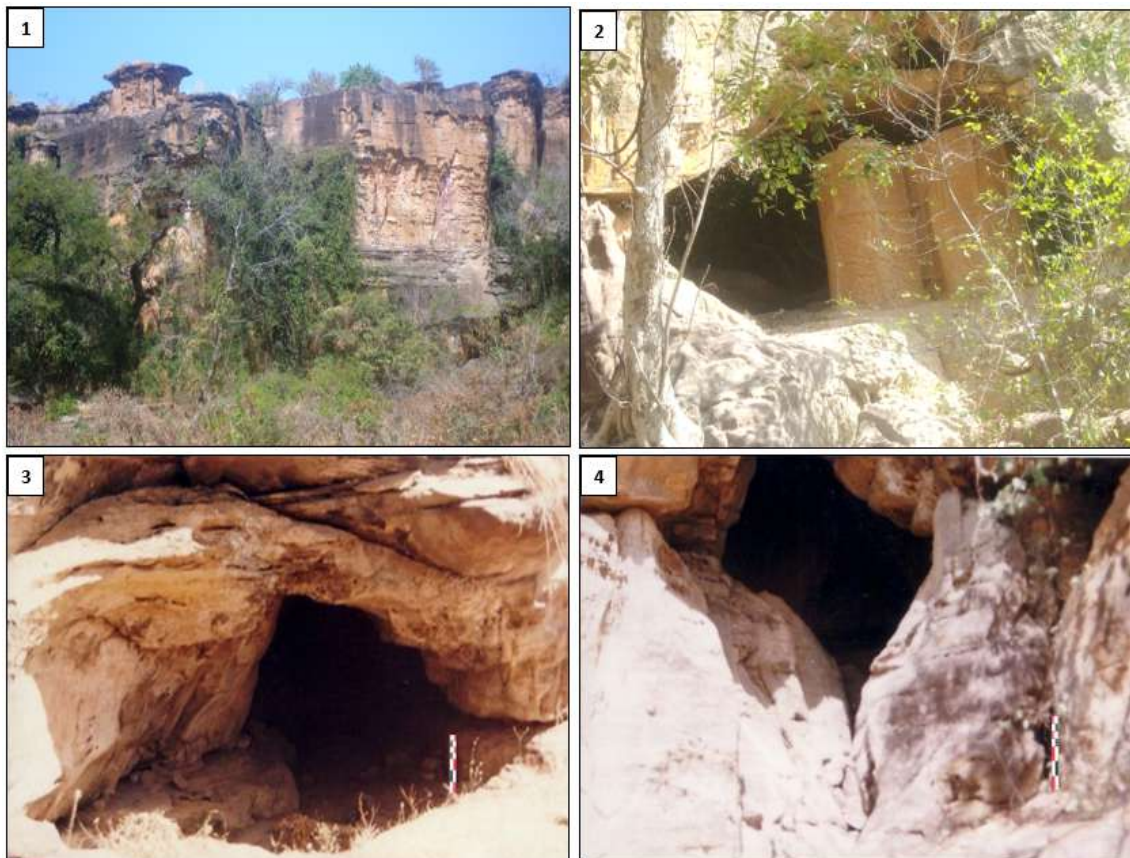


Figure n°4 : Borodougou. 1 : un aspect de la falaise ruiniforme. 2 : abri sous roche perché à mi-hauteur de la falaise. 3-4 : des entrées de grottes. Clichés : Yves P.Z. Sanou, 2005, 2017

Les vestiges immobiliers inventoriés révèlent une organisation spatiale et des aménagements anthropiques notables :

- **des aménagements intérieurs** : des sols sont sommairement terrassés en pierre ou en terre battue pour optimiser l'espace habitable ;
- **une architecture défensive et domestique** : des restes de constructions en pierres, en briques crues, en banco ou en argile ont attiré l'attention des pionniers de l'archéologie burkinabé dès le début de la colonisation (R. Vernet, 2000, p. 48). Généralement, les ruines de murs et murets rencontrés sur les sites de la falaise gréseuse de Banfora sont bâtis en pierres, argile et pisé (banco). Les restes de murs trouvés à Borodougou sont entièrement en briques crues de pisé (**figure n°5**). En fin de compte, les murets de la falaise de Borodougou présenteraient des analogies avec ceux découverts dans les anfractuosités des formations granitiques de Koro (Sanou, 1989, p. 64) et rappelleraient aussi ceux trouvés dans une grotte du massif de Kita (Szumowski cité par Koté, 1985, p.124) ;

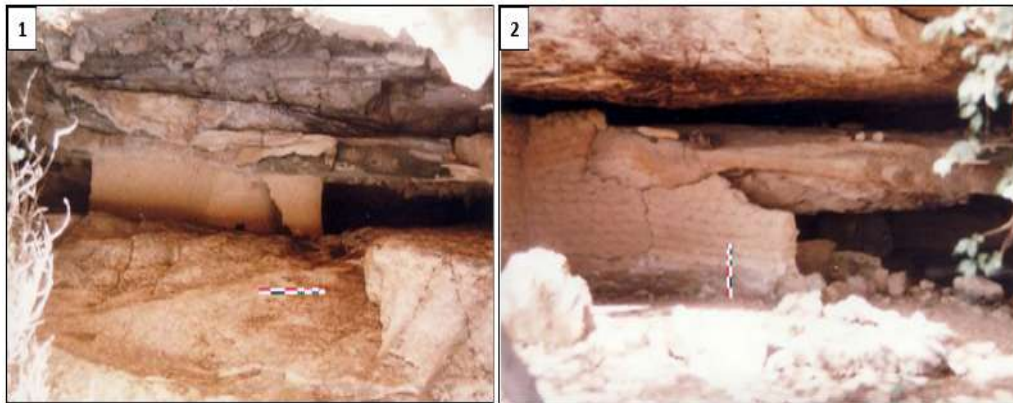


Figure n° 5 : Borodougou. 1-2 : restes de murs et murets. Clichés : Yves P.Z. Sanou, 2005, 2017

-des structures de stockage : érigés un peu partout dans la falaise, les greniers sont reconnus comme des vestiges qui rendent spectaculaire la falaise de Borodougou (**figure n°6**). Une multitude de greniers à grains traditionnels sont insérés sous les parois rocheuses pour les protéger des intempéries. Les greniers de la falaise de Borodougou se particularisent par la décoration abondante des parois extérieures (**figure n°6, numéros 1-2**). Les décors en relief représentent des sortes de sculptures essentiellement géométriques. Cette description indique que les dessins sont en relief. Pour reprendre le vocabulaire de Henninger, les greniers à mil sont plaqués de dessins géométriques faits avec des bourrelets de terre de 2 à 4 cm de large, avec au milieu des bourrelets, une ligne de trous (Henninger, 1954, p. 97). Dans la même veine, lisons-nous à propos que « les parois extérieures des greniers sont pourvues [de sculptures] de boudins de glaise scellés [...] avec au milieu un rang de petits trous » (Bedaux, 1972, p. 158) ;



Figure n° 6 : Borodougou. 1-2 : greniers plaqués de décors géométriques en relief. 3 : grenier dépourvu de décor. 4 : grenier en mauvais état de conservation. Clichés : Yves P.Z. Sanou, 2005, 2017

-de l'art rupestre : à ce jour, trois sites renfermant des gravures rupestres ont été géolocalisés à Borodougou. Deux d'entre eux sont situés dans la falaise, tandis qu'un troisième, de plein air, est recensé dans la plaine, à proximité du site du village (Sanou, 2024). L'ensemble de ces gravures présente une iconographie de style géométrique, caractérisée par des figures abstraites, anthropomorphes et zoomorphes (**figure n°7**). Elles constituent des témoignages des représentations symboliques et des pratiques culturelles des anciens occupants de la région. Les interprétations recueillies concernant la signification de ces gravures demeurent toutefois sujettes à caution. Selon l'inventeur du site, certaines explications avancées sont discutables, voire erronées. Il convient néanmoins de retenir, de manière générale, que ces gravures « expriment l'ensemble des croyances et de la vision du monde par les Bobo. Elles sont d'inspiration religieuse et cosmogonique » (Kiethéga, 1996, p. 31). Elles relèvent « incontestablement [d'] une période reculée de l'histoire locale de la région de Bobo-Dioulassa, pendant laquelle la vie religieuse dominait l'activité tribale » (Henninger, 1960, p. 110).

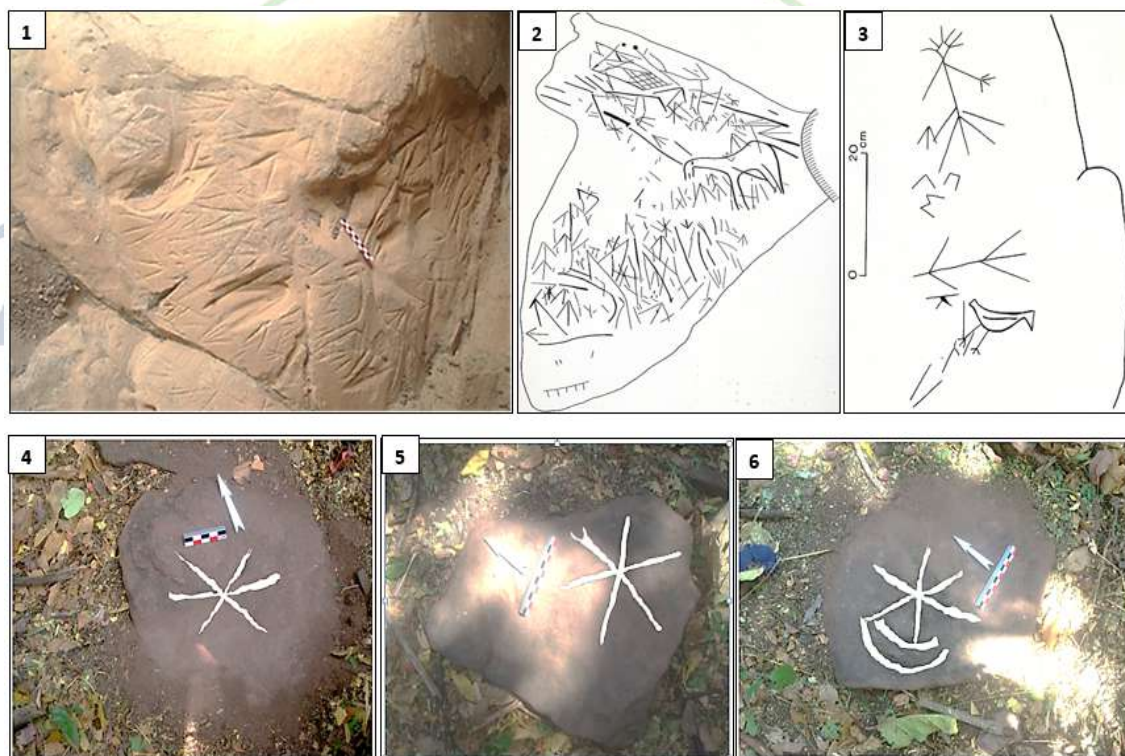


Figure n°7 : Borodougou. 1-2-3-4-6 : gravures au style géométrique, anthropomorphes et zoomorphes. Clichés et relevés : F.Trost, 1993 ; Yves P.Z. Sanou, 2017

2.2.2 Le mobilier archéologique et la culture matérielle

Les prospections de surface révèlent un assemblage mobilier riche et varié, couvrant plusieurs séquences technologiques et chronologiques :

- **une industrie lithique** : le matériel lithique s'est révélé rarissime sur les sites de la falaise de Borodougou et ce, depuis la découverte des abris et grottes en 1954. En effet, la seule découverte en surface d'une meule et son broyeur (une molette) est l'œuvre de Henninger (1954) ;

- **une production céramique** : à propos, il convient de rappeler que, selon Henninger (1954, p. 99), « les vestiges de la vie troglodytique dans cette falaise sont très rares, à part les innombrables débris de poteries dont un échantillonnage a été déposé au Centre culturel de Bobo-Dioulasso ». Nos observations de terrain confirment cette affirmation, la surface du site étant effectivement parsemée de nombreux tessons de céramique. Par ailleurs, un récipient complet a été mis au jour lors des prospections. Il s'agit d'une jarre de couleur brune, haute de 40 cm, présentant un bord incurvé à lèvre en bourrelet et une panse à profil sphéroïde. Sa pâte est fortement dégraissée par des nodules de quartz. D'un point de vue technologique et décoratif, cette céramique se distingue principalement par une finition obtenue par lissage, associée à des motifs incisés disposés sur la partie supérieure de la panse, au niveau de l'épaule du récipient ;
- **des vestiges paléosidéurgiques** : en 1954, J. Henninger signale la présence d'objets métalliques parmi les vestiges de la falaise. Il précise ainsi : « Dans une crevasse, j'ai recueilli quelques vieux grelots de fer forgé ayant servi aux danseurs » (Henninger, 1954, p. 99). Revenant sur cette découverte, Bedaux (1972, p. 157) reprend cette mention en désignant ces objets comme de « petites clochettes en fer » ;
- **des éléments organiques préservés** : du charbon de bois, de la cendre, des restes rares de fibres végétales teintées et ainsi que des coquillages de mollusques fragmentés ou entiers (escargots, moules, cauris) ont été découverts.

À l'état actuel des connaissances, depuis la découverte de la falaise dans les années 1950 jusqu'à nos jours, l'interprétation chronologique du site repose essentiellement sur la chronologie relative. Celle-ci s'appuie sur le principe selon lequel « à chaque époque correspondent des produits spécifiques de l'industrie humaine » (Gaucher, 1990, p. 56). Dans cette perspective, il est admis que l'occupation initiale des abris remonte probablement à la Préhistoire. Toutefois, les données disponibles témoignent également d'une remarquable continuité d'utilisation du site au fil des siècles. La falaise a notamment servi de refuge durant les périodes marquées par l'insécurité et les conflits. De nos jours, le site conserve une forte dimension culturelle et spirituelle. La falaise de Borodougou renferme en effet des lieux de culte toujours actifs, parmi lesquels figurent des bosquets sacrés ainsi que des abris tenus secrets et soigneusement préservés par les communautés locales pour la pratique de leurs rites traditionnels. Dans le contexte du cadre d'étude, on peut unanimement retenir que « certains abris sous roche ont été occupés de façon plus ou moins permanente dès les temps préhistoriques, d'autres ont été employés comme lieux de refuge et contiennent encore des vestiges d'aménagements et du mobilier vieux de quelques siècles, s'ils ne constituent pas des sites actifs des populations contemporaines » (Millogo, 2000, p. 44).

Malgré cette richesse patrimoniale, les connaissances scientifiques disponibles demeurent limitées. Les rares études publiées n'offrent qu'un inventaire partiel et encore embryonnaire, loin de refléter toute la diversité archéologique, historique et culturelle du site. Par ailleurs, bien que la falaise de Borodougou soit officiellement inscrite au répertoire des sites touristiques du Burkina Faso, elle ne bénéficie d'aucun véritable dispositif de sauvegarde, de gestion ou de valorisation. Cet état de délaissement institutionnel a été

souligné par la presse nationale, notamment dans un article publié par le quotidien Sidwaya le 9 novembre 2022, intitulé « *Greniers à grains de Borodougou : un patrimoine culturel en quête de reconnaissance nationale* ». Confronté à la fois aux effets des aléas climatiques et aux dégradations d'origine humaine, ce patrimoine national demeure aujourd'hui particulièrement vulnérable, ce qui soulève avec acuité la question de sa conservation et de sa transmission aux générations futures.

L'ensemble de constats met en évidence la nécessité urgente de concilier les enjeux économiques liés à l'exploitation du sable avec les impératifs de préservation de l'environnement, de sécurité des populations, de protection des infrastructures stratégiques et du patrimoine archéologique. Une intervention concertée des pouvoirs publics, des communautés locales et des acteurs de l'exploitation apparaît indispensable afin de promouvoir une gestion durable du site et de limiter les impacts déjà observés.

2.3 Recommandations et perspectives pour la conservation du patrimoine archéologique des falaises de Borodougou face à l'exploitation de la carrière de sable

La préservation à long terme du patrimoine archéologique des falaises de Borodougou constitue un enjeu majeur qui nécessite la recherche d'un équilibre pragmatique et durable entre les impératifs économiques liés à l'exploitation du sable et les exigences de protection et de valorisation du patrimoine culturel. Dans cette perspective, une approche exclusivement répressive ne saurait constituer une solution efficace et pérenne. En effet, l'exploitation des carrières représente pour de nombreuses communautés locales, une source essentielle de revenus et parfois l'unique filet de sécurité financière contre le chômage. Il apparaît donc indispensable de privilégier une démarche participative, multidisciplinaire et multisectorielle, unissant les archéologues, les autorités publiques, les environnementalistes et les exploitants au sein d'un dialogue constructif. À cet effet, la mise en œuvre d'un plan de gestion durable de la carrière de sable et du patrimoine archéologique s'avère nécessaire. Un tel dispositif devrait intégrer les dimensions environnementales, sociales, économiques et culturelles afin de concilier les besoins de développement local avec les impératifs de conservation des ressources patrimoniales et naturelles.

Par ailleurs, la réhabilitation progressive du site pourrait offrir de nouvelles perspectives de développement territorial. L'aménagement de la carrière en retenue d'eau ou en barrage destiné aux activités maraîchères permettrait non seulement de soutenir la production agricole locale, mais également de renforcer la résilience des populations face aux contraintes climatiques. Cette reconversion pourrait être complétée par une mise en tourisme raisonnée et contrôlée du site archéologique, créant ainsi des emplois directs et indirects ainsi que de nouvelles opportunités économiques pour les communautés riveraines. La réhabilitation du site devrait également s'inscrire dans une logique de restauration écologique. Il s'agirait notamment de protéger les écosystèmes terrestres et aquatiques affectés par les activités extractives, de restaurer les habitats dégradés et de promouvoir la biodiversité locale. Une telle démarche contribuerait à renforcer les services écosystémiques essentiels au bien-être des populations et à la durabilité des ressources naturelles.

L'éducation et la sensibilisation des populations locales, des exploitants de carrières et des différents acteurs concernés constituent également un levier fondamental. Des

campagnes d'information régulières devraient permettre de mieux faire comprendre les conséquences environnementales et patrimoniales de l'exploitation intensive et anarchique du sable, tout en mettant en évidence les bénéfices économiques, sociaux et écologiques d'une gestion durable des ressources. En outre, un mécanisme permanent de suivi et d'évaluation devrait être instauré afin de mesurer l'efficacité des actions entreprises, d'identifier les éventuelles insuffisances et d'adapter les stratégies de gestion aux réalités du terrain. Cette démarche favoriserait une amélioration continue des mesures de protection et garantirait un développement durable du site.

Sur le plan juridique et institutionnel, il convient de rappeler que la législation relative au patrimoine culturel prévoit la création d'un périmètre de protection physique, également appelée « zone tampon »⁵ autour des biens culturels immobiliers. L'établissement d'une telle zone autour des falaises de Borodougou permettrait de mieux préserver le paysage culturel environnant et de limiter les pressions exercées sur les vestiges archéologiques. Au-delà du site archéologique lui-même, la protection doit également s'étendre à son environnement immédiat. En effet, les espaces périphériques renferment souvent de nombreux vestiges matériels et indices archéologiques susceptibles d'apporter des informations précieuses pour la compréhension de l'histoire et de l'occupation ancienne de la région. Leur conservation constitue donc une condition essentielle à l'approfondissement des recherches scientifiques futures.

Enfin, il apparaît nécessaire d'engager une procédure d'inscription des éléments archéologiques des falaises de Borodougou au patrimoine national en raison de leur importance historique, scientifique et culturelle. Cette reconnaissance devrait s'accompagner d'aménagements appropriés favorisant leur protection et leur mise en valeur. Le site gagnerait également à être intégré dans les supports de communication institutionnels et touristiques afin d'accroître sa visibilité. Dans cette dynamique, l'implication des collectivités territoriales dans les projets d'aménagement, la mobilisation des populations locales dans les actions de préservation et la mise en place de partenariats mutuellement bénéfiques entre les différents acteurs constitueraient des facteurs déterminants pour assurer la conservation durable et la valorisation du patrimoine archéologique des falaises de Borodougou.

Conclusion

L'exploitation intensive de la carrière de sable de Borodougou constitue aujourd'hui un enjeu majeur où se confrontent impératifs économiques et exigences de préservation du patrimoine culturel et naturel. Si cette activité contribue à l'approvisionnement en matériaux de construction et à la création de revenus pour les populations locales, elle engendre également une dégradation avancée du paysage et fait peser une menace croissante sur un ensemble archéologique d'une valeur scientifique et patrimoniale exceptionnelle. L'analyse met en évidence la vulnérabilité des abris sous roche, des grottes, des greniers, des gravures

⁵ Confer Article 32 de la Loi N°022-2023/ALT portant protection, sauvegarde et valorisation du patrimoine culturel au Burkina Faso.

rupestres et des autres vestiges associés face à l'extension continue des zones d'extraction. La disparition ou l'altération de ces témoins du passé entraînerait une perte irréversible d'informations essentielles à la connaissance de l'histoire des occupations humaines dans la région. Dès lors, l'absence de mesures de protection adaptées risquerait de compromettre durablement l'intégrité de ce patrimoine. Il apparaît donc indispensable de mettre en œuvre une gestion concertée fondée sur la délimitation et la sécurisation des zones archéologiques sensibles, le contrôle rigoureux des activités extractives et l'implication des différents acteurs concernés. La conciliation entre exploitation raisonnée des ressources sableuses et sauvegarde du patrimoine archéologique constitue la seule voie susceptible de garantir un développement durable du territoire de Borodougou, tout en préservant pour les générations futures un héritage culturel irremplaçable.

Bibliographie

- BEDAUX R. M. A., 1972, « Tellem, reconnaissance archéologique d'une culture de l'ouest africain au Moyen âge : recherches architectoniques » in *Journal de la Société des Africanistes*, 42(2), pp. 103-185
- GAUCHER G., 1990, *Méthodes de recherches en préhistoire*, Paris, Presses du CNRS, p.117
- HENNINGER J., 1954, « Abris sous roche de la région de Bobo-Dioulasso » in *Notes Africaines*, Bull. IFAN, n°64, pp. 97-99
- HENNINGER J., 1960, « Signification des gravures rupestres d'une grotte de Borodougou (Haute-Volta) » in *Notes Africaines*, n°88, pp. 106-110
- JOUE A, LECLERC J., TARRÊTE J., 1988, "Grotte" in A. LEROI-GOURHAN et al. (dir.), *Dictionnaire de la préhistoire*, Paris, PUF, pp. 450-451.
- JOUE A., 1988, "Abri sous roche" in A. LEROI-GOURHAN et al. (dir.), *Dictionnaire de la préhistoire*, Paris, PUF, pp. 3-4.
- KIETHEGA J-B., 1996, *La métallurgie lourde du fer au Burkina Faso. Une technologie à l'époque précoloniale*, Paris, ed. Karthala, 500 p.
- KOTE L., 1985, *Recherches archéologiques au Burkina Faso : Etat actuel des connaissances*, Mémoire de Maîtrise en histoire, non publié, Paris X, Nanterre, 135 p
- Loi n°022 -2023/ALT Portant protection sauvegarde et valorisation du patrimoine culturel au Burkina Faso
- MILLOGO K. A., 2000, « Les anciens sites d'habitat », VERNET, R. (éd.), *L'Archéologie en Afrique de l'Ouest. Sahara et Sahel*, Editions Sèpia, Saint-Maur, pp. 44-49
- N'DAH D., 2009, *Sites archéologiques et peuplement de la région de l'Atakora (Nord-Ouest du Bénin)*, Thèse de doctorat unique (Archéologie africaine), non publiée, Ouagadougou, Université de Ouagadougou, UFR-SH, 530 p.
- SANOU N., 1996, *Le masque comme symbole de cohésion sociale et d'unité politique chez les Bobo : étude du cas du village de Borodougou*, mémoire de maîtrise en Lettres Modernes, FLASHS, non publié, Ouagadougou, Université de Ouagadougou, 250 p.
- SANOU Y. P. Z., 2005, *Les données archéologiques des grès ruiniformes de Borodougou (Houet-Burkina Faso)*, Mémoire de Maîtrise, non publié, UFR/SH, Université de Ouagadougou, 172 p.

- SANOU Y. P. Z., 2017, *L'art rupestre des régions Nord et Ouest du Burkina Faso : approches archéologique et historique ; perspectives de mise en valeur*, Thèse de doctorat Unique, non publiée, Paris, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 641p.
- SANOU Y. P. Z., 2024, « Eléments d'archéologie de la falaise de Borodougou (ouest-Burkina Faso) : bilan des recherches et perspectives. » in *Zaouli*, Abidjan, N°8, pp. 440-471
- TROST F., 1993, *Ethnoarchäologie in Süd West- Burkina Faso*, Graz / Austria: AKAD. Dr., Und.Verl. Anst., 195 p
- VERNET, R., 2000, *L'Archéologie en Afrique de l'Ouest. Sahara et Sahel*, Paris, Ed. Sépia, 324 p.



Sites Web

<https://www.toriyaba.org/borodougou/> consulté le 11/05/2024

<https://www.sidwaya.info/greniers-a-grains-de-borodougou-un-patrimoine-culturel-en-quete-de-reconnaissance-nationale/> consulté le 13/09/2024

<https://www.lexpressdufaso-bf.com/carriere-de-sable-de-borodougou-un-relief-totalement-redessine-une-falaise-en-voie-de-disparition/> consulté le 12/05/2024

<https://www.sidwaya.info/carriere-de-sable-de-borodougou-dans-les-hauts-bassins-une-caverne-dali-baba-nocive-a-lenvironnement/> consulté le 12/05/2024

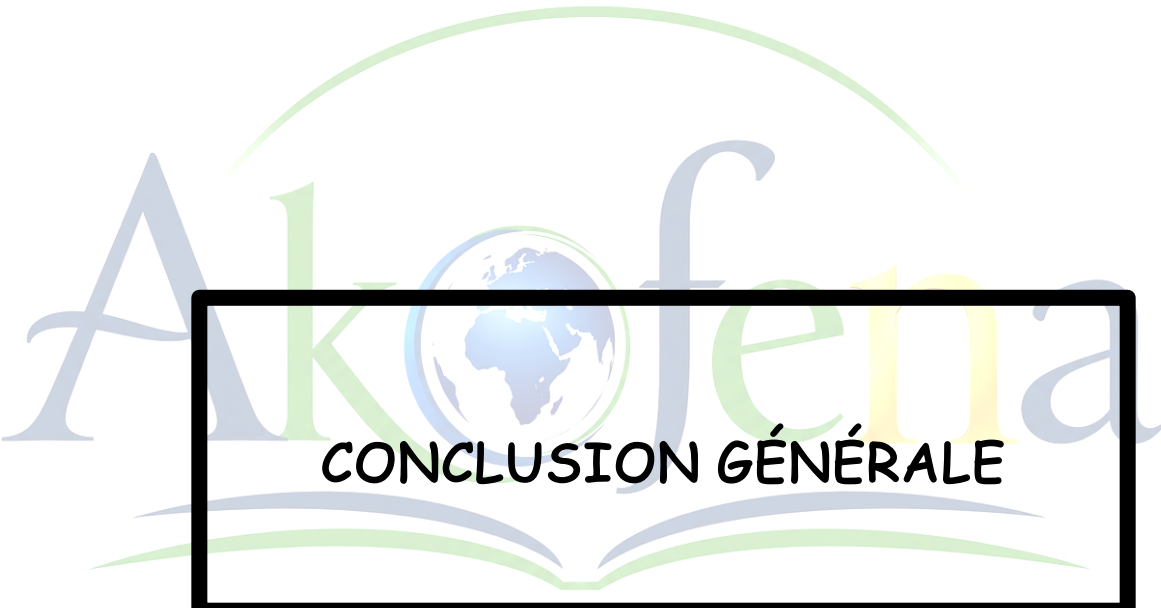
<https://www.sidwaya.info/carrieres-de-sable-de-borodougou-quand-letat-se-desengage-dun-desastre-environnemental/> consulté le 11/05/2024

<https://www.ouestinfo.bf/carriere-de-sable-de-borodougou-une-catastrophe-environnementale-a-ciel-ouvert/> consulté le 11/10/2024

<https://lefaso.net/spip.php?article120272> Carrière de sable de Borodougou : une catastrophe environnementale qui menace la route nationale N°1 consulté le 11/10/2024

<https://lefaso.net/spip.php?article55742> Site d'extraction de sable de Borodougou : une falaise en voie de disparition consulté le 11/10/2024





CONCLUSION GÉNÉRALE

Revue Scientifique des Sciences du Langage,
— Lettres, Langues & Communication —

Conclusion générale : Au terme de ces réflexions, un point de vue majeur se dégage aisément : le patrimoine archéologique et culturel ne saurait désormais être relégué en marge des processus de planification des territoires ni aperçu comme un domaine dissociable des mutations économiques, sociales, territoriales et environnementales qui touchent nos sociétés contemporaines. Les différentes contributions réunies ici montrent, au travers d'exemples concrets observés en contexte burkinabè et ivoirien, que les politiques d'aménagement du territoire, les grands travaux, l'exploitation minières aurifère, l'orpaillage artisanal, l'urbanisation mettent le patrimoine au cœur de nouveaux paradigmes de développement et de gouvernance des territoires.

Le premier axe qui fait la part belle à l'archéologie préventive, met à nu cette réalité. L'aménagement et l'exploitation des ressources constituent des facteurs de modification des espaces et des paysages et peuvent pour ainsi dire occasionner la destruction, l'altération, voire la disparition irréversible du patrimoine archéologique. Le partage d'expérience montre un caractère presque commun des différentes menaces : route, projets immobiliers, activités minières et orpaillage. Le mal reste partout le même. Des paysages entiers sont défigurés et des vestiges exhumés hors de leur contexte ou détruits tout simplement. Dès lors, l'archéologie préventive apparaît comme une bouée de sauvetage pour le patrimoine archéologique et un outil essentiel à la prévision.

Plusieurs contributions mettent cependant en évidence la persistance de difficultés majeures qui freinent la mise en œuvre de l'archéologie préventive en contexte africain. Celles-ci vont de l'insuffisance des études d'impact aux difficultés de coordination entre les différents acteurs via les contraintes institutionnelles et techniques ainsi que la faiblesse des législations relatives à la protection du patrimoine culturel et archéologique. Au Burkina Faso par exemple, il n'existe toujours pas de décret d'application à la loi de 2023 sur la protection du patrimoine. Résultat : l'archéologie préventive est pratiquée par acquis de conscience et appréhendée comme un domaine à pis-aller. Il est donc temps que l'archéologie préventive devienne une composante intégrante des politiques d'aménagement et de gestion durable des ressources et des territoires.

Les réflexions consacrées aux projets miniers et aux zones d'orpaillage montrent également l'ampleur du défi. Dans plusieurs régions, l'exploitation des ressources aurifères et des carrières a déjà livré son bilan. Partout, on assiste à une transformation profonde des paysages, sites sacrés profanés, un patrimoine orographique fortement défiguré, un patrimoine archéologique détruit sans avoir livré leur part d'historicité.

Le deuxième axe s'est voulu plus élargi et a livré des réflexions plus ou moins globales sur le patrimoine culturel. On découvre dans cette rubrique l'ampleur des risques auxquels le patrimoine culturel reste confronté. Les savoir-faire locaux, les paysages culturels, les espaces historiques, les centres historiques urbains, à l'image de Sya au cœur de Bobo-Dioulasso et le patrimoine naturel demeurent eux aussi soumis à des processus de transformation. La disparition progressive mais continue de certaines pratiques artisanales comme à Dramandougou et à Niou, la déforestation à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, véritable lieu d'expression culturelle du peuple Wê, révèlent que le patrimoine demeure un fait vivant, ancré de manière inamovible au territoire et porté par des communautés. Il faut donc à cet effet une approche globale de la question. La protection du patrimoine culturel ne peut donc être prise isolément, au détriment de la préservation des milieux dans lesquels il n'évolue ni des transpirations sociales qui lui donne sens. De même, la réhabilitation des centres urbains ou l'aménagement des territoires ne devront avoir pour seules préoccupations la modernisation des infrastructures. Cela peut être aussi appréhender comme une opportunité de mettre en exergue les traces historiques et culturelles qui participent à la structuration de l'identité des villes et des communautés.

Un autre enseignement digne d'intérêt, reste la complémentarité entre les recherches scientifiques, la protection et la valorisation des ressources du patrimoine. Cela peut se faire en plusieurs étapes :

- ☐ Première étape : inventorier les sites et les biens patrimoniaux ;
- ☐ Deuxième étape : protéger juridiquement, matériellement et institutionnellement les éléments du patrimoine ;
- ☐ Troisième étape : leur donner une valeur scientifique, sociale, culturelle, éducative et, lorsque les conditions le permettent, une valeur économique, permettant ainsi de les inscrire durablement dans la vie des collectivités. Cela doit se baser sur des principes d'authenticité, de durabilité, de transmission et de conservation.

L'ensemble des contributions appellent également à repenser la gestion du patrimoine et la gouvernance des territoires. Une synergie accrue s'impose entre les services de l'État, les collectivités territoriales, les institutions scientifiques et universitaires, les communautés locales, les opérateurs économiques et les services techniques chargés de l'aménagement. Ces actes ouvrent ainsi des perspectives importantes pour la recherche scientifique et pour l'action publique. C'est dans cet arrimage entre compréhension du passé, gestion responsable du présent et anticipation des incertitudes de l'avenir que se trouve l'un des défis majeurs posés actuellement à l'archéologie de façon générale, au patrimoine culturel et aux politiques d'aménagement du territoire en Afrique subsaharienne.



Revue Scientifique des Sciences du Langage,
— Lettres, Langues & Communication —